



---

## *Treaty Series*

---

*Treaties and international agreements  
registered  
or filed and recorded  
with the Secretariat of the United Nations*

---

VOLUME 1210

---

## *Recueil des Traités*

---

*Traités et accords internationaux  
enregistrés  
ou classés et inscrits au répertoire  
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

United Nations • Nations Unies  
New York, 1989

*Treaties and international agreements  
registered or filed and recorded  
with the Secretariat of the United Nations*

---

**VOLUME 1210**

**1981**

**I. No. 19497 (continued)**

---

**TABLE OF CONTENTS**

---

**I**

*Treaties and international agreements  
registered on 2 January 1981*

**No. 19497. Multilateral (continued):**

International Telecommunication Convention (with annexes, final protocol, additional protocols, resolutions, recommendations and opinions). Concluded at Malaga-Torremolinos on 25 October 1973

Declaration by Argentina relating to the declaration by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland under No. CII *b*) of the Final Protocol of the above-mentioned Convention . . . . .

Page

2

*(Only the French, Russian and Spanish authentic texts registered under No. 19497 are published herein. The authentic Chinese and English texts appear in volume 1209.)*

---

*Traités et accords internationaux  
enregistrés ou classés et inscrits au répertoire  
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

---

**VOLUME 1210**

**1981**

**I. N° 19497 (suite)**

---

**TABLE DES MATIÈRES**

---

**I**

*Traités et accords internationaux  
enregistrés le 2 janvier 1981*

**N° 19497. Multilatéral (suite):**

Convention internationale des télécommunications (avec annexes, protocole final, protocoles additionnels, résolutions, recommandations et vœux).  
Conclue à Malaga-Torremolinos le 25 octobre 1973

Déclaration de l'Argentine concernant la déclaration faite par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sous le n° CII, *b*, du Protocole final de la Convention susmentionnée . . . . .

Page

3

*(On trouvera les textes authentiques français, russe et espagnol enregistrés sous le numéro 19497 dans le présent volume. Les textes authentiques chinois et anglais sont publiés dans le volume 1209.)*

---

#### NOTE BY THE SECRETARIAT

Under Article 102 of the Charter of the United Nations every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration which has not been registered may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly, by resolution 97 (I), established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, vol. 859, p. VIII).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that so far as that party is concerned the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its action does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status and does not confer on a party a status which it would not otherwise have.

\*  
\* \*

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this *Series* have been made by the Secretariat of the United Nations.

---

#### NOTE DU SÉCRÉTARIAT

Aux termes de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui. De plus, aucune partie à un traité ou accord international qui aurait dû être enregistré mais ne l'a pas été ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe des Nations Unies. Par sa résolution 97 (I), l'Assemblée générale a adopté un règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte (voir texte du règlement, vol. 859, p. IX).

Le terme «traité» et l'expression «accord international» n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement, et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'Etat Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir que pour autant qu'il s'agit de cet Etat comme partie contractante l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un Etat Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de «traité» ou d'«accord international» si cet instrument n'a pas déjà cette qualité, et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

\*  
\* \*

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce *Recueil* ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

# I

## *Treaties and international agreements*

*registered*

*on 2 January 1981*

*No. 19497 (continued)*

---

## *Traités et accords internationaux*

*enregistrés*

*le 2 janvier 1981*

*N° 19497 (suite)*

**No. 19497 (continued)**

---

**MULTILATERAL**

**International Telecommunication Convention (with annexes, final protocol, additional protocols, resolutions, recommendations and opinions). Concluded at Malaga-Torremolinos on 25 October 1973**

**Declaration by Argentina relating to the declaration by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland under No. CII b) of the Final Protocol of the above-mentioned Convention**

*Authentic texts: Chinese, English, French, Russian and Spanish.*

*Registered by the International Telecommunication Union on 2 January 1981.*

*(For the authentic Chinese and English texts, see volume 1209.)*

**N° 19497 (suite)**



**MULTILATÉRAL**

**Convention internationale des télécommunications (avec annexes, protocole final, protocoles additionnels, résolutions, recommandations et vœux). Conclue à Malaga-Torremolinos le 25 octobre 1973**

**Déclaration de l'Argentine concernant la déclaration faite par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sous le n° CII, b, du Protocole final de la Convention susmentionnée**

*Textes authentiques : chinois, anglais, français, russe et espagnol.*

*Enregistrée par l'Union internationale des télécommunications le 2 janvier 1981.*

*(Pour les textes authentiques chinois et anglais, voir volume 1209.)*

CONVENTION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS<sup>1</sup>

## PREMIÈRE PARTIE. DISPOSITIONS FONDAMENTALES

## PRÉAMBULE

1. En reconnaissant pleinement à chaque pays le droit souverain de régler ses télécommunications, les plénipotentiaires des gouvernements

<sup>1</sup> Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1975 à l'égard des Etats suivants pour lesquels un instrument de ratification ou d'adhésion avait été déposé avant cette date auprès du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications, conformément à l'article 52:

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>
Afrique du Sud*	23 décembre 1974 a
Bahrein*	21 octobre 1974 a
Danemark	12 novembre 1974
Maurice	8 juillet 1974
Pays-Bas	31 décembre 1974
(Pour les Antilles néerlandaises, le Royaume en Europe et le Suriname.)	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	31 décembre 1974
(A l'égard du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des Etats associés [Antigua, Dominique, Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, Sainte-Lucie et Saint-Vincent] et des Territoires placés sous la souveraineté territoriale du Royaume-Uni, ainsi que de	

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>
l'Etat du Brunéi, des îles Salomon et, dans les limites juridictionnelles du Royaume-Uni, du condominium des Nouvelles-Hébrides. Avec déclaration précisant que les dispositions de la Convention et du Protocole additionnel facultatif ne s'appliqueront pas à la Rhodésie du Sud, tant que le Gouvernement du Royaume-Uni n'aura pas informé le Secrétaire général qu'il est en mesure d'assurer que les obligations imposées par la Convention et le Protocole additionnel facultatif, en ce qui concerne ledit territoire, peuvent être pleinement remplies.)	
Singapour	16 septembre 1974

Par la suite, la Convention est entrée en vigueur pour les Etats suivants à la date du dépôt de leur instrument de ratification ou d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications, de la façon suivante :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>
Afghanistan	3 février 1977
Albanie*	5 janvier 1976 a
Algérie	1 <sup>er</sup> novembre 1976
Allemagne, République fédérale d'	18 novembre 1976
(Avec déclaration que la Convention et ses annexes sont applicables également à Berlin-Ouest avec effet à la date à laquelle elles sont entrées en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne.)	
Angola	13 octobre 1976 a
Arabie saoudite	6 janvier 1977
Argentine*	19 janvier 1977
Australie	23 juin 1975
Autriche	17 mai 1977
Bahamas*	16 octobre 1975 a
Bangladesh	6 avril 1976
Barbade	1 <sup>er</sup> octobre 1976
Belgique	20 mars 1978
Bénin	13 novembre 1979
Birmanie	15 novembre 1976
Bolivie	22 août 1978

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>
Botswana	31 mars 1978
Brsil	30 novembre 1976
Bulgarie*	29 décembre 1976
Burundi	25 janvier 1977
Canada	20 janvier 1975
Cap-Vert	10 septembre 1976 a
Chili*	31 janvier 1977
Chine*	29 décembre 1976
Chypre	31 décembre 1976
Colombie	21 février 1975 a
Comores	5 janvier 1976 a
Congo	2 février 1979
Costa Rica	10 septembre 1979
Côte d'Ivoire	25 septembre 1979
Cuba	14 janvier 1977
Djibouti	22 novembre 1977 a
Egypte	10 septembre 1976
El Salvador	6 janvier 1977
Emirats arabes unis	29 décembre 1976
Equateur	24 janvier 1975
Espagne	29 avril 1976
Etat de la Cité du Vatican	10 décembre 1976
Etats-Unis d'Amérique	13 avril 1976

(Suite à la page 5)



(Suite de la note 1 de la page 4)

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>	<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>
Ethiopie	29 décembre 1976	Pologne*	13 janvier 1977
Fidji	17 avril 1975 a	Portugal	12 novembre 1975 a
Finlande	28 juillet 1975	Qatar	24 octobre 1975 a
France	29 décembre 1976	République arabe syrienne	20 février 1976 a
Gabon	16 août 1978	République centrafricaine	5 janvier 1976
Gambie	3 novembre 1975 a	République de Corée	22 janvier 1976
Ghana	19 janvier 1977	République démocratique alle- mande	25 août 1976
Grèce	13 janvier 1977	République démocratique popu- laire lao	6 janvier 1977
Guinée	5 octobre 1976	République populaire démocra- tique de Corée	24 septembre 1975 a
Guinée-Bissau	15 janvier 1976 a	République socialiste soviétique de Biélorussie*	6 janvier 1977
Guyane	30 novembre 1976 a	République socialiste soviétique d'Ukraine*	6 janvier 1977
Haïti	10 décembre 1976 a	République-Unie du Cameroun	1 <sup>er</sup> juin 1978
Haute-Volta	22 mars 1978	République-Unie de Tanzanie	2 septembre 1975
Honduras	11 octobre 1979 a	Roumanie*	8 février 1977
Hongrie*	4 août 1976	Rwanda	23 décembre 1976
Inde	20 avril 1976	Saint-Marin	25 mars 1977 a
Indonésie	6 janvier 1977	Sao Tomé-et-Principe	1 <sup>er</sup> septembre 1976 a
Iran	3 février 1977	Sénégal	21 janvier 1977
Iraq*	14 juin 1977	Sierra Leone	25 novembre 1976
Irlande	20 septembre 1976	Somalie	11 février 1977
Islande	6 janvier 1977	Sri Lanka	5 janvier 1978
Israël	28 mai 1975	Suède	29 décembre 1976
Italie	23 janvier 1978	Suisse	28 avril 1976
Jamahiriya arabe libyenne	22 février 1977	Suriname	15 juillet 1976 a
Jamaïque	25 avril 1975	Swaziland*	20 janvier 1975 a
Japon	17 juin 1975	Tchad	30 mars 1978
Jordanie	28 mai 1975 a	Tchécoslovaquie*	20 juillet 1976
Kenya	13 mars 1978	Thaïlande	8 octobre 1975
Koweït	7 février 1977	Togo	31 mars 1977
Lesotho	27 août 1976	Tonga*	22 août 1977 a
Liban	1 <sup>er</sup> juin 1978	Trinité-et-Tobago	13 mars 1975
Libéria	22 septembre 1975	Tunisie	25 avril 1975
Liechtenstein	4 février 1976	Turquie	6 juillet 1978
Luxembourg	26 juillet 1976	Union des Républiques socialistes soviétiques*	31 décembre 1976
Madagascar	17 mars 1976	Uruguay	15 décembre 1977
Malaisie	13 avril 1976	Venezuela	2 novembre 1976
Malawi	25 mai 1977	Viet Nam	16 décembre 1976
Maldives	16 janvier 1975 a	(Dans une lettre en date du 20 juillet 1976, qui a été reçue par le Secrétaire général de l'Union internationale des télé- communications le 2 novembre 1976, le Gouvernement de la République socialiste du Viet- nam a déclaré que cet État était le continuateur de la République du Sud-Viet-Nam en sa qualité de membre de l'Union interna- tionale des télécommunications. La présente ratification a été effectuée sur la base de la signa- ture apposée au nom de la Répu- blique du Viet Nam le 25 octobre 1973.)	
Mali	21 décembre 1976	Yémen, République arabe du	15 février 1978
Malte*	30 janvier 1975 a		
Maroc	28 janvier 1977		
Mauritanie	4 février 1977		
Mexique	23 juillet 1975		
Monaco	23 décembre 1976		
Mongolie	18 octobre 1977		
Mozambique	4 novembre 1975 a		
Nauru*	8 mars 1979 a		
Niger	7 juin 1978		
Népal	4 juillet 1977		
Nicaragua	25 mars 1977		
Nigéria	24 août 1976		
Norvège	16 décembre 1976		
Nouvelle-Zélande	7 janvier 1977		
Oman*	24 février 1977		
Ouganda	21 février 1979		
Pakistan	26 septembre 1977		
Panama	15 janvier 1976		
Papouasie-Nouvelle-Guinée*	31 octobre 1975 a		
Paraguay	2 août 1976		
Pérou	8 février 1979		
Philippines	13 août 1975		

(Suite à la page 6)

contractants, ayant en vue de faciliter les relations et la coopération entre les peuples par le bon fonctionnement des télécommunications, ont, d'un commun accord, arrêté la présente Convention, qui est l'instrument fondamental de l'Union internationale des télécommunications.

## CHAPITRE I. COMPOSITION, OBJET ET STRUCTURE DE L'UNION

### Article 1. COMPOSITION DE L'UNION

2. 1. L'Union internationale des télécommunications se compose de Membres qui, eu égard au principe d'universalité et à l'intérêt qu'il y a à ce que la participation à l'Union soit universelle, sont :
  3. a) Tout pays énuméré dans l'Annexe 1, qui signe et ratifie la Convention ou adhère à cet Acte;
  4. b) Tout pays non énuméré dans l'Annexe 1, qui devient Membre des Nations Unies et adhère à la Convention conformément aux dispositions de l'article 46;
  5. c) Tout pays souverain non énuméré dans l'Annexe 1, et non Membre des Nations Unies, qui adhère à la Convention, conformément aux dispositions de l'article 46, après que sa demande d'admission en qualité de Membre de l'Union a été agréée par les deux tiers des Membres de l'Union.
6. 2. En application des dispositions du numéro 5, si une demande d'admission en qualité de Membre est présentée dans l'intervalle de deux Conférences de plénipotentiaires, par la voie diplomatique et par l'entremise du pays où est fixé le siège de l'Union, le secrétaire général consulte les Membres de l'Union; un Membre sera considéré comme s'étant abstenu s'il n'a pas répondu dans le délai de quatre mois à compter du jour où il a été consulté.

### Article 2. DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES

7. 1. Les Membres de l'Union ont les droits et sont soumis aux obligations prévues dans la Convention.
8. 2. Les droits des Membres, en ce qui concerne leur participation aux conférences, réunions et consultations de l'Union, sont les suivants :
  9. a) Tout Membre a le droit de participer aux conférences de l'Union, est éligible au Conseil d'administration et a le droit de présenter des candidats aux postes de fonctionnaires élus de tous les organismes permanents de l'Union;
  9. b) Tout Membre a droit à une voix à toutes les conférences de l'Union, à toutes les réunions des Comités consultatifs internationaux et, s'il fait partie du Conseil d'administration, à toutes les sessions de ce Conseil;
  10. c) Tout Membre a également droit à une voix dans toute consultation effectuée par correspondance.

(Suite de la page 5)

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>	<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>
Yémen démocratique .....	25 septembre 1979	Zaire .....	10 décembre 1976
Yougoslavie .....	22 septembre 1975	Zambie .....	17 novembre 1978

\* Voir p. (1 des décl.) du présent volume pour les textes des réserves et déclarations faites lors de la ratification ou de l'adhésion.

*Article 3. SIÈGE DE L'UNION*

11. Le siège de l'Union est fixé à Genève.

*Article 4. OBJET DE L'UNION*

12. 1. L'Union a pour objet :
- a) De maintenir et d'étendre la coopération internationale pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes;
13. b) De favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur emploi et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public;
14. c) D'harmoniser les efforts des nations vers ces fins.
15. 2. A cet effet et plus particulièrement, l'Union :
- a) Effectue l'attribution des fréquences du spectre radioélectrique et l'enregistrement des assignations de fréquence, de façon à éviter les brouillages nuisibles entre les stations de radiocommunications des différents pays;
16. b) Coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages nuisibles entre les stations de radiocommunications des différents pays et d'améliorer l'utilisation du spectre des fréquences;
17. c) Coordonne les efforts en vue de permettre le développement harmonieux des moyens de télécommunication, notamment ceux faisant appel aux techniques spatiales, de manière à utiliser au mieux les possibilités qu'ils offrent;
18. d) Favorise la collaboration entre ses Membres en vue de l'établissement de tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière des télécommunications saine et indépendante;
19. e) Encourage la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunications dans les pays en voie de développement par tous les moyens à sa disposition, en particulier par sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies;
20. f) Provoque l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunication;
21. g) Procède à des études, arrête des réglementations, adopte des résolutions, formule des recommandations et des vœux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications.

*Article 5. STRUCTURE DE L'UNION*

22. L'Union comprend les organes suivants :
- 1. La Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union;
23. 2. Les conférences administratives;
24. 3. Le Conseil d'administration;
25. 4. Les organismes permanents désignés ci-après :
- a) Le Secrétariat général;
26. b) Le Comité international d'enregistrement des fréquences (I.F.R.B.);
27. c) Le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.).

28. d) Le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.).

*Article 6. CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES*

29. 1. La Conférence de plénipotentiaires est composée de délégations représentant les Membres. Elle est convoquée à intervalles réguliers, normalement tous les cinq ans.
30. 2. La Conférence de plénipotentiaires :
- a) Détermine les principes généraux que doit suivre l'Union pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 4 de la présente Convention;
  - 31. b) Examine le rapport du Conseil d'administration relatant l'activité de tous les organismes de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires;
  - 32. c) Etablit les bases du budget de l'Union ainsi que le plafond de ses dépenses pour la période allant jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires, après avoir examiné le programme des conférences administratives et des réunions que l'Union tiendra probablement durant cette période;
  - 33. d) Fixe les traitements de base, les échelles de traitements et le régime des indemnités et pensions de tous les fonctionnaires de l'Union et formule, au besoin, toutes directives générales concernant les effectifs de l'Union;
  - 34. e) Examine les comptes de l'Union et les approuve définitivement s'il y a lieu;
  - 35. f) Elit les Membres de l'Union appelés à composer le Conseil d'administration;
  - 36. g) Elit le secrétaire général et le vice-secrétaire général et fixe la date à laquelle ils prennent leurs fonctions;
  - 37. h) Elit les membres de l'I.F.R.B. et fixe la date à laquelle ils prennent leurs fonctions;
  - 38. i) Révise la Convention si elle le juge nécessaire;
  - 39. j) Conclut ou révisé, le cas échéant, les accords entre l'Union et les autres organisations internationales, examine tout accord provisoire conclu par le Conseil d'administration au nom de l'Union avec ces mêmes organisations et lui donne la suite qu'elle juge convenable;
  - 40. k) Traite toutes les autres questions de télécommunication jugées nécessaires.

*Article 7. CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES*

41. 1. Les conférences administratives de l'Union comprennent :
- a) Les conférences administratives mondiales;
  - 42. b) Les conférences administratives régionales.
43. 2. Les conférences administratives sont normalement convoquées pour traiter de questions de télécommunication particulières. Seules les questions inscrites à leur ordre du jour peuvent y être débattues. Les décisions de ces conférences doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions de la Convention.
44. 3. (1) L'ordre du jour d'une conférence administrative mondiale peut comporter :
- a) La révision partielle des Règlements administratifs énumérés au numéro 571;

45. *b)* Exceptionnellement, la révision complète d'un ou plusieurs de ces Règlements;
46. *c)* Toute autre question de caractère mondial relevant de la compétence de la conférence.
47. (2) L'ordre du jour d'une conférence administrative régionale ne peut porter que sur des questions de télécommunication particulières de caractère régional, y compris des directives destinées au Comité international d'enregistrement des fréquences en ce qui concerne ses activités intéressant la région dont il s'agit, à condition que ces directives ne soient pas contraires aux intérêts d'autres régions. En outre, les décisions d'une telle conférence doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions des Règlements administratifs.

#### *Article 8. CONSEIL D'ADMINISTRATION*

48. 1. (1) Le Conseil d'administration est composé de trente-six Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires en tenant compte de la nécessité d'une répartition équitable des sièges du Conseil entre toutes les régions du monde. Sauf dans les cas de vacances se produisant dans les conditions spécifiées par le Règlement général, les Membres de l'Union élus au Conseil d'administration remplissent leur mandat jusqu'à la date à laquelle la Conférence de plénipotentiaires procède à l'élection d'un nouveau Conseil. Ils sont rééligibles.
49. (2) Chaque Membre du Conseil désigne pour siéger au Conseil une personne qui peut être assistée d'un ou plusieurs assesseurs.
50. 2. Le Conseil d'administration établit son propre règlement intérieur.
51. 3. Dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, le Conseil d'administration agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle-ci.
52. 4. (1) Le Conseil d'administration est chargé de prendre toutes mesures pour faciliter la mise à exécution, par les Membres, des dispositions de la Convention, des Règlements administratifs, des décisions de la Conférence de plénipotentiaires et, le cas échéant, des décisions des autres conférences et réunions de l'Union ainsi que d'accomplir toutes les autres tâches qui lui sont assignées par la Conférence de plénipotentiaires.
53. (2) Il assure une coordination efficace des activités de l'Union et exerce un contrôle financier effectif sur les organismes permanents.
54. (3) Il favorise la coopération internationale en vue d'assurer par tous les moyens à sa disposition, et notamment par la participation de l'Union aux programmes appropriés des Nations Unies, la coopération technique avec les pays en voie de développement, conformément à l'objet de l'Union, qui est de favoriser par tous les moyens possibles le développement des télécommunications.

#### *Article 9. SECRÉTARIAT GÉNÉRAL*

55. 1. (1) Le Secrétariat général est dirigé par un secrétaire général assisté d'un vice-secrétaire général.
56. (2) Le secrétaire général et le vice-secrétaire général prennent leur service à la date fixée au moment de leur élection. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivante et sont rééligibles.

57. (3) Le secrétaire général prend toutes les mesures requises pour faire en sorte que les ressources de l'Union soient utilisées avec économie et il est responsable devant le Conseil d'administration pour la totalité des aspects administratifs et financiers des activités de l'Union. Le vice-secrétaire général est responsable devant le secrétaire général.
58. 2. (1) Si l'emploi de secrétaire général devient vacant, le vice-secrétaire général succède au secrétaire général dans son emploi, qu'il conserve jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivante; il est éligible à ce poste.
59. (2) Si l'emploi de vice-secrétaire général devient vacant à une date antérieure de plus de 180 jours à celle qui a été fixée pour la réunion de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, le Conseil d'administration nomme un successeur pour la durée du mandat restant à courir.
60. (3) Si les emplois de secrétaire général et de vice-secrétaire général deviennent vacants simultanément, le directeur du Comité consultatif international qui a été le plus longtemps en service exerce les fonctions de secrétaire général pendant une durée ne dépassant pas 90 jours. Le Conseil d'administration nomme un secrétaire général et, si les emplois sont devenus vacants à une date antérieure de plus de 180 jours à celle qui a été fixée pour la réunion de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, il nomme également un vice-secrétaire général. Un fonctionnaire ainsi nommé reste en service pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur. Il peut faire acte de candidature à l'élection au poste de secrétaire général ou de vice-secrétaire général à la Conférence de plénipotentiaires précitée.
61. 3. Le secrétaire général agit en qualité de représentant légal de l'Union.
62. 4. Le vice-secrétaire général assiste le secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions et assume les tâches particulières que lui confie le secrétaire général. Il exerce les fonctions du secrétaire général en l'absence de ce dernier.

*Article 10. COMITÉ INTERNATIONAL D'ENREGISTREMENT  
DES FRÉQUENCES*

63. 1. Le Comité international d'enregistrement des fréquences (I.F.R.B.) est composé de cinq membres indépendants élus par la Conférence de plénipotentiaires. Ces membres sont élus parmi les candidats proposés par les pays Membres de l'Union, de manière à assurer une répartition équitable entre les régions du monde. Chaque Membre de l'Union ne peut proposer qu'un seul candidat, ressortissant de son pays.
64. 2. Les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences, en s'acquittant de leur tâche, ne représentent pas leur pays ni une région, mais sont des agents impartiaux investis d'un mandat international.
65. 3. Les tâches essentielles du Comité international d'enregistrement des fréquences consistent :
- a) A effectuer une inscription méthodique des assignations de fréquence faites par les différents pays, de manière à fixer, conformément à la procédure spécifiée dans le Règlement des radiocommunications et, le cas échéant, conformément aux décisions des conférences compétentes de l'Union, la date, le but et les caractéristiques techniques de chacune de ces assignations, afin d'en assurer la reconnaissance internationale officielle;

66. *b)* A effectuer, dans les mêmes conditions et dans le même but, une inscription méthodique des emplacements assignés par les pays aux satellites géostationnaires;
67. *c)* A fournir des avis aux Membres en vue de l'exploitation d'un nombre aussi grand que possible de voies radioélectriques dans les régions du spectre des fréquences où des brouillages nuisibles peuvent se produire ainsi qu'en vue de l'utilisation équitable, efficace et économique de l'orbite des satellites géostationnaires;
68. *d)* A exécuter toutes les tâches additionnelles relatives à l'assignation et à l'utilisation des fréquences ainsi qu'à l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires conformément aux procédures prévues par le Règlement des radiocommunications, prescrites par une conférence compétente de l'Union ou par le Conseil d'administration avec le consentement de la majorité des Membres de l'Union en vue de la préparation d'une telle conférence ou en exécution de ses décisions;
69. *e)* A tenir à jour les dossiers indispensables qui ont trait à l'exercice de ses fonctions.

*Article 11. COMITÉS CONSULTATIFS INTERNATIONAUX*

70. 1. (1) Le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur les questions techniques et d'exploitation se rapportant spécifiquement aux radiocommunications.
71. (2) Le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur les questions techniques, d'exploitation et de tarification concernant la télégraphie et la téléphonie.
72. (3) Dans l'accomplissement de ses tâches, chaque Comité consultatif international doit porter dûment attention à l'étude des questions et à l'élaboration des avis directement liés à la création, au développement et au perfectionnement des télécommunications dans les pays en voie de développement, dans le cadre régional et dans le domaine international.
73. 2. Les Comités consultatifs internationaux ont pour membres :
  - a)* De droit, les administrations de tous les Membres de l'Union;
  74. *b)* Toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre qui l'a reconnue, demande à participer aux travaux de ces Comités.
75. 3. Le fonctionnement de chaque Comité consultatif international est assuré par :
  - a)* L'assemblée plénière;
  76. *b)* Les commissions d'études qu'il constitue;
  77. *c)* Un directeur, élu par une assemblée plénière et nommé en conformité avec le Règlement général.
78. 4. Il est institué une Commission mondiale du Plan ainsi que des Commissions régionales du Plan, selon des décisions conjointe des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux. Ces Commissions élaborent un Plan général pour le réseau international de télécommunications, afin de faciliter le développement coordonné des services internationaux de télécom-

munication. Elles soumettent aux Comités consultatifs internationaux des questions dont l'étude présente un intérêt particulier pour les pays en voie de développement et qui relèvent du mandat de ces Comités.

79. 5. Les méthodes de travail des Comités consultatifs internationaux sont définies dans le Règlement général.

*Article 12. COMITÉ DE COORDINATION*

80. 1. (1) Le Comité de coordination assiste le secrétaire général et lui donne des avis sur les questions d'administration, de finances et de coopération technique intéressant plusieurs organismes permanents ainsi que dans les domaines des relations extérieures et de l'information publique, tenant pleinement compte en cela des décisions du Conseil d'administration et des intérêts de l'Union tout entière.
81. (2) Le Comité examine également toutes questions importantes qui lui sont soumises par le Conseil d'administration. Après étude de ces questions, le Comité présente au Conseil un rapport à leur sujet par l'intermédiaire du secrétaire général.
82. 2. Le Comité de coordination est composé du vice-secrétaire général, des directeurs des Comités consultatifs internationaux et du président du Comité international d'enregistrement des fréquences; il est présidé par le secrétaire général.

*Article 13. LES FONCTIONNAIRES ÉLUS ET LE PERSONNEL DE L'UNION*

83. 1. (1) Dans l'accomplissement de leurs fonctions, les fonctionnaires élus ainsi que le personnel de l'Union ne doivent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucune autorité extérieure à l'Union. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.
84. (2) Chaque Membre doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions des fonctionnaires élus et du personnel de l'Union, et ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.
85. (3) En dehors de leurs fonctions, les fonctionnaires élus ainsi que le personnel de l'Union, ne doivent pas avoir de participation ni d'intérêts financiers, de quelque nature que ce soit, dans une entreprise quelconque s'occupant de télécommunications. Toutefois, l'expression «intérêts financiers» ne doit pas être interprétée comme s'opposant à la continuation de versements pour la retraite en raison d'un emploi ou de services antérieurs.
86. 2. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général et les directeurs des Comités consultatifs internationaux doivent tous être ressortissants de pays différents, Membres de l'Union; il est souhaitable que la même règle s'étende aux membres du Comité international d'enregistrement des fréquences. Lors de l'élection de ces fonctionnaires, il convient de tenir dûment compte des principes exposés au numéro 87 et d'une répartition géographique appropriée entre les régions du monde.
87. 3. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Union les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'effcience, de compétence et d'intégrité. L'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible doit être dûment prise en considération.



*Article 14. ORGANISATION DES TRAVAUX ET CONDUITE DES DÉBATS  
AUX CONFÉRENCES ET AUTRES RÉUNIONS*

88. 1. Pour l'organisation de leurs travaux et la conduite de leurs débats, les conférences, les assemblées plénières et réunions des Comités consultatifs internationaux appliquent le règlement intérieur compris dans le Règlement général.
89. 2. Chaque conférence, assemblée plénière ou réunion des Comités consultatifs internationaux peut adopter les règles qu'elle juge indispensables en complément de celles du règlement intérieur. Toutefois ces règles complémentaires doivent être compatibles avec les dispositions de la Convention et du Règlement général; s'il s'agit de règles complémentaires adoptées par des assemblées plénières et des commissions d'études, elles sont publiées sous forme de résolution dans les documents des assemblées plénières.

*Article 15. FINANCES DE L'UNION*

90. 1. Les dépenses de l'Union comprennent les frais afférents :
- a) Au Conseil d'administration et aux organismes permanents de l'Union;
91. b) Aux Conférences de plénipotentiaires et aux conférences administratives mondiales.
92. 2. Les dépenses de l'Union sont couvertes par les contributions de ses Membres, déterminées en fonction du nombre d'unités correspondant à la classe de contribution choisie par chaque Membre selon le tableau suivant :
- |                     |                    |
|---------------------|--------------------|
| Classe de 30 unités | Classe de 5 unités |
| Classe de 25 unités | Classe de 4 unités |
| Classe de 20 unités | Classe de 3 unités |
| Classe de 18 unités | Classe de 2 unités |
| Classe de 15 unités | Classe de 1½ unité |
| Classe de 13 unités | Classe de 1 unité  |
| Classe de 10 unités | Classe de ½ unité  |
| Classe de 8 unités  |                    |
93. 3. Les Membres choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union.
94. 4. Aucune réduction du nombre d'unités de contribution, établi conformément à la Convention, ne peut prendre effet pendant la durée de validité de cette Convention.
95. 5. Les dépenses des conférences administratives régionales visées au numéro 42 sont supportées par tous les Membres de la région concernée, selon la classe de contribution de ces derniers et, sur la même base, par ceux des Membres d'autres régions qui ont éventuellement participé à de telles conférences.
96. 6. Les Membres payent à l'avance leur part contributive annuelle, calculée d'après le budget arrêté par le Conseil d'administration.
97. 7. Un Membre en retard dans ses paiements à l'Union perd son droit de vote défini aux numéros 9 et 10, tant que le montant de ses arriérés est égal ou supérieur au montant des contributions à payer par ce Membre pour les deux années précédentes.
98. 8. Les dispositions régissant les contributions financières des exploitations privées reconnues, des organismes scientifiques ou industriels et des organisations internationales figurent dans le Règlement général.

*Article 16. LANGUES*

99. 1. (1) L'Union a pour langues officielles: l'anglais, le chinois, l'espagnol, le français et le russe.
100. (2) L'Union a pour langues de travail: l'anglais, l'espagnol et le français.
101. (3) En cas de contestation, le texte français fait foi.
102. 2. (1) Les documents définitifs des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives, leurs Actes finals, protocoles, résolutions, recommandations et vœux sont établis dans les langues officielles de l'Union, d'après des rédactions équivalentes aussi bien dans la forme que dans le fond.
103. (2) Tous les autres documents de ces conférences sont rédigés dans les langues de travail de l'Union.
104. 3. (1) Les documents officiels de service de l'Union prescrits dans les Règlements administratifs sont publiés dans les cinq langues officielles.
105. (2) Tous les autres documents dont le secrétaire général doit, conformément à ses attributions, assurer la distribution générale, sont établis dans les trois langues de travail.
106. 4. Dans les débats des conférences de l'Union, et dans les réunions de son Conseil d'administration et de ses Comités consultatifs internationaux, un système efficace d'interprétation réciproque dans les cinq langues officielles doit être utilisé. Cependant, lorsque tous les participants à une conférence ou à une réunion conviennent de cette procédure, les débats peuvent avoir lieu dans un nombre de langues inférieur aux cinq langues ci-dessus. L'interprétation entre ces langues et l'arabe est assurée aux Conférences de plénipotentiaires et aux conférences administratives de l'Union.

*Article 17. CAPACITÉ JURIDIQUE DE L'UNION*

107. L'Union jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, de la capacité juridique qui lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs.

## CHAPITRE II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS

*Article 18. DROIT DU PUBLIC À UTILISER LE SERVICE  
INTERNATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS*

108. Les Membres reconnaissent au public le droit de correspondre au moyen du service international de correspondance publique. Les services, les taxes et les garanties sont les mêmes pour tous les usagers, dans chaque catégorie de correspondance, sans priorité ni préférence quelconque.

*Article 19. ARRÊT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS*

109. 1. Les Membres se réservent le droit d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, à charge d'aviser immédiatement le bureau d'origine de l'arrêt total du télégramme ou d'une partie quelconque de celui-ci, sauf dans le cas où cette notification paraîtrait dangereuse pour la sûreté de l'Etat.

110. 2. Les Membres se réservent aussi le droit d'interrompre toute autre télécommunication privée qui peut paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

*Article 20. SUSPENSION DU SERVICE*

111. Chaque Membre se réserve le droit de suspendre le service des télécommunications internationales pour une durée indéterminée, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et/ou pour certaines natures de correspondances de départ, d'arrivée ou de transit, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Membres par l'intermédiaire du secrétaire général.

*Article 21. RESPONSABILITÉ*

112. Les Membres n'acceptent aucune responsabilité à l'égard des usagers des services internationaux de télécommunication, notamment en ce qui concerne les réclamations tendant à obtenir des dommages et intérêts.

*Article 22. SECRET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS*

113. 1. Les Membres s'engagent à prendre toutes les mesures possibles, compatibles avec le système de télécommunication employé, en vue d'assurer le secret des correspondances internationales.
114. 2. Toutefois, ils se réservent le droit de communiquer ces correspondances aux autorités compétentes, afin d'assurer l'application de leur législation intérieure ou l'exécution des conventions internationales auxquelles ils sont parties.

*Article 23. ETABLISSEMENT, EXPLOITATION ET SAUVEGARDE  
DES VOIES ET DES INSTALLATIONS DE TÉLÉCOMMUNICATION*

115. 1. Les Membres prennent les mesures utiles en vue d'établir, dans les meilleures conditions techniques, les voies et installations nécessaires pour assurer l'échange rapide et ininterrompu des télécommunications internationales.
116. 2. Autant que possible, ces voies et installations doivent être exploitées selon les méthodes et procédures que l'expérience pratique de l'exploitation a révélées les meilleures, entretenues en bon état d'utilisation et maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.
117. 3. Les Membres assurent la sauvegarde de ces voies et installations dans les limites de leur juridiction.
118. 4. A moins d'arrangements particuliers fixant d'autres conditions, tous les Membres prennent les mesures utiles pour assurer la maintenance de celles des sections de circuits internationaux de télécommunication qui sont comprises dans les limites de leur contrôle.

*Article 24. NOTIFICATION DES CONTRAVENTIONS*

119. Afin de faciliter l'application des dispositions de l'article 44, les Membres s'engagent à se renseigner mutuellement au sujet des contraventions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

*Article 25. PRIORITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS RELATIVES  
À LA SÉCURITÉ DE LA VIE HUMAINE*

120. Les services internationaux de télécommunication doivent accorder la priorité absolue à toutes les télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine en mer, sur terre, dans les airs et dans l'espace extra-atmosphérique, ainsi qu'aux télécommunications épidémiologiques d'urgence exceptionnelle de l'Organisation mondiale de la santé.

*Article 26. PRIORITÉ DES TÉLÉGRAMMES D'ÉTAT, DES APPELS  
ET DES CONVERSATIONS TÉLÉPHONIQUES D'ÉTAT*

121. Sous réserve des dispositions des articles 25 et 36, les télégrammes d'Etat jouissent d'un droit de priorité sur les autres télégrammes, lorsque l'expéditeur en fait la demande. Les appels et conversations téléphoniques d'Etat peuvent également, sur demande expresse et dans la mesure du possible, bénéficier d'un droit de priorité sur les autres appels et conversations téléphoniques.

*Article 27. LANGAGE SECRET*

122. 1. Les télégrammes d'Etat, ainsi que les télégrammes de service, peuvent être rédigés en langage secret dans toutes les relations.
123. 2. Les télégrammes privés en langage secret peuvent être admis entre tous les pays à l'exception de ceux qui ont préalablement notifié, par l'intermédiaire du secrétaire général, qu'ils n'admettent pas ce langage pour cette catégorie de correspondance.
124. 3. Les Membres qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret en provenance ou à destination de leur propre territoire, doivent les accepter en transit, sauf dans le cas de suspension de service prévu à l'article 20.

*Article 28. TAXES ET FRANCHISE*

125. Les dispositions relatives aux taxes des télécommunications et les divers cas dans lesquels la franchise est accordée sont fixés dans les Règlements administratifs annexés à la présente Convention.

*Article 29. ÉTABLISSEMENT ET REDDITION DES COMPTES*

126. Les règlements de comptes internationaux sont considérés comme transactions courantes et effectués en accord avec les obligations internationales courantes des pays intéressés, lorsque les gouvernements ont conclu des arrangements à ce sujet. En l'absence d'arrangements de ce genre ou d'accords particuliers conclus dans les conditions prévues à l'article 31, ces règlements de comptes sont effectués conformément aux dispositions des Règlements administratifs.

*Article 30. UNITÉ MONÉTAIRE*

127. L'unité monétaire employée à la composition des tarifs des télécommunications internationales et à l'établissement des comptes internationaux est le franc-or à 100 centimes, d'un poids de 10/31 de gramme et d'un titre de 0,900.

*Article 31. ARRANGEMENTS PARTICULIERS*

128. Les Membres se réservent, pour eux-mêmes, pour les exploitations privées reconnues par eux et pour d'autres exploitations dûment autorisées à cet effet,

la faculté de conclure des arrangements particuliers sur des questions de télécommunication qui n'intéressent pas la généralité des Membres. Toutefois, ces arrangements ne doivent pas aller à l'encontre des dispositions de la présente Convention ou des Règlements administratifs y annexés, en ce qui concerne les brouillages nuisibles que leur mise à exécution serait susceptible de causer aux services de radiocommunication des autres pays.

*Article 32.* CONFÉRENCES RÉGIONALES, ARRANGEMENTS RÉGIONAUX,  
ORGANISATIONS RÉGIONALES

129. Les Membres se réservent le droit de tenir des conférences régionales, de conclure des arrangements régionaux et de créer des organisations régionales, en vue de régler des questions de télécommunication susceptibles d'être traitées sur un plan régional. Les arrangements régionaux ne doivent pas être en contradiction avec la présente Convention.

CHAPITRE III. DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES  
AUX RADIOCOMMUNICATIONS

*Article 33.* UTILISATION RATIONNELLE DU SPECTRE DES FRÉQUENCES  
RADIOÉLECTRIQUES ET DE L'ORBITE DES SATELLITES GÉOSTATIONNAIRES

130. 1. Les Membres s'efforcent de limiter le nombre de fréquences et l'étendue du spectre utilisé au minimum indispensable pour assurer de manière satisfaisante le fonctionnement des services nécessaires. A cette fin, ils s'efforcent d'appliquer dans les moindres délais les derniers perfectionnements de la technique.
131. 2. Lors de l'utilisation de bandes de fréquences pour les radiocommunications spatiales, les Membres tiennent compte du fait que les fréquences et l'orbite des satellites géostationnaires sont des ressources naturelles limitées qui doivent être utilisées de manière efficace et économique afin de permettre un accès équitable à cette orbite et à ces fréquences aux différents pays ou groupes de pays, selon leurs besoins et les moyens techniques dont ils peuvent disposer, conformément aux dispositions du Règlement des radiocommunications.

*Article 34.* INTERCOMMUNICATION

132. 1. Les stations qui assurent les radiocommunications dans le service mobile sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiocommunications sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.
133. 2. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du numéro 132 n'empêchent pas l'emploi d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.
134. 3. Nonobstant les dispositions du numéro 132, une station peut être affectée à un service international restreint de télécommunication, déterminé par le but de ce service ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

*Article 35. BROUILLAGES NUISIBLES*

135. 1. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent être établies et exploitées de manière à ne pas causer de brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques des autres Membres, des exploitations privées reconnues et des autres exploitations dûment autorisées à assurer un service de radiocommunication, et qui fonctionnent en se conformant aux dispositions du Règlement des radiocommunications.
136. 2. Chaque Membre s'engage à exiger, des exploitations privées reconnues par lui et des autres exploitations dûment autorisées à cet effet, l'observation des prescriptions du numéro 135.
137. 3. De plus, les Membres reconnaissent désirable de prendre les mesures pratiquement possibles pour empêcher que le fonctionnement des appareils et installations électriques de toutes sortes ne cause des brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques visés au numéro 135.

*Article 36. APPELS ET MESSAGES DE DÉTRESSE*

138. Les stations de radiocommunications sont obligées d'accepter en priorité absolue les appels et messages de détresse quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces messages et d'y donner immédiatement la suite qu'ils comportent.

*Article 37. SIGNAUX DE DÉTRESSE, D'URGENCE, DE SÉCURITÉ  
OU D'IDENTIFICATION FAUX OU TROMPEURS*

139. Les Membres s'engagent à prendre les mesures utiles pour réprimer la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs, et à collaborer en vue de localiser et d'identifier les stations de leur propre pays qui émettent de tels signaux.

*Article 38. INSTALLATIONS DES SERVICES DE DÉFENSE NATIONALE*

140. 1. Les Membres conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques militaires de leurs armées et de leurs forces navales et aériennes.
141. 2. Toutefois, ces installations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse et aux mesures à prendre pour empêcher les brouillages nuisibles, ainsi que les prescriptions des Règlements administratifs concernant les types d'émission et les fréquences à utiliser, selon la nature du service qu'elles assurent.
142. 3. En outre, lorsque ces installations participent au service de la correspondance publique ou aux autres services régis par les Règlements administratifs annexés à la présente Convention, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires applicables à ces services.

*CHAPITRE IV. RELATIONS AVEC LES NATIONS UNIES  
ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES**Article 39. RELATIONS AVEC LES NATIONS UNIES*

143. 1. Les relations entre les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications sont définies dans l'Accord conclu entre ces deux organisations, dont le texte figure dans l'Annexe 3 à la présente Convention.

144. 2. Conformément aux dispositions de l'article XVI de l'Accord ci-dessus mentionné, les services d'exploitation des télécommunications des Nations Unies jouissent des droits et sont soumis aux obligations prévues dans cette Convention et dans les Règlements administratifs. Ils ont, en conséquence, le droit d'assister, à titre consultatif, à toutes les conférences de l'Union, y compris les réunions des Comités consultatifs internationaux.

*Article 40. RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES*

145. Afin d'aider à la réalisation d'une entière coordination internationale dans le domaine des télécommunications, l'Union collabore avec les organisations internationales qui ont des intérêts et des activités connexes.

CHAPITRE V. APPLICATION DE LA CONVENTION ET DES RÈGLEMENTS

*Article 41. DISPOSITIONS FONDAMENTALES ET RÈGLEMENT GÉNÉRAL*

146. En cas de divergence entre une disposition de la première partie de la Convention (Dispositions fondamentales, numéros 1 à 170) et une disposition de la seconde partie (Règlement général, numéros 201 à 571), la première prévaut.

*Article 42. RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS*

147. 1. Les dispositions de la Convention sont complétées par les Règlements administratifs, qui régissent l'utilisation des télécommunications et lient tous les Membres.
148. 2. La ratification de la présente Convention conformément à l'article 45 ou l'adhésion à la présente Convention conformément à l'article 46, implique l'acceptation des Règlements administratifs en vigueur au moment de cette ratification ou de cette adhésion.
149. 3. Les Membres doivent informer le secrétaire général de leur approbation de toute révision de ces Règlements par des conférences administratives compétentes. Le secrétaire général notifie ces approbations aux Membres au fur et à mesure qu'il les reçoit.
150. 4. En cas de divergence entre une disposition de la Convention et une disposition d'un Règlement administratif, la Convention prévaut.

*Article 43. VALIDITÉ DES RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS EN VIGUEUR*

151. Les Règlements administratifs visés au numéro 147 sont ceux en vigueur au moment de la signature de la présente Convention. Ils sont considérés comme annexés à la présente Convention et demeurent valables, sous réserve des révisions partielles qui peuvent être adoptées aux termes du numéro 44, jusqu'au moment de l'entrée en vigueur des nouveaux Règlements élaborés par les conférences administratives mondiales compétentes et destinés à les remplacer en tant qu'annexes à la présente Convention.

*Article 44. EXÉCUTION DE LA CONVENTION ET DES RÈGLEMENTS*

152. 1. Les Membres sont tenus de se conformer aux dispositions de la présente Convention et des Règlements administratifs y annexés dans tous les bureaux et dans toutes les stations de télécommunication établis ou exploités par eux et qui assurent des services internationaux ou qui peuvent provoquer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunication d'autres pays,

sauf en ce qui concerne les services qui échappent à ces obligations en vertu des dispositions de l'article 38.

153. 2. Ils doivent en outre prendre les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements administratifs aux exploitations autorisées par eux à établir et à exploiter des télécommunications et qui assurent des services internationaux ou exploitent des stations pouvant causer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunication d'autres pays.

*Article 45. RATIFICATION DE LA CONVENTION*

154. 1. La présente Convention sera ratifiée par chacun des gouvernements signataires selon les règles constitutionnelles en vigueur dans les pays respectifs. Les instruments de ratification seront adressés, dans le plus bref délai possible, par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union au secrétaire général qui les notifie aux Membres.
155. 2. (1) Pendant une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, tout gouvernement signataire jouit des droits conférés aux Membres de l'Union aux numéros 8 à 10, même s'il n'a pas déposé d'instrument de ratification aux termes du numéro 154.
156. (2) A l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, un gouvernement signataire qui n'a pas déposé d'instrument de ratification aux termes du numéro 154 n'a plus qualité pour voter à aucune conférence de l'Union, à aucune session du Conseil d'administration, à aucune réunion des organismes permanents de l'Union, ni lors d'aucune consultation par correspondance effectuée en conformité avec les dispositions de la Convention, et cela tant que l'instrument de ratification n'a pas été déposé. Les droits de ce gouvernement, autres que les droits de vote, ne sont pas affectés.
157. 3. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 52, chaque instrument de ratification prend effet à la date de dépôt auprès du secrétaire général.
158. 4. Dans le cas où l'un ou plusieurs des gouvernements signataires ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en serait pas moins valable pour les gouvernements qui l'auraient ratifiée.

*Article 46. ADHÉSION À LA CONVENTION*

159. 1. Le gouvernement d'un pays qui n'a pas signé la présente Convention peut y adhérer en tout temps sous réserve des dispositions de l'article 1.
160. 2. L'instrument d'adhésion est adressé au secrétaire général par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union. Il prend effet à la date de son dépôt, à moins qu'il n'en soit stipulé autrement. Le secrétaire général notifie l'adhésion aux Membres et transmet à chacun d'eux une copie authentifiée de l'Acte.

*Article 47. DÉNONCIATION DE LA CONVENTION*

161. 1. Tout Membre qui a ratifié la présente Convention ou qui y a adhéré a le droit de la dénoncer par une notification adressée au secrétaire général par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union. Le secrétaire général en avise les autres Membres.



162. 2. Cette dénonciation produit son effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour où le secrétaire général a reçu la notification.

*Article 48. ABROGATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE  
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE MONTREUX (1965)*

163. La présente Convention abroge et remplace la Convention internationale des télécommunications de Montreux (1965) dans les relations entre les gouvernements contractants<sup>1</sup>.

*Article 49. RELATIONS AVEC DES ETATS NON CONTRACTANTS*

164. Tous les Membres se réservent, pour eux-mêmes et pour les exploitations privées reconnues, la faculté de fixer les conditions dans lesquelles ils admettent les télécommunications échangées avec un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention. Si une télécommunication originaire d'un Etat non contractant est acceptée par un Membre, elle doit être transmise et, pour autant qu'elle emprunte les voies de télécommunication d'un Membre, les dispositions obligatoires de la Convention et des Règlements administratifs ainsi que les taxes normales lui sont appliquées.

*Article 50. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS*

165. 1. Les Membres peuvent régler leurs différends sur les questions relatives à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention ou des Règlements prévus à l'article 42 par la voie diplomatique, ou suivant les procédures établies par les traités bilatéraux ou multilatéraux conclus entre eux pour le règlement des différends internationaux, ou par toute autre méthode dont ils pourraient décider d'un commun accord.
166. 2. Au cas où aucun de ces moyens de règlement ne serait adopté, tout Membre, partie dans un différend, peut avoir recours à l'arbitrage, conformément à la procédure définie au Règlement général ou au Protocole additionnel facultatif, selon le cas.

CHAPITRE VI. DÉFINITIONS

*Article 51. DÉFINITIONS*

167. Dans la présente Convention, à moins de contradiction avec le contexte :
- a) Les termes qui sont définis dans l'Annexe 2 à la présente Convention ont le sens qui leur est assigné dans cette Annexe;
168. b) Les autres termes définis dans les Règlements visés à l'article 42 ont le sens qui leur est assigné dans ces Règlements.

CHAPITRE VII. DISPOSITION FINALE

*Article 52. MISE EN VIGUEUR ET ENREGISTREMENT  
DE LA CONVENTION*

169. La présente Convention entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1975 entre les Membres pour lesquels les instruments de ratification ou d'adhésion auront été déposés avant cette date.

<sup>1</sup> Union internationale des télécommunications, *Convention internationale des télécommunications, Montreux, 1965* (Genève).

170. Conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le secrétaire général de l'Union enregistrera la présente Convention auprès du Secrétariat des Nations Unies.

## SECONDE PARTIE. RÈGLEMENT GÉNÉRAL

### CHAPITRE VIII. FONCTIONNEMENT DE L'UNION

#### *Article 53.* CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

201. 1. (1) La Conférence de plénipotentiaires se réunit à intervalles réguliers, normalement tous les cinq ans.
202. (2) Si cela est pratiquement possible, la date et le lieu d'une Conférence de plénipotentiaires sont fixés par la Conférence de plénipotentiaires précédente; dans le cas contraire, cette date et ce lieu sont déterminés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.
203. 2. (1) La date et le lieu de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, ou l'un des deux seulement, peuvent être changés :
- a) A la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général;
204. b) Sur proposition du Conseil d'administration.
205. (2) Dans les deux cas, une nouvelle date et un nouveau lieu, ou l'un des deux seulement, sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

#### *Article 54.* CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES

206. 1. (1) L'ordre du jour d'une conférence administrative est fixé par le Conseil d'administration, avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou de la majorité des Membres de la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 225.
207. (2) Le cas échéant, cet ordre du jour comprend toute question dont l'inclusion a été décidée par une Conférence de plénipotentiaires.
208. (3) Une conférence administrative mondiale traitant de radiocommunications peut également porter à son ordre du jour des directives à donner au Comité international d'enregistrement des fréquences touchant ses activités et l'examen de celles-ci.
209. 2. (1) Une conférence administrative mondiale est convoquée :
- a) Sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires, qui peut fixer la date et le lieu de sa réunion;
210. b) Sur recommandation d'une conférence administrative mondiale précédente, sous réserve d'approbation par le Conseil d'administration;
211. c) A la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général;
212. d) Sur proposition du Conseil d'administration.
213. (2) Dans les cas visés aux numéros 210, 211, 212 et éventuellement 209, la date et le lieu de la conférence sont fixés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union, sous réserve des dispositions du numéro 225.

214. 3. (1) Une conférence administrative régionale est convoquée :
- a) Sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires;
215. b) Sur recommandation d'une conférence administrative mondiale ou régionale précédente, sous réserve d'approbation par le Conseil d'administration;
216. c) A la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée, adressée individuellement au secrétaire général;
217. d) Sur proposition du Conseil d'administration.
218. (2) Dans les cas visés aux numéros 215, 216, 217 et éventuellement 214, la date et le lieu de la conférence sont fixés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région considérée, sous réserve des dispositions du numéro 225.
219. 4. (1) L'ordre du jour, la date et le lieu d'une conférence administrative peuvent être changés :
- a) A la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou d'un quart des Membres de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale; les demandes sont adressées individuellement au secrétaire général qui en saisit le Conseil d'administration aux fins d'approbation;
  - b) Sur proposition du Conseil d'administration.
221. (2) Dans les cas visés aux numéros 219 et 220, les modifications proposées ne sont définitivement adoptées qu'avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 225.
222. 5. (1) Le Conseil d'administration peut juger utile de faire précéder la session principale d'une conférence administrative d'une réunion préparatoire chargée d'établir des propositions concernant les bases techniques des travaux de la conférence.
223. (2) La convocation de cette réunion préparatoire et son ordre du jour doivent être approuvés par la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou par la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 225.
224. (3) A moins que la réunion préparatoire d'une conférence administrative n'en décide autrement, les textes qu'elle a finalement approuvés sont rassemblés sous la forme d'un rapport qui est approuvé par cette réunion et signé par son président.
225. 6. Dans les consultations visées aux numéros 206, 213, 218, 221 et 223, les Membres de l'Union qui n'ont pas répondu dans le délai fixé par le Conseil d'administration sont considérés comme n'ayant pas participé à ces consultations et en conséquence ne sont pas pris en considération dans le calcul de la majorité. Si le nombre des réponses reçues ne dépasse pas la moitié du nombre des Membres de l'Union consultés, on procède à une nouvelle consultation dont le résultat sera déterminant quel que soit le nombre de suffrages exprimés.

*Article 55. CONSEIL D'ADMINISTRATION*

226. 1. (1) Le Conseil d'administration est composé de Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires.
227. (2) Si, entre deux Conférences de plénipotentiaires, une vacance se produit au sein du Conseil d'administration, le siège revient de droit au Membre de l'Union qui a obtenu, lors du dernier scrutin, le plus grand nombre de suffrages parmi les Membres qui font partie de la même région et dont la candidature n'a pas été retenue.
228. (3) Un siège au Conseil est considéré comme vacant :
- a) Lorsqu'un Membre du Conseil ne s'est pas fait représenter à deux sessions annuelles consécutives du Conseil;
229. b) Lorsqu'un pays Membre de l'Union se démet de ses fonctions de Membre du Conseil.
230. 2. Dans la mesure du possible, la personne désignée par un Membre du Conseil d'administration pour siéger au Conseil est un fonctionnaire de son administration des télécommunications ou est directement responsable devant cette administration ou en son nom; cette personne doit être qualifiée en raison de son expérience des services de télécommunication.
231. 3. Le Conseil d'administration élit ses propres président et vice-président au début de chaque session annuelle. Ceux-ci restent en fonctions jusqu'à l'ouverture de la session annuelle suivante et sont rééligibles. Le vice-président remplace le président en l'absence de ce dernier.
232. 4. (1) Le Conseil d'administration se réunit en session annuelle au siège de l'Union.
233. (2) Au cours de cette session, il peut décider de tenir exceptionnellement une session supplémentaire.
234. (3) Dans l'intervalle des sessions ordinaires, il peut être convoqué, en principe au siège de l'Union, par son président, à la demande de la majorité de ses Membres, ou à l'initiative de son président dans les conditions prévues au numéro 255.
235. 5. Le secrétaire général et le vice-secrétaire général, le président et le vice-président du Comité international d'enregistrement des fréquences et les directeurs des Comités consultatifs internationaux participent de plein droit aux délibérations du Conseil d'administration, mais sans prendre part aux votes. Toutefois, le Conseil peut tenir des séances réservées à ses seuls membres.
236. 6. Le secrétaire général assume les fonctions de secrétaire du Conseil d'administration.
237. 7. Le Conseil d'administration ne prend de décision que lorsqu'il est en session.
238. 8. Le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration a le droit d'assister en qualité d'observateur à toutes les réunions des organismes permanents de l'Union désignés aux numéros 26, 27 et 28.
239. 9. Seuls les frais de voyage et de subsistance engagés par le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration pour exercer ses fonctions aux sessions du Conseil sont à la charge de l'Union.
240. 10. Pour l'exécution des attributions qui lui sont dévolues par la Convention, le Conseil d'administration, en particulier :

- a) Est chargé, dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales visées aux articles 39 et 40; à cet effet, il conclut au nom de l'Union des accords provisoires avec les organisations internationales visées à l'article 40 et avec les Nations Unies en application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications; ces accords provisoires doivent être soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante conformément aux dispositions du numéro 39;
241. b) Arrête l'effectif et la hiérarchie du personnel du Secrétariat général et des secrétariats spécialisés des organismes permanents de l'Union, en tenant compte des directives générales données par la Conférence de plénipotentiaires;
242. c) Etablit tous les règlements qu'il juge nécessaires aux activités administratives et financières de l'Union, ainsi que les règlements administratifs destinés à tenir compte de la pratique courante de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qui appliquent le régime commun des traitements, indemnités et pensions;
243. d) Contrôle le fonctionnement administratif de l'Union;
244. e) Examine et arrête le budget annuel de l'Union, compte tenu des limites fixées pour les dépenses par la Conférence de plénipotentiaires, en réalisant toutes les économies possibles, mais en gardant à l'esprit l'obligation faite à l'Union d'obtenir des résultats satisfaisants aussi rapidement que possible par l'intermédiaire des conférences et des programmes de travail des organismes permanents; ce faisant, le Conseil tient compte aussi des plans de travail mentionnés au numéro 286 et de toutes analyses de coûts/bénéfices mentionnées au numéro 287;
245. f) Prend tous arrangements nécessaires en vue de la vérification annuelle des comptes de l'Union établis par le secrétaire général et approuve ces comptes, s'il y a lieu, pour les soumettre à la Conférence de plénipotentiaires suivante;
246. g) Ajuste, s'il est nécessaire :
1. Les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures, à l'exclusion des traitements des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, afin de les adapter aux échelles de base des traitements fixées par les Nations Unies pour les catégories correspondantes du régime commun;
247. 2. Les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie des services généraux, afin de les adapter aux salaires appliqués par les Nations Unies et les institutions spécialisées au siège de l'Union;
248. 3. Les indemnités de poste de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures, y compris celles des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, conformément aux décisions des Nations Unies valables pour le siège de l'Union;
249. 4. Les indemnités dont bénéficie tout le personnel de l'Union, en harmonie avec toutes les modifications adoptées dans le régime commun des Nations Unies;

250. 5. Les contributions de l'Union et du personnel à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, conformément aux décisions du Comité mixte de cette Caisse;
251. 6. Les indemnités de cherté de vie accordées aux bénéficiaires de la Caisse d'assurance du personnel de l'Union selon la pratique suivie par les Nations Unies;
252. *h)* Prend les dispositions nécessaires pour la convocation des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives de l'Union conformément aux articles 53 et 54;
253. *i)* Soumet à la Conférence de plénipotentiaires les avis qu'il juge utiles;
254. *j)* Examine et coordonne les programmes de travail ainsi que leur progrès, de même que les arrangements de travail des organismes permanents, y compris les calendriers des réunions, et prend les mesures qu'il estime appropriées;
255. *k)* Procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de secrétaire général et/ou de vice-secrétaire général dans la situation visée au numéro 59 ou 60 et cela au cours d'une de ses sessions régulières si la vacance s'est produite dans les 90 jours qui précèdent cette session ou bien au cours d'une session convoquée par son président dans les périodes prévues aux numéros susmentionnés;
256. *l)* Procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de directeur d'un Comité consultatif international, à la première session régulière tenue après la date où la vacance s'est produite. Un directeur ainsi nommé reste en fonctions jusqu'à l'assemblée plénière suivante, comme le stipule le numéro 305; il peut être élu à ce poste;
257. *m)* Procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de membre du Comité international d'enregistrement des fréquences selon la procédure prévue au numéro 297;
258. *n)* Remplit les autres fonctions prévues dans la Convention et, dans le cadre de celle-ci et des Règlements administratifs, toutes les fonctions jugées nécessaires à la bonne administration de l'Union ou de ses organismes permanents pris individuellement;
259. *o)* Prend les dispositions nécessaires, après accord de la majorité des Membres de l'Union, pour résoudre à titre provisoire les cas non prévus dans la Convention, les Règlements administratifs et leurs annexes, pour la solution desquels il n'est plus possible d'attendre la prochaine conférence compétente;
260. *p)* Soumet un rapport sur les activités de tous les organes de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires;
261. *q)* Envoie aux Membres de l'Union le plus tôt possible après chacune de ses sessions, des comptes rendus succincts de ses travaux, ainsi que tous documents qu'il juge utiles.

*Article 56. SECRÉTARIAT GÉNÉRAL*

262. 1. Le secrétaire général :
- a)* Coordonne les activités des différents organismes permanents de l'Union avec les conseils et l'assistance du Comité de coordination dont il est question au numéro 80, afin d'assurer une utilisation aussi efficace et écono-

- mique que possible du personnel, des fonds et des autres ressources de l'Union;
263. *b)* Organise le travail du Secrétariat général et nomme le personnel de ce secrétariat, en se conformant aux directives données par la Conférence de plénipotentiaires et aux règlements établis par le Conseil d'administration;
264. *c)* Prend les mesures administratives relatives à la constitution des secrétariats spécialisés des organismes permanents et nomme le personnel de ces secrétariats en accord avec le chef de chaque organisme permanent et en se fondant sur le choix de ce dernier, la décision finale de nomination ou de licenciement appartenant au secrétaire général;
265. *d)* Porte à la connaissance du Conseil d'administration toute décision, prise par les Nations Unies et les institutions spécialisées, qui affecte les conditions de service, d'indemnités et de pensions du régime commun;
266. *e)* Veille à l'application des règlements administratifs et financiers approuvés par le Conseil d'administration;
267. *f)* Fournit des avis juridiques aux organes de l'Union;
268. *g)* Supervise, pour les besoins de la gestion administrative, le personnel du siège de l'Union, afin d'assurer une utilisation aussi efficace que possible de ce personnel et de lui appliquer les conditions d'emploi du régime commun; le personnel désigné pour assister directement les directeurs des Comités consultatifs internationaux et le Comité international d'enregistrement des fréquences travaille sous les ordres directs des hauts fonctionnaires intéressés, mais conformément aux directives administratives générales du Conseil d'administration et du secrétaire général;
269. *h)* Dans l'intérêt général de l'Union et après avoir consulté le président du Comité international d'enregistrement des fréquences ou le directeur du Comité consultatif en cause, affecte temporairement des fonctionnaires à d'autres emplois en fonction des fluctuations du travail au siège de l'Union; le secrétaire général signale au Conseil d'administration ces affectations temporaires et leurs conséquences financières;
270. *i)* Assure le travail de secrétariat qui précède et qui suit les conférences de l'Union;
271. *j)* Assure, s'il y a lieu en coopération avec le gouvernement invitant, le secrétariat des conférences de l'Union et, en collaboration avec le chef de l'organisme permanent intéressé, fournit les services nécessaires à la tenue des réunions de chaque organisme permanent de l'Union, en recourant, dans la mesure où il l'estime nécessaire, au personnel de l'Union, conformément au numéro 269; le secrétaire général peut aussi, sur demande et sur la base d'un contrat, assurer le secrétariat de toute autre réunion relative aux télécommunications;
272. *k)* Tient à jour les nomenclatures officielles établies d'après les renseignements fournis à cet effet par les organismes permanents de l'Union ou par les administrations, à l'exception des fichiers de référence et de tous autres dossiers indispensables qui peuvent avoir trait aux fonctions du Comité international d'enregistrement des fréquences;
273. *l)* Publie les principaux rapports des organismes permanents de l'Union ainsi que les avis et les instructions d'exploitation à utiliser dans les services internationaux de télécommunication qui découlent de ces avis;

274. *m*) Publie les accords internationaux et régionaux concernant les télécommunications qui lui sont communiqués par les parties, et tient à jour les documents qui s'y rapportent;
275. *n*) Publie les normes techniques du Comité international d'enregistrement des fréquences, ainsi que toute autre documentation concernant l'assignation et l'utilisation des fréquences, telle qu'elle a été élaborée par le Comité international d'enregistrement des fréquences dans l'exercice de ses fonctions;
276. *o*) Etablit, publie et tient à jour en recourant, le cas échéant, aux autres organismes permanents de l'Union :
1. Une documentation indiquant la composition et la structure de l'Union;
  277. 2. Les statistiques générales et les documents officiels de service de l'Union prescrits dans les Règlements administratifs;
  278. 3. Tous autres documents dont l'établissement est prescrit par les conférences et par le Conseil d'administration;
279. *p*) Rassemble et publie, sous forme appropriée, les renseignements nationaux et internationaux concernant les télécommunications dans le monde entier;
280. *q*) Recueille et publie, en collaboration avec les autres organismes permanents de l'Union, les informations de caractère technique ou administratif qui pourraient être particulièrement utiles pour les pays en voie de développement afin de les aider à améliorer leurs réseaux de télécommunications; l'attention de ces pays est également attirée sur les possibilités offertes par les programmes internationaux placés sous les auspices des Nations Unies;
281. *r*) Rassemble et publie tous les renseignements susceptibles d'être utiles aux Membres, concernant la mise en œuvre de moyens techniques destinés à obtenir le meilleur rendement des services de télécommunication et, notamment, le meilleur emploi possible des fréquences radioélectriques en vue de diminuer les brouillages;
282. *s*) Publie périodiquement, à l'aide des renseignements réunis ou mis à sa disposition, y compris ceux qu'il peut recueillir auprès d'autres organisations internationales, un journal d'information et de documentation générales sur les télécommunications;
283. *t*) Détermine, après avoir consulté le directeur du Comité consultatif international intéressé ou, suivant le cas, le président du Comité international d'enregistrement des fréquences, la forme et la présentation de toutes les publications de l'Union, en tenant compte de leur nature et de leur contenu ainsi que du mode de publication le mieux approprié et le plus économique;
284. *u*) Prend les mesures nécessaires pour que les documents publiés soient distribués en temps opportun;
285. *v*) Après avoir réalisé toutes les économies possibles, prépare et soumet au Conseil d'administration un projet de budget annuel, lequel, après approbation par le Conseil est transmis à titre d'information à tous les Membres de l'Union;



286. w) Prépare et soumet au Conseil d'administration des plans de travail pour l'avenir portant sur les principales activités exercées au siège de l'Union conformément aux directives du Conseil d'administration;
287. x) Dans la mesure où le Conseil d'administration le juge approprié, prépare et soumet au Conseil d'administration des analyses de coûts/ bénéfiques des principales activités exercées au siège de l'Union;
288. y) Etablit un rapport de gestion financière soumis chaque année au Conseil d'administration et un compte récapitulatif à la veille de chaque Conférence de plénipotentiaires; ces rapports, après vérification et approbation par le Conseil d'administration, sont communiqués aux Membres et soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante aux fins d'examen et d'approbation définitive;
289. z) Etablit, sur l'activité de l'Union, un rapport annuel transmis, après approbation du Conseil d'administration, à tous les Membres;
290. aa) Assure toutes les autres fonctions de secrétariat de l'Union.
291. 2. Le secrétaire général ou le vice-secrétaire général peut assister à titre consultatif aux assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux et à toutes les conférences de l'Union; le secrétaire général ou son représentant peut participer, à titre consultatif, à toutes les autres réunions de l'Union; leur participation aux séances du Conseil d'administration est régie par les dispositions du numéro 235.

*Article 57. COMITÉ INTERNATIONAL D'ENREGISTREMENT DES FRÉQUENCES*

292. 1. (1) Les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences doivent être pleinement qualifiés par leur compétence technique dans le domaine des radiocommunications et posséder une expérience pratique en matière d'assignation et d'utilisation des fréquences.
293. (2) En outre, pour permettre une meilleure compréhension des problèmes qui viennent devant le Comité en vertu du numéro 67, chaque membre doit être au courant des conditions géographiques, économiques et démographiques d'une région particulière du globe.
294. 2. (1) La procédure d'élection est établie par la conférence responsable de l'élection de la façon spécifiée au numéro 63.
295. (2) A chaque élection, tout membre du Comité en fonctions peut être proposé à nouveau comme candidat par le pays dont il est ressortissant.
296. (3) Les membres du Comité prennent leur service à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires qui les a élus. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la conférence qui élit leurs successeurs.
297. (4) Si, dans l'intervalle qui sépare deux Conférences de plénipotentiaires chargées d'élire les membres du Comité, un membre élu du Comité démissionne, abandonne ses fonctions ou décède, le président du Comité demande au secrétaire général d'inviter les pays Membres de l'Union qui font partie de la région intéressée à proposer des candidats pour l'élection d'un remplaçant par le Conseil d'administration lors de sa session annuelle suivante. Cependant, si la vacance se produit plus de quatre-vingt-dix jours avant la session du Conseil d'administration, le pays dont ce membre était ressortissant désigne, aussitôt que possible et dans les quatre-vingt-dix jours, un remplaçant également ressortissant de ce pays, qui restera en fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions du nou-

- veau membre élu par le Conseil d'administration. Le remplaçant pourra être présenté comme candidat à l'élection par le Conseil d'administration.
298. (5) Pour garantir un fonctionnement efficace du Comité, tout pays dont un ressortissant a été élu membre du Comité doit, dans toute la mesure du possible, s'abstenir de le rappeler entre deux Conférences de plénipotentiaires chargées d'élire les membres du Comité.
299. 3. (1) Les méthodes de travail du Comité sont définies dans le Règlement des radiocommunications.
300. (2) Les membres du Comité élisent parmi eux un président et un vice-président, lesquels remplissent leurs fonctions pendant une durée d'une année. Par la suite, le vice-président succède chaque année au président, et un nouveau vice-président est élu.
301. (3) Le Comité dispose d'un secrétariat spécialisé.
302. 4. Aucun membre du Comité ne doit, relativement à l'exercice de ses fonctions, demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucun membre d'un gouvernement quelconque, ni d'aucune organisation ou personne publique ou privée. De plus, chaque membre doit respecter le caractère international du Comité et des fonctions de ses membres et il ne doit en aucun cas essayer d'influencer l'un quelconque d'entre eux dans l'exercice de ses fonctions.

*Article 58. COMITÉS CONSULTATIFS INTERNATIONAUX*

303. 1. Le fonctionnement de chaque Comité consultatif international est assuré par :
- a) L'assemblée plénière, réunie de préférence tous les trois ans; lorsqu'une conférence administrative mondiale correspondante a été convoquée, la réunion de l'assemblée plénière se tient, si possible, au moins huit mois avant cette conférence;
304. b) Les commissions d'études constituées par l'assemblée plénière pour traiter les questions à examiner;
305. c) Un directeur élu par l'assemblée plénière, initialement pour une période égale à deux fois la durée séparant deux assemblées plénières consécutives, normalement pour six ans; il est rééligible à chacune des assemblées plénières ultérieures et, s'il est réélu, il reste en fonctions jusqu'à l'assemblée plénière suivante, normalement pendant trois ans; si le poste se trouve inopinément vacant, l'assemblée plénière suivante élit le nouveau directeur;
306. d) Un secrétariat spécialisé qui assiste le Directeur;
307. e) Des laboratoires ou installations techniques créés par l'Union.
308. 2. (1) Les questions étudiées par chaque Comité consultatif international, et sur lesquelles il est chargé d'émettre des avis, lui sont posées par la Conférence de plénipotentiaires, par une conférence administrative, par le Conseil d'administration, par l'autre Comité consultatif ou par le Comité international d'enregistrement des fréquences. Ces questions viennent s'ajouter à celles que l'assemblée plénière du Comité consultatif intéressé lui-même a décidé de retenir, ou, dans l'intervalle des assemblées plénières, à celles dont l'inscription a été demandée ou approuvée par correspondance par vingt Membres de l'Union au moins.

309. (2) Sur demande des pays intéressés, chaque Comité consultatif peut également faire des études et donner des conseils sur les questions relatives aux télécommunications nationales de ces pays. L'étude de ces questions doit être effectuée conformément aux dispositions du numéro 308.

*Article 59.* COMITÉ DE COORDINATION

310. 1. (1) Le Comité de coordination prête son concours au secrétaire général dans l'accomplissement des tâches qui sont assignées à celui-ci en vertu des numéros 282, 285, 288 et 289.
311. (2) Le Comité est chargé d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales mentionnées aux articles 39 et 40, en ce qui concerne la représentation des organismes permanents de l'Union aux conférences de ces organisations.
312. (3) Le Comité examine les résultats des activités de l'Union dans le domaine de la coopération technique et présente des recommandations au Conseil d'administration par l'intermédiaire du secrétaire général.
313. 2. Le Comité doit s'efforcer de formuler ses conclusions par accord unanime. Le secrétaire général peut toutefois prendre des décisions, même sans être appuyé par deux autres membres ou plus du Comité, s'il juge que le règlement des questions en cause ne peut attendre la prochaine session du Conseil d'administration. Dans ces circonstances, il fait rapport promptement et par écrit aux membres du Conseil d'administration sur ces questions, en indiquant les raisons qui l'ont amené à prendre ces décisions, ainsi que les vues exposées par écrit par les autres membres du Comité.
314. 3. Le Comité se réunit sur convocation de son président, normalement au moins une fois par mois.

CHAPITRE IX. DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES CONFÉRENCES

*Article 60.* INVITATION ET ADMISSION AUX CONFÉRENCES DE PLÉNIPOTENTIAIRES  
LORSQU'IL Y A UN GOUVERNEMENT INVITANT

315. 1. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration, fixe la date définitive et le lieu exact de la conférence.
316. 2. (1) Un an avant cette date, le gouvernement invitant envoie une invitation au gouvernement de chaque pays Membre de l'Union.
317. (2) Ces invitations peuvent être adressées soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.
318. 3. Le secrétaire général adresse une invitation aux Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 39 et, sur leur demande, aux organisations régionales de télécommunication dont il est fait mention à l'article 32.
319. 4. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut inviter les institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique à envoyer des observateurs pour participer à la conférence avec voix consultative, sur la base de la réciprocité.
320. 5. (1) Les réponses des Membres doivent parvenir au gouvernement invitant au plus tard un mois avant l'ouverture de la conférence; elles doivent, autant que possible, donner toutes indications sur la composition de la délégation.

321. (2) Ces réponses peuvent être adressées au gouvernement invitant soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.
322. 6. Tout organisme permanent de l'Union a le droit d'être représenté à la conférence à titre consultatif lorsque celle-ci traite des affaires qui relèvent de sa compétence. En cas de besoin, la conférence peut inviter un organisme qui n'aurait pas jugé utile de s'y faire représenter.
323. 7. Sont admis aux Conférences de plénipotentiaires :
- a) Les délégations, telles qu'elles sont définies à l'Annexe 2;
324. b) Les observateurs des Nations Unies;
325. c) Les observateurs des organisations régionales de télécommunication, conformément au numéro 318;
326. d) Les observateurs des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au numéro 319.

*Article 61. INVITATION ET ADMISSION AUX CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES  
LORSQU'IL Y A UN GOUVERNEMENT INVITANT*

327. 1. (1) Les dispositions des numéros 315 à 321 sont applicables aux conférences administratives.
328. (2) Toutefois, le délai prévu pour l'envoi des invitations peut être réduit à six mois si nécessaire.
329. (3) Les Membres de l'Union peuvent faire part de l'invitation qui leur a été adressée aux exploitations privées reconnues par eux.
330. 2. (1) Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut adresser une notification aux organisations internationales qui ont intérêt à envoyer des observateurs pour participer à la conférence avec voix consultative.
331. (2) Les organisations internationales intéressées adressent au gouvernement invitant une demande d'admission dans un délai de deux mois à partir de la date de la notification.
332. (3) Le gouvernement invitant rassemble les demandes et la décision d'admission est prise par la conférence elle-même.
333. 3. Sont admis aux conférences administratives :
- a) Les délégations, telles qu'elles sont définies à l'Annexe 2;
334. b) Les observateurs des Nations Unies;
335. c) Les observateurs des organisations régionales de télécommunication dont il est fait mention à l'article 32;
336. d) Les observateurs des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au numéro 319;
337. e) Les observateurs des organisations internationales agréées conformément aux dispositions des numéros 330 à 332;
338. f) Les représentants des exploitations privées reconnues, dûment autorisées par le Membre dont elles dépendent;
339. g) Les organismes permanents de l'Union, dans les conditions spécifiées au numéro 322.

*Article 62. PROCÉDURE POUR LA CONVOCATION DE CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES MONDIALES À LA DEMANDE DE MEMBRES DE L'UNION OU SUR PROPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION*

340. 1. Les Membres de l'Union qui désirent qu'une conférence administrative mondiale soit convoquée en informent le secrétaire général en indiquant l'ordre du jour, le lieu et la date proposés pour la conférence.
341. 2. Le secrétaire général, au reçu de requêtes concordantes provenant d'au moins un quart des Membres de l'Union, transmet la communication par télégramme à tous les Membres en les priant de lui indiquer, dans un délai de six semaines, s'ils acceptent ou non la proposition formulée.
342. 3. Si la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 225, se prononce en faveur de l'ensemble de la proposition, c'est-à-dire accepte à la fois l'ordre du jour, la date et le lieu de réunion proposés, le secrétaire général en informe tous les Membres de l'Union par télégramme-circulaire.
343. 4. (1) Si la proposition acceptée tend à réunir la conférence ailleurs qu'au siège de l'Union, le secrétaire général demande au gouvernement du pays intéressé s'il accepte de devenir gouvernement invitant.
344. (2) Dans l'affirmative, le secrétaire général, en accord avec ce gouvernement, prend les dispositions nécessaires pour la réunion de la conférence.
345. (3) Dans la négative, le secrétaire général invite les Membres qui ont demandé la convocation de la conférence à formuler de nouvelles propositions quant au lieu de la réunion.
346. 5. Lorsque la proposition acceptée tend à réunir la conférence au siège de l'Union, les dispositions de l'article 64 sont applicables.
347. 6. (1) Si l'ensemble de la proposition (ordre du jour, lieu et date) n'est pas accepté par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 225, le secrétaire général communique les réponses reçues aux Membres de l'Union, en les invitant à se prononcer de façon définitive, dans un délai de six semaines, sur le ou les points controversés.
348. (2) Ces points sont considérés comme adoptés lorsqu'ils ont été approuvés par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 225.
349. 7. La procédure indiquée ci-dessus est également applicable lorsque la proposition de convocation d'une conférence administrative mondiale est présentée par le Conseil d'administration.

*Article 63. PROCÉDURE POUR LA CONVOCATION DE CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES RÉGIONALES À LA DEMANDE DE MEMBRES DE L'UNION OU SUR PROPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION*

350. Dans le cas des conférences administratives régionales, la procédure décrite à l'article 62 s'applique aux seuls Membres de la région intéressée. Si la convocation doit se faire sur l'initiative des Membres de la région, il suffit que le secrétaire général reçoive des demandes concordantes émanant du quart des Membres de cette région.

*Article 64.* DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONFÉRENCES  
QUI SE RÉUNISSENT SANS GOUVERNEMENT INVITANT

351. Lorsqu'une conférence doit être réunie sans gouvernement invitant, les dispositions des articles 60 et 61 sont applicables. Le secrétaire général, après entente avec le gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser la conférence au siège de l'Union.

*Article 65.* DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTES LES CONFÉRENCES :  
CHANGEMENT DE LA DATE OU DU LIEU D'UNE CONFÉRENCE

352. 1. Les dispositions des articles 62 et 63 s'appliquent par analogie lorsqu'il s'agit, à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration, de changer la date et le lieu d'une conférence, ou l'un des deux seulement. Toutefois, de tels changements ne peuvent être opérés que si la majorité des Membres intéressés, déterminée selon les dispositions du numéro 225, s'est prononcée en leur faveur.
353. 2. Tout Membre qui propose de changer la date ou le lieu d'une conférence est tenu d'obtenir l'appui du nombre requis d'autres Membres.
354. 3. Le cas échéant, le secrétaire général fait connaître dans la communication prévue au numéro 341 les conséquences financières probables qui résultent du changement de lieu ou du changement de date, par exemple lorsque des dépenses ont été engagées pour préparer la réunion de la conférence au lieu prévu initialement.

*Article 66.* DÉLAIS ET MODALITÉS DE PRÉSENTATION  
DES PROPOSITIONS AUX CONFÉRENCES

355. 1. Immédiatement après l'envoi des invitations, le secrétaire général prie les Membres de lui faire parvenir dans un délai de quatre mois leurs propositions pour les travaux de la conférence.
356. 2. Toute proposition dont l'adoption entraîne la révision du texte de la Convention ou des Règlements administratifs doit contenir des références aux numéros des parties du texte qui requièrent cette révision. Les motifs de la proposition doivent être indiqués dans chaque cas aussi brièvement que possible.
357. 3. Le secrétaire général communique les propositions à tous les Membres au fur et à mesure de leur réception.
358. 4. Le secrétaire général réunit et coordonne les propositions reçues des administrations et des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux et les fait parvenir aux Membres trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence. Ni le secrétaire général, ni les directeurs des Comités consultatifs internationaux, ni les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences ne sont habilités à présenter des propositions.

*Article 67.* POUVOIRS DES DÉLÉGATIONS AUX CONFÉRENCES

359. 1. La délégation envoyée à une conférence par un Membre de l'Union doit être dûment accréditée conformément aux dispositions des numéros 360 à 366.
360. 2. (1) Les délégations aux Conférences de plénipotentiaires sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères.

361. (2) Les délégations aux conférences administratives sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères, ou par le ministre compétent pour les questions traitées au cours de la conférence.
362. (3) Sous réserve de confirmation émanant de l'une des autorités citées au numéro 360 ou 361 et reçue avant la signature des Actes finals, une délégation peut être provisoirement accréditée par le chef de la mission diplomatique de son pays auprès du gouvernement du pays où se tient la conférence ou si ce dernier est celui du siège de l'Union, par le chef de la délégation permanente de son pays auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.
363. 3. Les pouvoirs sont acceptés s'ils sont signés par l'une des autorités énumérées aux numéros 360 à 362 et s'ils répondent à l'un des critères suivants :
364. — Conférer les pleins pouvoirs à la délégation;
365. — Autoriser la délégation à représenter son gouvernement sans aucune restriction;
366. — Donner à la délégation ou à certains de ses Membres le droit de signer les Actes finals.
367. 4. (1) Une délégation dont les pouvoirs sont reconnus en règle par la séance plénière est habilitée à exercer le droit de vote du Membre intéressé et à signer les Actes finals.
368. (2) Une délégation dont les pouvoirs ne sont pas reconnus en règle par la séance plénière n'est pas habilitée à exercer le droit de vote ni à signer les Actes finals tant qu'il n'a pas été remédié à cet état de choses.
369. 5. Les pouvoirs doivent être déposés au secrétariat de la conférence dès que possible. Une commission spéciale est chargée de les vérifier; elle présente à la séance plénière un rapport sur ses conclusions dans le délai fixé par celle-ci. En attendant la décision de la séance plénière à ce sujet, la délégation d'un Membre de l'Union est habilitée à participer aux travaux et à exercer le droit de vote de ce Membre.
370. 6. En règle générale, les Membres de l'Union doivent s'efforcer d'envoyer aux conférences de l'Union leurs propres délégations. Toutefois, si pour des raisons exceptionnelles un Membre ne peut pas envoyer sa propre délégation, il peut donner à la délégation d'un autre Membre le pouvoir de voter et de signer en son nom. Ce transfert de pouvoir doit faire l'objet d'un acte signé par l'une des autorités citées au numéro 360 ou 361.
371. 7. Une délégation ayant le droit de vote peut donner mandat à une autre délégation ayant le droit de vote d'exercer ce droit au cours d'une ou de plusieurs séances auxquelles il ne lui est pas possible d'assister. En pareil cas, elle doit en informer le président de la conférence en temps utile et par écrit.
372. 8. Une délégation ne peut exercer plus d'un vote par procuration.
373. 9. Les pouvoirs et procurations adressés par télégramme ne sont pas acceptables. En revanche, sont acceptées les réponses télégraphiques aux demandes d'éclaircissement du président ou du secrétariat de la conférence concernant les pouvoirs.

CHAPITRE X. DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES COMITÉS  
CONSULTATIFS INTERNATIONAUX

*Article 68.* CONDITIONS DE PARTICIPATION

374. 1. Les membres des Comités consultatifs internationaux mentionnés aux numéros 73 et 74 peuvent participer à toutes les activités du Comité consultatif intéressé.
375. 2. (1) La première demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une exploitation privée reconnue est adressée au secrétaire général, qui la porte à la connaissance de tous les Membres et du directeur de ce Comité. La demande émanant d'une exploitation privée reconnue doit être approuvée par le Membre qui l'a reconnue. Le directeur du Comité consultatif fait connaître à cette exploitation la suite qui a été donnée à sa demande.
376. (2) Une exploitation privée reconnue ne peut intervenir au nom du Membre qui l'a reconnue que si celui-ci, dans chaque cas particulier, fait savoir au Comité consultatif intéressé qu'il l'a autorisée à cet effet.
377. 3. (1) Les organisations internationales et les organisations régionales de télécommunication mentionnées à l'article 32 qui coordonnent leurs travaux avec ceux de l'Union et qui ont des activités connexes, peuvent être admises à participer, à titre consultatif, aux travaux des Comités consultatifs.
378. (2) La première demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une organisation internationale ou d'une organisation régionale de télécommunication mentionnée à l'article 32 est adressée au secrétaire général, qui la porte par voie télégraphique à la connaissance de tous les Membres et les invite à se prononcer sur l'acceptation de cette demande; la demande est acceptée si la majorité des réponses des Membres parvenues dans le délai d'un mois est favorable. Le secrétaire général porte le résultat de cette consultation à la connaissance de tous les Membres et du directeur du Comité consultatif intéressé.
379. 4. (1) Les organismes scientifiques ou industriels qui se consacrent à l'étude de problèmes de télécommunication ou à l'étude ou la fabrication de matériel destiné aux services de télécommunication peuvent être admis à participer, à titre consultatif, aux réunions des commissions d'études des Comités consultatifs, sous réserve de l'approbation des administrations des pays intéressés.
380. (2) La première demande d'admission aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif émanant d'un organisme scientifique ou industriel est adressée au secrétaire général qui en informe tous les Membres et le directeur de ce Comité. Cette demande doit être approuvée par l'administration du pays intéressé. Le directeur du Comité consultatif fait connaître à l'organisme scientifique ou industriel la suite qui a été donnée à sa demande.
381. 5. Toute exploitation privée reconnue, toute organisation internationale ou organisation régionale de télécommunication, ou tout organisme scientifique ou industriel qui a été admis à participer aux travaux d'un Comité consultatif a le droit de dénoncer cette participation par une notification adressée au secrétaire général. Cette dénonciation prend effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour de réception de la notification par le secrétaire général.



*Article 69. RÔLES DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE*

382. L'assemblée plénière :
- a) Examine les rapports des commissions d'études et approuve, modifie ou rejette les projets d'avis que contiennent ces rapports;
383. b) Examine les questions existantes afin de voir s'il y a lieu ou non d'en poursuivre l'étude, et établit la liste des nouvelles questions à étudier conformément aux dispositions du numéro 308; lors de la rédaction du texte de nouvelles questions, il convient de s'assurer qu'en principe leur étude devrait pouvoir être menée à bien dans un délai égal au double de l'intervalle entre deux assemblées plénières;
384. c) Approuve le programme de travail découlant des dispositions du numéro 383 et fixe l'ordre des questions à étudier d'après leur importance, leur priorité et leur urgence;
385. d) Décide, au vu du programme de travail approuvé dont il est question au numéro 384, s'il y a lieu de maintenir ou de dissoudre les commissions d'études existantes, ou de créer de nouvelles commissions d'études;
386. e) Attribue aux commissions d'études les questions à étudier;
387. f) Examine et approuve le rapport du directeur sur les travaux du Comité depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière;
388. g) Approuve, s'il y a lieu, en vue de la transmettre au Conseil d'administration, l'estimation présentée par le directeur aux termes des dispositions du numéro 416 des besoins financiers du Comité jusqu'à la prochaine assemblée plénière;
389. h) Examine les autres questions jugées nécessaires dans le cadre des dispositions de l'article 11 et du présent chapitre.

*Article 70. RÉUNIONS DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE*

390. 1. L'assemblée plénière se réunit normalement à la date et au lieu fixés par l'assemblée plénière précédente.
391. 2. La date et le lieu d'une réunion de l'assemblée plénière, ou l'un des deux seulement, peuvent être modifiés avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union qui ont répondu à une demande du secrétaire général sollicitant leur avis.
392. 3. A chacune de ces réunions, l'assemblée plénière d'un Comité consultatif est présidée par le chef de la délégation du pays dans lequel la réunion a lieu ou, lorsque cette réunion se tient au siège de l'Union, par une personne élue par l'assemblée plénière elle-même; le président est assisté de vice-présidents élus par l'assemblée plénière.
393. 4. Le secrétaire général est chargé de prendre, en accord avec le directeur du Comité consultatif intéressé, les dispositions administratives et financières nécessaires en vue des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d'études.

*Article 71. LANGUES ET DROIT DE VOTE AUX ASSEMBLÉES PLÉNIÈRES*

394. 1. (1) Les langues utilisées au cours des assemblées plénières sont celles qui sont prévues aux articles 16 et 78.

395. (2) Les documents préparatoires des commissions d'études, les documents et les procès-verbaux des assemblées plénières et les documents publiés à la suite de celles-ci par les Comités consultatifs internationaux sont rédigés dans les trois langues de travail de l'Union.
396. 2. Les Membres autorisés à voter aux séances des assemblées plénières des Comités consultatifs sont ceux qui sont visés aux numéros 9 et 155. Toutefois, lorsqu'un pays Membre de l'Union n'est pas représenté par une administration, les représentants des exploitations privées reconnues de ce pays ont, ensemble et quel que soit leur nombre, droit à une seule voix, sous réserve des dispositions du numéro 376.
397. 3. Les dispositions des numéros 370 à 373 relatives aux procurations s'appliquent aux assemblées plénières.

*Article 72. COMMISSIONS D'ÉTUDES*

398. 1. L'assemblée plénière crée et maintient selon les besoins les commissions d'études nécessaires pour traiter les questions qu'elle a mises à l'étude. Les administrations, les exploitations privées reconnues, les organisations internationales et les organisations régionales de télécommunication, admises conformément aux dispositions des numéros 377 et 378, désireuses de prendre part aux travaux de commissions d'études, se font connaître soit au cours de l'assemblée plénière, soit, ultérieurement, au directeur du Comité consultatif intéressé.
399. 2. En outre, et sous réserve des dispositions des numéros 379 et 380, les experts des organismes scientifiques ou industriels peuvent être admis à participer, à titre consultatif, à toute réunion de l'une quelconque des commissions d'études.
400. 3. L'assemblée plénière nomme normalement un rapporteur principal et un vice-rapporteur principal pour chaque commission d'études. Si le volume de travail d'une commission d'études l'exige, l'assemblée plénière nomme, pour cette commission, autant de vice-rapporteurs principaux supplémentaires qu'elle l'estime nécessaire. Si, dans l'intervalle entre deux réunions de l'assemblée plénière, un rapporteur principal vient à être empêché d'exercer ses fonctions, et si sa commission d'études n'avait qu'un vice-rapporteur principal, celui-ci prend sa place. Dans le cas où il s'agit d'une commission d'études pour laquelle l'assemblée plénière avait nommé plusieurs vice-rapporteurs principaux, cette commission, au cours de sa réunion suivante, élit parmi eux son nouveau rapporteur principal et, si nécessaire, un nouveau vice-rapporteur principal parmi ses membres. Une telle commission d'études élit de même un nouveau vice-rapporteur principal au cas où l'un de ses vice-rapporteurs principaux est empêché d'exercer ses fonctions dans l'intervalle entre deux réunions de l'assemblée plénière.

*Article 73. TRAITEMENT DES AFFAIRES DES COMMISSIONS D'ÉTUDES*

401. 1. Les questions confiées aux commissions d'études sont, dans la mesure du possible, traitées par correspondance.
402. 2. (1) Cependant, l'assemblée plénière peut utilement donner des directives au sujet des réunions de commissions d'études qui apparaissent nécessaires pour traiter des groupes importants de questions.

403. (2) En règle générale, dans l'intervalle entre deux assemblées plénières, une commission d'études ne tient pas plus de deux réunions, dont sa réunion finale qui précède l'assemblée plénière.
404. (3) En outre, s'il apparaît à un rapporteur principal, après l'assemblée plénière, qu'une ou plusieurs réunions de sa commission d'études non prévues par l'assemblée plénière sont nécessaires pour discuter verbalement des questions qui n'ont pas pu être traitées par correspondance, il peut, avec l'autorisation de son administration et après consultation du directeur intéressé et des membres de sa commission, proposer une réunion à un endroit convenable, en tenant compte de la nécessité de réduire les dépenses au minimum.
405. 3. L'assemblée plénière peut, en cas de besoin, constituer des groupes de travail mixtes pour l'étude des questions qui requièrent la participation d'experts de plusieurs commissions d'études.
406. 4. Après avoir consulté le secrétaire général, le directeur d'un Comité consultatif, d'accord avec les rapporteurs principaux des diverses commissions d'études intéressées établit le plan général des réunions du groupe des commissions d'études qui doivent siéger en un même lieu pendant la même période.
407. 5. Le directeur envoie les rapports finals des commissions d'études aux administrations participantes, aux exploitations privées reconnues du Comité consultatif et, éventuellement, aux organisations internationales et aux organisations régionales de télécommunication, qui y ont participé. Ces rapports sont envoyés aussitôt que possible et, en tout cas, assez tôt pour qu'ils parviennent à leurs destinataires au moins un mois avant la date de la prochaine assemblée plénière. Il peut seulement être dérogé à cette clause lorsque des réunions des commissions d'études ont lieu immédiatement avant celle de l'assemblée plénière. Les questions qui n'ont pas fait l'objet d'un rapport parvenu dans les conditions ci-dessus ne peuvent pas être inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée plénière.

*Article 74. FONCTIONS DU DIRECTEUR; SECRÉTARIAT SPÉCIALISÉ*

408. 1. (1) Le directeur d'un Comité consultatif coordonne les travaux de l'assemblée plénière et des commissions d'études; il est responsable de l'organisation des travaux du Comité.
409. (2) Le directeur a la responsabilité des documents du Comité et prend, de concert avec le secrétaire général, les mesures voulues pour qu'ils soient publiés dans les langues de travail de l'Union.
410. (3) Le directeur est assisté par un secrétariat formé de personnel spécialisé qui travaille sous son autorité directe à l'organisation des travaux du Comité.
411. (4) Le personnel des secrétariats spécialisés, des laboratoires et des installations techniques des Comités consultatifs relève, du point de vue administratif, de l'autorité du secrétaire général conformément aux dispositions du numéro 268.
412. 2. Le directeur choisit le personnel technique et administratif de ce secrétariat dans le cadre du budget approuvé par la Conférence de plénipotentiaires ou par le Conseil d'administration. La nomination de ce personnel technique et administratif est arrêtée par le secrétaire général, en accord avec le directeur. La décision définitive de nomination ou de licenciement appartient au secrétaire général.

413. 3. Le directeur participe de plein droit à titre consultatif aux délibérations de l'assemblée plénière et des commissions d'études. Il prend toutes mesures concernant la préparation des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d'études, sous réserve des dispositions du numéro 393.
414. 4. Le directeur rend compte, dans un rapport présenté à l'assemblée plénière, de l'activité du Comité consultatif depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière. Ce rapport, après approbation, est envoyé au secrétaire général pour être transmis au Conseil d'administration.
415. 5. Le directeur présente au Conseil d'administration, à sa session annuelle, un rapport sur les activités du Comité pendant l'année précédente, aux fins d'information du Conseil et des Membres de l'Union.
416. 6. Le directeur, après avoir consulté le secrétaire général, soumet à l'approbation de l'assemblée plénière une estimation des besoins financiers du Comité consultatif jusqu'à la prochaine assemblée plénière. Cette estimation, après approbation, est envoyée au secrétaire général pour être soumise au Conseil d'administration.
417. 7. Le directeur établit, afin que le secrétaire général les incorpore aux prévisions budgétaires annuelles de l'Union, les prévisions de dépenses du Comité pour l'année suivante, en se fondant sur l'estimation des besoins financiers du Comité approuvée par l'assemblée plénière.
418. 8. Le directeur participe dans toute la mesure nécessaire aux activités de coopération technique de l'Union dans le cadre des dispositions de la Convention.

*Article 75. PROPOSITIONS POUR LES CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES*

419. 1. Les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux sont autorisées à soumettre aux conférences administratives des propositions découlant directement de leurs avis ou de conclusions de leurs études en cours.
420. 2. Les assemblées plénières des Comités consultatifs peuvent également formuler des propositions de modification aux Règlements administratifs.
421. 3. Ces propositions sont adressées en temps utile au secrétaire général en vue d'être rassemblées, coordonnées et communiquées dans les conditions prévues au numéro 358.

*Article 76. RELATIONS DES COMITÉS CONSULTATIFS ENTRE EUX  
ET AVEC DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES*

422. 1. (1) Les assemblées plénières des Comités consultatifs peuvent constituer des commissions mixtes pour effectuer des études et émettre des avis sur des questions d'intérêt commun.
423. (2) Les directeurs des Comités consultatifs peuvent, en collaboration avec les rapporteurs principaux, organiser des réunions mixtes de commissions d'études des deux Comités consultatifs, en vue d'effectuer des études et de préparer des projets d'avis sur des questions d'intérêt commun. Ces projets d'avis sont soumis à la prochaine réunion de l'assemblée plénière de chacun des Comités consultatifs.
424. 2. Lorsque l'un des Comités consultatifs est invité à se faire représenter à une réunion de l'autre Comité consultatif ou d'une organisation internationale, son assemblée plénière ou son directeur est autorisé, en tenant compte du

numéro 311, à prendre des dispositions pour assurer cette représentation avec voix consultative.

425. 3. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général, le président du Comité international d'enregistrement des fréquences et le directeur de l'autre Comité consultatif, ou leurs représentants, peuvent assister à titre consultatif aux réunions d'un Comité consultatif. En cas de besoin, un Comité peut inviter à ses réunions, à titre consultatif, des représentants de tout organisme permanent de l'Union qui n'a pas jugé nécessaire de se faire représenter.

CHAPITRE XI. RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES CONFÉRENCES  
ET AUTRES RÉUNIONS

Article 77. RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES CONFÉRENCES ET AUTRES RÉUNIONS

1. *Ordre des places*

426. Aux séances de la conférence, les délégations sont rangées dans l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

2. *Inauguration de la conférence*

427. 1. (1) La séance inaugurale de la conférence est précédée d'une réunion des chefs de délégation au cours de laquelle est préparé l'ordre du jour de la première séance plénière.

428. (2) Le président de la réunion des chefs de délégation est désigné conformément aux dispositions des numéros 429 et 430.

429. 2. (1) La conférence est inaugurée par une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

430. (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, elle est inaugurée par le chef de délégation le plus âgé.

431. 3. (1) A la première séance plénière, il est procédé à l'élection du président qui, généralement, est une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

432. (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, le président est choisi compte tenu de la proposition faite par les chefs de délégation au cours de la réunion visée au numéro 427.

433. 4. La première séance plénière procède également :

- a) A l'élection des vice-présidents de la conférence;  
434. b) A la constitution des commissions de la conférence et à l'élection des présidents et vice-présidents respectifs;  
435. c) A la constitution du secrétariat de la conférence, lequel est composé de personnel du Secrétariat général de l'Union et, le cas échéant, de personnel fourni par l'administration du gouvernement invitant.

3. *Prérogatives du président de la conférence*

436. 1. En plus de l'exercice de toutes les autres prérogatives qui lui sont conférées dans le présent règlement, le président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance plénière, dirige les débats, veille à l'application du règlement intérieur, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions adoptées.

437. 2. Il a la direction générale des travaux de la conférence et veille au maintien de l'ordre au cours des séances plénières. Il statue sur les motions et points d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance. Il peut aussi décider d'ajourner la convocation d'une séance plénière, s'il le juge nécessaire.
438. 3. Il protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion.
439. 4. Il veille à ce que les débats soient limités au sujet en discussion et il peut interrompre tout orateur qui s'écarterait de la question traitée, pour lui rappeler la nécessité de s'en tenir à cette question.

#### 4. *Institution des commissions*

440. 1. La séance plénière peut instituer des commissions pour examiner les questions soumises aux délibérations de la conférence. Ces commissions peuvent instituer des sous-commissions. Les commissions et sous-commissions peuvent également constituer des groupes de travail.
441. 2. Il n'est institué de sous-commissions et groupes de travail que si cela est absolument nécessaire.

#### 5. *Commission de contrôle budgétaire*

442. 1. A l'ouverture de chaque conférence ou réunion, la séance plénière nomme une commission de contrôle budgétaire chargée d'apprécier l'organisation et les moyens d'action mis à la disposition des délégués, d'examiner et d'approuver les comptes des dépenses encourues pendant toute la durée de la conférence ou réunion. Cette commission comprend, indépendamment des membres des délégations qui désirent y participer, un représentant du secrétaire général et, s'il y a un gouvernement invitant, un représentant de celui-ci.
443. 2. Avant l'épuisement du budget approuvé par le Conseil d'administration pour la conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire, en collaboration avec le secrétariat de la conférence ou réunion, présente à la séance plénière un état provisoire des dépenses. La séance plénière en tient compte, afin de décider si les progrès réalisés justifient une prolongation au-delà de la date à laquelle le budget approuvé sera épuisé.
444. 3. A la fin de chaque conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire présente à la séance plénière un rapport indiquant, aussi exactement que possible, le montant estimé des dépenses de la conférence ou réunion.
445. 4. Après avoir examiné et approuvé ce rapport, la séance plénière le transmet au secrétaire général, avec ses observations, afin qu'il en saisisse le Conseil d'administration lors de sa prochaine session annuelle.

#### 6. *Composition des commissions*

##### 446. 6.1. *Conférences de plénipotentiaires*

Les commissions sont composées des délégués des pays Membres et des observateurs prévus aux numéros 324, 325 et 326, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

##### 447. 6.2. *Conférences administratives*

Les commissions sont composées des délégués des pays Membres, des observateurs et des représentants prévus aux numéros 334 à 338, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

7. *Présidents et vice-présidents des sous-commissions*

448. Le président de chaque commission propose à celle-ci le choix des présidents et vice-présidents des sous-commissions qu'elle institue.

8. *Convocation aux séances*

449. Les séances plénières et celles des commissions, sous-commissions et groupes de travail sont annoncées suffisamment à l'avance au lieu de réunion de la conférence.

9. *Propositions présentées avant l'ouverture de la conférence*

450. Les propositions présentées avant l'ouverture de la conférence sont réparties par la séance plénière entre les commissions compétentes instituées conformément aux dispositions de la section 4 du présent règlement intérieur. Toutefois, la séance plénière peut traiter directement n'importe quelle proposition.

10. *Propositions ou amendements présentés au cours de la conférence*

451. 1. Les propositions ou amendements présentés après l'ouverture de la conférence sont remis, selon le cas, au président de la conférence ou au président de la commission compétente ou bien au secrétariat de la conférence aux fins de publication et de distribution comme document de conférence.
452. 2. Aucune proposition ou amendement écrit ne peut être présenté s'il n'est signé par le chef de la délégation intéressée ou par son suppléant.
453. 3. Le président d'une conférence ou d'une commission peut présenter en tout temps des propositions susceptibles d'accélérer le cours des débats.
454. 4. Toute proposition ou amendement doit contenir en termes concrets et précis le texte à examiner.
455. 5. (1) Le président de la conférence ou le président de la commission compétente décide dans chaque cas si une proposition ou un amendement présenté en cours de séance peut faire l'objet d'une communication verbale ou s'il doit être remis aux fins de publication et de distribution dans les conditions prévues au numéro 451.
456. (2) En général, le texte de toute proposition importante qui doit faire l'objet d'un vote doit être distribué dans les langues de travail de la conférence suffisamment tôt pour permettre son étude avant la discussion.
457. (3) En outre, le président de la conférence, qui reçoit les propositions ou amendements visés au numéro 451, les aiguille, selon le cas, vers les commissions compétentes ou la séance plénière.
458. 6. Toute personne autorisée peut lire ou demander que soient lus en séance plénière toute proposition ou amendement présentés par elle au cours de la conférence et peut en exposer les motifs.

11. *Conditions requises pour l'examen et le vote d'une proposition ou d'un amendement*

459. 1. Aucune proposition ou amendement présenté avant l'ouverture de la conférence, ou par une délégation durant la conférence ne peut être mis en discussion si, au moment de son examen, il n'est pas appuyé par au moins une autre délégation.
460. 2. Toute proposition ou amendement dûment appuyé doit être, après discussion, mis aux voix.

## 12. Propositions ou amendements omis ou différés

461. Quand une proposition ou un amendement a été omis ou lorsque son examen a été différé, il appartient à la délégation sous les auspices de laquelle il a été présenté de veiller à ce que cette proposition ou cet amendement ne soit pas perdu de vue par la suite.

## 13. Conduite des débats en séance plénière

### 462. 13.1. *Quorum*

Pour qu'un vote soit valablement pris au cours d'une séance plénière, plus de la moitié des délégations accréditées à la conférence et ayant droit de vote doivent être présentes ou représentées à la séance.

### 463. 13.2. *Ordre de discussions*

(1) Les personnes qui désirent prendre la parole ne peuvent le faire qu'après avoir obtenu le consentement du président. En règle générale, elles commencent par indiquer à quel titre elles parlent.

464. (2) Toute personne qui a la parole doit s'exprimer lentement et distinctement, en séparant bien les mots et en marquant les temps d'arrêt nécessaires pour permettre à tous de bien comprendre sa pensée.

### 465. 13.3. *Motions d'ordre et points d'ordre*

(1) Au cours des débats, une délégation peut, au moment qu'elle juge opportun, présenter toute motion d'ordre ou soulever tout point d'ordre lesquels donnent immédiatement lieu à une décision prise par le président conformément au présent règlement intérieur. Toute délégation peut en appeler de la décision du président, mais celle-ci reste valable en son intégrité si la majorité des délégations présentes et votant ne s'y oppose pas.

466. (2) La délégation qui présente une motion d'ordre ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

### 467. 13.4. *Ordre de priorité des motions et points d'ordre*

L'ordre de priorité à assigner aux motions et points d'ordre dont il est question aux numéros 465 et 466 est le suivant :

a) Tout point d'ordre relatif à l'application du présent règlement intérieur;

468. b) Suspension de la séance;

469. c) Levée de la séance;

470. d) Ajournement du débat sur la question en discussion;

471. e) Clôture du débat sur la question en discussion;

472. f) Toutes autres motions ou points d'ordre qui pourraient être présentés et dont la priorité relative est fixée par le président.

### 473. 13.5. *Motion de suspension ou de levée de la séance*

Pendant la discussion d'une question, une délégation peut proposer de suspendre ou de lever la séance, en indiquant les motifs de sa proposition. Si cette proposition est appuyée, la parole est donnée à deux orateurs s'exprimant contre la motion et uniquement sur ce sujet, après quoi la motion est mise aux voix.

### 474. 13.6. *Motion d'ajournement du débat*

Pendant la discussion de toute question, une délégation peut proposer l'ajournement du débat pour une période déterminée. Au cas où une telle motion fait l'objet d'une discussion, seuls trois orateurs, en plus de l'auteur de la



motion, peuvent y prendre part, un en faveur de la motion et deux contre, après quoi la motion est mise aux voix.

475. 13.7. *Motion de clôture du débat*

A tout moment, une délégation peut proposer que le débat sur la question en discussion soit clos. En ce cas, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est mise aux voix.

476. 13.8. *Limitation des interventions*

(1) La séance plénière peut éventuellement limiter la durée et le nombre des interventions d'une même délégation sur un sujet déterminé.

477. (2) Toutefois, sur les questions de procédure, le président limite la durée de chaque intervention à cinq minutes au maximum.

478. (3) Quand un orateur dépasse le temps de parole qui lui a été accordé, le président en avise l'assemblée et prie l'orateur de vouloir bien conclure son exposé à bref délai.

479. 13.9. *Clôture de la liste des orateurs*

(1) Au cours d'un débat, le président peut donner lecture de la liste des orateurs inscrits; il y ajoute le nom des délégations qui manifestent le désir de prendre la parole et, avec l'assentiment de l'assemblée, peut déclarer la liste close. Cependant, s'il le juge opportun, le président peut accorder, à titre exceptionnel, le droit de répondre à toute intervention antérieure, même après la clôture de la liste.

480. (2) Lorsque la liste des orateurs est épuisée, le président prononce la clôture du débat.

481. 13.10. *Question de compétence*

Les questions de compétence qui peuvent se présenter doivent être réglées avant qu'il soit voté sur le fond de la question en discussion.

482. 13.11. *Retrait et nouvelle présentation d'une motion*

L'auteur d'une motion peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix. Toute motion, amendée ou non, qui serait ainsi retirée, peut être présentée à nouveau ou reprise, soit par la délégation auteur de l'amendement, soit par toute autre délégation.

#### 14. *Droit de vote*

483. 1. A toutes les séances de la conférence, la délégation d'un Membre de l'Union, dûment accréditée par ce dernier pour participer à la conférence, a droit à une voix, conformément à l'article 2.

484. 2. La délégation d'un Membre de l'Union exerce son droit de vote dans les conditions précisées à l'article 67.

#### 15. *Vote*

485. 15.1. *Définition de la majorité*

(1) La majorité est constituée par plus de la moitié des délégations présentes et votant.

486. (2) Les abstentions ne sont pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité.

487. (3) En cas d'égalité des voix, la proposition ou l'amendement est considéré comme rejeté.

488. (4) Aux fins du présent règlement, est considérée comme «délégation présente et votant» toute délégation qui se prononce pour ou contre une proposition.
489. 15.2. *Non-participation au vote*  
Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent expressément ne pas vouloir y participer, ne sont pas considérées comme absentes du point de vue de la détermination du quorum au sens du numéro 462, ni comme s'étant abstenues du point de vue de l'application des dispositions du numéro 491.
490. 15.3. *Majorité spéciale*  
En ce qui concerne l'admission des Membres de l'Union, la majorité requise est fixée à l'article 1.
491. 15.4. *Plus de cinquante pour cent d'abstentions*  
Lorsque le nombre des abstentions dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), l'examen de la question en discussion est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions n'entreront plus en ligne de compte.
492. 15.5. *Procédures de vote*  
(1) Sauf dans le cas prévu au numéro 495, les procédures de vote sont les suivantes :  
a) A main levée, en règle générale;  
493. b) Par appel nominal, si une majorité ne se dégage pas clairement d'un vote selon la procédure précédente ou si au moins deux délégations le demandent.
494. (2) Il est procédé au vote par appel nominal dans l'ordre alphabétique des noms en français des Membres représentés.
495. 15.6. *Vote au scrutin secret*  
Il est procédé à un vote secret lorsque cinq au moins des délégations présentes et ayant qualité pour voter le demandent. Dans ce cas, le secrétariat prend immédiatement les mesures nécessaires pour assurer le secret du scrutin.
496. 15.7. *Interdiction d'interrompre le vote*  
Quand le scrutin est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'un point d'ordre relatif à la manière dont s'effectue le scrutin.
497. 15.8. *Explications de vote*  
Le président donne la parole aux délégations qui désirent expliquer leur vote postérieurement au vote lui-même.
498. 15.9. *Vote d'une proposition par parties*  
(1) Lorsque l'auteur d'une proposition le demande, ou lorsque l'assemblée le juge opportun, ou lorsque le président, avec l'approbation de l'auteur, le propose, cette proposition est subdivisée et ses différentes parties sont mises aux voix séparément. Les parties de la proposition qui ont été adoptées sont ensuite mises aux voix comme un tout.
499. (2) Si toutes les parties d'une proposition sont rejetées, la proposition elle-même est considérée comme rejetée.

500. 15.10. *Ordre de vote des propositions relatives à une même question*

(1) Si la même question fait l'objet de plusieurs propositions, celles-ci sont mises aux voix dans l'ordre où elles ont été présentées, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

501. (2) Après chaque vote, l'assemblée décide s'il y a lieu ou non de mettre aux voix la proposition suivante.

502. 15.11. *Amendements*

(1) Est considérée comme amendement toute proposition de modification qui comporte uniquement une suppression, une adjonction à une partie de la proposition originale ou la révision d'une partie de cette proposition.

503. (2) Tout amendement à une proposition qui est accepté par la délégation qui présente cette proposition est aussitôt incorporé au texte primitif de la proposition.

504. (3) Aucune proposition de modification n'est considérée comme un amendement si l'assemblée est d'avis qu'elle est incompatible avec la proposition initiale.

505. 15.12. *Vote sur les amendements*

(1) Si une proposition est l'objet d'un amendement, c'est cet amendement qui est mis aux voix en premier lieu.

506. (2) Si une proposition est l'objet de plusieurs amendements, est mis aux voix en premier lieu celui des amendements qui s'écarte le plus du texte original; est ensuite mis aux voix celui des amendements, parmi ceux qui restent, qui s'écarte encore le plus du texte original, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été examinés.

507. (3) Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition ainsi modifiée est ensuite elle-même mise aux voix.

508. (4) Si aucun amendement n'est adopté, la proposition initiale est mise aux voix.

16. *Commissions et sous-commissions; conduite des débats et procédure de vote*

509. 1. Les présidents des commissions et sous-commissions ont des attributions analogues à celles dévolues au président de la conférence par la section 3 du présent règlement intérieur.

510. 2. Les dispositions fixées à la section 13 du présent règlement intérieur pour la conduite des débats en séance plénière sont applicables aux débats des commissions ou sous-commissions, sauf en matière de quorum.

511. 3. Les dispositions fixées à la section 15 du présent règlement intérieur sont applicables aux votes dans les commissions ou sous-commissions.

17. *Réserves*

512. 1. En règle générale, les délégations qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres délégations doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité.

513. 2. Toutefois, s'il apparaît à une délégation qu'une décision quelconque est de nature à empêcher son gouvernement de ratifier la Convention ou d'approuver la révision d'un règlement, cette délégation peut faire des réserves à titre provisoire ou définitif au sujet de cette décision.

### 18. *Procès-verbaux des séances plénières*

514. 1. Les procès-verbaux des séances plénières sont établis par le secrétariat de la conférence, qui s'efforce d'en assurer la distribution aux délégations le plus tôt possible avant la date à laquelle ces procès-verbaux doivent être examinés.
515. 2. Lorsque les procès-verbaux ont été distribués, les délégations peuvent déposer par écrit au secrétariat de la conférence, et ceci dans le plus bref délai possible, les corrections qu'elles estiment justifiées, ce qui ne les empêche pas de présenter oralement des modifications à la séance au cours de laquelle les procès-verbaux sont approuvés.
516. 3. (1) En règle générale, les procès-verbaux ne contiennent que les propositions et les conclusions, avec les principaux arguments sur lesquels elles sont fondées, dans une rédaction aussi concise que possible.
517. (2) Néanmoins, toute délégation a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso de toute déclaration formulée par elle au cours des débats. Dans ce cas, elle doit en règle générale l'annoncer au début de son intervention, en vue de faciliter la tâche des rapporteurs. Elle doit, en outre, en fournir elle-même le texte au secrétariat de la conférence les deux heures qui suivent la fin de la séance.
518. 4. Il ne doit, en tout cas, être usé qu'avec discrétion de la faculté accordée au numéro 517 en ce qui concerne l'insertion des déclarations.

### 19. *Comptes rendus et rapports des commissions et sous-commissions*

519. 1. (1) Les débats des commissions et sous-commissions sont résumés séance par séance dans les comptes rendus établis par le secrétariat de la conférence, où se trouvent mis en relief les points essentiels des discussions, les diverses opinions qu'il convient de noter, ainsi que les propositions et conclusions qui se dégagent de l'ensemble.
520. (2) Néanmoins, toute délégation a également le droit d'user de la faculté prévue au numéro 517.
521. (3) Il ne doit être recouru qu'avec discrétion à la faculté à laquelle se réfère l'alinéa ci-dessus.
522. 2. Les commissions et sous-commissions peuvent établir les rapports partiels qu'elles estiment nécessaires et, éventuellement, à la fin de leurs travaux, elles peuvent présenter un rapport final dans lequel elles récapitulent sous une forme concise les propositions et les conclusions qui résultent des études qui leur ont été confiées.

### 20. *Approbaton des procès-verbaux, comptes rendus et rapports*

523. 1. (1) En règle générale, au commencement de chaque séance plénière ou de chaque séance de commission ou de sous-commission, le président demande si les délégations ont des observations à formuler quant au procès-verbal ou au compte rendu de la séance précédente. Ceux-ci sont considérés comme approuvés si aucune correction n'a été communiquée au secrétariat ou si aucune opposition ne se manifeste verbalement. Dans le cas contraire, les corrections nécessaires sont apportées au procès-verbal ou au compte rendu.
524. (2) Tout rapport partiel ou final doit être approuvé par la commission ou la sous-commission intéressée.

525. 2. (1) Le procès-verbal de la dernière séance plénière est examiné et approuvé par le président de cette séance.
526. (2) Le compte rendu de la dernière séance d'une commission ou d'une sous-commission est examiné et approuvé par le président de cette commission ou sous-commission.

#### 21. *Commission de rédaction*

527. 1. Les textes des Actes finals, établis autant que possible dans leur forme définitive par les diverses commissions en tenant compte des avis exprimés, sont soumis à la commission de rédaction, laquelle est chargée d'en perfectionner la forme sans en altérer le sens et, s'il y a lieu, de les assembler avec les textes antérieurs non amendés.
528. 2. Ces textes sont soumis par la commission de rédaction à la séance plénière, laquelle les approuve ou les renvoie, aux fins de nouvel examen, à la commission compétente.

#### 22. *Numérotage*

529. 1. Les numéros des chapitres, articles et paragraphes des textes soumis à révision sont conservés jusqu'à la première lecture en séance plénière. Les textes ajoutés portent provisoirement le numéro du dernier paragraphe précédent du texte primitif, auquel on ajoute «A», «B», etc.
530. 2. Le numérotage définitif des chapitres, articles et paragraphes est confié à la commission de rédaction, après leur adoption en première lecture.

#### 23. *Approbation définitive*

531. Les textes des Actes finals sont considérés comme définitifs lorsqu'ils ont été approuvés en seconde lecture par la séance plénière.

#### 24. *Signature*

532. Les textes définitifs approuvés par la conférence sont soumis à la signature des délégués munis des pouvoirs définis à l'article 67, en suivant l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

#### 25. *Communiqués de presse*

533. Des communiqués officiels sur les travaux de la conférence ne peuvent être transmis à la presse qu'avec l'autorisation du président ou de l'un des vice-présidents de la conférence.

#### 26. *Franchise*

534. Pendant la durée de la conférence, les membres des délégations, les membres du Conseil d'administration, les hauts fonctionnaires des organismes permanents de l'Union qui assistent à la conférence et le personnel du secrétariat de l'Union détaché à la conférence, ont droit à la franchise postale, télégraphique et téléphonique dans la mesure où le gouvernement du pays où se tient la conférence a pu s'entendre à ce sujet avec les autres gouvernements et les exploitations privées reconnues concernés.

## CHAPITRE XII. AUTRES DISPOSITIONS

*Article 78. LANGUES*

535. 1. (1) Lors des conférences de l'Union ainsi que des réunions de son Conseil d'administration et de ses organismes permanents, des langues autres que celles indiquées aux numéros 100 et 106 peuvent être employées :
- a) S'il est demandé au secrétaire général ou au chef de l'organisme permanent intéressé d'assurer l'utilisation d'une ou de plusieurs langues supplémentaires, orales ou écrites et à condition que les dépenses supplémentaires encourues de ce fait soient supportées par les Membres qui ont fait cette demande ou qui l'ont appuyée;
536. b) Si une délégation prend elle-même des dispositions pour assurer à ses propres frais la traduction orale de sa propre langue dans l'une des langues indiquées au numéro 106.
537. (2) Dans le cas prévu au numéro 535, le secrétaire général ou le chef de l'organisme permanent concerné se conforme à cette demande dans la mesure du possible, après avoir obtenu des Membres intéressés l'engagement que les dépenses encourues seront dûment remboursées par eux à l'Union.
538. (3) Dans le cas prévu au numéro 536, la délégation intéressée peut en outre, si elle le désire, assurer à ses propres frais la traduction orale dans sa propre langue à partir de l'une des langues indiquées au numéro 106.
539. 2. Tous les documents dont il est question aux numéros 102 à 105 peuvent être publiés dans une autre langue que celles qui y sont spécifiées à condition que les Membres qui demandent cette publication s'engagent à prendre à leur charge la totalité des frais de traduction et de publication encourus.

*Article 79. FINANCES*

540. 1. (1) Chaque Membre fait connaître au secrétaire général, six mois au moins avant l'entrée en vigueur de la Convention, la classe de contribution qu'il a choisie.
541. (2) Le secrétaire général notifie cette décision aux Membres.
542. (3) Les Membres qui n'ont pas fait connaître leur décision dans le délai spécifié au numéro 540 conservent la classe de contribution qu'ils avaient choisie antérieurement.
543. (4) Les Membres peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant.
544. 2. (1) Tout nouveau Membre acquitte, au titre de l'année de son adhésion, une contribution calculée à partir du premier jour du mois de l'adhésion.
545. (2) En cas de dénonciation de la Convention par un Membre, la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet.
546. 3. Les sommes dues portent intérêt à partir du début de chaque année financière de l'Union. Cet intérêt est fixé au taux de 3 % (trois pour cent) par an pendant les six premiers mois et au taux de 6 % (six pour cent) par an à partir du septième mois.
547. 4. Les dispositions suivantes s'appliquent aux contributions des exploitations privées reconnues, organismes scientifiques ou industriels et organisations internationales :

- a)* Les exploitations privées reconnues et les organismes scientifiques ou industriels contribuent aux dépenses des Comités consultatifs internationaux aux travaux desquels ils sont convenus de participer; de même, les exploitations privées reconnues contribuent aux dépenses des conférences administratives auxquelles elles sont convenues de participer ou ont participé aux termes du numéro 338;
548. *b)* Les organisations internationales contribuent également aux dépenses des conférences ou réunions auxquelles elles ont été admises à participer à moins que, sous réserve de réciprocité, elles n'aient été exonérées par le Conseil d'administration;
549. *c)* Les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui contribuent aux dépenses des conférences ou réunions selon les dispositions des numéros 547 et 548 choisissent librement, dans le tableau qui figure au numéro 92 de la Convention, la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses, et ils informent le secrétaire général de la classe choisie;
550. *d)* Les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui contribuent aux dépenses des conférences ou réunions peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant;
551. *e)* Aucune réduction du nombre d'unités de contribution ne peut prendre effet pendant la durée de validité de la Convention;
552. *f)* En cas de dénonciation de la participation aux travaux d'un Comité consultatif international, la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet;
553. *g)* Le montant de l'unité contributive des exploitations privées reconnues, des organismes scientifiques ou industriels et des organisations internationales aux dépenses des Comités consultatifs internationaux aux travaux desquels ils sont convenus de participer est fixé chaque année par le Conseil d'administration; les contributions sont considérées comme une recette de l'Union; elles portent intérêt conformément aux dispositions du numéro 546;
554. *h)* Le montant de l'unité contributive aux dépenses d'une conférence administrative des exploitations privées reconnues qui y participent aux termes du numéro 338 et des organisations internationales qui y participent, est fixé en divisant le montant total du budget de la conférence en question par le nombre total d'unités versées par les Membres au titre de leur contribution aux dépenses de l'Union; les contributions sont considérées comme une recette de l'Union; elles portent intérêt à partir du sixième jour qui suit l'envoi des factures, aux taux fixés au numéro 546.
555. 5. Les dépenses occasionnées aux laboratoires et installations techniques de l'Union par des mesures, des essais ou des recherches spéciales pour le compte de certains Membres, groupes de Membres, organisations régionales ou autres, sont supportées par ces Membres, groupes, organisations ou autres.
556. 6. Le prix de vente des publications aux administrations, aux exploitations privées reconnues ou à des particuliers est déterminé par le secrétaire général, en collaboration avec le Conseil d'administration, en s'inspirant du souci de couvrir, en règle générale, les dépenses d'impression et de distribution.

*Article 80.* ETABLISSEMENT ET REDDITION DES COMPTES

557. 1. Les administrations des Membres et les exploitations privées recon-  
nues qui exploitent des services internationaux de télécommunication doivent  
se mettre d'accord sur le montant de leurs créances et de leurs dettes.
558. 2. Les comptes afférents aux débits et crédits visés au numéro 557 sont  
établis conformément aux dispositions des Règlements administratifs à moins  
d'arrangements particuliers entre les parties intéressées.

*Article 81.* ARBITRAGE : PROCÉDURE (VOIR ARTICLE 50)

559. 1. La partie qui fait appel entame la procédure en transmettant à l'autre  
partie une notification de demande d'arbitrage.
560. 2. Les parties décident d'un commun accord si l'arbitrage doit être confié  
à des personnes, à des administrations ou à des gouvernements. Au cas où,  
dans le délai d'un mois à compter du jour de la notification de la demande d'ar-  
bitrage, les parties n'ont pas pu tomber d'accord sur ce point, l'arbitrage est  
confié à des gouvernements.
561. 3. Si l'arbitrage est confié à des personnes, les arbitres ne doivent ni être  
des ressortissants d'un pays partie dans le différend, ni avoir leur domicile dans  
un de ces pays, ni être à leur service.
562. 4. Si l'arbitrage est confié à des gouvernements ou à des administrations  
de ces gouvernements, ceux-ci doivent être choisis parmi les Membres qui ne  
sont pas impliqués dans le différend, mais qui sont parties à l'accord dont l'ap-  
plication a provoqué le différend.
563. 5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la  
notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause  
désigne un arbitre.
564. 6. Si plus de deux parties sont impliquées dans le différend, chacun des  
deux groupes de parties ayant des intérêts communs dans le différend désigne  
un arbitre conformément à la procédure prévue aux numéros 562 et 563.
565. 7. Les deux arbitres ainsi désignés s'entendent pour nommer un troisième  
arbitre qui, si les deux premiers sont des personnes et non des gouvernements  
ou des administrations, doit répondre aux conditions fixées au numéro 561, et  
qui, de plus, doit être d'une nationalité différente de celle des deux autres. A  
défaut d'accord entre les deux arbitres sur le choix du troisième arbitre, chaque  
arbitre propose un troisième arbitre n'ayant aucun intérêt dans le différend. Le  
secrétaire général procède alors à un tirage au sort pour désigner le troisième ar-  
bitre.
566. 8. Les parties en désaccord peuvent s'entendre pour faire régler leur  
différend par un arbitre unique désigné d'un commun accord; elles peuvent  
aussi désigner chacune un arbitre et demander au secrétaire général de procéder  
à un tirage au sort pour désigner l'arbitre unique.
567. 9. Le ou les arbitres décident librement de la procédure à suivre.
568. 10. La décision de l'arbitre unique est définitive et lie les parties au  
différend. Si l'arbitrage est confié à plusieurs arbitres, la décision intervenue à la  
majorité des votes des arbitres est définitive et lie les parties.
569. 11. Chaque partie supporte les dépenses qu'elle a encourues à l'occasion  
de l'instruction et de l'introduction de l'arbitrage. Les frais d'arbitrage, autres



que ceux exposés par les parties elles-mêmes, sont répartis d'une manière égale entre les parties en litige.

570. 12. L'Union fournit tous les renseignements se rapportant au différend dont le ou les arbitres peuvent avoir besoin.

#### CHAPITRE XIII. RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

##### *Article 82.* RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

571. Les dispositions de la Convention sont complétées par les Règlements administratifs suivants :

- Le Règlement télégraphique;
- Le Règlement téléphonique;
- Le Règlement des radiocommunications;
- Le Règlement additionnel des radiocommunications.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation; cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

FAIT à Malaga-Torremolinos, le 25 octobre 1973.

Pour la République d'Afghanistan :

AZIZULLAH ZAHIR  
S. M. NACIM ALAWI

Pour l'Algérie (République algérienne démocratique et populaire) :

N. BOUHIRED  
B. CHEBEL  
M. HARBI  
H. HAFIS

Pour la République fédérale d'Allemagne :

DIETRICH ELIAS  
JOHANNES KUPPER

Pour le Royaume de l'Arabie saoudite :

FAISAL A. ZAIDAN  
AHMED M. ZAIDAN  
AHMED MUSTAFA MOHDIR

Pour la République argentine :

ALDO SANTIAGO IRRERA  
HECTOR VILLANUEVA  
ROBERTO ANTONIO SALVADOR  
LUIS MARIA LAURELLI  
OSVALDO BLAS DALMASSO  
ENRIQUE GOMEZ PUEYRREDON

Pour l'Australie :

EVAN SAWKINS  
A. M. SMITH  
E. SANDBACH  
S. C. MOON  
K. F. GREEN

Pour l'Autriche :

R. PABESCHITZ  
K. VAVRA  
J. BAYER

Pour la République populaire du Bangladesh :

LOQMAN HUSAIN  
A. B. M. TAHER  
SYED SHAHIDUL ISLAM

Pour Barbade :

FREDERICK G. SMITH  
C. R. EDWARDS

Pour la Belgique :

ROBERT VAES  
ALBERT AERTS

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie :

P. AFANASSIEV

Pour l'Union de Birmanie :

U KHIN MAUNG TUN  
U HLA THAW

Pour la République de Bolivie :

VICTOR SIERRA MÉRIDA

Pour la République de Botswana :

E. M. TUMELO  
B. A. MUDDLE

Pour la République fédérative du Brésil :

HERVÉ BERLANDEZ PEDROSA  
CLAUDIO CASTANHEIRA BRANDÃO  
JOÃO SANTELLI JUNIOR  
ANTONIO HUMBERTO DOS CAVALCANTI DE ALBUQUERQUE  
E FONTES BRAGA  
HILTON SANTOS  
AUGUSTO CÉZAR GUIMARÃES RIBAS  
ENÉAS MACHADO DE ASSIS  
JOSÉ ANTONIO MARQUES

Pour la République populaire de Bulgarie :

IGNATOV

Pour la République du Burundi :

MELCHIOR BWAKIRA  
SATURNIN SEMUHERERE  
ALBERT NTIBANDETSE  
ROMAIN NZOBAKENGA

Pour la République-Unie du Cameroun :

EMMAN T. EGBE  
JEAN JIGUEP

Pour le Canada :

DE MONTIGNY MARCHAND  
ANITA SZLAZAK

Pour la République centrafricaine :

JOSEPH ANTOINE GOALO  
FIDÈLE MANDABA-BORNOU  
JEAN-CYRILLE KOUNKOU  
JEAN-MARIE SAKILA

Pour le Chili :

JORGE BURR V.

Pour la République populaire de Chine :

LIU CHENG-CHING  
LUI YUAN

Pour la République de Chypre :

R. MICHAELIDES

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

ANTONIO STEFANIZZI  
EVANDRO COSTA

Pour la République populaire du Congo :

JEAN-PIERRE BOUMBOU  
JEAN-GABRIEL OKELI  
ROGER RIZET

Pour la République de Corée :

HEUNG SUN SHIM  
SEH KWAN OH

Pour Costa Rica :

HECTOR SANCHEZ MIRANDA

Pour la République de Côte d'Ivoire :

SOULEYMANE CISSOKO  
KOUASSI APETE  
CHRISTOPHE NOGROU  
AKA BONNY LEON  
BROU YAPO SAMSON

Pour Cuba :

LUIS SOLA VILA

Pour la République du Dahomey :

TAOFIQUI BOURAIMA  
EMMANUEL MOUDJIBOU

Pour le Danemark :

GUNNAR PEDERSEN  
HANS LAURSEN  
HENRY PEDERSEN

Pour la République dominicaine :

ANSELMO PAULINO-ALVAREZ

Pour la République arabe d'Égypte :

DR M. M. RIAD  
M. F. ELBADRAWY  
M. A. SEDKY  
T. N. EKDAWI  
H. S. ABOU ALY

Pour la République de El Salvador :

VICENTE SÁNCHEZ HERNÁNDEZ  
OSCAR EDGARDO LARA

Pour les Emirats arabes unis :

HALIM FANOUS

Pour l'Équateur :

MARCELO PAREDES CHIRIBOGA

Pour l'Espagne :

LEON HERRERA ESTEBAN  
RAFAEL FERRER SAGRERA  
PEDRO SANCHEZ PEREZ  
JOSÉ MARIA ARTO MADRAZO  
JOSÉ MANUEL PAREDES QUEVEDO

Pour les États-Unis d'Amérique :

JACOB D. BEAM  
THOMAS E. NELSON

Pour l'Éthiopie :

BETRU ADMASSIE  
GABRIEL — TEDROS  
GIRMAW INGIDAYEHU  
AMSALOU JEMERE

Pour la Finlande :

OIVA SALOILA  
V. A. JOHANSSON

Pour la France :

CHARLES-HERVE COTTEN  
ALBERT CHASSIGNOL  
MARIE HUET

Pour la République gabonaise :

THOMAS SOUAH  
STANISLAS EWORE

Pour le Ghana :

R. K. BAFFOUR

Pour la Grèce :

IOANNIS KOUTRAFOURIS  
ARCHELAOS TSAROUCAS

Pour le Guatemala :

ARTURO RIVERA G.  
MIGUEL MORENO RIVERA  
LUIS RENE PELLECCER SOLIS  
IGNACIO GONZALEZ L.

Pour la République de Guinée :

BABARA SOUMAH  
SEKOU TOURÉ

Pour la République de la Guinée équatoriale :

LIBERATO ELA MANGUE

Pour la République de Haute-Volta :

M. SIMPORE  
J. BALIMA  
D. NIKIEMA  
D. SANON

Pour la République populaire hongroise :

DEZSO HORN

Pour la République de l'Inde :

M. K. BASU

Pour la République d'Indonésie :

SOEHARDJONO  
J. SUTANGGAR TENGKER  
M. K. M. MANGOENDIPRODJO  
W. M. MANGOENDIPRODJO  
HIRO TUGIMAN

Pour l'Iran :

M. HERISCHI

Pour la République d'Iraq :

MOHAMED ABBAS AL-JUBOURY  
JABBAR AL-AYBI AL-SHAHABI  
Dr GHASSAN A. KUBBA  
SALIM KHALAF AL-ANI



Pour l'Irlande :

P. L. O'COLMAIN  
A. J. LITTON  
C. J. RAFFERTY

Pour l'Islande :

S. THORKELSSON

Pour l'Etat d'Israël :

M. SHAKKED

Pour l'Italie :

LUDOVICO BARATTIERI DI SAN PIETRO

Pour la Jamaïque :

C. A. WOODSTOCK  
V. A. PANTON

Pour le Japon :

SHOJI SATO  
YASUO MAKINO  
MOTOICHI MASUDA  
MASAO MIYAKE

Pour la République du Kenya :

MOSES MUUMBU MOINDE

Pour la République khmère :

CHUM SIRATH

**Pour l'Etat de Koweït :**

AHMED A. ALSAADON  
ABDULLA M. AL SABIJ  
ABDULAZIZ A. ALAYOUB  
SHAHEEN K. ALGHANIM

**Pour le Royaume du Laos :**

KHAMLEUANG SAYARATH  
FOY SOUVANLASY  
THAO BO

**Pour le Royaume de Lesotho :**

KIDANE ALEMAYEHU  
B. N. MOKOATLE

**Pour le Liban :**

MAURICE GHAZAL  
HASSANE EZZEDINE  
ELIE EID

**Pour la République du Libéria :**

TAYLOR E. MAJOR  
SAMUEL H. BUTLER, Sr.  
MARY E. PAASEWE

**Pour la République arabe libyenne :**

ZAKARIA AHMED FEHMI EL HAMMALI  
RAMADAN A. SHERIMI

**Pour la Principauté de Liechtenstein :**

Dr BENNO BECK

Pour le Luxembourg :

L. BERNARD

Pour la Malaisie :

SARDON BIN HAJI JUBIR  
BUYONG BIN HAJI ABDULLAH  
HAJI MOHAMMAD HASSAN BIN ABDUL WAHAB  
MAH SECK WAH  
MUHAMMAD RADZI BIN HAJI MANSOR

Pour le Malawi :

NYEMBA W. MBEKEANI  
W. S. COWIE  
S. J. F. S. MIJIGA

Pour la République malgache :

EDSON RAHALISON

Pour la République du Mali :

MAMADOU SOW  
MAMADOU SIDIBE

Pour le Royaume du Maroc :

M. BEN ABDELLAH  
L. BOUTAMI

Pour Maurice :

K. S. PYNDIAH

Pour la République islamique de Mauritanie :

MOUSTAPHA N'DIAYE

Pour le Mexique :

*Ad Referendum*  
JOSÉ J. HERNÁNDEZ

Pour Monaco :

C. C. SOLAMITO

Pour la République populaire de Mongolie :

D. GARAM-OTCHIR  
P. DETCHINLHUNDEV  
E. ESENJIN

Pour le Népal :

RAM PRASAD SHARMA

Pour le Nicaragua :

FLORENCIO A. MENDOZA G.  
MANUEL CASTILLO J.  
ANTONIO A. MULLHAUPT

Pour la République du Niger :

IDE OUMAROU  
B. BATOURE  
I. IBRAHIM

Pour la République fédérale de Nigéria :

ZACCHEAUS OLUYEMI OMOLOLU  
VICTOR ADETUNJI HAFNER  
MODUPE MAJA-WASSIAMAL  
RAPHAEL EJOH NATHAN INOMA  
GODWIN CHUKWURA NNOLI

Pour la Norvège :

PER OVREGARD  
P. MORTENSEN  
THORVALD NEBELL

Pour la Nouvelle-Zélande :

A. W. BROCKWAY  
N. A. WYLIE

Pour le Sultanat d'Oman :

HAMDAN ABDALLA ASSAID  
NAASHIAH SAUD AL-KHARUSI  
GHALIB KHALID AL-SAID

Pour la République de l'Ouganda :

J. S. MUSOKE

Pour le Pakistan :

ZAHEER AHMAD  
HASAN MAHMOOD

Pour la République de Panama :

ELSA R. DE MONZO

Pour Papua-Nouvelle-Guinée :

S. KULUPI  
G. J. PERKINS

Pour la République du Paraguay :

FRANCISCO F. DUARTE  
JUAN BALSEVICH  
JUAN BAUTISTA YBÁÑEZ

Pour le Royaume des Pays-Bas :

PHILIP LEENMAN

Pour le Pérou :

GERMAN PARRA HERRERA  
JUAN M. AGUAYO DEL R.  
JORGE HERAUD PEREZ

Pour la République des Philippines :

CEFERINO S. CARREON  
PEDRO P. VILLASENOR  
CALIXTO V. ESPEJO  
ANTONIO B. ESCALANTE

Pour la République populaire de Pologne :

H. BACZKO

Pour la République démocratique allemande :

M. CALOV

Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine :

V. SAVANTCHUK

**Pour la République socialiste de Roumanie :**

C. CEAUSESCU  
L. CONSTANTINESCU  
I. MARINESCU  
P. H. ILIESCU

**Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :**

H. A. DANIELS  
T. U. MEYER  
H. C. GREENWOOD  
P. C. SANDERS  
W. G. MOORE

**Pour la République rwandaise :**

DENYS RWAGASORE  
AMBROISE MAHATANE

**Pour la République du Sénégal :**

IBRAHIMA N'DIAYE  
MAME N'DARAW CISSE  
LEON DIA

**Pour la Sierra Leone :**

A. E. FERGUSSON-NICOL

**Pour la République de Singapour :**

WAN SENG KONG

**Pour la République démocratique somalie :**

MOHAMED AHMED ABDULLA

Pour la République démocratique du Soudan :

MUSTAFA AWAD ALLAM  
MOHAMMED SALIH FADL

Pour la République de Sri Lanka (Ceylan) :

H. D. S. A. GUNAWARDENA

Pour la Suède :

B. BJUREL  
SVEN-ROLAND LETZEN  
RUBEN NASLUND

Pour la Confédération suisse :

FRITZ LOCHER  
B. DELALOYE  
J. VALLOTON  
R. RUTSCHI  
TH. MOECKLI-PELET

Pour la République-Unie de Tanzanie :

RAPHAEL LUKINDO

Pour la République du Tchad :

J. BENANE

Pour la République socialiste tchécoslovaque :

JIRA JIRI



Pour la Thaïlande :

SRIBHUMI SUKHANETR  
SUTHORN LIMPISHIEN  
MAHIDOL CHANTRANGKURN  
KOWIT SURAPUNTHU

Pour la République togolaise :

WILLIAM OSSEYI  
ANDRE DO AITHNARD  
SETH NENONENE

Pour Trinité et Tobago :

D. AUYONG  
JEANNE M. CADOGAN

Pour la Tunisie :

HABIB BEN CHEIKH  
BRAHIM KHOUADJA  
MOHAMED HACHICHA  
HEDI ZEGHAL  
GHANOUCI SADOK  
AZIZ LADJIMI  
ZOUHIR BENLAKHAL  
CHEDLY HELAL

Pour la Turquie :

ERGUN ORCUN

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques :

V. CHAMCHINE

Pour la République orientale de l'Uruguay :

JORGE C. SUAREZ

Pour la République de Venezuela :

MARIANO TIRADO  
FERNANDO MIRALLES  
CARLOS J. MARTINEZ  
DOMINGO VALLADARES

Pour la République du Viet-Nam :

HOA VAN MUI  
VUONG QUANG NGHIA

Pour la République arabe du Yémen :

A. DHAIFULLAH  
S. A. EL-SINDY

Pour la République démocratique populaire du Yémen :

ALI M. ALHAWTARY  
ALI A. BASAHI

Pour la République socialiste fédérative de Yougoslavie :

P. VASILJEVIC

Pour la République du Zaïre :

MPEMBELE MUNTU  
YOKO YAKEMBE  
N'SIALA MAVAMBU  
NKUBITO-YA-RUGANGO

Pour la République de Zambie :

B. J. SIMACHEMBELE

## ANNEXE 1

(voir numéro 3)

Afghanistan (République d')	Guatemala
Albanie (République Populaire d')	Guinée (République de)
Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire)	Guinée équatoriale (République de la)
Allemagne (République Fédérale d')	Guyane
Arabie Saoudite (Royaume de l')	Haïti (République d')
Argentine (République)	Haute-Volta (République de)
Australie	Honduras (République de)
Autriche	Hongroise (République Populaire)
Bangladesh (République Populaire du)	Inde (République de l')
Barbade	Indonésie (République d')
Belgique	Iran
Bielorussie (République Socialiste Soviétique de)	Iraq (République d')
Birmanie (Union de)	Irlande
Bolivie (République de)	Islande
Botswana (République de)	Israël (Etat d')
Brésil (République Fédérative du)	Italie
Bulgarie (République Populaire de)	Jamaïque
Burundi (République du)	Japon
Cameroun (République Unie du)	Jordanie (Royaume Hachémite de)
Canada	Kenya (République du)
Centrafricaine (République)	Khmère (République)
Chili	Koweït (Etat de)
Chine (République Populaire de)	Laos (Royaume du)
Chypre (République de)	Lesotho (Royaume de)
Cité du Vatican (Etat de la)	Liban
Colombie (République de)	Libéria (République du)
Congo (République Populaire du)	Libyenne (République Arabe)
Corée (République de)	Liechtenstein (Principauté de)
Costa Rica	Luxembourg
Côte d'Ivoire (République de)	Malaisie
Cuba	Malawi
Dahomey (République du)	Maldives (République des)
Danemark	Malgache (République)
Dominicaine (République)	Mali (République du)
Egypte (République Arabe d')	Malte
El Salvador (République de)	Maroc (Royaume du)
Emirats Arabes Unis	Maurice
Equateur	Mauritanie (République Islamique de)
Espagne	Mexique
Etats-Unis d'Amérique	Monaco
Ethiopie	Mongolie (République Populaire de)
Fidji	Nauru (République de)
Finlande	Népal
France	Nicaragua
Gabonaise (République)	Niger (République du)
Ghana	Nigeria (République Fédérale de)
Grèce	Norvège
	Nouvelle-Zélande
	Oman (Sultanat d')

Ouganda (République de l')	Suède
Pakistan	Suisse (Confédération)
Panama (République de)	Swaziland (Royaume du)
Paraguay (République du)	Tanzanie (République-Unie de)
Pays-Bas (Royaume des)	Tchad (République du)
Pérou	Tchécoslovaque (République Socialiste)
Philippines (République des)	Thaïlande
Pologne (République Populaire de)	Togolaise (République)
Portugal	Tonga (Royaume des)
Qatar (Etat du)	Trinité et Tobago
République Arabe Syrienne	Tunisie
République Démocratique Allemande	Turquie
République Socialiste Soviétique d'Ukraine	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
Roumanie (République Socialiste de)	Uruguay (République Orientale de l')
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Venezuela (République de)
Rwandaise (République)	Viet-Nam (République du)
Sénégal (République du)	Yémen (République Arabe du)
Sierra Leone	Yémen (République Démocratique Populaire du)
Singapour (République de)	Yougoslavie (République Socialiste Fédérative de)
Somalie (République Démocratique)	Zaire (République du)
Soudan (République Démocratique du)	Zambie (République de)
Sri Lanka (Ceylan) [République de]	
Sud-africaine (République)	

## ANNEXE 2

## DÉFINITION DE CERTAINS TERMES EMPLOYÉS DANS LA CONVENTION ET DANS LES RÈGLEMENTS DE L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

**Administration.** Tout service ou département gouvernemental responsable des mesures à prendre pour exécuter les obligations de la Convention internationale des télécommunications et des Règlements.

**Brouillage nuisible.** Toute émission, tout rayonnement ou toute induction qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'autres services de sécurité\* ou qui cause une grave détérioration de la qualité d'un service de radiocommunication fonctionnant conformément au Règlement des radiocommunications, le gêne ou l'interrompt de façon répétée.

**Correspondance publique.** Toute télécommunication que les bureaux et stations, par le fait de leur mise à la disposition du public, doivent accepter aux fins de transmission.

**Délégation.** Ensemble des délégués et, éventuellement, des représentants, conseillers, attachés ou interprètes envoyés par un même pays.

Chaque Membre est libre de composer sa délégation à sa convenance. En particulier, il peut y inclure en qualité de délégués, de conseillers ou d'attachés, des personnes appartenant à des exploitations privées reconnues par lui ou des personnes appartenant à d'autres entreprises privées qui s'intéressent aux télécommunications.

**Délégué.** Personne envoyée par le gouvernement d'un Membre de l'Union à une Conférence de plénipotentiaires, ou personne représentant le gouvernement ou l'administration d'un

\* On considère comme service de sécurité tout service radioélectrique exploité de façon permanente ou temporaire pour assurer la sécurité de la vie humaine et la sauvegarde des biens.

Membre de l'Union à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international.

*Expert.* Personne envoyée par un établissement national scientifique ou industriel autorisé par le gouvernement ou l'administration de son pays à assister aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif international.

*Exploitation privée.* Tout particulier ou société, autre qu'une institution ou agence gouvernementale, qui exploite une installation de télécommunication destinée à assurer un service de télécommunication international ou susceptible de causer des brouillages nuisibles à un tel service.

*Exploitation privée reconnue.* Toute exploitation privée répondant à la définition ci-dessus, qui exploite un service de correspondance publique ou de radiodiffusion et à laquelle les obligations prévues à l'article 44 de la Convention sont imposées par le Membre sur le territoire duquel est installé le siège social de cette exploitation ou par le Membre qui a autorisé cette exploitation à établir et à exploiter un service de télécommunication sur son territoire.

*Observateur.* Personne envoyée par:

- Les Nations Unies en exécution des dispositions de l'article 39 de la Convention;
- L'une des organisations internationales invitées ou admises conformément aux dispositions de la Convention à participer aux travaux d'une conférence;
- Le gouvernement d'un Membre de l'Union participant sans droit de vote à une conférence administrative régionale tenue conformément aux dispositions des articles 7 et 54 de la Convention.

*Radio.* Préfixe s'appliquant à l'emploi des ondes radioélectriques.

*Radiocommunication.* Télécommunication réalisée à l'aide des ondes radioélectriques.

*Représentant.* Personne envoyée par une exploitation privée reconnue à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international.

*Service de radiodiffusion.* Service de radiocommunication dont les émissions sont destinées à être reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre des émissions sonores, des émissions de télévision ou d'autres genres d'émission.

*Service international.* Service de télécommunication entre bureaux ou stations de télécommunication de toute nature, situés dans des pays différents ou appartenant à des pays différents.

*Service mobile.* Service de radiocommunication entre stations mobiles et stations terrestres, ou entre stations mobiles.

*Télécommunication.* Toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques.

*Télégramme.* Ecrit destiné à être transmis par télégraphie en vue de sa remise au destinataire. Ce terme comprend aussi le radiotélégramme, sauf spécification contraire.

*Télégrammes, appels et conversations téléphoniques d'Etat.* Télégrammes et appels et conversations téléphoniques émanant de l'une des autorités ci-après:

- Chef d'un Etat;
- Chef d'un gouvernement et membres d'un gouvernement;
- Commandant en chef des forces militaires, terrestres, navales ou aériennes;
- Agents diplomatiques ou consulaires;
- Secrétaire général des Nations Unies; chef des organes principaux des Nations Unies;
- Cour internationale de Justice.

Les réponses aux télégrammes d'Etat définis ci-dessus sont également considérées comme des télégrammes d'Etat.

*Télégrammes de service.* Télégrammes échangés entre:

- a) Les administrations;
  - b) Les exploitations privées reconnues;
  - c) Les administrations et les exploitations privées reconnues;
  - d) Les administrations et les exploitations privées reconnues d'une part, et le secrétaire général de l'Union d'autre part;
- et relatifs aux télécommunications publiques internationales.

*Télégrammes privés.* Télégrammes autres que les télégrammes d'Etat ou de service.

*Télégraphie.* Système de télécommunication qui intervient dans toute opération assurant la transmission et la reproduction à distance du contenu de tout document, tel qu'un écrit, un imprimé ou une image fixe, ou bien la reproduction à distance de tous genres d'information sous cette forme. Aux fins du Règlement des radiocommunications, le terme «télégraphie» signifie, sauf avis contraire, «un système de télécommunication assurant la transmission des écrits par l'utilisation d'un code de signaux».

*Téléphonie.* Système de télécommunication établi en vue de la transmission de la parole, ou, dans certains cas, d'autres sons.

### ANNEXE 3<sup>1</sup> (voir article 39)

#### ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

#### PROTOCOLE FINAL\* À LA CONVENTION INTERNATIONALE DES TÉLÉ- COMMUNICATIONS (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973)

Au moment de signer la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), les plénipotentiaires soussignés prennent acte des déclarations suivantes qui font partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) :

#### I

##### *Pour la République d'Afghanistan*

La Délégation du Gouvernement de la République d'Afghanistan à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union, et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

\* NOTE DU SecrÉTARIAT GÉNÉRAL. Les textes du Protocole final sont rangés par ordre chronologique de leur dépôt. Dans la Table des matières ces textes sont classés par ordre alphabétique des noms de pays.

<sup>1</sup> Pour le texte de l'annexe, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 30, p. 315.

## II

*Pour le Royaume du Swaziland*

La Délégation du Royaume du Swaziland réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts dans le cas où des Membres ou des Membres associés ne respecteraient pas, d'une façon ou d'une autre, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou les Annexes et Règlements qui y sont joints, ou si des réserves faites par d'autres pays compromettaient le fonctionnement de ses services de télécommunication.

## III

*Pour la Grèce*

La Délégation hellénique déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres gouvernements, qui entraîneraient une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

Elle réserve aussi le droit à son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

## IV

*Pour le Pakistan*

La Délégation du Gouvernement du Pakistan à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) se réserve le droit d'accepter ou non les conséquences que pourrait entraîner la non-adhésion d'un autre Membre de l'Union aux dispositions de la Convention de Malaga-Torremolinos (1973) ou des Règlements y annexés.

## V

*Pour la République d'Indonésie*

La Délégation de la République d'Indonésie réserve le droit de son Gouvernement :

1. De prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;
2. De prendre toute autre mesure conforme à la Constitution et aux lois de la République d'Indonésie.

## VI

*Pour la République de Chypre*

La Délégation de Chypre déclare que le Gouvernement de la République de Chypre ne peut accepter aucune incidence financière qui pourrait éventuellement résulter de réserves faites par d'autres gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973).

Elle réserve aussi le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

## VII

*Pour le Royaume du Laos*

La Délégation du Gouvernement Royal du Laos à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts dans le cas où des Membres de l'Union ne respecteraient pas d'une façon ou d'une autre, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

Elle se réserve également le droit de ne pas participer aux paiements, quel qu'en soit le montant, des dettes dues par les pays Membres envers l'Union.

## VIII

*Pour le Chili*

La Délégation du Chili tient à signaler que chaque fois qu'apparaissent dans la Convention internationale des télécommunications, dans ses Annexes, dans les Règlements, ou dans des documents de quelque nature que ce soit, des mentions ou des références à des «territoires antarctiques» comme dépendances d'un Etat quelconque, ces mentions ou références ne s'appliquent pas, et ne peuvent pas s'appliquer, au secteur antarctique chilien, qui fait partie intégrante du territoire national de la République du Chili et sur lequel cette République possède des droits imprescriptibles.

## IX

*Pour la Jamaïque*

La Délégation de la Jamaïque réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, ainsi que le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Jamaïque.



## X

*Pour le Royaume de Lesotho*

La Délégation du Lesotho déclare au nom de son Gouvernement :

1. Qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves formulées par un pays quel qu'il soit, et réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires;
2. Qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si d'autres pays n'observent pas les dispositions de la présente Convention (Malaga-Torremolinos, 1973).

## XI

*Pour la République du Libéria*

La Délégation de la République du Libéria réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou Protocoles, ou si les réserves d'autres pays peuvent compromettre les services de télécommunication de la République du Libéria ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

## XII

*Pour le Malawi*

La Délégation du Malawi réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne paient pas leurs parts contributives aux dépenses de l'Union ou n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou Protocoles, ou si les réserves d'autres pays peuvent compromettre ses services de télécommunication.

## XIII

*Pour la République Rwandaise*

La Délégation de la République Rwandaise réserve à son Gouvernement le droit :

1. De n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union;
2. De prendre toutes les mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

## XIV

*Pour la République de Singapour*

La Délégation de la République de Singapour réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des pays n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre ses services de télécommunication ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

## XV

*Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Allemande, la République Socialiste Soviétique d'Ukraine, la République Socialiste Tchécoslovaque et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques*

Les Délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs:

- Que le Viet-Nam du Sud étant constitué de deux zones et relevant de deux administrations (le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et les autorités de Saïgon), on ne saurait considérer que les délégués des autorités de Saïgon signent la Convention et les autres Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires au nom du Viet-Nam du Sud;
- Que la partie méridionale de la Corée ne représentant pas la Corée tout entière, on ne saurait considérer que les délégués de la Corée du Sud signent la Convention et les autres Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires au nom de la Corée.

## XVI

*Pour Barbade*

La Délégation de Barbade réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si un ou plusieurs Membres ne paient pas leurs parts contributives aux dépenses de l'Union, ou n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou Protocoles, ou si les réserves d'autres Membres peuvent compromettre les services de télécommunication de Barbade.

## XVII

*Pour la République Populaire du Bangladesh*

1. En signant le Protocole final à la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), la Délégation de la République Populaire du Bangladesh réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune incidence financière susceptible d'entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, pouvant découler des réserves formulées par d'autres gouvernements ayant pris part à la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973).

2. La Délégation de la République Populaire du Bangladesh réserve en outre à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou Protocoles, ou si les réserves formulées par d'autres Gouvernements devaient compromettre le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

3. De plus, elle réserve à son Gouvernement le droit d'adhérer aux dispositions de tout ou partie des Règlements administratifs cités à l'article 82 du Règlement général, à savoir, le Règlement télégraphique, le Règlement téléphonique, le Règlement des radiocommunications et le Règlement additionnel des radiocommunications.

## XVIII

### *Pour la Malaisie*

La Délégation de la Malaisie :

1. Réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves d'autres pays peuvent compromettre ses services de télécommunication;
2. Déclare que la signature de la Convention susmentionnée et la ratification éventuelle de celle-ci par le Gouvernement de la Malaisie n'ont aucune valeur en ce qui concerne le Membre paraissant à l'Annexe 1 sous le nom d'Israël, et n'impliquent d'aucune manière la reconnaissance de ce Membre par le Gouvernement de la Malaisie.

## XIX

### *Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

## XX

### *Pour la Turquie*

La Délégation du Gouvernement de la Turquie à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts, si des réserves formulées par d'autres Membres de l'Union doivent conduire à augmenter sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

## XXI

### *Pour la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie*

La Délégation de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie déclare, au nom de son Gouvernement :

1. Que, puisqu'il existe au Viet-Nam du Sud deux régions et deux administrations, le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et le régime de Saïgon, on ne peut pas considérer que la Convention ni les autres Actes de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos

(1973), signés par les représentants du régime de Saïgon, ont été signés au nom du Viet-Nam du Sud;

2. Que les représentants de la Corée du Sud n'ont pas le droit de signer la Convention ni les autres Actes de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) au nom de toute la Corée.

## XXII

### *Pour la République Socialiste de Roumanie*

#### A

La Délégation de la République Socialiste de Roumanie déclare, au nom de son Gouvernement :

1. Qu'elle considère comme absolument injustifiée et dépourvue de toute valeur juridique la prétention des représentants de la Corée du Sud de parler au sein de l'U.I.T. au nom de la Corée tout entière, car le régime de Séoul ne représente pas et ne peut pas représenter le peuple coréen;
2. En même temps, déclare que l'administration de Saïgon ne peut représenter, d'une manière unilatérale le Viet-Nam du Sud.

La Délégation de la République Socialiste de Roumanie considère que le seul représentant légal du Cambodge est le Gouvernement Royal de l'Union Nationale du Cambodge.

#### B

La Délégation de la République Socialiste de Roumanie réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts et d'accepter ou non les conséquences financières qui pourraient éventuellement résulter des réserves faites par d'autres pays.

## XXIII

### *Pour la Malaisie*

La Délégation de la Malaisie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres manqueraient de participer aux dépenses de l'Union.

## XXIV

### *Pour la Thaïlande*

La Délégation de la Thaïlande réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un pays quelconque n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves formulées par un pays quelconque devaient compromettre le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Thaïlande ou conduire à une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

## XXV

### *Pour la République Malgache*

La Délégation de la République Malgache réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera utiles pour protéger ses intérêts au cas où des

Membres de l'Union n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

Elle réserve aussi le droit à son Gouvernement de n'accepter aucune incidence financière résultant des réserves faites par d'autres Gouvernements participant à la présente Conférence.

## XXVI

### *Pour le Guatemala*

La Délégation du Gouvernement du Guatemala à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière qui puisse entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union; de plus, elle réserve également ce droit pour ce qui est du paiement, quel qu'en soit le montant, des sommes dues par des pays Membres de l'Union.

## XXVII

### *Pour Trinité et Tobago*

La Délégation du Gouvernement de Trinité et Tobago réserve le droit de son Gouvernement de n'accepter aucune mesure financière qui pourrait entraîner une augmentation de sa part contributive, et de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne contribuent pas aux dépenses de l'Union ou n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

## XXVIII

### *Pour la République Islamique de Mauritanie*

La Délégation du Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union, et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

## XXIX

### *Pour la République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Principauté de Liechtenstein, la Norvège, le Royaume des Pays-Bas, la Suède et la Confédération Suisse*

En ce qui concerne l'article 82 de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), les Délégations des pays susmentionnés déclarent formellement maintenir les réserves qu'elles ont formulées au nom de leurs administrations lors de la signature des Règlements mentionnés dans l'article 82.

## XXX

*Pour la République Démocratique Somalie*

La Délégation de la Somalie déclare que le Gouvernement de la République Démocratique Somalie ne saurait accepter aucune des conséquences financières qui pourraient découler des réserves faites par d'autres Gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973).

Il réserve également à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts au cas où certains Membres manqueraient de quelque façon que ce soit de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou encore si les réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

## XXXI

*Pour le Nicaragua*

La Délégation du Nicaragua déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences de toute réserve éventuellement formulée qui entraînerait une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

## XXXII

*Pour la République Unie du Cameroun*

La Délégation de la République Unie du Cameroun à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) déclare au nom de son Gouvernement que celui-ci se réserve le droit de prendre toutes mesures utiles à la sauvegarde de ses intérêts, si les réserves émises par d'autres délégations au nom de leurs Gouvernements ou le non-respect de la Convention tendaient à compromettre la bonne marche de son service de télécommunication.

Le Gouvernement de la République Unie du Cameroun n'accepte en outre aucune conséquence des réserves faites par d'autres délégations à la présente Conférence ayant pour conséquence l'augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

## XXXIII

*Pour la République du Kenya*

La Délégation de la République du Kenya réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

## XXXIV

*Pour la République de l'Ouganda*

La Délégation du Gouvernement de la République de l'Ouganda réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour pro-

téger ses intérêts si un Membre n'observe pas de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves formulées par un Membre devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

### XXXV

#### *Pour la République-Unie de Tanzanie*

La Délégation de la République Unie de Tanzanie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

### XXXVI

#### *Pour l'Italie*

La Délégation de l'Italie déclare que le Gouvernement italien ne peut accepter aucune conséquence financière susceptible de découler de réserves faites par d'autres Gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973).

Elle réserve également à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres manquaient, de quelque manière que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

### XXXVII

*Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République Arabe d'Égypte, les Emirats Arabes Unis, la République d'Iraq, l'Etat de Koweït, le Liban, la République Arabe Libyenne, le Royaume du Maroc, la République Islamique de Mauritanie, le Sultanat d'Oman, le Pakistan, la République Démocratique Somalie, la République Démocratique du Soudan, la Tunisie, la République Arabe du Yémen, la République Démocratique Populaire du Yémen*

Les Délégations des pays ci-dessus déclarent que leur signature de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de cet Acte par leurs Gouvernements respectifs, ne sont pas valables vis-à-vis du Membre inscrit à l'Annexe 1 à ladite Convention sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.

### XXXVIII

#### *Pour les Etats-Unis d'Amérique*

Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature de la présente Convention en leur nom, les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation concernant le Règlement téléphonique ou le Règlement additionnel des

radiocommunications, visés à l'article 42 de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) et à l'article 82 du Règlement général de cette Convention.

### XXXIX

#### *Pour la République d'Afghanistan*

Le Gouvernement de la République d'Afghanistan se réserve le droit de faire toute déclaration ou réserve jusqu'au moment où il aura ratifié la Convention (Malaga-Torremolinos, 1973).

### XL

#### *Pour la République Fédérale de Nigeria*

En signant la présente Convention, la Délégation de la République Fédérale de Nigeria déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la République Fédérale de Nigeria.

### XLI

#### *Pour Maurice*

La Délégation de Maurice réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou ne se conformeraient pas de quelque autre manière aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

### XLII

#### *Pour le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède*

Les Délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'elles n'acceptent aucune conséquence des réserves qui entraîneraient une augmentation de leur quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

### XLIII

#### *Pour la République Démocratique Populaire du Yémen*

La Délégation de la République Démocratique Populaire du Yémen réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un pays manquerait de quelque façon que ce soit de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.



## XLIV

*Pour la République de l'Inde*

1. En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), la République de l'Inde n'accepte aucune conséquence financière des réserves qui ont pu être faites par un Membre au sujet des finances de l'Union.

2. De plus, la Délégation de la République de l'Inde réserve à son Gouvernement le droit de prendre éventuellement des mesures appropriées pour assurer le bon fonctionnement de l'Union et de ses organismes permanents ainsi que l'application du Règlement général et des Règlements administratifs annexés à la Convention si un pays quelconque fait des réserves et/ou n'accepte pas les dispositions de la Convention et des Règlements précités.

## XLV

*Pour la Sierra Leone*

La Délégation de la Sierra Leone déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

Elle réserve en outre à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où des Membres de l'Union n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunication (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves formulées par d'autres pays Membres devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

## XLVI

*Pour la République du Congo*

La Délégation de la République Populaire du Congo réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible de donner lieu à une éventuelle augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, ainsi que le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

## XLVII

*Pour la République de Botswana*

La Délégation de la République de Botswana déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourrait juger nécessaires pour sauvegarder ses intérêts, au cas où un ou plusieurs Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou au cas où certains Membres n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Règlements, Annexes et Protocoles qui y sont attachés, ou encore au cas où les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

## XLVIII

*Pour le Ghana*

1. La Délégation du Ghana déclare que sa signature de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), et la ratification subséquente de ce document par son Gouvernement, n'impliquent en aucune façon la reconnaissance du Gouvernement de la République Sudafricaine et n'entraînent aucune obligation envers ce Gouvernement.

2. La Délégation du Ghana réserve également à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts dans le cas où le bon fonctionnement de ses services de télécommunication serait compromis du fait de l'inobservation des dispositions de ladite Convention par d'autres Membres ou de réserves formulées par ceux-ci.

## XLIX

*Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Allemande, la République Socialiste Soviétique d'Ukraine, la République Socialiste de Roumanie, la République Socialiste Tchèque et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques*

Les Délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'en signant la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ils laissent ouverte la question de l'acceptation du Règlement des radiocommunications (Genève, 1959).

## L

*Pour la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Allemande et la République Socialiste Tchèque*

Les Délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements respectifs le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront juger nécessaires à la sauvegarde de leurs intérêts si des réserves formulées par d'autres pays doivent conduire à augmenter leurs parts de contributions aux dépenses de l'Union, ou si certains Membres de l'Union ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union.

## LI

*Pour Cuba*

La Délégation de Cuba à la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) déclare, au nom de son Gouvernement révolutionnaire, qu'elle ne reconnaît aucune valeur juridique ni morale à la signature des Actes finals de la délégation fantôme du régime de Lon Nol. Seuls les représentants du Gouvernement royal de l'Unité nationale de Kampuchea (G.R.U.N.K.) sont habilités à signer, au nom du Cambodge, les Actes finals de la présente Conférence.

## LII

*Pour la République de Côte d'Ivoire*

La Délégation de la République de Côte d'Ivoire déclare qu'elle réserve pour son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences des réserves formulées dans la présente Convention (Malaga-Torremolinos, 1973) par d'autres Gouvernements et qui pourraient entraîner une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union ou qui pourraient compromettre ses services de télécommunication.

## LIII

*Pour l'Australie*

La Délégation de l'Australie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourrait estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union quant aux dettes existantes et aux intérêts y afférents ou quant aux futurs engagements, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou des Annexes, Protocoles et Règlements qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

## LIV

*Pour la Nouvelle-Zélande*

La Délégation de la Nouvelle-Zélande réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Nouvelle-Zélande.

## LV

*Pour la République du Niger*

La Délégation de la République du Niger à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, déclare n'accepter aucune augmentation de sa part contributive au budget de l'Union, en raison de la défaillance de quelque Membre que ce soit, aux règlements de ses contributions et autres frais connexes.

Elle réserve de plus le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures utiles pour protéger ses intérêts en matière de télécommunications du fait du non-respect de la Convention de Malaga-Torremolinos, 1973, par un Membre quelconque de l'Union.

## LVI

*Pour la République Populaire du Congo*

La Délégation de la République Populaire du Congo déclare, au nom de son Gouvernement que :

1. Le Viet-Nam du Sud étant constitué de deux zones et relevant de deux administrations (le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et les autorités de Saïgon), on ne saurait considérer que les délégués des autorités de Saïgon signent la Convention et les autres Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires au nom du Viet-Nam du Sud tout entier;
2. La partie méridionale de la Corée ne représentant pas la Corée tout entière, on ne saurait considérer que les délégués de la Corée du Sud signent la Convention et les autres Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires au nom de la Corée.

## LVII

*Pour la République de Sri Lanka (Ceylan)*

La Délégation du Gouvernement de la République de Sri Lanka (Ceylan) à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement :

1. Le droit de refuser toute mesure financière qui pourrait conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union;
2. Le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des Membres manqueraient, de quelque manière que ce soit, d'observer les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou des Règlements qui y sont annexés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;
3. Et de prendre s'il y a lieu toute autre mesure conforme à la Constitution et aux lois de la République de Sri Lanka (Ceylan).

## LVIII

*Pour la République Khmère*

La Délégation de la République Khmère réserve le droit de son Gouvernement quant à la ratification des Actes finals de la Conférence, à cause des réserves la concernant faites par certaines délégations.

Elle déclare en outre n'accepter aucune mesure financière ayant pour effet d'augmenter sa part contributive.

## LIX

*Pour la République Populaire de Chine*

La Délégation de la République Populaire de Chine désire déclarer ce qui suit :

1. La clique du traître Lon Nol n'est qu'une poignée de cambodgiens tirés de la lie du peuple et est illégale d'un bout à l'autre. Elle n'a absolument aucun droit de signer la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973) au nom du peuple cambodgien.

L'Accord de Paris sur le Viet-Nam<sup>1</sup> a reconnu de facto l'existence de deux administrations au Viet-Nam du Sud: le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et l'administration de Saïgon. Dans la situation actuelle, la représentation unilatérale par l'administration de Saïgon à la Conférence de l'U.I.T. n'est pas normale. Dans les conditions où la Corée du Nord et la Corée du Sud ont abouti à un accord de principe sur la réunification du pays dans l'indépen-

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 935, p. 3.

dance et la paix, il est déraisonnable que les autorités de la Corée du Sud soient représentées à l'U.I.T. en tant que telles. Vu ce qui précède, ni les représentants de l'administration de Saïgon ni les autorités de la Corée du Sud n'ont le droit de signer la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) en tant que telles.

2. La Délégation de Chine fait des réserves sur les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) concernant l'assignation et l'utilisation des fréquences radioélectriques ainsi que l'assignation et l'enregistrement des emplacements des satellites géostationnaires.

## LX

### *Pour l'Union de Birmanie*

En signant la Convention de Malaga-Torremolinos (1973), la Délégation de l'Union de Birmanie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des réserves formulées par d'autres pays devraient conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

## LXI

### *Pour la République du Viet-Nam*

La Délégation de la République du Viet-Nam réitère les déclarations qu'elle a faites tant à la 4<sup>e</sup> séance plénière que devant la Commission de vérification des pouvoirs.

Depuis 1951, date à laquelle la République du Viet-Nam a été admise au sein de l'U.I.T., notre Gouvernement a établi toutes les preuves de sa représentativité.

Nous regrettons que certaines délégations aient cru bon de soulever, à des fins de propagande, des polémiques d'ordre politique, hors du cadre de l'U.I.T.

Il est fallacieux de citer l'Accord de Paris pour argumenter en faveur du soi-disant Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud Viet-Nam, gouvernement composé d'une poignée d'hommes dont la seule tâche est de semer par tous les moyens, terreur, mort, ruine et désolation.

En effet, l'Accord de Paris qui vise essentiellement à instaurer un cessez-le-feu au Viet-Nam, créant ainsi un climat favorable pour les négociations en vue d'un prompt rétablissement d'une paix durable au Sud Viet-Nam, n'a nullement consacré le soi-disant GRP comme tel. L'Accord de Paris n'a pas institué, et il n'est pas en son pouvoir d'instituer, le GRP comme un Gouvernement «légal» au Viet-Nam. Il n'a pas non plus changé, comme il n'est pas en son pouvoir de changer, le caractère légal, constitutionnel du Gouvernement de la République du Viet-Nam.

Le titre du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire n'est qu'une appellation que se donne le soi-disant Front de Libération du Sud Viet-Nam créé par le Parti Lao-Dôuq du Nord Viet-Nam, lors de son 3<sup>e</sup> congrès tenu à Hanoï en septembre 1960.

Sous le nom du FLN ou GRP, cette organisation n'est que l'instrument de Hanoï, une création tout à fait artificielle, soutenue par les forces expéditionnaires du Nord Viet-Nam.

Nous déplorons l'attitude des délégations des pays concernés qui, tout en déclarant condamner la politique d'agression, n'ont jamais essayé d'apporter la

moindre contribution, bien au contraire, pour mettre fin à cette douloureuse lutte fratricide qui n'a que trop duré sur notre propre sol.

La Délégation de la République du Viet-Nam déclare qu'elle est la seule représentation légitime au Sud Viet-Nam et qu'elle a été reconnue comme telle par la Conférence depuis que la République du Viet-Nam a adhéré à l'U.I.T.

Toutes les déclarations présentées à l'occasion de la présente Convention ou jointes à cette Convention et qui sont incompatibles avec la position de la République du Viet-Nam sont illégales et par conséquent nulles et non avenues.

Elle réserve également à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts.

#### LXII

##### *Pour la République Centrafricaine*

La Délégation Centrafricaine à la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de sauvegarder ses intérêts si certains pays Membres de l'Union n'observent pas les dispositions de la présente Convention internationale des télécommunications et formulent de façon anormale des réserves tendant à augmenter les parts de contributions de son pays aux dépenses de l'Union.

#### LXIII

##### *Pour la République de la Guinée équatoriale*

La Délégation de la République de la Guinée équatoriale réserve à son Gouvernement le droit :

1. De n'accepter aucune mesure financière qui pourrait entraîner une augmentation de sa contribution;
2. De prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder le bon fonctionnement de ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

#### LXIV

##### *Pour la République du Burundi*

La Délégation de la République du Burundi réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou non les mesures qui seraient prises en vue de l'augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

#### LXV

##### *Pour la République du Tchad*

La Délégation de la République du Tchad à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos, 1973, réserve à son Gouvernement le droit :

1. De n'accepter aucune mesure financière qui entraînerait une augmentation de sa part contributive;

2. De prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts dans le cas où quelques-uns des Membres de l'Union n'observeraient, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la présente Convention.

#### LXVI

##### *Pour la République d'Iraq*

La Délégation de la République d'Iraq déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toute mesure qu'il estimera nécessaire pour sauvegarder ses intérêts, au cas où un Membre n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves formulées par un tel Membre compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de l'Iraq ou conduisaient à une augmentation de la quote-part contributive de l'Iraq aux dépenses de l'Union.

#### LXVII

##### *Pour la République Togolaise*

La Délégation de la République Togolaise réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugerait opportunes, si un pays ne respectait pas les dispositions de la présente Convention ou si des réserves émises par certains Membres pendant la Conférence de Malaga-Torremolinos 1973 ou à la signature ou à l'adhésion entraînaient des situations contrariantes pour ses services de télécommunication ou une augmentation estimée trop importante de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

#### LXVIII

##### *Pour la République du Dahomey*

La Délégation de la République du Dahomey réserve à son Gouvernement le droit :

1. De n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union;
2. De prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

#### LXIX

##### *Pour la République Populaire du Congo*

La Délégation de la République Populaire du Congo à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) déclare, au nom de son Gouvernement révolutionnaire et populaire, qu'elle ne reconnaît aucune valeur juridique ni morale à la signature des Actes finals de la délégation du régime réactionnaire de Lon Nol. Seuls les représentants du Gouvernement royal de l'Unité nationale de Kampuchea sont habilités à signer, au nom du Cambodge, les Actes finals de la présente Conférence.

## LXX

*Pour Papua-Nouvelle-Guinée*

Papua-Nouvelle-Guinée se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

## LXXI

*Pour la République de El Salvador*

La Délégation de la République de El Salvador réserve à son Gouvernement le droit de formuler toute déclaration ou réserve qu'il estimera nécessaire tant qu'il n'aura pas ratifié la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973); elle déclare en outre n'accepter aucune conséquence nuisible aux intérêts de son pays qui pourraient découler de réserves formulées par d'autres pays.

## LXXII

*Pour l'Etat d'Israël*

Les déclarations faites par les Délégations de l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), du Royaume de l'Arabie Saoudite, de la République Arabe d'Egypte, des Emirats Arabes Unis, de la République d'Iraq, de l'Etat de Koweït, du Liban, de la République Arabe Libyenne, de la Malaisie, du Royaume du Maroc, de la République Islamique de Mauritanie, du Sultanat d'Oman, du Pakistan, de la République Démocratique Somalie, de la République Démocratique du Soudan, de la Tunisie, de la République Arabe du Yémen et de la République Démocratique Populaire du Yémen, étant en contradiction flagrante avec les principes et les objectifs de l'Union internationale des télécommunications et, par conséquent, dénuées de toute valeur juridique, le Gouvernement d'Israël tient à faire savoir officiellement qu'il rejette ces déclarations purement et simplement et qu'il considère qu'elles ne peuvent avoir aucune valeur pour ce qui est des droits et des obligations des Etats Membres de l'Union internationale des télécommunications.

De toute façon, le Gouvernement d'Israël se prévautra des droits qui sont les siens pour sauvegarder ses intérêts au cas où les Gouvernements de l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), du Royaume de l'Arabie Saoudite, de la République Arabe d'Egypte, des Emirats Arabes Unis, de la République d'Iraq, de l'Etat de Koweït, du Liban, de la République Arabe Libyenne, de la Malaisie, du Royaume du Maroc, de la République Islamique de Mauritanie, du Sultanat d'Oman, du Pakistan, de la République Démocratique Somalie, de la République Démocratique du Soudan, de la Tunisie, de la République Arabe du Yémen et de la République Démocratique Populaire du Yémen violeraient de quelque manière que ce soit l'une quelconque des dispositions de la Convention ou des Annexes, des Protocoles ou du Règlement ci-joints.



## LXXIII

*Pour la République de Corée*

La Délégation de la République de Corée, parlant au nom de son Gouvernement :

1. Déclare que toute réserve formulée quant à sa capacité de représenter valablement la République de Corée au sein de l'U.I.T. ou de la présente Conférence de plénipotentiaires ou toute déclaration tendant à contester la validité de cette capacité de représentation est sans fondement ni valeur juridique;
2. Réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'elle pourra juger nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Annexes ou Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

## LXXIV

*Pour la Belgique*

La Délégation de la Belgique réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes et des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, ou enfin si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement des services de télécommunication.

## LXXV

*Pour la République Arabe Libyenne*

La Délégation de la République Arabe Libyenne réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences découlant de toute réserve formulée par d'autres pays de nature à entraîner une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union, et de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où un Membre ou un Membre associé manquerait de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Règlements qui y sont annexés.

## LXXVI

*Pour la République Gabonaise*

En signant la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), la Délégation de la République Gabonaise réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où les réserves formulées par d'autres Gouvernements pourraient entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union ou pourraient compromettre ses services de télécommunication.

## LXXVII

*Pour la République de Haute-Volta*

La Délégation de la République de Haute-Volta à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement le droit de refuser toute mesure financière tendant à augmenter sa part contributive aux dépenses de l'Union et, en outre, de prendre toutes mesures nécessaires à la protection de ses intérêts au cas où des Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Annexes ou des Règlements inclus.

## LXXVIII

*Pour la République du Mali*

La Délégation de la République du Mali à la Conférence de plénipotentiaires de l'U. I. T. déclare n'accepter aucune augmentation de sa part contributive au budget de l'Union, en raison de la défaillance de quelque Membre que ce soit, aux règlements de ses contributions et autres frais connexes.

Elle réserve de plus le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures utiles pour protéger ses intérêts en matière de télécommunications du fait du non-respect de la Convention de Malaga-Torremolinos, 1973, par un Membre quelconque de l'Union.

## LXXIX

*Pour le Népal*

La Délégation du Népal réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera appropriées pour protéger ses intérêts au cas où une raison, quelle qu'elle soit, entraînerait une augmentation de sa quote-part contributive annuelle.

## LXXX

*Pour les Emirats Arabes Unis*

La Délégation des Emirats Arabes Unis déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour sauvegarder ses intérêts, au cas où un Membre manquerait de quelque façon que ce soit d'observer les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves exprimées par un Membre compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou devaient conduire à augmenter la quote-part contributive des Emirats Arabes Unis aux dépenses de l'Union.

## LXXXI

*Pour la République Orientale de l'Uruguay*

En signant la présente Convention, la Délégation de la République Orientale de l'Uruguay déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre les mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou des Annexes ou Protocoles qui y sont

attachés, ou si des réserves formulées par d'autres pays pouvaient porter préjudice aux services de télécommunication de la République Orientale de l'Uruguay.

#### LXXXII

##### *Pour la République de Bolivie*

En signant la présente Convention, la Délégation de la République de Bolivie déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre les mesures qu'il estimera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts si d'autres Membres n'observent pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Annexes ou Protocoles qui y sont attachés, ou si les réserves formulées par d'autres pays risquaient de porter préjudice aux intérêts de la Bolivie, notamment en ce qui concerne les services de télécommunication boliviens.

La Délégation de la République de Bolivie déclare, de plus, que son Gouvernement maintient son droit de formuler quelque réserve que ce soit jusqu'au moment où il ratifiera la Convention.

#### LXXXIII

##### *Pour la République du Sénégal*

La Délégation de la République du Sénégal déclare au nom de son Gouvernement qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres Gouvernements à la présente Conférence ayant pour effet l'augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

Par ailleurs, la République du Sénégal se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'elle jugera utiles à la sauvegarde de ses intérêts au cas où les réserves émises par d'autres pays ou le non respect de la Convention tendraient à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

#### LXXXIV

##### *Pour la République Argentine*

###### A

La Délégation de la République Argentine réserve à son Gouvernement le droit :

1. De n'accepter aucune mesure financière susceptible d'entraîner une augmentation de sa contribution;
2. De prendre toutes mesures qu'il peut estimer opportunes afin de protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

###### B

La Délégation de la République Argentine réserve à son Gouvernement le droit de formuler les réserves qu'il estimera opportunes à l'égard des textes contenus dans la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) qui affectent directement ou indirectement sa souveraineté.

## LXXXV

*Pour la République de Guinée*

La Délégation de la République de Guinée réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas de quelque manière que ce soit les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves faites par d'autres pays peuvent compromettre ses services de télécommunication, d'accepter ou non les conséquences financières qui pourraient éventuellement résulter de ces réserves.

## LXXXVI

*Pour l'Espagne*

La Délégation de l'Espagne déclare au nom de son Gouvernement que le mot «pays» utilisé dans le préambule, à l'article 1<sup>er</sup> et dans d'autres articles de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), est pour ledit Gouvernement synonyme du terme «Etat souverain» et qu'il a la même valeur, la même portée et le même contenu juridique et politique.

## LXXXVII

*Pour la République Argentine*

En signant la présente Convention, la Délégation de la République Argentine déclare, au nom de son Gouvernement, que toute référence du Protocole final à la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou de tout autre document de la Conférence, aux Iles Malouines, aux Iles de la Géorgie du Sud et aux Iles Sandwich du Sud, sous la dénomination erronée de «Iles Falkland et leurs dépendances», n'affecte en rien les droits souverains imprescriptibles et inaliénables de la République Argentine sur ces territoires. L'occupation de ces îles par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la suite d'un acte de force que n'a jamais accepté la République Argentine a conduit l'Organisation des Nations Unies, dans sa Résolution 2065 (XX)<sup>1</sup>, à inviter les deux parties à rechercher un règlement pacifique de ce conflit de souveraineté sur lesdites îles.

De plus, il convient de signaler que toute référence des mêmes documents au prétendu «Territoire antarctique britannique» n'affecte en rien les droits de la République Argentine dans le secteur antarctique argentin et que cette mention figure à l'article IV du Traité antarctique conclu à Washington le 1<sup>er</sup> décembre 1959<sup>2</sup>, dont la République Argentine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont tous deux signataires.

## LXXXVIII

*Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire)*

La Délégation de la République Algérienne Démocratique et Populaire, à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts, au cas où certains Membres n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

<sup>1</sup> Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément n° 14 (A/6014)*, p. 61.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 402, p. 71.

ou si les réserves formulées par les autres Membres devaient compromettre ses services de télécommunication ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

### LXXXIX

#### *Pour le Pérou*

La Délégation du Pérou déclare que l'Etat péruvien ne se sentira tenu en aucune circonstance par les dispositions de la Convention relatives à l'arbitrage entre les Membres de l'Union touchant le règlement de différends. D'autre part, la Délégation du Pérou réserve à son Gouvernement le droit :

1. De prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention ou de ses Règlements ou encore si des réserves formulées par ces Membres compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication du Pérou;
2. D'accepter ou de refuser les conséquences des réserves propres à entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union;
3. D'accepter ou de refuser toutes ou certaines des dispositions des Règlements administratifs: Règlement télégraphique, Règlement téléphonique, Règlement des radiocommunications et Règlement additionnel des radiocommunications, cités dans la Convention.

### XC

#### *Pour l'Iran*

La Délégation de l'Iran réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union en relation avec les dettes existantes, les intérêts de ces dettes et les contributions à venir, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes, des Protocoles ou des Règlements qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

### XCI

*Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Allemande, la République Socialiste Soviétique d'Ukraine, la République Socialiste de Roumanie, la République Socialiste Tchécoslovaque et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques*

Les Délégations des pays ci-dessus considèrent que les prévisions du numéro 5 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ne sont pas en concordance avec le principe selon lequel les traités internationaux multilatéraux dont l'objet et le but intéressent la communauté internationale dans son ensemble, comme ceci est le cas pour les télécommunications (voir l'article 4 de la Convention susmentionnée), doivent être ouverts à la participation universelle.

## XCII

*Pour la République des Philippines*

La Délégation de la République des Philippines réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qui pourraient être nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prenaient pas leur part des dépenses de l'Union, ce qui pourrait entraîner une augmentation de la contribution des Philippines; elle réserve également le droit de son Gouvernement pour ce qui est des conséquences de toute réserve faite par un autre pays qui léserait les intérêts des Philippines.

## XCIII

*Pour la République Fédérale d'Allemagne*

La Délégation de la République Fédérale d'Allemagne réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union ou manquent, de quelque autre manière, de se conformer aux dispositions de la Convention, de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou si des réserves formulées par d'autres pays sont de nature à augmenter sa part de contribution aux dépenses de l'Union ou à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication. La Délégation de la République Fédérale d'Allemagne réserve également à son Gouvernement le droit, pour le cas où le budget ordinaire de l'Union serait grevé de dépenses afférentes à la coopération technique, de prendre les mesures voulues en conséquence.

## XCIV

*Pour la France*

La Délégation française réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

## XCV

*Pour Monaco*

La Délégation de Monaco réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de se conformer aux dispositions de la Convention (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles y attachés ou encore si des réserves formulées par d'autres Membres compromettraient le parfait et efficace fonctionnement de ses services de télécommunication.

## XCVI

*Pour l'Autriche, le Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas*

Les Délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront estimer nécessaires pour protéger leurs intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de

l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes et des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de leurs parts contributives aux dépenses de l'Union, ou enfin si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication.

#### XCVII

##### *Pour la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie*

La Délégation de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie réserve à son Gouvernement le droit :

1. De prendre toutes mesures qu'il estime nécessaires pour protéger les intérêts de ses télécommunications si certains Membres n'observent pas les dispositions de la présente Convention, ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;
2. De prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part aux dépenses de l'Union, ou si des réserves formulées par d'autres pays étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

#### XCVIII

##### *Pour la Confédération Suisse et la Principauté de Liechtenstein*

Les Délégations des pays susmentionnés réservent le droit de leurs Gouvernements de prendre les mesures nécessaires à la protection de leurs intérêts si des réserves déposées ou d'autres mesures prises devaient avoir pour conséquences de porter atteinte au bon fonctionnement de leurs services de télécommunication ou conduire à une augmentation de leurs parts contributives aux dépenses de l'Union.

#### XCIX

##### *Pour l'Etat d'Israël*

L'Etat d'Israël réserve sa position en ce qui concerne la Résolution 48 à la lumière des faits suivants :

1. La Résolution repose sur des accusations dénuées de tout fondement de la part de pays effectuant ouvertement des opérations militaires et poursuivant des hostilités sans restrictions contre l'Etat d'Israël sans que le moindre commencement de preuve de leurs allégations ait été produit devant la Conférence.
2. Le projet de Résolution a été examiné le samedi 20 octobre dans l'ambiance de discours enflammés, d'accusations extravagantes et de menaces implicites — et ce le jour même du Sabbat — alors que les accusateurs savaient parfaitement que le seul représentant d'Israël serait absent pour remplir ses devoirs religieux. Il est apparu, de ce fait, qu'Israël semblait admettre ces accusations dénuées de fondement parce que son représentant n'avait pas pris la parole pour les démentir; d'ailleurs, Israël a été averti que cette abstention avait été remarquée au cours des débats, et il y est fait allusion dans le document N° 341, présenté par la Malaisie.
3. Les motifs d'ordre religieux qui expliquent l'absence du représentant d'Israël avaient été parfaitement exposés la veille par le Président. Le Président avait fait la promesse solennelle que, si un événement important pour Israël se produisait

le samedi, il mettrait tout en œuvre pour ajourner le débat afin de permettre à la Délégation d'Israël d'exercer son droit de s'exprimer (voir le numéro 670 de la Convention de Montreux, 1965) dont la teneur est la suivante :

« Il (le Président) protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion. »

4. Attendu que ces règles n'ont pas été observées, la Délégation d'Israël s'est conformée à la procédure régulière et, à l'occasion de la première lecture du projet de résolution — faite au cours de la séance plénière du lundi 22 octobre — elle a exposé les faits tels qu'ils se présentent et a demandé formellement le rejet du projet de résolution, conformément aux dispositions du numéro 692 de la Convention. Le Président a refusé de mettre le projet de résolution aux voix au cours de sa lecture, en déclarant que cette proposition du délégué d'Israël n'était pas conforme à la procédure, cela contrairement aux dispositions de la Convention et à la pratique commune. De plus, les délégations réunies en séance plénière n'ont pas eu l'occasion de voter sur la question après avoir entendu les deux parties.

5. Dans sa déclaration présentée à la séance plénière du 22 octobre et qui figure intégralement dans le procès-verbal de cette séance, Israël a déclaré notamment :

a) Le jour même où ont été formulées des allégations de sabotage concernant les câbles sous-marins de Beyrouth, le porte-parole d'Israël a dénié officiellement assumer une responsabilité quelconque dans cette affaire.

b) Le câble lui-même est pour une large part la propriété de pays européens et des Etats-Unis dont Israël recherche la sympathie et la compréhension. Pour quelles raisons Israël voudrait-il s'aliéner ces sympathies et causer des dommages aux biens de nations amies?

c) De même, si Israël avait voulu perpétrer un tel acte, pourquoi l'aurait-il commis si près du rivage, là où il est facile de localiser la coupure et où la réparation est relativement simple?

d) Dans ce cas comme dans le passé, des actes de sabotage d'origine interne se sont produits. Des pipelines ont été endommagés auparavant, des ambassades d'Etats arabes ont été envahies, de hauts fonctionnaires de pays arabes ont été assassinés, des actes de piraterie aérienne ont été effectués, accompagnés de prises d'otages. Dans tous ces cas, il s'agissait de luttes intestines parmi des groupes d'Etats arabes. Ici aussi, les faits conduisent aux mêmes conclusions. Il est notoire que des groupes arabes dissidents opèrent au Liban. Ces jours mêmes, l'un de ces groupes a pris, comme otages à Beyrouth, 50 Libanais innocents et a joué à la légère avec leur vie. Ces groupes possèdent le minimum d'aptitudes nécessaires pour manier des explosifs et exécuter ce genre de sabotage, ainsi que le minimum de moyens leur permettant d'atteindre les points où les dommages sont censés avoir été commis. D'un seul coup, ils peuvent se venger de torts, réels ou imaginaires, et, dans le climat actuel, rejeter la faute sur Israël.

e) Il est entendu qu'au moment où le Liban a parlé pour la première fois de la rupture du câble et a demandé à l'ITALCABLE d'intervenir pour assurer la remise en service par des voies de remplacement, il s'est référé à cet incident comme à un acte de sabotage. Ce n'est que plus tard qu'il a eu l'idée que l'incident pouvait être exploité à des fins de propagande.

Eu égard aux déclarations qui précèdent, l'Etat d'Israël considère que la prétendue Résolution 48 est illégale et indûment jointe à la présente Convention, et qu'elle est au demeurant dénuée de toute signification et n'a aucun effet.



L'Etat d'Israël est convaincu que tous les Membres impartiaux de l'Union partagent son point de vue et réserveront à cette prétendue Résolution l'accueil qu'elle mérite.

### C

*Pour le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède*

Les Déléguations des pays susmentionnés réservent à leurs Gouvernements le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront estimer nécessaires pour protéger leurs intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou bien si un Membre manquait, de quelque autre manière, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), des Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de leurs services de télécommunications.

### C1

*Pour l'Italie*

1. La Délégation de l'Italie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention, de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays étaient de nature à augmenter sa part des dépenses de l'Union ou devaient compromettre le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication. La Délégation de l'Italie réserve également le droit à son Gouvernement de prendre les mesures qui s'imposeraient au cas où des dépenses afférentes à des activités de coopération technique seraient inscrites au budget ordinaire de l'Union.

2. L'Italie se réserve le droit de ne pas participer aux frais supplémentaires que pourra encourir l'Union internationale des télécommunications dans les futures Conférences de plénipotentiaires et administratives par l'adoption d'une sixième langue d'interprétation selon la résolution votée par la présente Conférence de plénipotentiaires.

### CII

*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*

#### A

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord prend note de la déclaration de la Délégation du Chili concernant les Territoires antarctiques. Dans la mesure où il peut être dans l'intention des auteurs de cette déclaration de viser le Territoire antarctique britannique, le Gouvernement de Sa Majesté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'a aucun doute en ce qui concerne sa souveraineté sur ledit Territoire.

#### B

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclare qu'elle n'accepte pas la déclaration faite par la Délégation argentine pour autant que cette déclaration conteste la souveraineté du Gouvernement de Sa Majesté

au Royaume-Uni sur les Iles Falkland et leurs dépendances, ainsi que sur le Territoire antarctique britannique et elle désire formellement réserver les droits du Gouvernement de Sa Majesté sur cette question. Les Iles Falkland et leurs dépendances ainsi que le Territoire antarctique britannique sont, et continuent à être, partie intégrante des territoires dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

La Délégation du Royaume-Uni ne peut pas non plus accepter l'opinion exprimée par la Délégation argentine selon laquelle l'appellation «Dépendances des Iles Falkland» est erronée, pas plus, dans la mesure où cette opinion se réfère à l'appellation «d'Iles Falkland», le fait que cette appellation soit erronée. En outre, la Délégation du Royaume-Uni ne peut pas accepter l'opinion exprimée par la Délégation argentine selon laquelle il convient d'associer le terme «Malouines» à la désignation des Iles Falkland et de leurs dépendances. La décision du Comité spécial des Nations Unies d'ajouter «Malouines» après cette désignation n'avait trait qu'aux documents du Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier l'application de la déclaration relative à l'octroi de l'indépendance aux pays coloniaux et à leurs peuples<sup>1</sup> et elle n'a pas été adoptée par les Nations Unies pour tous leurs documents. Cette décision ne concerne donc nullement la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ni ses Annexes ou tous autres documents publiés par l'Union internationale des télécommunications.

Pour ce qui est de la Résolution 2065 (XX) des Nations Unies, la Délégation du Royaume-Uni n'accepte pas les raisons données par la Délégation argentine à cet égard.

La Délégation du Royaume-Uni note la référence de la Délégation argentine à l'Article IV du Traité de l'Antarctique signé à Washington le 1<sup>er</sup> décembre 1959<sup>2</sup> mais elle tient à déclarer que cet article ne confirme ni ne justifie le pouvoir ou la souveraineté d'une puissance quelconque sur un territoire antarctique quel qu'il soit. Le Gouvernement de Sa Majesté n'a aucun doute quant à la souveraineté du Royaume-Uni sur le Territoire antarctique britannique.

### CIII

#### *Pour la République de Panama*

La Délégation de la République de Panama déclare n'accepter aucune déclaration figurant, au nom de quelque pays que ce soit, dans la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou dans tout autre document, et de nature à porter préjudice aux droits souverains de la République de Panama sur la Zone du canal de Panama.

### CIV

#### *Pour la République Socialiste de Roumanie*

Au moment de signer la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) la Délégation roumaine déclare que le maintien de l'état de dépendance de certains territoires, auquel font référence les dispositions du Protocole additionnel III, n'est pas conforme aux documents adoptés par l'O.N.U., concernant l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, y compris la Déclaration relative aux principes de droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, conformément à la Charte des Nations Unies

<sup>1</sup> Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Supplément n° 16 (A/4684)*, p. 70.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 402, p. 71.

qui a été adoptée à l'unanimité par la résolution de l'Assemblée générale de l'O.N.U. 2625 (XXV) du 24 octobre 1970<sup>1</sup> et qui proclame solennellement l'obligation des Etats de favoriser la réalisation du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, dans le but de mettre un terme sans retard au colonialisme.

## CV

### *Le Président de la Conférence*

Le Président de la Conférence déplore les termes de la déclaration faite au nom de l'Etat d'Israël lors de la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) et insérée dans le Protocole final à la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973); cette déclaration contient des commentaires concernant l'application du Règlement intérieur des conférences qui fait partie du Règlement général annexé à la Convention de Montreux (1965).

Si le numéro 670 de ladite Convention spécifie effectivement que le Président de la Conférence «protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion», il est évident qu'il s'agit des délégations présentes au cours d'une telle discussion, ce qui n'était pas le cas de la Délégation de l'Etat d'Israël qui, pour des motifs religieux et dignes du plus grand respect, n'a pas assisté à la séance plénière du samedi 20 octobre 1973, malgré les indices qui faisaient supposer, depuis la veille, que la séance en question examinerait le projet de résolution contenu dans le Document N°326, présenté par la Délégation du Liban. Il convient d'ajouter à ce sujet que, au cours d'un entretien qu'il a eu le vendredi 19 octobre avec M. Sakked, Délégué d'Israël, le Président n'a pu donner aucune garantie quant à la possibilité de différer les débats relatifs audit projet de résolution et s'est simplement offert à tenter, par diverses consultations — qui eurent bien lieu, mais sans résultat — à obtenir l'ajournement des débats jusqu'au lundi 22 octobre 1973.

Pendant la séance plénière du lundi 22 octobre le Délégué de l'Etat d'Israël, à l'occasion de la première lecture du texte de la Résolution 48, proposé par la Commission de rédaction et publié dans le Document N°351, a demandé de mettre de nouveau aux voix le contenu de la résolution, en prétendant fonder cette demande sur le numéro 692 de la Convention de Montreux.

L'interprétation du Président a été la suivante : ce qu'avait à examiner la séance plénière était le texte de la résolution, avant que ce texte ne soit considéré comme définitif, aux termes du numéro 763 de ladite Convention, mais non le fond de la résolution en question, sur lequel la séance plénière du 20 octobre 1973 s'était prononcée par un vote par appel nominal dont le résultat avait été le suivant : 64 voix pour, 3 voix contre et 64 abstentions.

La décision du Président a été prise conformément aux dispositions du numéro 697 de la Convention de Montreux (1965).

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Protocole final en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

FAIT à Malaga-Torremolinos, le 25 octobre 1973.

*Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.*

<sup>1</sup> Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, ving-cinquième session, Supplément n° 28 (A/8028)*, p. 131.

## PROCOLES ADDITIONNELS

## PROCOLE ADDITIONNEL I. DÉPENSES DE L'UNION POUR LA PÉRIODE DE 1974 À 1979

1. Le Conseil d'administration est autorisé à établir le budget annuel de l'Union de telle sorte que les dépenses annuelles :

- Du Conseil d'administration,
- Du Secrétariat général,
- Du Comité international d'enregistrement des fréquences,
- Des secrétariats des Comités consultatifs internationaux,
- Des laboratoires et installations techniques de l'Union,

ne dépassent pas les sommes ci-après pour les années 1974 et suivantes, jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires :

- 35 000 000 francs suisses pour l'année 1974;
- 36 650 000 francs suisses pour l'année 1975;
- 36 600 000 francs suisses pour l'année 1976;
- 37 600 000 francs suisses pour l'année 1977;
- 38 800 000 francs suisses pour l'année 1978;
- 39 980 000 francs suisses pour l'année 1979.

Pour les années postérieures à 1979, les budgets annuels ne devront pas dépasser de plus de 3% chaque année la somme fixée pour l'année précédente.

2. Le conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées au paragraphe 1 ci-dessus pour couvrir les dépenses relatives au remplacement éventuel de membres du Comité international d'enregistrement de fréquences (voir la Résolution N° 3 de la présente Conférence).

3. Le Conseil d'administration peut autoriser les dépenses relatives aux conférences visées au numéro 91 de la Convention ainsi qu'aux réunions des Comités consultatifs internationaux.

3.1. Durant les années 1974 à 1979 le budget adopté par le Conseil d'administration, compte tenu éventuellement des dispositions de l'alinéa 3.2 ci-dessous, ne doit pas dépasser les montants suivants :

- 6 600 000 francs suisses pour l'année 1974;
- 2 900 000 francs suisses pour l'année 1975;
- 11 000 000 francs suisses pour l'année 1976;
- 3 400 000 francs suisses pour l'année 1977;
- 3 000 000 francs suisses pour l'année 1978;
- 14 800 000 francs suisses pour l'année 1979.

3.2. Si *a*) la Conférence de plénipotentiaires, *b*) une conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes, *c*) une conférence administrative des radiocommunications chargée d'établir un plan pour le service de radiodiffusion par satellite, *d*) une conférence administrative mondiale des radiocommunications du service mobile aéronautique (R) ou *e*) une conférence administrative mondiale chargée de réviser les Règlements des radiocommunications ne devaient pas se réunir au cours des années 1974 à 1979, le total des montants autorisés pour ces années serait réduit de 3 800 000 francs suisses pour *a*), 3 124 000 francs suisses pour *b*), 3 200 000 francs suisses pour *c*), 1 950 000 francs suisses pour *d*) et 4 800 000 francs suisses pour *e*).

Si la Conférence de plénipotentiaires ne se réunit en 1979, le Conseil d'administration autorisera, année par année, pour les années postérieures à 1979, les crédits qu'il jugera opportun d'affecter au titre des dépenses relatives aux conférences visées au numéro 91 de la Convention ainsi qu'aux réunions des Comités consultatifs internationaux.

3.3. Le Conseil d'administration peut autoriser un dépassement des limites annuelles fixées à l'alinéa 3.1 ci-dessus, si ce dépassement peut être compensé par des sommes s'inscrivant dans les limites des dépenses:

- Demeurées disponibles sur une année précédente;
- Ou à prélever sur une année future.

4. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pour tenir compte :

- 4.1. Des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève;
- 4.2. Des fluctuations du cours du change entre le franc suisse et le dollar des Etats-Unis qui entraîneraient pour l'Union des dépenses supplémentaires.

5. Le Conseil d'administration a mission de réaliser toutes les économies possibles. A cette fin, il se doit de fixer chaque année les dépenses autorisées au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union dans les limites fixées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus, en tenant compte, le cas échéant, des dispositions du paragraphe 4.

6. Si les crédits que le Conseil d'administration peut autoriser en application des dispositions des paragraphes 1 à 4 ci-dessus se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, le Conseil ne peut dépasser ces crédits qu'avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union dûment consultés. Toute consultation des Membres de l'Union doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

7. Avant d'examiner des propositions susceptibles d'avoir des répercussions financières, les conférences administratives mondiales et les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux devront disposer d'une estimation des dépenses supplémentaires y afférentes.

8. Il ne sera donné suite à aucune décision d'une conférence administrative ou d'une assemblée plénière d'un Comité consultatif international ayant pour conséquence une augmentation directe ou indirecte des dépenses au-delà des crédits dont le Conseil d'administration peut disposer aux termes des paragraphes 1 à 4 ci-dessus ou dans les conditions prévues au paragraphe 6.

#### PROTOCOLE ADDITIONNEL II. PROCÉDURE À SUIVRE PAR LES MEMBRES EN VUE DU CHOIX DE LEUR CLASSE DE CONTRIBUTION

1. Tout Membre devra, avant le 1<sup>er</sup> juillet 1974, notifier au secrétaire général la classe de contribution choisie par lui dans le tableau des classes de contributions figurant au numéro 92 de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

2. Les Membres qui auront omis de faire connaître leur décision avant le 1<sup>er</sup> juillet 1974, en application des stipulations du paragraphe 1 ci-dessus, seront tenus de contribuer conformément au nombre d'unités souscrit par eux sous le régime de la Convention de Montreux (1965).

**PROTOCOLE ADDITIONNEL III. MESURES PROPRES À DONNER AUX NATIONS UNIES LA POSSIBILITÉ D'APPLIQUER LA CONVENTION EN CE QUI CONCERNE TOUT MANDAT EXERCÉ EN VERTU DE L'ARTICLE 75 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) a décidé de prendre les mesures suivantes afin de donner aux Nations Unies la possibilité de continuer à appliquer la Convention internationale des télécommunications à la suite de la décision de la Conférence de supprimer la qualité de Membre associé :

Il est convenu que la possibilité dont jouissent actuellement les Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 75 de la Charte des Nations Unies, aux termes de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965)<sup>1</sup>, sera reconduite aux termes de la Convention de Malaga-Torremolinos (1973) dès l'entrée en vigueur de cette Convention. Chaque cas sera examiné par le Conseil d'administration de l'Union.

**PROTOCOLE ADDITIONNEL IV. MESURES DESTINÉES À PROTÉGER LES DROITS DE PAPUA-NOUVELLE-GUINÉE**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) a décidé des arrangements suivants, qui seront appliqués à titre temporaire, afin de protéger les droits de Papua-Nouvelle-Guinée, alors que cette Conférence s'est prononcée pour la suppression de la qualité de Membre associé :

1. Lorsque la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) entrera en vigueur, le statut de Membre associé de l'Union, qui est actuellement celui de Papua-Nouvelle-Guinée, restera inchangé, avec les droits et obligations des Membres de l'Union, à l'exception du droit de vote aux conférences et réunions des organes de l'Union et de celui de présenter des candidats au Comité international d'enregistrement des fréquences. Ce pays ne sera pas non plus éligible au Conseil d'administration.

2. Ce pays peut en conséquence signer et ratifier la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), au titre d'un statut spécial comparable à celui de Membre associé, tel qu'il est défini dans la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965). Par la suite, ce pays bénéficiera, en vertu de la Convention de Malaga-Torremolinos, d'un statut comparable à celui de Membre associé, avec les droits et obligations qui en découlent, comme si cette catégorie de Membre était maintenue dans la nouvelle Convention. Cette situation se poursuivra jusqu'au moment où Papua-Nouvelle-Guinée deviendra Membre à part entière de l'Union, au titre des dispositions pertinentes de la Convention de Malaga-Torremolinos.

**PROTOCOLE ADDITIONNEL V. DATE D'ENTRÉE EN FONCTIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET DU VICE-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

Le secrétaire général et le vice-secrétaire général élus par la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) dans les conditions fixées par cette même Conférence entreront en fonctions le 1<sup>er</sup> janvier 1974.

<sup>1</sup> Union internationale des télécommunications, *Convention internationale des télécommunications, Montreux, 1965* (Genève).

**PROTOCOLE ADDITIONNEL VI. ARRANGEMENTS TRANSITOIRES**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) a décidé des dispositions suivantes qui seront appliquées à titre provisoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973):

1. Le Conseil d'administration sera composé de trente-six Membres élus par la Conférence selon la procédure fixée par ladite Convention. Le Conseil pourra se réunir aussitôt après son élection et exécuter les tâches que la Convention lui confie.

2. Le président et le vice-président que le Conseil d'administration élira au cours de sa première session resteront en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs, qui aura lieu à l'ouverture de la session annuelle de 1975 du Conseil.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ces Protocoles additionnels en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ces Protocoles resteront déposés aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

FAIT à Malaga-Torremolinos, le 25 octobre 1973.

*Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.*

**RÉSOLUTIONS, RECOMMANDATIONS, VŒUX**

**RÉSOLUTION N° 1. STATUT ET RÈGLEMENT DU PERSONNEL APPLICABLES  
AUX FONCTIONNAIRES ÉLUS DE L'UNION**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant :

- a) Que le Conseil d'administration, pour donner effet à la résolution N° 1 de la Conférence de plénipotentiaires de Genève (1959)<sup>1</sup> et à la résolution N° 4 de la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965), a établi, puis amendé, les Statut et Règlement du personnel applicables à titre provisoire aux fonctionnaires élus de l'Union;
- b) Que certaines décisions de la présente Conférence obligent à apporter des amendements à ces Statut et Règlement du personnel;
- c) Qu'il convient de donner effet à titre permanent auxdits Statut et Règlement du personnel;

Charge le Conseil d'administration de passer en revue et d'amender selon les besoins les Statut et Règlement du personnel applicables aux fonctionnaires élus, compte tenu des décisions de la présente Conférence.

**RÉSOLUTION N° 2. TRAITEMENTS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION  
DES FONCTIONNAIRES ÉLUS**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

<sup>1</sup> Union internationale des télécommunications, *Convention internationale des télécommunications, Genève, 1959* (Genève).

Notant que, en application des dispositions de la résolution N° 1 de la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965), les Membres de l'Union ont approuvé des ajustements aux traitements des fonctionnaires élus selon des propositions faites par le Conseil d'administration sur la base de modifications intervenues dans le régime commun des Nations Unies, cela au terme d'une procédure de consultation longue et onéreuse;

Reconnaissant que les traitements des fonctionnaires élus devraient être fixés à un niveau adéquat au-dessus de ceux des fonctionnaires nommés du régime commun des Nations Unies;

Décide que, sous réserve des mesures dont le Conseil d'administration pourrait proposer l'adoption aux Membres de l'Union conformément aux instructions ci-dessous, le secrétaire général, le vice-secrétaire général, les directeurs des Comités consultatifs internationaux et les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences recevront, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1974, des traitements calculés en appliquant au traitement maximum d'un fonctionnaire nommé les pourcentages suivants :

Pour le secrétaire général .....	124%
Pour le vice-secrétaire général et les directeurs des Comités consultatifs internationaux .....	111%
Pour les membres de l'I.F.R.B. ....	106%

Charge le Conseil d'administration :

1. Au cas où les échelles de traitement du régime commun feraient l'objet d'un ajustement pertinent, d'approuver la modification des traitements des fonctionnaires élus qui résulterait de l'application des pourcentages ci-dessus;
2. Au cas où il lui apparaîtrait que des facteurs impératifs justifient une modification des pourcentages ci-dessus, de proposer à l'approbation de la majorité des Membres de l'Union des pourcentages révisés, avec les justifications appropriées;

Décide en outre que les frais de représentation seront remboursés sur facture à concurrence de :

	<i>Francs suisses par an</i>
Secrétaire général .....	15 000
Vice-secrétaire général, directeurs des Comités consultatifs .....	7 500
I.F.R.B. (pour le Comité dans son ensemble, à la discrétion du président) .....	7 500

Charge en outre le Conseil d'administration en cas d'augmentation marquée du coût de la vie en Suisse, de proposer à l'approbation de la majorité des Membres de l'Union des ajustements appropriés des limites indiquées ci-dessus.

### RÉSOLUTION N° 3. ELECTION DES MEMBRES DU COMITÉ INTERNATIONAL D'ENREGISTREMENT DES FRÉQUENCES (I.F.R.B.)

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant sa décision selon laquelle l'élection des membres de l'I.F.R.B. aura lieu lors des Conférences de plénipotentiaires;



Tenant compte des dispositions pertinentes de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) et des difficultés d'ordre pratique que susciterait une telle élection pendant la présente Conférence de plénipotentiaires;

Décide :

1. Que, pour l'application des numéros 57 et 58 de la Convention de Montreux, la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes prévue pour 1974 est une conférence administrative mondiale chargée de traiter de questions générales intéressant les radiocommunications, aux fins des numéros 172 et 175 de la Convention de Montreux pour ce qui est de l'élection des membres de l'I.F.R.B.;
2. Que la prochaine élection des membres de l'I.F.R.B. sera inscrite à l'ordre du jour de cette Conférence, conformément au numéro 57 de la Convention de Montreux;

Charge le secrétaire général de porter la présente résolution le plus tôt possible à la connaissance de toutes les administrations et de les inviter à désigner des candidats en temps opportun pour que les Membres soient informés des candidatures et que celles-ci soient présentées à la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes prévue pour 1974.

#### RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 4. NORMES DE CLASSEMENT ET CLASSEMENT DES EMPLOIS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Ayant noté et approuvé les mesures décrites dans le Rapport du Conseil d'administration que celui-ci a prises pour donner suite à la résolution N<sup>o</sup> 6 de la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965);

Considérant qu'il convient, compte tenu des besoins de l'Union, d'établir un classement approprié des emplois fondé sur un système efficace d'inspection de l'organisation et des méthodes, d'adapter en permanence les normes de classement aux directives approuvées pour l'ensemble du régime commun des Nations Unies, de tenir à jour les descriptions d'emploi, de revoir périodiquement le plan de classement des emplois et de se procurer des avis indépendants pour déterminer le classement des emplois individuels;

Charge le Conseil d'administration de prendre, sans encourir des dépenses déraisonnables, toute mesure qu'il jugera nécessaire pour atteindre les objectifs indiqués ci-dessus.

#### RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 5. RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU PERSONNEL DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant :

- a) Les dispositions pertinentes de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973);
- b) Les dispositions de la résolution N<sup>o</sup> 7 de la Conférence de plénipotentiaires (Montreux 1965);
- c) La répartition géographique actuelle du personnel de l'Union;
- d) La nécessité d'améliorer encore cette répartition géographique, tant sur le plan général qu'en ce qui concerne certaines régions du monde;

Décide de confirmer comme suit les directives données dans la résolution N° 7 de la Conférence de plénipotentiaires (Montreux, 1965) :

1. Afin d'améliorer la répartition géographique des fonctionnaires nommés des grades P.1 et au-dessus:
  - 1.1. En règle générale, les vacances se produisant dans les emplois de ces grades seront portées à la connaissance des administrations de tous les Membres de l'Union. Cependant, il faut faire en sorte que le personnel en service continue à bénéficier de possibilités d'avancement raisonnables;
  - 1.2. Tout en pourvoyant ces emplois par voie de recrutement international, la préférence devrait être donnée, à aptitudes égales, aux candidats originaires des régions du monde dont la représentation actuelle est nulle ou insuffisante. Il importe notamment de veiller à assurer une représentation géographique équitable des cinq régions de l'Union, lorsqu'il s'agit de pourvoir des emplois des grades P.5 et au-dessus;
2. En ce qui concerne les grades G.1 à G.7 :
  - 2.1. Les fonctionnaires seront autant que possible recrutés parmi des personnes résidant en Suisse ou, dans un rayon de 25 km autour de Genève, sur le territoire français;
  - 2.2. A titre d'exception, lorsque des emplois de caractère technique des grades G.5 à G.7 deviendront vacants, il devra être tenu compte en premier lieu de l'importance du recrutement sur une base internationale;
  - 2.3. Lorsqu'il ne sera pas possible de recruter, en observant les dispositions du paragraphe 2.1 ci-dessus, des personnes possédant les compétences requises, il conviendra que le secrétaire général recrute des personnes résidant aussi près que possible de Genève. Si cela n'est pas possible, le secrétaire général notifiera la vacance de l'emploi à toutes les administrations mais, en fixant son choix, il devra tenir compte des conséquences financières;
  - 2.4. Les fonctionnaires des grades G.1 à G.7 seront considérés comme recrutés sur la base internationale et auront droit aux avantages du recrutement international, tels qu'ils sont prévus dans le Règlement du personnel, à condition qu'ils ne soient pas de nationalité suisse et qu'ils soient recrutés hors de la zone définie au paragraphe 2.1 ci-dessus;

Charge le Conseil d'administration de suivre l'évolution de cette question afin de réaliser une répartition géographique plus large et plus représentative.

#### RÉSOLUTION N° 6. EMPLOIS DES CADRES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Ayant noté :

- a) Les mesures décrites dans le Rapport du Conseil d'administration, que celui-ci a prises pour donner suite à la résolution N° 8 de la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965);
- b) La répartition actuelle des emplois permanents et des emplois de durée déterminée dans le tableau des cadres, ainsi que la répartition des contrats permanents et des contrats de durée déterminée;
- c) Le nombre important des contrats de courte durée octroyés chaque année;

Décide de confirmer les principes de la politique que concrétise la résolution N° 8 de la Conférence de plénipotentiaires de Montreux :

1. Les tâches de caractère permanent doivent être confiées à des fonctionnaires titulaires de contrats permanents;
2. Le tableau des cadres doit satisfaire à la fois aux conditions de stabilité maximale et d'économie dans les effectifs;

Charge le Conseil d'administration de donner suite aux décisions prises par la présente Conférence en matière d'effectifs, de passer en revue le tableau des cadres et de créer des emplois permanents pour l'exécution des tâches dont il se sera assuré qu'elles sont de caractère permanent.

#### RÉSOLUTION N° 7. FORMATION PROFESSIONNELLE EN COURS D'EMPLOI

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Ayant pris note du paragraphe 2.5.4.11 du Rapport du Conseil d'administration, qui traite de la formation professionnelle en cours d'emploi du personnel de l'U.I.T.;

Approuvant les mesures prises par le Conseil d'administration à propos de la formation professionnelle en cours d'emploi;

Charge le secrétaire général de mettre en vigueur le « Règlement pour le perfectionnement professionnel des fonctionnaires de l'U.I.T. »;

Charge le Conseil d'administration de suivre l'évolution de la question et d'attribuer les crédits nécessaires à cette fin.

#### RÉSOLUTION N° 8. PARTS CONTRIBUTIVES AUX DÉPENSES DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant :

- a) Le Rapport du Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires (paragraphe 2.5.5.5) et le Rapport spécial du Conseil d'administration relatif aux finances de l'Union soumis à la Conférence de plénipotentiaires en application de la résolution N° 11 de Montreux, 1965 (document N° 32);
- b) Le document N° 224 présenté par un ensemble de Membres proposant l'application du système de contributions adopté par les Nations Unies;

Consciente de la complexité du problème que pose l'amélioration du mode de financement des dépenses de l'Union et de la nécessité de lui trouver une solution juste;

Charge le Conseil d'administration :

1. De poursuivre l'étude de cette question et de rechercher une solution tenant compte des opinions suivantes exprimées au cours de la présente Conférence :
  - a) L'élargissement de l'éventail des classes de contribution choisies par chaque Membre, maintenant le libre choix;
  - b) L'application d'un système de calcul des contributions reposant sur des éléments et données officiels régulièrement mis à jour, par exemple: barème des Nations Unies, pourcentage en fonction du trafic téléphonique international de chaque pays Membre, nombre de téléphones, produit national brut;

2. De soumettre à tous les Membres le résultat de son étude un an au moins avant la tenue de la prochaine Conférence de plénipotentiaires.

#### RÉSOLUTION N° 9. VÉRIFICATION DES COMPTES DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant que le Contrôle fédéral des finances de la Confédération suisse a vérifié avec beaucoup de soin, de compétence et de précision les comptes de l'Union pour les années 1965 à 1972;

Exprime :

1. Ses vifs remerciements au gouvernement de la Confédération suisse;
2. L'espoir que les arrangements actuels relatifs à la vérification des comptes de l'Union pourront être reconduits;

Charge le secrétaire général de porter cette résolution à la connaissance du gouvernement de la Confédération suisse.

#### RÉSOLUTION N° 10. LIQUIDATION DES COMPTES ARRIÉRÉS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Vu :

- a) Le Rapport du Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires ainsi que la documentation et les informations fournies par le secrétaire général;
- b) Les demandes présentées par les Membres de l'Union ayant des comptes arriérés importants;

Considérant qu'il est de l'intérêt de l'ensemble des Membres d'assainir les finances de l'Union;

Décide :

1. Que les comptes arriérés de la Bolivie, du Chili, de Costa Rica, de la République Dominicaine, d'El Salvador, d'Haïti, du Pérou, de l'Uruguay et de la République Arabe du Yémen ne seront plus grevés d'intérêts moratoires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973;
2. Que les intérêts moratoires dus par ces pays à la date du 31 décembre 1972, soit 3 074 398,63 francs suisses, sont transférés sur un compte spécial d'intérêts moratoires et que le Conseil d'administration étudiera la manière de régler ce compte;
3. Que le solde des comptes arriérés dû par ces pays et représentant 6 302 918,23 francs suisses en ce qui concerne les contributions arriérées, et 259 703,70 francs suisses en ce qui concerne la fourniture de publications, soit 6 562 621,93 francs suisses, est transféré sur un compte spécial d'arriérés qui ne portera pas d'intérêt; cette mesure ne libère toutefois pas ces neuf pays du paiement de leurs arriérés en ce qui concerne les contributions et les publications;
4. Que, afin d'alléger dans toute la mesure du possible le poids des dettes de ces pays, leurs contributions pour les années 1973 et 1974 seront calculées, en dérogation exceptionnelle au numéro 218 de la Convention de Montreux (1965), sur la base des nouvelles classes de contribution qu'ils ont choisies, à savoir :

Bolivie .....	½ unité
Chili .....	1 unité
Costa Rica .....	½ unité
République Dominicaine .....	½ unité
El Salvador .....	½ unité
Haïti .....	½ unité
Pérou .....	1 unité
Uruguay .....	½ unité
République Arabe du Yémen .....	½ unité

ce qui entraînera pour les années 1973 et 1974 un manque de recettes de 12 unités contributives, soit 811 200 francs suisses pour l'année 1973, et 906 000 francs suisses pour l'année 1974, calculé d'après le budget provisoire arrêté par le Conseil d'administration lors de sa 28<sup>e</sup> session (1973):

- 4.1. Pour 1973, ce manque de recettes pourrait être partiellement compensé par des économies réalisées sur les crédits alloués par le budget ou par un prélèvement du compte de provision de l'Union;
- 4.2. Pour 1974, le manque de recettes sera compensé par une augmentation de l'unité contributive définitive qui sera fixée par le Conseil d'administration après un examen attentif de toutes les possibilités de réduire les dépenses de l'Union;
5. Que les dispositions prises à titre exceptionnel à l'égard des neuf pays en question ne sauraient en aucun cas être invoquées comme précédent;
 

Charge le secrétaire général :

  1. De négocier immédiatement avec les autorités compétentes des pays considérés les modalités du remboursement échelonné de leur dette en tenant compte de leurs possibilités économiques et des circonstances particulières ainsi que des intérêts de l'Union;
  2. De faire rapport chaque année au Conseil d'administration sur les progrès réalisés par ces pays dans le remboursement de leur dette;
 

Invite le Conseil d'administration :

    1. A prendre les dispositions utiles en vue de l'application de la présente résolution;
    2. A faire rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires sur les résultats obtenus par les présentes dispositions.

#### RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 11. AJUSTEMENT DU COMPTE DE PROVISION DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Vu le rapport sur les finances de l'Union présenté par le Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires;

Considérant :

- a) Qu'il est nécessaire de garantir à l'Union une base financière saine;
- b) Qu'il est indispensable que les Membres et les organes de l'Union appliquent une stricte discipline financière;

Décide que, afin de maintenir une liquidité suffisante et d'éviter le recours à l'emprunt, le niveau du compte de provision de l'Union sera ajusté chaque année;

Charge le Conseil d'administration de prendre les dispositions administratives nécessaires en vue de l'application de la présente résolution.

**RÉSOLUTION N° 12. FINANCEMENT DU FONDS DE SECOURS**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant l'utilité du Fonds de secours pour assister les fonctionnaires de l'Union qui, de par les circonstances, sont dans une situation difficile et, en particulier, pour venir en aide aux pensionnés affectés par les fluctuations monétaires;

Prenant note qu'il convient d'alimenter le Fonds de secours tant pour reconstituer son capital que pour faire face à ses besoins futurs;

Prie le Conseil d'administration de prendre les mesures nécessaires pour verser à ces fins au Fonds de secours des montants provenant de sources extra-budgétaires.

**RÉSOLUTION N° 13. APPROBATION DES COMPTES DE L'UNION  
POUR LES ANNÉES 1965 À 1972**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant :

- a) Les dispositions du numéro 38 de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965);
- b) Le Rapport du Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires, le document N° 31 relatif à la gestion financière de l'Union au cours des années 1965 à 1972 et le rapport de la commission des finances de la présente Conférence (document N° 221);

Décide d'approuver définitivement les comptes de l'Union pour les années 1965 à 1972.

**RÉSOLUTION N° 14. AIDE APPORTÉE PAR LE GOUVERNEMENT  
DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE DANS LE DOMAINE DES FINANCES DE L'UNION**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant qu'au cours des années 1966, 1971, 1972 et 1973 le gouvernement de la Confédération suisse a mis des fonds à la disposition de l'Union;

Exprime :

1. Au gouvernement de la Confédération suisse sa satisfaction pour l'aide généreuse apportée dans le domaine des finances;
2. L'espoir que les accords en la matière pourront être reconduits;

Charge le secrétaire général de porter cette résolution à la connaissance du gouvernement de la Confédération suisse.

**RÉSOLUTION N° 15. CONTRIBUTIONS DU NICARAGUA POUR LES ANNÉES 1973 ET 1974**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Ayant examiné la demande présentée par le gouvernement du Nicaragua à propos de ses contributions pour les années 1973 et 1974;

Tenant compte :

- a) De ce que le Nicaragua a été très durement touché par le séisme qui, le 23 décembre 1972, a détruit une grande partie de la ville de Managua;
- b) De ce que le Nicaragua avait jusqu'alors payé régulièrement ses contributions à l'Union;
- c) De ce qu'il s'agit en l'occurrence d'un cas particulier à l'occasion duquel la solidarité des Membres de l'Union doit se manifester;

Décide à titre exceptionnel :

1. D'exonérer le Nicaragua de sa contribution d'une unité pour l'année 1973;
2. D'autoriser le Nicaragua à réduire à une demi-unité sa contribution pour l'année 1974;

Prend note que dès 1975 le Nicaragua participera à nouveau aux dépenses de l'Union dans la classe d'une unité.

#### RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 16. PARTICIPATION DE L'UNION AU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (P.N.U.D.)

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Ayant pris note du Rapport du Conseil d'administration (cinquième partie et Annexe 13);

Ayant approuvé les mesures prises par le Conseil d'administration en application des résolutions N<sup>os</sup> 27 et 30 de la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965) au sujet de la participation de l'Union au Programme des Nations Unies pour le développement;

Décide :

1. Que l'Union continuera à participer pleinement au Programme des Nations Unies pour le développement, dans le cadre de la Convention;
2. Que les dépenses des services d'administration et d'exécution résultant de la participation de l'Union au Programme des Nations Unies pour le développement seront incluses dans une partie distincte du budget de l'Union, étant entendu que les versements compensatoires du Programme des Nations Unies pour le développement figureront en recette dans ladite partie du budget;
3. Que les vérificateurs des comptes de l'Union vérifieront toutes les dépenses et recettes relatives à la participation de l'Union au Programme des Nations Unies pour le développement;
4. Que le Conseil d'administration procédera également à l'examen de ces dépenses et prendra toutes mesures qu'il jugera appropriées pour s'assurer que les fonds ainsi attribués par le Programme des Nations Unies pour le développement sont employés exclusivement pour couvrir les dépenses des services d'administration et d'exécution;

Charge le secrétaire général :

1. De présenter chaque année au Conseil d'administration un rapport détaillé sur la participation de l'Union au Programme des Nations Unies pour le développement;

2. De soumettre au Conseil d'administration les recommandations qu'il juge nécessaires pour améliorer l'efficacité de cette participation;

Charge le Conseil d'administration de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le maximum d'efficacité à la participation de l'Union au Programme des Nations Unies pour le développement.

RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 17. AMÉLIORATION DES MOYENS PAR LESQUELS L'UNION FOURNIT UNE ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Ayant pris note du Rapport du Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires, et notamment de sa cinquième partie;

Appréciant l'ampleur de l'assistance fournie aux pays en voie de développement par la participation de l'Union au Programme des Nations Unies pour le développement et aux activités qui s'y rapportent, ainsi que l'aide précieuse que constituent les manuels et autres documents rédigés par les Comités consultatifs internationaux et par le Comité international d'enregistrement des fréquences, de même que les conseils que fournissent ces organismes sur des sujets déterminés;

Considérant :

- a) Qu'il faut encore accroître la quantité et améliorer la qualité de l'assistance technique fournie par l'Union;
- b) Que, dans bien des cas, les pays en voie de développement ont besoin de conseils portant sur des sujets très spéciaux et que ces conseils leur sont souvent nécessaires à bref délai;
- c) Que les pays en voie de développement peuvent acquérir, des Comités consultatifs internationaux et par leur intermédiaire ainsi que du Comité international d'enregistrement des fréquences, des connaissances techniques et une expérience très précieuse;

Décide :

1. Que le groupe d'ingénieurs du département de la coopération technique sera maintenu : ces ingénieurs seront chargés de fournir une assistance à court terme aux pays en voie de développement, soit par correspondance, soit par des missions dans les pays demandeurs; ils aideront de leurs conseils et de leurs appréciations les services chargés de préparer et d'exécuter les projets;
2. Que des spécialistes seront recrutés en fonction des besoins pour des périodes n'excédant pas six mois;

Charge le secrétaire général :

3. De faire une étude du personnel nécessaire, notamment des effectifs, niveaux de qualifications et grades, fondée sur des descriptions d'emploi précises correspondant aux activités de la coopération technique, prenant en compte également la nécessité de fixer les émoluments à un niveau susceptible d'attirer des personnes qualifiées;
4. De présenter à ce sujet au Conseil d'administration un rapport, qui pourra être accompagné d'une comparaison avec la situation existant dans les institutions analogues à l'Union;



5. De présenter au Conseil d'administration un rapport distinct faisant état :
  - Des spécialités requises pour les ingénieurs faisant partie du groupe visé au point 1 ci-dessus;
  - De ses appréciations sur l'assistance technique fournie tant qualitativement que quantitativement des difficultés éventuelles apparues pour satisfaire les demandes présentées par les pays en voie de développement;Charge le Conseil d'administration :
6. D'examiner le rapport du secrétaire général visé au point 4 ci-dessus et de prendre en conséquence toutes les mesures nécessaires;
7. D'inscrire aux budgets annuels de l'Union les crédits nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du groupe d'ingénieurs, ainsi qu'une somme globale correspondant à l'estimation des dépenses afférentes aux spécialistes visés au point 2 ci-dessus;
8. De suivre de près l'évolution quantitative et qualitative de toutes les activités de coopération technique de l'Union.

RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 18. APPLICATION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE  
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DANS L'INTÉRÊT DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Vu les dispositions de diverses résolutions adoptées par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale des Nations Unies en vue d'accélérer l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des pays en voie de développement;

Considérant que l'Union internationale des télécommunications doit, pour les questions de son ressort, s'associer de toutes les manières possibles aux efforts ainsi déployés par les organisations de la famille des Nations Unies;

Charge le Comité consultatif international des radiocommunications de procéder d'urgence aux études des aspects techniques et opérationnels de la mise au point de stations terriennes de faible capacité, et des systèmes à satellite associés, en vue de donner satisfaction aux besoins urgents des pays les moins développés et de permettre à ceux-ci d'être reliés par des circuits de haute qualité au réseau international de télécommunications;

Charge le Conseil d'administration de prendre les dispositions nécessaires, dans la limite des ressources disponibles, pour que l'Union :

1. Collabore dans toute la mesure du possible avec les organes appropriés des Nations Unies;
2. Contribue dans toute la mesure du possible, par la publication de manuels et autres documents appropriés, à accélérer le transfert et l'assimilation, dans les pays en voie de développement, des connaissances scientifiques et de l'expérience technique dont les pays techniquement plus avancés disposent dans le domaine des télécommunications;
3. Tienne compte de la présente résolution dans ses activités générales de coopération technique.

RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 19. MESURES SPÉCIALES CONCERNANT LES PAYS LES MOINS DÉVELOPPÉS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant la résolution N° 2768 (XXVI) adoptée le 18 novembre 1971 par l'Assemblée générale des Nations Unies<sup>1</sup>, où sont désignés les 25 pays en voie de développement les moins avancés, auxquels il convient de prêter une attention particulière, ainsi que la résolution adoptée le 19 mai 1972 par la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement au sujet de l'assistance financière et technique à fournir aux pays les moins développés<sup>2</sup>;

Reconnaissant l'importance des télécommunications pour le développement des pays dont il s'agit;

Charge le secrétaire général :

1. D'examiner la situation des services de télécommunication dans les pays désignés par les Nations Unies comme étant les moins développés et dont le développement des moyens de télécommunication requiert des mesures spéciales;
2. De présenter au Conseil d'administration un rapport exposant ses conclusions;
3. De proposer des mesures concrètes dont l'application conduirait à de réelles améliorations et à une assistance efficace aux pays dont il s'agit, en faisant appel au fonds spécial de coopération technique de l'Union et d'autres sources;
4. De présenter à ce sujet un rapport annuel au Conseil d'administration;

Charge le Conseil d'administration :

1. D'examiner les rapports susmentionnés et de prendre les mesures voulues afin que l'Union continue à manifester son vif intérêt et à coopérer activement en ce qui concerne le développement des services de télécommunication des pays dont il s'agit;
2. D'affecter à cette fin des crédits provenant du fonds spécial de coopération technique de l'Union et d'autres sources;
3. De suivre de façon continue l'évolution de la situation et de présenter à ce sujet un rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires.

#### RÉSOLUTION N° 20. PROJETS MULTINATIONAUX FINANCÉS PAR LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (P.N.U.D.) DANS LE DOMAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Soulignant que les services de télécommunication sont devenus, dans une grande mesure, de caractère multinational, ce qui exige des niveaux identiques de perfectionnement, pour tous les pays, en ce qui concerne les moyens techniques et la formation du personnel, afin d'assurer un fonctionnement efficace des circuits internationaux et une saine gestion du spectre radioélectrique;

Reconnaissant que, dans beaucoup de pays en voie de développement, les ressources nationales en matière d'équipements, de services d'exploitation et de personnel local ne sont pas encore d'un niveau suffisamment élevé pour assurer des services de télécommunication d'une qualité acceptable et d'un prix raisonnable;

<sup>1</sup> Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément no 29 (A/8429)*, p. 54.

<sup>2</sup> Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *troisième session, vol. I, Rapport et annexes*, p. 75, résolution no 62 (III).

Estimant :

- a) Que chaque pays, quel que soit son degré de développement technique et économique, a essentiellement besoin de disposer d'un certain nombre d'installations de télécommunication qui fonctionnent normalement, tant pour le service intérieur que pour le service international;
- b) Que le P.N.U.D., et plus particulièrement son programme multinational, constitue un précieux moyen d'aider les pays en voie de développement à améliorer leurs services de télécommunication;

Exprimant sa satisfaction pour l'attention apportée par le P.N.U.D. en ce domaine dans certaines régions où il a ouvert à l'U.I.T. des crédits pour des projets multinationaux d'assistance technique aux pays en voie de développement;

Décide d'inviter le P.N.U.D. à envisager favorablement une augmentation des crédits pour les projets multinationaux d'assistance dans le secteur des télécommunications, surtout dans les régions où les crédits actuels sont relativement faibles, afin d'accroître l'assistance technique dans ce secteur et, par là, de contribuer efficacement à l'accélération du processus d'intégration et de développement, en prévoyant à cet effet de porter, au besoin, au-delà du niveau actuel de 18 % la proportion de ces crédits globaux que le P.N.U.D. consacre à son programme multinational;

Invite les administrations des Membres à faire part du contenu de la présente résolution, en insistant sur l'importance que la Conférence lui attribue, aux autorités gouvernementales chargées de coordonner l'aide apportée de l'extérieur à leurs pays;

Invite les Membres de l'Union qui font également partie du Conseil d'administration du P.N.U.D. à tenir compte de la présente résolution au sein de ce Conseil.

#### RÉSOLUTION N° 21. FONDS SPÉCIAL DE COOPÉRATION TECHNIQUE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Tenant compte des dispositions de l'article 4 de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973);

Considérant :

- a) Que les pays en voie de développement ont souvent besoin de l'assistance d'experts hautement qualifiés capables de collaborer avec les administrations pendant une courte période pour résoudre des problèmes spécifiques et urgents;
- b) Que l'octroi d'une assistance d'urgence se heurte souvent à des restrictions;
- c) Que, pour pouvoir fournir une assistance adéquate, il faut connaître préalablement les ressources qui pourraient être mises à la disposition des pays demandeurs au moment opportun;
- d) Que, nonobstant le fait certain que le Programme des Nations Unies pour le développement met ses ressources à la disposition des pays, il n'en est pas moins évident que lesdites ressources sont utilisées sur la base d'une planification établie plusieurs années d'avance et que souvent les besoins urgents d'assistance dans le domaine des télécommunications ne peuvent pas être satisfaits, du fait de l'existence d'autres besoins du même pays dans d'autres domaines;
- e) Que des organisations internationales, comme l'Union postale universelle, ont souvent reconnu la nécessité de mettre sur pied un programme d'assistance au moyen de contributions volontaires;

- f) Que les contributions volontaires des divers pays, des exploitations privées reconnues et des organismes scientifiques et industriels peuvent se présenter sous la forme de contributions en espèces ou sous d'autres formes de contribution, étant entendu que, lorsqu'il s'agit d'une exploitation privée reconnue ou d'un organisme scientifique ou industriel, la contribution doit être approuvée par l'administration du pays donateur;

Décide de créer un fonds alimenté par des contributions volontaires, soit sous forme de dons en espèces dans n'importe quelle monnaie, soit sous toute autre forme de contribution, en vue de donner satisfaction aux besoins des pays en voie de développement qui sollicitent de l'Union une assistance d'urgence;

Prie instamment les Membres de l'Union de mettre à disposition les ressources nécessaires à une meilleure satisfaction des besoins des pays en voie de développement;

Charge le secrétaire général :

1. De rédiger et de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration un règlement relatif à l'administration du fonds;
2. De promouvoir ce fonds et de l'administrer conformément au règlement approuvé, et de présenter chaque année au Conseil pour approbation un rapport sur la gestion de ses ressources;

Charge le Conseil d'administration de veiller à la bonne gestion de ce fonds, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il soit exploité et développé de façon efficace.

#### RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 22. RECRUTEMENT DES EXPERTS POUR LES PROJETS DE COOPÉRATION TECHNIQUE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant :

- a) L'importance que présente le recrutement d'experts hautement qualifiés pour mener à bien les activités de coopération technique de l'Union;
- b) Les difficultés rencontrées dans ce recrutement;

Ayant constaté :

- a) Que, dans bon nombre de pays qui sont les principales sources de candidatures aux postes d'experts, l'âge de la retraite s'abaisse progressivement en même temps que s'améliore l'état de santé de la population;
- b) Que les besoins de l'Union en experts très qualifiés ainsi que les conditions de leur recrutement sont peu connus dans les pays développés;

Tient à exprimer sa gratitude aux administrations ayant fourni des experts pour les projets de coopération technique;

Invite les Membres de l'Union :

1. A faire le maximum d'efforts pour prospecter toutes les sources de candidatures aux postes d'experts, aussi bien parmi les cadres de l'administration que de l'industrie et des instituts de formation professionnelle, en diffusant aussi largement que possible les renseignements relatifs aux emplois vacants;
2. A faciliter au maximum le détachement des candidats choisis et leur réintégration à l'issue de la mission sans que la période d'absence représente un obstacle pour leur carrière;

3. A continuer à offrir gratuitement les conférenciers et les services nécessaires aux cycles d'études organisés par l'Union;

Charge le secrétaire général :

1. De prêter la plus grande attention aux qualifications et aptitudes des candidats aux postes à pourvoir à l'occasion de l'établissement des listes d'experts à soumettre aux pays bénéficiaires;
2. De ne pas imposer de limite d'âge aux candidats aux postes d'experts mais de s'assurer que les candidats ayant dépassé l'âge de la retraite fixé dans le cadre du régime commun des Nations Unies sont aptes à remplir les tâches prévues dans l'avis de vacance d'emploi;
3. D'établir, de tenir à jour et de diffuser une liste des postes d'experts qui, d'après les prévisions, devront être pourvus pendant les prochaines années à venir dans les différentes spécialités, accompagnée des renseignements sur les conditions de service;
4. D'établir et de tenir à jour un registre des candidats en puissance aux postes d'experts, en insistant sur les spécialistes qui peuvent être recrutés pour une courte durée; ce registre sera envoyé à tout Membre qui en exprimera le désir;
5. De présenter chaque année au Conseil d'administration un rapport sur les mesures adoptées pour donner suite à la présente résolution et sur l'évolution de la question du recrutement des experts en général;

Invite le Conseil d'administration à suivre avec la plus grande attention la question du recrutement des experts et à prendre les mesures qu'il estimera nécessaires afin d'obtenir le plus de candidats possible aux postes d'experts mis au concours par l'Union pour les projets de coopération technique en faveur des pays en voie de développement.

#### RÉSOLUTION N° 23. NORMES DE FORMATION PROFESSIONNELLE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Constatant :

- a) Le rapide accroissement du nombre des circuits internationaux de télécommunication et de leur interconnexion, résultant des progrès extraordinaires de la technique et de l'augmentation de la demande au cours des dernières années;
- b) La nécessité d'assurer une exploitation et une maintenance méthodique de ces circuits, afin de garantir une meilleure utilisation des installations et d'offrir un service plus efficace aux usagers;
- c) La multiplication, dans les pays en voie de développement, des centres de formation professionnelle de télécommunication tant au niveau national que sur le plan régional;
- d) Les grandes différences qui existent entre les pays Membres en ce qui concerne la formation professionnelle du personnel des télécommunications et le manque relatif d'uniformité des programmes d'études et des normes de formation professionnelle pour les diverses spécialités;
- e) Que, si quelques progrès ont été effectués, les objectifs énoncés dans la résolution N° 31 de Montreux (1965) n'ont pas été complètement atteints;

Considérant que l'établissement rapide et efficace d'une communication ainsi que la maintenance du circuit exigent :

- a) La présence d'équipements compatibles aux deux extrémités de la liaison et dans les bureaux de transit;
- b) Une formation technique équivalente des techniciens et des exploitants, ainsi que des qualifications linguistiques appropriées;  
Reconnaissant qu'il est nécessaire que la formation technique suive le rythme du développement et de l'évolution technique;  
Charge le secrétaire général en vue d'atteindre les objectifs indiqués aux considérants *a* et *b* :

1. De rassembler, d'une façon méthodique et précise, des renseignements sur les besoins des pays en voie de développement en matière de formation professionnelle du personnel technique et du personnel d'exploitation;
2. D'adresser aux pays en voie de développement des recommandations appropriées pour la solution de leurs problèmes de formation professionnelle, en profitant de l'expérience acquise par les Membres dans ce domaine, notamment pour ce qui a trait aux installations, au matériel, aux programmes d'études, aux méthodes et aux services d'enseignement, et, à cet effet :
  - 2.1. D'élaborer, de concert avec les Membres de l'Union, des modèles de textes pour la formation du personnel technique et du personnel d'exploitation des télécommunications;
  - 2.2. D'encourager l'échange d'informations grâce à la réunion, à intervalles raisonnables, de groupes de spécialistes de la formation professionnelle, en vue d'établir éventuellement des normes en la matière;
  - 2.3. D'organiser des cycles d'études sur les normes techniques d'exploitation et de maintenance, les programmes d'études, les méthodes pédagogiques, etc.;
  - 2.4. De favoriser l'envoi d'experts en missions de courte durée dans les pays en voie de développement, afin de leur dispenser des conseils en vue d'une meilleure planification et d'une expansion de leurs activités éducatives;
  - 2.5. De fournir, sur la demande de Membres, des renseignements précis sur les activités des pays avancés en matière de programmes d'études, de méthodes d'enseignement, de matériel, d'installations et d'équipements didactiques, etc.;
  - 2.6. De diffuser au moyen de publications paraissant à intervalles appropriés les renseignements recueillis à ce sujet;
3. De proposer au Conseil d'administration toutes mesures utiles en matière d'organisation et de personnel pour faciliter l'exécution des tâches spécifiées dans la présente résolution;

Charge le Conseil d'administration :

1. D'étudier les recommandations que lui présentera le secrétaire général, en vue de mettre à sa disposition le minimum de moyens et de crédits nécessaires pour réunir, diffuser et fournir les informations mentionnées plus haut et pour faciliter l'exécution des tâches spécifiées dans la présente résolution;
2. D'apprécier, lors de ses sessions annuelles, l'organisation mise en place, son développement et les progrès réalisés, puis d'adopter toutes mesures utiles pour faire en sorte que les objectifs énoncés dans la présente résolution soient atteints.

#### RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 24. FORMATION PROFESSIONNELLE DE RÉFUGIÉS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Ayant pris note :

- a) Des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies et notamment des résolutions N<sup>os</sup> 2395<sup>1</sup>, 2396<sup>2</sup>, 2426<sup>3</sup> et 2465 (XXIII)<sup>4</sup>;
- b) Des résolutions N<sup>os</sup> 659 et 708 du Conseil d'administration;
- c) Du Rapport du Conseil d'administration (deuxième partie, section 2.5.3);

Considérant l'action menée jusqu'ici par le secrétaire général aussi bien auprès du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (U.N.H.C.R.) qu'auprès des administrations des pays Membres;

Demande au secrétaire général :

1. De continuer son action en vue de l'application des résolutions des Nations Unies;
2. De collaborer pleinement avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés;

Invite les administrations des Membres à faire encore plus pour accueillir certains réfugiés sélectionnés et assurer leur formation en télécommunications dans les centres ou écoles professionnels.

#### RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 25. CYCLES D'ÉTUDES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Reconnaissant :

- a) Que les cycles d'études constituent pour le personnel des administrations des télécommunications, et notamment pour celui des pays en voie de développement, un excellent moyen d'acquérir des connaissances sur les derniers perfectionnements de la technique des télécommunications, et de confronter les expériences;
- b) Qu'il s'agit là d'une activité de l'Union qu'il convient de poursuivre et d'étendre;

Remercie les administrations qui ont déjà organisé ou qui se proposent d'organiser des cycles d'études, et qui fournissent gratuitement à cet effet des conférenciers ou animateurs qualifiés;

Invite instamment les administrations à poursuivre et intensifier leurs efforts dans ce sens de concert avec le secrétaire général;

Charge le secrétaire général :

1. De coordonner les efforts des Membres de l'Union qui se proposent d'organiser des cycles d'études en vue d'éviter les doubles emplois et les chevauchements, en veillant particulièrement aux langues utilisées;
2. De rechercher et de faire connaître les sujets des cycles d'études qu'il serait souhaitable de traiter;
3. De promouvoir ou d'organiser des cycles d'études dans la limite des fonds disponibles;
4. D'améliorer constamment l'efficacité de ces cycles d'études à la lumière des expériences;

<sup>1</sup> Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément n<sup>o</sup> 18 (A/7218)*, p. 63.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 66.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 5.

5. De prendre entre autres les dispositions suivantes :
  - 5.1. Publier les documents préliminaires et finals des cycles d'études et les faire parvenir en temps opportun aux administrations et participants intéressés, par les moyens les plus appropriés;
  - 5.2. Donner la suite qui convient à ces cycles d'études;
6. De présenter un rapport annuel au Conseil d'administration et de lui adresser, en vue d'atteindre les objectifs visés, des propositions tenant compte des opinions exprimées à la Conférence et des crédits disponibles;

Prie le Conseil d'administration de tenir compte des propositions du secrétaire général et de faire en sorte que soient inscrits, dans les budgets annuels de l'Union, les crédits appropriés permettant l'accomplissement des tâches envisagées dans la présente résolution.

RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 26. INVITATIONS À TENIR DES CONFÉRENCES OU RÉUNIONS  
EN DEHORS DE GENÈVE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant que les dépenses afférentes aux conférences ou réunions sont nettement moins élevées lorsque celles-ci ont lieu à Genève;

Considérant toutefois qu'il est avantageux de tenir certaines conférences et réunions dans des pays autres que celui où est établi le siège de l'Union;

Tenant compte de ce que l'Assemblée générale des Nations Unies a, dans sa résolution N<sup>o</sup> 1202 (XII)<sup>1</sup>, décidé que les réunions des organismes des Nations Unies doivent, en règle générale, se tenir au siège de l'organisme intéressé, mais qu'une réunion peut avoir lieu hors du siège si un gouvernement invitant accepte de prendre à sa charge les dépenses supplémentaires que cela occasionne;

Recommande que les conférences mondiales de l'Union et les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux soient normalement réunies au siège de l'Union;

Décide :

1. Que les invitations à tenir des conférences de l'Union hors de Genève ne doivent être acceptées que si le gouvernement invitant accepte de prendre à sa charge les dépenses supplémentaires que cela occasionne;
2. Que les invitations à tenir des réunions des commissions d'études des Comités consultatifs internationaux hors de Genève ne doivent être acceptées que si le gouvernement invitant fournit gratuitement au moins les locaux prêts à être utilisés, avec le mobilier et le matériel nécessaires.

RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 27. CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE MONDIALE DES RADIOCOMMUNICATIONS CHARGÉE D'ÉTABLIR UN PLAN POUR LE SERVICE DE RADIODIFFUSION PAR SATELLITE DANS LA BANDE 11,7-12,2 GHz (12,5 GHz DANS LA RÉGION 1)

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

<sup>1</sup> Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Supplément no 18 (A/3805)*, p. 39.



Considérant :

- a) Que, dans certaines régions du monde, on a un besoin urgent de mettre en service des fréquences de la bande 11,7 - 12,2 GHz (12,5 GHz dans la Région 1) pour des services de Terre auxquels cette bande est également attribuée;
- b) Qu'il est fort souhaitable que cette mise en service se fasse sur la base d'un plan mondial pour le service de radiodiffusion par satellite;
- c) Qu'il y a lieu de s'attendre à ce que le C.C.I.R. fournisse lors de sa XIII<sup>e</sup> Assemblée plénière une quantité suffisante de données techniques à utiliser pour l'établissement d'un tel plan;

Décide qu'une Conférence administrative mondiale des radiocommunications chargée d'établir un plan pour le service de radiodiffusion par satellite dans la bande 11,7 - 12,2 GHz (12,5 GHz dans la Région 1) sera convoquée en avril 1977 au plus tard;

Charge le Conseil d'administration de prendre les mesures préparatoires nécessaires pour la convocation de cette Conférence.

RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 28. CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE MONDIALE DES RADIOCOMMUNICATIONS CHARGÉE DE LA RÉVISION GÉNÉRALE DES RÈGLEMENTS DES RADIOCOMMUNICATIONS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant :

- a) Que diverses conférences administratives mondiales des radiocommunications réunies depuis 1959 ont apporté au Règlement des radiocommunications et au Règlement additionnel des radiocommunications des amendements portant sur des points particuliers, mais n'ont pas été en mesure d'harmoniser leurs décisions en raison du caractère limité de l'ordre du jour de chacune d'elles;
- b) Que les progrès de la technique amènent à procéder à un réexamen de certaines dispositions des Règlements précités, notamment pour ce qui est des services qui se développent rapidement;
- c) Que, pour ces motifs, il convient d'entreprendre une révision générale du Règlement des radiocommunications, ainsi que du Règlement additionnel des radiocommunications;

Décide qu'une Conférence administrative mondiale des radiocommunications sera convoquée en 1979 afin de réviser, en tant que de besoin, le Règlement des radiocommunications et le Règlement additionnel des radiocommunications;

Charge le Conseil d'administration de prendre les mesures préparatoires nécessaires pour la convocation de cette Conférence.

RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 29. PARTICIPATION À L'U.I.T. COMME OBSERVATEUR DES ORGANISATIONS DE LIBÉRATION RECONNUES PAR LES NATIONS UNIES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant :

- a) L'article 6 de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) donnant plein pouvoir aux Conférences de plénipotentiaires;

- b) L'article 29 de la même Convention stipulant les relations de l'Union avec les Nations Unies;
- c) L'article 30 de la Convention de Montreux (1965) qui traite des rapports de l'Union avec les autres organisations internationales;

Vu les résolutions N<sup>os</sup> 2395, 2396, 2426 et 2465 de l'Assemblée générale des Nations Unies traitant du problème des mouvements de libération;

Décide que les organisations de libération reconnues par les Nations Unies peuvent assister à tout moment aux réunions de l'Union internationale des télécommunications en qualité d'observateur;

Charge le Conseil d'administration de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de l'application de la présente résolution.

**RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 30. EXCLUSION DU GOUVERNEMENT DU PORTUGAL DE LA CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES ET DE TOUTES LES AUTRES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS DE L'UNION**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Rappelant :

- a) La Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des Droits de l'Homme;
- b) La déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies du 14 décembre 1960 sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux<sup>1</sup>, qui affirme: «la sujétion des peuples à une subjugation, à une domination et à une exploitation étrangère constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme, est contraire à la Charte des Nations Unies et compromet la cause de la paix et de la coopération mondiale»;

Considérant :

- a) L'entêtement du Portugal à ne pas tenir compte de la demande contenue dans la résolution N<sup>o</sup> 46 de la Conférence de plénipotentiaires (Montreux, 1965);
- b) L'ampleur des atrocités perpétrées par la poursuite de la guerre coloniale et la misère qui en résulte au mépris du droit humanitaire;
- c) Le récent massacre du peuple du Mozambique et les odieux assassinats de leaders africains dont Amilcar Cabral;

Condamne sans appel la politique coloniale et raciste du Portugal;

Dénie au Portugal le droit de représenter les territoires africains actuellement sous sa domination;

Décide d'exclure le gouvernement du Portugal de la Conférence de plénipotentiaires et de toutes les autres conférences et réunions de l'Union internationale des télécommunications.

**RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 31. EXCLUSION DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE DE LA CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES ET DE TOUTES LES AUTRES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS DE L'UNION**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

<sup>1</sup> Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Supplément n<sup>o</sup> 16 (A/4684)*, p. 70.

Rappelant :

- a) La Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des Droits de l'Homme;
- b) La résolution N° 45 de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965) relative à l'exclusion du gouvernement de la République Sudafricaine de la Conférence de plénipotentiaires;
- c) La résolution N° 2145 (XXI) du 27 octobre 1966 de l'Assemblée générale des Nations Unies relative à la question de la Namibie<sup>1</sup>;
- d) La résolution N° 2396 (XXIII) du 2 décembre 1968 de l'Assemblée générale des Nations Unies relative à la politique d'*apartheid* du gouvernement de la République Sudafricaine;
- e) La résolution N° 2426 (XXIII) du 18 décembre 1968 de l'Assemblée générale des Nations Unies faisant appel à toutes les institutions spécialisées et à toutes les institutions internationales afin qu'elles prennent toutes les mesures nécessaires pour cesser toute assistance financière, économique, technique et autre au gouvernement de l'Afrique du Sud jusqu'à ce qu'il renonce à sa politique de discrimination raciale;
- f) La résolution N° 6 de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Genève, 1973) relative à la participation du gouvernement de la République Sudafricaine aux conférences et assemblées de l'Union;

Confirme les dispositions de la résolution N° 619 du Conseil d'administration de l'Union internationale des télécommunications selon laquelle le gouvernement de la République Sudafricaine n'a plus le droit de représenter la Namibie au sein de l'Union;

Décide d'exclure le gouvernement de la République Sudafricaine de la Conférence de plénipotentiaires et de toutes les autres conférences et réunions de l'Union internationale des télécommunications.

**RÉSOLUTION N° 32. APPROBATION DE L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL ET LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AU SUJET DE LA CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES DE MALAGA-TORREMOLINOS (1973)**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant :

- a) Qu'un accord au sujet des dispositions concernant l'organisation de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos a été conclu entre le gouvernement espagnol et le secrétaire général, en vertu des dispositions de la résolution N° 83 (modifiée) du Conseil d'administration;
- b) Que la commission de contrôle budgétaire de la Conférence a examiné cet accord;

Décide que l'accord conclu entre le gouvernement espagnol et le secrétaire général est approuvé.

**RÉSOLUTION N° 33. CORPS COMMUN D'INSPECTION**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

<sup>1</sup> Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément no 16 (A/6316)*, p. 2.

Ayant pris note :

- a) Du Rapport du Conseil d'administration (paragraphe 2.5.3);
- b) Des résolutions N<sup>os</sup> 2150 (XXI)<sup>1</sup>, 2360 (XXII)<sup>2</sup> et 2924 (XXVII)<sup>3</sup> de l'Assemblée générale des Nations Unies;

Considérant le rôle utile joué par le Corps commun d'inspection en sa qualité de service indépendant des Nations Unies;

Charge le secrétaire général de continuer à collaborer avec le Corps commun d'inspection et à soumettre les rapports appropriés au Conseil d'administration;

Charge le Conseil d'administration d'étudier les rapports soumis par le secrétaire général et de prendre le cas échéant les mesures qui s'imposent.

RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 34. RÉVISION ÉVENTUELLE DE L'ARTICLE IV, SECTION 11, DE LA CONVENTION SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Vu la résolution N<sup>o</sup> 28 de la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires (1952)<sup>4</sup>, la résolution N<sup>o</sup> 31 de la Conférence de plénipotentiaires de Genève (1959) et la résolution N<sup>o</sup> 23 de la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965);

Tenant compte de la résolution N<sup>o</sup> 26 de la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965);

Considérant :

- a) Qu'il semble exister une contradiction entre la définition des télégrammes, appels et conversations téléphoniques d'Etat qui figure à l'Annexe 2 à la Convention internationale des télécommunications d'Atlantic City (1947)<sup>5</sup> et les dispositions de l'article IV, section 11, de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées<sup>6</sup>;
- b) Que la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées n'a pas été modifiée dans le sens demandé par les Conférences de plénipotentiaires de Buenos Aires (1952), de Genève (1959) et de Montreux (1965);

Ayant examiné diverses propositions, dont une demande du secrétaire général des Nations Unies, tendant à ce que les privilèges attachés aux télécommunications d'Etat soient étendus aux chefs des institutions spécialisées;

Décide de maintenir les décisions des Conférences de plénipotentiaires de Buenos Aires (1952), de Genève (1959) et de Montreux (1965) de ne pas inclure les chefs des institutions spécialisées parmi les autorités énumérées à l'Annexe 2 à la Convention comme habilitées à expédier des télégrammes d'Etat ou à demander des conversations téléphoniques d'Etat;

Exprime l'espoir que les Nations Unies accepteront d'examiner à nouveau cette question et, tenant compte de la décision ci-dessus, apporteront la modification utile

<sup>1</sup> Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n<sup>o</sup> 16 (A/6316)*, p. 85.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vingt-deuxième session, *Supplément n<sup>o</sup> 16 (A/6716)*, p. 69.

<sup>3</sup> *Ibid.*, vingt-septième session, *Supplément n<sup>o</sup> 30 (A/8730)*, p. 101.

<sup>4</sup> Union internationale des télécommunications, *Convention internationale des télécommunications, Buenos Aires, 1952* (Genève, 1953).

<sup>5</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 193, p. 188.

<sup>6</sup> *Ibid.*, vol. 33, p. 261.

à l'article IV, section 11, de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées;

Charge le Conseil d'administration de faire les démarches nécessaires auprès des organes appropriés des Nations Unies en vue d'arriver à une solution satisfaisante.

**RÉSOLUTION N° 35. EMPLOI DU RÉSEAU DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DES NATIONS UNIES POUR LE TRAFIC TÉLÉGRAPHIQUE DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Vu la résolution N° 26 de la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires (1952) motivée par une requête des Nations Unies demandant à l'Union internationale des télécommunications d'approuver que le trafic des institutions spécialisées soit écoulé sur le réseau de télécommunications entre points fixes des Nations Unies, moyennant une contribution égale au prorata des frais d'exploitation et correspondant au volume du trafic;

Prenant note de ce que le secrétaire général des Nations Unies a retiré, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1954, l'offre qu'il avait faite auparavant aux institutions spécialisées de transmettre leur trafic sur le réseau des Nations Unies;

Réaffirme les vues exposées dans la résolution N° 26 susvisée, à savoir :

1. Que, dans les circonstances normales, le réseau de télécommunications entre points fixes des Nations Unies ne doit pas être ouvert au trafic des institutions spécialisées et mis en concurrence avec les réseaux commerciaux de télécommunications existants;
2. Que l'Union n'est pas favorable à une dérogation quelconque aux dispositions de l'article XVI de l'Accord entre les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications;
3. Que cependant l'Union ne ferait pas d'objection si, en cas de situation critique, le trafic des institutions spécialisées empruntait le réseau de télécommunications entre points fixes des Nations Unies à un tarif calculé comme il est prévu dans l'Avis F.42 du C.C.I.T.T. ou à titre gratuit;

Charge le secrétaire général de prendre les mesures nécessaires.

**RÉSOLUTION N° 36. TÉLÉGRAMMES, APPELS ET CONVERSATIONS TÉLÉPHONIQUES DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant :

- a) Que les chefs des institutions spécialisées ne sont pas mentionnés dans la définition des télégrammes, appels et conversations téléphoniques d'Etat figurant à l'Annexe 2 à la Convention;
- b) Qu'il peut se présenter des cas où l'urgence ou l'importance des télécommunications des institutions spécialisées justifie un traitement spécial pour leurs télégrammes ou leurs conversations téléphoniques;

Décide que, si une institution spécialisée des Nations Unies informe le Conseil d'administration de son désir d'obtenir des privilèges spéciaux pour ses télécommunications, en justifiant les cas particuliers pour lesquels un traitement spécial est nécessaire, le Conseil d'administration :

1. Saisira les Membres de l'Union des demandes qui lui paraissent devoir être acceptées;
2. Statuera définitivement sur ces demandes en tenant compte de l'avis de la majorité des Membres;

Charge le secrétaire général de notifier aux Membres toute décision prise par le Conseil d'administration.

**RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 37. COLLABORATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTÉRESSÉES AUX RADIOCOMMUNICATIONS SPATIALES**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Consciente des nombreuses possibilités d'utilisation sur le plan international de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques;

Considérant l'importance croissante du rôle que les télécommunications, et par conséquent l'Union, jouent nécessairement dans ce domaine;

Rappelant les articles pertinents du Traité sur les principes qui doivent régir les activités des Etats dans l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et d'autres corps célestes<sup>1</sup>, ainsi que les résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies au sujet de la collaboration internationale dans les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;

Note avec satisfaction :

- a) Les mesures prises par les divers organes de l'Union en vue de l'utilisation la plus efficace possible de tous les services de radiocommunication spatiale;
- b) Les progrès accomplis dans la technologie et l'utilisation des radiocommunications spatiales;

Invite le Conseil d'administration et le secrétaire général à prendre les mesures nécessaires :

1. Pour continuer à tenir les Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées au courant des progrès des radiocommunications spatiales;
2. Pour encourager la poursuite et le développement de la collaboration entre l'Union et les institutions spécialisées des Nations Unies, ou les autres organisations internationales, qui sont intéressées par l'utilisation des radiocommunications spatiales.

**RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 38. DEMANDE D'ADMISSION DE LA GUINÉE-BISSAU EN TANT QUE MEMBRE DE L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant la demande reçue du Président du Conseil des commissaires de la Guinée-Bissau tendant à l'admission de son pays comme Membre de l'Union, conformément aux articles 1 et 19 de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) et les échanges de télégrammes qui ont eu lieu à cette occasion, dont le texte est annexé au Document N<sup>o</sup> 387;

Ayant pris note de ce que la correspondance ultérieure mentionnée dans ces télégrammes n'a pas été reçue avant la fin de la présente Conférence;

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 610, p. 205.

Ayant pris note également de ce qu'un certain nombre de Membres de l'Union ne sont pas présents à la Conférence de plénipotentiaires;

Ayant pris note en outre du large soutien, pour que l'admission ait lieu dans les plus brefs délais possible, compte tenu notamment des observations formulées par de nombreuses délégations à la présente Conférence;

Charge le secrétaire général :

1. D'effectuer, aussi rapidement qu'il se peut, sur la base de la correspondance déjà reçue, la consultation relative à la demande d'admission de la Guinée-Bissau conformément aux articles 1 et 19 de la Convention de Montreux (1965);
2. De faire parvenir aux Membres le Document N° 387, accompagné du procès-verbal de la 26<sup>e</sup> séance plénière, pour qu'ils l'examinent en vue de se prononcer sur la demande d'admission de la Guinée-Bissau.

#### RÉSOLUTION N° 39. LANGUES OFFICIELLES ET LANGUES DE TRAVAIL DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Désirant établir un système des plus équitables et des plus efficaces de langues officielles et de langues de travail au sein de l'Union;

Constatant :

- a) Qu'à l'occasion de la Conférence, des propositions ont été présentées visant à introduire l'utilisation de nouvelles langues comme langues officielles de l'Union;
- b) Que l'augmentation du nombre de langues officielles ou de travail implique pour l'Union des conséquences dans le domaine de la technique, du personnel, de l'administration et des finances;
- c) Que l'utilisation d'un nombre toujours grandissant de langues officielles ou de travail comporte, outre des charges financières, de sérieux inconvénients pratiques pour les pays dont les langues n'ont pas été adoptées comme telles;

Considérant qu'il pourrait être indiqué d'appliquer à l'avenir d'autres systèmes pour financer et répartir les frais des services linguistiques entre les Membres de l'Union;

Charge le Conseil d'administration :

1. D'entreprendre une étude détaillée sur :
  - 1.1. La liste actuelle et une éventuelle liste future des langues officielles de l'Union;
  - 1.2. La liste actuelle et une éventuelle liste future des langues de travail de l'Union;
  - 1.3. D'autres dispositions éventuelles au sujet de l'emploi, par les Membres, de langues à leur convenance aux conférences et réunions de l'Union;
  - 1.4. Les conséquences à long terme dans les domaines de la technique, du personnel, de l'administration et des finances, de révisions ultérieures du système linguistique de l'Union, compte tenu des décisions et des mesures prises en la matière par les Nations Unies et par les institutions spécialisées;
  - 1.5. Les demandes, les débats, les décisions et les vues exprimées à ce sujet à la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973), en se

référant plus particulièrement au Document N° 190 sur l'emploi de l'allemand;

- 1.6. Les besoins de l'Union et de ses Membres à cet égard, ainsi que les ressources qu'elle devrait consacrer pour les satisfaire;
- 1.7. Toutes autres questions ou considérations pertinentes;
2. De soumettre à l'examen de la prochaine Conférence de plénipotentiaires un rapport détaillé, avec des recommandations quant aux mesures à prendre pour établir et maintenir, au sein de l'Union, un système équitable et efficace de langues officielles et de langues de travail.

#### RÉSOLUTION N° 40. STATUT JURIDIQUE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Ayant pris note avec satisfaction du Rapport du Conseil d'administration (sections 2.5.11.2 et 3) relatif aux mesures prises en exécution des dispositions de la résolution N° 41 de la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965) au sujet de la négociation et de la signature d'un accord avec les autorités suisses sur les privilèges et immunités de l'U.I.T. suivant les grandes lignes de l'accord entre ces mêmes autorités et les Nations Unies<sup>1</sup>;

Charge le Secrétaire général de rester attentif aux dispositions de l'accord et des modalités de son application, en veillant à ce que les privilèges et immunités accordés à l'U.I.T. soient équivalents à ceux obtenus par les autres institutions des Nations Unies qui ont leur siège en Suisse, et de faire rapport au Conseil d'administration en tant que de besoin;

Charge le Conseil d'administration de faire rapport à ce sujet, si cela est nécessaire, à la prochaine Conférence de plénipotentiaires.

#### RÉSOLUTION N° 41. INSTRUMENT FONDAMENTAL DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant la résolution N° 35 de la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965);

Ayant pris note avec satisfaction du rapport du Groupe d'étude institué par le Conseil d'administration en application de la résolution susmentionnée;

Constatant la difficulté de rédiger lors de la présente Conférence un instrument fondamental permanent satisfaisant qui tienne compte du rapport du Groupe d'étude et des propositions y afférentes;

Décide :

1. De conserver, jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires, une Convention comme instrument fondamental de l'U.I.T.;
2. Que cette Convention de Malaga-Torremolinos comprendra deux parties :
  - a) La première, connue sous le nom de Dispositions fondamentales, regroupant les articles ayant un caractère de permanence;
  - b) La seconde, connue sous le nom de Règlement général, regroupant les règles relatives aux modalités de fonctionnement des différents organes de l'Union;

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 793, p. 317.



3. Que la répartition des dispositions entre les deux parties de cette Convention sera, en principe, celle qui a été proposée par le Groupe d'étude;
4. Que cette Convention pourra être amendée par la Conférence de plénipotentiaires à la majorité des délégations présentes et votantes, étant entendu que la première partie ne devra faire l'objet d'une révision que dans les cas jugés indispensables;

Charge le Conseil d'administration :

1. D'étudier la répartition des dispositions entre les deux parties de la Convention de Malaga-Torremolinos et les améliorations qui pourraient y être apportées;
2. D'examiner la question de la procédure requise pour réviser à l'avenir les deux parties de l'instrument fondamental de l'Union;
3. De présenter des recommandations précises à ce sujet à la prochaine Conférence de plénipotentiaires.

RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 42. DEMANDES D'AVIS CONSULTATIFS  
À LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Vu :

- a) L'article VII de l'Accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications, qui dispose que des demandes d'avis consultatifs peuvent être adressées à la Cour internationale de Justice par la Conférence de plénipotentiaires ou par le Conseil d'administration agissant en vertu d'une autorisation de la Conférence de plénipotentiaires;
- b) La décision prise par le Conseil d'administration « d'affilier l'Union au Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail » et la déclaration faite par le secrétaire général, comme suite à cette décision, à l'effet de reconnaître la compétence du Tribunal;
- c) Les dispositions contenues dans l'Annexe au Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail, en vertu desquelles ce Statut s'applique intégralement à toute organisation internationale de caractère interétatique qui reconnaît la compétence du Tribunal, conformément au paragraphe 5 de l'article II du Statut du Tribunal;
- d) L'article XII du Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail, selon lequel, comme suite à la déclaration susmentionnée, le Conseil d'administration de l'Union internationale des télécommunications peut soumettre à la Cour internationale de Justice la question de la validité d'une décision rendue par le Tribunal;

Note que le Conseil d'administration est autorisé à demander à la Cour internationale de Justice des avis consultatifs, en application de l'article XII du Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail.

RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 43. PUBLICATION D'UNE ÉDITION ANNOTÉE DES ACTES FINALS  
DE LA CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES DE MALAGA-TORREMOLINOS (1973)

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant l'utilité d'une édition annotée de la Convention, comparable à l'édition annotée des Actes de l'Union postale universelle, qui contiendrait des renseignements sur la genèse et l'évolution de ses dispositions et, au besoin, des explications sur les textes rédigés pendant les Conférences de plénipotentiaires;

Charge le secrétaire général :

1. D'entreprendre, en collaboration avec les directeurs des Comités consultatifs internationaux et le président du Comité international d'enregistrement des fréquences, l'élaboration, en vue de sa publication au moins un an avant la prochaine Conférence de plénipotentiaires, d'une édition annotée, dans les diverses langues de travail de l'Union, des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973);
2. D'inviter les Membres de l'Union à mettre à sa disposition les services d'experts à titre volontaire en vue de contribuer aux travaux de recherche et de rédaction des textes;
3. Après approbation par le Conseil d'administration, de prendre les mesures nécessaires pour l'accomplissement des tâches décrites au point 1 ci-dessus;
4. De présenter au Conseil d'administration des rapports sur l'avancement des travaux et de soumettre à son approbation les textes rédigés en vue de cette édition annotée;

Charge le Conseil d'administration :

1. D'approuver les mesures administratives prises pour l'élaboration et la publication de l'édition annotée, en veillant à ce qu'aucune dépense ne soit imputée sur le budget ordinaire de l'Union;
2. De surveiller l'avancement des travaux et d'approuver les textes à publier.

#### RÉSOLUTION N<sup>o</sup> 44. DÉFINITION DES TERMES «TÉLÉGRAPHIE» ET «TÉLÉPHONIE»

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Ayant décidé de conserver le libellé du mandat du Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.) tel qu'il figure au numéro 187 de la Convention de Montreux (1965);

Estimant cependant qu'il serait utile que ce libellé couvre sans ambiguïté l'introduction dans les télécommunications de nouveaux services, tels que les transmissions de données et la visiophonie, résultant de l'apparition de nouvelles techniques;

Considérant en outre que toute nouvelle formulation du mandat du C.C.I.T.T. doit être soigneusement choisie, en particulier afin d'éviter tout chevauchement entre les mandats du Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.) et du C.C.I.T.T.;

Constatant enfin qu'au numéro 410 de l'Annexe 2 à la Convention de Montreux (1965) figurent deux définitions différentes du terme «télégraphie», dont une aux fins du Règlement des radiocommunications;

Et exprimant l'avis qu'il serait souhaitable qu'une définition unique du terme «télégraphie» soit utilisée par tous les organismes de l'Union;

Charge :

1. Le Comité consultatif international des radiocommunications et le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique :

- a) D'élaborer au sein de la commission mixte du Vocabulaire et avec la participation des commissions d'études intéressées une définition du terme «télégraphie» qui puisse être utilisée par tous les organismes de l'Union;
  - b) D'étudier en même temps les modifications ou additions qu'il conviendrait d'apporter aux définitions des termes «télégraphie» et «téléphonie», figurant à l'Annexe 2, numéros 410 et 411, de la Convention de Montreux (1965), pour couvrir sans ambiguïté le cas de nouveaux services de télécommunication, tels que les transmissions de données et la visiophonie ou tout autre système d'avenir;
2. Le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique d'examiner, compte tenu des résultats de l'étude ci-dessus, s'il serait encore utile de remplacer dans le mandat du C.C.I.T.T. l'expression «concernant la télégraphie et la téléphonie» par une nouvelle formulation et, dans l'affirmative, de proposer une nouvelle rédaction, respectant le considérant ci-dessus;

Demande en conséquence à la VI<sup>e</sup> Assemblée plénière (1976) du C.C.I.T.T. et à la XIV<sup>e</sup> Assemblée plénière (1977) du C.C.I.R. de présenter à la prochaine Conférence de plénipotentiaires leurs conclusions et leurs propositions sur les points visés ci-dessus.

#### RÉSOLUTION N° 45. BÂTIMENT DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Ayant pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration relatif au projet de construction d'une troisième étape pour l'agrandissement du bâtiment du siège de l'Union;

Décide de ne pas entreprendre, pour le moment, la réalisation de la troisième étape de l'agrandissement du bâtiment du siège de l'Union;

Charge le Conseil d'administration d'étudier une solution rationnelle au problème posé par le passage entre le garage souterrain et le Centre international de conférences.

#### RÉSOLUTION N° 46. JOURNÉE MONDIALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Au vu du rapport du Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires (paragraphe 2.5.14);

Considérant l'intérêt porté par les pays Membres de l'Union à la célébration de la Journée mondiale des télécommunications;

Décide que le 17 mai, date anniversaire de la création de l'Union, est désormais «Journée mondiale des télécommunications»;

Invite les administrations des pays Membres :

1. A célébrer annuellement cette journée;
2. A mettre à profit cette journée pour faire connaître au public l'importance des télécommunications en ce qui concerne le développement économique, social et culturel, pour promouvoir l'intérêt porté aux télécommunications dans les universités et autres institutions d'enseignement en vue d'attirer de nouveaux et

jeunes talents vers la profession et pour diffuser une large information sur l'action de l'Union dans le domaine de la coopération internationale;

Charge le secrétaire général de fournir aux administrations des télécommunications les renseignements et l'assistance qui pourraient leur être nécessaires pour coordonner les préparatifs de célébration de la Journée mondiale des télécommunications dans les pays Membres de l'Union;

Charge le Conseil d'administration de proposer aux Membres de l'Union un thème particulier pour la célébration de chaque Journée mondiale des télécommunications.

RÉSOLUTION N° 47. CENTRE DE DOCUMENTATION SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS  
AU SIÈGE DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant les dispositions du numéro 25 de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) qui stipule entre autres que l'Union «recueille et publie des informations concernant les télécommunications, au bénéfice de tous les Membres»;

Tenant compte :

- a) Des dispositions de la résolution N° 32 de la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965), de la résolution N° 36 du C.C.I.R. (1966);
- b) Des études déjà entreprises par le secrétaire général;

Reconnaissant que les services de documentation constituent un moyen fondamental pour se tenir au courant des progrès les plus récents dans le domaine des télécommunications, notamment pour les pays en voie de développement;

Charge le secrétaire général :

1. De poursuivre avec le concours des autres organismes permanents de l'Union, les études visant à créer un centre de documentation et de références bibliographiques sur les télécommunications, qui serait chargé :
    - 1.1. De faciliter l'utilisation de la documentation publiée par l'Union;
    - 1.2. De collaborer avec d'autres centres de documentation internationaux ou nationaux, pour des échanges de références bibliographiques, en vue d'éviter des doubles emplois, de réduire les dépenses et, en même temps, de centraliser l'information mondiale sur les télécommunications;
    - 1.3. De mettre cette information à la disposition des Membres ainsi que des fonctionnaires et experts de l'Union;
  2. De faire rapport au Conseil d'administration afin de permettre à la prochaine Conférence de plénipotentiaires de prendre une décision en la matière;
- Invite le Conseil d'administration à prendre les mesures nécessaires, dans la limite des ressources disponibles, pour permettre la poursuite de ces études.

RÉSOLUTION N° 48. MISE HORS D'USAGE DE CÂBLES SOUS-MARINS  
EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Apprenant que les câbles sous-marins Beyrouth-Marseille et Beyrouth-Alexandrie reliant le Liban à l'Europe et au Continent américain d'une part, le Liban à l'Afrique d'autre part, ont été mis hors d'usage dans les eaux territoriales libanaises, au cours de la nuit du 17 au 18 octobre 1973;

Notant que tous les éléments d'information et de contrôle concourent à établir que ce grave acte de sabotage a été délibérément perpétré par un pays Membre de l'Union, en l'occurrence l'Etat d'Israël;

Tenant compte de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) qui lie l'ensemble des Membres de l'Union, et notamment de ses numéros 1, 17, 18, 24, 282 et 286;

Consciente de ce que la mise hors d'usage desdits câbles porte gravement atteinte aux intérêts politiques, économiques et humains du Liban et des pays partenaires;

Estimant que de tels actes sont nuisibles aux progrès et au développement des peuples;

Constatant que la destruction de moyens de télécommunication entre les peuples va à l'encontre de l'un des principaux objets de l'Union, l'extension de la coopération internationale pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes;

Condamne sans appel une pareille politique de destruction, ainsi que son auteur, l'Etat d'Israël;

Décide d'envisager, en cas de récurrence de tels actes contraires aux règles et pratiques régissant les rapports internationaux, toutes sanctions appropriées, y compris la suspension, voire l'exclusion, de l'Etat d'Israël.

#### RECOMMANDATION N° 1. LIBRE TRANSMISSION DES INFORMATIONS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Vu :

- a) La Déclaration universelle des Droits de l'Homme adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948<sup>1</sup>;
- b) Les articles 18, 19 et 20 de la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973);

Considérant le noble principe de la libre transmission des informations;

Recommande aux Membres de l'Union de faciliter la libre transmission des informations par les services de télécommunication.

#### RECOMMANDATION N° 2. UTILISATION DES RADIOCOMMUNICATIONS POUR LA SIGNALISATION ET L'IDENTIFICATION DES NAVIRES ET AÉRONEFS SANITAIRES PROTÉGÉS PAR LES CONVENTIONS DE GENÈVE DE 1949<sup>2</sup>

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

<sup>1</sup> Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, troisième session, première partie*, p. 71.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, p. 3.

Considérant :

- a) Qu'il est essentiel de pouvoir identifier et localiser les navires et aéronefs sanitaires en période de conflit armé pour que les forces armées des belligérants puissent les épargner;
- b) Que, à côté d'autres moyens établis et reconnus, on doit recourir aux radiocommunications pour signaler l'identification et la position des navires sanitaires en mer et des aéronefs sanitaires en vol en période de conflit armé;

Recommande que les conférences administratives mondiales des radiocommunications maritimes ou aéronautiques étudient les aspects techniques de l'utilisation de certaines fréquences internationales pour les radiocommunications, la signalisation et l'identification des navires et aéronefs sanitaires protégés par les Conventions de Genève de 1949.

### RECOMMANDATION N° 3. AJUSTEMENT DES PENSIONS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Rappelant la résolution N° 5 adoptée par la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965) au sujet de l'assimilation au régime commun des Nations Unies;

Ayant examiné le rapport du Comité des pensions de personnel de l'U.I.T. (document N° 35) traitant de l'ajustement des pensions;

Demande à l'Assemblée générale des Nations Unies de tenir compte des objectifs résumés ci-après :

1. L'ajustement rapide des pensions versées :
  - a) Pour restaurer, dans toute la mesure du possible, le pouvoir d'achat des pensions à un niveau équivalent à celui qu'il avait avant mai 1971;
  - b) Pour maintenir ce pouvoir d'achat en ajustant les pensions dans les plus courts délais possible;
2. L'examen de mesures provisoires d'urgence destinées à compenser les pertes subies par les pensionnés depuis mai 1971 et à éviter des pertes similaires pour les bénéficiaires de prestations autres que les pensions;

Demande instamment à l'Assemblée générale des Nations Unies de faire tout son possible pour garantir que soient prises des mesures urgentes et ininterrompues permettant d'atteindre ces objectifs.

### VŒU N° 1. IMPOSITION DE TAXES FISCALES

Les Membres de l'Union reconnaissent qu'il est souhaitable d'éviter l'imposition de taxes fiscales sur les télécommunications internationales.

### VŒU N° 2. TRAITEMENT FAVORABLE AUX PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Considérant :

- a) L'objet de l'Union, qui est de maintenir et d'étendre la coopération internationale pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes;

- b) Le déséquilibre croissant, dans les conditions actuelles, tant sur le plan économique que du point de vue des progrès technologiques, entre pays développés et pays en voie de développement;
- c) Le fait que la puissance économique des pays développés se fonde sur le niveau élevé de leur technologie ou se conjugue avec elle, pour se traduire par la croissance de vastes marchés internationaux, alors que, dans les pays en voie de développement, l'économie est relativement faible et fréquemment déficitaire, par suite d'une technologie en voie d'intégration ou d'acquisition;

Emet le vœu que les pays développés tiennent compte des demandes de traitement favorable qui leur sont présentées par les pays en voie de développement dans leurs relations de service, commerciales ou autres, qui ont lieu dans le domaine des télécommunications, contribuant ainsi à l'équilibre économique souhaité, qui soulage les tensions mondiales existantes.

Afin d'identifier les pays appartenant à l'une ou l'autre de ces catégories, on pourra appliquer les critères du revenu par tête, du produit national brut, du développement téléphonique national ou d'autres critères faisant l'objet de conventions mutuelles, choisis parmi ceux qui sont reconnus sur le plan international par les sources d'information spécialisée de l'Organisation des Nations Unies.

#### VŒU N° 3. EXPOSITIONS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Reconnaissant que les expositions sur les télécommunications constituent une aide considérable pour porter à la connaissance des Membres de l'Union les derniers perfectionnements de la technique des télécommunications et pour faire connaître les possibilités d'application de la science et de la technique des télécommunications dans l'intérêt des pays en voie de développement;

Emet le vœu que de telles expositions soient organisées dans l'avenir sous l'égide de l'Union, en collaboration avec ses Membres, dans la mesure où elles n'impliquent pour l'Union ni dépense à la charge de son budget ni intérêt commercial.

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

## МЕЖДУНАРОДНАЯ КОНВЕНЦИЯ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ

### ПЕРВАЯ ЧАСТЬ. ОСНОВНЫЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ

#### ПРЕАМБУЛА

1. Полностью признавая за каждой страной суверенное право регламентировать свою электросвязь, полномочные представители договаривающихся правительств согласились заключить настоящую Конвенцию, являющуюся основным документом Международного союза электросвязи, с целью облегчения связей и сотрудничества между народами путем эффективного функционирования служб электросвязи.

#### ГЛАВА 1. СОСТАВ, ЦЕЛИ И СТРУКТУРА СОЮЗА

##### *Статья 1. Состав Союза*

2. 1. Международный союз электросвязи состоит из Членов, которыми, исходя из принципа универсальности и заинтересованности во всеобщем участии в Союзе, являются:
  3. а) Любая страна, указанная в Приложении 1, подписывающая и ратифицирующая Конвенцию или присоединившаяся к ней;
  4. б) Любая страна, не указанная в Приложении 1, которая становится членом Организации Объединенных Наций и которая присоединяется к Конвенции в соответствии со статьей 46;
  5. в) Любая суверенная страна, не указанная в Приложении 1 и не являющаяся членом Организации Объединенных Наций, которая присоединяется к Конвенции в соответствии со статьей 46, после того, как ее просьба о принятии в качестве Члена Союза была одобрена двумя третями Членов Союза.
6. 2. Если какая-либо просьба о присоединении в качестве Члена представляется дипломатическим путем и через посредство страны, где установлено местопребывание Союза, в период между двумя Полномочными конференциями, то во исполнение п. 5 Генеральный секретарь проводит опрос Членов Союза. Член будет рассматриваться как воздержавшийся, если он не ответит в течение четырех месяцев со дня запроса его мнения.

##### *Статья 2. Права и обязанности Членов Союза*

7. 1. Члены Союза имеют все права и должны выполнять обязательства, предусматриваемые в Конвенции.
8. 2. Права Членов в отношении их участия в конференциях, собраниях и опросах Союза следующие:
  - а) Каждый Член имеет право участвовать в конференциях Союза, избираться в Административный совет и представлять кандидатов на выборные должности во все постоянные органы Союза;



9. b) Каждый Член имеет право на один голос на всех конференциях Союза, на всех собраниях Международных консультативных комитетов, в которых он участвует, и, если он является членом Административного совета, то на всех сессиях этого Совета;
10. c) Каждый Член имеет также право на один голос при всех опросах, проводимых путем переписки.

*Статья 3. МЕСТОПРЕБЫВАНИЕ СОЮЗА*

11. Местопребывание Союза установлено в Женеве.

*Статья 4. Цели Союза*

12. 1. Целями Союза являются:
  - a) Поддерживать и расширять международное сотрудничество для улучшения и рационального использования всех видов электросвязи;
  13. b) Способствовать развитию технических средств и их наиболее эффективной эксплуатации с целью повысить производительность служб электросвязи, расширить их применение и увеличивать как можно больше их использование населением;
  14. c) Согласовывать деятельность стран, направленную на достижение вышеуказанных целей.
15. 2. Для этого Союз, в частности:
  - a) Осуществляет распределение радиочастотного спектра и регистрацию присвоенной радиочастот таким образом, чтобы избежать недопустимых помех между радиостанциями различных стран;
  16. b) Координирует деятельность, направленную на устранение недопустимых помех между радиостанциями различных стран и на улучшение использования спектра частот;
  17. c) Координирует деятельность, направленную на обеспечение гармоничного развития средств связи, в частности, с использованием космической техники с целью наилучшего использования возможностей этой техники;
  18. d) Поощряет сотрудничество между своими Членами с целью установления наиболее низких тарифов, совместимых с высоким качеством службы и независимым, построенным на здоровой основе финансовым управлением электросвязи;
  19. e) Поощряет создание, развитие и усовершенствование установок и сетей электросвязи в развивающихся странах всеми имеющимися в его распоряжении средствами, в частности, путем своего участия в осуществлении соответствующих программ Организации Объединенных Наций;
  20. f) Способствует принятию мер для обеспечения безопасности человеческой жизни путем сотрудничества между службами электросвязи;
  21. g) Проводит изучения, устанавливает регламенты, принимает резолюции, составляет рекомендации и пожелания, собирает и публикует информацию по вопросам электросвязи.

*Статья 5. СТРУКТУРА СОЮЗА*

22. Союз включает следующие органы:
1. Полномочная конференция—высший орган Союза;
  23. 2. Административные конференции;
  24. 3. Административный совет;
  25. 4. Постоянные органы, перечисленные ниже:
    - a) Генеральный секретариат;
    26. b) Международный комитет регистрации частот (МКРЧ);
    27. c) Международный консультативный комитет по радио (МККР);
    28. d) Международный консультативный комитет по телеграфии и телефонии (МККТТ).

*Статья 6. Полномочная КОНФЕРЕНЦИЯ*

29. 1. Полномочная конференция состоит из делегаций, представляющих Членов Союза. Она созывается через регулярные промежутки времени, обычно каждые пять лет.
30. 2. Полномочная конференция:
- a) Определяет общие принципы, которым Союз должен следовать для достижения целей, указанных в статье 4 настоящей Конвенции;
  31. b) Рассматривает отчет Административного совета о деятельности всех органов Союза со времени последней Полномочной конференции;
  32. c) Устанавливает основы бюджета Союза, а также предел его расходов на период до очередной Полномочной конференции, после рассмотрения программы Административных конференций и собраний, которые Союз предполагает созвать в течение этого периода;
  33. d) Устанавливает основные оклады, шкалу окладов и систему пособий и пенсий для всех служащих Союза и формулирует общие указания относительно персонала Союза;
  34. e) Рассматривает и окончательно утверждает счета Союза в установленном порядке;
  35. f) Избирает Членов Союза в состав Административного совета;
  36. g) Избирает Генерального секретаря и заместителя Генерального секретаря и устанавливает дату, с которой они приступают к исполнению своих обязанностей;
  37. h) Избирает членов МКРЧ и устанавливает дату, с которой они приступают к исполнению своих обязанностей;
  38. i) Пересматривает Конвенцию, если находит это необходимым;
  39. j) Заключает или пересматривает, в случае необходимости, соглашения между Союзом и другими международными организациями, рассматривает все временные соглашения, заключенные от имени Союза Административным советом с этими международными организациями, и принимает по ним все необходимые по ее мнению меры;
  40. k) Рассматривает все другие вопросы, касающиеся электросвязи, которые она считает необходимым.

*Статья 7. АДМИНИСТРАТИВНЫЕ КОНФЕРЕНЦИИ*

41. 1. Административные конференции Союза подразделяются на:
- a) Всемирные административные конференции;
42. b) Региональные административные конференции.
43. 2. Административные конференции обычно созываются для рассмотрения определенных вопросов электросвязи. На этих конференциях могут обсуждаться только вопросы, предусмотренные в их повестке дня. Решения этих конференций во всех случаях должны соответствовать постановлениям Конвенции.
44. 3. (1) Повестка дня Всемирной административной конференции может включать:
- a) Частичный пересмотр Административных регламентов, перечисленных в пункте 571;
45. b) В виде исключения, полный пересмотр одного или нескольких из этих Регламентов;
46. c) Любого другого вопроса всемирного характера, входящего в компетенцию конференции.
47. (2) Повестка дня Региональной административной конференции может касаться только определенных вопросов электросвязи регионального характера, включая директивы для Международного комитета регистрации частот в отношении его деятельности, касающейся данного района, при условии, что эти директивы не будут противоречить интересам других районов. Кроме того, решения такой конференции должны во всех случаях соответствовать постановлениям Административных регламентов.

*Статья 8. АДМИНИСТРАТИВНЫЙ СОВЕТ*

48. 1. (1) Административный совет состоит из тридцати шести Членов Союза, избираемых Полномочной конференцией с учетом необходимости справедливого распределения мест в Совете между всеми районами мира. За исключением случаев, когда места освобождаются в соответствии с особыми условиями, оговоренными в Общем регламенте, Члены Союза, избранные в Административный совет, выполняют свои обязанности до тех пор, пока Полномочная конференция не изберет новый состав Совета. Они могут быть избраны вновь.
49. (2) Каждый Член Совета назначает для участия в Совете лицо, которое могут сопровождать один или несколько помощников.
50. 2. Административный совет устанавливает свой собственный внутренний регламент.
51. 3. В период между Полномочными конференциями Административный совет действует от имени Полномочной конференции в пределах прав, предоставленных ему последней.
52. 4. (1) Административный совет принимает все меры для облегчения выполнения Членами постановлений Конвенции, Административных регламентов, решений Полномочной конференции, и в соответствующих случаях, решений других конференций и собраний Союза, а также выполняет все другие задания, возложенные на него Полномочной конференцией.

53. (2) Обеспечивает эффективную координацию деятельности Союза и осуществляет эффективный финансовый контроль за постоянными органами;
54. (3) Содействует международному сотрудничеству в деле оказания технической помощи развивающимся странам всеми имеющимися в его распоряжении средствами, и в особенности путем участия Союза в соответствующих программах Организации Объединенных Наций, в соответствии с целью Союза, заключающейся [в развитии] электросвязи всеми возможными способами.

*Статья 9. ГЕНЕРАЛЬНЫЙ СЕКРЕТАРИАТ*

55. 1. (1) Генеральным секретариатом руководит Генеральный секретарь, которому помогает заместитель Генерального секретаря.
56. (2) Генеральный секретарь и заместитель Генерального секретаря приступают к исполнению своих обязанностей в срок, определенный при их избрании. Они обычно выполняют свои обязанности до даты, устанавливаемой следующей Полномочной конференцией, и могут быть избраны вновь.
57. (3) Генеральный секретарь принимает все необходимые меры для обеспечения экономного использования ресурсов Союза и несет ответственность перед Административным советом за все административные и финансовые стороны деятельности Союза. Заместитель Генерального секретаря ответствен перед Генеральным секретарем.
58. 2. (1) Если должность Генерального секретаря становится вакантной, то заместитель Генерального секретаря замещает его до даты, устанавливаемой следующей Полномочной конференцией; он может быть избран на эту должность.
59. (2) Если должность заместителя Генерального секретаря становится вакантной за 180 дней до даты созыва очередной Полномочной конференции Административный совет назначает его преемника на оставшийся период полномочий.
60. (3) Если должности Генерального секретаря и заместителя Генерального секретаря становятся вакантными одновременно, то функции Генерального секретаря в течение периода не свыше 90 дней возлагаются на директора Международного консультативного комитета, который занимает этот пост более длительный срок. Административный совет назначает Генерального секретаря, а если должности освобождаются за 180 дней до даты созыва очередной Полномочной конференции, он назначает также и заместителя Генерального секретаря. Назначенное таким образом должностное лицо исполняет свои обязанности в течение остающегося периода полномочий его предшественника. Такие должностные лица имеют право быть выдвинутыми на пост Генерального секретаря или заместителя Генерального секретаря на вышеупомянутой Полномочной конференции.
61. 3. Генеральный секретарь действует как юридический представитель Союза.
62. 4. Заместитель Генерального секретаря помогает Генеральному секретарю в выполнении им его обязанностей и выполняет отдельные за-

дания, которые ему поручает Генеральный секретарь. Он исполняет обязанности Генерального секретаря в отсутствие последнего.

*Статья 10. Международный комитет  
РЕГИСТРАЦИИ ЧАСТОТ*

63. 1. Международный комитет регистрации частот (МКРЧ) состоит из пяти независимых членов, избираемых Полномочной конференцией. Эти члены избираются из числа кандидатов, предложенных странами—Членами Союза, таким образом, чтобы обеспечить справедливое представительство различных районов мира. Каждый Член Союза может предложить только одного кандидата, подданного своей страны.
64. 2. Члены Международного комитета регистрации частот при исполнении своих обязанностей не представляют ни своих стран, ни района, а являются беспристрастными должностными лицами, облеченными международным мандатом.
65. 3. Основные задачи Международного комитета регистрации частот заключаются в следующем:
- a) Производить методическую запись частотных присвоений, сделанных различными странами с тем, чтобы установить в соответствии с порядком, предусмотренным в Регламенте радиосвязи, и в надлежащем случае, в соответствии с решениями компетентных конференций Союза, дату, назначение и технические характеристики каждого из этих присвоений с целью обеспечения их официального международного признания;
  - 66. b) Проводить в единых условиях и с одной и той же целью методическую запись расположения регистрируемых странами геостационарных спутников;
  - 67. c) Давать Членам рекомендации с целью эксплуатации возможно большего числа радиоканалов в тех участках частотного спектра, в которых могут возникать недопустимые помехи, а также с целью справедливого, эффективного и экономного использования орбиты геостационарных спутников;
  - 68. d) Выполнять все дополнительные задачи по присвоению и использованию частот, а также по использованию орбиты геостационарных спутников в соответствии с порядком, предусмотренным в Регламенте радиосвязи, предписанным какой-либо компетентной конференцией Союза или Административным советом с согласия большинства членов Союза, с целью подготовки такой конференции или во исполнение ее решений;
  - 69. e) Поддерживать в порядке необходимое делопроизводство, связанное с исполнением его обязанностей.

*Статья 11. Международные консультативные комитеты*

70. 1. (1) На Международный консультативный комитет по радио (МККР) возлагаются обязанности по проведению исследований и представлению рекомендаций по техническим и эксплуатационным вопросам, относящимся к радиосвязи.
71. (2) На Международный консультативный комитет по телеграфии и телефонии (МККТТ) возлагаются обязанности по проведению исследо-

ваний и представлению рекомендаций по техническим, эксплуатационным и тарифным вопросам, относящимся к телеграфии и телефонии.

72. (3) При выполнении своих задач каждый Международный консультативный комитет должен уделять надлежащее внимание изучению вопросов и составлению рекомендаций, связанных непосредственно с созданием, развитием и усовершенствованием электросвязи в развивающихся странах как в региональном, так и в международном масштабе.
73. 2. Членами Международных консультативных комитетов являются:
- a) По праву, администрации всех Членов Союза;
74. b) Любая признанная частная эксплуатационная организация, которая с одобрения признавшего ее Члена представляет просьбу о своем участии в работе этих комитетов.
75. 3. Деятельность каждого Международного консультативного комитета осуществляется через:
- a) Пленарную ассамблею;
  - 76. b) Исследовательские комиссии, которые она создает;
  - 77. c) Директора, избираемого Пленарной ассамблеей и назначаемого в соответствии с Общим регламентом.
78. 4. Учреждаются Всемирный комитет по планированию, а также региональные комитеты по планированию на основе совместных решений Пленарных ассамблей Международных консультативных комитетов. Эти комитеты разрабатывают общий план международной сети электросвязи с целью облегчения координированного развития международных служб электросвязи. Они передают Международным консультативным комитетам вопросы, изучение которых представляет особый интерес для развивающихся стран и которые относятся к компетенции этих Консультативных комитетов.
79. 5. Методы работы Международных консультативных комитетов определены в Общем регламенте.

#### *Статья 12. Координационный комитет*

80. 1. (1) Координационный комитет помогает Генеральному секретарю и представляет ему рекомендации по административным, финансовым вопросам и по вопросам технического сотрудничества, касающимся нескольких постоянных органов, а также вопросам внешних сношений и общественной информации, учитывая при этом решения Административного совета и интересы Союза в целом.
81. (2) Комитет рассматривает также все важные вопросы, передаваемые ему Административным советом. После изучения этих вопросов Комитет представляет о них отчет Совету через посредство Генерального секретаря.
82. 2. Координационный комитет имеет в своем составе заместителя Генерального секретаря, директоров Международных консультативных комитетов и председателя Международного комитета регистрации частот; он работает под председательством Генерального секретаря.

*Статья 13. Выборные должностные лица и персонал Союза*

83. 1. (1) При исполнении своих обязанностей выборные должностные лица, а также персонал Союза не должны запрашивать или получать указаний от какого бы то ни было правительства или каких бы то ни было властей вне Союза. Они должны воздерживаться от всяких действий, несовместимых с их положением международных должностных лиц.
84. (2) Каждый Член должен уважать исключительно международный характер обязанностей выборных должностных лиц и персонала Союза и не пытаться оказывать на них влияния при выполнении ими возложенных на них задач.
85. (3) Выборные должностные лица, а также персонал Союза, кроме своих обязанностей, не должны принимать участия или иметь финансовую заинтересованность в работе какого-либо учреждения, занимающегося вопросами электросвязи. Однако выражения «финансовая заинтересованность» не следует понимать как запрещение продолжать получать льготы в счет неиски, учитывая прежние должности или работу.
86. 2. Генеральный секретарь, заместитель Генерального секретаря и директоры Международных консультативных комитетов должны быть подданными различных стран—Членов Союза; желательно, чтобы такое же правило распространялось и на членов Международного комитета регистрации частот. При избирании этих должностных лиц необходимо должным образом учитывать принципы, изложенные в пункте 87, и соответствующее географическое представительство различных районов мира.
87. 3. Главным соображением при наборе персонала и определении условий его работы должна быть необходимость обеспечить Союзу кадры в высшей степени квалифицированных, работоспособных и честных служащих. Следует должным образом учитывать важность пайма персонала на возможно более широкой географической основе.

*Статья 14. Организация работы и ведение прений  
на конференциях и других собраниях*

88. 1. Для организации своей работы и для ведения прений на конференциях, Пленарных ассамблеях и собраниях Международных консультативных комитетов применяется внутренний регламент, который включен в Общий регламент.
89. 2. Каждая конференция, Пленарная ассамблея или собрание Международных консультативных комитетов может принимать постановления, которые они считают необходимыми в дополнение к постановлениям внутреннего регламента. Однако эти дополнительные постановления должны соответствовать постановлениям Копвенции и Общего регламента, если имеются в виду дополнительные постановления, принятые Пленарными ассамблеями или исследовательскими комиссиями, они публикуются в виде резолюции в документах Пленарных ассамблей.

*Статья 15. Финансы Союза*

90. 1. Расходы Союза состоят из:
- а) Расходов Административного совета и постоянных органов Союза;

91. b) Расходов на проведение Полномочных конференций и Всемирных административных конференций.
92. 2. Расходы Союза покрываются взносами Членов Союза, установленными в зависимости от числа единиц, соответствующих классу взносов, выбранному каждым Членом согласно следующей таблице:
- |                 |                  |
|-----------------|------------------|
| Класс 30 единиц | Класс 5 единиц   |
| Класс 25 единиц | Класс 4 единицы  |
| Класс 20 единиц | Класс 3 единицы  |
| Класс 18 единиц | Класс 2 единицы  |
| Класс 15 единиц | Класс 1½ единицы |
| Класс 13 единиц | Класс 1 единица  |
| Класс 10 единиц | Класс ½ единицы  |
| Класс 8 единиц  |                  |
93. 3. Члены свободно выбирают класс взносов, по которому они желают участвовать в расходах Союза.
94. 4. В течение срока действия этой Конвенции количество единиц взносов, установленное в соответствии с Конвенцией, не может быть уменьшено.
95. 5. Расходы на проведение Региональных административных конференций, указанных в пункте 42, распределяются между всеми Членами данного района соответственно классу их взносов и на тех же условиях между Членами из других районов, принимающими участие в таких конференциях.
96. 6. Члены платят вперед свою долю ежегодных взносов, исчисленную на основе бюджета, принятого Административным советом.
97. 7. Член, задержавший оплату своего взноса Союзу, теряет право голоса, определенное в пунктах 9 и 10, на то время, пока сумма его просроченных взносов будет равна или выше суммы взносов за два предшествующих года.
98. 8. Постановления, регулирующие денежные взносы признанных частных эксплуатационных организаций, научных или промышленных организаций и международных организаций, приведены в Общем регламенте.

#### *Статья 16. Языки*

99. 1. (1) Официальными языками Союза являются английский, китайский, испанский, французский и русский.
100. (2) Рабочими языками Союза являются английский, испанский и французский.
101. (3) В случае расхождения имеет силу французский текст.
102. 2. (1) Окончательные документы Полномочных и Административных конференций, их заключительные акты, протоколы, резолюции, рекомендации и пожелания составляются на официальных языках Союза в одинаковой по форме и по содержанию редакции.
103. (2) Все другие документы этих конференций составляются на рабочих языках Союза.



104. 3. (1) Официальные служебные документы Союза, предусмотренные в Административных регламентах, публикуются на пяти официальных языках.
105. (2) Все другие документы, общее распределение которых должен обеспечить Генеральный секретарь в соответствии с его обязанностями составляются на трех рабочих языках.
106. 4. В ходе прений на конференциях Союза, на заседаниях его Административного совета и Международных консультативных комитетов должна применяться эффективная система взаимного перевода на пять официальных языков. Однако в случае согласия всех участников конференции или собрания прения могут происходить на языках, число которых будет менее пяти вышеуказанных языков. На Полномочных конференциях и Административных конференциях Союза обеспечивается перевод с этих языков и с арабского.

*Статья 17. Правоспособность Союза*

107. На территории каждого Члена Союз пользуется правоспособностью, которая ему необходима для исполнения своих обязанностей и достижения целей.

ГЛАВА II. ОБЩИЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ,  
КАСАЮЩИЕСЯ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ

*Статья 18. Право населения пользоваться  
международной службой электросвязи*

108. Члены признают за населением право передавать сообщения при помощи международной службы общего пользования. Для всех клиентов по каждой категории сообщения устанавливаются одинаковые условия обслуживания, тарифы и гарантии без предоставления какого-либо приоритета или преимущества.

*Статья 19. Задержка сообщений, передаваемых  
по электросвязи*

109. 1. Члены сохраняют за собой право задержать передачу любой частной телеграммы, которая могла бы представлять угрозу безопасности государства или противоречить его законам, общественному порядку или добрым нравам, при условии немедленного извещения станции отправления о прекращении передачи всей телеграммы или части ее, если только такое извещение не будет представлять угрозу безопасности государства.
110. 2. Члены сохраняют за собой также право прервать любую другую частью связь, которая могла бы представлять угрозу безопасности государства или противоречить его законам, общественному порядку и добрым нравам.

*Статья 20. Приостановка службы*

111. Каждый Член сохраняет за собой право приостановить службу международной электросвязи на неопределенный срок или вообще, либо только в отношении некоторых связей и/или для определенного рода ис-

ходящей, входящей или транзитной корреспонденции, при условии немедленного извещения об этом других Членов через Генерального секретаря.

*Статья 21. Ответственность*

112. Члены не принимают на себя никакой ответственности по отношению к клиентам международной службы электросвязи и, в частности, в отношении претензий по возмещению убытков.

*Статья 22. Тайна сообщений электросвязи*

113. 1. Члены обязуются принимать все возможные, совместимые с принимаемой системой электросвязи меры с целью обеспечения тайны международных сообщений.
114. 2. Тем не менее они сохраняют за собой право передавать эти сообщения компетентным властям, чтобы обеспечить соблюдение своего внутреннего законодательства или выполнение международных конвенций, участниками которых они являются.

*Статья 23. Оборудование, эксплуатация и защита каналов и установок электросвязи*

115. 1. Члены принимают необходимые меры с целью применения отвечающих наилучшим техническим условиям каналов и установок, необходимых для осуществления быстрого и непрерывного обмена международными сообщениями электросвязи.
116. 2. Насколько возможно, эти каналы и установки должны эксплуатироваться по методам и правилам, которые в результате практического эксплуатационного опыта оказались лучшими, а также поддерживаться в надлежащем рабочем состоянии и быть на уровне современного технического и научного прогресса.
117. 3. Члены обеспечивают защиту этих каналов и установок, находящихся в пределах их юрисдикции.
118. 4. При отсутствии специальных соглашений, предусматривающих другие условия, все Члены принимают необходимые меры, чтобы обеспечить обслуживание участков международных цепей электросвязи, находящихся в их ведении.

*Статья 24. Извещения о нарушениях*

119. С целью облегчения применения статьи 44 Члены обязуются извещать друг друга о нарушениях положений настоящей Конвенции и приложений к ней Регламентов.

*Статья 25. Приоритет сообщений электросвязи, относящихся к безопасности человеческой жизни*

120. Международные службы электросвязи должны предоставлять абсолютный приоритет всем сообщениям электросвязи, касающимся безопасности человеческой жизни на море, на земле, в воздухе и в космическом пространстве, а также исключительной срочности эпидемиологическим сообщениям Всемирной организации здравоохранения.

*Статья 26.* ПРИОРИТЕТ ПРАВИТЕЛЬСТВЕННЫХ ТЕЛЕГРАММ,  
ТЕЛЕФОННЫХ ВЫЗОВОВ И РАЗГОВОРОВ

121. При условии соблюдения положений статей 25 и 36 правительственные телеграммы пользуются правом приоритета перед другими телеграммами, если этот приоритет запрашивается отправителем. Равным образом правительственные телефонные разговоры и вызовы могут, по особому требованию и по мере возможности, пользоваться приоритетом в отношении других телефонных вызовов и разговоров.

*Статья 27.* ЗАСЕКРЕЧЕННЫЕ СООБЩЕНИЯ

122. 1. Правительственные телеграммы и служебные телеграммы могут составляться в засекреченном виде на всех связях.
123. 2. Частные телеграммы в засекреченном виде могут быть допущены между всеми странами за исключением тех, которые предварительно заявят через посредство Генерального секретаря, что они не допускают засекреченных сообщений для данной категории корреспонденции.
124. 3. Члены, которые не допускают как исходящих, так и входящих частных телеграмм в засекреченном виде, должны пропускать их транзитом, за исключением случая приостановки службы, предусмотренного в статье 20.

*Статья 28.* ТАКСЫ И ОСВОБОЖДЕНИЕ ОТ УПЛАТЫ СБОРОВ

125. Постановления, относящиеся к таксам, применяемым в электро-связи, и различные случаи освобождения от уплаты сборов предусмотрены в Административных регламентах, приложенных к настоящей Конвенции.

*Статья 29.* ПРЕДЪЯВЛЕНИЕ И ОПЛАТА СЧЕТОВ

126. Оплата международных счетов рассматривается как текущие операции и должна производиться в соответствии с существующими международными обязательствами заинтересованных стран в тех случаях, когда их правительства заключили соглашение по этому вопросу. При отсутствии таких соглашений или особых договоров, заключенных на условиях, предусмотренных в статье 31, эта оплата должна производиться в соответствии с постановлениями Административных регламентов.

*Статья 30.* ДЕНЕЖНАЯ ЕДИНИЦА

127. Денежной единицей, применяемой при составлении тарифов на услуги международной электросвязи и при составлении международных счетов, является золотой франк в 100 сантимов, весом 10/31 грамма, 0,900 пробы.

*Статья 31.* ОСОБЫЕ СОГЛАШЕНИЯ

128. Члены сохраняют за собой, за признанными или частными эксплуатационными организациями и за другими, соответствующим образом уполномоченными на это организациями, право заключать особые соглашения по вопросам электросвязи, которые не касаются большинства членов. Однако такие соглашения не должны противоречить постановлениям настоящей Конвенции или приложенных к ней Администра-

тивных регламентов в отношении недопустимых помех, которые могут быть причинены службам радиосвязи других стран при выполнении этих соглашений.

*Статья 32.* РЕГИОНАЛЬНЫЕ КОНФЕРЕНЦИИ, СОГЛАШЕНИЯ  
И ОРГАНИЗАЦИИ

129. Члены сохраняют за собой право созывать региональные конференции, заключать региональные соглашения и создавать региональные организации с целью урегулирования вопросов электросвязи, которые могут быть разрешены на региональной основе. Региональные соглашения не должны противоречить настоящей Конвенции.

ГЛАВА III. ОСОБЫЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ,  
КАСАЮЩИЕСЯ РАДИОСВЯЗИ

*Статья 33.* РАЦИОНАЛЬНОЕ ИСПОЛЬЗОВАНИЕ СПЕКТРА РАДИОЧАСТОТ  
И ОРБИТЫ ГЕОСТАЦИОНАРНЫХ СПУТНИКОВ

130. 1. Члены стараются ограничить количество и спектр используемых частот до минимума, требующегося для обеспечения удовлетворительной работы необходимых служб. С этой целью они должны внедрять новейшие достижения техники электросвязи в кратчайшие сроки.
131. 2. При использовании частотного спектра для космической радиосвязи Члены учитывают то, что частоты и орбита геостационарных спутников являются ограниченными естественными ресурсами, которые надлежит эффективно и экономно использовать, чтобы обеспечить справедливый доступ к этой орбите и этим частотам разным странам или группам стран в зависимости от их нужд и технических средств, которыми они могут располагать в соответствии с постановлениями Регламента радиосвязи.

*Статья 34.* ВЗАИМНАЯ СВЯЗЬ

132. 1. Ведущие радиосвязь станции подвижной службы обязаны в пределах их обычного назначения обмениваться радиосообщениями независимо от принятой ими системы радиосвязи.
133. 2. Однако, для того чтобы не задерживать научный прогресс, постановления пункта 132 не препятствуют использованию радиосистемы, не приспособленной вести связь с другими системами, при условии, что это вызвано особым характером такой системы и не является результатом применения аппаратуры исключительно с целью помешать взаимной связи.
134. 3. Несмотря на постановления пункта 132, станция может быть закреплена за какой-то одной международной службой электросвязи, определяемой целью этой службы или другими обстоятельствами, не зависящими от применяемой системы.

*Статья 35.* ВРЕДНЫЕ ПОМЕХИ

135. 1. Все станции, независимо от их назначения, должны устанавливаться и эксплуатироваться таким образом, чтобы не причинять вредных помех радиосвязям или радиослужбам других Членов или признанных

частных эксплуатационных организаций и других правомочных эксплуатационных организаций, которые осуществляют радиосвязь и работают в соответствии с постановлениями Регламента радиосвязи.

136. 2. Каждый Член обязуется требовать от признанных частных эксплуатационных организаций и от других эксплуатационных организаций, имеющих соответствующие права, соблюдения положений пункта 135.
137. 3. Кроме того, Члены признают целесообразность принятия всех практически возможных мер для того, чтобы работа различных видов электроаппаратуры и установок не причиняла вредных помех радиосвязи или радиослужбам, указанным в пункте 135.

*Статья 36. Вызовы и сообщения о бедствии*

138. Радиостанции обязаны принимать с предоставлением абсолютного приоритета вызовы и сообщения о бедствии, откуда бы они ни исходили, и таким же образом отвечать на эти сообщения и немедленно принимать по ним требуемые меры.

*Статья 37. Ложные или вводящие в заблуждение сигналы бедствия, срочности, безопасности или опознавания*

139. Члены обязуются принимать все меры, необходимые для предупреждения передачи или распространения ложных или вводящих в заблуждение сигналов бедствия, срочности, безопасности или опознавания, и содействовать обнаружению и опознаванию станций своей страны, передающих такие сигналы.

*Статья 38. Установки служб национальной обороны*

140. 1. Члены сохраняют за собой полную свободу в отношении военных радиостанций своих армий, морских и воздушных сил.
141. 2. Однако при использовании этих установок должны, по мере возможности, соблюдаться постановления относительно оказания помощи в случае бедствия и принятия мер для предупреждения вредных помех, а также постановления Административных регламентов, касающихся типов излучения и применений частот в соответствии с характером службы, которую они обеспечивают.
142. 3. Кроме того, если эти установки используются в службе общего пользования или других службах, предусмотренных приложениями к данной Конвенции Административными регламентами, они должны в общем придерживаться постановлений, регламентирующих такого рода службы.

ГЛАВА IV. ОТНОШЕНИЯ С ОРГАНИЗАЦИЕЙ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ И МЕЖДУНАРОДНЫМИ ОРГАНИЗАЦИЯМИ

*Статья 39. Отношения с Организацией Объединенных Наций*

143. 1. Отношения между Организацией Объединенных Наций и Международным союзом электросвязи определены в заключенном между этими двумя организациями Соглашении, текст которого приводится в Приложении 3 к настоящей Конвенции.

144. 2. Согласно постановлениям статьи XVI вышеупомянутого Соглашения службы эксплуатации электросвязи Организации Объединенных Наций имеют право и должны соблюдать обязательства, предусмотренные в настоящей Конвенции и Административных регламентах. Соответственно они имеют право присутствовать с совещательным голосом на всех конференциях Союза, включая собрания Международных консультативных комитетов.

*Статья 40.* Отношения с международными организациями

145. В целях осуществления полной международной координации в области электросвязи Союз сотрудничает с международными организациями, имеющими связанные с ним интересы и деятельность.

глава V. ПРИМЕНЕНИЕ КОНВЕНЦИИ И РЕГЛАМЕНТОВ

*Статья 41.* Основные постановления и Общий регламент

146. В случае расхождения между каким-либо постановлением первой части Конвенции (основные постановления, пункты 1-170) и постановлением второй части (Общий регламент, пункты 201-571) первое имеет большую силу.

*Статья 42.* Административные регламенты

147. 1. Постановления Конвенции дополняются Административными регламентами, регулирующими использование электросвязей и обязательными для всех Членов.
148. 2. Ратификация настоящей Конвенции в соответствии со статьей 45 или присоединение к настоящей Конвенции в соответствии со статьей 46 включает признание Административных регламентов, действующих в момент этой ратификации или присоединения.
149. 3. Члены должны ставить в известность Генерального секретаря об одобрении ими любого из пересмотренных соответствующими административными конференциями Регламентов. По мере получения извещений об одобрении Генеральный секретарь сообщает о них Членам.
150. 4. В случае расхождения между постановлениями Конвенции и Административного регламента Конвенция имеет большую силу.

*Статья 43.* Действие находящихся в силе  
Административных регламентов

151. Упомянутые в пункте 147 Административные регламенты—это регламенты, действующие с момента подписания настоящей Конвенции. Они рассматриваются как приложения к настоящей Конвенции и остаются в силе с учетом частичных пересмотров, которые могут быть приняты в соответствии с пунктом 44, до момента вступления в силу новых Регламентов, составленных соответствующими Всемирными административными конференциями и заменяющих их в качестве приложений к настоящей Конвенции.

*Статья 44. Выполнение Конвенции и Регламентов*

152. 1. Члены обязуются соблюдать постановления настоящей Конвенции и приложенных к ней Административных регламентов на всех предприятиях и на всех станциях электросвязи, установленных или эксплуатируемых ими, которые обеспечивают международную службу или могут причинять недопустимые помехи службам радиосвязи других стран, за исключением тех служб, которые освобождены от таких обязательств согласно постановлениям статьи 38.
153. 2. Они должны также принимать необходимые меры к тому, чтобы обеспечить соблюдение постановлений настоящей Конвенции и Административных регламентов организациями, которые получили их разрешение на установление и эксплуатацию службы электросвязи, которые участвуют в международной службе или эксплуатируют станции, способные причинять вредные помехи службам радиосвязи других стран.

*Статья 45. Ратификация Конвенции*

154. 1. Настоящая Конвенция будет ратифицирована каждым из подписавших ее правительств согласно конституционным правилам, действующим в их странах. Ратификационные грамоты будут в кратчайший срок направлены дипломатическим путем и через посредство правительства страны—местопребывания Союза Генеральному секретарю, который извещает об этом Членов.
155. 2. (1) В течение двух лет со дня вступления в силу настоящей Конвенции любое подписавшее ее правительство пользуется правами, предоставляемыми Членам Союза в пунктах 8-10, даже если оно не депонировало ратификационную грамоту согласно условиям, предусмотренным в пункте 154.
156. (2) По истечении двух лет со дня вступления в силу настоящей Конвенции любое подписавшее ее правительство, не депонировавшее ратификационную грамоту согласно условиям, предусмотренным в пункте 154, не имеет больше права голосовать на конференциях Союза, на сессиях Административного совета, на собраниях постоянных органов Союза или при письменном опросе, проводимом в соответствии с положениями Конвенции, до тех пор, пока не будет депонирована ратификационная грамота. Права этого правительства, кроме прав на голосование, не затрагиваются.
157. 3. После вступления в силу настоящей Конвенции в соответствии со статьей 52 каждая ратификационная грамота приобретает силу со дня ее депонирования у Генерального секретаря.
158. 4. В случае, если одно или несколько подписавших Конвенцию правительств не ратифицирует ее, последняя продолжает действовать в отношении ратифицировавших ее правительств.

*Статья 46. Присоединение в Конвенции*

159. 1. Правительство какой либо страны, которое не подписало настоящую Конвенцию, может в любое время присоединиться к ней в соответствии со статьей 1.

160. 2. Акт о присоединении направляется Генеральному секретарю дипломатическим путем и через посредство правительства страны—местопребывания Союза. Присоединение вступает в силу со дня депонирования Акта, если только в нем не обусловлено иначе. Генеральный секретарь извещает Членов о присоединении и посылает каждому из них заверенную копию этого Акта.

*Статья 47. Денонсация Конвенции*

161. 1. Каждый Член, ратифицировавший настоящую Конвенцию или присоединившийся к ней, имеет право денонсировать ее путем извещения, адресуемого Генеральному секретарю дипломатическим путем через посредство правительства страны—местопребывания Союза. Генеральный секретарь извещает об этом других Членов.
162. 2. Эта денонсация вступает в силу по истечении одного года со дня получения извещения Генеральным секретарем.

*Статья 48. Отмена Международной конвенции  
электросвязи, Монтре (1965)*

163. Настоящая Конвенция отменяет и заменяет в отношениях между договаривающимися правительствами Международную конвенцию электросвязи (Монтре, 1965).

*Статья 49. Отношения с недоговаривающимися  
государствами*

164. Все Члены сохраняют за собой и за признанными ими частными эксплуатационными организациями право определять условия, на которых они согласны допустить обмен сообщениями электросвязи с государствами, не являющимися участниками настоящей Конвенции. Если сообщение, передаваемое по электросвязи и исходящее от недоговаривающегося государства, принимается каким-либо Членом, оно должно быть передано и, поскольку используются каналы электросвязи Члена Союза, к этому сообщению должны применяться обязательные постановления Конвенции и Административных регламентов.

*Статья 50. Разрешение споров*

165. 1. Члены могут разрешать свои споры по вопросам, относящимся к толкованию или к применению настоящей Конвенции или Регламентов, предусмотренных в статье 42, дипломатическим путем или в соответствии с порядком, установленным двусторонними или многосторонними договорами, заключенными между ними для разрешения международных споров, или любым другим способом, взаимно согласованным между ними.
166. 2. В случае, если ни один из этих методов разрешения спора не будет принят, любой Член, участвующий в споре, может прибегнуть к арбитражу в соответствии с порядком, определенным в Общем регламенте, или, в зависимости от случая, в факультативном Дополнительном протоколе.



## ГЛАВА VI. ОПРЕДЕЛЕНИЯ

*Статья 51.* ОПРЕДЕЛЕНИЯ

167. В настоящей Конвенции, если только это не противоречит контексту:
- a)* Термины, определенные в Приложении 2 к настоящей Конвенции, имеют тот смысл, который им присвоен в этом Приложении;
168. *b)* Другие термины, определенные в Регламентах, указанных в статье 42, имеют тот смысл, который им присвоен в этих Регламентах.

## ГЛАВА VII. ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ

*Статья 52.* Вступление в силу и регистрация Конвенции

169. Настоящая Конвенция вступает в силу 1-го января 1975 года между Членами, ратификационные грамоты или акты о присоединении которых депонированы до этой даты.
170. В соответствии с постановлениями статьи 102 Устава Организации Объединенных Наций Генеральный секретарь Союза регистрирует настоящую Конвенцию в Секретариате Организации Объединенных Наций.

## ВТОРАЯ ЧАСТЬ. ОБЩИЙ РЕГЛАМЕНТ

## ГЛАВА VIII. ДЕЯТЕЛЬНОСТЬ СОЮЗА

*Статья 53.* Полномочная конференция

201. 1. (1) Полномочная конференция созывается через регулярные промежутки времени, обычно раз в пять лет.
202. (2) Даты и место проведения Полномочной конференции устанавливаются, по возможности, предшествующей Полномочной конференцией; если этого не было сделано, они определяются Административным советом по согласованию с большинством Членом Союза.
203. 2. (1) Дата и место проведения очередной Полномочной конференции, либо одно из них, могут быть изменены:
- a)* По просьбе по меньшей мере одной четвертой части Членов Союза, если каждый Член в отдельности предложит изменение Генеральному секретарю; или
204. *b)* По предложению Административного совета.
205. (2) В любом случае новая дата или место, либо то и другое должны быть определены с согласия большинства Членов Союза.

*Статья 54.* Административные конференции

206. 1. (1) Повестка дня Административной конференции составляется Административным советом по согласованию с большинством Членов Союза в том случае, если речь идет о Всемирной административной конференции, или с большинством членов соответствующего района в том случае, если дело касается Региональной административной конференции, при условии соблюдения положений п. 225.

207. (2) В эту повестку дня включается любой вопрос, который Полномочная конференция постановила внести.
208. (3) Всемирная административная конференция по вопросам радиосвязи может также включить в свою повестку дня вопрос, касающийся указаний Международному комитету регистрации частот в отношении его деятельности и ее контроля.
209. 2. (1) Всемирная административная конференция созывается:
- a) По решению Полномочной конференции, которая может назначать дату и место проведения;
210. b) По рекомендации предыдущей Всемирной административной конференции при условии ее одобрения Административным советом;
211. c) По просьбе по меньшей мере одной четвертой части Членов Союза, которые в индивидуальном порядке направляют ее Генеральному секретарю; или
212. d) По предложению Административного совета.
213. (2) В случаях, предусмотренных пп. 210, 211 и 212, и при необходимости в случае, указанном в п. 209, дата и место проведения конференции определяются Административным советом по согласованию с большинством Членов Союза при условии соблюдения положений п. 225.
214. 3. (1) Региональная административная конференция созывается:
- a) По решению Полномочной конференции;
215. b) По рекомендации предшествующей Всемирной или Региональной административной конференции при условии ее одобрения Административным советом;
216. c) По просьбе по меньшей мере одной четвертой части Членов данного района, которые в индивидуальном порядке направляют ее Генеральному секретарю; или
217. d) По просьбе Административного совета.
218. (2) В случаях, оговоренных в пп. 215, 216 и 217, и при необходимости в п. 214, дата и место проведения определяются Административным советом по согласованию с большинством Членов Союза данного района при условии выполнения положений п. 225.
219. 4. (1) Повестка дня, дата или место проведения конференции могут быть изменены:
- a) По просьбе по меньшей мере одной четвертой части Членов Союза в случае Всемирной административной конференции либо по меньшей мере одной четвертой части Членов Союза данного района, если речь идет о Региональной административной конференции; каждая страна в отдельности посылает свою просьбу Генеральному секретарю, который передает все просьбы на одобрение Административного совета, или
220. b) По просьбе Административного совета.
221. (2) В случаях, предусмотренных в пп. 219 и 220, предложенные изменения окончательно не утверждаются до тех пор, пока они не приняты большинством Членов Союза в случае Всемирной административной конференции или большинством Членов Союза данного района в случае

- Региональной административной конференции при условии выполнения положений п. 225.
222. 5. (1) Административный совет может счесть целесообразным до основной сессии Административной конференции провести подготовительное собрание, чтобы составить предложения по основным техническим вопросам работы конференции.
223. (2) Созыв такого подготовительного собрания и его повестка дня должны быть одобрены большинством Членов Союза в случае Всемирной административной конференции или большинством Членов Союза данного района в случае Региональной административной конференции при условии выполнения положений п. 225.
224. (3) Если только пленарное собрание подготовительной сессии Административной конференции не решит иначе, документы, принятые им в окончательном виде, объединяются в отчете, который также утверждается пленарным собранием и подписывается председателем.
225. 6. При согласовании, о котором говорится в пп. 206, 213, 218, 221 и 223, Члены Союза, которые не ответили в установленный срок, назначаемый Административным советом, не считаются участниками консультаций и, следовательно, не учитываются при подсчете большинства. Если количество ответов не превышает половины опрошенных Членов, проводится повторная консультация, результаты которой являются решающими, независимо от количества поданных голосов.

*Статья 55. АДМИНИСТРАТИВНЫЙ СОВЕТ*

226. 1. (1) Административный совет состоит из Членов Союза, избранных Полномочной конференцией.
227. (2) Если в период между двумя Полномочными конференциями место в Административном совете становится вакантным, оно по праву переходит Члену Союза из того же района, что и Член, чье место стало вакантным, получившему на предыдущих выборах наибольшее количество голосов из числа неизбранных Членов.
228. (3) Место в Административном совете считается вакантным:
- a) Если Член Совета не был представлен на двух подряд ежегодных сессиях Административного совета;
- b) Если Член Союза отказывается от членства в Совете.
230. 2. Лицо, назначенное для работы в Совете членом Административного совета, должно быть по возможности, либо служащим данной администрации связи, либо непосредственно нести ответственность перед этой администрацией или от ее имени, а также должно быть специалистом в области связи.
231. 3. Административный совет избирает своего председателя и заместителя председателя в начале каждой ежегодной сессии. Они исполняют свои обязанности до следующей ежегодной сессии и могут быть избраны вновь. В отсутствие председателя его замещает заместитель председателя.
232. 4. (1) Административный совет собирается на ежегодную сессию в месте пребывания Союза.

233. (2) В ходе этой сессии он может в исключительном случае принять решение о созыве дополнительной сессии.
234. (3) В период между обычными сессиями он может быть созван, как правило, в месте пребывания Союза—председателем по просьбе большинства его Членов или по требованию председателя в тех случаях, которые оговорены в п. 255.
235. 5. Генеральный секретарь и заместитель Генерального секретаря, председатель и заместитель председателя Международного комитета регистрации частот и директора Международных консультативных комитетов могут по праву участвовать в прениях Административного совета без участия в голосовании. Однако Совет может проводить заседания с участием только своих членов.
236. 6. Генеральный секретарь исполняет обязанности секретаря Административного совета.
237. 7. Административный совет выносит решения только на сессии.
238. 8. Представитель каждого из членов Административного совета имеет право присутствовать в качестве наблюдателя на всех заседаниях постоянных органов Союза, упомянутых в пп. 26, 27 и 28.
239. 9. Союз оплачивает только проездные и суточные расходы представителя каждого члена Административного совета, связанные с исполнением им своих обязанностей на сессиях Совета.
240. 10. При исполнении своих обязанностей, предписанных настоящей Конвенцией, Административный совет, в частности:
- a) В период между Полномочными конференциями обеспечивает координацию со всеми международными организациями, указанными в статьях 39 и 40; с этой целью заключает от имени Союза временные соглашения с международными организациями, указанными в статье 40, и с Организацией Объединенных Наций во исполнение Соглашения между Организацией Объединенных Наций и Международным союзом электросвязи; эти временные соглашения должны быть представлены на следующей Полномочной конференции в соответствии с п. 39;
  - 241. b) Устанавливает численность и должностные категории персонала Генерального секретариата и специализированных секретариатов постоянных органов Союза с учетом общих директив, данных Полномочной конференцией;
  - 242. c) Составляет также регламенты, которые он может считать необходимыми для административной и финансовой деятельности Союза, а также Административные регламенты, в которых должна учитываться текущая практика Организации Объединенных Наций и специализированных учреждений, применяющих общую систему окладов, пособий и пенсий;
  - 243. d) Контролирует административную деятельность Союза;
  - 244. e) Пересматривает и утверждает годовой бюджет Союза с учетом предельных размеров расходов, установленных Полномочной конференцией, осуществляя строжайшую экономию, но помня при этом об обязательстве Союза в возможно более короткий срок достигать

- удовлетворительных результатов посредством проведения конференций и выполнения рабочих программ постоянных органов; проводя это в жизнь, Совет должен также учитывать планы работы, о которых говорится в п. 286, и всевозможные анализы расходов, упоминаемые в п. 287;
245. *f)* Организует ежегодную проверку счетов Союза, составляемых Генеральным секретарем, и утверждает их, если нужно, для представления на следующей Полномочной конференции;
246. *g)* Согласовывает, если необходимо:
1. Основную шкалу окладов персонала профессиональной и высших категорий, за исключением окладов для выборных должностей с тем, чтобы она соответствовала основной шкале окладов, принятой Организацией Объединенных Наций для соответствующих категорий общей системы;
  247. 2. Основную шкалу окладов персонала категорий общих служб с тем, чтобы приравнять их к окладам, принятым в Организации Объединенных Наций и в специализированных учреждениях в месте пребывания Союза;
  248. 3. Должностные надбавки персоналу профессиональной и высших категорий, включая выборные должности, в соответствии с решениями Организации Объединенных Наций, действующими в месте пребывания Союза;
  249. 4. Надбавки для всего персонала Союза, в соответствии со всеми изменениями, принятыми в общей системе Организации Объединенных Наций;
  250. 5. Взносы Союза и персонала в общую пенсионную кассу персонала Организации Объединенных Наций, в соответствии с решениями Объединенного комитета этой кассы;
  251. 6. Надбавки на удорожание стоимости жизни членам пенсионного фонда персонала Союза в соответствии с практикой Организации Объединенных Наций;
252. *h)* Принимает необходимые меры для созыва Полномочных и Административных конференций Союза согласно статьям 53 и 54;
253. *i)* Представляет на Полномочную конференцию все рекомендации, которые он считает полезными;
254. *j)* Проверяет и координирует рабочие программы, а также их осуществление и связанные с ними мероприятия, включая расписание совещаний постоянных органов Союза, и принимает те меры, которые он считает целесообразными;
255. *k)* Производит назначение на вакантную должность Генерального секретаря и/или заместителя Генерального секретаря в случае, указанном в пп. 59 или 60, на обычной сессии, если она проводится в течение 90 дней со дня открытия вакансии, либо на сессии, созываемой председателем в срок, установленный в пп. 59 или 60;
256. *l)* Производит назначение на вакантные должности директоров Международных консультативных комитетов на следующей обычной сессии, которая созывается после открытия вакансии. Назначенный

таким образом директор исполняет свои обязанности до следующей Пленарной ассамблеи, как предусмотрено в п. 305, он может быть избран на эту должность;

- 257. *m*) Производит назначение членов Международного комитета регистрации частот в соответствии с порядком, установленным в п. 297;
- 258. *n*) Исполняет другие обязанности, предусмотренные настоящей Конвенцией, и в рамках Конвенции и Регламентов все обязанности, которые он считает необходимыми для надлежащего управления Союзом или каждым в отдельности постоянным органом;
- 259. *o*) Принимает с согласия большинства Членов Союза необходимые меры для временного разрешения вопросов, не предусмотренных Конвенцией, Административными регламентами и приложениями к ним, и которые не могут быть отложены до урегулирования на следующей соответствующей конференции;
- 260. *p*) Представляет отчет о деятельности всех органов Союза за период, прошедший с последней Полномочной конференции;
- 261. *q*) Направляет Членам Союза в кратчайший срок после каждой своей сессии отчеты о проведенной работе, а также все другие представляющиеся полезными документы.

*Статья 56. ГЕНЕРАЛЬНЫЙ СЕКРЕТАРИАТ*

- 262. 1. Генеральный секретарь:
  - a*) Координирует деятельность различных постоянных органов с помощью Координационного комитета, упоминаемого в п. 80, с целью обеспечения наиболее эффективного и экономичного использования персонала, а также финансовых и других резервов Союза;
- 263. *b*) Организует работу Генерального секретариата и назначает сотрудников этого секретариата в соответствии с указаниями Полномочной конференции и порядком, установленным Административным советом;
- 264. *c*) Принимает административные меры по организации специализированных секретариатов постоянных органов Союза и назначает сотрудников этих секретариатов по согласованию с руководителем каждого постоянного органа; назначения производятся по выбору последнего, но окончательное решение о назначении или увольнении принадлежит Генеральному секретарю;
- 265. *d*) Докладывает Административному совету о всех принятых Организацией Объединенных Наций и ее специализированными учреждениями решениях, которые касаются условий службы, пособий и пенсий в общей системе;
- 266. *e*) Обеспечивает применение финансовых и административных регламентов, утвержденных Административным советом;
- 267. *f*) Представляет органам Союза рекомендации юридического характера;
- 268. *g*) Руководит в административных вопросах персоналом штаб-квартиры Союза с целью обеспечения наиболее эффективного использования штата и применения условий работы по общей системе для персонала Союза; служащие, назначенные для работы непосред-

- ственно в качестве номощников директоров Консультативных комитетов и Международного комитета регнстрации частот, выполняют работу под нрямым руководством вышестоящих служащих, но в соответствии с общими административными устаиовкамн Административного совета и Геиерального секретаря;
269. *h*) В общих ннтересах Союза и после консультации с нредседателем Международного комнтета регистрации частот или с днректором соответствующего Коисультативного комитета времении нсользует служащих для других заданий необходимых для обеспечения выиолнения срочных работ в штаб-квартире Союза; Геиеральный секретарь докладывает о таких временных неремещениях, включая их фи-наисовые аспекты, Административному совету;
270. *i*) Обеспечнвает работу секретариата до и носле коиференции Союза;
271. *j*) В надлежащих случаях предоставляет совместно с приглашающим правительством услугн секретариата конференций Союза и обеспечи-вает организаацию и обслужнвание собраний постоянных органов Союза совместно с их руководителями, привлекая для этого нерсонал Союза тогда, когда он считает это иеобходимым в соответствии с п. 269; Геиеральный секретарь может также при наличии запроса предоставлять иа договориой основе услуги секретарната на другие собрания электросвязи;
272. *k*) Поддержнвает в порядке официальные документы, составленные с этой целью по данным иостояннх органов Союза или адмннистра-ций, за исключением основного регнстра частот и другой важной по-добной документации, отиосящейся к ведению Международного ко-мнтета регистраций частот;
273. *l*) публикует основные отчеты постоянных органов Союза, рекомеи-дации и рабочне ннструкции, составленные на основании этнх реко-мендаций, для нспользования международнымн службами электро-связи;
274. *m*) Издает международные и региональные соглашения по электросвязи, получаемые нм от договарнвающих сторон, и ноддержнвает в норядке спнсок этнх соглашений;
275. *n*) Публикует техническне нормы Международиого комитета регнстра-ции частот, а также другие сведения, касающиеся присвоения и ис-пользования частот, в том виде, как они нодготовлены Комнтетом во исполнение нм своих обязанностей;
276. *o*) Подготавливает, издает и иоддержнвает в норядке, ирибегая, в слу-чае необходимости, к помощи других постоянных органов Союза:
1. Документацию о составе и структуре Союза;
  277. 2. Обще статистнческие данные и официальные служебные доку-менты Союза согласно нредписаниям Администратнвных регла-ментов;
  278. 3. Все другие документы, издание которых предписано конферен-циямн или Адмиинистративным советом;
279. *p*) Собирает и издает в соответствующей форме сведения иационального и международного характера, касающнхся электросвязи во всем мире;

280. *q)* Собирает и издает совместно с другими постоянными органами Союза информацию технического или административного характера, которая могла бы быть особенно полезна для развивающихся стран, с целью оказания им помощи в улучшении их сетей связи; следует также обратить внимание этих стран на возможности, предоставляемые международными программами в рамках Организации Объединенных Наций;
281. *r)* Собирает и издает все сведения, которые могут быть полезными для Членов в деле применения технических средств в целях содействия наибольшей производительности служб электросвязи и особенно для наилучшего использования радиочастот с целью уменьшения помех;
282. *s)* Периодически издает журнал общей информации и документации по вопросам электросвязи на основе имеющейся у него информации, включая предоставляемую в его распоряжение информацию от других международных организаций;
283. *t)* Определяет по согласованию с директором соответствующего Международного консультативного комитета либо, в надлежащем случае, с председателем Международного комитета регистрации частот форму и внешний вид всех изданий Союза, учитывая характер и содержание, а также наиболее удобный и экономичный способ издания;
284. *u)* Принимает необходимые меры для своевременной рассылки опубликованных документов;
285. *v)* С учетом наибольшей возможной экономии составляет и представляет Административному совету проект годового бюджета, который после утверждения его Советом рассылается для информации всем Членам Союза;
286. *w)* Составляет и представляет Административному совету планы будущих работ, охватывающие основные сферы деятельности в штаб-квартире Союза согласно указаниям Административного совета;
287. *x)* В той мере, в какой сочтет нужным Административный совет, готовит и представляет ему анализ расходов и доходов основной деятельности в штаб-квартире Союза;
288. *y)* Составляет отчет о финансовом руководстве и состоянии счетов, которые ежегодно представляются Административному совету, а также свободный счет непосредственно перед каждой Полномочной конференцией; эти счета после проверки и одобрения Административным советом рассылаются Членам и представляются на следующую Полномочную конференцию для рассмотрения и окончательного утверждения;
289. *z)* Составляет годовой отчет о работе Союза, который после утверждения Административным советом направляется всем членам;
290. *aa)* Выполняет все другие обязанности секретариата Союза.
291. 2. Генеральный секретарь либо заместитель Генерального секретаря могут участвовать с правом совещательного голоса в работе Пленарных ассамблей Международных консультативных комитетов и всех конференций союза; Генеральный секретарь или его представитель могут принимать участие с правом совещательного голоса во всех других



собраниях Союза; их участие в заседаниях Административного совета регламентируется п. 235.

*Статья 57. МЕЖДУНАРОДНЫЙ КОМИТЕТ РЕГИСТРАЦИИ ЧАСТОТ*

292. 1. (1) Члены Междупародного комитета регистрации частот должны быть высококвалифицированными специалистами в области радиосвязи и иметь практический опыт в деле присвоения и использования частот.
293. (2) Кроме того, в целях лучшего понимания проблем, стоящих перед Комитетом согласно п. 67, каждый член должен быть знаком с географическими, экономическими и демографическими условиями какого-либо определенного района мира.
294. 2. (1) Порядок избрания устанавливается конференцией, полномочной решать вопросы выборов, как определено в н. 63.
295. (2) На каждом выборах любой исполняющий свои обязанности член Комитета может быть вновь выдвинут в качестве кандидата той страной, гражданином которой он является.
296. (3) Члены Комитета приступают к выполнению своих обязанностей в срок, установленный той Полномочной конференцией, которая их избрала. Обычно они занимают эти должности вплоть до даты, установленной конференцией, которая избирает их преемников.
297. (4) Если в период между двумя Полномочными конференциями, которые избирают членов Комитета, избранный член подает в отставку, уходит с поста или умирает, председатель Комитета просит Генерального секретаря обратиться к странам—членам Союза данного заинтересованного района с просьбой предложить кандидатов для избрания преемника на следующей ежегодной сессии Административного совета. Однако, если вакансия открывается более чем за 90 дней до сессии Административного совета, страна, подданым которой был этот член, назначает в кратчайший срок и в течение 90 дней преемника, который также является гражданином этой страны и который занимает эту должность вплоть до вступления на эту должность нового члена, избранного Административным советом.
298. (5) Для того чтобы гарантировать эффективную работу Комитета, любая страна, подданым которой был избран в Комитет, по возможности воздерживается от его отзыва в период между двумя Полномочными конференциями, которые избирают членов Комитета.
299. 3. (1) Порядок работы Комитета определен в Регламенте радиосвязи.
300. (2) Члены Комитета избирают из своего числа сроком на один год председателя и заместителя председателя. Затем через год заместитель председателя становится председателем и избирается новый заместитель председателя.
301. (3) Комитет имеет в своем распоряжении специализированный секретариат.
302. 4. Ни один член Комитета в ходе исполнения своих функций не должен запрашивать и получать указания относительно выполнения им своих обязанностей от любого правительства или члена правительства,

либо от любой общественной или частной организации или лица. Кроме того, каждый член обязан уважать международный характер Комитета и деятельность его членов и ни в коем случае не должен пытаться оказывать на какого-либо члена влияние при исполнении им своих обязанностей.

*Статья 58. Международные консультативные комитеты*

303. 1. Каждый Международный консультативный комитет осуществляет свою работу при посредстве:
- a) Пленарной ассамблеи, которая собирается обычно раз в три года. Если созвана соответствующая Всемирная административная конференция, то Пленарная ассамблея должна проводиться, если возможно, не менее чем за восемь месяцев до начала этой конференции;
  - 304. b) Исследовательских комиссий, которые учреждаются Пленарной ассамблеей для рассмотрения вопросов, подлежащих изучению;
  - 305. c) Директора, избранного Пленарной ассамблеей первоначально на срок, вдвое превышающий промежуток времени между двумя последовательными Пленарными ассамблеями, т.е., как правило, на шесть лет; он может быть избран вновь на любой последующей Пленарной ассамблее и, в случае повторного избрания, выполняет свои обязанности до открытия следующей Пленарной ассамблеи, т.е. обычно в течение трех лет; если эта должность неожиданно оказывается вакантной, следующая Пленарная ассамблея избирает нового директора;
  - 306. d) Специализированного секретариата, который помогает директору;
  - 307. e) Лабораторий или технических установок, созданных Союзом.
308. 2. (1) Вопросы, изучаемые каждым Международным консультативным комитетом, по которым он должен принимать рекомендации, передаются ему на рассмотрение Полномочной конференцией, Административной конференцией, Административным советом, другим Консультативным комитетом либо Международным комитетом регистрации частот в дополнение к тем вопросам, которые решила поставить на изучение Пленарная ассамблея самого Консультативного комитета, или к вопросам, изучение которых было запрошено или одобрено путем переписки в период между Пленарными ассамблеями не менее чем двадцатью Членами Союза.
309. (2) По просьбе заинтересованных стран каждый Консультативный комитет может также проводить исследования и давать рекомендации по проблемам, касающимся национальных электросвязей этих стран. Изучение этих вопросов должно проходить в соответствии с п. 308.

*Статья 59. Координационный комитет*

310. 1. (1) Координационный комитет помогает Генеральному секретарю в выполнении возложенных на него обязанностей в силу пп. 282, 285, 288 и 289.
311. (2) Комитет отвечает за обеспечение координации со всеми международными организациями, указанными в статьях 39 и 40, по вопросам представительства постоянных органов Союза на конференциях, проводимых этими организациями.

312. (3) Комитет проверяет результаты деятельности Союза в области технического сотрудничества и представляет рекомендации Административному совету через посредство Генерального секретаря.
313. 2. Комитет должен стремиться к единодушию при принятии решений. Однако Генеральный секретарь может принимать решения, даже не имея поддержки двух или более членов Комитета, если он считает, что характер этих вопросов требует их решения до следующей сессии Административного совета. В этом случае он незамедлительно в письменной форме уведомляет об этих вопросах членов Административного совета, изучая мотивы принятого решения, а также все прочие мнения, сообщенные письменно другими членами Комитета.
314. 3. Комитет собирается по созыву своего председателя и, как правило, не реже одного раза в месяц.

ГЛАВА IX. ОБЩИЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ  
ОТНОСИТЕЛЬНО КОНФЕРЕНЦИЙ

*Статья 60.* ПРИГЛАШЕНИЕ И ДОПУСК НА ПОЛНОМОЧНЫЕ КОНФЕРЕНЦИИ  
ПРИ НАЛИЧИИ ПРИГЛАШАЮЩЕГО ПРАВИТЕЛЬСТВА

315. 1. Приглашающее правительство по согласованию с Административным советом устанавливает окончательную дату и точное место проведения конференции.
316. 2. (1) За год до этой даты приглашающее правительство рассылает приглашения правительствам всех стран—Членов Союза.
317. (2) Эти приглашения могут посылаться либо непосредственно приглашающим правительством, либо через посредство Генерального секретаря или другого правительства.
318. 3. Генеральный секретарь посылает приглашение Организации Объединенных Наций в соответствии со статьей 39 и всем региональным организациям электросвязи, указанным в статье 32, если они об этом просили.
319. 4. Приглашающее правительство с согласия или по предложению Административного совета может, на основе взаимности, приглашать наблюдателей из специализированных учреждений Организации Объединенных Наций и Международного агентства по атомной энергии для участия в конференциях с совещательным голосом.
320. 5. (1) Ответы Членов должны быть получены приглашающим правительством не позднее чем за месяц до открытия конференций и должны содержать возможно более полную информацию о составе делегации.
321. (2) Эти ответы могут быть посланы непосредственно приглашающему правительству либо через посредство Генерального секретаря или другого правительства.
322. 6. Любой постоянный орган Союза имеет право быть представленным на конференции с совещательным голосом в случае, если на ней обсуждаются вопросы, входящие в его компетенцию. В случае необходимости конференция может пригласить орган, который сам не счел целесообразным быть представленным на этой конференции.

323. 7. На Полномочные конференции допускаются:
- a) Делегации, определенные в Приложении 2;
  - 324. b) Наблюдатели от Организации Объединенных Наций;
  - 325. c) Наблюдатели от региональных организаций электросвязи в соответствии с п. 318;
  - 326. d) Наблюдатели от специализированных учреждений и Международного агентства по атомной энергии в соответствии с п. 319.

*Статья 61. Приглашение и допуск на Административные конференции при наличии приглашающего правительства*

327. 1. (1) Положения пп. 315-321 применяются и к Административным конференциям.
328. (2) Однако срок направления приглашений может быть при необходимости сокращен до шести месяцев.
329. (3) Члены Союза могут сообщать признанным ими частным эксплуатационным организациям о полученном приглашении.
330. 2. (1) С согласия Административного совета или по его предложению приглашающее правительство может известить международные организации, которые заинтересованы в направлении наблюдателей для участия в конференции с совещательным голосом.
331. (2) Заинтересованные международные организации направляют приглашающему правительству просьбу о допуске в течение двух месяцев со дня извещения.
332. (3) Приглашающее правительство собирает просьбы, а решение о допуске соответствующей организации принимается самой конференцией.
333. 3. На Административные конференции допускаются:
- a) Делегации, как они определены в Приложении 2;
  - 334. b) Наблюдатели от Организации Объединенных Наций;
  - 335. c) Наблюдатели от региональных организаций электросвязи, указанных в статье 32;
  - 336. d) Наблюдатели от специализированных учреждений и Международного агентства по атомной энергии согласно п. 319;
  - 337. e) Наблюдатели от международных организаций допускаемые в соответствии с пп. 330-332;
  - 338. f) Представители признанных частных эксплуатационных организаций, официально уполномоченные той страной-Членом, к которой они относятся;
  - 339. g) Постоянные органы Союза в соответствии с условиями, оговоренными в п. 322.

*Статья 62. Порядок созыва Всемирных административных конференций по просьбе Членов Союза или по предложению Административного совета*

340. 1. Члены Союза, которые желают, чтобы была созвана Всемирная административная конференция, ставят об этом в известность Генерального секретаря, указывая при этом предлагаемые повестку дня, место и дату созыва конференций.

341. 2. По получении аналогичных просьб не менее чем от одной четверти Членов Союза Генеральный секретарь сообщает об этом телеграммой всем Членам, где просит их известить его в течение шести недель об их согласии или несогласии с данным предложением.
342. 3. Если большинство Членов, определенное в соответствии с п. 225, принимает предложение в целом, т. е. одобряет повестку дня, дату созыва и место проведения предлагаемого собрания, Генеральный секретарь уведомляет об этом Членов Союза циркулярной телеграммой.
343. 4. (1) Если принятое предложение предполагает созыв конференции вне места пребывания Союза, Генеральный секретарь запрашивает правительство данной страны, согласно ли оно быть приглашающим правительством.
344. (2) Если получен положительный ответ, Генеральный секретарь с согласия этого правительства принимает необходимые меры для созыва конференции.
345. (3) Если получен отрицательный ответ, Генеральный секретарь предлагает Членам, желающим созвать эту конференцию, внести новые предложения относительно места ее проведения.
346. 5. Если принятое предложение предусматривает созыв конференции в месте пребывания Союза, применяются положения статьи 64.
347. 6. (1) Если с предложением в целом (повесткой дня, местом и датой созыва) не согласно большинство Членов, определенное в соответствии с п. 225, то Генеральный секретарь информирует Членов Союза о полученных ответах, приглашая их выразить в течение шести недель окончательное мнение по спорному пункту или пунктам.
348. (2) Эти пункты считаются принятыми, если они одобрены большинством Членов, определенным согласно п. 225.
349. 7. Вышеуказанный порядок применяется также в том случае, если предложение о созыве Всемирной административной конференции исходит от Административного совета.

*Статья 63.* Порядок созыва Региональных административных конференций по просьбе Членов Союза или по предложению Административного совета

350. В случае Региональных административных конференций порядок, описанный в статье 62, применяется только в отношении Членов из соответствующего района. Если конференция созывается по инициативе Членов данного района, достаточно, чтобы Генеральный секретарь получил аналогичные просьбы от одной четверти всех Членов из данного района.

*Статья 64.* Положения о конференциях, созываемых при отсутствии приглашающего правительства

351. Если конференция созывается без приглашающего правительства, применяются положения статей 60 и 61. Генеральный секретарь после получения согласия правительства Швейцарской Конфедерации принимает необходимые меры по созыву и организации конференции в месте пребывания Союза.

*Статья 65.* Положения, общие для всех конференций:  
ИЗМЕНЕНИЕ ДАТЫ ИЛИ МЕСТА СОЗЫВА КОНФЕРЕНЦИИ

352. 1. Положения статей 62 и 63 применяются по аналогии и в том случае, когда речь идет об изменении даты и места созыва конференции или одного из них по просьбе Членов союза или по предложению Административного совета. Однако подобные изменения могут быть произведены только в том случае, если за них высказалось большинство заинтересованных Членов, как они определены в п. 225.
353. 2. Любой Член, предлагающий изменить дату или место проведения конференции, обязан сам заручиться поддержкой необходимого числа других Членов.
354. 3. В надлежащем случае Генеральный секретарь сообщает в извещении, о котором говорится в п. 341, о вероятных финансовых последствиях изменения места или даты, например, если уже произведены расходы на подготовку конференции в первоначально выбранном месте.

*Статья 66.* Сроки и порядок представления  
ПРЕДЛОЖЕНИЯ КОНФЕРЕНЦИЯМ

355. 1. Непосредственно после рассылки приглашений Генеральный секретарь просит Членов прислать ему в четырехмесячный срок предложения, относящиеся к работе конференции.
356. 2. Любое предложение, принятие которого влечет за собой пересмотр текста Конвенции или Административных регламентов, должно иметь ссылки на номера пунктов тех частей текста, которые требуют такого пересмотра. В каждом случае должны быть даны мотивы предложения в самой краткой форме.
357. 3. Генеральный секретарь информирует всех Членов о предложениях по мере их получения.
358. 4. Генеральный секретарь собирает и систематизирует предложения, полученные от администраций и от Пленарных ассамблей Международных консультативных комитетов, и сообщает о них Членам не позднее чем за три месяца до открытия конференции. Ни Генеральный секретарь, ни директора Международных консультативных комитетов, ни члены Международного комитета регистраций частот не правомочны представлять предложения.

*Статья 67.* Полномочия делегаций на конференциях

359. 1. Делегация, направленная на конференцию Членом Союза, должна быть облечена надлежащими полномочиями согласно пп. 360-366.
360. 2. (1) Аккредитование делегаций на Полномочные конференции производится посредством полномочий, подписанных главой государства, главой правительства или министром иностранных дел.
361. (2) Аккредитование делегаций на Административные конференции производится посредством полномочий, подписанных главой государства, главой правительства, министром иностранных дел или министром, в чье ведение входят вопросы, рассматривающиеся на конференциях.

362. (3) При условии подтверждения, исходящего от властей, указанных в пп. 360 или 361, и полученного до подписания заключительных актов, делегация может быть временно уполномочена главой дипломатического представительства своей страны при правительстве той страны, где проводится конференция. Если конференция проходит в стране местопребывания Союза, делегация может быть временно уполномочена главой постоянного представительства своей страны при Отделении Организации Объединенных Наций в Женеве.
363. 3. Полномочия принимаются в том случае, если они подписаны соответствующими властями, указанными в п. 360-362, и отвечают одному из следующих условий:
364. — Предоставляют делегации все полномочия;
365. — Разрешают делегации представлять свое правительство без каких-либо ограничений;
366. — Дают делегации или некоторым ее членам право подписывать заключительные акты.
367. 4. (1) Делегация, полномочия которой признаны пленарным собранием в порядке, имеет право голосовать от имени Члена и подписывать заключительные акты.
368. (2) Делегация, чьи полномочия не признаются действительными пленарным собранием, не имеет права ни голосовать, ни подписывать заключительные акты до тех пор, пока такое положение не будет урегулировано.
369. 5. Полномочия должны быть представлены в секретариат конференции как можно раньше. Их проверка поручается специальной комиссии; она представляет пленарному собранию отчет о проверке полномочий в срок, устанавливаемый этой конференцией. В ожидании решения пленарного собрания относительно полномочий делегация Члена Союза имеет право участвовать в работе конференции и голосовать от имени этого Члена.
370. 6. Как правило, Члены Союза должны стремиться посылать на конференции Союза свои собственные делегации. Однако, если Член Союза в силу особых причин не может прислать свою собственную делегацию, он может уполномочить делегацию другого Члена голосовать и подписывать документы от его имени. Такая передача полномочий должна быть удостоверена документами, подписанными любым властями, указанными в пп. 360 или 361.
371. 7. Делегация, имеющая право голоса, может поручить другой делегации, имеющей право голоса, голосовать за нее в течение одного или нескольких заседаний, на которых она не может присутствовать. В таком случае она заблаговременно уведомляет об этом председателя конференции в письменной форме.
372. 8. Делегация не может использовать более чем один голос по доверенности.
373. 9. Полномочия и передача полномочий, сообщенные телеграммой, не принимаются. Однако принимаются телеграфные ответы на запросы председателя или секретариата конференции относительно разъяснения положения о полномочиях.

глава X. ОБЩИЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ, КАСАЮЩИЕСЯ  
МЕЖДУНАРОДНЫХ КОНСУЛЬТАТИВНЫХ КОМИТЕТОВ

*Статья 68. Условия участия*

374. 1. Члены Международных консультативных комитетов, о которых говорится в пп. 73 и 74, могут участвовать в любой работе данного Консультативного комитета.
375. 2. (1) Первая просьба об участии в работе какого-либо Консультативного комитета, исходящая от признанной частной эксплуатационной организации, адресуется Генеральному секретарю, который доводит ее до сведения всех Членов и директора соответствующего Консультативного комитета. Просьба признанной частной эксплуатационной организации должна быть одобрена признавшим ее Членом. Директор Консультативного комитета сообщает этой признанной частной эксплуатирующей организации о предпринятых в связи с этой просьбой действиях.
376. (2) Признанная частная эксплуатационная организация может действовать от имени Члена, который ее признал, если только Член сообщает соответствующему Консультативному комитету в каждом конкретном случае, что она уполномочена им на это.
377. 3. (1) Международные организации и региональные организации электросвязи, указанные в статье 32, которые координируют свою работу с деятельностью Международного союза электросвязи и связаны с ней, могут быть допущены к участию в работе Консультативных комитетов с совещательным голосом.
378. (2) Первая просьба об участии в работе какого-либо Консультативного комитета, исходящая от международной организации или региональной организации электросвязи, указанных в статье 32, адресуется Генеральному секретарю, который ставит о ней и известность всех Членов телеграммой и просит их сообщить, можно ли эту просьбу удовлетворить; просьба удовлетворяется, если большая часть полученных в течение месяца ответов от Членов является положительной. Генеральный секретарь сообщает о результатах этого опроса всем Членам и директору данного Консультативного комитета.
379. 4. (1) Научные или промышленные организации, которые занимаются изучением проблем электросвязи либо проектированием или производством оборудования для служб электросвязи, могут допускаться к участию в собраниях исследовательских комиссий Консультативных комитетов с совещательным голосом при условии, что их участие одобрено администрациями данных стран.
380. (2) Первая просьба о допуске на заседания исследовательских комиссий какого-либо Консультативного комитета, исходящая от научной или промышленной организации, адресуется Генеральному секретарю, который ставит об этом в известность всех Членов и директора данного Консультативного комитета. Просьба должна быть одобрена администрацией заинтересованной страны. Директор Консультативного комитета сообщает этой научной или промышленной организации о принятом в связи с этим действиях.



381. 5. Любая признанная частная эксплуатационная организация, международная организация, региональная организаций электросвязи или научная или промышленная организация, допущенная к участию в работе какого-либо Международного консультативного комитета, имеет право отказаться от участия, известив об этом Генерального секретаря. Такой отказ вступает в силу по истечении одного года со дня получения извещения Генеральным секретарем.

*Статья 69. Функции Пленарной ассамблеи*

382. Пленарная ассамблея:
- a) Рассматривает отчеты исследовательских комиссий и одобряет, изменяет или отклоняет проекты рекомендаций, содержащиеся в этих отчетах;
  - 383. b) Рассматривает существующие вопросы с целью определения того, следует или не следует продолжить их изучение, и составляет список новых вопросов, подлежащих изучению в соответствии с п. 308; при составлении новых вопросов она должна учитывать, что в принципе их изучение следует завершить в срок, вдвое превышающий период между двумя Пленарными ассамблеями;
  - 384. c) Утверждает программу работы, составляемую с учетом п. 383, определяет порядок изучения вопросов согласно их важности, первоочередности и срочности;
  - 385. d) В свете утвержденной программы работы, составленной с учетом п. 384, решает вопрос о необходимости сохранения или роспуска существующих исследовательских комиссий и о целесообразности создания новых исследовательских комиссий;
  - 386. e) Распределяет между исследовательскими комиссиями подлежащие изучению вопросы;
  - 387. f) Рассматривает и утверждает отчет директора о работе Комитета со времени последней Пленарной ассамблеи;
  - 388. g) Утверждает при необходимости представляемую директором в соответствии с п. 416 смету финансовых расходов Комитета на период до следующей Пленарной ассамблеи, которая будет представлена для последующего Административного совета;
  - 389. h) Рассматривает любые другие вопросы, которые считаются необходимыми в рамках постановления статьи 11 и этой Главы.

*Статья 70. Заседания Пленарной ассамблеи*

390. 1. Пленарная ассамблея созывается обычно в срок и в месте, которые устанавливаются предыдущей Пленарной ассамблеей.
391. 2. Дата и место созыва Пленарной ассамблеи, либо одно из них, могут быть изменены с согласия большинства Членов Союза в ответ на запрос Генерального секретаря об их изменении.
392. 3. На каждом из этих заседаний Пленарной ассамблеи председательствует глава делегации той страны, в которой проходит Ассамблея, или в случае ее проведения в месте пребывания Союза лицо, избранное самой Пленарной ассамблеей. В помощь председателю Пленарная ассамблея избирает заместителя.

393. 4. Генеральный секретарь по согласованию с директором заинтересованного Консультативного комитета принимает необходимые административные и финансовые меры по обеспечению заседаний Пленарной ассамблеи и исследовательских комиссий.

*Статья 71. Языки и право голоса на Пленарных ассамблеях*

394. 1. (1) На Пленарных ассамблеях пользуются языками согласно статьям 16 и 78.
395. (2) Подготовительные документы исследовательских комиссий, доклады и протоколы Пленарных ассамблей и документы, публикуемые Международными консультативными комитетами после Пленарных ассамблей, выпускаются на трех рабочих языках Союза.
396. 2. Члены, которые имеют право голосовать на заседаниях Пленарных ассамблей Консультативных комитетов, указаны в пп. 9 и 155. Однако, если какая-либо страна—член Союза не представлена администрацией, представители признанных частных эксплуатационных организаций этой страны имеют все вместе, независимо от их числа, право только на один голос с учетом положений п. 376.
397. 3. Постановления пп. 370 и 373 относительно передачи права голоса относятся также и к Пленарным ассамблеям.

*Статья 72. Исследовательские комиссии*

398. 1. Пленарная ассамблея создает и при необходимости оставляет необходимые исследовательские комиссии для рассмотрения поставленных на изучение вопросов. Администрации, признанные частные эксплуатационные организации, международные организации и региональные организации электросвязи, допускаемые в соответствии с пп. 377 и 378, которые желают принимать участие в работе исследовательских комиссий, сообщают об этом либо на Пленарной ассамблее, либо позднее директору соответствующего Консультативного комитета.
399. 2. Кроме того, при условии соблюдения постановления, пп. 379 и 380, к участию в заседании любой исследовательской комиссии могут допускаться с правом совещательного голоса эксперты научных и промышленных организаций.
400. 3. Пленарная ассамблея, как правило, назначает председателя и одного заместителя председателя для каждой исследовательской комиссии. Если того требует объем работы какой-либо исследовательской комиссии, Пленарная ассамблея назначает дополнительно такое число заместителей председателя, которое она считает нужным для данной исследовательской комиссии или комиссий. Если в период между двумя Пленарными ассамблеями председатель комиссии окажется не в состоянии выполнять свои обязанности и если был назначен только один его заместитель, этот заместитель занимает место председателя. В случае, если Пленарная ассамблея назначила для какой-либо исследовательской комиссии несколько заместителей председателя, то эта исследовательская комиссия на своем следующем собрании избирает нового председателя из числа заместителей и при необходимости—нового заместителя из членов данной исследовательской комиссии. Таким же образом она из-

бирает нового заместителя председателя, если один из заместителей не в состоянии выполнять свои обязанности в указанный период.

*Статья 73. Порядок работы исследовательских комиссий*

401. 1. Порученные исследовательским комиссиям вопросы по мере возможности рассматриваются путем переписки.
402. 2. (1) Однако Пленарная ассамблея может дать указания о созыве собраний исследовательских комиссий, которые представляются необходимыми для изучения больших групп вопросов.
403. (2) Как правило, исследовательские комиссии проводят не более двух собраний в период между сессиями Пленарной ассамблеи, включая заключительные заседания, созываемые накануне Пленарной ассамблеи.
404. (3) Кроме того, если после Пленарной ассамблеи председатель какой-либо комиссии сочтет необходимым созвать одно или несколько собраний своей исследовательской комиссии, не предусмотренных Пленарной ассамблеей, для устного обсуждения вопросов, которые не могут быть решены по переписке, он может с согласия своей администрации и по согласованию с директором соответствующего комитета, а также с членами своей исследовательской комиссии предложить провести собрание в удобном месте, учитывая при этом необходимость сведения расходов до минимума.
405. 3. При необходимости Пленарная ассамблея Консультативного комитета может создавать смешанные рабочие группы для изучения вопросов, требующих участия экспертов нескольких исследовательских комиссий.
406. 4. Директор Консультативного комитета после консультаций с Генеральным секретарем и по договоренности с председателями различных заинтересованных исследовательских комиссий составляет общий план собраний исследовательских комиссий, которые созываются в одном и том же месте и в одно и то же время.
407. 5. Директор рассылает заключительные отчеты исследовательских комиссий участвующих в работе администрациям, признанным частным эксплуатационным организациям, входящим в Консультативный комитет, и в случае необходимости тем международным организациям и региональным организациям электросвязи, которые принимали участие в работе. Эти отчеты рассылаются по возможности быстрее и во всяком случае с таким расчетом, чтобы они были получены не позднее чем за месяц до следующей Пленарной ассамблеи. Отступления от этого правила допускаются только в том случае, если собрания исследовательских комиссий проводятся непосредственно перед Пленарной ассамблеей. Вопросы, которые не были оформлены в виде отчета, представленного на вышеуказанных условиях, не вносятся в повестку дня Пленарной ассамблеи.

*Статья 74. Обязанности директора;  
СПЕЦИАЛИЗИРОВАННЫЙ СЕКРЕТАРИАТ*

408. 1. (1) Директор Консультативного комитета координирует работу Пленарной ассамблеи и исследовательских комиссий; он несет ответственность за организацию работы Консультативного комитета.

409. (2) Директор отвечает за документы Комитета и совместно с Генеральным секретарем организует их издание на рабочих языках Союза.
410. (3) Директору помогает секретариат, состоящий из специализированного персонала, который работает под его непосредственным руководством в организации работы Комитета.
411. (4) Персонал специализированных секретариатов, лаборатория и персонал, обслуживающий технические установки Консультативных комитетов, подчиняется в административном плане Генеральному секретарю в соответствии с постановлениями н. 268.
412. 2. Директор подбирает технический и административный персонал секретариата в рамках бюджета, утвержденного Политическим комитетом или Административным советом. Назначение технического и административного персонала производится Генеральным секретарем по согласованию с директором. Окончательное решение о назначении или увольнении принадлежит Генеральному секретарю.
413. 3. Директор по праву участвует в заседаниях Пленарной ассамблеи и исследовательских комиссий с совещательным голосом. С учетом постановлений п. 393 он принимает все меры по подготовке Пленарной ассамблеи и собраний исследовательских комиссий.
414. 4. Директор представляет Пленарной ассамблее отчет о деятельности Консультативного комитета за период с последнего заседания Пленарной ассамблеи. После утверждения этот отчет направляется Генеральному секретарю для передачи его Административному совету.
415. 5. Директор представляет Административному совету на его ежегодную сессию отчет о деятельности Комитета за предыдущий год для сведений Совета и Членов Союза.
416. 6. По согласованию с Генеральным секретарем директор представляет на утверждение Пленарной ассамблеи смету финансовых расходов Комитета на период до следующей Пленарной ассамблеи. Эта смета после ее одобрения передается Генеральному секретарю для представления Административному совету.
417. 7. Директор составляет для включения Генеральным секретарем в проект ежегодного бюджета Союза примерную смету расходов Комитета на следующий год, основываясь при этом на смете расходов Комитета, одобренной Пленарной ассамблеей.
418. 8. Директор участвует, насколько это необходимо, в деятельности Союза по техническому сотрудничеству в рамках Конвенции.

*Статья 75. Предложения к Административным конференциям*

419. 1. Пленарные ассамблеи Международных консультативных комитетов правомочны представлять Административным конференциям предложения, составленные непосредственно на основе их рекомендаций или вытекающие из результатов изучения вопросов.
420. 2. Пленарные ассамблеи Консультативных комитетов могут также представлять предложения об изменении Административных регламентов.

421. 3. Эти предложения направляются Генеральному секретарю заблаговременно для объединения, систематизации и рассылки согласно п. 358.

*Статья 76. Отношения Консультативных комитетов между собой и с международными организациями*

422. 1. (1) Пленарные ассамблеи Консультативных комитетов могут создавать объединенные исследовательские комиссии для изучения вопросов, представляющих общий интерес, и для составления по ним рекомендаций.
423. (2) Директоры Консультативных комитетов совместно с председателями комиссий могут организовывать совместные заседания исследовательских комиссий обоих Консультативных комитетов для изучения вопросов, представляющих общий интерес, и для подготовки проектов рекомендаций по ним. Эти проекты рекомендаций представляются следующей Пленарной ассамблее каждого Консультативного комитета.
424. 2. Если один из Консультативных комитетов приглашает на собрание другого Консультативного комитета или другой международной организации, Пленарная ассамблея или директор приглашенного Консультативного комитета правомочен принять меры для обеспечения этого представительства с правом совещательного голоса с учетом п. 311.
425. 3. Генеральный секретарь, заместитель Генерального секретаря, председатель Международного комитета регистрации частот и директор другого Консультативного комитета либо их представители могут присутствовать с правом совещательного голоса на заседаниях какого-либо Консультативного комитета. В случае необходимости Консультативный комитет может пригласить на свои заседания с правом совещательного голоса представителей любого постоянного органа Союза, который не считал необходимым прислать своих представителей.

ГЛАВА XI. Внутренний регламент конференций и других собраний

*Статья 77. Внутренний регламент конференций и других собраний*

1. *Порядок мест*

426. На заседаниях конференции делегации располагаются в алфавитном порядке и названы представляемых ими стран на французском языке.
2. *Открытие конференции*
427. 1. (1) До заседания, которым открывается конференция, проводится совещание глав делегаций с целью составления повестки дня первого пленарного заседания.
428. (2) Председатель совещания глав делегаций назначается в соответствии с постановлениями пп. 429 и 430.
429. 2. (1) Конференцию открывает лицо, назначенное приглашающим правительством.

430. (2) Если нет приглашающего правительства, ее открывает старейший по возрасту глава делегации.
431. 3. (1) Председатель конференции избирается на первом пленарном заседании; обычно им бывает лицо, назначенное приглашающим правительством.
432. (2) Если нет приглашающего правительства, то председатель избирается с учетом предложения, внесенного главами делегаций на совещании, упомянутом в п. 427.
433. 4. Кроме того, на пленарном заседании:
- a) Избираются заместители председателя конференции;
434. b) Создаются комитеты конференции и избираются председатели и заместители председателей этих комитетов;
435. c) Учреждается секретариат конференции, который состоит из сотрудников Генерального секретариата Союза и, в случае необходимости, из персонала, выделенного администрацией приглашающего правительства.

### 3. *Права председателя конференции*

436. 1. Кроме всех других прав, предоставляемых ему настоящими постановлениями, председатель открывает и закрывает пленарные заседания, руководит прениями, следит за соблюдением Внутреннего регламента, предоставляет слово ораторам, ставит вопросы на голосование и объявляет о принятых решениях.
437. 2. Он осуществляет общее руководство работой конференции и следит за соблюдением порядка на пленарных заседаниях. Он выносит постановления по предложениям процедурного характера и выступлениям по порядку ведения заседания и, в частности, имеет право выносить предложения об отсрочке или прекращении прений по какому-либо вопросу, о перерыве или закрытии заседания. Он может также, если считает это необходимым, принять решение отложить созыв пленарного заседания.
438. 3. В обязанности председателя входит охрана права каждой делегации свободно и полно высказывать свое мнение по обсуждаемому вопросу.
439. 4. Он следит за тем, чтобы прения ограничивались обсуждаемым вопросом, и он может прервать любого оратора, который отклоняется от него, и просить его ограничить свои замечания рассматриваемым вопросом.

### 4. *Образование комиссий*

440. 1. Пленарное собрание может образовывать комиссии для рассмотрения вопросов, представленных на обсуждение конференции. Эти комиссии могут в свою очередь образовывать подкомиссии. Комиссии и подкомиссии могут создавать рабочие группы.
441. 2. Однако подкомиссии и рабочие группы создаются только в случае крайней необходимости.

### 5. Комиссия бюджетного контроля

442. 1. При открытии каждой конференции или собрания пленарное заседание назначает комиссию бюджетного контроля для определения уровня организации и условий, предоставленных делегатам для работы, а также для рассмотрения и утверждения счетов расходов в течение всего периода работы конференции или собрания. Кроме членов делегаций, которые желают участвовать в этой комиссии, в нее входят представитель Генерального секретаря и, если есть приглашающее правительство, представитель последнего.
443. 2. До полного использования бюджета, утвержденного Административным советом для данной конференции или собрания, комиссия бюджетного контроля совместно с секретариатом конференции или собрания представляет пленарному заседанию доклад о предварительном состоянии расходов. Пленарное заседание принимает его во внимание при решении вопроса о том, оправдывают ли достигнутые результаты продление конференции или собрания после того, как будет полностью израсходован утвержденный бюджет.
444. 3. В конце каждой конференции или собрания комиссия бюджетного контроля представляет пленарному заседанию отчет, в котором максимально точно отражается общая сумма расходов конференции или собрания.
445. 4. После рассмотрения и утверждения этого отчета на пленарном заседании он направляется вместе со всеми замечаниями Генеральному секретарю для представления Административному совету на его следующей ежегодной сессии.

### 6. Состав комиссий

#### 446. 6.1. Полномочные конференции

Комиссии состоят из делегатов—членов и наблюдателей указанных в пп. 324, 325 и 326, которые выразили желание в них участвовать или которые были назначены пленарным заседанием.

#### 447. 6.2. Административные конференции

Комиссии состоят из делегатов—членов, наблюдателей и представителей, указанных в пп. 334–338, которые выразили желание в них участвовать или которые были назначены пленарным заседанием.

#### 7. Председатели и заместители председателей подкомиссий

448. Председатель каждой комиссии предлагает своей комиссии кандидатуры на посты председателей и заместителей председателей подкомиссий, образуемых этой комиссией.

### 8. Созыв заседаний

449. О пленарных заседаниях, заседаниях комиссий, подкомиссий и рабочих групп объявляется заблаговременно в месте проведения конференции.

#### 9. Предложения, представленные до открытия конференции

450. Предложения, представленные до открытия конференции, распределяются пленарным заседанием между соответствующими комиссиями, образованными согласно разделу 4 настоящего Внутреннего регламента.

Однако пленарное заседание может само рассматривать любое предложение.

10. *Предложения или поправки, представляемые во время конференции*

451. 1. Предложения или поправки, представляемые после открытия конференции, в зависимости от обстоятельств могут передаваться председателю конференции, либо председателю соответствующей комиссии, либо в секретариат конференции для опубликования и распространения в качестве документа конференции.
452. 2. Никакое предложение или поправка не могут быть представлены, если они не подписаны главой заинтересованной делегации или его заместителем.
453. 3. Председатель конференции или какой-либо комиссии может в любое время представлять предложения, способствующие ускорению хода прений.
454. 4. Любое предложение или поправка должны в точной и ясной формулировке излагать подлежащий рассмотрению текст.
455. 5. (1) Председатель конференции или председатель соответствующей комиссии решает в каждом отдельном случае, могут ли предложение или поправка, внесенные на заседании, быть изложены устно или они должны быть представлены в письменной форме для опубликования и распространения, как это предусмотрено в пункте 451.
456. (2) Как правило, тексты всех важных предложений, подлежащих голосованию, распространяются заблаговременно на рабочих языках конференции, чтобы их можно было изучить до обсуждения.
457. (3) Наряду с этим, председатель конференции, получив предложения и поправки, о которых идет речь в п. 451, направляет их в соответствующую комиссию или на пленарное собрание, в зависимости от обстоятельств.
458. 6. Каждое лицо, имеющее на то право, может зачитать или попросить оглашения на пленарном заседании любого представленного им в ходе конференции предложения или поправки и может изложить мотивы их представления.

11. *Условия, необходимые для обсуждения и голосования любого предложения или поправки*

459. 1. Ни одно предложение или поправка, представленные до открытия конференции или внесенные какой-либо делегацией в ходе работы конференции, не могут ставиться на обсуждение, если в момент их рассмотрения они не были поддержаны по крайней мере одной делегацией.
460. 2. После обсуждения каждое получившее поддержку предложение или поправка ставятся на голосование.

12. *Пропущенные или отложенные предложения или поправки*

461. Если какое-либо предложение или поправка были пропущены или их рассмотрение было отложено, то представившая его делегация должна проследить за тем, чтобы оно было обсуждено позднее.



### 13. Правила ведения прений на пленарном заседании

#### 462. 13.1. Кворум

Для того, чтобы на пленарном заседании могло быть проведено имеющее законную силу голосование, на нем должны присутствовать или быть представлены более половины делегаций, аккредитованных на конференцию и имеющих право голоса.

#### 463. 13.2. Порядок обсуждений

(1) Лица, желающие взять слово, могут это сделать только с согласия председателя. Как правило, они начинают свое выступление с сообщения о том, в качестве кого они выступают.

464. (2) Лицо, которому предоставлено слово, должно говорить медленно и отчетливо, разделяя слова и делая необходимые паузы с тем, чтобы дать возможность всем понять свою мысль.

#### 465. 13.3. Предложение и вопросы по порядку ведения

(1) В ходе обсуждения делегация, когда она найдет это нужным, может внести любое предложение по порядку ведения или поднять любой вопрос процедурного характера, которые решаются немедленно председателем в соответствии с настоящим регламентом. Любая делегация может опротестовать решение председателя, которое, однако, полностью остается в силе, если оно не отменяется большинством присутствующих и голосующих делегаций.

466. (2) Делегация, представляющая предложение по порядку ведения, в своем выступлении не может говорить по существу рассматриваемого вопроса.

#### 467. 13.4. Очередность рассмотрения предложений и вопросов по порядку ведения

Порядок очередности рассмотрения предложений и вопросов по порядку ведения, о которых говорится в пп. 465 и 466, является следующим:

468. a) Любой вопрос по порядку ведения, касающийся применения настоящего Внутреннего регламента;
469. b) Перерыв заседания;
470. c) Закрытие заседания;
471. d) Отсрочка прений по обсуждаемому вопросу;
472. e) Прекращение прений по обсуждаемому вопросу;
473. f) Любые другие предложения или вопросы по порядку ведения, которые могут быть представлены и очередность рассмотрения которых устанавливается председателем.

#### 474. 13.5. Предложение о перерыве или закрытии заседания

Во время обсуждения какого либо вопроса делегация может предложить прервать или закрыть заседание, изложив при этом мотивы предложения. Если это предложение поддерживается, слово по этому вопросу предоставляется только двум ораторам, возражающим против закрытия или перерыва в заседании, после чего предложение ставится на голосование.

474. 13.6. *Предложение об отсрочке прений*

Во время обсуждения любого вопроса делегация может предложить отсрочить прения на определенный срок. Если было выдвинуто такое предложение, то обсуждение его ограничивается тремя ораторами, не считая того, кто его представил: один за предложение и два против, после чего это предложение ставится на голосование.

475. 13.7. *Предложение о закрытии прений*

Делегация может в любое время предложить прекратить прения по обсуждаемому вопросу. В этом случае слово может быть предоставлено только двум ораторам, возражающим против прекращения прений, после чего предложение ставится на голосование.

476. 13.8. *Ограничение продолжительности выступлений*

(1) В случае необходимости пленарное заседание может ограничить продолжительность и число выступления одной и той же делегации по определенному вопросу.

477. (2) Однако по процедурным вопросам председатель ограничивает продолжительность каждого выступления максимально пятью минутами.

478. (3) Если оратор не укладывается в предоставленное ему для выступления время, председатель ставит об этом в известность собрание и просит оратора быстрее закончить свое выступление.

479. 13.9. *Закрытие списка ораторов*

(1) В ходе прений председатель может зачитать список записавшихся ораторов; он записывает в него другие делегации, выражающие желание взять слово, и с согласия собрания может объявить этот список закрытым. Однако в виде исключения председатель может, если он считает необходимым, предоставить право ответить на любое выступление даже после закрытия списка ораторов.

480. (2) После того, как список ораторов исчерпан, председатель объявляет о прекращении прений.

481. 13.10. *Вопросы компетенции*

Вопросы компетенции, которые могут возникнуть, должны разрешаться до проведения голосования по существу обсуждаемого вопроса.

482. 13.11. *Снятие предложения и представление его вновь*

Автор какого-либо предложения может снять его до того, как оно поставлено на голосование. Любое снятое таким образом предложение, независимо от того, представлены к нему поправки или нет, может быть возобновлено как автором поправки, так и любой другой делегацией.

14. *Право голоса*

483. 1. На всех заседаниях конференции делегация Члена Союза, надлежащим образом уполномоченная этим Членом для участия в работе конференции, согласно статье 2 имеет право на один голос.

484. 2. Делегация Члена союза осуществляет свое право голоса согласно условиям, изложенным в статье 67.

15. *Голосование*485. 15.1. *Определение большинства*

(1) Свыше половины присутствующих и голосующих делегаций составляют большинство.

486. (2) При определении большинства делегации, воздержавшиеся от голосования, не учитываются.

487. (3) В случае равенства голосов предложение или поправка считаются отклоненными.

488. (4) При применении настоящего регламента присутствующей и голосующей делегацией считается делегация, высказывающаяся как за предложение, так и против него.

489. 15.2. *Неучастие в голосовании*

Делегации, которые присутствуют, но не участвуют в каком-либо голосовании или определенно заявляют о своем нежелании участвовать в нем, не считаются ни отсутствующими при определении кворума согласно п. 462, ни воздержавшимися согласно п. 491.

490. 15.3. *Особое большинство*

Большинство, необходимое для приема в Члены Союза, устанавливается статьей 1.

491. 15.4. *Наличие более пятидесяти процентов воздержавшихся*

Когда число воздержавшихся превышает половину числа поданных голосов (за, против, воздержавшихся), рассмотрение обсуждаемого вопроса откладывается до следующего заседания, на котором воздержавшиеся не будут больше приниматься в расчет.

492. 15.5. *Порядок голосования*

[(1)] За исключением случая, предусмотренного в п. 495, устанавливается следующий порядок голосования;

a) Поднятием рук, как общее правило;

493. b) Поименным голосованием, если при голосовании поднятием рук большинство точно не установлено либо если этого требует не менее двух делегаций.

494. (2) Поименное голосование производится в алфавитном порядке названий представленных стран-Членов на французском языке.

495. 15.6. *Тайное голосование*

Голосование бывает тайным, если того потребовали не менее пяти представленных и имеющих право голоса делегаций. В этом случае секретариат немедленно принимает необходимые меры для обеспечения тайны голосования.

496. 15.7. *Запрещение прерывать голосование*

Когда начато голосование, ни одна делегация не может его прервать, если только не поднимается процедурный вопрос в связи с порядком проведения голосования.

497. 15.8. *Объяснение мотивов голосования*

После проведения голосования председатель предоставляет слово тем делегациям, которые просили его для объяснения мотивов своего голосования.

498. 15.9. *Голосование предложения по частям*

(1) По требованию автора какого-либо предложения, или когда собрание находит это нужным, или когда это с согласия автора предлагает председатель, предложение подразделяется на части, и эти части ставятся на голосование отдельно. Принятые части предложения ставятся затем на голосование в целом.

499. (2) Если все части предложения отклоняются, то все предложение в целом тоже считается отклоненным.

500. 15.10. *Порядок голосования предложений, относящихся к одному и тому же вопросу*

(1) При наличии нескольких предложений и по одному и тому же вопросу эти предложения ставятся на голосование в порядке их представления, если только собрание не принимает иного решения.

501. (2) После каждого голосования собрание решает, ставить или нет на голосование следующее предложение.

502. 15.11. *Поправки*

(1) Всякое предложение, состоящее только из исключений какой-либо части первоначального предложения, дополнения к нему или его изменения, считается поправкой.

503. (2) Всякая поправка к предложению, принятая представившей его делегацией, сразу же включается в первоначальный текст этого предложения.

504. (3) Ни одно предложение, поданное с целью изменения, не считается поправкой, если собрание полагает, что оно не совместимо с первоначальным предложением.

505. 15.12. *Голосование поправок*

(1) Если к предложению представляется поправка, то она ставится на голосование в первую очередь.

506. (2) Если к предложению представлено две или несколько поправок, то прежде всего голосуется та поправка, которая больше всего отличается от первоначального текста; после этого на голосование ставится та из оставшихся поправок, которая, в свою очередь, наиболее далека от первоначального текста, и так далее, до тех пор, пока не будут рассмотрены все поправки.

507. (3) Если принимаются одна или несколько поправок, то затем ставится на голосование само предложение, измененное таким образом.

508. (4) Если не принято ни одной поправки, то проводится голосование по первоначальному предложению.

16. *Комиссии и подкомиссии; ведение прений и порядок голосования*

509. 1. Председатели всех комиссий и подкомиссий имеют те же права, которые согласно разделу 3 настоящего регламента даны председателю конференции.

510. 2. Постановления, содержащиеся в разделе 13 настоящего регламента относительно порядка проведения прений на пленарном засе-

даии, относятся также и к обсуждениям в комиссиях и подкомиссиях, за исключением вопросов кворума.

511. 3. Постановления раздела 15 применяются также к голосованию, проводящемуся в комиссиях и подкомиссиях.

#### 17. Оговорки

512. 1. Как правило, любая делегация, мнение которой не разделяют остальные делегации, должна стремиться по мере возможности примкнуть к точке зрения большинства.
513. 2. Однако, если делегация полагает, что какое-либо решение конференции носит такой характер, что ее правительство не ратифицирует Конвенцию или не одобрит пересмотр Регламентов, эта делегация может сделать окончательные или временные оговорки в отношении этого решения.

#### 18. Протоколы пленарных заседаний

514. 1. Протоколы пленарных заседаний ведутся секретариатом конференции, который стремится обеспечить раздачу их делегациям как можно раньше до времени рассмотрения этих протоколов.
515. 2. После раздачи протоколов делегации могут представить в секретариат конференции в письменном виде те поправки, которые они считают нужными внести, что должно быть сделано в кратчайший срок. Это не лишает их права устно представлять поправки в ходе заседания, на котором эти протоколы утверждаются.
516. 3. (1) Как правило, в протоколах содержатся только предложения и заключения, а также максимально сжатое изложение их принципиальных мотивов.
517. (2) Однако любая делегация имеет право требовать включения в протокол в кратком изложении или полностью любого заявления, сделанного ею в ходе прений. В этом случае делегация должна, как правило, заявить об этом в начале выступления с тем, чтобы облегчить работу докладчиков, и сама представить текст в секретариат конференции в течение двух часов после окончания заседания.
518. 4. Во всяком случае, предоставляемым в п. 517 правом включения заявлений в протокол следует пользоваться умеренно.

#### 19. Протоколы и отчеты комиссий и подкомиссий

519. 1. (1) Прения в комиссиях и подкомиссиях обобщаются на каждом собрании в протоколах, составляемых секретариатом конференции, в которых отражаются основные обсуждавшиеся вопросы и различные мнения, которые следует отметить, а также все предложения и заключения, вытекающие из прений в целом.
520. (2) Тем не менее, любая делегация имеет право применять положения п. 517.
521. (3) Вышеуказанным правом при всех обстоятельствах следует пользоваться умеренно.
522. 2. Комиссии и подкомиссии могут составлять любые промежуточные отчеты, которые они сочтут необходимыми, и при завершении своей работы, если того потребуют обстоятельства, они могут представить заключительный отчет, где в сжатой форме дается резюме

предложений и заключений, вытекающих из рассмотрения поставленных перед ними вопросов.

#### 20. *Одобрение протоколов, отчетов и докладов*

523. 1. (1) Как правило, в начале каждого пленарного заседания или собрания комиссии или подкомиссии председатель спрашивает, имеются ли какие-либо замечания по протоколу предыдущего заседания, а на комиссиях и подкомиссиях—по сводному отчету предыдущего заседания. Эти документы считаются одобренными, если в секретариат не поступило никаких поправок или не сделано никаких устных возражений. В противном случае в протокол или в отчет вносятся необходимые замечания.
524. (2) Каждый промежуточный или заключительный отчет должен быть одобрен соответствующей комиссией или подкомиссией.
525. 2. (1) Протокол последнего пленарного заседания проверяется и утверждается председателем этого заседания.
526. (2) Отчет последнего заседания каждой комиссии или подкомиссии проверяется и утверждается председателем этой комиссии или подкомиссии.

#### 21. *Редакционная комиссия*

527. 1. Тексты заключительных актов, которые составляются различными комиссиями по возможности в окончательном виде с учетом выраженных мнений, передаются в редакционную комиссию, которой поручается совершенствование их формы, не изменяя смысла, и, где нужно, объединение их с теми частями старого текста, которые остались без изменения.
528. 2. Документы представляются редакционной комиссией пленарному заседанию, которое утверждает их или возвращает для дальнейшего изучения в соответствующую комиссию.

#### 22. *Нумерация*

529. 1. Нумерация глав, статей и параграфов текстов, подлежащих пересмотру, сохраняется до первого чтения на пленарном заседании. Добавленные части временно обозначаются номером предыдущего параграфа в первоначальном тексте с добавлением букв «А», «В» и т.д.
530. 2. Окончательная нумерация глав, статей и параграфов после их принятия в первом чтении поручается редакционной комиссии.

#### 23. *Окончательное одобрение*

531. Тексты Заключительных актов считаются окончательными, если они были одобрены при втором чтении на пленарном заседании.

#### 24. *Подписание*

532. Одобренные конференцией окончательные тексты представляются на подписание делегатам, уполномоченным на это согласно статье 67, в алфавитном порядке названий стран на французском языке.

#### 25. *Сообщения для печати*

533. Официальные сообщения о работе конференций передаются в печать только с разрешения председателя или заместителя председателя конференции.

## 26. *Льготы*

534. Во время работы конференции члены делегаций, члены Административного совета, высшие должностные лица постоянных органов Союза, присутствующие на конференции, и персонал секретариата Союза, обслуживающий конференцию, имеют право на освобождение от уплаты почтовых, телеграфных и телефонных тарифов в той мере, в какой правительство страны, в которой проходит конференция, договорилось с другими заинтересованными правительствами и признанными частными эксплуатационными организациями.

## ГЛАВА XII. ДРУГИЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ

### *Статья 78. Языки*

535. 1. (1) На конференциях Союза, на заседаниях постоянных органов и Административного совета могут использоваться другие языки, не указанные в пунктах 100 и 106:
- a) Если Генеральному секретарю или главе соответствующего постоянного органа представляется просьба обеспечить применение одного или нескольких дополнительных языков для устных или письменных переводов при условии, что вытекающие отсюда дополнительные расходы несут те Члены, которые просили об этом или поддержали эту просьбу;
536. b) Если какая-либо делегация сама организует за свой счет устный перевод со своего родного языка на любой из языков, перечисленных в пункте 106.
537. (2) В случае, предусмотренном в пункте 535, Генеральный секретарь или глава соответствующего постоянного органа удовлетворяют по возможности эту просьбу, предварительно получив от заинтересованных Членов заверение в том, что произведенные расходы будут ими должным образом возмещены Союзу.
538. (3) В случае, предусмотренном в пункте 536, заинтересованная делегация при желании может даже обеспечить за свой счет устный перевод на свой родной язык с одного из языков, указанных в пунктах 106.
539. 2. Все документы, упомянутые в пунктах 102-105 Конвенции, могут быть опубликованы на тех языках, которые там не указаны при условии, что требующие этого Члены берут на себя оплату всех расходов по их переводу и изданию.

### *Статья 79. Финансы*

540. 1. (1) Не менее чем за шесть месяцев до вступления в силу настоящей Конвенции каждый Член сообщает Генеральному секретарю выбранный им класс взносов.
541. (2) Генеральный секретарь извещает об этом решении Членов.
542. (3) Члены, которые не сообщили о своем решении в срок, указанный в п. 540, сохраняют класс взносов, который был ими выбран раньше.
543. (4) Члены могут в любое время выбрать класс взносов выше того, который был ими принят ранее.

544. 2. (1) Каждый Член в год своего присоединения выплачивает взнос, исчисляемый с первого дня месяца его присоединения.
545. (2) В случае денонсирования Конвенции каким-либо Членом его взнос выплачивается до последнего дня месяца, в котором денонсирование вступило в силу.
546. 3. На причитающиеся суммы начисляются проценты с начала каждого финансового года Союза в размере 3% (трех процентов) годовых в течение первых шести месяцев и в размере 6% (шести процентов) годовых, начиная с седьмого месяца.
547. 4. В отношении взносов признанных частных эксплуатационных организаций, научных или промышленных организаций и международных организаций применяются следующие постановления:
- a) Признанные частные эксплуатационные организации и научные или промышленные организации оплачивают расходы Международных консультативных комитетов, в работе которых они изъявили желание участвовать; признанные частные эксплуатационные организации также несут расходы Административных конференций, в которых они желают участвовать или участвовали в соответствии с пунктом 338;
548. b) Международные организации также оплачивают расходы конференций или собраний, к участию в которых они были допущены, если только они не были от этого освобождены Административным советом на условиях взаимности;
549. c) Признанные частные эксплуатационные организации, научные или промышленные организации и международные организации, которые участвуют в оплате расходов конференций и собраний согласно пунктам 547 и 548, свободно выбирают на основе шкалы в п. 92 Конвенции класс взносов по оплате расходов Союза и сообщают об этом Генеральному секретарю;
550. d) Признанные частные эксплуатационные организации, научные или промышленные организации и международные организации, которые участвуют в оплате расходов конференций и собраний, могут в любое время выбрать класс взносов выше того, который был ими принят ранее;
551. e) В период действия Конвенции число единиц взносов не может быть уменьшено;
552. f) В случае отказа от участия в работе какого-либо Международного консультативного комитета взнос выплачивается до последнего дня того месяца, когда вступает в силу этот отказ;
553. g) Сумма равного единице взноса признанных частных эксплуатационных организаций, а также научных, промышленных или международных организаций в оплату расходов Международных консультативных комитетов, в работе которых они решили участвовать, устанавливается ежегодно Административным советом; взносы рассматриваются как доход Союза; в соответствии с положениями п. 546 на них начисляются проценты;
554. h) Сумма равного единице взноса в оплату расходов административных конференций, выплачиваемая признанными частными эксплуата-



ционными организациями, которые согласно п. 338 в них участвуют, а также принимающих в них участие международных организаций определяется путем деления общей суммы бюджета даниой конференции на общее количество единиц взносов Членов, являющихся их долей оплаты расходов Союза; эти взносы рассматриваются как доход Союза; проценты по ним, размер которых указан в п. 546, начисляются через 60 дней со дня отправки счетов.

555. 5. Расходы на нужды лабораторий и технических установок, связанные с проведением измерений, испытаний или специальных исследований для отдельных Членов, группы Членов, региональных организаций либо других организаций оплачиваются этими Членами, группами, организациями.
556. 6. Продажная стоимость изданий, продаваемых администрациям, признанным частным эксплуатационным организациям или отдельным лицам, определяется Генеральным секретарем совместно с Административным советом с учетом того, что затраты на печать и рассылку, как правило, должны возмещаться продажей этих изданий.

#### *Статья 80. Предъявление и оплата счетов*

557. 1. Администрации Членов и признанные частные эксплуатационные организации, которые осуществляют международную связь, заключают соглашения в отношении своих сумм кредита и дебета.
558. 2. Общие счета с указанием дебета и кредита, о которых идет речь в п. 557, составляются в соответствии с положениями Административных регламентов, если заинтересованные стороны не заключили особые соглашения.

#### *Статья 81. АРБИТРАЖ: ПРОЦЕДУРА* (См. статью 50)

559. 1. Сторона, которая обращается в арбитраж, начинает процедуру арбитража путем извещения другой стороны, участвующей в споре, о передаче его на арбитраж.
560. 2. Стороны путем соглашения решают вопрос о том, будет ли арбитраж поручен отдельным лицам, администрациям или правительствам. Если в течение одного месяца после извещения о передаче спора на арбитраж стороны не смогли прийти к соглашению по этому вопросу, арбитраж возлагается на правительство.
561. 3. Если арбитраж должны вести частные лица, то арбитры должны быть представителями другой национальности, чем участвующие в споре стороны, они не должны проживать в странах, принимающих участие в споре, и не должны состоять у них на службе.
562. 4. Если арбитраж возлагается на правительства или на их администраций, то последние должны выбираться из числа членов, не принимающих участия в этом споре, но являющихся участниками соглашения, применение которого явлось причиной спора.
563. 5. В течение трех месяцев со дня получения извещения о передаче спорного вопроса на арбитраж каждая из двух спорящих сторон назначает арбитра.

564. 6. Если в споре участвует больше двух сторон, арбитр назначается в соответствии с порядком, установленным в пп. 562 и 563, каждой из двух групп сторон, занимающих общую позицию в споре.
565. 7. Выбранные таким образом два арбитра назначают третьего который в случае, если два арбитра являются частными лицами, а не правительствами или администрациями, должен удовлетворять условиям, указанным в п. 561, и, кроме того, не должен быть представителем той же национальности, что и другие два арбитра. В случае отсутствия согласия между двумя арбитрами относительно выбора третьего арбитра каждый из этих двух арбитров назначает третьего арбитра, который никоим образом не участвует в споре. Затем Генеральный секретарь тянет жребий с тем, чтобы выбрать третьего арбитра.
566. 8. Спорящие стороны могут договориться об урегулировании их спора одним арбитром, назначаемым по соглашению; или по выбору каждой стороны может назначить арбитра и просить Генерального секретаря тянуть жребий, чтобы решить, которое из назначенных таким образом лиц должно действовать в качестве единственного арбитра.
567. 9. Арбитр или арбитры полномочны решать вопросы о процедуре арбитража.
568. 10. Решение единственного арбитра является окончательным и обязательным для спорящих сторон. Если арбитраж поручен нескольким арбитрам, решение, принятое большинством голосов арбитров, является окончательным и обязательным для сторон.
569. 11. Каждая сторона оплачивает расходы по расследованию и представительству арбитров. Другие издержки по арбитражу, которые стороны, участвующие в споре, сами не берут на себя делятся между ними поровну.
570. 12. Союз предоставляет любую имеющую отношение к спору информацию, которая может потребоваться арбитру или арбитрам.

### ГЛАВА XIII. АДМИНИСТРАТИВНЫЕ РЕГЛАМЕНТЫ

#### *Статья 82.* АДМИНИСТРАТИВНЫЕ РЕГЛАМЕНТЫ

571. Постановления Конвенции дополняются следующими Административными регламентами:
- Телеграфным регламентом;
  - Телефонным регламентом;
  - Регламентом радиосвязи;
  - Дополнительным регламентом радиосвязи.

В удостоверение Вышеизложенного соответствующие полномочные представители подписали один экземпляр Конвенции на китайском, английском, французском, русском и испанском языках, причем в случае расхождений имеет силу французский текст; этот экземпляр будет храниться в архивах Международного союза электросвязи, который направит копию каждой из подписавших стран.

Совершено в Малаге-Торремолинос, 25 октября 1973 г.

От имени Республики Афганистан:

AZIZULLAH ZAHIR  
S. M. NACIM ALAWI

От имени Алжира (Алжирской Народной Демократической Республики):

N. BOUHIRED  
B. CHEBEL  
M. HARBI  
H. HAFIS

От имени Федеративной Республики Германии:

DIETRICH ELIAS  
JOHANNES KUPPER

От имени Королевства Саудовской Аравии:

FAISAL A. ZAIDAN  
AHMED M. ZAIDAN  
AHMED MUSTAFA MONDIR

От имени Аргентинской Республики:

ALDO SANTIAGO IRRERA  
HECTOR VILLANUEVA  
ROBERTO ANTONIO SALVADOR  
LUIS MARIA LAURELLI  
OSVALDO BLAS DALMASSO  
ENRIQUE GOMEZ PUEYRREDON

От имени Австралии:

EVAN SAWKINS  
A. M. SMITH  
E. SANDBACH  
S. C. MOON  
K. F. GREEN

От имени Австрии:

R. PABESCHITZ  
K. VAVRA  
J. BAYER

От имени Народной Республики Бангладеш:

LOQMAN HUSAIN  
A. B. M. TAHER  
SYED SHAHIDUL ISLAM

От имени Барбадоса:

FREDERICK G. SMITH  
C. R. EDWARDS

От имени Бельгии:

ROBERT VAES  
ALBERT AERTS

От имени Белорусской Советской Социалистической Республики:

P. AFANASSIEV

От имени Бирманского Союза:

U KHIN MAUNG TUN  
U HLA THAW

От имени Республик Боливии:

VICTOR SIERRA MÉRIDA

От имени Республики Ботсвана:

E. M. TUMELO  
B. A. MUDDLE

От имени Федеративной Республики Бразилии:

HERVÉ BERLANDEZ PEDROSA  
CLAUDIO CASTANHEIRA BRANDÃO  
JOÃO SANTELLI JUNIOR  
ANTONIO HUMBERTO DOS CAVALCANTI DE ALBUQUERQUE  
E FONTES BRAGA  
HILTON SANTOS  
AUGUSTO CEZAR GUIMARÃES RIBAS  
ENÉAS MACHADO DE ASSIS  
JOSÉ ANTONIO MARQUES

От имени Народной Республики Болгарии:

IGNATOV

От имени Республики Бурунди:

MELCHIOR BWAKIRA  
SATURNIN SEMUHERERE  
ALBERT NTIBANDETSE  
ROMAIN NZOBAKENGА

От имени Объединенной Республики Камерун:

EMMAN T. EGBE  
JEAN JIPGUEP

От имени Канады:

de MONTIGNY MARCHAND  
ANITA SZLAZAK

От имени Центральноафриканской Республики:

JOSEPH ANTOINE GOALO  
FIDÈLE MANDABA-BORNOU  
JEAN-CYRILLE KOUNKOU  
JEAN-MARIE SAKILA

От имени Чили:

JORGE BURR V.

От имени Китайской Народной Республики:

LIU CHENG-CHING  
LUI YUAN

От имени Республики Кипр:

R. MICHAELIDES

От имени Государства—Города Ватикан:

ANTONIO STEFANIZZI  
EVANDRO COSTA

От имени Народной Республики Конго:

JEAN-PIERRE BOUMBOU  
JEAN-GABRIEL OKELI  
ROGER RIZET

От имени Корейской Республики:

HEUNG SUN SHIM  
SEN KWAN OH

От имени Коста-Рика:

NECTOR SANCHEZ MIRANDA

От имени Республики Берег Слоновой Кости:

SOULEYMANE CISSOKO  
KOUASSI APETE  
CHRISTOPHE NOGROU  
AKA BONNY LEON  
BROU YAPO SAMSON

От имени Кубы:

LUIS SOLA VILA

От имени Республики Дагомеи:

TAOFIQUI BOURAIMA  
EMMANUEL MOUDJIBOU

От имени Дании:

GUNNAR PEDERSEN  
HANS LAURSEN  
HENRY PEDERSEN

От имени Доминиканской Республики:

ANSELMO PAULINO-ALVAREZ

От имени Арабской Республики Египет:

Dr. M. M. RIAD  
M. F. ELBADRAWY  
M. A. SEDKY  
T. N. EKDAWI  
H. S. ABOU ALY

От имени Республики Эль-Сальвадор:

VICENTE SÁNCHEZ HERNÁNDEZ  
OSCAR EDGARDO LARA

От имени Объединенных Арабских Эмиратов:

HALIM FANOUS

От имени Эквадора:

MARCELO PAREDES CHIRIBOGA

От имени Испании:

LEON HERRERA ESTEBAN  
RAFAEL FERRER SAGRERA  
PEDRO SANCHEZ PEREZ  
JOSÉ MARIA ARTO MADRAZO  
JOSÉ MANUEL PAREDES QUEVEDO

От имени Соединенных Штатов Америки:

JACOB D. BEAM  
THOMAS E. NELSON

От имени Эфиопии:

BETRU ADMASSIE  
GABRIEL — TEDROS  
GIRMAW INGIDAYEHU  
AMSALOU JEMERE

От имени Финляндии:

OIVA SALOILA  
V. A. JOHANSSON

От имени Франции:

CHARLES-HERVE COTTEN  
ALBERT CHASSIGNOL  
MARIE HUET



От имени Габонской Республики:

THOMAS SOUAH  
STANISLAS EWORE

От имени Ганы:

R. K. BAFFOUR

От имени Греции:

IOANNIS KOUTRAFOURIS  
ARCHELAOS TSAROUCAS

От имени Гватемалы:

ARTURO RIVERA G.  
MIGUEL MORENO RIVERA  
LUIS RENE PELLECEC SOLIS  
IGNACIO GONZALEZ L.

От имени Гвинейской Республики:

BAVARA SOUMAN  
SEKOU TOURÉ

От имени Республики Экваториальная Гвинея:

LIBERATO ELA MANGUE

От имени Республики Верхняя Вольта:

M. SIMPORE  
J. BALIMA  
D. NIKIEMA  
D. SANON

От имени Венгерской Народной Республики:

DEZSO HORN

От имени Республик Индии:

M. K. BASU

От имени Республики Индонезии:

SOEHARDJONO  
J. SUTANGGAR TENGKER  
M. K. M. MANGOENDIPRODJO  
W. M. MANGOENDIPRODJO  
HIRO TUGIMAN

От имени Ирана:

M. HERISCHI

От имени Иракской Республики:

MOHAMED ABBAS AL-JUBOURY  
JABBAR AL-AYBI AL-SHAHABI  
Др. GHASSAN A. KUBBA  
SALIM KHALAF AL-ANI

От имени Ирландии:

P. L. O'COLMAIN  
A. J. LITTON  
C. J. RAFFERTY

От имени Исландии:

S. THORKELSSON

От имени Государства Израиль:

M. SHAKKED

От имени Италии:

LUDOVICO BARATTIERI di SAN PIETRO

От имени Ямайки:

C. A. WOODSTOCK  
V. A. PANTON

От имени Японии:

SHOJI SATO  
YASUO MAKINO  
MOTOICHI MASUDA  
MASAO MIYAKE

От имени Республики Кенни:

MOSES MUUMBU MOINDE

От имени Кхмерской Республики:

CHUM SIRATH

От имени Государства Кувейт:

AHMED A. ALSAADON  
ABDULLA M. AL SABIJ  
ABDULAZIZ A. ALAYOUB  
SHAHEEN K. ALGHANIM

От имени Королевства Лаоса:

KHAMLEUANG SAYARATH  
FOY SOUVANLASY  
THAO BO

От имени Королевства Лесото:

KIDANE ALEMAYEHU  
B. N. MOKOATLE

От имени Ливана:

MAURICE GHAZAL  
HASSANE EZZEDINE  
ELIE EID

От имени Республики Либерии:

TAYLOR E. MAJOR  
SAMUEL H. BUTLER, Sr.  
MARY E. PAASEWE

От имени Ливийской Арабской Республики:

ZAKARIA AHMED FEHMI EL HAMMALI  
RAMADAN A. SHERIMI

От имени Княжества Лихтенштейн:

Dr. BENNO BECK

От имени Люксембурга:

L. BERNARD

От имени Малайзии:

SARDON BIN HAJI JUBIR  
BUYONG BIN HAJI ABDULLAH  
HAJI MOHAMMAD HASSAN BIN ABDUL WAHAB  
MAH SECK WAH  
MUHAMMAD RADZI BIN HAJI MANSOR

От имени Малави:

NYEMBA W. МВЕКЕАНИ  
W. S. COWIE  
S. J. F. S. МІІІГА

От имени Малагасийской Республики:

EDSON RAHALISON

От имени Республики Мали:

MAMADOU SOW  
MAMADOU SIDIBE

От имени Королевства Марокко:

M. BEN ABDELLAH  
L. BOUTAMI

От имени Маврикия:

K. S. PYNDIAH

От имени Исламской Республики Мавритании:

MOUSTAPHA N'DIAYE

От имени Мексики:

*Ad Referendum*  
JOSÉ J. HERNÁNDEZ

От имени Монако:

C. C. SOLAMITO

От имени Монгольской Народной Республики:

D. GARAM-OTCHIR  
P. DETCHINLHUNDEV  
E. ESENJIN

От имени Непала:

RAM PRASAD SHARMA

От имени Никарагуа:

FLORENCIO A. MENDOZA G.  
MANUEL CASTILLO J.  
ANTONIO A. MULLHAUPT

От имени Республики Нигер:

IDE OUMAROU  
B. BATOURE  
I. IBRAHIM

От имени Федеративной Республики Нигерии:

ZACCHEAUS OLUYEMI OMOLOLU  
VICTOR ADETUNJI HAFNER  
MODUPE MAJA-WASSIAMAL  
RAPHAEL EJOH NATHAN INOMA  
GODWIN CHUKWURA NNOLI

От имени Норвегии:

PER OVREGARD  
P. MORTENSEN  
THORVALD NEBELL

От имени Новой Зеландии:

A. W. BROCKWAY  
N. A. WYLIE

От имени Султаната Оман:

HAMDAN ABDALLA ASSAID  
NAASHIAH SAOUD AL-KHARUSI  
GHALIB KHALID AL-SAID

От имени Республики Уганды:

J. S. MUSOKE

От имени Пакистана:

ZAHHEER AHMAD  
HASAN MAHMOOD

От имени Республики Панамы:

ELSA R. de MONZO

От имени Папуа Новая Гвинея:

S. KULUPI  
G. J. PERKINS

От имени Республики Парагвай:

FRANCISCO F. DUARTE  
JUAN BALSEVICH  
JUAN BAUTISTA YBÁÑEZ

От имени Королевства Нидерландов:

PHILIP LEENMAN

От имени Перу:

GERMÁN PARRA HERRERA  
JUAN M. AGUAYO DEL R.  
JORGE HERAUD PÉREZ

От имени Филиппинской Республики:

CEFERINO S. CARREON  
PEDRO P. VILLASENOR  
CALIXTO V. ESPEJO  
ANTONIO B. ESCALANTE

От имени Польской Народной Республики:

H. BACZKO

От имени Германской Демократической Республики:

M. CALOV

От имени Украинской Советской Социалистической Республики:

V. SAVANTCHUK



От имени Социалистической Республики Румынии:

C. CEAUSESCU  
L. CONSTANTINESCU  
I. MARINESCU  
P. H. ILIESCU

От имени Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии:

H. A. DANIELS  
T. U. MEYER  
H. C. GREENWOOD  
P. C. SANDERS  
W. G. MOORE

От имени Руандийской Республики:

DENYS RWAGASORE  
AMBROISE MAHATANE

От имени Республики Сенегал:

IBRAHIMA N'DIAYE  
MAME N'DARAW CISSE  
LEON DIA

От имени Сьерра-Леоне:

A. E. FERGUSON-NICOL

От имени Республики Сингапур:

WAN SENG KONG

От имени Сомалийской Демократической Республики:

MOHAMED AHMED ABDULLA

От имени Демократической Республики Судан:

MUSTAFA AWAD ALLAM  
MOHAMMED SALIH FADL

От имени Республики Шри Ланка (Цейлон):

H. D. S. A. GUNAWARDENA

От имени Швеции:

B. BJUREL  
SVEN-ROLAND LETZEN  
RUBEN NASLUND

От имени Швейцарской Конфедерации:

FRITZ LOCHER  
B. DELALOYE  
J. VALLOTON  
R. RUTSCHI  
TH. MOECKLI-PELET

От имени Объединенной Республики Танзании:

RAPHAEL LUKINDO

От имени Республики Чад:

J. BENANE

От имени Чехословацкой Социалистической Республики:

JIRA JIRI

От имени Таиланда:

SRIBHUMI SUKHANETR  
SUTHORN LIMPISITHIEN  
MAHIDOL CHANTRANGKURN  
KOWIT SURAPUNTHU

От имени Тоголезской Республики:

WILLIAM OSSEYI  
ANDRE DO AITHNARD  
SETH NENONENE

От имени Тринидада и Тобаго:

D. AUYONG  
JEANNE M. CADOGAN

От имени Туниса:

HABIB BEN CHEIKH  
BRAHIM KHOUADJA  
MOHAMED HACHICHA  
HEDI ZEGHAL  
GHANDOUCHI SADOK  
AZIZ LADJIMI  
ZOUHIR BENLAKHAL  
CHEDLY HELAL

От имени Турции:

ERGUN ORCUN

От имени Союза Советских Социалистических Республик:

V. ШАМСИНЕ

От имени Восточной Республики Уругвай:

JORGE C. SUAREZ

От имени Республики Венесуэлы:

MARIANO TIRADO  
FERNANDO MIRALLES  
CARLOS J. MARTINEZ  
DOMINGO VALLADARES

От имени Республики Вьетнам:

HOA VAN MUI  
VUONG QUANG NGHIA

От имени Социалистической Федеративной Республики Югославии:

P. VASILJEVIC

От имени Республики Заир:

MPEMBELE MUNTU  
YOKO YAKEMBE  
N'SIALA MAVAMBU  
NKUBITO-YA-RUGANGO

От имени Республики Замбии:

B. J. SIMACHEMBELE

От имени Йеменской Арабской Республики:

A. DHAIFULLAH  
S. A. EL-SINDY

От имени Народной Демократической Республики Йемен:

ALI M. ALHAWTARY  
ALI A. BASANI

## ПРИЛОЖЕНИЕ 1

(см. пункт 3)

Республика Афганистан	Гвинея Республика
Народная Республика Албания	Республика Экваториальная Гвинея
Алжир (Алжирская Народная Демократическая Республика)	Гайана
Федеративная Республика Германии	Республика Гаити
Королевство Саудовской Аравии	Республика Верхняя Вольты
Аргентинская Республика	Республика Гондурас
Австралия	Венгерская Народная Республика
Австрия	Республика Индия
Народная Республика Бангладеш	Республика Индонезия
Барбадос	Иран
Бельгия	Иракская Республика
Белорусская Советская Социалистическая Республика	Ирландия
Бирманский Союз	Исландия
Республика Боливия	Государство Израиль
Республика Ботсвана	Италия
Федеративная Республика Бразилии	Ямайка
Народная Республика Болгария	Япония
Республика Бурунди	Хашимитское Королевство Иордании
Объединенная Республика Камерун	Республика Кения
Канада	Кхмерская Республика
Центральноафриканская Республика	Государство Кувейт
Чили	Королевство Лаос
Китайская Народная Республика	Королевство Лесото
Республика Кипр	Ливан
Государство—город Ватикан	Республика Либерия
Республика Колумбия	Ливийская Арабская Республика
Народная Республика Конго	Княжество Лихтенштейн
Республика Корея	Люксембург
Коста-Рика	Малайзия
Республика Берег Слоновой Кости	Малави
Куба	Мальдивская Республика
Республика Дагомей	Малагасийская Республика
Дания	Республика Мали
Доминиканская Республика	Мальта
Арабская Республика Египет	Королевство Марокко
Республика Эль-Сальвадор	Маврикий
Объединенные Арабские Эмираты	Исламская Республика Мавритания
Эквадор	Мексика
Испания	Монако
Соединенные Штаты Америки	Монгольская Народная Республика
Эфиопия	Республика Науру
Фиджи	Непал
Финляндия	Никарагуа
Франция	Республика Нигер
Габонская Республика	Федеративная Республика Нигерия
Гана	Норвегия
Греция	Новая Зеландия
Гватемала	Султанат Оман
	Республика Уганда

Пакистан  
 Республика Панама  
 Республика Парагвай  
 Королевство Нидерландов  
 Перу  
 Филиппинская Республика  
 Польская Народная Республика  
 Португалия  
 Государство Катар  
 Сирийская Арабская Республика  
 Германская Демократическая Республика  
 Украинская Советская Социалистическая Республика  
 Социалистическая Республика Румыния  
 Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии  
 Руандийская Республика  
 Республика Сенегал  
 Сьерра-Леоне  
 Республика Сингапур  
 Сомалийская Демократическая Республика  
 Демократическая Республика Судан  
 Республика Шри Ланка (Цейлон)  
 Южно-Африканская Республика

Швеция  
 Швейцарская Конфедерация  
 Королевство Свазиленд  
 Объединенная Республика Танзания  
 Республика Чад  
 Чехословацкая Социалистическая Республика  
 Таиланд  
 Тоголезская Республика  
 Королевство Тонга  
 Тринидад и Тобаго  
 Тунис  
 Турция  
 Союз Советских Социалистических Республик  
 Восточная Республика Уругвай  
 Республика Венесуэла  
 Республика Вьетнам  
 Йеменская Арабская Республика  
 Народная Демократическая Республика Йемен  
 Социалистическая Федеративная Республика Югославия  
 Республика Заир  
 Республика Замбия

## ПРИЛОЖЕНИЕ 2

### ОПРЕДЕЛЕНИЕ НЕКОТОРЫХ ТЕРМИНОВ, ПРИМЕНЯЕМЫХ В КОНВЕНЦИИ И В РЕГЛАМЕНТАХ МЕЖДУНАРОДНОГО СОЮЗА ЭЛЕКТРОСВЯЗИ

(в порядке французского алфавита)

**Администрация.** Любое правительственное управление или любая служба, ответственная за выполнение обязательств по Конвенции Международного союза электросвязи и Регламентам.

**Вредная помеха.** Любая передача, излучение или наведение, которые мешают действию службы радионавигации или других служб безопасности\*, или серьезно ухудшают качество, затрудняют или неоднократно прерывают работу радиослужбы, работающей в соответствии с Регламентом радиосвязи.

**Общественная корреспонденция.** Любое передаваемое по электросвязи сообщение, которое предприятия связи и станции должны в силу своего общественного характера обслуживания населения принимать для передачи.

**Делегации.** Группа делегатов, а в некоторых случаях представителей, советников, атташе и переводчиков, направляемых одной и той же страной.

Каждый Член свободен в выборе состава своей делегации по своему усмотрению. В частности, он может включить в нее в качестве делегатов советников или атташе, лиц, принадлежащих к признанным им частным эксплуатационным организациям, или лиц, принадлежащих к другим частным предприятиям, имеющим интересы в области электросвязи.

\* Любая служба радиосвязи, которая используется постоянно или временно в целях безопасности человеческой жизни и имущества.

*Делегат.* Лицо, направленное правительством Члена Союза на Полномочную конференцию, или лицо, представляющее правительство или администрацию Члена Союза на Административной конференции или на заседании Международного консультативного комитета.

*Эксперт.* Лицо, направленное национальной научной или промышленной организацией, которое уполномочено правительством или администрацией своей страны участвовать в собраниях исследовательских комиссий Международного консультативного комитета.

*Частная эксплуатационная организация.* Любое частное лицо, компания или корпорация, не являющееся правительственным учреждением или организацией, которое эксплуатирует оборудованную электросвязь, предназначенную для обеспечения международной службы или способное причинить недопустимые помехи такой службе.

*Признанная частная эксплуатационная организация.* Любая отвечающая вышеуказанному определению частная эксплуатационная организация, эксплуатирующая службу общественной корреспонденции или радиовещания и на которую обязательства, предусмотренные в статье 44 Конвенции, налагаются Членом, на территории которого расположен орган управления этой организации, или Членом, который разрешил этой эксплуатационной организации установить и эксплуатировать на своей территории службы электросвязи.

*Наблюдатель.* Лицо, направленное:

- Организацией Объединенных Наций в соответствии со статьей 39 Конвенции;
- Одной из международных организаций, приглашенных или допущенных в соответствии с постановлениями Конвенции к участию в работе какой-либо конференции;
- Правительством Члена Союза, участвующего без права голоса в Региональной административной конференции, проводимой в соответствии с постановлениями статей 7 и 54 Конвенции.

*Радио.* Общий термин, применяемый при использовании радиоволн.

*Радиосвязь.* Электросвязь, осуществляемая посредством радиоволн.

*Представитель.* Лицо, направленное признанной частной эксплуатационной организацией на Административную конференцию или на заседание Международного консультативного комитета.

*Радиовещательная служба.* Служба радиосвязи, передачи которой предназначены для непосредственного приема населением. Эта служба может осуществлять передачи звуков, передачи телевидения или другие виды передач.

*Международная служба.* Служба электросвязи между учреждениями или станциями электросвязи любого типа, находящимися в разных странах или принадлежащими разным странам.

*Подвижная служба.* Служба радиосвязи между подвижной и сухопутной станциями или между подвижными станциями.

*Электросвязь.* Всякая передача, излучение или прием знаков, сигналов, письменного текста, изображений и звуков или сообщений любого рода по проводной, радио, оптической или другим электромагнитным системам.

*Телеграмма.* Письменный текст, предназначенный для передачи по телеграфу с целью доставки адресату. Этот термин относится также к радиотелеграмме, если не оговорено особо.

*Правительственные телеграммы, телефонные вызовы и разговоры.* Телеграммы, телефонные вызовы и разговоры, исходящие от одной из нижеперечисленных официальных лиц или органов:

- Главы государств;
- Главы правительства и членов правительства;
- Главнокомандующих вооруженными сухопутными, морскими или воздушными силами;
- Дипломатических или консульских представителей;
- Генерального секретаря Организации Объединенных Наций; глав основных органов Организации Объединенных Наций;
- Международного суда.

Ответы на определенные выше правительственные телеграммы также считаются правительственными телеграммами.

*Служебные телеграммы.* Телеграммы, которыми обмениваются:

- a) Администрации,
  - b) Признанные частные эксплуатационные организации,
  - c) Администрации и признанные частные эксплуатационные организации,
  - d) Администрации и признанные частные эксплуатационные организации, с одной стороны, и Генеральный секретарь Союза, с другой стороны,
- и которые касаются международных электросвязей общего пользования.

*Частные телеграммы.* Телеграммы, кроме правительственных или служебных.

*Телеграфия.* Система электросвязи, с помощью которой осуществляется любой процесс передачи и воспроизведения на расстоянии содержащая документы, таких, как письменный или печатный текст или неподвижные изображения, или воспроизведения на расстоянии любого рода сообщений в этой форме. В Регламенте радиосвязи, однако, термин «телеграфия», если не указано особо, означает «Система электросвязи для передачи письменного текста с использованием сигнального кода».

*Телефония.* Система электросвязи, предназначенная для передачи речи или, в некоторых случаях, других звуков.

### ПРИЛОЖЕНИЕ 3

(см. статью 39)

#### СОГЛАШЕНИЕ МЕЖДУ ОРГАНИЗАЦИЕЙ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ И МЕЖДУНАРОДНЫМ СОЮЗОМ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ

##### ПРЕАМБУЛА

На основании положений статьи 57 Устава Организации Объединенных Наций и статьи 26 Конвенции Международного союза электросвязи, Атлантик Сити 1947, Организация Объединенных Наций и Международный союз электросвязи договариваются о нижеследующем:

##### *Статья I.*

Организация Объединенных Наций признает Международный союз электросвязи (в дальнейшем именуемый «Союз») как специализированное учреждение, ответственное за проведение всех мер, совместимых с его основным документом для достижения поставленных в нем целей.

##### *Статья II. ВЗАИМНОЕ ПРЕДСТАВИТЕЛЬСТВО*

1. Организации Объединенных Наций предлагается направлять своих представителей для участия без права голоса во всех Полномочных и Административных конфе-



рениях Союза. После соответствующего согласования она также может направлять представителей на собрания Международных консультативных комитетов или на любые другие собрания, проводимые Союзом, для участия без права голоса в обсужденных вопросах, представляющих интерес для Организации Объединенных Наций.

2. Союзу предлагается направлять своих представителей на заседания Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций для консультации по вопросам электросвязи.

3. Союзу предлагается направлять своих представителей на заседания Экономического и Социального совета Организации Объединенных Наций и Совета по опеке, их комитетов и комиссий и участвовать без права голоса в обсужденных вопросах повестки дня, представляющих интерес для Союза.

4. Союзу предлагается направлять своих представителей на заседания главных комиссий Генеральной Ассамблеи, когда обсуждаются вопросы, входящие в компетенцию Союза, для участия без права голоса в таких обсуждениях.

5. Заявления в письменной форме, представленные Союзом, распространяются Секретариатом ООН среди членов Генеральной Ассамблеи, Экономического и Социального совета и его комиссий и Совета по опеке по мере необходимости. Аналогичным образом письменные заявления, представленные Организацией Объединенных Наций, распространяются Союзом между своими Членами.

### *Статья III. Предложения по повестке дня*

После соответствующей предварительной консультации Союз включает в повестку дня Полномочных или Административных конференций или заседаний других органов Союза вопросы, предложенные Организацией Объединенных Наций. Аналогичным образом Экономический и Социальный совет и его комиссии и Совет по опеке включают в свои повестки дня вопросы, предложенные конференциями или другими органами Союза.

### *Статья IV. РЕКОМЕНДАЦИИ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ*

1. Союз, учитывая обязательство Организации Объединенных Наций содействовать выполнению задач, поставленных в статье 55 Устава, а также функции и полномочия Экономического и Социального совета в соответствии со статьей 62 Устава проводить изучение и составлять отчеты по международным, экономическим, социальным вопросам, а также вопросам в области культуры, образования, здравоохранения и связанными с ними вопросами и составлять рекомендации по этим вопросам заинтересованным специализированным учреждениям, а также учитывая ответственность Организации Объединенных Наций согласно статьям 58 и 63 Устава за составление рекомендаций для координации политики и деятельности таких специализированных учреждений, соглашается в самый короткий срок представить на рассмотрение своего соответствующего органа такие меры, которые могут оказаться целесообразными в связи со всеми формальными рекомендациями, которые Организация Объединенных Наций может дать по ним.

2. Союз соглашается консультироваться с Организацией Объединенных Наций по ее просьбе в отношении этих рекомендаций и своевременно сообщать ООН о мерах, принятых Союзом или его членами по осуществлению этих рекомендаций или по другим результатам их обсуждения.

3. Союз будет содействовать проведению любых мер, необходимых для более эффективной координации деятельности специализированных учреждений и Организации Объединенных Наций. В частности, он соглашается сотрудничать с любым органом или органами, которые может учредить Экономический и Социальный совет с

целью облегчения такой координации и обеспечить такую информацию, какая требуется для осуществления этой цели.

#### *Статья V. ОБМЕН ИНФОРМАЦИЕЙ И ДОКУМЕНТАМИ*

1. Принимая такие меры, которые могут потребоваться для охраны секретности материалов, ООН и Союз должны своевременно и в полном объеме обмениваться информацией и документами с тем, чтобы удовлетворять требованиям каждого из них.

2. Не нарушая общего характера постановлений предыдущего параграфа:

- a) Союз должен представлять на рассмотрение ООН ежегодный отчет о своей деятельности;
- b) Союз, по мере возможности, должен выполнять любые просьбы ООН, связанные с обеспечением специальных отчетов, исследований или информации;
- c) Генеральный секретарь ООН должен консультироваться с соответствующим органом Союза по его просьбе с целью предоставления Союзу такой информации, которая может представлять для него особый интерес.

#### *Статья VI. СОДЕЙСТВИЕ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ*

Союз соглашается сотрудничать и оказывать всякое возможное содействие Организации Объединенных Наций, ее главным и вспомогательным органам в соответствии с Уставом Организации Объединенных Наций и Международной конвенцией электросвязи, в полной мере учитывая определенную позицию отдельных Членов Союза, которые не являются членами ООН.

#### *Статья VII. ОТНОШЕНИЯ С МЕЖДУНАРОДНЫМ СУДОМ*

1. Союз согласен предоставлять любую информацию, которая может быть затребована Международным судом на основании статьи 34 Статута Суда.

2. Генеральная Ассамблея разрешает Союзу запрашивать в Международном суде консультации по юридическим вопросам в пределах его компетенции, кроме вопросов, касающихся взаимоотношения Союза с Организацией Объединенных Наций или другими специализированными учреждениями.

3. С такой просьбой к Суду может обратиться Полномочная конференция или Административный совет, действующий с согласия Полномочной конференции.

4. Обращаясь к Международному суду с просьбой о консультации, Союз должен уведомить об этом Экономический и Социальный совет.

#### *Статья VIII. СОГЛАШЕНИЯ В ОТНОШЕНИИ ПЕРСОНАЛА*

1. Организация Объединенных Наций и Союз договариваются разработать, насколько это целесообразно, общие стандарты, методы и мероприятия, направленные на устранение серьезных несоответствий в условиях работы и конкуренции при найме персонала, а также на облегчение любого желательного взаимобмена персоналом с тем, чтобы наиболее эффективно его использовать.

2. Организация Объединенных Наций и Союз договариваются сотрудничать в максимально возможной мере для достижения этой цели.

#### *Статья IX. СТАТИСТИЧЕСКИЕ СЛУЖБЫ*

1. Организация Объединенных Наций и Союз договариваются приложить все усилия к максимальному сотрудничеству, устранению нежелательного дублирования и к наиболее эффективному использованию их технического персонала при соответствующем подборе, анализе, публикации, стандартизации, улучшении и распространении статистических данных. Они договариваются объединить свои усилия для обеспечения максимального использования статистической информации, а также для облегче-

ния задач национальных правительств и других организаций, от которых может быть получена такая информация.

2. Союз считает Организацию Объединенных Наций центральной организацией по сбору, анализу, публикации, стандартизации, совершенствованию и распространению статистических данных, служащих общим целям международных организаций.

3. Организация Объединенных Наций считает Союз центральной организацией, ответственной за сбор, анализ, публикацию, стандартизацию, улучшение и распространение статистических данных в пределах своей компетенции, сохраняя при этом право Организации Объединенных Наций заниматься этими статистическими данными, поскольку они могут быть необходимы для ее собственных целей или для совершенствования статистических данных во всем мире. Право принятия всяких решений в отношении формы составления своих служебных документов сохраняется за Союзом.

4. Для создания центра по сбору статистической информации для общего пользования решено, чтобы данные, поступающие в Союз для включения их в его основные статистические издания или специальные отчеты, предоставлялись, насколько это возможно, в распоряжение Организации Объединенных Наций по ее просьбе.

5. Решено, чтобы данные, поступающие в Организацию Объединенных Наций для включения их в ее основные статистические издания или специальные отчеты, предоставлялись, насколько это возможно и целесообразно, в Союз по его просьбе.

#### *Статья X. АДМИНИСТРАТИВНЫЕ И ТЕХНИЧЕСКИЕ СЛУЖБЫ*

1. Организация Объединенных Наций и Союз в интересах наиболее эффективного использования персонала и ресурсов признают необходимость избегать там, где это возможно, создания конкурирующих или дублирующих служб и, по мере необходимости, консультироваться по этим вопросам для достижения этих целей.

2. Организация Объединенных Наций и Союз принимают постановления в отношении регистрации и хранения служебных документов.

#### *Статья XI. БЮДЖЕТНЫЕ И ФИНАНСОВЫЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ*

1. Бюджет или проект бюджета Союза передается в Организацию Объединенных Наций одновременно с передачей его Членам Союза, и Генеральная Ассамблея может затем дать рекомендации Союзу по этому вопросу.

2. Союз имеет право направлять представителей для участия без права голоса в работе Генеральной Ассамблеи или любой ее комиссии всякий раз, когда рассматривается бюджет Союза.

#### *Статья XII. ФИНАНСИРОВАНИЕ СПЕЦИАЛЬНЫХ СЛУЖБ*

1. В случае, если Союзу необходимо произвести значительные дополнительные расходы, связанные с какой-либо просьбой Организации Объединенных Наций о составлении специальных отчетов, о проведении исследований или о помощи в соответствии со статьей VI или с любым другим постановлением этого Соглашения проводится консультация с целью изыскания наиболее подходящего способа покрытия этих расходов.

2. Организация Объединенных Наций и Союз проводят взаимные консультации с целью достижения таких соглашений, которые окажутся приемлемыми для покрытия расходов на центральные административные, технические или финансовые службы или другую специальную помощь, запрашиваемую Союзом и обеспечиваемую Организацией Объединенных Наций.

### *Статья XIII.* ПОЛЬЗОВАНИЕ ПРОПУСКОМ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Официальные представители Союза имеют право пользоваться пропуском Организации Объединенных Наций в соответствии со специальными соглашениями, которые заключаются между Генеральным секретарем Организации Объединенных Наций и правомочными руководителями Союза.

### *Статья XIV.* СОГЛАШЕНИЯ МЕЖДУ УЧРЕЖДЕНИЯМИ

1. Союз информирует Экономический и Социальный совет о характере и объеме любого официального Соглашения, которое Союз предполагает заключить с любым другим специализированным учреждением или другой межправительственной организацией, и в дальнейшем подробно информирует Экономической и Социальный совет о подробностях любого такого Соглашения после его заключения.

2. Организация Объединенных Наций информирует Союз о характере и объеме любого официального соглашения, которое предлагают заключить любые другие специализированные учреждения по вопросам, которые могут представлять интерес для Союза, и в дальнейшем информирует Союз о подробностях любого такого Соглашения после его заключения.

### *Статья XV.* СВЯЗЬ

1. Организация Объединенных Наций и Союз согласны с вышеизложенными постановлениями и убеждены, что они будут способствовать поддержанию эффективной связи между этими двумя организациями. Они подтверждают свое намерение предпринимать любые меры, которые могут быть необходимы для достижения этой цели.

2. Постановления по обеспечению связи, предусмотренные в этом Соглашении, применяются в соответствующей мере к отношениям между Союзом и Организацией Объединенных Наций, включая ее филиалы и региональные учреждения.

### *Статья XVI.* СЛУЖБЫ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

1. Союз признает важным, чтобы Организация Объединенных Наций на тех же правах, что и Члены Союза, пользовалась услугами служб электросвязи.

2. Организация Объединенных Наций обязуется эксплуатировать службы электросвязи, находящиеся в ее подчинении, в соответствии с постановлениями Международной конвенции электросвязи и приложенных к ней Регламентов.

3. Подробные сведения о мероприятиях по выполнению постановлений этой статьи будут рассмотрены отдельно.

### *Статья XVII.* ВЫПОЛНЕНИЕ СОГЛАШЕНИЯ

Генеральный секретарь Организации Объединенных Наций и соответствующий руководящий орган Союза могут принимать такие дополнительные меры для выполнения этого Соглашения, какие они сочтут необходимыми.

### *Статья XVIII.* ПЕРЕСМОТР

Настоящее Соглашение может быть пересмотрено по договоренности между Организацией Объединенных Наций и Союзом при условии, что любая из сторон посылает об этом извещение за шесть месяцев.

### *Статья XIX.* ВСТУПЛЕНИЕ В СИЛУ

1. Настоящее Соглашение вступает в силу после его утверждения Генеральной Ассамблеей Организации Объединенных Наций и Полномочной конференцией электросвязи в Атлантик Сити в 1947 г.

2. В соответствии с вышеуказанным утверждением настоящее Соглашение официально вступит в силу одновременно с заключением Международной конвенции электросвязи в Атлантик Сити в 1947 г. или в более ранний срок, установленный решением Союза.

## ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ\* К МЕЖДУНАРОДНОЙ КОНВЕНЦИИ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ (Малага-Торремолинос, 1973 г.)

При подписании Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) нижеподписавшиеся полномочные представители принимают к сведению заявления, которые являются частью Заключительных актов Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.):

### I

#### *От имени Республики Афганистан*

Делегация правительства Республики Афганистан на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) резервирует за своим правительством право не соглашаться ни с какими решениями финансового иорядка, которые могли бы привести к увеличению его доли взносов на покрытие расходов Союза, и предпринимать все необходимые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих служб электросвязи в случае, если какой-либо Член Союза не будет соблюдать положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.).

### II

#### *От имени Королевства Свазиленд*

Делегация Королевства Свазиленд резервирует за своим правительством право принять все необходимые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Члены или Сочлены Союза в той или иной мере не будут придерживаться постановлений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или Приложений и Регламентов, приложенных к ней, или если оговорки других стран ставят под угрозу его службы электросвязи.

### III

#### *От имени Греции*

Греческая делегация от имени своего правительства заявляет, что она не принимает никаких последствий оговорок, сделанных другими правительствами, которые могли бы привести к увеличению его доли взносов на покрытие расходов Союза.

Она также резервирует за своим правительством право принять все меры, которые оно сочтет необходимыми, для защиты своих интересов, если некоторые Члены Союза не возмещают свою долю в покрытии расходов Союза или

\* ПРИМЕЧАНИЕ ГЕНЕРАЛЬНОГО СЕКРЕТАРИАТА. Тексты Заключительного протокола даны в хронологическом порядке их представления. В оглавлении эти тексты расположены в алфавитном порядке по названиям стран.

каким-либо другим образом не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложенный и Протоколов к ней или если оговорки других стран ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

## IV

*От имени Пакистана*

Делегация правительства Пакистана на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) резервирует за собой право соглашаться или не соглашаться с последствиями, которые могут быть вызваны неприсоединением какого-либо другого Члена Союза к положениям Конвенции (1973 г.) или приложенных к ней Регламентов.

## V

*От имени Республики Индонезия*

Делегация Республики Индонезия резервирует за своим правительством право:

1. Принимать все меры, которые оно сочтет необходимыми, для защиты своих интересов в случае, если Члены Союза каким-либо образом не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или если оговорки других стран ставят под угрозу работу его служб электросвязи;
2. Принимать все другие меры в соответствии с Конституцией и законами Республики Индонезия.

## VI

*От имени Республики Кипр*

Делегация Кипра заявляет, что правительство Республики Кипр не может согласиться с любыми финансовыми последствиями, которые могут вытекать из оговорок, сделанных другими правительствами, принявшими участие в Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.). Она также сохраняет за своим правительством право принимать все меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Члены Союза каким-либо образом не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

## VII

*От имени Королевства Лаос*

Делегация Королевского правительства Лаоса на Полномочной конференции Международного союза электросвязи резервирует за своим правительством право отказать от одобрения решений финансового порядка, которые могут привести к увеличению его доли взносов на покрытие расходов Союза, и принимать все меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Члены Союза каким-либо образом не будут выполнять постановления Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.).

Оно также сохраняет право не участвовать в оплате долгов стран-Членов, причитающихся Союзу, независимо от суммы.

### VIII

#### *От имени Чили*

Делегация Чили заявляет, что если в Международной конвенции электросвязи, ее Приложениях и Регламентах или каких-либо документах упоминается или делается ссылка на «территории Антарктиды» как на независимые территории какого-либо государства, эти упоминания не относятся и не могут относиться к чилийскому сектору Антарктиды, который является неотъемлемой частью национальной территории Республики Чили и на который эта Республика имеет абсолютные права.

### IX

#### *От имени Ямайки*

Делегация Ямайки сохраняет за своим правительством право не соглашаться с любыми решениями финансового порядка, которые могут привести к увеличению его доли взносов на покрытие расходов Союза, а также право принимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не возмещают свою долю покрытия расходов Союза или каким-либо образом не будут выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений и Протоколов к ней или если оговорки других стран ставят под угрозу нормальную работу служб электросвязи Ямайки.

### X

#### *От имени Королевства Лесото*

Делегация Лесото от имени своего правительства заявляет:

1. Что оно не принимает никаких последствий, вытекающих из оговорок, сделанных какой-либо страной, и резервирует за собой право принимать любые меры, которые оно сочтет целесообразными;
2. Что оно резервирует за своим правительством право принимать такие меры, какие оно сочтет необходимыми для защиты его интересов, если какая-либо другая страна не будет выполнять положения настоящей Конвенции (Малага-Торремолинос, 1973 г.).

### XI

#### *От имени Республики Либерии*

Делегация Республики Либерии резервирует за своим правительством право принимать все меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов, если Члены не будут выполнять каким-либо образом положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений или Протоколов к ней или если оговорки других стран ставят под угрозу работу службы электросвязи Республики Либерии или приводят к увеличению ее доли взносов на покрытие расходов Союза.

## XII

*От имени Малави*

Делегация Малави резервирует за своим правительством право принимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут нести свою долю взноса на покрытие расходов Союза, или если они каким-либо другим образом не будут выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений или Протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу работу его служб электросвязи.

## XIII

*От имени Руандийской Республики*

Делегация Руандийской Республики резервирует за своим правительством право:

1. Не соглашаться с любыми решениями финансового порядка, которые могли бы привести к увеличению доли его взносов на покрытие расходов Союза;
2. Принимать все меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Члены каким-либо образом не будут выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

## XIV

*От имени Республики Сингапур*

Делегация Республики Сингапур резервирует за своим правительством право принимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если какая-либо страна каким-либо образом не будет выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или если оговорки, сделанные какой-либо страной, ставят под угрозу работу его служб электросвязи или ведут к увеличению доли его взноса на покрытие расходов Союза.

## XV

*От имени Белорусской Советской Социалистической Республики, Народной Республики Болгарии, Кубы, Венгерской Народной Республики, Монгольской Народной Республики, Польской Народной Республики, Германской Демократической Республики, Украинской Советской Социалистической Республики, Чехословацкой Социалистической Республики и Союза Советских Социалистических Республик*

Делегации вышеупомянутых стран заявляют от имени своих правительств следующее:

- Учитывая, что в Южном Вьетнаме имеются две зоны и две администрации (Временное Революционное Правительство Республики Южный Вьетнам и Сайгонская Администрация), подписание Конвенции и других Заключительных актов Полномочной конференцией делегатами Сайгонской



Администрации не означает подписание этих Актов от имени Южного Вьетнама;

- Власти Южной Кореи не представляют всю Корею и не могут подписывать Конвенцию и другие Заключительные акты Полномочной конференции от имени Кореи.

## XVI

### *От имени Барбадоса*

Делегация Барбадоса резервирует за своим правительством право принимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если какой-либо Член или Члены не участвуют в оплате расходов Союза, или если они каким-либо другим образом не будут выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений или Протоколов к ней, или если оговорки других Членов ставят под угрозу работу служб электросвязи Барбадоса.

## XVII

### *От имени Народной Республики Бангладеш*

1. При подписании Заключительного протокола Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) делегация Народной Республики Бангладеш резервирует за своим правительством право не соглашаться с любыми финансовыми последствиями, которые могли бы привести к увеличению доли ее взносов на покрытие расходов Союза, являющимися результатом оговорок, сделанных другими правительствами, принимающими участие в Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.).

2. Делегация Народной Республики Бангладеш резервирует также за своим правительством право принимать любые меры, которые оно считает необходимыми для защиты своих интересов в случае, если какой-либо Член Союза каким-либо образом не выполняет положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений или Протоколов к ней или если оговорки, сделанные другими правительствами, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

3. Она, кроме того, резервирует за своим правительством право придерживаться всех или некоторых из положений Телеграфного и Телефонного Регламентов, Регламента радиосвязи и Дополнительного регламента радиосвязи, о которых говорится в статье 82 Общего регламента.

## XVIII

### *От имени Малайзии*

1. Резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно считает необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Члены каким-либо образом не выполняют положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу работу его служб электросвязи;
2. Заявляет, что подписание и возможная последующая ратификация правительством Малайзии упомянутой выше Конвенции не имеют силы в отно-

шеии Члена, указанного в Приложении 1 под наименованием Израиль, и никоим образом не означают его признания правительством Малайзии.

## XIX

*От имени Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии*

Делегация Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии резервирует за своим правительством право принимать все меры, которые оно будет считать необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут участвовать в оплате расходов Союза, или если некоторые Члены каким-либо образом не будут выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений или Протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

## XX

*От имени Турции*

Делегация правительства Турции на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно считает необходимыми для защиты своих интересов в случае, если оговорки, сделанные другими Членами Союза, приведут к увеличению доли его взносов и покрытие расходов Союза.

## XXI

*От имени Социалистической Федеративной Республики Югославии*

Делегация Социалистической Федеративной Республики Югославии заявляет от имени своего правительства, что:

1. Поскольку в Южном Вьетнаме имеются две зоны и две администрации (Временное Революционное Правительство Республики Южный Вьетнам и сайгонский режим), Конвенция и другие Акты Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.) подписанные представителями сайгонского режима, нельзя рассматривать как документы, подписанные от имени Южного Вьетнама;
2. Представители Южной Кореи не имеют права подписывать Конвенцию и другие Акты Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.) от имени всей Кореи.

## XXII

*От имени Социалистической Республики Румынии*

### A

Делегация Социалистической Республики Румынии заявляет от имени своего правительства, что:

1. Она считает совершенно необоснованными и лишеными какой-либо юридической силы претензии представителей Южной Кореи выступать в Международном союзе электросвязи от имени всей Кореи, поскольку

сеульский режим не представляет и не может представлять корейского народа;

2. Сайгонская Администрация не может односторонне представлять Южный Вьетнам.

Делегация Социалистической Республики Румынии считает, что единственным законным представителем Камбоджи является Королевское Правительство Национального Единства Камбоджи.

## В

Делегация Социалистической Республики Румынии резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов, соглашаться или не соглашаться с возможными финансовыми последствиями любых оговорок, сделанных другими странами.

## XXIII

### *От имени Малайзии*

Делегация Малайзии резервирует за своим правительством право принимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут участвовать в оплате расходов Союза.

## XXIV

### *От имени Таиланда*

Делегация Таиланда резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если любая страна каким-либо образом не будет выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или если оговорки, сделанные какой-либо страной, ставят под угрозу нормальную работу служб электросвязи Таиланда или ведут к увеличению доли его взносов на покрытие расходов Союза.

## XXV

### *От имени Малагасийской Республики*

Делегация Малагасийской Республики сохраняет за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Члены Союза каким-либо образом не будут выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

Она также резервирует за своим правительством право не принимать финансовые последствия, вытекающие из оговорок, сделанных другими правительствами, принимающими участие в настоящей конференции.

## XXVI

*От имени Гватемалы*

Делегация правительства Гватемалы на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) резервирует за своим правительством право не соглашаться с любыми решениями финансового порядка, которые могли бы привести к увеличению доли ее взносов на покрытие расходов Союза; она также оговаривает свои права в отношении оплаты задолженностей Членов Союза, независимо от их суммы.

## XXVII

*От имени Тринидада и Тобаго*

Делегация правительства Тринидада и Тобаго резервирует право своего правительства не соглашаться с любыми решениями финансового порядка, которые могли бы привести к увеличению доли его взносов, и принимать такие меры, которые оно может считать необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут участвовать в покрытии своей доли в расходах Союза, или если они каким-либо образом не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений или Протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

## XXVIII

*От имени Исламской Республики Мавритании*

Делегация правительства Исламской Республики Мавритании на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) резервирует за своим правительством право не соглашаться с любыми решениями финансового порядка, которые могли бы привести к увеличению доли его взносов в оплату расходов Союза, и принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих служб электросвязи в случае, если какие-либо Члены не выполняют положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.).

## XXIX

*От имени Федеративной Республики Германии, Австрии, Бельгии, Дании, Финляндии, Исландии, Княжества Лихтенштейн, Норвегии, Королевства Нидерландов, Швеции и Швейцарской Конфедерации*

Делегации вышеупомянутых стран официально заявляют в соответствии со статьей 82 Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), что они сохраняют оговорки, сделанные от имени их администраций при подписании упомянутых в статье 82 Регламентов.

## XXX

*От имени Сомалийской Демократической Республики*

Делегация Сомалии заявляет, что правительство Сомалийской Демократической Республики не может принять никаких финансовых последствий,

которые могли бы возникнуть в результате оговорок, сделанных другими правительствами, принимающими участие в Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.).

Она также сохраняет за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Члены каким-либо образом не будут выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

### XXXI

#### *От имени Никарагуа*

Делегация Никарагуа заявляет, что она резервирует за своим правительством право принимать или не принимать последствия, вытекающие из какой-либо оговорки, которые привели бы к увеличению доли его взносов и покрытие расходов Союза.

### XXXII

#### *От имени Объединенной Республики Камерун*

Делегация Объединенной Республики Камерун на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) заявляет от имени своего правительства, что она резервирует право принимать все необходимые меры для защиты своих интересов в случае, если оговорки, сделанные другими делегациями от имени своих правительств, или невозможность выполнения положений Конвенции ведут к нарушению нормальной работы его служб электросвязи.

Кроме того, Правительство Объединенной Республики Камерун не соглашается с любыми последствиями оговорок, сделанных другими делегациями этой конференции, которые привели бы к увеличению доли и покрытие расходов Союза.

### XXXIII

#### *От имени Республики Кении*

Делегация Республики Кении резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Члены каким-либо образом не выполняют положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи или ведут к увеличению доли его взноса на покрытие расходов Союза.

### XXXIV

#### *От имени Республики Уганды*

Делегация правительства Республики Уганды резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Член каким-либо образом

не выполняет положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или если оговорки, сделанные Членом, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи или ведут к увеличению доли взносов на покрытие расходов Союза.

### XXXV

*От имени Объединенной Республики Танзании*

Делегация Объединенной Республики Танзании резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Члены каким-либо образом не будут выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи или ведут к увеличению доли его взносов на покрытие расходов Союза.

### XXXVI

*От имени Италии*

Делегация Италии заявляет, что итальянское правительство не может согласиться с любыми финансовыми последствиями, которые могли бы возникнуть в результате оговорок, сделанных другими правительствами, принимающими участие в Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.).

Она также сохраняет за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Члены каким-либо образом не будут выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

### XXXVII

*От имени Алжира (Алжирской Народной Демократической Республики), Королевства Саудовской Аравии, Арабской Республики Египет, Объединенных Арабских Эмиратов, Иракской Республики, Государства Кувейт, Ливана, Ливийской Арабской Республики, Королевства Марокко, Исламской Республики Мавритании, Султаната Оман, Пакистана, Сомалийской Демократической Республики, Демократической Республики Судан, Туниса, Йеменской Арабской Республики, Народной Демократической Республики Йемен*

Вышеупомянутые делегации заявляют, что подписание и возможная последующая ратификация Международной конвенции электросвязи их Правительствами не имеют силы в отношении Члена, указанного в Приложении 1 к настоящей Конвенции под наименованием Израиль, и никоим образом не означает его признания.

### XXXVIII

*От имени Соединенных Штатов Америки*

Соединенные Штаты Америки официально заявляют, что, подписывая настоящую Конвенцию, они не принимают на себя никаких обязательств в от-

ношении Телефонного регламента или Дополнительного регламента радиосвязи, указанных в статье 42 Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) и в статье 82 ее Общего регламента.

### XXXIX

*От имени Республики Афганистан*

Правительство Республики Афганистан резервирует за собой право делать любое заявление или оговорку до момента ратификации Конвенции (Малага-Торремолинос, 1973 г.).

### XL

*От имени Федеративной Республики Нигерии*

Подписывая настоящую Конвенцию, делегация Федеративной Республики Нигерии заявляет, что ее правительство сохраняет за собой право принимать любые меры, которые она сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не участвуют в оплате расходов Союза, или если они каким-либо образом не выполняют положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений или Протоколов к ней, или если оговорки других стран ставят под угрозу нормальную работу служб электросвязи Федеративной Республики Нигерии.

### XLI

*От имени Маврикия*

Делегация Маврикия резервирует за своим правительством право принимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не участвуют в оплате расходов Союза, или если они каким-либо образом не выполняют положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений или Протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

### XLII

*От имени Дании, Финляндии, Исландии, Норвегии и Швеции*

Делегации вышеупомянутых стран заявляют от имени своих правительств, что они не принимают последствий любых оговорок, которые ведут к увеличению долей их взносов на покрытие расходов Союза.

### XLIII

*От имени Народной Демократической Республики Йемен*

Делегация Народной Демократической Республики Йемен резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если какая-либо страна каким-либо образом не будет выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или если оговорки, сделанные любой страной, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи или повлекут за собой увеличение его доли на покрытие расходов Союза.

## XLIV

*От имени Республики Индии*

1. Подписывая Заключительные акты Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Республика Индия не соглашается с любыми последствиями, являющимися результатом любой оговорки, которая может быть сделана какнм-либо Членом по вопросам фииаисов Союза.

2. Кроме того, делегация Республики Индии резервирует за своим правительством право принимать возможные меры в целях обеспечения нормальной деятельности Союза и его постоянных органоив, а также для применения Общего регламента и Адмннстративных регламентов, приложенных к Конвенции, в случае, если какая-либо страна сохраняет за собой право соглашаться н/или не соглашаться с положениями Конвенции и упомянутых Регламентов.

## XLV

*От имени Сьерра-Леоне*

Делегация Сьерра-Леоне заявляет, что она резервирует за своим правительством право не принимать решений финансового порядка, которые могли бы повлечь за собой увеличение доли его взносов на покрытие расходов Союза.

Кроме того, она резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Члены Союза каким-либо образом не выполняют положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или если оговорки, сделанные другими странами-Членами, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

## XLVI

*От имени Народной Республики Конго*

Делегация Народной Республики Конго резервирует за своим правительством право не соглашаться с любыми решениями финансового порядка, которые могли бы повлечь за собой увеличение долн его взносов в оплату расходов Союза, и право принимать такие меры, которые оно считает нужными для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут участвовать в оплате расходов Союза или если они не будут выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.).

## XLVII

*От имени Республики Ботсвана*

Делегация Республики Ботсвана резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно считает необходимыми для защиты своих интересов в случае, если какой-либо Член или Члены не будут участвовать в оплате расходов Союза, или в случае, если Члены какнм-либо образом не выполняют положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Регламентов, Приложений или Протоколов



к ней или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

#### XLVIII

##### *От имени Ганы*

1. Делегация Ганы заявляет, что подписание ею Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) и последующая ратификация этого документа ее правительством в любом случае не означают признания правительства Южно-Африканской Республики и не налагают никаких обязательств по отношению к этому правительству.

2. Делегация Ганы резервирует также за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если несоблюдение Конвенции и приведенные в данной Конвенции оговорки, сделанные другими Членами, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

#### XLIX

##### *От имени Белорусской Советской Социалистической Республики, Народной Республики Болгарии, Кубы, Венгерской Народной Республики, Монгольской Народной Республики, Польской Народной Республики, Германской Демократической Республики, Украинской Советской Социалистической Республики, Социалистической Республики Румынии, Чехословацкой Социалистической Республики и Союза Советских Социалистических Республик*

Делегации вышеупомянутых стран заявляют от имени своих правительств, что, подписывая Международную конвенцию электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), они оставляют открытым вопрос о принятии Регламента радиосвязи (Женева, 1959 г.).

#### L

##### *От имени Народной Республики Болгарии, Кубы, Венгерской Народной Республики, Монгольской Народной Республики, Польской Народной Республики, Германской Демократической Республики и Чехословацкой Социалистической Республики*

Делегации вышеупомянутых стран резервируют за своими правительствами право принимать все меры, которые они сочтут необходимыми для защиты своих интересов в случае, если оговорки, сделанные другими странами, ведут к увеличению их взносов на покрытие расходов Союза или если некоторые Члены Союза не будут принимать участия в расходах Союза.

#### LI

##### *От имени Кубы*

Делегация Кубы на Полномочий конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.) заявляет от имени своего Революционного правительства, что она не признает никакой юридической и моральной силы подписания Заключительных актов делегацией марионеточного режима Лои Нола. Только представители Королевского Правительства Национального Единства Камбоджи

(КПНЕК) имеют право подписывать от имени Камбоджи Заключительные акты данной конференции.

## LII

### *От имени Республики Берег Слоновой Кости*

Делегация Республики Берег Слоновой Кости заявляет, что она резервирует за своим правительством право соглашаться или не соглашаться с последствиями сделанных другими правительствами любых оговорок к этой Конвенции (Малага-Торремолинос, 1973 г.), которые могли бы привести к увеличению ее взносов на покрытие расходов Союза или которые могли бы поставить под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

## LIII

### *От имени Австралии*

Делегация Австралии резервирует за своим правительством право принимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не участвуют в оплате по существующим долгам и по иачисленным на них процентам расходов Союза, а также не делают дальнейших взносов, либо если они каким-либо иным образом не будут выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений, Протоколов или Регламентов к ней, либо если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

## LIV

### *От имени Новой Зеландии*

Делегация Новой Зеландии резервирует за своим иравительством право приимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут делать взносов на покрытие расходов Союза, или если они каким-либо другим образом не будут выполнять положений Международной коивенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений или Протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу иормальную работу служб электросвязи Новой Зеландии.

## LV

### *От имени Республики Нигер*

Делегация Республики Нигер на Полномочной конференции Международного союза электросвязи заявляет, что она не может согласиться с каким бы то ни было увеличением ее взноса в бюджет Союза из-за того, что какой-либо другой Член не оплачивает свой взнос и другие связанные с этим расходы.

Она резервирует также за своим правительством право принимать все необходимые меры для защиты интересов своей службы электросвязи в случае, если какой-либо Член Союза не будет выполнять положений Коивенции (Малага-Торремолинос, 1973 г.).

## LVI

*От имени Народной Республики Конго*

Делегация Народной Республики Конго заявляет от имени своего правительства, что:

1. Поскольку Южный Вьетнам состоит из двух зон, подчиняющихся двум администрациям (Временное Революционное Правительство Республики Южный Вьетнам и сайгонские власти), делегация сайгонских властей не может подписывать Конвенцию и другие Заключительные акты Полномочной конференции от имени всего Южного Вьетнама;
2. Поскольку южная часть Кореи не представляет всю Корею, нельзя считать, что делегаты Южной Кореи могут подписывать Конвенцию и другие Заключительные акты Полномочной конференции от имени Кореи.

## LVII

*От имени Республики Шри Ланка (Цейлон)*

Делегация правительства Республики Шри Ланка (Цейлон) на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) резервирует за своим правительством:

1. Право не соглашаться с любыми решениями филипповского порядка, которые могли бы привести к увеличению ее взносов в оплату расходов Союза;
2. Право принимать любые меры, которые она считает необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Члены каким-либо образом не выполняют положения Конвенции Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений или Регламентов к ней или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу нормальную работу ее служб электросвязи;
3. В случае необходимости принимать любые дополнительные меры в соответствии с Конституцией и законами Республики Шри Ланка (Цейлон).

## LVIII

*От имени Кхмерской Республики*

Делегация Кхмерской Республики оговаривает право своего правительства в отношении ратификации Заключительных актов Конференции из-за сделанных некоторыми делегациями оговорок.

Кроме того, она заявляет, что она не может согласиться с любыми решениями финансового порядка, которые привели бы к увеличению ее взносов.

## LIX

*От имени Китайской Народной Республики*

Делегация Китайской Народной Республики желает заявить следующее:

1. Предательская клика Лои Нола представляет собой всего лишь кучку подонков камбоджийского народа и является во всех отношениях незаконной. Она не имеет никакого права подписывать Международную конвенцию электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) от имени камбоджийского народа.

Парижское Соглашение по вьетнамскому вопросу признало де факто существование двух администраций в Южном Вьетнаме, то есть Временное Революционное Правительство Республики Южный Вьетнам и сайгонскую администрацию. Учитывая существующее положение, одностороннее представление сайгонской администрации на Конференции МСЭ является неправомерным. В условиях, когда в принципе между Северной и Южной Кореей достигнута договоренность о независимом и мирном воссоединении страны, представление на Конференции МСЭ самостоятельной Администрации Южной Кореи нецелесообразно. Ввиду вышеизложенного ни представители сайгонской администрации, ни власти Южной Кореи не имеют права самостоятельно подписывать Международную конвенцию электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.).

2. Китайская делегация делает оговорки в отношении положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), касающихся присвоения и использования радиочастот, а также в отношении присвоения и регистрации местоположений геостационарных спутников.

## LX

### *От имени Бирманского Союза*

Делегация Бирманского Союза, подписывая Конвенцию (Малага-Торремолинос, 1973 г.), резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если оговорки, сделанные другими странами, приведут к увеличению его взносов на покрытие расходов Союза.

## LXI

### *От имени Республики Вьетнам*

Делегация Республики Вьетнам повторяет заявления, которые она сделала на четвертом пленарном заседании и на заседании Комиссии по проверке полномочий.

С 1951 г., когда Республика Вьетнам присоединилась к МСЭ, наше правительство представило все доказательства своего представительства.

Мы сожалеем о том, что некоторые делегации в целях пропаганды сочли нужным поддерживать полемику политического характера, которая находится вне компетенции МСЭ.

Ошибочно использовать Парижское Соглашение как аргумент в пользу так называемого Временного Революционного Правительства Южного Вьетнама, которое состоит из группы людей, единственной целью которых является террор, смерть и разорение.

Парижское Соглашение, основная цель которого заключается в прекращении огня во Вьетнаме и, таким образом, в создании благоприятного климата для переговоров, направленных на быстрое установление длительного мира в Южном Вьетнаме, никоим образом не признает так называемое ВРП как таковое. Парижское Соглашение не обладало полномочиями и не имело права облачать полномочиями Временное Революционное Правительство в качестве «законного» правительства во Вьетнаме. Оно также не изменило, поскольку оно не имело права этого делать, законный и конституционный характер правительства Республики Вьетнам.

Наименованное Временное Революционное Правительство является всего лишь придуманным им самим и наименованным так называемого Фронта Освобождения Южного Вьетнама, который был создан партией Лао-Донг Северного Вьетнама на ее 3-м Конгрессе в Ханое в сентябре 1960 г.

Называясь Фронтом Национального Освобождения или Временным Революционным Правительством, эта организация является всего лишь орудием Ханоя и совершенно искусственно созданным детščем, поддерживаемым экспедиционными войсками Северного Вьетнама.

Мы сожалеем о позиции делегации соответствующих стран, которые, осуждая полнћнку агрессии, никогда не делали ни малейшей попытки—фактически наоборот—покончить с этой трудной братоубийственной борьбой, которая в течение слишком длительного времени ведется на нашей земле.

Делегация Республики Вьетнам заявляет, что она является единственным законным представителем Южного Вьетнама и что она была признана таковой Конференцией с момента присоединения Республики Вьетнам к МСЭ.

Все заявления, которые были представлены в связи с этой Конвенцией или которые были приложены к ней и которые несовместимы с позицией Республики Вьетнам, являются незаконными и поэтому не имеющими никакой силы.

Наша делегация резервирует также право своего правительства не соглашаться с любыми решениями финансового порядка, которые могут повлечь за собой увеличение его взносов на покрытие расходов Союза, и принимать все необходимые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов.

## LXII

### *От имени Центральноафриканской Республики*

Делегация Центральноафриканской Республики на Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.) заявляет, что ее правительство сохраняет за собой право принимать все необходимые меры для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены Союза не будут выполнять положения Международной конвенции электросвязи и будут делать какие-нибудь несостоятельные оговорки, которые могли бы привести к увеличению взносов Центральноафриканской Республики на покрытие расходов Союза.

## LXIII

### *От имени Республики Экваториальная Гвинея*

Делегация Республики Экваториальная Гвинея резервирует за своим правительством право:

1. Не соглашаться с любыми решениями финансового порядка, которые могли бы привести к увеличению его взносов;
2. Принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для обеспечения нормальной работы своих служб электросвязи в случае, если какая-либо из стран-Членов не будет выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.).

## LXIV

*От имени Республики Бурунди*

Делегация Республики Бурунди резервирует за своим правительством право соглашаться или не соглашаться с любыми решениями, направленными на увеличение его доли взносов на покрытие расходов Союза.

## LXV

*От имени Республики Чад*

Делегация Республики Чад на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) резервирует за своим правительством право:

1. Не соглашаться с любыми решениями финансового порядка, которые могли бы привести к увеличению его доли взносов;
2. Принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если какой-либо из Членов Союза каким-либо образом не будет выполнять положения настоящей Конвенции.

## LXVI

*От имени Иракской Республики*

Делегация Иракской Республики заявляет, что ее правительство резервирует за собой право принимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Член каким-либо образом не будет выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или если оговорки, сделанные этим Членом, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи или влекут за собой увеличение доли взноса Ирака на покрытие расходов Союза.

## LXVII

*От имени Тоголезской Республики*

Делегация Тоголезской Республики резервирует за своим правительством право принимать любые меры, которые оно сочтет целесообразными, если какая-нибудь страна не будет выполнять положения настоящей Конвенции или если какие-либо оговорки, сделанные некоторыми Членами во время Конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.), или подписание или присоединение, приведут к положению, неприемлемому для его служб электросвязи, или к увеличению доли его взносов на покрытие расходов Союза, которую оно считает слишком большой.

## LXVIII

*От имени Республики Дагомеи*

Делегация Республики Дагомеи сохраняет за своим правительством право:

1. Не соглашаться с любыми решениями финансового порядка, которые могли бы повлечь за собой увеличение доли его взносов на покрытие расходов Союза;

2. Приимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты его служб электросвязи в случае, если какие-либо из стран-Членов не будут выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.).

## LXIX

*От имени Народной Республики Конго*

Делегация Народной Республики Конго на Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.) заявляет от имени своего Революционного Народного Правительства, что она не признает ни юридического, ни морального права на подписание Заключительных актов делегацией реакционного режима Лон Нола. Только представители Королевского Правительства Национального Единства Камбоджи имеют право представлять и подписывать от имени Камбоджи Заключительные акты настоящей конференции.

## LXX

*От имени Папуа—Новой Гвинеи*

Папуа—Новая Гвинея резервирует за собой право принимать любые меры, которые она сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут нести свою долю участия в расходах Союза, или если они каким-либо образом не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений или Протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу нормальную работу ее служб электросвязи.

## LXXI

*От имени Республики Эль-Сальвадор*

Делегация Республики Эль-Сальвадор резервирует за своим правительством право делать любое заявление или оговорку, которые оно сочтет необходимыми, в период до ратификации этой Конвенции и заявляет, что она не соглашается с любыми последствиями оговорок, сделанных другими странами, которые неблагоприятно отражаются на интересах Эль-Сальвадора.

## LXXII

*От имени Государства Израиль*

Заявления, сделанные делегациями Алжира (Алжирской Народной Демократической Республикой), Королевства Саудовской Аравии, Арабской Республики Египет, Объединенных Арабских Эмиратов, Иракской Республики, Государства Кувейт, Ливана, Ливийской Арабской Республики, Малайзии, Королевства Марокко, Исламской Республики Мавритании, Султаната Оман, Пакистана, Сомалийской Демократической Республики, Демократической Республики Судан, Туниса, Йеменской Арабской Республики и Народной Демократической Республики Йемен, находясь в вопиющем противоречии с принципами и целями Международного союза электросвязи и, следовательно, лишены какой-либо законной силы, правительство Израиля желает официально заявить, что оно категорически отвергает эти заявления и считает, что

они не могут иметь никакой силы в отношении прав и обязанностей государств—Членов Международного союза электросвязи.

В любом случае правительство Израиля использует свои права для обеспечения своих интересов в случае, если правительства Алжира (Алжирской Народной Демократической Республики), Королевства Саудовской Аравии, Арабской Республики Египет, Объединенных Арабских Эмиратов, Иракской Республики, Государства Кувейт, Ливана, Ливийской Арабской Республики, Малайзии, Королевства Марокко, Исламской Республики Мавритании, Султаната Оман, Пакистана, Сомалийской Демократической Республики, Демократической Республики Судан, Туниса, Йеменской Арабской Республики и Народной Демократической Республики Йемен каким-либо образом будут нарушать какие-либо положения Конвенции, Приложений, Протоколов или Резолюций к ней.

### LXXIII

#### *От имени Корейской Республики*

Делегация Корейской Республики, выступая от имени своего правительства:

1. Заявляет, что любая оговорка, сделанная в отношении законности его представительства в МСЭ или на этой Полномочной конференции, не имеет никакого основания и юридической ценности;
2. Резервирует право своего правительства принимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут нести свою долю в расходах Союза, или если какой-нибудь Член каким-либо образом не будет выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолнос, 1973 г.), Приложений или Протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

### LXXIV

#### *От имени Бельгии*

Делегация Бельгии резервирует за своим правительством право принимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут нести свою долю взносов в покрытие расходов Союза, или если они каким-либо образом не будут выполнять положения настоящей Конвенции, Приложений или Протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, ведут к увеличению его взносов на покрытие расходов Союза или ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

### LXXV

#### *От имени Ливийской Арабской Республики*

Делегация Ливийской Арабской Республики резервирует за своим правительством право соглашаться или не соглашаться с последствиями любых оговорок, сделанных другими странами, которые могли бы повлечь за собой увеличение доли его взносов в покрытие расходов Союза, и принимать любые



меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов, если какой-нибудь Член или Сочлен каким-либо образом не выполняет положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или приложений к ней Регламентов.

#### LXXVI

*От имени Габонской Республики*

Подписывая Международную конвенцию электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), делегация Габонской Республики резервирует за своим правительством право принимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если оговорки других правительств ведут к увеличению доли его взносов на покрытие расходов Союза или ставят под угрозу работу его служб электросвязи.

#### LXXVII

*От имени Республики Верхняя Вольты*

Делегация Республики Верхняя Вольты на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) сохраняет за своим правительством право не принимать любых решений финансового порядка, направленных на увеличение его взноса на покрытие расходов Союза, и принимать, кроме того, другие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если другие Члены не будут выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений и Регламентов.

#### LXXVIII

*От имени Республики Мали*

Делегация Республики Мали на Полномочной конференции МСЭ заявляет, что она не соглашается ни с каким увеличением ее взноса в бюджет Союза из-за несостоятельности любого другого Члена оплатить свои взносы и связанные с этим другие расходы.

Она также резервирует за своим правительством право принимать все необходимые меры для защиты интересов своих служб электросвязи в случае, если положения Конвенции (Малага-Торремолинос, 1973 г.) не будут выполняться каким-либо Членом Союза.

#### LXXIX

*От имени Непала*

Делегация Непала резервирует за своим правительством право принимать такие меры, которые оно сочтет уместными для защиты своих интересов в случае, если по какой-либо причине увеличивается его ежегодная доля взноса.

#### LXXX

*От имени Объединенных Арабских Эмиратов*

Делегация Объединенных Арабских Эмиратов заявляет, что ее правительство резервирует за собой право принимать такие меры, которые оно

сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Член каким-либо образом не будет выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или если оговорки, сделанные этим Членом, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи или приведут к увеличению доли взноса Объединенных Арабских Эмиратов на покрытие расходов Союза.

## LXXXI

*От имени Восточной Республики Уругвай*

Подписывая настоящую Конвенцию, делегация Восточной Республики Уругвай заявляет, что ее правительство резервирует право принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если другие Члены не будут придерживаться положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений или Протоколов к ней или если оговорки, сделанные другими странами, могут помешать службам электросвязи Восточной Республики Уругвай.

## LXXXII

*От имени Республики Боливии*

Подписывая настоящую Конвенцию, делегация Республики Боливии заявляет, что ее правительство резервирует право принимать необходимые меры для защиты своих интересов, если другие Члены не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений или Протоколов к ней или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу интересы Республики Боливии, в частности, в том, что касается боливийских служб электросвязи.

Она также заявляет, что ее правительство сохраняет за собой право делать любые оговорки до момента ратификации им Конвенции.

## LXXXIII

*От имени Республики Сенегал*

Делегация Республики Сенегал заявляет от имени своего правительства, что она не соглашается с любыми последствиями каких бы то ни было оговорок, сделанных другими правительствами на настоящей конференции, которые могли бы привести к увеличению доли ее взносов в расходы Союза.

Кроме того, Республика Сенегал сохраняет за собой право принимать любые меры, которые она сочтет полезными для защиты своих интересов, если оговорки, сделанные другими странами, или несоблюдение Конвенции поставят под угрозу нормальную работу ее служб электросвязи.

## LXXXIV

*От имени Аргентинской Республики*

## А

Делегация Аргентинской Республики резервирует за своим правительством право:

1. Не соглашаться с любыми решениями финансового порядка, которые могут повлечь за собой увеличение его взноса;
2. Принимать такие меры, которые оно считает нужными для защиты нормальной работы его служб электросвязи в случае, если страны-Члены не будут выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.).

## В

Делегация Аргентинской Республики резервирует за своим правительством право сделать любые оговорки, которые оно сочтет нужными, относительно текстов, включенных в Международную конвенцию электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) и которые могут затрагивать прямо или косвенно ее суверенитет.

## LXXXV

*От имени Гвинейской Республики*

Делегация Гвинейской Республики резервирует за своим правительством право принимать меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если Члены каким-либо образом не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу его службы электросвязи, право соглашаться или не соглашаться с финансовыми последствиями, которые могут возникать в результате этих оговорок.

## LXXXVI

*От имени Испании*

Делегация Испании заявляет от имени своего правительства, что слово «страна», используемое в преамбуле, в статье 1 и других статьях Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), является синонимом понятия «суверенное государство» и имеет то же самое значение и то же самое употребление и юридическое и политическое содержание.

## LXXXVII

*От имени Аргентинской Республики*

Подписывая настоящую Конвенцию, делегация Аргентинской Республики заявляет от имени своего правительства, что любая ссылка в Заключительном протоколе Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или в любом другом документе конференции относительно Мальвинских островов, островов Южной Георгии и Южных Саидвичевых островов под ошибочным названием «Фолклендские острова и зависимые территории» никоим образом не затрагивают абсолютные и неотъемлемые суверенные права Аргентинской Республики на эти территории. Их оккупация Соединенным Королевством Великобритании и Северной Ирландии в результате акта насилия, с которым Аргентинская Республика никогда не соглашалась, заставила Организацию Объединенных Наций в Резолюции № 2065 (XX) предложить обеим сторонам найти мирное решение спора о суверенитете этих островов.

Необходимо также со всей определенностью подчеркнуть, что любая ссылка в этих документах на так называемые «Британские антарктические территории» никоим образом не ставит под сомнение права Аргентинской Республики на аргентинский сектор Антарктиды и что это же отмечается в статье IV Договора об Антарктиде, заключенного в Вашингтоне 1 декабря 1959 г., который наряду с другими подписали Аргентинская Республика и Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии.

#### LXXXVIII

*От имени Алжира (Алжирской Народной Демократической Республики)*

Делегация Алжирской Народной Демократической Республики на Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) резервирует за своим правительством право принимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены каким-либо образом не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или если оговорки, сделанные другими Членами, отразятся на ее службах электросвязи или повлекут за собой увеличение доли взноса на расходы Союза.

#### LXXXIX

*От имени Перу*

Делегация Перу заявляет, что ни при каких обстоятельствах Перу не считает себя обязанным соблюдать положения Конвенции, касающиеся разрешения спорных вопросов между Членами Союза путем арбитража.

Делегация Перу также резервирует за своим правительством право:

1. Принимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены каким-либо образом не будут выполнять положения Конвенции или ее Регламентов или если оговорки, сделанные этими Членами, ставят под угрозу нормальную работу служб электросвязи Перу;
2. Соглашаться или не соглашаться с последствиями любых оговорок, которые могли бы повлечь за собой увеличение доли взносов Перу на расходы Союза;
3. Соглашаться или не соглашаться со всеми или некоторыми положениями Административных регламентов: Телеграфного регламента, Телефонного регламента, Регламента радиосвязи и Дополнительного регламента радиосвязи, упомянутых в Конвенции.

#### XC

*От имени Ирана*

Делегация Ирана резервирует за своим правительством право принимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут участвовать своими взносами в расходах Союза, имея в виду существующие долги и проценты на эти долги, а также будущие взносы, или если они каким-либо другим образом не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Тор-

ремолинос, 1973 г.), Приложений, Протоколов или Регламентов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

#### ХСІ

*От имени Белорусской Советской Социалистической Республики, Народной Республики Болгарии, Кубы, Венгерской Народной Республики, Монгольской Народной Республики, Польской Народной Республики, Германской Демократической Республики, Украинской Советской Социалистической Республики, Социалистической Республики Румынии, Чехословацкой Социалистической Республики и Союза Советских Социалистических Республик*

Делегации вышеупомянутых стран считают, что положения пункта 5 Конвенции Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) не соответствуют принципу, согласно которому многосторонние международные договоры, цели и задачи которых касаются международного сообщества в целом, что справедливо и для электросвязи (см. статью 4 вышеупомянутой Конвенции), должны быть открытыми для всех стран.

#### ХСІІ

*От имени Филиппинской Республики*

Делегация Филиппинской Республики резервирует за своим правительством право принимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут выплачивать своих взносов Союзу, результатом чего явится увеличение его взноса. Она резервирует также право своего правительства относительно любой оговорки, сделанной другой страной, которая могла бы затронуть интересы Филиппин.

#### ХСІІІ

*От имени Федеративной Республики Германии*

Делегация Федеративной Республики Германии резервирует за своим правительством право принимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут вносить своей части в расходы Союза, или если они каким-либо другим образом не будут выполнять положений настоящей Конвенции, Приложений или Протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, ведут к увеличению его доли взноса на покрытие расходов Союза или ставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи. Делегация Федеративной Республики Германии также сохраняет за своим правительством право принимать соответствующие возможные меры в случае, если обычный бюджет Союза обременен расходами по техническому сотрудничеству.

#### ХСІV

*От имени Франции*

Французская делегация резервирует за своим правительством право принимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих ин-

тересов в случае, если некоторые Члены не будут участвовать в расходах Союза или они каким-либо другим образом не будут выполнять положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений или Протоколов к ней или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи.

#### XCV

##### *От имени Монако*

Делегация Монако резервирует за своим правительством право принимать все меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут принимать участие в расходах Союза, или если они не выполняют положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений или Протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу хорошую и эффективную работу ее служб электросвязи.

#### XCVI

##### *От имени Австрии, Люксембурга и Королевства Нидерландов*

Делегации вышеупомянутых стран резервируют за своими правительствами право принимать любые меры, которые они сочтут необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не участвуют в оплате расходов Союза, или если они каким-либо другим образом не будут выполнять положения Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений или Протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, могут привести к увеличению их доли взносов в расходы Союза, или, наконец, если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу нормальную работу служб электросвязи.

#### XCVII

##### *От имени Социалистической Федеративной Республики Югославии*

Делегация Социалистической Федеративной Республики Югославии резервирует за своим правительством право:

1. Принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты интересов своих служб электросвязи в случае, если некоторые Члены не выполняют положений настоящей Конвенции или если оговорки, сделанные другими странами, поставят под угрозу нормальную работу его служб электросвязи;
2. Принимать любые меры, которые оно сочтет необходимыми, для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут участвовать и вносить свой взнос в расходы Союза или если какие-нибудь оговорки, сделанные другими странами, приведут к увеличению его взноса на расходы Союза.

#### XCVIII

##### *От имени Швейцарской Конфедерации и Княжества Лихтенштейн*

Делегации вышеупомянутых стран резервируют за своими правительствами право принимать необходимые меры для защиты своих интересов в случае,

если какие-нибудь внесенные оговорки или другие соответствующие мероприятия влияют на нормальную работу их служб электросвязи или ведут к увеличению их взносов на расходы Союза.

## XCIX

### *От имени Государства Израиль*

Государство Израиль резервирует свою позицию в отношении Резолюции № 48 в свете следующих факторов:

1. Эта Резолюция основывалась на бесосновательных обвинениях со стороны части стран, ведущих открытую войну и проявляющих неумную враждебность против Государства Израиль, не представивших на конференцию ни одного доказательства.

2. Проект Резолюции был рассмотрен в субботу 20 октября—в атмосфере подстрекательских речей, иезопых обвинений и скрытых угроз—и все это в субботний день, когда обвинители хорошо знали, что единственный представитель Израиля будет отсутствовать по религиозным мотивам. Таким образом, оказалось, что Израиль якобы согласился с этими необоснованными обвинениями, поскольку он не выступил в свою защиту. Фактически Израиль был поставлен в известность о том, что этот вопрос выносился на обсуждение, и его отослали к Документу № 341, представленному Малайзией.

3. Религиозные мотивы, которыми объясняется отсутствие представителя Израиля, были полностью изложены председателю накануне; председатель твердо обещал, что если в субботу произойдет нечто важное для Израиля, то он сделает все возможное, чтобы отложить дебаты, предоставив возможность делегации Израиля использовать свое право высказать свое мнение, см. пункт 670 Конвенции Монре, 1965 г., который гласит:

«Он (Председатель) охраняет права всех делегаций свободно и полно высказывать свои мнения по обсуждаемому вопросу».

4. Когда этот порядок нарушался, делегация Израиля действовала обычным порядком и при первом обсуждении проекта Резолюции—на пленарном заседании в понедельник 22 октября—изложила в своем заявлении соответствующие факты и официально потребовала отклонить проект Резолюции, согласно пункту 692 Конвенции. Председатель отказался приступить к голосованию во время чтения этого проекта, заявив, что делегат Израиля отклоняется от главного вопроса, что противоречит постановлениям Конвенции и общепринятой практике. Вследствие этого присутствующие делегации были лишены возможности голосовать по этому вопросу, выслушав обе стороны.

5. В своем заявлении, представленном на пленарном заседании 22 октября, которое было полностью воспроизведено в Протоколе этого заседания, Израиль, в частности, заявил:

а) В тот день, когда было сделано голословное утверждение о саботаже на подводных кабельных линиях связи Бейрута, израильский представитель выступил с официальным опровержением какой бы то ни было причастности Израиля к этому случаю.

б) Данный подводный кабель в своей большей части принадлежит европейским странам и США, чьи симпатии и уважение Израиль стремится завое-

вать. Какой смысл Израилю рисковать этой симпатией и наносить ущерб дружественным нациям?

с) Разве Израиль, желая совершить такой акт, стал бы делать это так близко от берега, где это легко обнаружить и сравнительно просто исправить?

д) В этом случае, как и ранее, имели место акты внутреннего саботажа. До этого были повреждены нефтепроводы, совершены захваты посольств арабских государств, убийства высокопоставленных лиц арабских стран, воздушные пиратские акты, сопровождаемые взятием заложников. Во всех этих случаях имела место борьба групп внутри арабских государств. Здесь также факты вели к следующим заключениям. В Ливане действовали оппозиционные арабские группы. В эти же дни в Бейруте одна из таких групп взяла в качестве заложников 50 ливанцев и подвергала опасности их жизни. У этих групп был минимальный необходимый для производства взрывов и осуществления подобного саботажа опыт, а также не было достаточных средств, позволяющих добраться до точек, где, согласно необоснованным утверждениям, был нанесен ущерб. Одним ударом они могут отомстить за причиненное зло— реальное или воображаемое— в сложившейся обстановке свалить вину на Израиль.

е) Как стало известно, Ливан, впервые сообщив о повреждении кабеля и обратившись к компании ИТАЛКАБА с просьбой помочь восстановить связь через обходные каналы, рассматривал этот инцидент как акт саботажа. И только позже он решил, что этот инцидент можно использовать в пропагандистских целях.

На основании вышеизложенного Государство Израиль считает, что так называемая Резолюция № 48 была незаконно и неправильно включена в эту Конвенцию и она не имеет никакого смысла и значения.

Государство Израиль уверено в том, что все честно настроенные Члены Союза разделяют его точку зрения и соответствующим образом будут относиться к этой так называемой Резолюции.

## С

*От имени Дании, Финляндии, Исландии, Норвегии и Швеции*

Делегации вышеупомянутых стран резервируют за своими правительствами право принимать такие меры, которые они сочтут необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены Союза не будут вносить свою часть в расходы Союза, или если какие-нибудь Члены каким-либо другим образом не выполняют положений Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), Приложений или Протоколов к ней, или если оговорки, сделанные другими странами, ставят под угрозу нормальную работу их служб электросвязи.

## СИ

*От имени Италии*

1. Делегация Италии резервирует за своим правительством право принимать такие меры, которые оно сочтет необходимыми для защиты своих интересов в случае, если некоторые Члены не будут вносить свою часть на покрытие расходов Союза, или если они каким-либо другим образом не будут выполнять положений настоящей Конвенции, Приложений или Протоколов к



ней, или если оговорки, сделанные другими странами, приведут к увеличению его взносов на расходы Союза или ставят под угрозу нормальную работу ее служб электросвязи. Делегация также резервирует за своим правительством право принимать соответствующие вытекающие из этого меры в случае, если в обычный бюджет Союза будут включены расходы на деятельность по техническому сотрудничеству.

2. Италия резервирует за собой право не участвовать в дополнительных расходах, которые Международный союз электросвязи может понести на будущих Полномочных и Административных конференциях из-за применения шестого языка при устном переводе согласно Резолюции, принятой настоящей Полномочной конференцией.

## СII

*От имени Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии*

### А

Делегация Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии обращает внимание на заявление делегации Чили в отношении антарктических территорий.

Поскольку это заявление может относиться к Британской антарктической территории, правительство Ее Величества в Соединенном Королевстве Великобритании и Северной Ирландии не сомневается в своих суверенных правах на эту территорию.

### В

Делегация Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии заявляет, что она не принимает заявление аргентинской делегации, содержащееся в ее декларации, поскольку это заявление оспаривает суверенные права правительства Ее Величества на Фолклендские острова и зависимые территории, а также на Британскую антарктическую территорию, и желает по этому вопросу официально оговорить право правительства Ее Величества. Фолклендские острова и зависимые территории, а также Британская антарктическая территория являются и остаются составной частью территорий, за международные связи которых несет ответственность правительство Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии.

Делегация Соединенного Королевства не может также согласиться с мнением аргентинской делегации в отношении того, что название «Фолклендские острова и зависимые территории» является ошибочным, и поскольку это мнение связано с названием «Фолклендские острова», то и это название является ошибочным. Кроме того, делегация Соединенного Королевства не может согласиться с мнением аргентинской делегации в отношении того, что слово «Мальвинские» должно использоваться вместе с названием «Фолклендские острова и зависимые территории». Решение Специального комитета Организации Объединенных Наций добавить слово «Мальвинские» после этого названия относилось исключительно к документам Специального комитета Организации Объединенных Наций, которому поручено изучить вопрос о выполнении Декларации о предоставлении независимости колониальным странам и их народам, и не было принято Организацией Объединенных Наций

во всех ее документах. Поэтому оно никоим образом не затрагивает Международную конвенцию электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.), ее Приложения или любые другие документы, публикуемые Международным союзом электросвязи.

Что касается Резолюции 2065 (XX) Организации Объединенных Наций, делегация Соединенного Королевства не согласна с мотивом, выдвинутым аргентинской делегацией в отношении этой Резолюции.

Делегация Соединенного Королевства обращает внимание на ссылку аргентинской делегации на статью IV Антарктического договора, подписанного в Вашингтоне 1 декабря 1959 г., но желает заявить, что эта статья никоим образом не поддерживает или не подтверждает господство или суверенные права какой-либо одной державы на любую антарктическую территорию, правительство Ее Величества не подвергает сомнению суверенные права Соединенного Королевства на Британскую антарктическую территорию.

### CIII

#### *От имени Республики Панама*

Делегация Республики Панама заявляет, что она не согласна с любым заявлением, сделанным какой бы то ни было страной в Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) или в любом другом документе, которое посягает на ее суверенные права на зону Панамского канала.

### CIV

#### *От имени Социалистической Республики Румынии*

При подписании Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) румынская делегация заявляет, что сохранение некоторых территорий в качестве зависимых, о котором говорится в Дополнительном протоколе III, не соответствует документам, принятым Организацией Объединенных Наций о предоставлении независимости колониальным странам и их народам, включая Декларацию, касающуюся принципов международного закона о дружественных связях и сотрудничестве между государствами в соответствии с Уставом Организации Объединенных Наций, который был единогласно принят согласно Резолюции 2625 (XXV) Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций от 24 октября 1970 г. и который торжественно провозгласил обязанность государств способствовать выполнению принципа равенства прав народов и их прав на самоопределение с тем, чтобы положить быстрый конец колониализму.

### CV

#### *Председатель Конференции*

Председатель Конференции считает предосудительными выражения, используемые в заявлении, сделанном Израилем на Полномочной конференции, Малага-Торремолинос, 1973 г., и включенном в Заключительный протокол, объясняющий применение Внутреннего регламента конференций, включенного в Общий регламент, приложение к Конвенции, Монре́, 1965 г.

Пункт 670 Конвенции, Монре́, на самом деле гласит, что «председатель обязан охранять право каждой делегации свободно и полно высказывать свое

мнение по обсуждаемому вопросу». Это постановление, несомненно, касается делегаций, которые присутствуют при обсуждении, но оно не относится в данном случае к делегации Израиля, которая по религиозным мотивам, заслуживающим самого глубокого уважения, не присутствовала на пленарном заседании в субботу 20 октября, несмотря на то, что накануне вечером она имела основания предполагать, что на этом заседании будет обсуждаться проект Резолюции, содержащийся в Документе № 326, представленном делегацией Ливана. В связи с этим следовало бы добавить, что при встрече с делегатом Израиля, г-ном Саккедом, в пятницу 19 октября председатель не мог дать никакой гарантии об отсрочке обсуждения данного проекта резолюции и лишь сказал, что он проведет консультации, которые оказались безрезультатными, с целью перенести обсуждение этого вопроса на понедельник 22 октября.

На пленарном заседании в понедельник 22 октября делегат Израиля при первом обсуждении Резолюции № 48, представленной Редакционным комитетом и содержащейся в Документе № 351, просил вновь проголосовать за содержание этого проекта Резолюции, основывая свою просьбу п. 692 Конвенции, Монре́.

Объяснение председателя заключалось в том, что пленарное заседание располагало текстом Резолюции до его окончательного рассмотрения в соответствии с пунктом 763 Конвенции, Монре́, но не рассматривало этот вопрос по существу, которое уже было определено на заседании в субботу 20 октября после поименного голосования, при котором было подано 64 голоса за и 3 против при 46 воздержавшихся.

Председатель обосновал свое решение пунктом 697 Конвенции, Монре́ (1965 г.).

В удостоверение чего соответствующие полномочные представители подписали настоящий Заключительный протокол в одном экземпляре на английском, китайском, испанском, французском и русском языках. Этот протокол будет храниться в архивах Международного союза электросвязи, который направит копию его каждой из подписавших стран.

Совершено в Малага-Торремолинос 25 октября 1973 года.

*За Заключительным протоколом следуют те же подписи, что и после Конвенции.*

## ДОПОЛНИТЕЛЬНЫЕ ПРОТОКОЛЫ

### Дополнительный Протокол I. Расходы Союза на период с 1974 по 1979 год

1. Административный совет уполномочен составлять годовой бюджет Союза с таким расчетом, чтобы ежегодные расходы:

- Административного совета,
- Генерального секретариата,
- Международного комитета регистрации частот,
- Секретариатов Международных консультативных комитетов,
- Лабораторий и технических установок Союза,

не превышали нижеуказанных сумм на 1974 год и последующие годы до следующей Полномочной конференции Союза:

- 35 000 000 швейцарских франков на 1974 г.;
- 36 650 000 швейцарских франков на 1975 г.;
- 36 600 000 швейцарских франков на 1976 г.;
- 37 600 000 швейцарских франков на 1977 г.;
- 38 800 000 швейцарских франков на 1978 г.;
- 39 980 000 швейцарских франков на 1979 г.

Годовые бюджеты после 1979 года не должны превышать ежегодно более чем на 3% сумму, установленную на предыдущий год.

2. Административному совету разрешается превышать пределы, установленные в вышеприведенном пункте 1, для оплаты любых расходов, возникающих в результате замены членов Международного комитета регистрации частот (см. Резолюцию № 3 настоящей Конференции).

3. Административный совет может разрешать производить расходы на конференции, упомянутые в пункте 91 Конвенции, а также расходы на собрания Международных консультативных комитетов.

3.1. В период с 1974 по 1979 год принятый Административным советом бюджет, при условии соблюдения в случае необходимости положений нижеприведенного подпункта 3.2., не должен превышать следующие суммы:

- 6 600 000 швейцарских франков на 1974 г.;
- 2 900 000 швейцарских франков на 1975 г.;
- 11 000 000 швейцарских франков на 1976 г.;
- 3 400 000 швейцарских франков на 1977 г.;
- 3 000 000 швейцарских франков на 1978 г.;
- 14 800 000 швейцарских франков на 1979 г.;

3.2. В случае если *a)* Полномочная конференция, или *b)* Всемирная конференция по морской радиосвязи, или *c)* Всемирная административная конференция радиосвязи для составления планов по спутниковому вещанию, или *d)* Всемирная административная конференция по воздушной подвижной (Р) службе, или *e)* Всемирная административная конференция для пересмотра Регламента радиосвязи не состоится в период с 1974 по 1979 год, общие суммы, выделенные на эти годы, будут уменьшены на 3 800 000 швейцарских франков для *a)*, на 3 124 000 швейцарских франков для *b)*, на 3 200 000 швейцарских франков для *c)*, на 1 950 000 швейцарских франков для *d)* и на 4 800 000 швейцарских франков для *e)*.

Если Полномочная конференция не состоится в 1979 году, то Административный совет выделяет на каждый год после 1979 года такие суммы, которые он сочтет необходимыми для расходов на проведение конференций, упомянутых в пункте 91 Конвенции, и для расходов на проведение Собраний Международных консультативных комитетов.

3.3. Административный совет может разрешить превышение годовых пределов, установленных в вышеприведенном подпункте 3.1, если это превышение может быть компенсировано суммами в пределах расходов:

- Непользованными в предыдущем году или;
- Предусмотренными на будущий год.

4. Совет может также превышать пределы, установленные в вышеприведенных пунктах 1 и 3, принимая во внимание:

- 4.1. Повышение размеров окладов, пенсионных взносов или пособий, включая надбавки по месту работы, установленные Организацией Объединенных Наций для своего персонала, работающего в Женеве;
- 4.2. Колебания обменного курса швейцарского франка по отношению к американскому доллару, которые влекут за собой дополнительные расходы Союза.

5. Административный совет должен проводить политику строжайшей экономии. С этой целью он должен ежегодно устанавливать самый низкий допустимый уровень расходов, отвечающий нуждам Союза в пределах, установленных выше в пунктах 1 и 3, с учетом в случае необходимости положений пункта 4.

6. Если кредиты, которыми сможет пользоваться Административный совет согласно вышеуказанным пунктам 1-4, оказываются недостаточными для обеспечения эффективной работы Союза, то Совет может превысить рамки этих кредитов только с одобрения большинства Членов Союза после их соответствующего опроса. При проведении опроса Члены Союза должны быть ознакомлены со всеми обстоятельствами, оправдывающими этот шаг.

7. До рассмотрения предложений, которые могут повлечь за собой финансовые последствия, Всемирные административные конференции и Пленарные ассамблеи Международных консультативных комитетов должны располагать сметой дополнительных расходов, которые могут быть вызваны принятием таких предложений.

8. Ни одно решение Административной конференции или Пленарной ассамблеи Международного консультативного комитета не будет выполнено, если оно приведет к прямому или косвенному увеличению расходов, превышающих кредиты, которыми Административный совет может располагать, согласно вышеприведенным пунктам 1-4, или по условиям, оговоренным в пункте 6.

#### Дополнительный Протокол II. Порядок выбора Членами своего класса взносов

1. До 1 июля 1974 года каждый Член сообщает Генеральному секретарю о классе взносов, выбранном им по таблице классов взносов, приведенной в пункте 92 Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолнос, 1973 г.).

2. Члены, которые не сообщили о своем решении до 1 июля 1974 года согласно требованиям, изложенным в вышеприведенном пункте 1, будут выплачивать взносы в соответствии с количеством единиц, которое они внесли по Конвенции, Монтрё (1965 г.).

Дополнительный Протокол III. Меры по обеспечению возможности применения Конвенции Организацией Объединенных Наций при выполнении предписаний статьи 75 Устава Организации Объединенных Наций

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолнос, 1973 г.) решила принять следующие меры с тем, чтобы Организация Объединенных Наций смогла и в дальнейшем применять Между-

народную конвенцию электросвязи, принимая во внимание решение конференции об отмене категории Сочлепа.

Она постановила, что Организация Объединенных Наций будет и впредь согласно Конвенции (Малага-Торремолинос, 1973 г.) после вступления ее в силу пользоваться теми же полномочиями, которыми она пользуется в настоящее время в соответствии со статьей 75 Устава Организации Объединенных Наций по Международной конвенции электросвязи (Монтрё, 1965 г.). Каждый случай должен рассматриваться Административным советом Союза.

#### Дополнительный Протокол IV. Меры по обеспечению прав ПАПУА-НОВОЙ ГВИНЕИ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) решила принять следующие временные меры по обеспечению прав Папуа-Новой Гвинеи, принимая во внимание решение конференции отменить категорию Сочлена.

1. При вступлении в силу Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) Папуа-Новая Гвинея сохранит свой существующий статус Сочлепа Союза и будет иметь те же права и обязанности, что и Члены Союза, за исключением того, что она не имеет права голосовать на всех конференциях или собраниях органов Союза или выдвигать кандидатов в члены Международного комитета регистрации частот; она также не может быть выбрана в Административный совет.

2. Следовательно, эта страна может подписывать и ратифицировать Международную конвенцию электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) с особым статусом, подобным статусу Сочлена, определенному в Международной конвенции электросвязи (Монтрё, 1965 г.). Впоследствии она будет иметь статус согласно Конвенции Малага-Торремолинос с правами и обязанностями, соответствующими правам и обязанностям Сочлена, как если бы эта категория членства оставалась в новой Конвенции. Такое положение сохранится до тех пор, пока Папуа-Новая Гвинея не станет полноправным Членом Союза согласно постановлениям Конвенции Малага-Торремолинос.

#### Дополнительный Протокол V. Дата вступления в должность Генерального Секретаря и заместителя Генерального секретаря

Генеральный секретарь и заместитель Генерального секретаря, избранные Полномочной конференцией (Малага-Торремолинос, 1973 г.) в соответствии с условиями определенными этой конференцией, приступят к исполнению своих обязанностей 1 января 1974 г.

#### Дополнительный Протокол VI. Временные положения

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.) решила временно принять следующие меры до вступления в силу Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.):

1. Административный совет будет состоять из 36 членов, избранных конференцией в соответствии с порядком, установленным этой Конвенцией. Совет может быть созван сразу же после своего избрания и может выполнять задачи, возложенные на него согласно Конвенции.

2. Председатель и заместитель председателя, которых изберет Административный совет на своей первой сессии, будут выполнять свои функции до избрания их преемников в начале работы ежегодной сессии Административного совета 1975 года.

В удостоверение чего соответствующие полномочные представители подписали эти Дополнительные протоколы в одном экземпляре на английском, китайском, испанском, французском и русском языках. Эти Протоколы будут храниться в архивах Международного союза электросвязи, который направит их копии каждой из подписавших стран.

Совершено в Малага-Торремолинос, 25 октября 1973 г.

*За Дополнительными протоколами следуют те же подписи, что и после Конвенции.*

## РЕЗОЛЮЦИИ, РЕКОМЕНДАЦИИ, ПОЖЕЛАНИЯ

### Резолюция № 1. Устав и Регламент персонала, применяемые к выборным должностным лицам Союза

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая:

- a) Что Административный совет разработал и изменил временный Устав и Регламент, применяемые к выборным должностным лицам, согласно Резолюциям № 1 и 4, принятым соответственно Полномочными конференциями в Женеве (1959 г.) и Монреале (1965 г.);
- b) Что некоторые решения, принятые этой конференцией, обуславливают изменения временного Устава и Регламента персонала;
- c) Что и Устав и Регламент должны всегда соблюдаться;

Поручает Административному совету пересмотреть и изменить в случае необходимости Устав и Регламент персонала, применяемые к выборным должностным лицам в соответствии с решениями этой конференции.

### Резолюция № 2. Оклады и представительские расходы выборных должностных лиц

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Отмечая что согласно Резолюции № 1 Полномочной конференции (Монреаль, 1965 г.) Члены Союза утвердили изменения окладов выборных должностных лиц, предложенные Административным советом на основе изменений Общей системы Организации Объединенных Наций посредством опроса, на который было затрачено длительное время и большие средства;

Признавая что оклады выборных должностных лиц должны быть установлены на соответствующем уровне выше окладов, выплачиваемых назначаемому персоналу по Общей системе Организации Объединенных Наций;

Постановляет, что при условии выполнения требований, которые может предложить Административный совет Членам Союза в соответствии с приведенными ниже указаниями, Генеральный секретарь, заместитель Генерального

секретаря, директоры Международных консультативных комитетов и члены Международного комитета регистрации частот, начиная с 1 января 1974 года, должны получать оклады, установленные в соответствии с максимальным окладом, выплачиваемым назначаемому персоналу, на основе следующего процентного соотношения:

Генеральный секретарь .....	124%
Заместитель Генерального секретаря, директоры Международных консультативных комитетов .....	111%
Члены МКРЧ .....	106%

Поручает Административному совету:

1. Утверждать в случае необходимости изменения окладов, являющиеся результатом применения вышеуказанных процентных соотношений, если произойдет соответствующее изменение шкалы окладов Общей системы;
2. Выдвигать на одобрение большинства Членов Союза пересмотренные процентные соотношения при соответствующих основаниях в случае возникновения чрезвычайных обстоятельств, которые, по мнению Административного совета, оправдывают изменение вышеприведенных соотношений;

Постановляет, кроме того, что расходы на представительство будут возмещаться по предъявлении счетов в пределах следующих сумм:

	<i>Швейцарских франков в год</i>
Генерального секретаря .....	15 000
Заместителя Генерального секретаря, директоров Консультативных комитетов .....	7 500
МКРЧ (для всего Комитета по усмотрению председателя) .....	7 500

Поручает, кроме того, Административному совету в случае заметного повышения стоимости жизни в Швейцарии предлагать на утверждение большинства Членов Союза соответствующие изменения вышеуказанных сумм.

#### Резолюция № 3. Выборы членов Международного комитета регистрации частот (МКРЧ)

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолнос, 1973 г.),

Учитывая свое решение о том, что выборы членов МКРЧ производятся на Полномочных конференциях;

Принимая во внимание соответствующие постановления Конвенции, Монтрё (1965 г.) и практические затруднения, связанные с проведением выборов на этой Полномочной конференции;

Постановляет:

1. Что согласно пп. 57 и 58 Конвенции, Монтрё, Всемирная административная конференция по морской подвижной радиосвязи, запланированная на 1974 год, будет Всемирной административной конференцией, рассматривающей общие вопросы радиосвязи с целью выполнения поло-



жений пп. 172 и 175 Конвенции, Монтрё, в отношении выборов членов МКРЧ;

2. Что следующие выборы членов МКРЧ включаются в повестку дня этой конференции в соответствии с п. 57 Конвенции, Монтрё;

Поручает Генеральному секретарю сообщить всем администрациям об этой Резолюции в кратчайший срок и просить их своевременно представить документы на кандидатов для рассылки их Членам и представления па Всемирную административную конференцию по морской подвижной радиосвязи, которая запланирована на 1974 г.

#### Резолюция № 4. НОРМЫ РАЗЯДОВ И КЛАССИФИКАЦИЯ ДОЛЖНОСТЕЙ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Отметив и одобрив меры, принятые Административным советом согласно Резолюции № 6 Полномочной конференции (Монтрё, 1965 г.) и приведенные в отчете Административного совета;

Учитывая, что, исходя из нужд Союза, следует выработать соответствующую классификацию должностей, используя эффективную систему контроля за организацией и методами работы, постоянно согласуя должностные разряды с руководящими указаниями, одобренными для Общей системы Организации Объединенных Наций в целом, обновляя в соответствии с требованиями временные должностные инструкции, периодически пересматривая план классификации должностей и посылая извещения об отдельных должностях;

Поручает Административному совету принять все меры, которые он сочтет необходимыми, не производя при этом неоправданных расходов, для удовлетворения вышеперечисленных требований.

#### Резолюция № 5. ГЕОГРАФИЧЕСКОЕ РАСПРЕДЕЛЕНИЕ ПЕРСОНАЛА СОЮЗА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая:

- a) Соответствующие постановления Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.);
- b) Постановления Резолюции № 7, принятой Полномочной конференцией (Монтрё, 1965 г.);
- c) Географическое распределение персонала Союза в настоящее время;
- d) Необходимость дальнейшего улучшения географического распределения как в общем плане, так и в отношении определенных районов мира;

Постановляет подтвердить директивы, изложенные в Резолюции № 7 Полномочной конференции (Монтрё, 1965 г.) следующим образом:

1. В целях улучшения географического распределения назначаемого персонала классов Р.1 и выше:

- 1.1. Как правило, о вакансиях на посты этих классов будет сообщаться администрациям всех Членов Союза. Однако персоналу, уже состоящему на службе, должны также предоставляться возможности карьерного продвижения;

- 1.2. При назначении на эти должности на международной основе предпочтение следует отдавать, при прочих равных качествах, кандидатам из тех районов мира, которые в настоящее время совсем не представлены или представлены недостаточно; в частности, при назначении на должности классов P.5 и выше, особое внимание следует уделять обеспечению справедливого географического представительства пяти районов Союза;
2. Что касается этих классов G.1-G.7:
  - 2.1. Служащие классов по возможности набираются из числа лиц, проживающих в Швейцарии или в пределах 25 км от Женевы, на территории Франции;
  - 2.2. В исключительных случаях при освобождении должностей технического характера классов от G.5 до G.7 в первую очередь должна учитываться важность района на международной основе;
  - 2.3. Если окажется невозможным при соблюдении вышеприведенного пункта 2.1. подобрать штат соответствующей квалификации, Генеральный секретарь должен набирать его из числа лиц, проживающих возможно ближе к Женеве, если это окажется невозможным, он должен известить все администрации об освободившейся должности, но при определении своего выбора он обязан учитывать финансовые последствия;
  - 2.4. Персонал классов G.1-G.7 считается набираемым на международной основе и имеет право пользоваться льготами международного района, как отмечено в Уставе персонала, при условии если служащие не принадлежат к швейцарской национальности и если они набираются вне зоны, указанной в вышеприведенном пункте 2.1.;

Поручает Административному совету постоянно контролировать этот вопрос с тем, чтобы добиться более широкого и более представительного географического распределения.

#### Резолюция № 6. ШТАТНОЕ РАСПИСАНИЕ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Отмечая:

- a) Меры, принятые Административным советом в соответствии с Резолюцией № 8 Полномочной конференции (Монтрё, 1965 г.), указанные в отчете Административного совета;
- b) Существующее в настоящее время в штатном расписании распределение постоянных и временных должностей и контрактов;
- c) Значительное число заключаемых ежегодно временных контрактов;

Постановляет подтвердить принципиальный курс, изложенный в Резолюции № 8 Полномочной конференции, Монтрё:

1. Задания постоянного характера должны выполняться штатными служащими с постоянными контрактами;
2. Штатное расписание должно обеспечивать максимальную стабильность и экономию средств;

Поручает Административному совету выполнять решения настоящей конференции, касающиеся персонала, пересматривать штатное расписание и ввести постоянные должности для исполнения обязанностей, которые, по его мнению, носят постоянный характер.

Резолюция № 7. ПОВЫШЕНИЕ ПРОФЕССИОНАЛЬНОЙ  
ПОДГОТОВКИ ПЕРСОНАЛА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Отмечая подпункт 2.5.4.11 отчета Административного совета, касающийся повышения квалификации персонала МСЭ;

Одобрив деятельность Административного совета по повышению квалификации служащих;

Поручает Генеральному секретарю выполнять «Правила повышения квалификации персонала МСЭ»;

Поручает Административному совету следить за выполнением этого вопроса и предоставлять необходимые кредиты для этой цели.

Резолюция № 8. ВЗНОСЫ НА ПОКРЫТИЕ РАСХОДОВ СОЮЗА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Принимая во внимание:

- a) Отчет Административного совета Полномочной конференции (раздел 2.5.5.5) и специальный отчет Административного совета по финансам Союза, представленный на рассмотрение конференции в ответ на Резолюцию № 11 Монре, 1965 (Документ № 32);
- b) Документ № 224, представленный рядом стран-Членов и предлагающий использовать систему взносов Организации Объединенных Наций;

Отдает себе отчет в том, что проблема улучшения метода финансирования расходов Союза является сложной и что необходимо найти обоснованное решение;

Поручает Административному совету:

1. Продолжать изучать этот вопрос и добиваться его решения, учитывая следующие возможности обсуждавшиеся на этой конференции:
  - a) Расширение шкалы классов взносов, выбранных каждым Членом, при сохранении свободы выбора;
  - b) Применение системы для расчета взносов, основанной на регулярно обновляемых официальных данных, например, на шкале Организации Объединенных Наций, на процентном соотношении, опирающемся на такие факторы, как международный телефонный обмен каждой страны-Члена, количество телефонов, валовой продукт страны;
2. Представить на рассмотрение всех Членов Союза результаты этого изучения по крайней мере за один год до очередной Полномочной конференции.

Резолюция № 9. ПРОВЕРКА СЧЕТОВ СОЮЗА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Принимая во внимание, что Федеральное управление финансового контроля Швейцарской Конфедерации произвело тщательную, детальную и точную проверку счетов Союза за 1965-1972 гг.;

Выражает:

1. Глубокую благодарность правительству Швейцарской Конфедерации;
2. Надежду на то, что существующие в настоящее время соглашения по проверке счетов Союза будут действовать и впредь;

Поручает Генеральному секретарю довести содержание этой Резолюции до сведения правительства Швейцарской Конфедерации.

#### Резолюция № 10. ОПЛАТА ПРОСРОЧЕННЫХ СЧЕТОВ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая:

- a) Отчет Административного совета Полномочной конференции, а также документы и информацию, представленные Генеральным секретарем;
- b) Просьбы Членов Союза, имеющих крупные просроченные счета;

Принимая во внимание, что Члены Союза заинтересованы в прочной основе финансирования Союза;

Постановляет:

1. Что с 1 января 1973 г. с просроченных счетов Боливии, Чили, Коста-Рики, Доминиканской Республики, Эль-Сальвадора, Гаити, Перу, Уругвая и Йеменской Арабской Республики проценты не взимаются;
2. Что проценты по задолженности этих стран на 31 декабря 1972 г., т.е. 3 074 398,63 швейцарского франка, переводятся в отдельные проценты по просроченным счетам и что Административный совет определит форму ликвидации этой задолженности;
3. Что сальдо просроченных счетов этих стран, составляющее 6 302 918,23 швейцарского франка по просроченным взносам и 259 703,70 швейцарского франка за доставленные издания, т.е. всего 6 562 621,93 швейцарского франка, переводятся на отдельный счет, проценты на который не начисляются; однако эта мера не освобождает эти девять стран от обязанности оплатить свою задолженность по взносам и изданиям;
4. Что для того, чтобы облегчить насколько возможно бремя долгов этих стран, их взносы за 1973 и 1974 гг., отступая в виде исключения от п. 218 Конвенции Монре́ (1965 г.), рассчитываются на основе новых классов взносов, которые они выбрали, то есть:

Боливия .....	½	единицы
Чили .....	1	единица
Коста-Рика .....	½	единицы
Доминиканская Республика .....	½	единицы
Эль-Сальвадор .....	½	единицы
Гаити .....	½	единицы
Перу .....	1	единица
Уругвай .....	½	единицы
Йеменская Арабская Республика .....	½	единицы,

что повлечет за собой в 1973 и 1974 гг. уменьшение поступлений на 12 единиц взносов, или 811.200 швейцарских франков за 1973 г. и 906.000 швейцарских франков за 1974 г., исходя из предварительного бюджета, принятого Административным советом на его 28-й Сессии (1973 г.);

- 4.1. В 1973 г. эти потери доходов частично компенсируются за счет экономии выделенных бюджетных средств или за счет снятия сумм с резервного счета МСЭ;
- 4.2. В 1974 г. потери доходов компенсируются увеличением определенной единицы взноса, которая устанавливается Административным советом после тщательного рассмотрения всех возможностей для уменьшения расходов Союза;
5. Что эти исключительные меры, принятые в отношении этих девяти стран, и при каких обстоятельствах не будут приняты за правило;  
Поручает Генеральному секретарю:
  1. Немедленно начать переговоры с компетентными организациями стран относительно условий для постепенной оплаты их долгов с учетом их экономических возможностей и особых обстоятельств, а также интересов Союза;
  2. Ежегодно докладывать Административному совету о ходе погашения этими странами задолженностей;  
Поручает Административному совету:
    1. Принимать соответствующие меры для выполнения этой Резолюции;
    2. Сообщить на следующей Полномочной конференции о достигнутых результатах.

#### Резолюция № 11. Состояние резервного счета Союза

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая отчет по финансам Союза, представленный Административным советом Полномочной конференции;

Принимая во внимание:

- a) Что необходимо обеспечить прочную финансовую базу Союза;
- b) Что необходимо, чтобы Члены и органы Союза строго соблюдали финансовую дисциплину;

Постановляет, что для того, чтобы сохранить соответствующие наличные денежные средства и чтобы не обращаться к займам, уровень резервного счета Союза должен ежегодно уточняться;

Поручает Административному совету принять необходимые административные меры для выполнения этой Резолюции.

#### Резолюция № 12. Финансирование Фонда помощи

Полномочная конференция Международного Союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Принимая во внимание пользу Фонда помощи в деле предоставления помощи обслуживающему персоналу Союза в затруднительных обстоятельствах и, в частности, его значение в помощи пенсионерам при изменениях денежного курса;

Отмечая необходимость обеспечения поступления в Фонд помощи для восстановления его капитала и для удовлетворения будущих нужд;

Обращается с просьбой к Административному совету обеспечить внесение с этими целями денежных сумм, получаемых из дополнительных бюджетных источников, в Фонд помощи.

Резолюция № 13. УТВЕРЖДЕНИЕ СЧЕТОВ СОЮЗА ЗА 1965-1972 ГГ.

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Принимая во внимание:

- a) Положения пункта 38 Международной конвенции электросвязи (Монтрё, 1965 г.);
- b) Отчет Административного совета Полномочной конференции, Документ № 31, касающийся финансовой деятельности Союза за период 1965-1972 гг., и отчет финансовой комиссии пастоящей конференции (Документ № 221);

Постановляет окончательно утвердить счета Союза за 1965-1972 гг.

Резолюция № 14. ПОМОЩЬ, ОКАЗАННАЯ ПРАВИТЕЛЬСТВОМ ШВЕЙЦАРСКОЙ КОНФЕДЕРАЦИИ ПО ФИНАНСИРОВАНИЮ СОЮЗА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Принимая во внимание, что в течение 1966, 1971, 1972 и 1973 гг. правительство Швейцарской Конфедерации предоставляло фонды в распоряжение Союза;

Выражает:

1. Свою признательность правительству Швейцарской Конфедерации за его бескорыстную помощь в финансовых вопросах;
2. Надежду на то, что договоренность по этому вопросу будет существовать и впредь;

Поручает Генеральному секретарю довести содержание этой Резолюции до сведения правительства Швейцарской Конфедерации.

Резолюция № 15. ВЗНОСЫ НИКАРАГУА ЗА 1973-1974 ГГ.

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Рассмотрев просьбу правительства Никарагуа, поданную в связи со взносами за 1973-1974 гг.;

Принимая во внимание;

- a) Что Никарагуа очень серьезно пострадала 23 декабря 1972 г. от землетрясения, при котором была разрушена большая часть города Манагуа;
- b) Что Никарагуа до сих пор регулярно платила свои взносы Союзу;
- c) Что это особый случай, когда Члены Союза должны проявить свою солидарность;

Постановляет в виде исключения:

1. Освободить Никарагуа от уплаты ее взноса в 1 единицу за 1973 г.;
2. Разрешить Никарагуа снизить ее взнос за 1974 г. до ½ единицы;

Отмечает, что с 1975 г. Никарагуа будет участвовать в покрытии расходов Союза по классу 1 единицы.

**РЕЗОЛЮЦИЯ № 16. УЧАСТИЕ СОЮЗА В ПРОГРАММЕ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ ПО РАЗВИТИЮ (ПРООН)**

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая отчет Административного совета (часть V и Приложение 13);

Одобрив меры, принятые Административным советом во исполнение Резолюций № 27 и 30 Полномочной конференции (Монре, 1965 г.) в отношении участия Союза в Программе Организации Объединенных Наций по развитию;

Постановляет:

1. Что Союз продолжит в полной мере участвовать в Программе Организации Объединенных Наций по развитию в рамках Конвенции;
2. Что расходы административных и эксплуатационных служб, связанные с участием Союза в Программе Организации Объединенных Наций по развитию, выделяются в отдельную часть бюджета Союза на том условии, что компенсирующие платежи от Программы Организации Объединенных Наций по развитию включаются как доход в эту часть бюджета;
3. Что ревизоры Союза проверяют все расходы и доходы по участию Союза в Программе Организации Объединенных Наций по развитию;
4. Что Административный совет должен также проверять эти расходы и принимать любые меры, которые он сочтет необходимыми для того, чтобы обеспечить использование фондов, которые выделяются по Программе Организации Объединенных Наций по развитию, исключительно на расходы административных и эксплуатационных служб;

Поручает Генеральному секретарю:

1. Ежегодно представлять Административному совету подробный отчет об участии Союза в Программе Организации Объединенных Наций по развитию;
2. Представлять на рассмотрение Административного совета такие рекомендации, которые он сочтет необходимыми для того, чтобы это участие было более эффективным;

Поручает Административному совету принимать все необходимые меры для обеспечения максимально эффективного участия Союза в Программе Организации Объединенных Наций по развитию.

**РЕЗОЛЮЦИЯ № 17. УЛУЧШЕНИЕ ВОЗМОЖНОСТЕЙ СОЮЗА ПО ОКАЗАНИЮ ТЕХНИЧЕСКОЙ ПОМОЩИ РАЗВИВАЮЩИМСЯ СТРАНАМ**

Полиомочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Приняв к сведению отчет Административного совета, представленный на рассмотрение Полномочной конференции и, в частности, часть V;

Оценивая огромное содействие, оказанное развивающимся странам посредством участия Союза в Программе Организации Объединенных Наций по развитию и в связанной с этим деятельности, а также ценную помощь, оказанную посредством справочников и других документов, подготовленных

Международными консультативными комитетами и Международным комитетом регистрации частот, а также посредством рекомендаций этих органов по конкретным вопросам;

Принимая во внимание:

- a) Что необходимо и в дальнейшем увеличивать размеры технической помощи Союза и улучшать ее качество;
- b) Что во многих случаях развивающиеся страны нуждаются в советах по конкретным вопросам и что такой совет часто необходимо получить по первому требованию;
- c) Что ценные технические знания и опыт развивающиеся страны получают от Международных консультативных комитетов и от Международного комитета регистрации частот или через их посредство;

Постановляет:

1. Сохранить группу инженеров Отдела технического сотрудничества для решения следующих задач: она отвечает за оказание краткосрочной помощи развивающимся странам либо посредством переписки, либо посредством командировок в эти страны, а также за предоставление советов и анализов организациям, занимающимся составлением и выполнением проектов;
2. Набирать специалистов при необходимости на срок не более шести месяцев; Поручает Генеральному секретарю:
3. Определить необходимый штат служащих, а именно: уровень квалификации и ранги, основываясь на точных должностных инструкциях для работы в области технического сотрудничества с учетом необходимости установления оплаты на уровне, привлекающем квалифицированный персонал;
4. Представить на рассмотрение Административного совета отчет по этому вопросу, который может быть дополнен сравнением с положением в исполнительных органах, аналогичных органам Союза;
5. Представить на рассмотрение Административного совета отдельный отчет:
  - Указав специальность инженеров, которые входят в группу, упомянутую выше в п. 1;
  - Определив объем и качество представляемой технической помощи и упомянув о тех трудностях, которые встречаются при удовлетворении запросов развивающихся стран;Поручает Административному совету:
6. Рассмотреть отчет Генерального секретаря, указанный в п. 4 и принять необходимые меры;
7. Включить в ежегодный бюджет Союза средства, необходимые для нормальной работы группы инженеров, и общую сумму расходов для оплаты труда специалистов, нанятых на короткий срок, о чем говорится выше в п. 2;
8. Внимательно следить за ростом объема и качества работы Союза в области технического сотрудничества.



Резолюция № 18. ПРИМЕНЕНИЕ НАУЧНО-ТЕХНИЧЕСКИХ ДОСТИЖЕНИЙ  
ЭЛЕКТРОСВЯЗИ В ИНТЕРЕСАХ РАЗВИВАЮЩИХСЯ СТРАН

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая постановления различных резолюций, принятых Экономическим и Социальным советом, а также Генеральной Ассамблеей Организации Объединенных Наций с целью ускорить применение достижений науки и техники в интересах развивающихся стран;

Принимая во внимание, что Международный союз электросвязи в своей сфере деятельности должен в полную меру своих возможностей участвовать в этой работе учреждений системы Организации Объединенных Наций;

Поручает Международному консультативному комитету по радио продолжать изучение технических и эксплуатационных вопросов с учетом их срочности, с целью создания земных станций малой емкости и связанных с ними спутниковых систем для того, чтобы удовлетворить насущные нужды развивающихся стран и дать возможность этим странам с помощью высококачественных линий подключиться к международной сети электросвязи;

Поручает Административному совету принять в пределах имеющихся возможностей необходимые меры для того, чтобы Союз:

1. В максимальной степени сотрудничал с соответствующими органами Организации Объединенных Наций;
2. Содействовал в полной мере ускорению передачи и распространению в развивающихся странах научных знаний и технического опыта в области электросвязи, которыми располагают наиболее развитые страны, путем публикации соответствующих руководств и других документов;
3. Всегда учитывал эту резолюцию при осуществлении деятельности по техническому сотрудничеству.

Резолюция № 19. СПЕЦИАЛЬНЫЕ МЕРЫ, КАСАЮЩИЕСЯ  
РАЗВИВАЮЩИХСЯ СТРАН

Полномочная конференция международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Принимая во внимание Резолюцию 2768 (XXVI) Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций от 18 ноября 1971 г., в которой 25 стран названы развивающимися и требующими особого внимания, и Резолюцию, принятую 19 мая 1972 г. на третьей сессии конференции Организации Объединенных Наций по вопросам торговли и развития и касающуюся финансовой и технической помощи развивающимся странам;

Признавая важность средств связи для развития этих стран;

Поручает Генеральному секретарю:

1. Изучить состояние служб электросвязи в развивающихся странах, определенных Организацией Объединенных Наций и требующих принятия особых мер для развития электросвязи;
2. Сообщить свои заключения Административному совету;
3. Предложить конкретные меры, рассчитанные на реальное улучшение обеспечения эффективной помощи этим развивающимся странам из Специального фонда технического сотрудничества и из других источников;

4. Ежегодно отчитываться по этому вопросу перед Административным советом;  
Поручает Административному совету:
  1. Рассматривать вышеупомянутые отчеты и принимать соответствующие меры для того, чтобы Союз и впредь проявлял активный интерес и обеспечивал сотрудничество в развитии служб электросвязи в этих странах;
  2. Выделять с этой целью ассигнования из Специального фонда технического сотрудничества и из других источников сотрудничества;
  3. Постоянно следить за положением дел и представить отчет по этому вопросу следующей Полномочной конференции.

Резолюция № 20. МЕЖГОСУДАРСТВЕННЫЕ ПРОЕКТЫ, ФИНАНСИРУЕМЫЕ ПО ПРОГРАММЕ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ ПО РАЗВИТИЮ (ПРООН) В ОБЛАСТИ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ

Полномочная конференция Международного союза электросвязей (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Подчеркивая, что электросвязь по своему характеру является в значительной степени межгосударственной службой, которая требует, чтобы техническое оснащение и подготовка персонала были на одинаково высоком уровне во всех странах для успешной эксплуатации международных каналов связи и управления спектром радиочастот;

Призывая, что во многих развивающихся странах национальные ресурсы в отношении оборудования, средств эксплуатации и национального персонала не достигли еще достаточно высокого уровня для обеспечения приемлемого качества работы служб электросвязей и умеренных тарифов;

Выражая мнение:

- a) Что в любой стране должно быть определенное количество хорошо работающих установок электросвязей для внутренних и международных служб, независимо от уровня ее технического и экономического развития;
- b) Что Программа Организации Объединенных Наций по развитию и, в частности, ее межгосударственная программа является важным средством помощи развивающимся странам в деле улучшения работы их служб электросвязей;

Выражая свое удовлетворение тем, что Программой Организации Объединенных Наций по развитию в некоторых районах эта проблема была учтена и МСЭ были выделены ассигнования на осуществление международных проектов по оказанию технической помощи развивающимся странам;

Постановляет предложить Программе Организации Объединенных Наций по развитию в целях увеличения технической помощи в области электросвязей, что в значительной степени способствует ускоренному темпу интеграции и развития, положительно решить вопрос об увеличении ассигнований на международные проекты по оказанию помощи в этой области, в частности, в тех районах, где существующие ассигнования сравнительно малы, предусматривая, если необходимо для этой цели, увеличение общих ассигнований на долю международных проектов сверх установленного Программой Организации Объединенных Наций по развитию уровня в 18%;

Предлагает администрациям Членов информировать правительственные органы, отвечающие за координацию внешней помощи их странам, о содержании этой Резолюции и подчеркнуть важность, придаваемую ей конференцией:

Предлагает тем Членам Союза, которые являются также членами Руководящего совета Программы Организации Объединенных Наций по развитию, обратить внимание Совета на эту Резолюцию.

Резолюция № 21. Специальный фонд технического сотрудничества

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Принимая во внимание постановления статьи 4 Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.);

Учитывая:

- a) Что развивающиеся страны часто нуждаются в помощи высококвалифицированных специалистов, которые могут в сотрудничестве с администрациями за короткий срок решить конкретные и срочные вопросы;
- b) Что часто существуют ограничения на предоставление срочной помощи;
- c) Что для того, чтобы обеспечить надлежащую помощь, необходимо заранее знать, какие денежные средства могут быть выделены в распоряжение этих стран в нужное время;
- d) Что хотя по Программе Организации Объединенных Наций по развитию несомненно выделяются фонды странам, ясно также, что эти фонды используются исходя из предварительного планирования на несколько лет вперед и что просьбы о срочной помощи в области электросвязи часто не могут быть удовлетворены из-за потребностей других областей экономики страны;
- e) Что международные организации, такие, как Всемирный почтовый союз, часто указывали на необходимость создания программы помощи, основанной на добровольных взносах;
- f) Что добровольные взносы различных стран, признанных частных эксплуатационных организаций, а также научных и промышленных организаций, могут быть внесены либо наличными, либо в какой-либо другой форме при условии, что взносы частных эксплуатационных организаций, а также научных или промышленных организаций должны быть одобрены администрацией жертвующей страны;

Постановляет создать фонд, основанный на добровольных взносах в любой валюте или в любом другом виде, для удовлетворения нужд развивающихся стран, которые представляют в Союз срочные просьбы о помощи;

Настоятельно просит страны-Члены предоставить денежные средства для более эффективного удовлетворения нужд развивающихся стран;

Поручает Генеральному секретарю:

1. Подготовить и представить Административному совету на одобрение Устав по распоряжению фондом;
2. Поддерживать Фонд и управлять им в соответствии с утвержденными постановлениями и ежегодно представлять отчет по его управлению на утверждение Административного совета;

Поручает Административному совету контролировать деятельность по управлению Фондом и принимать все необходимые меры для обеспечения его эффективного использования и роста.

Резолюция № 22. НАБОР ЭКСПЕРТОВ ДЛЯ ПРОЕКТОВ  
ТЕХНИЧЕСКОГО СОТРУДНИЧЕСТВА

Полиомочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г),

Учитывая:

- a) важность найма высококвалифицированных специалистов для успешного осуществления технического сотрудничества Союза;
  - b) Трудности, с которыми встречаются при таком найме;
- Отмечая:
- a) Что во многих странах, которые выдвигают больше всего кандидатов на должности экспертов, пенсионный возраст неуклонно снижается наряду с тем, что здоровье населения улучшается;
  - b) Что развивающимся странам мало известно о потребностях Союза в высококвалифицированных специалистах и условиях их найма;

Желает выразить свою благодарность администрациям, которые предоставляют специалистов по проектам технического сотрудничества;

Просит Членов Союза:

1. Приложить все усилия для того, чтобы выявить всех кандидатов на посты экспертов среди персонала администраций, промышленных и учебных центров, распространяя как можно шире информацию относительно вакансий;
2. Максимально упростить процедуру откомандирования выбранных кандидатов и возвращения их на родину по окончании командировки с тем, чтобы время их отсутствия отрицательно не сказалось на их работе;
3. Как и прежде, бесплатно предоставлять лекторов и необходимые услуги для проведения семинаров, организуемых Союзом;

Поручает Генеральному секретарю:

1. Обращать особое внимание на квалификацию и на способности кандидатов на вакантные должности при составлении списков экспертов для передачи странам, которым оказывают помощь;
2. Не оговаривать возрастных ограничений для кандидатов на должности экспертов, но удостовериться в том, что кандидаты, которые достигли пенсионного возраста, установленной в общей системе Организации Объединенных Наций, подходят для выполнения работы, указанной в извещении о вакансии;
3. Составлять, вносить изменения и распространять список должностей экспертов по различным специальностям, которые, как предполагается, должны быть заняты в ближайшие несколько лет, прилагая информацию об условиях работы;
4. Составлять и вносить изменения в список потенциальных кандидатов на должности экспертов, выделяя специалистов для краткосрочных командировок; этот список посылается по заявкам всем членам;

5. Ежегодно представлять Административному совету отчет о мерах, принятых в соответствии с этой Резолюцией, и об успехах в решении проблемы найма экспертов;

Поручает Административному совету внимательно следить за вопросом найма и принимать меры, которые он сочтет необходимыми для выявления как можно большего количества кандидатов на должности экспертов, объявленные Союзом по проектам технического сотрудничества по поручению развивающихся стран.

Резолюция № 23. Нормы подготовки персонала

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Отмечая:

- a) Быстрое увеличение количества международных сетей электросвязи и их взаимных соединений, являющихся результатом технического прогресса и возросших потребностей за последние годы;
- b) Необходимость регулярного технического обслуживания этих каналов для обеспечения наилучшего использования оборудования и более эффективного обслуживания потребителей;
- c) Увеличивающееся число центров по подготовке персонала электросвязи в развивающихся странах как на национальном, так и на региональном уровне;
- d) Большое различие между Членами в части подготовки персонала электросвязи и отсутствие одинаковых учебных программ, а также норм подготовки персонала в различных специальных областях;
- e) Что, несмотря на достигнутый успех, цели, поставленные в Резолюции № 31 Полномочной конференции (Монре, 1965 г.), еще не достигнуты;

Учитывая, что быстрое и эффективное установление связи и техническое содержание сетей требуют:

- a) Совместимого оборудования на обоих концах и в транзитных пунктах;
- b) Эквивалентной технической подготовки технического и эксплуатационного персонала и соответствующей беглости языка;

Признавая, что необходимо при технической подготовке персонала сочетать достижения и техническое развитие;

Поручает Генеральному секретарю для достижения целей, указанных с учетом пп. a) и b):

1. Аккуратно и систематически собирать сведения о потребностях развивающихся стран относительно подготовки технического и эксплуатационного персонала;
2. Составлять рекомендации развивающимся странам для решения их проблем в подготовке персонала, используя опыт, приобретенный Членами в этом вопросе, особенно по установкам, оборудованию, программам обучения, а также методам обучения и наглядным пособиям. С этой целью к нему обращаются с просьбой:
  - 2.1. Составлять совместно с Членами Союза стандартные пособия для подготовки технического и эксплуатационного персонала электросвязи;

- 2.2. Содействовать обмену информацией путем организации собраний групп экспертов по профессиональной подготовке персонала через достаточные промежутки времени с целью стандартизации обучения;
  - 2.3. Организовать семинары по техническим нормам, определяющим эксплуатацию и техническое содержание, программы обучения, методы обучения и т.д.;
  - 2.4. Упростить процедуру отправки экспертов в краткосрочные командировки в развивающиеся страны для того, чтобы давать консультации по лучшим методам планирования и организации обучения в этой области;
  - 2.5. Предоставлять точную информацию при консультациях с Членами относительно деятельности развивающихся стран, связанной с составлением учебных программ, с созданием методов обучения, наглядных учебных пособий, установок, оборудования и т.д.;
  - 2.6. Распространять информацию, которой он располагает по этому вопросу, при помощи изданий, выпускаемых через определенные промежутки времени;
3. Предложить Административному совету организационные и штатные мероприятия, необходимые для решения задач, поставленных в этой Резолюции;  
Поручает Административному совету:
    1. Рассмотреть рекомендации, представленные ему Генеральным секретарем с целью предоставления ему минимальных средств и кредитов, необходимых для сбора, предоставления и распространения информации, о чем указывалось выше, и для решения задач, поставленных в этой Резолюции;
    2. Контролировать на ежегодных сессиях мероприятия, их проведения и достигнутые результаты и принимать необходимые меры для достижения целей, поставленных в этой Резолюции.

Резолюция № 24. Подготовка служащих электросвязи  
из числа беженцев

Полномочная конференция Международного союза электросвязей (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Отмечая:

- a) Соответствующие Резолюции Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций, в частности, Резолюции 2395, 2396, 2426 и 2465 (XXIII);
- b) Резолюции Административного совета № 659 и 708;
- c) Отчет Административного совета (часть II, разделы 2.5.3);

Учитывая меры, принятые прежде Генеральным секретарем совместно со службой Верховного комиссара Организации Объединенных наций по делам беженцев и с администрациями стран-Членов;

Просит Генерального секретаря:

1. Приложить все усилия с целью применения Резолюций Организации Объединенных Наций;
2. Тесно сотрудничать со службой Верховного комиссара Организации Объединенных Наций по делам беженцев;

Поручает администрациям стран-Членов сделать все возможное для того, чтобы принять некоторых рекомендованных эмигрантов и обеспечить их профес-

сиональную подготовку в области электросвязи в профессиональных центрах или школах.

Резолюция № 25. СЕМИНАРЫ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Признавая:

- a) Что для персонала администраций электросвязи, особенно в новых или развивающихся странах, семинары представляют ценную возможность приобретения знаний о последних достижениях в области электросвязи и смежных наук;
- b) Что деятельность МСЭ должна продолжаться и расширяться;

Благодарит администрации, которые уже организовали или планируют организацию семинаров и которые представляют для этого за свой счет квалифицированных лекторов или ведущих докладчиков;

Настоятельно просит администрации продолжить и усилить свою работу в этом направлении, поддерживая контакт с Генеральным секретарем;

Поручает Генеральному секретарю:

1. Координировать деятельность Членов Союза, которые планируют организовать семинары, чтобы избежать дублирования или частичного совпадения, обращая особое внимание на применяемые языки;
2. Проверять и предоставлять информацию, касающуюся вопросов, которые должны рассматриваться на семинарах;
3. Содействовать организации или организовывать семинары в пределах существующих фондов;
4. Постоянно повышать эффективность этих семинаров, используя накопленный опыт;
5. Принимать помимо прочего следующие меры:
  - 5.1. Издавать предварительные и заключительные документы семинаров и своевременно направлять их администрациям и заинтересованным участникам с помощью наиболее подходящих средств;
  - 5.2. Принимать соответствующие меры после этих семинаров;
6. Представлять годовой отчет Административному совету и вносить предложения с целью полного достижения указанных выше целей, учитывая мнения, выраженные на конференции, и существующие кредиты;

Предлагает Административному совету учитывать рекомендации Генерального секретаря и обеспечивать включение в годовые бюджеты соответствующих кредитов Союза, необходимых для выполнения задач, указанных в настоящей Резолюции.

Резолюция № 26. ПРИГЛАШЕНИЯ НА ПРОВЕДЕНИЕ КОНФЕРЕНЦИЙ  
ИЛИ СОБРАНИЙ ЗА ПРЕДЕЛАМИ ЖЕНЕВЫ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Приимая во внимание, что проведение конференций и собраний в Женеве обходится значительно дешевле;

Учитывая, однако, что проведение некоторых конференций и собраний в других странах, а не в стране, где находится штаб-квартира Союза, имеет определенные преимущества;

Учитывая также, что Генеральная Ассамблея Организации Объединенных Наций в своей Резолюции № 1202 (XII) приняла решение о том, что собрания органов Организации Объединенных Наций должны, как правило, происходить в месте пребывания соответствующего органа, но что собрание может проводиться и вне его места пребывания, если приглашающее правительство согласно принять на себя связанные с этим дополнительные расходы;

Рекомендует созывать всемирные конференции Союза и Пленарные ассамблеи Международных консультативных комитетов обычно в месте пребывания Союза;

Постановляет:

1. Что приглашения на проведение конференций Союза за пределами Женевы могут быть приняты только в том случае, если приглашающее правительство соглашается оплатить дополнительные расходы;
2. Что приглашения на проведение собраний исследовательских комиссий Международных консультативных комитетов за пределами Женевы могут быть приняты только в том случае, если приглашающее правительство предоставит бесплатно, по крайней мере, равноценное помещение, необходимые мебель и оборудование.

Резолюция № 27. ВСЕМИРНАЯ АДМИНИСТРАТИВНАЯ КОНФЕРЕНЦИЯ РАДИОСВЯЗИ ПО ВОПРОСАМ ПЛАНИРОВАНИЯ СЛУЖБ СПУТНИКОВОГО РАДИОВЕЩАНИЯ В ДИАПАЗОНЕ ЧАСТОТ 11,7-12,2 ГГц (12,5 ГГц в Районе 1)

Полиомочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая:

- a) Что в определенных частях земного шара существует срочная необходимость в использовании частотного диапазона 11,7-12,2 ГГц (12,5 ГГц в Районе 1) для наземной службы, которой также выделена эта полоса;
- b) Что весьма желательно, чтобы это осуществлялось на базе всемирного плана для служб спутникового радиовещания;
- c) Что МККР предполагает получить соответствующие данные для планирования на XIII Пленарной ассамблее;

Постановляет созвать Всемирную административную конференцию радиосвязи по планированию службы спутникового радиовещания в полосе частот 11,7-12,2 ГГц (12,5 ГГц в Районе 1) не позднее апреля 1977 г.;

Поручает Административному совету подготовить созыв этой конференции.

Резолюция № 28. ВСЕМИРНАЯ АДМИНИСТРАТИВНАЯ КОНФЕРЕНЦИЯ РАДИОСВЯЗИ ПО ОБЩЕМУ ПЕРЕСМОТРУ РЕГЛАМЕНТА РАДИОСВЯЗИ

Полиомочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая:

- a) Что с 1959 г. на различных Всемирных административных конференциях радиосвязи вносились изменения в Регламент радиосвязи и в Дополни-



тельный регламент радиосвязи по конкретным вопросам, причем не было возможности упорядочить принятые решения в связи с ограниченным характером повестки дня этих конференций;

- b) Что как следствие технического прогресса должны быть пересмотрены некоторые положения этих Регламентов, в частности, относительно некоторых служб, которые быстро развиваются;
- c) Что по этим причинам необходимо осуществить общий пересмотр Регламента радиосвязи и Дополнительного регламента радиосвязи;

Постановляет созвать Всемирную административную конференцию радиосвязи по пересмотру Регламента радиосвязи и Дополнительного регламента радиосвязи в 1979 г.;

Поручает Административному совету подготовить созыв этой конференции.

**Резолюция № 29.** Присутствие в качестве наблюдателей на заседаниях Международного союза электросвязи организаций освобождения, признанных Организацией Объединенных Наций

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая:

- a) Статью 6 Международной конвенции электросвязи (Монтрё, 1965 г.), облагающую Полномочные конференции полными правами;
- b) Статью 29 той же Конвенции, определяющую отношения Союза с Организацией Объединенных Наций;
- c) Статью 30 Конвенции Монтрё, определяющую отношения Союза с другими международными организациями;

Обращая внимание на Резолюции № 2395, 2396, 2426 и 2465 Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций, касающиеся проблемы движений освобождения;

Постановляет, что организации освобождения, признанные Организацией Объединенных Наций, могут присутствовать в любое время на заседаниях Международного союза электросвязи в качестве наблюдателей;

Поручает Административному совету принять необходимые меры для выполнения этой Резолюции.

**Резолюция № 30.** Исключение правительства Португалии из числа участников Полномочной конференции и всех других конференций и заседаний Союза

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Напоминая:

- a) Устав Организации Объединенных Наций и Всемирную Декларацию прав человека;
- b) Декларацию Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций от 14 декабря 1960 г. о предоставлении независимости колониальным странам и народам, в которой говорится: «подчинение народов иностранному господству, подавление и эксплуатация являются отрицанием основных прав человека, противоречат Уставу Организации Объединенных Наций и подвергают опасности дело мира и международного сотрудничества»;

Принимая во внимание:

- a) Упорный отказ Португалии внимательно отнестись к просьбе, указанной в Резолюции № 46 Полномочной конференции (Монтрё, 1965 г.);
- b) Те зверства, которые были совершены во время колониальной войны, и причиненные этим страдания, несовместимые с законами гуманности;
- c) Недавние зверские убийства в Мозамбике и подлые убийства африканских лидеров, в том числе Амллкара Кабрала;

Безоговорочно осуждает колониальную расистскую политику Португалии;

Отказывает Португалии в праве представлять африканские территории, находящиеся в настоящее время в ее владении;

Постановляет исключить правительство Португалии из числа участников Полномочной конференции и из числа участников заседаний Международного союза электросвязи.

Резолюция № 31. ИСКЛЮЧЕНИЕ ПРАВИТЕЛЬСТВА Южно-Африканской Республики из числа участников Полномочной конференции и всех других конференций и заседаний Союза

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Напоминая:

- a) Устав Организации Объединенных Наций и Всемирную Декларацию прав человек;
- b) Резолюцию № 45 Полномочной конференции Международного союза электросвязи (Монтрё, 1965 г.), касающуюся исключения правительства Южно-Африканской Республики из числа участников Полномочной конференции;
- c) Резолюцию 2145 (XXI) Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций от 27 октября 1966 г. по вопросу Намибии;
- d) Резолюцию 2396 (XXIII) Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций от 2 декабря 1968 г. в отношении политики апартеида, проводимой правительством Южно-Африканской Республики;
- e) Резолюцию 2426 (XXIII) Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций от 18 декабря 1968 г. с требованием ко всем специализированным учреждениям и всем международным организациям принять необходимые меры для прекращения оказания всякой финансовой, экономической, технической или другой помощи правительству Южно-Африканской Республики до тех пор, пока оно не откажется от расовой дискриминации;
- f) Резолюцию № 6 Всемирной административной конференции по телеграфии и телефонии (Женева, 1973 г.) в отношении участия правительства Южно-Африканской Республики в конференциях и собраниях Международного союза электросвязи;

Подтверждает постановления Резолюции № 619 Административного совета Международного союза электросвязи, гласящая, что правительство Южно-Африканской Республики больше не имеет права представлять Намибию в рамках Союза;

Постановляет исключить правительство Южно-Африканской Республики из числа участников Полиомочной конференции и всех конференций и заседаний Международного союза электросвязи.

Резолюция № 32. УТВЕРЖДЕНИЕ СОГЛАШЕНИЯ МЕЖДУ ИСПАНСКИМ ПРАВИТЕЛЬСТВОМ И ГЕНЕРАЛЬНЫМ СЕКРЕТАРЕМ ПО ВОПРОСУ ПОЛНОМОЧНОЙ КОНФЕРЕНЦИИ (МАЛАГА-ТОРРЕМОЛИНОС, 1973 г.)

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая:

- a) Что согласно Резолюции № 83 (исправленная) Административного совета правительство Испании и Генеральный секретарь заключили соглашение о мероприятиях по организации Полиомочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.);
- b) Что комиссия по бюджетному контролю конференции рассмотрела это соглашение;

Постановляет одобрить соглашение, заключенное между испанским правительством и Генеральным секретарем.

Резолюция № 33. ОБЩИЙ ИНСПЕКЦИОННЫЙ КОРПУС

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Отметив:

- a) Отчет Административного совета (раздел 2.5.3.);
- b) Резолюции Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций 2150 (XXI), 2360 (XXII) и 2924 (XXVII);

Учитывая важную роль, которую играет Общий инспекционный корпус в качестве независимой службы Организации Объединенных Наций;

Поручает Генеральному секретарю продолжать сотрудничать с Общим инспекционным корпусом и представлять соответствующие отчеты Административному совету;

Поручает Административному совету изучать отчеты, представленные Генеральным секретарем, и принимать необходимые меры.

Резолюция № 34. ВОЗМОЖНЫЙ ПЕРЕСМОТР СТАТЬИ IV, РАЗДЕЛА II КОНВЕНЦИИ О ПРИВИЛЕГИЯХ И ИММУНИТЕТАХ СПЕЦИАЛИЗИРОВАННЫХ УЧРЕЖДЕНИЙ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая Резолюцию № 28 Полномочной конференции (Буэнос-Айрес, 1952 г.), Резолюцию № 31 Полномочной конференции (Женева, 1959 г.) и Резолюцию № 23 Полномочной конференции (Монтрё, 1965 г.);

Принимая во внимание Резолюцию № 26 Полномочной конференции (Монтрё, 1965 г.),

А также учитывая:

- a) Кажущееся противоречие между определением правительственных телеграмм и правительственных телефонных вызовов и разговоров, приведенным в Приложении 2 к Международной конвенции электросвязи

Атлантик Сити (1947 г.) и в положениях статьи IV, раздел 11 Конвенции по вопросу привилегий и иммунитетов специализированных учреждений;

- b) Что Конвенция по вопросу привилегий и иммунитетов специализированных учреждений не была исправлена таким образом, как того требовали Полномочные конференции—в Буэнос-Айресе (1952 г.), Женеве (1959 г.) и Монтрё (1965 г.);

Рассмотрев предложения, включая просьбу Генерального секретаря к Организации Объединенных Наций распространить привилегии пользования правительственной связью на глав специализированных учреждений;

Постановляет подтвердить решения Полномочных конференций, состоявшихся в Буэнос-Айресе (1952 г.), Женеве (1959 г.) и Монтрё (1965 г.), не включать глав специализированных учреждений в список лиц, приведенных в Приложении 2 к данной Конвенции, которым дано право посылать правительственные телеграммы или заказывать правительственные телефонные разговоры;

Выражает надежду, что Организация Объединенных Наций согласится пересмотреть этот вопрос и, принимая во внимание вышеупомянутое решение, внесет необходимое изменение в статью IV раздела 11 Конвенции по вопросу привилегий и иммунитетов специализированных учреждений;

Поручает Административному совету принять необходимые меры в контакте с соответствующими организациями ООН для достижения удовлетворительного решения.

**Резолюция № 35. ИСПОЛЬЗОВАНИЕ СЕТИ ЭЛЕКТРОСВЯЗИ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ ДЛЯ ТЕЛЕГРАФНОГО ОБМЕНА СПЕЦИАЛИЗИРОВАННЫХ УЧРЕЖДЕНИЙ**

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Принимая во внимание Резолюцию № 26 Полномочной конференции Международного союза электросвязи в Буэнос-Айресе (1952 г.), вызванную просьбой Организации Объединенных Наций о том, чтобы Международный союз электросвязи санкционировал передачу обмена специализированных учреждений по сети прямых линий связи Организации Объединенных Наций по тарифу, прямо пропорциональному эксплуатационным расходам и в соответствии с осуществляемым обменом;

Отмечая что с 1 января 1954 г. Генеральный секретарь Организации Объединенных Наций аннулировал сделанное ранее предложение специализированным учреждениям об осуществлении обмена по линии связи Организации Объединенных Наций;

Подтверждает мнения, изложенные в вышеупомянутой Резолюции № 26, а именно:

1. Что в обычных условиях прямая линия связи Организации Объединенных Наций не должна использоваться для обмена сообщений специализированных учреждений, конкурируя с существующими коммерческими сетями электросвязи;
2. Что Союз не одобряет любые отступления от положений статьи XVI Соглашения между Организацией Объединенных Наций и Международным союзом электросвязи;

3. Что, тем не менее, Союз не будет возражать, если в критических случаях обмен специализированных учреждений будет осуществляться по прямой линии связи Организации Объединенных Наций по тарифу, установленному согласно Рекомендации F. 42 МККТТ, или бесплатно;

Поручает Генеральному секретарю принять необходимые меры.

Резолюция № 36. ТЕЛЕГРАММЫ И ТЕЛЕФОННЫЕ ВЫЗОВЫ И РАЗГОВОРЫ  
СПЕЦИАЛИЗИРОВАННЫХ УЧРЕЖДЕНИЙ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая:

- a) Что главы специализированных учреждений не указаны в определении правительственных телеграмм, телефонных вызовов и разговоров, приведенном в Приложении 2 к Конвенции;
- b) Что могут иметь место случаи, когда срочность или важность сообщений специализированных учреждений оправдывает особую обработку их телеграмм или телефонных разговоров;

Постановляет, что если какое-либо специализированное учреждение Организации Объединенных Наций сообщает Административному совету о своем желании получить особые привилегии для своих сообщений, обосновывая конкретные случаи, в которых необходима их особая обработка, Административный совет:

1. Извещает Членов Союза о просьбе, которая, по его мнению, должна быть удовлетворена;
2. Принимает по этим просьбам окончательное решение, учитывая при этом мнение большинства Членов;

Поручает Генеральному секретарю извещать Членов Союза о любых решениях, принятых Административным советом.

Резолюция № 37. СОТРУДНИЧЕСТВО С МЕЖДУНАРОДНЫМИ ОРГАНИЗАЦИЯМИ  
ЗАНИМАЮЩИМИСЯ ВОПРОСАМИ КОСМИЧЕСКОЙ РАДИОСВЯЗИ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Отчетливо представляя многочисленные возможности использования космического пространства в мирных целях в международном масштабе;

Учитывая всевозрастающую роль, которую неизбежно играет в этой области электросвязь и, следовательно, Союз;

Напоминая соответствующие статьи Договора о принципах деятельности государств в исследовании и использовании космического пространства, включая Луну и другие небесные тела, а также резолюции, принятые Генеральной Ассамблеей Организации Объединенных Наций по международному сотрудничеству в использовании космического пространства в мирных целях;

С удовлетворением отмечает:

- a) Меры, принятые различными органами Союза для того, чтобы обеспечить наиболее эффективное использование всех космических служб радиосвязи;
- b) Успехи, достигнутые в области техники и использования космической радиосвязи;

Призывает Административный совет и Генерального секретаря принять необходимые меры для того, чтобы:

1. Продолжать информировать Организацию Объединенных Наций и специализированные учреждения об успехах, достигнутых в области космической радиосвязи;
2. Способствовать продолжению и развитию сотрудничества между Союзом и специализированными учреждениями Организации Объединенных Наций или другими международными организациями, заинтересованными в использовании космической радиосвязи.

Резолюция № 38. ПРОСЬБА О ПРИНЯТИИ ГВИНЕИ-БИСАУ  
в Члены Международного союза электросвязи

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая просьбу, полученную от председателя Совета комиссаров Гвинеи-Бисау о принятии его страны в Члены Международного союза электросвязи в соответствии со статьями 1 и 19 Международной конвенции электросвязи (Монтрё, 1965 г.) и связанный с этим обмен телеграммами, приложенными к Документу № 387;

Отмечая, что до окончания этой конференции не было получено дополнительных сообщений, упоминаемых в этих телеграммах;

Отмечая также, что некоторые Члены Союза не присутствовали на Полномочной конференции;

Отмечая далее широкую поддержку скорейшего принятия, особенно учитывая замечания, сделанные многими делегациями на данной конференции;

Поручает Генеральному секретарю:

1. На основе письменной корреспонденции, уже полученной Союзом, как можно быстрее провести консультацию относительно просьбы о принятии Гвинеи-Бисау в соответствии со статьями 1 и 19 Конвенции Монтрё (1965 г.);
2. Послать Членам Союза Документ № 387 и протокол обсуждений 26-го пленарного собрания для рассмотрения при решении просьбы о принятии Гвинеи-Бисау.

Резолюция № 39. ОФИЦИАЛЬНЫЕ И РАБОЧИЕ ЯЗЫКИ СОЮЗА

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Желающая установления наиболее справедливой и эффективной системы официальных и рабочих языков в Союзе;

Отмечая:

- a) Что на этой конференции были представлены предложения ввести новые языки в качестве официальных языков Союза;
- b) Что увеличение количества официальных или рабочих языков связано с техническими, административными, финансовыми вопросами и проблемой персонала;
- c) Что использование всевозрастающего числа официальных или рабочих языков налагает не только финансовое бремя, но влечет за собой большие

практические неудобства тем странам, языки которых не приняты официальными или рабочими;

Учитывая, что в будущем может быть целесообразно использовать другие системы финансирования и распределения расходов на службы переводчиков между Членами Союза;

Поручает Административному совету:

1. Тщательно изучить:
  - 1.1. Существующий перечень и возможный будущий список официальных языков Союза;
  - 1.2. Аналогичные перечни рабочих языков Союза;
  - 1.3. Другие возможные положения относительно использования Членами языков, которыми им удобно пользоваться на конференциях и собраниях Союза;
  - 1.4. Перспективные последствия технического, административного, финансового порядка или касающиеся персонала, вытекающие из любых последующих изменений системы применения языков Союза, учитывая решения и меры, принятые по этому вопросу Организацией Объединенных Наций и специализированными учреждениями;
  - 1.5. Просьбы, обсуждения, решения и мнения, выраженные по этому вопросу на данной конференции, в частности, в отношении Документа № 190 по использованию немецкого языка;
  - 1.6. Потребности Союза и его Членов в этом плане и средства, которые ему потребуются для их удовлетворения;
  - 1.7. Любые другие соответствующие вопросы или соображения;
2. Представить на рассмотрение очередной Полномочной конференции подробный отчет вместе с рекомендациями по мерам, необходимым для создания и функционирования справедливой и эффективной системы официальных и рабочих языков Союза.

#### Резолюция № 40. Юридический статус

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Отмечая с удовлетворением разделы 2.5.11.2. и 2.5.11.3 Отчета Административного совета относительно мер, принятых согласно Резолюции № 41 Полномочной конференции (Монре, 1965 г.) и касающихся переговоров и подписания соглашения со швейцарскими властями о привилегиях и иммунитетах Международного союза электросвязи на основе соглашения между этими властями и Организацией Объединенных Наций;

Поручает Генеральному секретарю изучить это соглашение и следить за способом его применения для гарантии того, что привилегии и иммунитеты, предоставленные Международному союзу электросвязи, равноценны привилегиям и иммунитетам, полученным другими организациями ООН, имеющими штабквартиры в Швейцарии, и, в случае необходимости, сообщать Административному совету;

Просит Административный совет в случае необходимости представить отчет по этому вопросу на очередной Полномочной конференции.

## Резолюция № 41. Основной документ Союза

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая Резолюцию № 35 Полномочной конференци (Монтрё, 1965 г.);

Отмечая с удовлетворением сообщение исследовательской комиссии, созданной Административным советом в соответствии с вышеупомянутой Резолюцией;

Сознавая трудность составления на этой конференции приемлемого постоянного основного документа в соответствии с отчетом исследовательской комиссии и связанными с ним предложениями;

Постановляет:

1. Оставить Конвенцию в качестве основного документа Международного Союза электросвязи до очередной Полномочной конференции;
2. Что данная Конвенция, принятая в Малага-Торремолинос, включает две части:
  - a) Первая—известная как «Основные положения», в которой объединены документы постоянного характера;
  - b) Вторая—известная как «Общий регламент», в которой объединены документы, касающиеся методов работы различных органов Союза;
3. Что распределение положений между обеими частями Конвенции в принципе должно соответствовать предложенному исследовательской комиссией;
4. Что на Полномочной конференции в эту Конвенцию могут быть внесены поправки простым большинством присутствующих и голосующих делегаций, при условии, что первая часть не подлежит пересмотру за исключением тех случаев, когда это считается необходимым;

Поручает Административному совету:

1. Изучить распределение положений между двумя частями Конвенции, принятой в Малага-Торремолинос, и любые возможные улучшения;
2. Рассмотреть вопрос о порядке любого пересмотра в будущем обеих частей основного документа Союза;
3. Представить конкретные рекомендации на очередной Полномочной конференции.

Резолюция № 42. Обращения за консультациями  
в Международный суд

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Принимая во внимание:

- a) Статью VII Соглашения между Организацией Объединенных Наций и Международным союзом электросвязи, которая предусматривает, что обращения за консультациями в Международный суд могут производиться Полномочной конференцией или с ее разрешения Административным советом;
- b) Решение Административного совета «присоединить Союз к Административному трибуналу Международной организации труда» и заявление,



признающее юрисдикцию Трибунала, сделанное Генеральным секретарем в соответствии с этим решением;

- c) Положения, содержащиеся в Приложении к Уставу Административного трибунала Международной организации труда, в соответствии с которыми действие этого Устава полностью распространяется на любую международную межправительственную организацию, признавшую юрисдикцию Трибунала согласно параграфу 5 статьи II Устава Трибунала;
- d) Статью XII Устава Административного трибунала Международной организации труда, в соответствии с которой на основании вышеупомянутого заявления Административный совет Международного союза электросвязи может ставить перед Международным судом вопрос о законности решения, принятого Трибуналом;

Отмечает, что Административный совет уполномочен обращаться к Международному суду за консультациями, как это предусмотрено в статье XII Устава Административного трибунала Международной организации труда.

Резолюция № 43. ПУБЛИКАЦИЯ аннотированного издания Заключительных актов Полномочной конференции (Малага-Торремолинос, 1973 г.)

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая целесообразность аннотированного издания Конвенции, аналогичного аннотированному изданию Актов Всемирного почтового союза, содержащего информацию об источнике и изменении ее положений и выдержки в необходимых случаях из объяснений документов, данных на Полномочных конференциях;

Поручает Генеральному секретарю:

1. Обеспечить в сотрудничестве с директорами Международных консультативных комитетов и председателем Международного комитета регистрации частот подготовку и публикацию аннотированного издания на рабочих языках Союза Заключительных актов Полномочной конференции в Малага-Торремолинос (1973 г.), по крайней мере, за год до очередной Полномочной конференции;
2. Просить Членов Союза предоставлять экспертов на добровольных началах для того, чтобы они помогли исследовать и подготавливать документы;
3. После утверждения Административным советом принять соответствующие меры для решения задачи, указанной в вышеприведенном пункте 1;
4. Делать сообщения Административному совету о ходе работы и представить ему на утверждение документы для аннотированного задания;

Предлагает Административному совету:

1. Утвердить административные мероприятия по подготовке и публикации аннотированного издания, следя за тем, чтобы расходы на это не были отнесены на счет обычного бюджета Союза;
2. Следить за ходом работы и утвердить документы для публикации.

Резолюция № 44. ОПРЕДЕЛЕНИЕ ТЕРМИНОВ «ТЕЛЕГРАФИЯ» И «ТЕЛЕФОНИЯ»

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Решив сохранить существующие полномочия Международного консультативного комитета по телеграфии и телефонии (МККТТ), указанные в п. 187 Международной конвенции электросвязи (Монтрё, 1965 г.);

Полагая, однако, что было бы целесообразным включить в круг ведения МККТТ вопрос о составлении однозначного положения о внедрении таких новых служб электросвязи, как передача данных или видеотелефония, являющихся результатом новых достижений техники;

Кроме того, принимая во внимание, что любая новая формулировка полномочий МККТТ должна выбираться очень осторожно, в особенности с тем, чтобы избежать дублирования полномочий Международного консультативного комитета по радио (МККР) и Международного консультативного комитета по телеграфии и телефонии (МККТТ);

Отмечая, наконец, что в п. 410 Приложения 2 к Конвенции Монтрё (1965 г.) имеются два различных определения термина «телеграфия», одно из которых дано для Регламента радиосвязи;

Считая желательным, чтобы все органы Союза пользовались одним определением термина «телеграфия»;

Поручает:

1. Международному консультативному комитету по радио и Международному консультативному комитету по телеграфии и телефонии:
  - a) Подготовить в Объединенном комитете по составлению словаря с участием заинтересованных исследовательских комиссий определение термина «телеграфия», которое может быть использовано всеми органами Союза;
  - b) Рассмотреть также изменения или дополнения, которые должны быть сделаны в определениях терминов «телеграфия» и «телефония», содержащихся в пп. 410 и 411 Приложения 2 к Конвенции Монтрё (1965 г.), чтобы составить однозначное положение о таких новых службах электросвязи, как передача данных и видеотелефония, или о любой другой будущей системе;
2. Международному консультативному комитету по телеграфии и телефонии определить в свете результатов, полученных при изучении этого вопроса, целесообразно ли изменить фразу «относящийся к телеграфии и телефонии» в мандате МККТТ на новую формулировку, и, если целесообразно, предложить новую редакцию с учетом вышеприведенного;

В связи с этим просит VI Пленарную ассамблею МККТТ (1976 г.) и XIV Пленарную ассамблею МККР (1977 г.) представить свои заключения и предложения по вышеуказанным вопросам к очередной Полномочной конференции.

#### Резолюция № 45. Здание Союза

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Рассмотрев отчет Административного совета относительно проекта третьей очереди строительства, связанного с расширением здания штаб-квартиры Союза;

Решает не брать на себя в данный момент строительство третьей очереди по расширению здания штаб-квартиры Союза;

Поручает Административному совету изучить проблему строительства дороги между подземным гаражом и центром проведения международных конференций с целью рационального решения вопроса.

Резолюция № 46. Всемирный день электросвязи

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Изучив отчет Административного совета на Полномочной конференции (раздел 2.5. 14);

Учитывая интерес, проявляемый странами—Членами Союза к празднованию Всемирного дня электросвязи;

Постановляет считать отныне 17 мая, годовщину создания Союза, «Всемирным днем электросвязи»;

Предлагает администрациям стран-Членов:

1. Ежегодно праздновать этот день;
2. Использовать этот день для того, чтобы информировать население о важности электросвязи с точки зрения экономического, социального и культурного развития, пробуждать интерес к электросвязи в университетах и других учебных заведениях с целью привлечения новых молодых талантливых специалистов к данной профессии и распространять широкую информацию о деятельности Союза в области международного сотрудничества;

Поручает Генеральному секретарю представить администрациям электросвязи сведения и оказывать необходимую им помощь для координации приготовлений к празднованию Всемирного дня электросвязи в странах—Членах Союза;

Просит Административный совет предлагать Членам Союза особые темы для празднования каждого Всемирного дня электросвязи.

Резолюция № 47. Центр документации по электросвязи  
в месте пребывания Союза

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая положения пункта 25 Международной конвенции электросвязи (Монре, 1965 г.), в котором оговорено, что Союз «собирает и публикует информацию по вопросам электросвязи в интересах всех Членов Союза»;

Принимая во внимание:

- a) Резолюцию № 32 Полномочной конференции (Монре, 1965 г.), Резолюцию № 36 МККР (1966 г.);
- b) Изучения, проведенные Генеральным секретарем;

Признавая, что службы документации являются основным средством ознакомления с последними достижениями в области электросвязи, особенно для развивающихся стран;

Поручает Генеральному секретарю:

1. Продолжить совместно с другими постоянными органами Союза изучения по вопросу создания центра документации и библиографических справок по электросвязи, на который возлагается задача:

- 1.1. Облегчить пользование документацией, публикуемой Союзом;
  - 1.2. Сотрудничать с другими международными или национальными центрами документации по обмену библиографическими справками с тем, чтобы избежать дублирования, сократить расходы и одновременно централизовать службу всемирной информации по электросвязи;
  - 1.3. Передавать эту информацию в распоряжение Членов, а также служащих и экспертов Союза;
2. Отчитаться перед Административным советом, чтобы очередная Полномочная конференция могла принять решение по этому вопросу;
- Предлагает Административному совету принять необходимые меры в пределах имеющихся средств с целью продолжения этих изучений.

Резолюция № 48. Вывод из строя подводных кабелей в восточной части Средиземного моря

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Узнав, что в ночь с 17 на 18 октября 1973 г. в ливанских территориальных водах были выведены из строя два подводных кабеля Бейрут—Марсель и Бейрут—Александрия, связывающие Ливан с Европой и с американским континентом, с одной стороны, и Ливан с Африкой, с другой стороны;

Отмечая, что все сведения и расследования указывают на то, что этот грубый диверсионный акт был преднамеренно совершен одной страной — Членом Союза, а именно Государством Израиль;

Принимая во внимание Международную конвенцию электросвязи (Монтрё, 1965 г.), которая обязательна для всех Членов Союза, и в частности, пункты 1, 17, 18, 24, 282 и 286;

Сознавая, что вывод из строя этих кабельных линий наносит большой ущерб политическим, экономическим и общественным интересам Ливана и других стран, использующих эти кабели;

Полагая, что подобные акты опасны для прогресса и развития народов;

Констатируя, что разрушение средств связи между народами противоречит одной из основных целей Союза — расширению международного сотрудничества с целью улучшения и рационального использования всех видов связи;

Решительно осуждает подобную политику разрушения и виновника этого разрушения — Государство Израиль;

Постановляет в случае повторения подобных актов, противоречащих нормам и практике международных отношений, предусмотреть все соответствующие санкции, включая временное лишение прав и даже исключение Государства Израиль.

Рекомендация № 1. Свободная передача информации

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая:

- a) Всемирную Декларацию прав человека, принятую 10 декабря 1948 г. Генеральной Ассамблеей Организации Объединенных Наций;

b) Статьи 18, 19 и 20 Международной конвенции электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.);

Сознавая благородный принцип свободной передачи информации;

Рекомендует Членам Союза способствовать свободной передаче информации службами электросвязи.

**РЕКОМЕНДАЦИЯ № 2. ИСПОЛЬЗОВАНИЕ РАДИОСВЯЗИ ДЛЯ ОПОВЕЩЕНИЯ И ОПОЗНАВАНИЯ САНИТАРНЫХ МОРСКИХ И ВОЗДУШНЫХ СУДОВ, ЗАЩИЩАЕМЫХ ЖЕНЕВСКИМИ КОНВЕНЦИЯМИ 1949 ГОДА**

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая:

a) Что важно иметь возможность опознавать и определять местоположение санитарных морских и воздушных судов в период вооруженного конфликта, чтобы вооруженные силы воюющих сторон могли не затронуть их;

b) Что наряду с другими установленными и признанными средствами необходимо пользоваться радиосвязью для опознавания и определения местоположения санитарных морских судов в море и санитарных воздушных судов в полете в период вооруженного конфликта;

Рекомендует всемирной административной конференции по морской и воздушной радиосвязи изучить технические аспекты использования некоторых международных частот для радиосвязи и опознавания санитарных морских и воздушных судов, защищаемых Женевскими Конвенциями 1949 года.

### РЕКОМЕНДАЦИЯ № 3. УПОРЯДОЧЕНИЕ ПЕНСИЙ

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Напоминая Резолюцию № 5, принятую Полномочной конференцией (Монтрé, 1965 г.), относительно приравнивания к общей системе Организации Объединенных Наций;

Рассмотрев отчет Комитета по пенсиям персонала МСЭ (Документ № 35), касающийся изменения пенсий;

Обращается с просьбой к Генеральной Ассамблее Организации Объединенных Наций

Принять во внимание нижеперечисленные задачи:

1. Скорейшее упорядочение выплачиваемых пенсий:

a) Для восстановления в максимально возможной степени покупательной способности пенсий до уровня, существовавшего до мая 1971 г.;

b) Для сохранения этой покупательной способности путем упорядочения пенсий в возможно короткий срок;

2. Рассмотрение временных срочных мероприятий по компенсации убытков пенсионеров за период с мая 1971 г. и недопущение подобных убытков для получающих пособия, а не пенсии;

Обращается с настоятельной просьбой к Генеральной Ассамблее Организации Объединенных Наций сделать все возможное, чтобы гарантировать принятие срочных и постоянных мер по выполнению этих задач.

Пожелание № 1. Обложение налогами

Члены Союза признают желательным, чтобы международные сообщения электросвязи не облагались налогами.

Пожелание № 2. Режим, благоприятствующий развивающимся странам

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Учитывая:

- a) Цель Союза, заключающаяся в поддержке и расширении международного сотрудничества для улучшения и рационального использования всех видов электросвязи;
- b) Возрастающее несоответствие экономического роста и технического развития развитых и развивающихся стран;
- c) То, что экономическая мощь развитых стран базируется или связана с высоким уровнем их техники, что выражается в расширении и росте международных рынков, в то время как в развивающихся странах экономика относительно слабая и часто убыточная в связи с тем, что они находятся в стадии освоения или овладения этой техникой;

Выражает пожелание, чтобы развитые страны учитывали просьбы о благоприятном режиме, представляемые развивающимися странами в отношении служебных, коммерческих или других вопросов электросвязи, помогая тем самым прийти к желаемому экономическому равновесию, способствующему ослаблению существующей в мире напряженности.

Принадлежность стран к той или иной экономической категории может быть определена, исходя из критерия дохода на душу населения, валового национального дохода, национального развития телефонной связи или на основе любых других взаимообусловленных критериев из числа тех, которые признаны в международном плане специализированными источниками информации Организации Объединенных Наций.

Пожелание № 3. Выставки средств электросвязи

Полномочная конференция Международного союза электросвязи (Малага-Торремолинос, 1973 г.),

Признавая, что выставки средств электросвязи оказывают значительную помощь в деле информирования Членов Союза о последних достижениях в технике электросвязи и для ознакомления с возможностями применения науки и техники электросвязи на благо развивающихся стран;

Выражает пожелание, чтобы в будущем такие выставки организовывались под руководством Союза в сотрудничестве с его Членами при условии, что это не повлечет никаких затрат из бюджета Союза и никакой коммерческой заинтересованности.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

## CONVENIO INTERNACIONAL DE TELECOMUNICACIONES

### PRIMERA PARTE. DISPOSICIONES FUNDAMENTALES

#### PREÁMBULO

1. Reconociendo en toda su plenitud el derecho soberano de cada país de reglamentar sus telecomunicaciones, los plenipotenciarios de los gobiernos contratantes, con el fin de facilitar las relaciones y la cooperación entre los pueblos por medio del buen funcionamiento de las telecomunicaciones, celebran, de común acuerdo, el siguiente Convenio que constituye el instrumento fundamental de la Unión Internacional de Telecomunicaciones.

#### CAPÍTULO I. COMPOSICIÓN, OBJETO Y ESTRUCTURA DE LA UNIÓN

##### *Artículo 1. COMPOSICIÓN DE LA UNIÓN*

2. 1. En virtud del principio de la universalidad, que hace deseable la participación de todos los países, la Unión Internacional de Telecomunicaciones está constituida por los siguientes Miembros:
  3. a) Todo país enumerado en el Anexo 1, que haya procedido a la firma y ratificación de este Convenio o a la adhesión al mismo;
  4. b) Todo país no enumerado en el Anexo 1, que llegue a ser Miembro de las Naciones Unidas y que se adhiera al Convenio, de conformidad con las disposiciones del artículo 46;
  5. c) Todo país soberano no enumerado en el Anexo 1, que, sin ser Miembro de las Naciones Unidas, se adhiera al Convenio, de conformidad con las disposiciones del artículo 46, previa aprobación de su solicitud de admisión como Miembro por dos tercios de los Miembros de la Unión.
6. 2. A los efectos de lo dispuesto en el número 5, si en el intervalo de dos Conferencias de Plenipotenciarios se presentase una solicitud de admisión en calidad de Miembro, por vía diplomática y por conducto del país sede de la Unión, el Secretario General consultará a los Miembros de la Unión. Se considerará abstenido a todo Miembro que no haya respondido en el plazo de cuatro meses, a contar de la fecha en que haya sido consultado.

##### *Artículo 2. DERECHOS Y OBLIGACIONES DE LOS MIEMBROS*

7. 1. Los Miembros de la Unión tendrán los derechos y estarán sujetos a las obligaciones previstos en el Convenio.
8. 2. Los derechos de los Miembros en lo que concierne a su participación en las conferencias, reuniones o consultas de la Unión serán los siguientes:
  - a) Participar en las conferencias de la Unión, ser elegibles para el Consejo de Administración y presentar candidatos para los cargos electivos de los organismos permanentes de la Unión;
9. b) Cada Miembro tendrá derecho a un voto en todas las conferencias de la Unión, en todas las reuniones de los Comités consultivos internacionales y,

si forma parte del Consejo de Administración, en todas las reuniones del Consejo;

10. c) Cada Miembro tendrá igualmente derecho a un voto en las consultas que se efectúen por correspondencia.

*Artículo 3. SEDE DE LA UNIÓN*

11. La sede de la Unión se fija en Ginebra.

*Artículo 4. OBJETO DE LA UNIÓN*

12. 1. La Unión tiene por objeto:
- a) Mantener y ampliar la cooperación internacional para el mejoramiento y el empleo racional de toda clase de telecomunicación;
13. b) Favorecer el desarrollo de los medios técnicos y su más eficaz explotación, a fin de aumentar el rendimiento de los servicios de telecomunicación, acrecentar su empleo y generalizar lo más posible su utilización por el público;
14. c) Armonizar los esfuerzos de las naciones para la consecución de estos fines.
15. 2. A tal efecto, y en particular, la Unión:
- a) Efectuará la distribución de las frecuencias del espectro radioeléctrico y llevará el registro de las asignaciones de frecuencias, a fin de evitar toda interferencia perjudicial entre las estaciones de radiocomunicación de los distintos países;
  - b) Coordinará los esfuerzos para eliminar toda interferencia perjudicial entre las estaciones de radiocomunicación de los diferentes países y mejorar la utilización del espectro de frecuencias radioeléctricas;
  - c) Coordinará, asimismo, los esfuerzos en favor del desarrollo armónico de los medios de telecomunicación, especialmente los que utilizan técnicas espaciales, a fin de aprovechar al máximo sus posibilidades;
  - d) Fomentará la colaboración entre sus Miembros con el fin de llegar, en el establecimiento de tarifas, el nivel mínimo compatible con un servicio de buena calidad y con una gestión financiera de las telecomunicaciones sana e independiente;
  - e) Fomentará la creación, el desarrollo y el perfeccionamiento de las instalaciones y de las redes de telecomunicación en los países en desarrollo, por todos los medios de que disponga y, en particular, por medio de su participación en los programas adecuados de las Naciones Unidas;
  - f) Promoverá la adopción de medidas tendientes a garantizar la seguridad de la vida humana, mediante la cooperación de los servicios de telecomunicación;
  - g) Empezará estudios, establecerá reglamentos, adoptará resoluciones, hará recomendaciones, formulará votos y reunirá y publicará información sobre las telecomunicaciones.

*Artículo 5. ESTRUCTURA DE LA UNIÓN*

22. La Unión comprende los órganos siguientes:
- 1. La Conferencia de Plenipotenciarios, órgano supremo de la Unión;
23. 2. Las conferencias administrativas;



24. 3. El Consejo de Administración;
25. 4. Los organismos permanentes que a continuación se enumeran:
  - a) La Secretaría General;
  26. b) La Junta Internacional de Registro de Frecuencias (I.F.R.B.);
  27. c) El Comité Consultivo Internacional de Radiocomunicaciones (C.C.I.R.);
  28. d) El Comité Consultivo Internacional Telegráfico y Telefónico (C.C.I.T.T.).

#### *Artículo 6. CONFERENCIA DE PLENIPOTENCIARIOS*

29. 1. La Conferencia de Plenipotenciarios está integrada por delegaciones que representan a los Miembros y se convocará a intervalos regulares, normalmente cada cinco años.
30. 2. La Conferencia de Plenipotenciarios:
  - a) Determinará los principios generales aplicables para alcanzar los fines de la Unión prescritos en el artículo 4 del presente Convenio;
  31. b) Examinará el informe del Consejo de Administración sobre las actividades de los organismos de la Unión desde la última Conferencia de Plenipotenciarios;
  32. c) Fijará las bases del presupuesto de la Unión y determinará el tope de sus gastos hasta la siguiente Conferencia de Plenipotenciarios después de considerar el programa de las conferencias administrativas y reuniones que la Unión celebrará, probablemente, durante dicho período;
  33. d) Establecerá los sueldos base y la escala de sueldos, así como el sistema de asignaciones y pensiones para todos los funcionarios de la Unión, y dictará, en su caso, las instrucciones generales relacionadas con la plantilla de personal de la Unión;
  34. e) Examinará y, en su caso, aprobará definitivamente las cuentas de la Unión;
  35. f) Elegirá a los Miembros de la Unión que han de constituir el Consejo de Administración;
  36. g) Elegirá al Secretario General y al Vicesecretario General y fijará las fechas en que han de tomar posesión de sus cargos;
  37. h) Elegirá a los miembros de la I.F.R.B. y fijará la fecha en que han de tomar posesión de sus cargos;
  38. i) Revisará el Convenio si lo estima necesario;
  39. j) Concertará y, en su caso, revisará los acuerdos entre la Unión y otras organizaciones internacionales; examinará los acuerdos provisionales celebrados con dichas organizaciones por el Consejo de Administración en nombre de la Unión y resolverá sobre ellos lo que estime oportuno;
  40. k) Tratará cuantos asuntos de telecomunicación juzgue necesario.

#### *Artículo 7. CONFERENCIAS ADMINISTRATIVAS*

41. 1. Las conferencias administrativas de la Unión comprenden:
  - a) Las conferencias administrativas mundiales;
  42. b) Las conferencias administrativas regionales.

43. 2. Normalmente, las conferencias administrativas serán convocadas para estudiar cuestiones particulares de telecomunicación y se limitarán estrictamente a tratar los asuntos que figuren en su orden del día. Las decisiones que adopten tendrán que ajustarse en todos los casos a las disposiciones del Convenio.
44. 3. (1) En el orden del día de una conferencia administrativa mundial podrán incluirse:
- a) La revisión parcial de los Reglamentos administrativos indicados en el número 571;
  - 45. b) Excepcionalmente, la revisión completa de uno o varios de esos Reglamentos;
  - 46. c) Cualquier otra cuestión de carácter mundial que sea de la competencia de la conferencia.
47. (2) El orden del día de una conferencia administrativa regional sólo podrá contener puntos relativos a cuestiones específicas de telecomunicación de carácter regional, incluyendo instrucciones a la Junta Internacional de Registro de Frecuencias relacionadas con sus actividades respecto de la región considerada, siempre que tales instrucciones no estén en pugna con los intereses de otras regiones. Además, las decisiones de tales conferencias habrán de ajustarse en todos los casos a las disposiciones de los Reglamentos administrativos.

#### *Artículo 8. CONSEJO DE ADMINISTRACIÓN*

48. 1. (1) El Consejo de Administración estará constituido por treinta y seis Miembros de la Unión elegidos por la Conferencia de Plenipotenciarios teniendo en cuenta la necesidad de una distribución equitativa de los puestos entre todas las regiones del mundo. Salvo en el caso de las vacantes que se produzcan en las condiciones especificadas en el Reglamento General, dichos Miembros desempeñarán su mandato hasta la elección de un nuevo Consejo de Administración por la Conferencia de Plenipotenciarios y serán reelegibles.
49. (2) Cada uno de los Miembros del Consejo designará una persona para actuar en el mismo, que podrá estar asistida de uno o más asesores.
50. 2. El Consejo de Administración establecerá su propio Reglamento interno.
51. 3. En el intervalo de las Conferencias de Plenipotenciarios, el Consejo de Administración actuará como mandatario de la Conferencia de Plenipotenciarios, dentro de los límites de las facultades que ésta le delegue.
52. 4. (1) El Consejo de Administración adoptará las medidas necesarias para facilitar la aplicación por los Miembros de las disposiciones del Convenio, de los Reglamentos administrativos, de las decisiones de la Conferencia de Plenipotenciarios y, en su caso, de las decisiones de otras conferencias y reuniones de la Unión. Realizará, además, las tareas que le encomiende la Conferencia de Plenipotenciarios.
53. (2) Asegurará la coordinación eficaz de las actividades de la Unión y ejercerá un control financiero efectivo sobre sus organismos permanentes.
54. (3) Promoverá la cooperación internacional para facilitar por todos los medios de que disponga, especialmente por la participación de la Unión en los programas apropiados de las Naciones Unidas, la cooperación técnica con los

países en desarrollo, conforme al objeto de la Unión, que es favorecer, por todos los medios posibles, el desarrollo de las telecomunicaciones.

*Artículo 9. SECRETARÍA GENERAL*

55. 1. (1) La Secretaría General estará dirigida por un Secretario General, auxiliado por un Vicesecretario General.
56. (2) El Secretario General y el Vicesecretario General tomarán posesión de sus cargos en las fechas que se determinen en el momento de su elección. Normalmente permanecerán en funciones hasta la fecha que determine la siguiente Conferencia de Plenipotenciarios y serán reelegibles.
57. (3) El Secretario General tomará las medidas necesarias para garantizar la utilización económica de los recursos de la Unión y responderá ante el Consejo de Administración de todos los aspectos administrativos y financieros de las actividades de la Unión. El Vicesecretario General responderá ante el Secretario General.
58. 2. (1) Si quedara vacante el empleo de Secretario General, le sucederá en el cargo el Vicesecretario General, quien lo conservará hasta la fecha que determine la siguiente Conferencia de Plenipotenciarios y podrá ser elegido para dicho cargo.
59. (2) Si quedara vacante el empleo de Vicesecretario General más de 180 días antes de la fecha fijada para la convocación de la próxima Conferencia de Plenipotenciarios, el Consejo de Administración nombrará un sucesor para el resto del mandato.
60. (3) Si quedaran vacantes simultáneamente los empleos de Secretario General y de Vicesecretario General, el Director del Comité consultivo internacional de mayor antigüedad en el cargo asumirá las funciones de Secretario General durante un periodo no superior a 90 días. El Consejo de Administración nombrará un Secretario General y, en caso de producirse dichas vacantes más de 180 días antes de la fecha fijada para la convocación de la próxima Conferencia de Plenipotenciarios, a un Vicesecretario General. Los funcionarios nombrados por el Consejo de Administración seguirán en funciones durante el resto del mandato para el que habían sido elegidos sus predecesores. Podrán presentar su candidatura en las elecciones para los cargos de Secretario General y Vicesecretario General en dicha Conferencia de Plenipotenciarios.
61. 3. El Secretario General actuará como representante legal de la Unión.
62. 4. El Vicesecretario General auxiliará al Secretario General en el desempeño de sus funciones y asumirá las que específicamente le confíe éste. Desempeñará las funciones del Secretario General en ausencia de éste.

*Artículo 10. JUNTA INTERNACIONAL DE REGISTRO DE FRECUENCIAS*

63. 1. La Junta Internacional de Registro de Frecuencias (I.F.R.B.) estará integrada por cinco miembros independientes elegidos por la Conferencia de Plenipotenciarios entre los candidatos propuestos por los países Miembros de la Unión de manera que quede asegurada una distribución equitativa entre las regiones del mundo. Cada Miembro de la Unión no podrá proponer más que un candidato nacional.
64. 2. En el desempeño de su cometido, los Miembros de la junta Internacional de Registro de Frecuencias no actuarán en representación de sus respec-

- tivos países ni de una región determinada, sino como agentes imparciales investidos de un mandato internacional.
65. 3. Las funciones esenciales de la Junta Internacional de Registro de Frecuencias serán las siguientes:
- a) Efectuar la inscripción metódica de las asignaciones de frecuencias hechas por los diferentes países, en tal forma que queden determinadas de acuerdo con el procedimiento establecido en el Reglamento de Radiocomunicaciones y, en su caso, con las decisiones de las conferencias competentes de la Unión, la fecha, la finalidad y las características técnicas de cada una de dichas asignaciones, con el fin de asegurar su reconocimiento internacional oficial;
  - 66. b) Efectuar en las mismas condiciones, y con el mismo objeto, la inscripción metódica de las posiciones asignadas por los países a los satélites geoestacionarios;
  - 67. c) Asesorar a los Miembros con miras a la explotación del mayor número posible de canales radioeléctricos en las regiones del espectro de frecuencias en que puedan producirse interferencias perjudiciales y a la utilización equitativa, eficaz y económica de la órbita de los satélites geoestacionarios;
  - 68. d) Llevar a cabo las demás funciones complementarias, relacionadas con la asignación y utilización de las frecuencias y con la utilización de la órbita de los satélites geoestacionarios, conforme a los procedimientos previstos en el Reglamento de Radiocomunicaciones, prescritas por una conferencia competente de la Unión o por el Consejo de Administración con el consentimiento de la mayoría de los Miembros de la Unión, para la preparación de conferencias de esta índole o en cumplimiento de las disposiciones de las mismas;
  - 69. e) Tener al día los registros indispensables para el cumplimiento de sus funciones.

*Artículo 11. COMITÉS CONSULTIVOS INTERNACIONALES*

70. 1. (1) El Comité Consultivo Internacional de Radiocomunicaciones (C.C.I.R.) realizará estudios y formulará recomendaciones sobre las cuestiones técnicas y de explotación relativas específicamente a las radiocomunicaciones.
71. (2) El Comité Consultivo Internacional Telegráfico y Telefónico (C.C.I.T.T.) realizará estudios y formulará recomendaciones sobre las cuestiones técnicas, de explotación y de tarifas que se refieren a la telegrafía y la telefonía.
72. (3) En cumplimiento de su misión, cada Comité consultivo internacional prestará la debida atención al estudio de los problemas y a la elaboración de las recomendaciones directamente relacionadas con la creación, el desarrollo y el perfeccionamiento de las telecomunicaciones en los países en desarrollo, en el marco regional y en el campo internacional.
73. 2. Serán miembros de los Comités consultivos internacionales:
- a) Por derecho propio, las administraciones de los Miembros de la Unión;
  - 74. b) Toda empresa privada de explotación reconocida que, con la aprobación del Miembro que la haya reconocido, manifieste el deseo de participar en los trabajos de estos Comités.

75. 3. El funcionamiento de cada Comité consultivo internacional estará asegurado:
- a) Por la Asamblea Plenaria;
  - 76. b) Por las comisiones de estudio establecidas por ella;
  - 77. c) Por un Director elegido por la Asamblea Plenaria nombrado de conformidad con lo dispuesto en el Reglamento General.
78. 4. Habrá una Comisión Mundial del Plan, así como las Comisiones Regionales del Plan que decidan crear conjuntamente las Asambleas Plenarias de los Comités consultivos internacionales. Las Comisiones del Plan desarrollarán un Plan general para la red internacional de telecomunicaciones que sirva de ayuda para facilitar el desarrollo coordinado de los servicios internacionales de telecomunicación. Confiarán a los Comités consultivos internacionales el estudio de las cuestiones que sean de especial interés para los países en desarrollo y que entren en la esfera de competencia de dichos Comités.
79. 5. En el Reglamento General se establecen los métodos de trabajo de los Comités consultivos internacionales.

*Artículo 12. COMITÉ DE COORDINACIÓN*

80. 1. (1) El Comité de Coordinación auxiliará y asesorará al Secretario General en todas las cuestiones administrativas, financieras y de cooperación técnica que afecten a más de un organismo permanente, así como en lo que respecta a las relaciones exteriores y a la información pública, teniendo plenamente en cuenta las decisiones del Consejo de Administración y los intereses de la Unión.
81. (2) El Comité examinará asimismo los asuntos importantes cuyo estudio le confíe el Consejo de Administración y, una vez examinados, elevará sus conclusiones al Consejo por conducto del Secretario General.
82. 2. El Comité de Coordinación estará integrado por el Vicesecretario General, los Directores de los Comités consultivos internacionales y el Presidente de la Junta Internacional de Registro de Frecuencias. Su Presidente será el Secretario General.

*Artículo 13. FUNCIONARIOS DE ELECCIÓN Y PERSONAL DE LA UNIÓN*

83. 1. (1) En el desempeño de su cometido, los funcionarios de elección y el personal de la Unión no solicitarán ni aceptarán instrucciones de gobierno alguno ni de ninguna autoridad ajena a la Unión. Se abstendrán asimismo de todo acto incompatible con su condición de funcionarios internacionales.
84. (2) Cada Miembro deberá respetar el carácter exclusivamente internacional del cometido de los funcionarios de elección y del personal de la Unión y no tratará de influir sobre ellos en el ejercicio de sus funciones.
85. (3) Fuera del desempeño de su cometido, los funcionarios de elección y el personal de la Unión no tomarán parte ni tendrán intereses financieros de especie alguna en ninguna empresa de telecomunicaciones. En la expresión "intereses financieros" no se incluye la continuación del pago de cuotas destinadas a la constitución de una pensión de jubilación, derivada de un empleo o de servicios anteriores.
86. 2. El Secretario General, el Vicesecretario General y los Directores de los Comités consultivos internacionales deberán ser todos nacionales de Miembros

diferentes de la Unión. Convendría que la misma norma se aplicase a los miembros de la I.F.R.B. Al proceder a su elección habrá que tener en cuenta los principios expuestos en el número 87 y una distribución geográfica apropiada entre las diversas regiones del mundo.

87. 3. La consideración predominante en el reclutamiento del personal y en la determinación de las condiciones de empleo será la necesidad de asegurar a la Unión los servicios de personas de la mayor eficiencia, competencia e integridad. Se dará la debida importancia al reclutamiento del personal sobre una base geográfica lo más amplia posible.

*Artículo 14. ORGANIZACIÓN DE LOS TRABAJOS Y NORMAS PARA LAS DELIBERACIONES EN LAS CONFERENCIAS Y OTRAS REUNIONES*

88. 1. Para la organización de sus trabajos y en sus debates, las conferencias, Asambleas Plenarias y reuniones de los Comités consultivos internacionales aplicarán el Reglamento interno inserto en el Reglamento General.
89. 2. Cada conferencia, Asamblea Plenaria o reunión de los Comités consultivos internacionales podrá adoptar las reglas que juzgue indispensables para completar las del Reglamento interno. Sin embargo, estas reglas complementarias deberán ser compatibles con las disposiciones del Convenio y del Reglamento General; si se tratase de reglas complementarias adoptadas por las Asambleas Plenarias y comisiones de estudio, éstas se publicarán bajo la forma de resolución en los documentos de las Asambleas Plenarias.

*Artículo 15. FINANZAS DE LA UNIÓN*

90. 1. Los gastos de la Unión comprenderán los ocasionados por:
- a) El Consejo de Administración y los organismos permanentes de la Unión;
91. b) Las Conferencias de Plenipotenciarios y las conferencias administrativas mundiales.
92. 2. Los gastos de la Unión se cubrirán con las contribuciones de sus Miembros a prorrata del número de unidades correspondientes a la clase de contribución elegida por cada Miembro, según la escala siguiente:
- |                      |                     |
|----------------------|---------------------|
| Clase de 30 unidades | Clase de 5 unidades |
| Clase de 25 unidades | Clase de 4 unidades |
| Clase de 20 unidades | Clase de 3 unidades |
| Clase de 18 unidades | Clase de 2 unidades |
| Clase de 15 unidades | Clase de 1½ unidad  |
| Clase de 13 unidades | Clase de 1 unidad   |
| Clase de 10 unidades | Clase de ½ unidad   |
| Clase de 8 unidades  |                     |
93. 3. Los Miembros elegirán libremente la clase en que deseen contribuir para el pago de los gastos de la Unión.
94. 4. No podrá efectuarse ninguna reducción de la clase contributiva establecida de acuerdo con el Convenio, mientras esté en vigor dicho Convenio.
95. 5. Los gastos ocasionados por las conferencias administrativas regionales a que se refiere el número 42 serán sufragados por los Miembros de la región de que se trate, de acuerdo con su clase contributiva y, sobre la misma base, por los Miembros de otras regiones que hayan participado eventualmente en tales conferencias.

96. 6. Los Miembros abonarán por adelantado su contribución anual, calculada a base del presupuesto aprobado por el Consejo de Administración.
97. 7. Los Miembros atrasados en sus pagos a la Unión perderán el derecho de voto estipulado en los números 9 y 10 cuando la cuantía de sus atrasos sea igual o superior a la de sus contribuciones correspondientes a los dos años precedentes.
98. 8. Las disposiciones relativas a las contribuciones financieras de las empresas privadas de explotación reconocidas, de los organismos científicos o industriales y de las organizaciones internacionales figuran en el Reglamento General.

#### *Artículo 16. IDIOMAS*

99. 1. (1) Los idiomas oficiales de la Unión son: el chino, el español, el francés, el inglés y el ruso.
100. (2) Los idiomas de trabajo de la Unión son: el español, el francés y el inglés.
101. (3) En caso de desacuerdo, el texto francés hará fe.
102. 2. (1) Los documentos definitivos de las Conferencias de Plenipotenciarios y de las conferencias administrativas, sus actas finales, protocolos, resoluciones, recomendaciones y ruegos, se redactarán en los idiomas oficiales de la Unión, en textos equivalentes en su forma y en su fondo.
103. (2) Todos los demás documentos de estas conferencias se redactarán en los idiomas de trabajo de la Unión.
104. 3. (1) Los documentos oficiales de servicio de la Unión, enumerados en los Reglamentos administrativos, se publicarán en los cinco idiomas oficiales.
105. (2) Los demás documentos, cuya distribución general deba efectuar el Secretario General, de conformidad con sus atribuciones, se redactarán en los tres idiomas de trabajo.
106. 4. En los debates de las conferencias de la Unión y en las reuniones de su Consejo de Administración y de sus Comités consultivos internacionales, se utilizará un sistema eficaz de interpretación recíproca en los cinco idiomas oficiales. Sin embargo, cuando todos los participantes en una conferencia o en una reunión estén de acuerdo en ello, los debates podrán desarrollarse en menos de los cinco idiomas precedentemente mencionados. Habrá interpretación entre estos idiomas y el árabe en las Conferencias de Plenipotenciarios y en las conferencias administrativas de la Unión.

#### *Artículo 17. CAPACIDAD JURÍDICA DE LA UNIÓN*

107. La Unión gozará, en el territorio de cada uno de sus Miembros, de la capacidad jurídica necesaria para el ejercicio de sus funciones y la realización de sus propósitos.

#### CAPÍTULO II. DISPOSICIONES GENERALES RELATIVAS A LAS TELECOMUNICACIONES

#### *Artículo 18. DERECHO DEL PÚBLICO A UTILIZAR EL SERVICIO INTERNACIONAL DE TELECOMUNICACIONES*

108. Los Miembros reconocen al público el derecho a comunicarse por medio del servicio internacional de correspondencia pública. Los servicios, las tasas y

las garantías serán los mismos, en cada categoría de correspondencia, para todos los usuarios, sin prioridad ni preferencia alguna.

*Artículo 19. DETENCIÓN DE TELECOMUNICACIONES*

109. 1. Los Miembros se reservan el derecho de detener la transmisión de todo telegrama privado que pueda parecer peligroso para la seguridad del Estado o contrario a sus leyes, al orden público o a las buenas costumbres, a condición de notificar inmediatamente a la oficina de origen la detención del telegrama o de una parte del mismo, a no ser que tal notificación se juzgue peligrosa para la seguridad del Estado.
110. 2. Los Miembros se reservan también el derecho de interrumpir cualquier telecomunicación privada que pueda parecer peligrosa para la seguridad del Estado o contraria a sus leyes, al orden público o a las buenas costumbres.

*Artículo 20. SUSPENSIÓN DEL SERVICIO*

111. Cada Miembro se reserva el derecho de suspender por tiempo indefinido el servicio de telecomunicaciones internacionales, bien en su totalidad o solamente para ciertas relaciones y para determinadas clases de correspondencia de salida, llegada o tránsito, con la obligación de comunicarlo inmediatamente, por conducto del Secretario General, a los demás Miembros.

*Artículo 21. RESPONSABILIDAD*

112. Los Miembros no aceptan responsabilidad alguna con relación a los usuarios de los servicios internacionales de telecomunicación, especialmente en lo que concierne a las reclamaciones por daños y perjuicios.

*Artículo 22. SECRETO DE LAS TELECOMUNICACIONES*

113. 1. Los Miembros se comprometen a adoptar todas las medidas que permita el sistema de telecomunicación empleado para garantizar el secreto de la correspondencia internacional.
114. 2. Sin embargo, se reservan el derecho a comunicar esta correspondencia a las autoridades competentes, con el fin de asegurar la aplicación de su legislación interior o la ejecución de los convenios internacionales en que sean parte.

*Artículo 23. ESTABLECIMIENTO, EXPLOTACIÓN Y PROTECCIÓN DE LOS CANALES E INSTALACIONES DE TELECOMUNICACIÓN*

115. 1. Los Miembros adoptarán las medidas procedentes para el establecimiento, en las mejores condiciones técnicas, de los canales e instalaciones necesarios a fin de asegurar el intercambio rápido e ininterrumpido de las telecomunicaciones internacionales.
116. 2. En lo posible, estos canales e instalaciones deberán explotarse de acuerdo con los mejores métodos y procedimientos basados en la práctica de la explotación y mantenerse en buen estado de funcionamiento y a la altura de los progresos científicos y técnicos.
117. 3. Los Miembros asegurarán la protección de estos canales e instalaciones dentro de sus respectivas jurisdicciones.
118. 4. Salvo acuerdos particulares que fijen otras condiciones, cada Miembro adoptará las medidas necesarias para asegurar el mantenimiento de las sec-



ciones de los circuitos internacionales de telecomunicación comprendidas dentro de los límites de su control.

*Artículo 24. NOTIFICACIÓN DE LAS CONTRAVENCIONES*

119. Con objeto de facilitar la aplicación del artículo 44, los Miembros se comprometen a informarse mutuamente de las contravenciones a las disposiciones del presente Convenio y de los Reglamentos anexos.

*Artículo 25. PRIORIDAD DE LAS TELECOMUNICACIONES RELATIVAS A LA SEGURIDAD DE LA VIDA HUMANA*

120. Los servicios internacionales de telecomunicación deberán dar prioridad absoluta a todas las telecomunicaciones relativas a la seguridad de la vida humana en el mar, en tierra, en el aire y en el espacio ultratmosférico, así como a las telecomunicaciones epidemiológicas de urgencia excepcional de la Organización Mundial de la Salud.

*Artículo 26. PRIORIDAD DE LOS TELEGRAMAS Y DE LAS LLAMADAS Y COMUNICACIONES TELEFÓNICAS DE ESTADO*

121. A reserva de lo dispuesto en los artículos 25 y 36, los telegramas de Estado tendrán prioridad sobre los demás telegramas cuando el expedidor lo solicite. Las llamadas y comunicaciones telefónicas de Estado podrán igualmente tener prioridad sobre las demás llamadas y comunicaciones telefónicas, a petición expresa y en la medida de lo posible.

*Artículo 27. LENGUAJE SECRETO*

122. 1. Los telegramas de Estado, así como los de servicio, podrán ser redactados en lenguaje secreto en todas las relaciones.
123. 2. Los telegramas privados en lenguaje secreto podrán también admitirse entre todos los países, a excepción de aquellos que previamente hayan notificado, por conducto del Secretario General, que no admiten este lenguaje para dicha categoría de correspondencia.
124. 3. Los Miembros que no admitan los telegramas privados en lenguaje secreto procedentes de su propio territorio o destinados al mismo, deberán aceptarlos en tránsito, salvo en el caso de la suspensión de servicio prevista en el artículo 20.

*Artículo 28. TASAS Y FRANQUICIA*

125. En los Reglamentos administrativos anexos a este Convenio figuran las disposiciones relativas a las tasas de las telecomunicaciones y los diversos casos en que se concede la franquicia.

*Artículo 29. ESTABLECIMIENTO Y LIQUIDACIÓN DE CUENTAS*

126. La liquidación de cuentas internacionales será considerada como una transacción corriente, y se efectuará con sujeción a las obligaciones internacionales ordinarias de los países interesados cuando los gobiernos hayan celebrado arreglos sobre esta materia. En ausencia de arreglos de este género o de acuerdos particulares concertados en las condiciones previstas en el artículo 31, estas liquidaciones de cuentas serán efectuadas conforme a los Reglamentos administrativos.

*Artículo 30. UNIDAD MONETARIA*

127. La unidad monetaria empleada en la composición de las tarifas de telecomunicaciones internacionales y para el establecimiento de las cuentas internacionales, será el franco oro de 100 céntimos, de un peso de 10/31 de gramo y una ley de 900 milésimas.

*Artículo 31. ARREGLOS PARTICULARES*

128. Los Miembros se reservan para sí, para las empresas privadas de explotación por ellos reconocidas y para las demás debidamente autorizadas a tal efecto, la facultad de concertar arreglos particulares sobre cuestiones relativas a telecomunicaciones que no interesen a la generalidad de los Miembros. Tales arreglos, sin embargo, no podrán estar en contradicción con las disposiciones de este Convenio o de los Reglamentos administrativos anexos en lo que se refiere a las interferencias perjudiciales que su aplicación pueda ocasionar a los servicios de radiocomunicación de otros países.

*Artículo 32. CONFERENCIAS, ARREGLOS Y ORGANIZACIONES REGIONALES*

129. Los Miembros se reservan el derecho de celebrar conferencias regionales, concertar arreglos regionales y crear organizaciones regionales con el fin de resolver problemas de telecomunicación que puedan ser tratados en un plano regional. Los arreglos regionales no estarán en contradicción con el presente Convenio.

CAPÍTULO III. DISPOSICIONES ESPECIALES RELATIVAS  
A LAS TELECOMUNICACIONES

*Artículo 33. UTILIZACIÓN RACIONAL DEL ESPECTRO DE FRECUENCIAS RADIOELÉCTRICAS Y DE LA ÓRBITA DE LOS SATÉLITES GEOESTACIONARIOS*

130. 1. Los Miembros procurarán limitar el número de frecuencias y el espectro utilizado al mínimo indispensable para asegurar el funcionamiento satisfactorio de los servicios necesarios. A tales fines, se esforzarán por aplicar, a la mayor brevedad, los adelantos técnicos más recientes.
131. 2. En la utilización de bandas de frecuencias para las radiocomunicaciones espaciales, los Miembros tendrán en cuenta que las frecuencias y la órbita de los satélites geoestacionarios son recursos naturales limitados que deben utilizarse en forma eficaz y económica para permitir el acceso equitativo a esta órbita y a esas frecuencias a los diferentes países o grupos de países, según sus necesidades y los medios técnicos de que dispongan, de conformidad con lo establecido en el Reglamento de Radiocomunicaciones.

*Artículo 34. INTERCOMUNICACIÓN*

132. 1. Las estaciones que aseguren las radiocomunicaciones en el servicio móvil estarán obligadas, dentro de los límites de su empleo normal, al intercambio recíproco de radiocomunicaciones, sin distinción del sistema radioeléctrico que utilicen.
133. 2. Sin embargo, a fin de no entorpecer los progresos científicos, las disposiciones del número 132 no serán obstáculo para el empleo de un sistema radioeléctrico incapaz de comunicar con otros sistemas, siempre que esta in-

capacidad sea debida a la naturaleza especifica de tal sistema y no resultado de dispositivos adoptados con el único objeto de impedir la intercomunicación.

134. 3. No obstante lo dispuesto en el número 132, una estación podrá ser dedicada a un servicio internacional restringido de telecomunicación, determinado por la finalidad de este servicio o por otras circunstancias independientes del sistema empleado.

*Artículo 35. INTERFERENCIAS PERJUDICIALES*

135. 1. Todas las estaciones, cualquiera que sea su objeto, deberán ser instaladas y explotadas de tal manera que no puedan causar interferencias perjudiciales en las comunicaciones o servicios radioeléctricos de otros Miembros, de las empresas privadas de explotación reconocidas o de aquellas otras debidamente autorizadas para realizar un servicio de radiocomunicación y que funcionen de conformidad con las disposiciones del Reglamento de Radiocomunicaciones.
136. 2. Cada Miembro se compromete a exigir a las empresas privadas de explotación por él reconocidas y a las demás debidamente autorizadas a este efecto, el cumplimiento de las prescripciones del número 135.
137. 3. Además, los Miembros reconocen la conveniencia de adoptar cuantas medidas sean posibles para impedir que el funcionamiento de las instalaciones y aparatos eléctricos de toda clase causen interferencias perjudiciales en las comunicaciones o servicios radioeléctricos a que se refiere el número 135.

*Artículo 36. LLAMADAS Y MENSAJES DE SOCORRO*

138. Las estaciones de radiocomunicación están obligadas a aceptar con prioridad absoluta las llamadas y mensajes de socorro, cualquiera que sea su origen, y a responder en la misma forma a dichos mensajes, dándoles inmediatamente el debido curso.

*Artículo 37. SEÑALES DE SOCORRO, URGENCIA, SEGURIDAD  
O IDENTIFICACIÓN, FALSAS O ENGAÑOSAS*

139. Los Miembros se comprometen a adoptar las medidas necesarias para impedir la transmisión o circulación de señales de socorro, urgencia, seguridad o identificación que sean falsas o engañosas, así como a colaborar en la localización e identificación de las estaciones de su propio país que emitan estas señales.

*Artículo 38. INSTALACIONES DE LOS SERVICIOS DE DEFENSA NACIONAL*

140. 1. Los Miembros conservarán su entera libertad en lo relativo a las instalaciones radioeléctricas militares de sus ejércitos de tierra, mar y aire.
141. 2. Sin embargo, estas instalaciones se ajustarán en lo posible a las disposiciones reglamentarias relativas al auxilio en casos de peligro, a las medidas para impedir las interferencias perjudiciales y a las prescripciones de los Reglamentos administrativos concernientes a los tipos de emisión y a las frecuencias que deban utilizarse, según la naturaleza del servicio.
142. 3. Además, cuando estas instalaciones se utilicen en el servicio de correspondencia pública o en los demás servicios regidos por los Reglamentos administrativos anexos al presente Convenio deberán, en general, ajustarse a las disposiciones reglamentarias aplicables a dichos servicios.

CAPÍTULO IV. RELACIONES CON LAS NACIONES UNIDAS  
Y CON LAS ORGANIZACIONES INTERNACIONALES

*Artículo 39.* RELACIONES CON LAS NACIONES UNIDAS

143. 1. Las relaciones entre las Naciones Unidas y la Unión Internacional de Telecomunicaciones se definen en el Acuerdo concertado entre ambas Organizaciones y cuyo texto figura en el Anexo 3 del presente Convenio.
144. 2. De conformidad con las disposiciones del artículo XVI del citado Acuerdo, los servicios de explotación de telecomunicaciones de las Naciones Unidas gozarán de los derechos previstos y estarán sujetos a las obligaciones impuestas por este Convenio y por los Reglamentos administrativos. En consecuencia, tendrán el derecho de asistir, con carácter consultivo, a todas las conferencias de la Unión, incluso a las reuniones de los Comités consultivos internacionales.

*Artículo 40.* RELACIONES CON LAS ORGANIZACIONES INTERNACIONALES

145. A fin de contribuir a una completa coordinación internacional en materia de telecomunicaciones, la Unión colaborará con las organizaciones internacionales que tengan intereses y actividades conexos.

CAPÍTULO V. APLICACIÓN DEL CONVENIO Y DE LOS REGLAMENTOS

*Artículo 41.* DISPOSICIONES FUNDAMENTALES Y REGLAMENTO GENERAL

146. En caso de divergencia entre las disposiciones de la primera parte del Convenio (Disposiciones fundamentales, números 1 a 170) y las de la segunda (Reglamento General, números 201 a 571), prevalecerán las primeras.

*Artículo 42.* REGLAMENTOS ADMINISTRATIVOS

147. 1. Las disposiciones del Convenio se completan con los Reglamentos administrativos que contienen las disposiciones relativas a la utilización de las telecomunicaciones y obligarán a todos los Miembros.
148. 2. La ratificación de este Convenio en virtud del artículo 45, o la adhesión al mismo en virtud del artículo 46, implicará la aceptación de los Reglamentos administrativos vigentes en el momento de la ratificación o adhesión.
149. 3. Los Miembros deberán notificar al Secretario General su aprobación de toda revisión de estos Reglamentos efectuada por una conferencia administrativa competente. El Secretario General comunicará estas aprobaciones a los Miembros a medida que las vaya recibiendo.
150. 4. En caso de divergencia entre una disposición del Convenio y una disposición de un Reglamento administrativo, el Convenio prevalecerá.

*Artículo 43.* VALIDEZ DE LOS REGLAMENTOS ADMINISTRATIVOS VIGENTES

151. Los Reglamentos administrativos a que se refiere el número 147 serán los vigentes en el momento de la firma de este Convenio. Se considerarán como anexos al mismo y conservarán su validez, a reserva de las revisiones parciales que puedan adoptarse en virtud de lo dispuesto en el número 44, hasta la fecha de entrada en vigor de los nuevos Reglamentos aprobados por las conferencias

administrativas mundiales competentes y destinados a sustituirlos como anexos al presente Convenio.

*Artículo 44. EJECUCIÓN DEL CONVENIO Y DE LOS REGLAMENTOS*

152. 1. Los Miembros estarán obligados a atenerse a las disposiciones del presente Convenio y de los Reglamentos administrativos en todas las oficinas y estaciones de telecomunicación instaladas o explotadas por ellos y que presten servicios internacionales o puedan causar interferencias perjudiciales a los servicios de radiocomunicación de otros países, excepto en lo que concierne a los que se hallen exentos de estas obligaciones de conformidad con el artículo 38.
153. 2. Además, deberán adoptar las medidas necesarias para imponer la observancia de las disposiciones del presente Convenio y de los Reglamentos administrativos, a las empresas privadas de explotación por ellos autorizadas para establecer y explotar telecomunicaciones, que aseguren servicios internacionales o que exploten estaciones que puedan causar interferencias perjudiciales a los servicios de radiocomunicación de otros países.

*Artículo 45. RATIFICACIÓN DEL CONVENIO*

154. 1. El presente Convenio será ratificado por cada uno de los gobiernos signatarios de conformidad con las normas constitucionales vigentes en los respectivos países. Los instrumentos de ratificación se remitirán en el más breve plazo posible, por vía diplomática y por conducto del gobierno del país sede de la Unión, al Secretario General, quien hará la notificación pertinente a los Miembros.
155. 2. (1) Durante un periodo de dos años a partir de la fecha de entrada en vigor de este Convenio, todo gobierno signatario, aun cuando no haya depositado el instrumento de ratificación de acuerdo con lo dispuesto en el número 154 gozará de los mismos derechos que confieren a los Miembros de la Unión los números 8 a 10.
156. (2) Finalizado el periodo de dos años a partir de la fecha de entrada en vigor de este Convenio, todo gobierno signatario que no haya depositado un instrumento de ratificación, de acuerdo con lo dispuesto en el número 154, no tendrá derecho a votar en ninguna conferencia de la Unión, en ninguna reunión del Consejo de Administración, en ninguna de las reuniones de los organismos permanentes, ni en ninguna consulta efectuada por correspondencia, en virtud de las disposiciones del presente Convenio, hasta que haya depositado tal instrumento. Salvo el derecho de voto, no resultarán afectados sus demás derechos.
157. 3. A partir de la entrada en vigor de este Convenio, prevista en el artículo 52, cada instrumento de ratificación surtirá efecto desde la fecha de su depósito en poder del Secretario General.
158. 4. La falta de ratificación del presente Convenio por uno o varios gobiernos signatarios no obstará a su plena validez para los gobiernos que lo hayan ratificado.

*Artículo 46. ADHESIÓN AL CONVENIO*

159. 1. El gobierno de un país que no haya firmado el presente Convenio podrá adherirse a él en todo momento, con sujeción a lo dispuesto en el artículo 1.

160. 2. El instrumento de adhesión se remitirá al Secretario General por vía diplomática y por conducto del gobierno del país sede de la Unión. Salvo estipulación en contrario, la adhesión surtirá efecto a partir de la fecha de depósito del instrumento correspondiente. El Secretario General notificará la adhesión a los Miembros y enviará a cada uno de ellos copia certificada del instrumento de adhesión.

*Artículo 47. DENUNCIA DEL CONVENIO*

161. 1. Todo Miembro que haya ratificado el Convenio o se haya adherido a él tendrá el derecho de denunciarlo mediante notificación dirigida al Secretario General por vía diplomática y por conducto del gobierno del país sede de la Unión. El Secretario General comunicará la denuncia a los demás Miembros.
162. 2. Esta denuncia surtirá efecto a la expiración del periodo de un año, contado desde la fecha en que el Secretario General haya recibido la notificación.

*Artículo 48. DEROGACIÓN DEL CONVENIO INTERNACIONAL DE TELECOMUNICACIONES DE MONTREUX (1965)*

163. El presente Convenio deroga y reemplaza en las relaciones entre los gobiernos contratantes, el Convenio Internacional de Telecomunicaciones de Montreux (1965).

*Artículo 49. RELACIONES CON ESTADOS NO CONTRATANTES*

164. Los Miembros se reservan para sí, y para las empresas privadas de explotación reconocidas, la facultad de fijar las condiciones de admisión de las telecomunicaciones que hayan de cursarse con un Estado que no sea parte en este Convenio. Toda telecomunicación procedente de un Estado no contratante y aceptada por un Miembro deberá ser transmitida y se le aplicarán las disposiciones obligatorias del Convenio y de los Reglamentos administrativos, así como las tasas normales, en la medida en que utilice canales de un Miembro.

*Artículo 50. SOLUCIÓN DE CONTROVERSIAS*

165. 1. Los Miembros podrán resolver sus controversias sobre cuestiones relativas a la interpretación o a la aplicación de este Convenio o de los Reglamentos a que se refiere el artículo 42, por vía diplomática, por el procedimiento establecido en los tratados bilaterales o multilaterales concertados entre sí para la solución de controversias internacionales o por cualquier otro método que decidan de común acuerdo.
166. 2. Cuando no se adopte ninguno de los métodos citados, todo Miembro que sea parte en una controversia podrá recurrir al arbitraje de conformidad con el procedimiento fijado en el Reglamento General o, según el caso, en el Protocolo Adicional facultativo.

CAPÍTULO VI. DEFINICIONES

*Artículo 51. DEFINICIONES*

167. En el presente Convenio y siempre que no resulte en contradicción con el contexto:

- a) Los términos definidos en el Anexo 2 al presente Convenio tendrán el significado que en él se les asigna;
168. b) Los demás términos definidos en los Reglamentos a que se refiere el artículo 42 tendrán el significado que se les asigna en los citados Reglamentos.

#### CAPÍTULO VII. DISPOSICIÓN FINAL

##### *Artículo 52.* FECHA DE ENTRADA EN VIGOR Y REGISTRO DEL CONVENIO

169. El presente Convenio entrará en vigor el 1º de enero de 1975 entre los Miembros cuyos instrumentos de ratificación o de adhesión hayan sido depositados antes de dicha fecha.
170. El Secretario General de la Unión registrará el presente Convenio en la Secretaría de las Naciones Unidas, de conformidad con las disposiciones del artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas.

#### SEGUNDA PARTE. REGLAMENTO GENERAL

##### CAPÍTULO VIII. FUNCIONAMIENTO DE LA UNIÓN

##### *Artículo 53.* CONFERENCIA DE PLENIPOTENCIARIOS

201. 1. (1) La Conferencia de Plenipotenciarios se reunirá a intervalos regulares y normalmente cada cinco años.
202. (2) De ser posible, el lugar y la fecha de la Conferencia serán establecidos por la precedente Conferencia de Plenipotenciarios; en otro caso, serán determinados por el Consejo de Administración con la conformidad de la mayoría de los Miembros de la Unión.
203. 2. (1) El lugar y la fecha de la próxima Conferencia de Plenipotenciarios podrán ser modificados:
- a) A petición de la cuarta parte, por lo menos, de los Miembros de la Unión, dirigida individualmente al Secretario General;
204. b) A propuesta del Consejo de Administración.
205. (2) En ambos casos, para fijar el nuevo lugar y la nueva fecha de la Conferencia se necesitará la conformidad de la mayoría de los Miembros de la Unión.

##### *Artículo 54.* CONFERENCIAS ADMINISTRATIVAS

206. 1. (1) El Consejo de Administración, con el asentimiento de la mayoría de los Miembros de la Unión, fijará el orden del día de una conferencia administrativa cuando se trate de una conferencia administrativa mundial, o con el de la mayoría de los Miembros de la región considerada cuando se trate de una conferencia administrativa regional, a reservas de lo establecido en el número 225.
207. (2) Si ha lugar, en el orden del día figurará todo asunto cuya inclusión haya decidido una Conferencia de Plenipotenciarios.

208. (3) Toda conferencia administrativa mundial que trate de radio-comunicaciones podrá incluir también en su orden del día un punto sobre instrucciones a la I.F.R.B. en lo que respecta a sus actividades y al examen de estas últimas.
209. 2. (1) Se convocará una conferencia administrativa mundial:
- a) Por decisión de una Conferencia de Plenipotenciarios, que podrá fijar la fecha y el lugar de su celebración;
210. b) Por recomendación de una conferencia administrativa mundial precedente, aprobada por el Consejo de Administración;
211. c) Cuando una cuarta parte, por lo menos, de los Miembros de la Unión lo hayan propuesto individualmente al Secretario General;
212. d) A propuesta del Consejo de Administración.
213. (2) En los casos a que se refieren los números 210, 211, 212 y, eventualmente, el número 209, la fecha y el lugar de la reunión los fijará el Consejo de Administración con el asentimiento de la mayoría de los Miembros de la Unión, a reserva de lo establecido en el número 225.
214. 3. (1) Se convocará una conferencia administrativa regional:
- a) Por decisión de una Conferencia de Plenipotenciarios;
215. b) Por recomendación de una conferencia administrativa mundial o regional precedente, aprobada por el Consejo de Administración;
216. c) Cuando una cuarta parte, por lo menos, de los Miembros de la Unión de la región interesada lo hayan propuesto individualmente al Secretario General;
217. d) A propuesta del Consejo de Administración.
218. (2) En los casos a que se refieren los números 215, 216, 217 y, eventualmente, el número 214, la fecha y el lugar de la reunión los fijará el Consejo de Administración con el asentimiento de la mayoría de los Miembros de la Unión de la región interesada, a reserva de lo establecido en el número 225.
219. 4. (1) El orden del día, la fecha y el lugar de una conferencia administrativa podrán modificarse:
- a) Si se trata de una conferencia administrativa mundial, a petición de la cuarta parte, por lo menos, de los Miembros de la Unión y, si se trata de una conferencia administrativa regional, de la cuarta parte de los Miembros de la región interesada; las peticiones deberán dirigirse individualmente al Secretario General, el cual las someterá al Consejo de Administración para su aprobación;
220. b) A propuesta del Consejo de Administración.
221. (2) En los casos a que se refieren los números 219 y 220, las modificaciones propuestas sólo quedarán definitivamente adoptadas con el acuerdo de la mayoría de los Miembros de la Unión, si se trata de una conferencia administrativa mundial, o con el de la mayoría de los Miembros de la Unión de la región interesada cuando se trate de una conferencia administrativa regional, a reserva de lo establecido en el número 225.
222. 5. (1) El Consejo de Administración decidirá si conviene que la reunión principal de una conferencia administrativa vaya precedida de una reunión preparatoria que establezca las proposiciones relativas a las bases técnicas de los trabajos de la Conferencia.



223. (2) La convocación de esta reunión preparatoria y su orden del día deberán ser aprobados por la mayoría de los Miembros de la Unión, si se trata de una conferencia administrativa mundial, o por la mayoría de los Miembros de la Unión de la región interesada, si se trata de una conferencia administrativa regional, a reserva de lo establecido en el número 225.
224. (3) Salvo decisión en contrario de la sesión plenaria de la reunión preparatoria de una conferencia administrativa, los textos que tal reunión apruebe finalmente se compilarán en un informe que tendrá que aprobar la sesión plenaria y que firmará el presidente.
225. 6. En las consultas previstas en los números 206, 213, 218, 221 y 223, se considerará que los Miembros de la Unión que no hubieren contestado dentro del plazo fijado por el Consejo de Administración no participan en la consulta y, en consecuencia, no se tendrán en cuenta para el cálculo de la mayoría. Si el número de respuestas no excediera de la mitad de los Miembros consultados, se procederá a otra consulta, cuyo resultado será decisivo, independientemente del número de votos emitidos.

*Artículo 55. CONSEJO DE ADMINISTRACIÓN*

226. 1. (1) El Consejo de Administración estará constituido por Miembros de la Unión elegidos por la Conferencia de Plenipotenciarios.
227. (2) Si entre dos Conferencias de Plenipotenciarios se produjese una vacante en el Consejo de Administración, corresponderá cubrirla, por derecho propio, al Miembro de la Unión que en la última elección hubiese obtenido el mayor número de sufragios entre los Miembros pertenecientes a la misma región sin resultar elegido.
228. (3) Se considerará que se ha producido una vacante en el Consejo de Administración:
- a) Cuando un Miembro del Consejo no se haga representar en dos reuniones anuales consecutivas;
229. b) Cuando un Miembro de la Unión renuncie a ser Miembro del Consejo.
230. 2. En la medida de lo posible, la persona designada por un Miembro del Consejo de Administración para actuar en el Consejo será un funcionario de su administración de telecomunicación o que sea directamente responsable ante esta administración, o en su nombre, y que esté calificada por su experiencia en los servicios de telecomunicación.
231. 3. El Consejo de Administración elegirá presidente y vicepresidente al comienzo de cada reunión anual. Estos desempeñarán sus cargos hasta la próxima reunión anual y serán reelegibles. El vicepresidente reemplazará al presidente en su ausencia.
232. 4. (1) El Consejo de Administración celebrará una reunión anual en la sede de la Unión.
233. (2) Durante esta reunión podrá decidir que se celebre, excepcionalmente, una reunión suplementaria.
234. (3) En el intervalo de dos reuniones ordinarias, el Consejo, a petición de la mayoría de sus Miembros, podrá ser convocado, en principio en la sede de la Unión, por su presidente o por iniciativa de éste en las condiciones previstas en el número 255.

235. 5. El Secretario General y el Vicesecretario General, el Presidente y el Vicepresidente de la Junta Internacional de Registro de Frecuencias y los Directores de los Comités consultivos internacionales participarán por derecho propio en las deliberaciones del Consejo de Administración, pero no tomarán parte en las votaciones. No obstante, el Consejo podrá celebrar sesiones limitadas exclusivamente a sus Miembros.
236. 6. El Secretario General ejercerá las funciones de secretario del Consejo de Administración.
237. 7. El Consejo de Administración tomará decisiones únicamente mientras se encuentre en reunión.
238. 8. El representante de cada uno de los Miembros del Consejo de Administración podrá asistir como observador a todas las reuniones de los organismos permanentes de la Unión citados en los números 26, 27 y 28.
239. 9. Sólo correrán por cuenta de la Unión los gastos de traslado y las dietas del representante de cada uno de los Miembros del Consejo de Administración, con motivo del desempeño de sus funciones durante las reuniones del Consejo.
240. 10. Para el cumplimiento de las atribuciones previstas en el Convenio, el Consejo de Administración, en particular:
- a) En el intervalo de las Conferencias de Plenipotenciarios, asegurará la coordinación con todas las organizaciones internacionales a que se refieren los artículos 39 y 40 y, a tal efecto, concertará en nombre de la Unión acuerdos provisionales entre las organizaciones internacionales a que se refiere el artículo 40 y con las Naciones Unidas en aplicación del Acuerdo entre esta última y la Unión Internacional de Telecomunicaciones; dichos acuerdos provisionales serán sometidos a la consideración de la siguiente Conferencia de Plenipotenciarios, a los efectos de lo dispuesto en el número 39;
  - 241. b) Fijará el escalafón del personal de la Secretaría General y de las secretarías especializadas de los organismos permanentes de la Unión, teniendo en cuenta las normas generales de la Conferencia de Plenipotenciarios;
  - 242. c) Establecerá los reglamentos que considere necesarios para las actividades administrativas y financieras de la Unión, y los Reglamentos administrativos pertinentes para tener en cuenta la práctica seguida por las Naciones Unidas y por los organismos especializados que aplican el sistema común de sueldos, asignaciones y pensiones;
  - 243. d) Controlará el funcionamiento administrativo de la Unión;
  - 244. e) Examinará y aprobará el presupuesto anual de la Unión dentro del tope establecido por la Conferencia de Plenipotenciarios realizando las máximas economías, pero teniendo presente la obligación de la U.I.T. de conseguir resultados satisfactorios con la mayor rapidez posible por medio de las conferencias y los programas de trabajo de los organismos permanentes; asimismo se inspirará en el plan de trabajo previsto en el número 286 y en el análisis de costos/beneficios previsto en el número 287;
  - 245. f) Dispondrá lo necesario para la verificación anual de las cuentas de la Unión establecidas por el Secretario General y las aprobará, si procede, para presentarlas a la siguiente Conferencia de Plenipotenciarios;
  - 246. g) Ajustará en caso necesario:
    - 1. Las escalas de sueldos base del personal de las categorías profesional y superior con exclusión de los sueldos correspondientes a los empleos de

- elección, para adaptarlas a las de los sueldos base adoptadas por las Naciones Unidas para las categorías correspondientes del sistema común;
247. 2. Las escalas de sueldos base del personal de la categoría de servicios generales, para adaptarlas a las de los sueldos aplicados por la Organización de las Naciones Unidas y los organismos especializados en la sede de la Unión;
248. 3. Los ajustes por lugar de destino correspondientes a las categorías profesional y superior, incluidos los empleos de elección, de acuerdo con las decisiones de las Naciones Unidas aplicables en la sede de la Unión;
249. 4. Las asignaciones para todo el personal de la Unión, de acuerdo con los cambios adoptados en el sistema común de las Naciones Unidas;
250. 5. Las contribuciones pagaderas por la Unión y por su personal a la Caja Común de Pensiones del personal de las Naciones Unidas, de conformidad con las decisiones del Comité mixto de esa Caja;
251. 6. Las asignaciones por carestía de vida abonadas a los pensionistas de la Caja de Seguros del personal de la Unión basándose en la práctica seguida por las Naciones Unidas;
252. *h)* Adoptará las disposiciones para convocar las Conferencias de Plenipotenciarios y administrativas de la Unión, de conformidad con los artículos 53 y 54;
253. *i)* Hará a la Conferencia de Plenipotenciarios las sugerencias que considere pertinentes;
254. *j)* Examinará y coordinará los programas de trabajo y su ejecución así como las disposiciones relativas a los trabajos de los organismos permanentes de la Unión, incluido el calendario de sus reuniones, y adoptará las medidas que considere oportunas;
255. *k)* Cubrirá las vacantes de Secretario General y de Vicesecretario General en las situaciones previstas en los números 59 ó 60 durante una reunión ordinaria, si la vacante se produce dentro de los 90 días anteriores a la reunión o durante una reunión convocada por su presidente dentro de los periodos especificados en los números 59 ó 60;
256. *l)* Cubrirá la vacante de Director de cualquiera de los Comités consultivos internacionales en la reunión ordinaria que siga a la producción de la vacante. Los Directores elegidos permanecerán en funciones hasta la Asamblea Plenaria siguiente, como se especifica en el número 305, y serán elegibles para dichos empleos;
257. *m)* Cubrirá las vacantes que se produzcan entre los miembros de la Junta Internacional de Registro de Frecuencias, según el procedimiento previsto en el número 297;
258. *n)* Desempeñará las demás funciones que se le asignan en el Convenio y las que, dentro de los límites de este y de los Reglamentos administrativos, se consideren necesarias para la buena administración de la Unión o de cada uno de sus organismos permanentes;
259. *o)* Previo acuerdo de la mayoría de los Miembros de la Unión, tomará las medidas necesarias para resolver, con carácter provisional, los casos no previstos en el Convenio ni en los Reglamentos administrativos y sus anexos, y para cuya solución no sea posible esperar hasta la próxima conferencia competente;

- 260. *p)* Someterá un informe sobre las actividades de todos los órganos de la Unión desde la anterior Conferencia de Plenipotenciarios;
- 261. *q)* Después de cada reunión, enviará lo antes posible a los Miembros de la Unión informes resumidos sobre sus actividades y cuantos documentos estime conveniente.

*Artículo 56. SECRETARÍA GENERAL*

- 262. 1. El Secretario General:
  - a)* Coordinará las actividades de los distintos organismos permanentes, con el asesoramiento y la asistencia del Comité de Coordinación a que se refiere el número 80, con el objeto de asegurar la máxima eficacia y economía en la utilización del personal, de las finanzas y demás recursos de la Unión;
- 263. *b)* Organizará el trabajo de la Secretaría General y nombrará el personal de la misma, de conformidad con las normas fijadas por la Conferencia de Plenipotenciarios y con los reglamentos establecidos por el Consejo de Administración;
- 264. *c)* Adoptará las medidas administrativas relativas a la constitución de las secretarías especializadas de los organismos permanentes y nombrará al personal de las mismas de acuerdo con el jefe de cada organismo permanente y basándose en la propuesta de este último; sin embargo, la decisión definitiva en lo que respecta al nombramiento y cese del personal corresponderá al Secretario General;
- 265. *d)* Informará al Consejo de Administración de las decisiones adoptadas por las Naciones Unidas y los organismos especializados que afecten a las condiciones de servicio, asignaciones y pensiones del sistema común;
- 266. *e)* Velará por la aplicación de los reglamentos administrativos y financieros aprobados por el Consejo de Administración;
- 267. *f)* Facilitará asesoramiento jurídico a los órganos de la Unión;
- 268. *g)* Tendrá a su cargo la supervisión administrativa del personal de la sede de la Unión, con el fin de asegurar la utilización óptima del personal y la aplicación de las condiciones de empleo del sistema común al personal de la Unión; el personal nombrado para colaborar directamente con los Directores de los Comités consultivos internacionales y con la Junta Internacional de Registro de Frecuencias, trabajará directamente bajo las órdenes de los altos funcionarios interesados, pero con arreglo a las directrices administrativas generales del Consejo de Administración y del Secretario General;
- 269. *h)* En interés de toda la Unión y en consulta con el Presidente de la Junta Internacional de Registro de Frecuencias o el Director del Comité consultivo interesado, trasladará temporalmente, en caso necesario, a los funcionarios de los empleos para los que hayan sido nombrados, con objeto de hacer frente a las fluctuaciones del trabajo en la sede; el Secretario General notificará este cambio temporal de funciones y sus consecuencias financieras al Consejo de Administración;
- 270. *i)* Asegurará el trabajo de secretaría anterior y posterior a las conferencias de la Unión;
- 271. *j)* Asegurará, en cooperación, si procede, con el gobierno invitante, la secretaría de las conferencias de la Unión y, en colaboración con el jefe

- del organismo permanente interesado, facilitará los servicios necesarios para las reuniones del organismo permanente de que se trate, recurriendo al personal de la Unión cuando lo considere necesario, de conformidad con el número 269; podrá también, previa petición y por contrato, asegurar la secretaría de otras reuniones relativas a las telecomunicaciones;
272. *k)* Tendrá al día las listas oficiales, excepto los registros básicos y demás documentación esencial que pueda relacionarse con las funciones de la Junta Internacional de Registro de Frecuencias, utilizando para ello los datos suministrados a tal fin por los organismos permanentes de la Unión o por las administraciones;
273. *l)* Publicará los informes principales de los organismos permanentes de la Unión, las recomendaciones y las instrucciones de explotación, derivadas de dichas recomendaciones, para uso de los servicios internacionales de telecomunicaciones;
274. *m)* Publicará los acuerdos internacionales y regionales concernientes a las telecomunicaciones que le hayan sido comunicados por las partes interesadas y tendrá al día la documentación que a los mismos se refiera;
275. *n)* Publicará las normas técnicas de la Junta Internacional de Registro de Frecuencias así como toda otra documentación relativa a la asignación y utilización de las frecuencias que prepare la Junta Internacional de Registro de Frecuencias en cumplimiento de sus funciones;
276. *o)* Preparará, publicará y tendrá al día, con la colaboración de los demás organismos permanentes de la Unión cuando corresponda:
1. La documentación relativa a la composición y estructura de la Unión;
  277. 2. Las estadísticas generales y los documentos oficiales de servicio de la Unión prescritos en los Reglamentos administrativos;
  278. 3. Cuantos documentos prescriban las conferencias y el Consejo de Administración;
279. *p)* Recopilará y publicará en forma adecuada los informes nacionales e internacionales referentes a las telecomunicaciones del mundo entero;
280. *q)* Reunirá y publicará, en colaboración con los demás organismos permanentes de la Unión, las informaciones de carácter técnico o administrativo que puedan ser de especial utilidad para los países en desarrollo, con el fin de ayudarles a perfeccionar sus redes de telecomunicación; señalará a la atención de estos países las posibilidades que ofrecen los programas internacionales patrocinados por las Naciones Unidas;
281. *r)* Recopilará y publicará todas las informaciones referentes a la aplicación de medios técnicos que puedan servir a los Miembros para lograr el máximo rendimiento de los servicios de telecomunicación y, en especial, el empleo más conveniente de las frecuencias radioeléctricas para disminuir las interferencias;
282. *s)* Publicará periódicamente un boletín de información y de documentación general sobre las telecomunicaciones, a base de las informaciones que pueda reunir o se le faciliten, y las que pueda obtener de otras organizaciones internacionales;
283. *t)* Determinará, de acuerdo con el Director del Comité consultivo internacional interesado o, en su caso, del Presidente de la Junta Internacional

- de Registro de Frecuencias, la forma y presentación de todas las publicaciones de la Unión, teniendo en cuenta su naturaleza y contenido, así como los medios de publicación más apropiados y económicos;
284. *u)* Tomará medidas para que los documentos publicados se distribuyan a su debido tiempo;
285. *v)* Tras haber realizado todas las economías posibles, preparará y someterá al Consejo de Administración un proyecto de presupuesto anual que, una vez aprobado por el Consejo, será enviado a todos los Miembros de la Unión para su conocimiento;
286. *w)* Preparará y someterá al Consejo de Administración planes de trabajos futuros relativos a las principales actividades de la sede de la Unión, siguiendo las directrices del Consejo de Administración;
287. *x)* Preparará y presentará al Consejo de Administración análisis de costos/beneficios de las principales actividades de la sede de la Unión, en la medida que éste lo considere oportuno;
288. *y)* Preparará anualmente un informe de gestión financiera que someterá al Consejo de Administración, y un estado de cuentas recapitulativo antes de cada Conferencia de Plenipotenciarios; previa verificación y aprobación por el Consejo de Administración, estos informes serán enviados a los Miembros y sometidos a la siguiente Conferencia de Plenipotenciarios para su examen y aprobación definitiva;
289. *z)* Preparará un informe anual sobre las actividades de la Unión que, después de aprobado por el Consejo de Administración, será enviado a todos los Miembros;
290. *aa)* Asegurará las demás funciones de secretaría de la Unión.
291. 2. El Secretario General o el Vicesecretario General podrán asistir, con carácter consultivo, a las Asambleas Plenarias de los Comités consultivos internacionales y a todas las conferencias de la Unión; el Secretario General o su representante podrán participar, con carácter consultivo, en las demás reuniones de la Unión. Su participación en las reuniones del Consejo de Administración se regirá por lo dispuesto en el número 235.

*Artículo 57. JUNTA INTERNACIONAL DE REGISTRO DE FRECUENCIAS*

292. 1. (1) Los miembros de la Junta Internacional de Registro de Frecuencias deberán estar plenamente capacitados por su competencia técnica en radio-comunicaciones y poseer experiencia práctica en materia de asignación y utilización de frecuencias.
293. (2) Además, para la mejor comprensión de los problemas que tendrá que resolver la junta en virtud del número 67, cada miembro deberá conocer las condiciones geográficas, económicas y demográficas de una región particular del globo.
294. 2. (1) El procedimiento de elección lo establecerá la conferencia responsable de la misma en la forma especificada en el número 63.
295. (2) Todos los miembros de la junta en funciones podrán ser propuestos en cada elección como candidatos del país de que sean nacionales.
296. (3) Los miembros de la junta iniciarán el desempeño de sus funciones en la fecha determinada por la Conferencia de Plenipotenciarios que los haya

- elegido y, normalmente, continuarán desempeñándolas hasta la fecha que fije la conferencia que elija a sus sucesores.
297. (4) Cuando un miembro elegido de la Junta renuncie a sus funciones, las abandone o fallezca en el período comprendido entre dos Conferencias de Plenipotenciarios que elijan a los miembros de la Junta, el Presidente de la Junta pedirá al Secretario General que invite a los países Miembros de la región considerada a que designen candidatos para la elección de un sustituto en la reunión anual siguiente del Consejo de Administración. Sin embargo, si la vacante se produjera más de noventa días antes de la reunión del Consejo de Administración, el país del que fuera nacional el miembro de que se trate designará, lo antes posible y dentro de un plazo de noventa días, un sustituto que habrá de ser también nacional de dicho país y permanecerá en funciones hasta la toma de posesión del nuevo miembro elegido por el Consejo de Administración. El sustituto podrá ser elegido por el Consejo de Administración.
298. (5) Con el fin de garantizar el funcionamiento de la I.F.R.B., todo país que haya designado miembro de la Junta a uno de sus nacionales se abstendrá, en la medida de lo posible, de retirarlo entre dos Conferencias de Plenipotenciarios que elijan a los miembros de la Junta.
299. 3. (1) En el Reglamento de Radiocomunicaciones se definen los métodos de trabajo de la Junta.
300. (2) Los miembros de la Junta elegirán en su propio seno un presidente y un vicepresidente, cuyas funciones durarán un año. Una vez transcurrido éste, el vicepresidente sucederá al presidente y se elegirá un nuevo vicepresidente.
301. (3) La Junta dispondrá de una secretaría especializada.
302. 4. En el ejercicio de sus funciones, los miembros de la Junta no solicitarán ni recibirán instrucciones de gobierno alguno, de ningún funcionario de gobierno, ni de ninguna organización o persona pública o privada. Además, cada miembro deberá respetar el carácter internacional de la Junta y de las funciones de sus miembros y no deberá en ningún caso, tratar de influir sobre ellos en lo que respecta al ejercicio de sus funciones.

*Artículo 58. COMITÉS CONSULTIVOS INTERNACIONALES*

303. 1. El funcionamiento de cada Comité consultivo internacional estará asegurado:
- a) Por la Asamblea Plenaria que se reunirá preferiblemente cada tres años; cuando una conferencia administrativa mundial correspondiente haya sido convocada, la reunión de la Asamblea Plenaria se celebrará, si es posible, por lo menos ocho meses antes de esta conferencia;
304. b) Por las comisiones de estudio establecidas por la Asamblea Plenaria para tratar las cuestiones que hayan de ser examinadas;
305. c) Por un Director elegido por la Asamblea Plenaria para un período inicial igual a dos veces el intervalo de dos Asambleas Plenarias consecutivas, esto es, normalmente seis años; será reelegible en Asambleas Plenarias sucesivas y, de ser reelegido, permanecerá en funciones hasta la Asamblea Plenaria siguiente, esto es, normalmente tres años más; si el cargo quedara vacante por causas imprevistas, la primera Asamblea Plenaria que se celebre elegirá al nuevo Director;
306. d) Por una secretaría especializada, que auxiliará al Director;

307. e) Por los laboratorios o instalaciones técnicas creados por la Unión.
308. 2. (1) Las cuestiones que ha de estudiar cada Comité consultivo internacional, sobre las cuales debe formular recomendaciones, son las que a cada uno de ellos presenten la Conferencia de Plenipotenciarios, una conferencia administrativa, el Consejo de Administración, el otro Comité consultivo o la Junta Internacional de Registro de Frecuencias, además de aquellas cuyo estudio haya sido decidido por la Asamblea Plenaria del Comité consultivo mismo o pedido o aprobado por correspondencia en el intervalo entre sus Asambleas por veinte Miembros de la Unión, como mínimo.
309. (2) A solicitud de los países interesados, todo Comité consultivo podrá igualmente efectuar estudios y asesorar sobre los problemas relativos a las telecomunicaciones nacionales de esos países. El estudio de estos problemas se hará de conformidad con el número 308.

*Artículo 59. COMITÉ DE COORDINACIÓN*

310. 1. (1) El Comité de Coordinación asistirá al Secretario General en todas las funciones que se le asignan en los números 282, 285, 288 y 289.
311. (2) El Comité será responsable de asegurar la coordinación con todas las organizaciones internacionales mencionadas en los artículos 39 y 40 en lo que se refiere a la representación de los organismos permanentes de la Unión en las conferencias de esas organizaciones.
312. (3) El Comité examinará los progresos de los trabajos de la Unión en materia de cooperación técnica y, por conducto del Secretario General, formulará recomendaciones al Consejo de Administración.
313. 2. El Comité se esforzará por que sus conclusiones sean adoptadas por unanimidad. No obstante, el Secretario General podrá tomar decisiones, incluso cuando no obtenga el apoyo de dos o más miembros del Comité, a condición de que estime que la decisión sobre los asuntos considerados no puede aplazarse hasta la próxima reunión del Consejo de Administración. En tal caso, informará de ello rápidamente y por escrito a los miembros del Consejo de Administración, exponiendo las razones que le guían y cualquier opinión presentada por escrito por otros miembros del Comité.
314. 3. El Comité será convocado por su presidente, normalmente y, como mínimo, una vez al mes.

**CAPÍTULO IX. DISPOSICIONES GENERALES RELATIVAS  
A LAS CONFERENCIAS**

*Artículo 60. INVITACIÓN A LAS CONFERENCIAS DE PLENIPOTENCIARIOS  
Y ADMISIÓN EN LAS MISMAS CUANDO HAYA GOBIERNO INVITANTE*

315. 1. El gobierno invitante, de acuerdo con el Consejo de Administración, fijará la fecha definitiva y el lugar exacto de la conferencia.
316. 2. (1) Un año antes de esta fecha, el gobierno invitante enviará la invitación al gobierno de cada país Miembro de la Unión.
317. (2) Dichas invitaciones podrán enviarse ya sea directamente, ya por conducto del Secretario General, o bien a través de otro gobierno.



318. 3. El Secretario General invitará a las Naciones Unidas, de conformidad con lo dispuesto en el artículo 39, así como a las organizaciones regionales de telecomunicaciones mencionadas en el artículo 32, cuando éstas lo soliciten.
319. 4. El gobierno invitante, de acuerdo con el Consejo de Administración, o a propuesta de éste, podrá invitar a los organismos especializados de las Naciones Unidas y al Organismo Internacional de Energía Atómica a que envíen observadores para participar con carácter consultivo en la conferencia, siempre que exista reciprocidad.
320. 5. (1) Las respuestas de los Miembros de la Unión deberán obrar en poder del gobierno invitante un mes antes, por lo menos, de la fecha de apertura de la conferencia y en ellas se hará constar, de ser posible, la composición de la delegación.
321. (2) Dichas respuestas podrán enviarse al gobierno invitante ya sea directamente, ya por conducto del Secretario General, o bien a través de otro gobierno.
322. 6. Todo organismo permanente de la Unión tendrá derecho a estar representado en la conferencia, con carácter consultivo, cuando en ella se traten asuntos de su competencia. En caso necesario, la conferencia podrá invitar a un organismo que no haya enviado representante.
323. 7. Se admitirá en las Conferencias de Plenipotenciarios:
324. a) A las delegaciones definidas en el Anexo 2;
325. b) A los observadores de las Naciones Unidas;
326. c) A los observadores de las organizaciones regionales de telecomunicación, de conformidad con el número 318;
327. d) A los observadores de los organismos especializados y del Organismo Internacional de Energía Atómica, de conformidad con el número 319.

*Artículo 61. INVITACIÓN A LAS CONFERENCIAS ADMINISTRATIVAS Y ADMISIÓN EN LAS MISMAS CUANDO HAYA GOBIERNO INVITANTE*

327. 1. (1) Lo dispuesto en los números 315 a 321 se aplica a las conferencias administrativas.
328. (2) No obstante, el plazo límite para el envío de invitaciones podrá reducirse, en caso necesario, a seis meses.
329. (3) Los Miembros de la Unión podrán comunicar la invitación recibida a las empresas privadas por ellos reconocidas.
330. 2. (1) El gobierno invitante, de acuerdo con el Consejo de Administración, o a propuesta de éste, podrá enviar una notificación a las organizaciones internacionales que tengan interés en que sus observadores participen con carácter consultivo en los trabajos de la conferencia.
331. (2) Las organizaciones internacionales interesadas dirigirán al gobierno invitante una solicitud de admisión dentro de los dos meses siguientes a la fecha de la notificación.
332. (3) El gobierno invitante reunirá las solicitudes; corresponderá a la conferencia decidir sobre la admisión.
333. 3. Se admitirá en las conferencias administrativas:
334. a) A las delegaciones definidas en el Anexo 2;
335. b) A los observadores de las Naciones Unidas;

- 335. c) A los observadores de las organizaciones regionales de telecomunicaciones mencionadas en el artículo 32;
- 336. d) A los observadores de los organismos especializados y del Organismo Internacional de Energía Atómica, de conformidad con el número 319;
- 337. e) A los observadores de las organizaciones internacionales que hayan sido admitidas, según lo dispuesto en los números 330 a 332;
- 338. f) A los representantes de las empresas privadas de explotación reconocidas que hayan sido autorizadas por los Miembros de que dependan;
- 339. g) A los organismos permanentes de la Unión, en las condiciones indicadas en el número 322.

*Artículo 62. PROCEDIMIENTO PARA LA CONVOCACIÓN DE CONFERENCIAS ADMINISTRATIVAS MUNDIALES A PETICIÓN DE MIEMBROS DE LA UNIÓN O A PROPUESTA DEL CONSEJO DE ADMINISTRACIÓN*

- 340. 1. Los Miembros de la Unión que deseen la convocación de una conferencia administrativa mundial lo comunicarán al Secretario General, indicando el orden del día, el lugar y la fecha propuestos para la conferencia.
- 341. 2. Si el Secretario General recibe peticiones concordantes de una cuarta parte, por lo menos, de los Miembros de la Unión, transmitirá telegráficamente la comunicación a todos los Miembros y les rogará que le indiquen, en el término de seis semanas, si aceptan o no la proposición formulada.
- 342. 3. Si la mayoría de los Miembros, determinada de acuerdo con lo establecido en el número 225, se pronuncia en favor del conjunto de la proposición, es decir, si acepta, al mismo tiempo, el orden del día, la fecha y el lugar de la reunión propuestos, el Secretario General lo comunicará a todos los Miembros de la Unión por medio de telegrama circular.
- 343. 4. (1) Si la proposición aceptada se refiere a la reunión de la conferencia en lugar distinto de la sede de la Unión, el Secretario General preguntará al gobierno del país interesado si acepta ser gobierno invitante.
- 344. (2) En caso afirmativo, el Secretario General adoptará las disposiciones necesarias para la reunión de la conferencia, de acuerdo con dicho gobierno.
- 345. (3) En caso negativo, el Secretario General invitará a los Miembros que hayan solicitado la convocación de la conferencia a formular nuevas proposiciones en cuanto al lugar de la reunión.
- 346. 5. Cuando la proposición aceptada tienda a reunir la conferencia en la sede de la Unión, se aplicarán las disposiciones del artículo 64.
- 347. 6. (1) Si la proposición no es aceptada en su totalidad (orden del día, lugar y fecha) por la mayoría de los Miembros, determinada de acuerdo con lo establecido en el número 225, el Secretario General comunicará las respuestas recibidas a los Miembros de la Unión y les invitará a que se pronuncien definitivamente, dentro de las seis semanas siguientes a la fecha de su recepción, sobre el punto o puntos en litigio.
- 348. (2) Se considerarán adoptados dichos puntos cuando reciban la aprobación de la mayoría de los Miembros, determinada de acuerdo con lo establecido en el número 225.
- 349. 7. El procedimiento indicado precedentemente se aplicará también cuando la proposición de convocación de una conferencia administrativa mundial sea formulada por el Consejo de Administración.

*Artículo 63.* PROCEDIMIENTO PARA LA CONVOCACIÓN DE CONFERENCIAS ADMINISTRATIVAS REGIONALES A PETICIÓN DE MIEMBROS DE LA UNIÓN O A PROPUESTA DEL CONSEJO DE ADMINISTRACIÓN

350. En el caso de las conferencias administrativas regionales, se aplicará el procedimiento previsto en el artículo 62 sólo a los Miembros de la región interesada. Cuando la convocación se haga por iniciativa de los Miembros de la región, bastará con que el Secretario General reciba solicitudes concordantes de una cuarta parte de los Miembros de la misma.

*Artículo 64.* DISPOSICIONES RELATIVAS A LAS CONFERENCIAS QUE SE REÚNAN SIN GOBIERNO INVITANTE

351. Cuando una conferencia haya de celebrarse sin gobierno invitante, se aplicarán las disposiciones de los artículos 60 y 61. El Secretario General adoptará las disposiciones necesarias para convocar y organizar la conferencia en la sede de la Unión, de acuerdo con el Gobierno de la Confederación Suiza.

*Artículo 65.* DISPOSICIONES COMUNES A TODAS LAS CONFERENCIAS; CAMBIO DE LUGAR O DE FECHA DE UNA CONFERENCIA

352. 1. Las disposiciones de los artículos 62 y 63 se aplicarán por analogía cuando, a petición de los Miembros de la Unión o a propuesta del Consejo de Administración, se trate de cambiar la fecha o el lugar de reunión de una conferencia. Sin embargo, dichos cambios podrán efectuarse únicamente cuando la mayoría de los Miembros interesados, determinada de acuerdo con lo establecido en el número 225, se haya pronunciado en su favor.
353. 2. Todo Miembro que proponga la modificación del lugar o de la fecha de reunión de una conferencia deberá obtener por sí mismo el apoyo del número requerido de Miembros.
354. 3. El Secretario General hará conocer, llegado el caso, en la comunicación que prevé el número 341, las repercusiones financieras que pueda originar el cambio de lugar o de fecha, por ejemplo, cuando ya se hubieran efectuado gastos para preparar la conferencia en el lugar previsto inicialmente.

*Artículo 66.* PLAZOS Y MODALIDADES PARA LA PRESENTACIÓN DE PROPOSICIONES EN LAS CONFERENCIAS

355. 1. Enviadas las invitaciones, el Secretario General rogará inmediatamente a los Miembros, que le remitan en el término de cuatro meses, las proposiciones relativas a los trabajos de la conferencia.
356. 2. Toda proposición cuya adopción entrañe la revisión del texto del Convenio o de los Reglamentos administrativos, deberá contener una referencia a los números correspondientes a las partes del texto que haya de ser objeto de revisión. Los motivos que justifiquen la proposición se indicarán concisamente a continuación de ésta.
357. 3. El Secretario General enviará las proposiciones a todos los Miembros, a medida que las vaya recibiendo.
358. 4. El Secretario General reunirá y coordinará las proposiciones recibidas de las administraciones y de las Asambleas Plenarias de los Comités consultivos internacionales y las enviará a los Miembros con tres meses de antelación, por lo menos, a la apertura de la conferencia. No tendrán derecho a presentar pro-

posiciones el Secretario General, los Directores de los Comités consultivos internacionales ni los miembros de la Junta Internacional de Registro de Frecuencias.

*Artículo 67. CREDENCIALES DE LAS DELEGACIONES PARA LAS CONFERENCIAS*

359. 1. La delegación enviada por un Miembro de la Unión a una conferencia deberá estar debidamente acreditada, de conformidad con lo dispuesto en los números 360 a 366.
360. 2. (1) Las delegaciones enviadas a las Conferencias de Plenipotenciarios estarán acreditadas por credenciales firmadas por el Jefe del Estado, por el Jefe del Gobierno o por el Ministro de Relaciones Exteriores.
361. (2) Las delegaciones enviadas a las conferencias administrativas estarán acreditadas por credenciales firmadas por el Jefe del Estado, por el Jefe del Gobierno, por el Ministro de Relaciones Exteriores o por el ministro competente en la materia de que trate la conferencia.
362. (3) A reserva de confirmación, con anterioridad a la firma de las Actas finales por una de las autoridades mencionadas en los números 360 ó 361, las delegaciones podrán ser acreditadas provisionalmente por el jefe de la misión diplomática del país interesado ante el gobierno del país en que se celebre la conferencia. De celebrarse la conferencia en el país de la sede de la Unión, las delegaciones podrán también ser acreditadas provisionalmente por el jefe de la delegación permanente del país interesado ante la Oficina de las Naciones Unidas en Ginebra.
363. 3. Las credenciales serán aceptadas si están firmadas por las autoridades mencionadas en los números 360 a 362 y responden a uno de los criterios siguientes:
364. — Si confieren plenos poderes a la delegación;
365. — Si autorizan a la delegación a representar a su gobierno, sin restricciones;
366. — Si otorgan a la delegación, o a algunos de sus miembros, poderes necesarios para firmar las Actas finales.
367. 4. (1) Las delegaciones cuyas credenciales reconozca en regla el Pleno, podrán ejercer el derecho de voto del Miembro interesado y firmar las Actas finales.
368. (2) Las delegaciones cuyas credenciales no sean reconocidas en regla en sesión plenaria, perderán el derecho de voto y el derecho a firmar las Actas finales hasta que la situación se haya regularizado.
369. 5. Las credenciales se depositarán lo antes posible en la secretaría de la conferencia. Una comisión especial verificará las credenciales de cada delegación y presentará sus conclusiones en sesión plenaria en el plazo que el Pleno de la conferencia especifique. La delegación de un Miembro de la Unión tendrá derecho a participar en los trabajos y a ejercer el derecho de voto, mientras el Pleno de la conferencia no se pronuncie sobre la validez de sus credenciales.
370. 6. Como norma general, los Miembros de la Unión deberán esforzarse por enviar sus propias delegaciones a las conferencias de la Unión. Sin embargo, si por razones excepcionales un Miembro no pudiera enviar su propia delegación, podrá otorgar a la delegación de otro Miembro de la Unión poder para votar y firmar en su nombre. Estos poderes deberán conferirse por creden-

ciales firmadas por una de las autoridades mencionadas en los números 360 ó 361.

371. 7. Una delegación con derecho de voto podrá otorgar a otra delegación con derecho de voto poder para que vote en su nombre en una o más sesiones a las que no pueda asistir. En tal caso, lo notificará oportunamente y por escrito al presidente de la conferencia.
372. 8. Ninguna delegación podrá ejercer más de un voto por poder, en aplicación de lo dispuesto en los números 369 y 370.
373. 9. No se aceptarán las credenciales ni las delegaciones de poder notificadas por telegrama, pero sí se aceptarán las respuestas telegráficas a las peticiones que, para precisar las credenciales, hagan el presidente o la secretaria de la conferencia.

CAPÍTULO X. DISPOSICIONES GENERALES RELATIVAS A LOS COMITÉS  
CONSULTIVOS INTERNACIONALES

*Artículo 68.* CONDICIONES DE PARTICIPACIÓN

374. 1. Los miembros de los Comités consultivos internacionales mencionados en los números 73 y 74 podrán participar en todas las actividades del Comité consultivo de que se trate.
375. 2. (1) La primera solicitud de participación de una empresa privada de explotación reconocida en los trabajos de un Comité consultivo deberá dirigirse al Secretario General, quien la pondrá en conocimiento de todos los Miembros y del Director del Comité consultivo interesado. La solicitud de una empresa privada de explotación reconocida deberá ser aprobada por el Miembro que la reconoce. El director del Comité consultivo comunicará a la empresa privada de explotación reconocida la decisión que se haya tomado en relación con su solicitud.
376. (2) Ninguna empresa privada de explotación reconocida podrá actuar en nombre del Miembro que la haya reconocido, a menos que ese Miembro comunique en cada caso al Comité consultivo interesado que está autorizada para ello.
377. 3. (1) En los trabajos de los Comités consultivos podrá admitirse la participación, con carácter consultivo, de las organizaciones internacionales y de las organizaciones regionales de telecomunicación mencionadas en el artículo 32 que tengan actividades conexas y coordinen sus trabajos con los de la Unión Internacional de Telecomunicaciones.
378. (2) La primera solicitud de participación de una organización internacional o de una organización regional de telecomunicaciones de las mencionadas en el artículo 32 en los trabajos de un Comité consultivo, deberá dirigirse al Secretario General, el cual la comunicará telegráficamente a todos los Miembros invitándolos a que se pronuncien sobre la misma. La solicitud quedará aceptada cuando sea favorable la mayoría de las respuestas recibidas en el plazo de un mes. El Secretario General pondrá en conocimiento de todos los Miembros y del Director del Comité consultivo interesado el resultado de la consulta.
379. 4. (1) Los organismos científicos o industriales que se dediquen al estudio de los problemas de telecomunicación o al estudio o fabricación de materiales destinados a los servicios de telecomunicación, podrán ser admitidos

a participar, con carácter consultivo, en las reuniones de las comisiones de estudio de los Comités consultivos, siempre que su participación haya sido aprobada por la administración del país interesado.

380. (2) La primera solicitud de admisión de un organismo científico o industrial a las reuniones de las comisiones de estudio de un Comité consultivo deberá dirigirse al Secretario General, quien informará a todos los Miembros y al Director del Comité consultivo. La solicitud deberá haber sido aprobada por la administración del país de que se trate. El Director del Comité consultivo comunicará al organismo científico o industrial la decisión que se haya tomado en relación con su solicitud.
381. 5. Toda empresa privada de explotación reconocida, toda organización internacional y organización regional de telecomunicación y todo organismo científico o industrial admitido a participar en los trabajos de un Comité consultivo internacional tendrá derecho a denunciar su participación mediante notificación dirigida al Secretario General. Esta denuncia surtirá efecto al expirar un periodo de un año contado a partir del día de recepción de la notificación por el Secretario General.

*Artículo 69. ATRIBUCIONES DE LA ASAMBLEA PLENARIA*

382. La Asamblea Plenaria:
- a) Examinará los informes de las comisiones de estudio y aprobará, modificará o rechazará los proyectos de recomendación contenidos en los mismos;
383. b) Considerará si debe continuarse el estudio de las cuestiones existentes y preparará una lista de las nuevas cuestiones que deben estudiarse de conformidad con las disposiciones del número 308; en la formulación de nuevas cuestiones tendrá en cuenta que, en principio, su consideración deberá ser completada en un periodo equivalente a dos intervalos entre Asambleas Plenarias;
384. c) Aprobará el programa de trabajo resultante del estudio realizado de conformidad con el número 383 y determinará el orden en que se estudiarán las cuestiones según su importancia, prioridad y urgencia;
385. d) Decidirá, de acuerdo con el programa de trabajo aprobado de conformidad con el número 384, si deben mantenerse o disolverse las Comisiones de estudio existentes y si deben crearse otras nuevas;
386. e) Asignará a las diversas comisiones las cuestiones que han de estudiarse;
387. f) Examinará y aprobará el informe del Director sobre las actividades del Comité desde la última reunión de la Asamblea Plenaria;
388. g) Aprobará, si procede, la estimación que presente el Director, de conformidad con el número 416, de las necesidades financieras del Comité hasta la siguiente Asamblea Plenaria, que será sometida a la consideración del Consejo de Administración;
389. h) Examinará todas las cuestiones cuyo estudio estime necesario, de acuerdo con lo dispuesto en el artículo 11 y en el presente capítulo.

*Artículo 70. REUNIONES DE LA ASAMBLEA PLENARIA*

390. 1. La Asamblea Plenaria se reunirá normalmente en la fecha y en el lugar fijados por la Asamblea Plenaria anterior.

391. 2. El lugar y la fecha de una reunión de la Asamblea Plenaria podrán ser modificados previa aprobación de la mayoría de los Miembros de la Unión que hayan contestado a una consulta del Secretario General.
392. 3. En cada una de sus reuniones, la Asamblea Plenaria será presidida por el jefe de la delegación del país en que se celebre la reunión o, cuando la reunión se celebre en la sede de la Unión, por una persona elegida por la Asamblea. El presidente estará asistido por vicepresidentes elegidos por la Asamblea Plenaria.
393. 4. El Secretario General se encargará de tomar, de acuerdo con el Director del Comité consultivo interesado, las disposiciones administrativas y financieras necesarias para la celebración de las reuniones de la Asamblea Plenaria y de las comisiones de estudio.

*Artículo 71. IDIOMAS Y DERECHO DE VOTO EN LAS SESIONES  
DE LA ASAMBLEA PLENARIA*

394. 1. (1) Los idiomas que se utilizarán en las sesiones de la Asamblea Plenaria son los previstos en los artículos 16 y 78.
395. (2) Los documentos preparatorios de las comisiones de estudio, los documentos y actas de las Asambleas Plenarias y los que publiquen después de éstas los Comités consultivos internacionales estarán redactados en los tres idiomas de trabajo de la Unión.
396. 2. Los Miembros autorizados a votar en las sesiones de las Asambleas Plenarias de los Comités consultivos son los mencionados en los números 9 y 155. No obstante, cuando un Miembro de la Unión no se halle representado por una administración, el conjunto de los representantes de sus empresas privadas de explotación reconocidas, cualquiera que sea su número, tendrán derecho a un solo voto, a reserva de lo dispuesto en el número 376.
397. 3. Las disposiciones de los números 370 a 373 relativas a los poderes, serán aplicables a las Asambleas Plenarias.

*Artículo 72. COMISIONES DE ESTUDIO*

398. 1. La Asamblea Plenaria constituirá y mantendrá en funciones las comisiones de estudio necesarias para tratar las cuestiones cuyo examen haya decidido. Las administraciones, las empresas privadas de explotación reconocidas, las organizaciones internacionales y las organizaciones regionales de telecomunicación admitidas de acuerdo con las disposiciones de los números 377 y 378, que deseen tomar parte en los trabajos de las comisiones de estudio, indicarán su nombre, ya sea en la reunión de la Asamblea Plenaria, o bien ulteriormente al Director del Comité consultivo correspondiente.
399. 2. Asimismo, y a reserva de lo dispuesto en los números 379 y 380, podrá admitirse a los expertos de los organismos científicos o industriales a que participen, con carácter consultivo, en cualquier reunión de las comisiones de estudio.
400. 3. La Asamblea Plenaria nombrará normalmente un relator principal y un relator principal adjunto para cada comisión de estudio. Si el volumen de trabajo de una comisión de estudio lo requiere, la Asamblea Plenaria nombrará para ella los relatores principales adjuntos que estime necesarios. Si en el intervalo entre dos reuniones de la Asamblea Plenaria el relator principal de una comisión de estudio se ve imposibilitado de ejercer sus funciones y sólo se ha

nombrado un relator principal adjunto, éste le sustituirá en el cargo. Si la Asamblea Plenaria ha nombrado para esa comisión de estudio más de un relator principal adjunto, la comisión elegirá entre ellos en su primera reunión un nuevo relator principal y, si fuese necesario, un nuevo relator principal adjunto entre sus miembros. De igual modo, si durante ese período, uno de los relatores principales adjuntos se ve imposibilitado de ejercer sus funciones, la comisión de estudio elegirá otro.

*Artículo 73. TRAMITACIÓN DE LOS ASUNTOS EN LAS COMISIONES DE ESTUDIO*

401. 1. Los asuntos confiados a las comisiones de estudio se tratarán, en lo posible, por correspondencia.
402. 2. (1) Sin embargo, la Asamblea Plenaria podrá dar instrucciones con respecto a las reuniones de comisiones de estudio que parezcan necesarias para tratar grupos importantes de cuestiones.
403. (2) Por regla general, las comisiones de estudio no celebrarán más de dos reuniones entre las reuniones de la Asamblea Plenaria, incluida la reunión final que se celebra antes de esa Asamblea.
404. (3) Además, si después de la Asamblea Plenaria algún relator principal estima necesario que se reúna una comisión de estudio no prevista por la Asamblea Plenaria, para discutir verbalmente los asuntos que no hayan podido ser tratados por correspondencia, podrá proponer una reunión en un lugar adecuado, teniendo en cuenta la necesidad de reducir los gastos al mínimo, previa autorización de su administración y después de haber consultado con el Director del Comité y con los miembros de su comisión de estudio.
405. 3. Cuando sea necesario, la Asamblea Plenaria de un Comité consultivo podrá constituir grupos mixtos de trabajo para estudiar cuestiones que requieran la participación de expertos de varias comisiones de estudio.
406. 4. El Director de un Comité consultivo, después de consultar con el Secretario General y de acuerdo con los relatores principales de las comisiones de estudio interesadas, establecerá el plan general de las reuniones de un grupo de comisiones de estudio en el mismo lugar y durante el mismo período.
407. 5. El Director enviará los informes finales de las comisiones de estudio a las administraciones participantes, a las empresas privadas de explotación reconocidas de su Comité consultivo y, eventualmente, a las organizaciones internacionales y a las organizaciones regionales de telecomunicación que hayan participado. Estos informes se enviarán tan pronto como sea posible y, en todo caso, con tiempo suficiente para que lleguen a su destino un mes antes, por lo menos, de la fecha de apertura de la siguiente reunión de la Asamblea Plenaria, salvo si inmediatamente antes de la reunión de la Asamblea Plenaria se celebran reuniones de comisiones de estudio. No podrán incluirse en el orden del día de la Asamblea Plenaria las cuestiones que no hayan sido objeto de un informe enviado en las condiciones mencionadas.

*Artículo 74. FUNCIONES DEL DIRECTOR; SECRETARÍA ESPECIALIZADA*

408. 1. (1) El Director de cada Comité consultivo coordinará los trabajos de la Asamblea Plenaria y de las comisiones de estudio; será responsable de la organización de la labor del Comité consultivo.



409. (2) El Director tendrá la responsabilidad de los documentos del Comité y organizará su publicación en los idiomas de trabajo de la U.I.T., de acuerdo con el Secretario General.
410. (3) El Director dispondrá de una secretaría constituida con personal especializado, que trabajará a sus órdenes directas en la organización de los trabajos del Comité.
411. (4) El personal de las secretarías especializadas, de los laboratorios y de las instalaciones técnicas de los Comités consultivos dependerá, a los efectos administrativos, del Secretario General, de conformidad con lo dispuesto en el número 268.
412. 2. El Director elegirá al personal técnico y administrativo de su secretaría, ajustándose al presupuesto aprobado por la Conferencia de Plenipotenciarios o por el Consejo de Administración. El nombramiento de este personal técnico y administrativo lo hará el Secretario General, de acuerdo con el Director. Corresponderá al Secretario General decidir en último término acerca del nombramiento o de la destitución.
413. 3. El Director participará por derecho propio, con carácter consultivo, en las deliberaciones de la Asamblea Plenaria y de las comisiones de estudio y, a reserva de lo dispuesto en el número 393, adoptará las medidas necesarias para la preparación de las reuniones de la Asamblea Plenaria y de las comisiones de estudio.
414. 4. El Director someterá a la consideración de la Asamblea Plenaria un informe sobre las actividades del Comité desde la reunión anterior de la Asamblea Plenaria. Este informe, una vez aprobado, será enviado al Secretario General para su transmisión al Consejo de Administración.
415. 5. El Director someterá a la reunión anual del Consejo de Administración, para su conocimiento y el de los Miembros de la Unión, un informe sobre las actividades del Comité durante el año anterior.
416. 6. El Director, previa consulta con el Secretario General, someterá a la aprobación de la Asamblea Plenaria una estimación de las necesidades financieras de su Comité consultivo hasta la siguiente Asamblea Plenaria. Dicha estimación, una vez aprobada por la Asamblea Plenaria, se enviará al Secretario General, quien la someterá al Consejo de Administración.
417. 7. Basándose en la estimación de las necesidades financieras del Comité aprobada por la Asamblea Plenaria, el Director establecerá, con el fin de que sean incluidas por el Secretario General en el proyecto de presupuesto anual de la Unión, las previsiones de gastos del Comité para el año siguiente.
418. 8. El Director participará, en la medida necesaria, en las actividades de cooperación técnica de la Unión en el marco de las disposiciones del Convenio.

*Artículo 75. PROPOSICIONES PARA LAS CONFERENCIAS ADMINISTRATIVAS*

419. 1. Las Asambleas Plenarias de los Comités consultivos internacionales están autorizadas para someter a las conferencias administrativas proposiciones que se deriven directamente de sus recomendaciones o de las conclusiones de los estudios que estén efectuando.
420. 2. Las Asambleas Plenarias de los Comités consultivos podrán formular proposiciones de modificación de los Reglamentos administrativos.

421. 3. Estas proposiciones se dirigirán a su debido tiempo al Secretario General, a fin de que puedan ser agrupadas, coordinadas y comunicadas en las condiciones previstas en el número 358.

*Artículo 76. RELACIONES DE LOS COMITÉS CONSULTIVOS ENTRE SÍ  
Y CON ORGANIZACIONES INTERNACIONALES*

422. 1. (1) Las Asambleas Plenarias de los Comités consultivos podrán constituir comisiones mixtas para efectuar estudios y formular recomendaciones sobre cuestiones de interés común.
423. (2) Los Directores de los Comités consultivos, en colaboración con los relatores principales, podrán organizar reuniones mixtas de comisiones de estudio de cada uno de los Comités consultivos, con el objeto de estudiar cuestiones de interés común y preparar proyectos de recomendaciones sobre las mismas. Estos proyectos de recomendación serán presentados en la siguiente reunión de la Asamblea Plenaria de cada Comité consultivo.
424. 2. Cuando se invite a uno de los Comités consultivos a una reunión del otro Comité consultivo o de una organización internacional, la Asamblea Plenaria o el Director del Comité invitado podrá tomar las disposiciones necesarias, habida cuenta del número 311, para que designe un representante con carácter consultivo.
425. 3. El Secretario General, el Vicesecretario General, el Presidente de la Junta Internacional de Registro de Frecuencias y el Director del otro Comité consultivo o sus representantes, podrán asistir con carácter consultivo, a las reuniones de un Comité consultivo. En caso necesario, un Comité podrá invitar a cualquier organismo permanente de la Unión que no haya considerado necesario estar representado en ellas, a que se envíen observadores a sus reuniones a título consultivo.

*CAPÍTULO XI. REGLAMENTO INTERNO DE LAS CONFERENCIAS  
Y DE OTRAS REUNIONES*

*Artículo 77. REGLAMENTO INTERNO DE LAS CONFERENCIAS  
Y DE OTRAS REUNIONES*

*1. Orden de colocación*

426. En las sesiones de la conferencia, las delegaciones se colocarán por orden alfabético de los nombres en francés de los países representados.
- 2. Inauguración de la conferencia*
427. 1. (1) Precederá a la sesión de apertura de la conferencia una reunión de los jefes de delegación, en el curso de la cual se preparará el orden del día de la primera sesión plenaria.
428. (2) El presidente de la reunión de jefes de delegación se designará de conformidad con lo dispuesto en los números 429 y 430.
429. 2. (1) La conferencia será inaugurada por una personalidad designada por el gobierno invitante.
430. (2) De no haber gobierno invitante, se encargará de la apertura el jefe de delegación de edad más avanzada.

431. 3. (1) En la primera sesión plenaria se procederá a la elección del presidente, que recaerá, por lo general, en una personalidad designada por el gobierno invitante.
432. (2) Si no hay gobierno invitante, el presidente se elegirá teniendo en cuenta la propuesta hecha por los jefes de delegación en el curso de la reunión mencionada en el número 427.
433. 4. En la primera sesión plenaria se procederá, asimismo:
- a) A la elección de los vicepresidentes de la conferencia;
434. b) A la constitución de las comisiones de la conferencia y a la elección de los presidentes y vicepresidentes respectivos;
435. c) A la constitución de la secretaría de la conferencia, que estará integrada por personal de la Secretaría General de la Unión y, en caso necesario, por personal de la administración del gobierno invitante.

### 3. *Atribuciones del presidente de la conferencia*

436. 1. El presidente, además de las atribuciones que le confiere el presente Reglamento, abrirá y levantará las sesiones plenarias, dirigirá sus deliberaciones, velará por la aplicación del Reglamento interno, concederá la palabra, someterá a votación las cuestiones que se planteen y proclamará las decisiones adoptadas.
437. 2. Asumirá la dirección general de los trabajos de la conferencia y velará por el mantenimiento del orden durante las sesiones plenarias. Resolverá las mociones y cuestiones de orden y, en particular, estará facultado para proponer el aplazamiento o cierre del debate o la suspensión o levantamiento de una sesión. Asimismo, podrá diferir la convocación de una sesión plenaria cuando lo considere necesario.
438. 3. Protegerá el derecho de las delegaciones a expresar libre y plenamente su opinión sobre la materia en debate.
439. 4. Velará por que los debates se limiten al asunto en discusión, y podrá interrumpir a todo orador que se aparte del tema, para recomendarle que se circunscriba a la materia tratada.

### 4. *Institución de comisiones*

440. 1. La sesión plenaria podrá constituir comisiones para examinar los asuntos sometidos a consideración de la conferencia. Dichas comisiones podrán, a su vez, establecer subcomisiones. Las comisiones y subcomisiones podrán, asimismo, formar grupos de trabajo.
441. 2. Sólo se establecerán subcomisiones y grupos de trabajo cuando sea absolutamente necesario.

### 5. *Comisión de control del presupuesto*

442. 1. La sesión plenaria designará, al inaugurarse una conferencia o reunión, una comisión de control del presupuesto encargada de determinar la organización y los medios que han de ponerse a disposición de los delegados, de examinar y aprobar las cuentas de los gastos realizados durante dicha conferencia o reunión. Formarán parte de esta comisión, además de los miembros de las delegaciones que deseen inscribirse en ella, un representante del Secretario General y, cuando exista gobierno invitante, un representante del mismo.

443. 2. Antes de que se agoten los créditos previstos en el presupuesto aprobado por el Consejo de Administración para la conferencia o reunión de que se trate, la comisión de control del presupuesto, en colaboración con la secretaría de la conferencia o reunión, preparará un estado provisional de los gastos para que la sesión plenaria, a la vista del mismo, pueda decidir si el progreso de los trabajos justifica una prolongación de la conferencia o de la reunión después de la fecha en que se hayan agotado los créditos del presupuesto.

444. 3. La comisión de control del presupuesto presentará a la sesión plenaria, al final de la conferencia o reunión, un informe en el que se indicarán lo más exactamente posible los gastos estimados de la conferencia o reunión.

445. 4. Una vez examinado y aprobado este informe por la sesión plenaria, será transmitido al Secretario General, con las observaciones del Pleno, a fin de que sea presentado al Consejo de Administración en su próxima reunión anual.

#### 6. *Composición de las comisiones*

##### 446. 6.1. *Conferencias de Plenipotenciarios*

Las comisiones se constituirán con delegados de los países Miembros y con los observadores previstos en los números 324, 325 y 326 que lo soliciten o que sean designados por la sesión plenaria.

##### 447. 6.2. *Conferencias administrativas*

Las comisiones se constituirán con delegados de los países Miembros y con los observadores y representantes previstos en los números 334 a 338 que lo soliciten o que sean designados por la sesión plenaria.

#### 7. *Presidentes y vicepresidentes de las subcomisiones*

448. El presidente de cada comisión propondrá a ésta la designación de los presidentes y vicepresidentes de las subcomisiones que se constituyan.

#### 8. *Convocación de las sesiones*

449. Las sesiones plenarias y las sesiones de las comisiones, subcomisiones y grupos de trabajo, se anunciarán con anticipación suficiente en el local de la conferencia.

#### 9. *Proposiciones presentadas con anterioridad a la apertura de la conferencia*

450. La sesión plenaria distribuirá las proposiciones presentadas con anterioridad a la apertura de la conferencia entre las comisiones competentes que se instituyan de acuerdo con lo estipulado en la sección 4 de este Reglamento interno. Sin embargo, la sesión plenaria podrá tratar directamente cualquier proposición.

#### 10. *Proposiciones o enmiendas presentadas durante la conferencia*

451. 1. Las proposiciones o enmiendas que se presenten después de la apertura de la conferencia se remitirán al presidente de ésta o al presidente de la comisión competente, según corresponda. Asimismo, podrán entregarse en la secretaría de la conferencia para su publicación y distribución como documentos de la conferencia.

452. 2. No podrá presentarse proposición escrita o enmienda alguna sin la firma del jefe de la delegación interesada o de quien lo sustituya.

453. 3. El presidente de una conferencia o de una comisión podrá presentar en cualquier momento proposiciones para acelerar el curso de los debates.
454. 4. Toda proposición o enmienda contendrá, en términos precisos y concretos, el texto que deba considerarse.
455. 5. (1) El presidente de la conferencia o el de la comisión competente decidirá, en cada caso, si las proposiciones o enmiendas presentadas en sesión podrán hacerse verbalmente o entregarse por escrito para su publicación y distribución en las condiciones previstas en el número 451.
456. (2) En general, el texto de toda proposición importante que deba someterse a votación, deberá distribuirse en los idiomas de trabajo de la conferencia con suficiente antelación para facilitar su estudio antes de la discusión.
457. (3) Además, el presidente de la conferencia, al recibir las proposiciones o enmiendas a que se alude en el número 451, las asignará a la comisión competente o a la sesión plenaria, según corresponda.
458. 6. Toda persona autorizada podrá leer, o solicitar que se lea, en sesión plenaria, cualquier proposición o enmienda que se haya presentado durante la conferencia, y exponer los motivos en que la funda.
11. *Requisitos para la discusión de las proposiciones y enmiendas*
459. 1. No podrá ponerse a discusión ninguna proposición o enmienda que haya sido presentada con anterioridad a la apertura de la conferencia, o que durante su transcurso presente una delegación, si en el momento de su consideración no lograrse, por lo menos, el apoyo de otra delegación.
460. 2. Toda proposición o enmienda debidamente apoyada, deberá someterse a votación, una vez discutida.
12. *Proposiciones o enmiendas omitidas o diferidas*
461. Cuando se omita o difiera el examen de una proposición o enmienda, incumbirá a la delegación interesada velar por que se estudie.
13. *Normas para las deliberaciones en sesión plenaria*
462. 13.1. *Quórum*  
Las votaciones en sesión plenaria sólo serán válidas cuando se hallen presentes o representadas en ella más de la mitad de las delegaciones con derecho a voto acreditadas ante la conferencia.
463. 13.2. *Orden de las deliberaciones*  
(1) Las personas que deseen hacer uso de la palabra necesitarán para ello la venia del presidente. Por regla general, comenzarán por indicar la representación que ejercen.
464. (2) Todo orador deberá expresarse con lentitud y claridad, distinguiendo bien las palabras e intercalando las pausas necesarias para facilitar la comprensión de su pensamiento.
465. 13.3. *Mociones y cuestiones de orden*  
(1) Durante las deliberaciones, cualquier delegación podrá formular una moción de orden o plantear una cuestión de orden, cuando lo considere oportuno, que será resuelta de inmediato por el presidente, de conformidad con este Reglamento interno. Toda delegación tendrá el derecho de apelar contra la

decisión presidencial, pero ésta se mantendrá en todos sus términos a menos que la mayoría de las delegaciones presentes y votantes se oponga.

466. (2) La delegación que presente una moción de orden se abstendrá, en su intervención, de hablar sobre el fondo del asunto que se debate.

467. 13.4. *Prioridad de las mociones y cuestiones de orden*

La prioridad que deberá asignarse a las mociones y cuestiones de orden de que tratan los números 465 y 466, será la siguiente:

a) Toda cuestión de orden relativa a la aplicación del presente Reglamento interno;

468. b) Suspensión de la sesión;

469. c) Levantamiento de la sesión;

470. d) Aplazamiento del debate sobre el tema en discusión;

471. e) Cierre del debate sobre el tema en discusión;

472. f) Cualquier otra moción o cuestión de orden que pueda plantearse cuya prioridad relativa será fijada por el presidente.

473. 13.5. *Moción de suspensión o levantamiento de las sesiones*

En el transcurso de un debate, toda delegación podrá proponer la suspensión o levantamiento de la sesión indicando las razones en que se funda tal propuesta. Si la proposición fuese apoyada, sólo se concederá la palabra a dos oradores, que se opongan a dicha moción, para referirse exclusivamente a ella, después de lo cual la propuesta será sometida a votación.

474. 13.6. *Moción de aplazamiento del debate*

Durante las deliberaciones, cualquier delegación podrá proponer el aplazamiento del debate por un tiempo determinado. Formulada tal moción, el debate consiguiente, si lo hubiere, se limitará a tres oradores como máximo, uno a favor y dos en contra, además del autor de la moción, después de lo cual la propuesta será sometida a votación.

475. 13.7. *Moción de clausura del debate*

Toda delegación podrá proponer, en cualquier momento, el cierre del debate sobre el tema en discusión. En tal caso podrá concederse el uso de la palabra a sólo dos oradores que se opongan a la moción, después de lo cual la propuesta será sometida a votación.

476. 13.8. *Limitación de las intervenciones*

(1) La sesión plenaria podrá establecer, eventualmente, el número y duración de las intervenciones de una misma delegación sobre un tema determinado.

477. (2) Sin embargo, en las cuestiones de procedimiento, el presidente limitará cada intervención a cinco minutos como máximo.

478. (3) Cuando un orador exceda el tiempo preestablecido el presidente lo hará notar a la asamblea y rogará al orador que concluya brevemente su exposición.

479. 13.9. *Cierre de la lista de oradores*

(1) En el curso de un debate, el presidente podrá disponer que se dé lectura de la lista de oradores inscritos; incluirá en ella a quienes manifiesten su deseo de intervenir, y con el consentimiento del Pleno, podrá declararla cerrada. No obstante, el presidente, cuando lo considere oportuno, podrá per-

mitir, como excepción, que se conteste cualquier exposición anterior, aun después de cerrada la lista de oradores.

480. (2) Agotada la lista de oradores, el presidente declarará clausurado el debate.

481. 13.10. *Cuestiones de competencia*

Las cuestiones de competencia que puedan suscitarse serán resueltas con anterioridad a la votación sobre el fondo del asunto que se debate.

482. 13.11. *Retiro y reposición de mociones*

El autor de cualquier moción podrá retirarla antes de la votación. Toda moción, enmendada o no, que se retire del debate, podrá presentarla de nuevo la delegación autora de la enmienda o hacerla suya cualquier otra delegación.

14. *Derecho de voto*

483. 1. La delegación de todo Miembro de la Unión, debidamente acreditada por éste para tomar parte en los trabajos de la conferencia, tendrá derecho a un voto en todas las sesiones que se celebren, de conformidad con lo dispuesto en el artículo 2.

484. 2. La delegación de todo Miembro de la Unión ejercerá su derecho de voto en las condiciones determinadas en el artículo 67.

15. *Votación*

485. 15.1. *Definición de mayoría*

(1) Se entenderá por mayoría más de la mitad de las delegaciones presentes y votantes.

486. (2) Las delegaciones que se abstengan de votar no serán tomadas en consideración para el cómputo de mayoría.

487. (3) En caso de empate, toda proposición o enmienda se considerará rechazada.

488. (4) A los efectos de este Reglamento, se considerará "delegación presente y votante" a la que vote en favor o en contra de una propuesta.

489. 15.2. *No participación en una votación*

Las delegaciones presentes que no participen en una votación determinada o que declaren explícitamente no querer participar en ella, no se considerarán como ausentes para la determinación del quórum, en el sentido del número 462, ni como abstenidas desde el punto de vista de la aplicación de las disposiciones del número 491.

490. 15.3. *Mayoría especial*

Para la admisión de Miembros de la Unión regirá la mayoría fijada en el artículo 1.

491. 15.4. *Abstenciones de más del cincuenta por ciento*

Cuando el número de abstenciones exceda de la mitad de los votos registrados (a favor, en contra y abstenciones), el examen del asunto en discusión quedará diferido hasta una sesión ulterior, en la cual no se computarán las abstenciones.

492. 15.5. *Procedimientos de votación*

(1) En las votaciones se adoptarán los siguientes procedimientos, excepto en el caso previsto en el número 495;

- a) Por regla general, a mano alzada;
493. b) Nominal, si no resultase claramente la mayoría por el anterior procedimiento o si por lo menos dos delegaciones así lo solicitaran.
494. (2) Las votaciones nominales se verificarán por orden alfabético de los nombres en francés de los Miembros representados.
495. 15.6. *Votación secreta*  
La votación será secreta cuando así lo soliciten, por lo menos, cinco de las delegaciones presentes con derecho de voto. En tal caso, la secretaría adoptará, de inmediato, las medidas necesarias para garantizar el secreto del sufragio.
496. 15.7. *Prohibición de interrumpir una votación*  
Ninguna delegación podrá interrumpir un escrutinio iniciado, excepto si se tratase de una cuestión de orden acerca de la forma en que aquél se realizara.
497. 15.8. *Fundamentos del voto*  
Terminada la votación, el presidente concederá la palabra a las delegaciones que deseen explicar su voto.
498. 15.9. *Votación por partes*  
(1) Se subdividirá y pondrá a votación por partes toda proposición si su autor lo solicitase, si el Pleno lo estimara oportuno o si el presidente, con la aprobación del autor, lo propusiera. Las partes de la proposición que resulten aprobadas serán luego sometidas a nueva votación de conjunto.
499. (2) Cuando se rechacen todas las partes de una proposición, se considerará rechazada la proposición en su totalidad.
500. 15.10. *Orden de votación sobre proposiciones concurrentes*  
(1) Cuando existan dos o más proposiciones sobre un mismo asunto, la votación se realizará de acuerdo con el orden en que aquéllas hayan sido presentadas, excepto si el Pleno resolviera adoptar otro orden distinto.
501. (2) Concluida cada votación, el Pleno decidirá si se vota o no sobre la proposición siguiente.
502. 15.11. *Enmiendas*  
(1) Se entenderá por enmienda toda propuesta de modificación que solamente tienda a suprimir, agregar o alterar una parte de la proposición original.
503. (2) Toda enmienda admitida por la delegación que haya presentado la propuesta original será incorporada de inmediato a dicha proposición.
504. (3) Ninguna propuesta de modificación que el Pleno juzgue incompatible con la proposición original será considerada como enmienda.
505. 15.12. *Votación de las enmiendas*  
(1) Cuando una proposición sea objeto de enmienda, esta última se votará en primer término.
506. (2) Cuando una proposición sea objeto de dos o más enmiendas, se pondrá a votación en primer término la enmienda que más se aparte del texto original; luego se hará lo propio con aquella enmienda que entre las restantes también se aparte en mayor grado de la proposición considerada, y, por fin, este mismo procedimiento se observará sucesivamente hasta concluir la consideración de todas las enmiendas presentadas.



507. (3) Cuando se adopten una o varias enmiendas, se someterá seguidamente a votación la proposición así modificada.

508. (4) Si no se adoptara enmienda alguna, se someterá a votación la propuesta original.

16. *Comisiones y subcomisiones; normas para las deliberaciones y procedimiento de votación*

509. 1. El presidente de toda comisión o subcomisión tendrá atribuciones similares a las que la sección 3 del presente Reglamento interno concede al presidente de la conferencia.

510. 2. Las normas de deliberación instituidas en la sección 13 del presente Reglamento interno para las sesiones plenarias, también serán aplicables a los debates de las comisiones y subcomisiones, con excepción de lo estipulado en materia de quórum.

511. 3. Las normas previstas en la sección 15 del presente Reglamento interno también serán aplicables a las votaciones que se efectúen en toda comisión o subcomisión.

17. *Reservas*

512. 1. En general, toda delegación cuyos puntos de vista no sean compartidos por las demás delegaciones procurará, en la medida de lo posible, adherirse a la opinión de la mayoría.

513. 2. Sin embargo, cuando una delegación considere que una decisión cualquiera es de tal naturaleza que impida que su gobierno ratifique el Convenio o apruebe la revisión de los Reglamentos, dicha delegación podrá formular reservas provisionales o definitivas sobre aquella decisión.

18. *Actas de las sesiones plenarias*

514. 1. Las actas de las sesiones plenarias serán redactadas por la secretaría de la conferencia, la cual procurará que su distribución entre las delegaciones se realice con la mayor antelación posible a la fecha en que deban considerarse.

515. 2. Una vez distribuidas las actas, las delegaciones podrán presentar por escrito a la secretaría de la conferencia, dentro del más breve plazo posible, las correcciones que consideren pertinentes, sin perjuicio de su derecho a interponer oralmente tales correcciones durante la sesión en que se consideren dichas actas.

516. 3. (1) Por regla general, las actas sólo contendrán las propuestas y conclusiones, con sus respectivos fundamentos, redactados con la mayor concisión posible.

517. (2) No obstante, toda delegación tendrá derecho a solicitar que conste en acta, en forma sumaria o íntegra, cualquier declaración por ella formulada durante el debate. En tal caso, por regla general, lo anunciará así al comienzo de su exposición, para facilitar la tarea de los relatores. El texto respectivo será suministrado a la secretaría de la conferencia dentro de las dos horas siguientes al término de la sesión.

518. 4. La facultad conferida en el número 517 en cuanto concierne a la inserción de declaraciones, deberá usarse con discreción en todos los casos.

19. *Resúmenes de los debates e informes de las comisiones y subcomisiones*

519. 1. (1) Los debates de cada sesión de las comisiones y subcomisiones se compendiarán en resúmenes preparados por la secretaría de la conferencia, que destacarán los puntos esenciales de cada discusión, así como las distintas opiniones que sea conveniente consignar, sin perjuicio de las proposiciones o conclusiones que se deriven del conjunto.
520. (2) No obstante, toda delegación también tendrá derecho a proceder en estos casos conforme a la facultad que le confiere el número 517.
521. (3) La facultad a que se refiere el apartado anterior también deberá usarse con discreción en todos los casos.
522. 2. Las comisiones y subcomisiones podrán redactar los informes parciales que estimen necesarios y, eventualmente, al finalizar sus trabajos, podrán presentar un informe final en el que recapitularán, en forma concisa, las proposiciones y conclusiones resultantes de los estudios que se les hayan confiado.

20. *Aprobación de actas, resúmenes debates e informes*

523. 1. (1) Por regla general, al iniciarse cada sesión plenaria, sesión de comisión o de subcomisión, el presidente preguntará si las delegaciones tienen alguna observación que formular en cuanto al acta o al resumen de los debates de la sesión anterior, y estos documentos se darán por aprobados si no mediasen correcciones presentadas ante la secretaría o si no se manifestara ninguna oposición verbal. En caso contrario, se introducirán las rectificaciones a que hubiere lugar.
524. (2) Todo informe parcial o final deberá ser aprobado por la comisión o subcomisión interesada.
525. 2. (1) El acta de la última sesión plenaria será examinada y aprobada por el presidente de ésta.
526. (2) El resumen de los debates de la última sesión de cada comisión o subcomisión será examinado y aprobado por su respectivo presidente.

21. *Comisión de redacción*

527. 1. Los textos de las Actas finales que las diversas comisiones, teniendo para ello en cuenta las opiniones emitidas, redactarán, en la medida de lo posible en forma definitiva, se someterán a la comisión de redacción, la cual, sin alterar el sentido, se encargará de perfeccionar su forma y, si fuese oportuno, de disponer su correcta articulación con los textos preexistentes que no hubieran sido modificados.
528. 2. La comisión de redacción someterá dichos textos a la sesión plenaria, la cual decidirá sobre su aprobación o devolución, para nuevo examen a la comisión competente.

22. *Numeración*

529. 1. Hasta su primera lectura en sesión plenaria se conservarán los números de los capítulos, artículos y apartados de los textos que deban revisarse. Provisionalmente se dará a los textos que se agreguen el número del apartado precedente del texto primitivo, seguidos de "A", "B", etc.
530. 2. La numeración definitiva de los capítulos, artículos y apartados, después de su aprobación en primera lectura, será confiada a la comisión de redacción.

### 23. *Aprobación definitiva*

531. Los textos de las Actas finales se considerarán definitivos una vez aprobados en segunda lectura en sesión plenaria.

### 24. *Firma*

532. Los textos definitivamente aprobados por la conferencia serán sometidos a la firma de los delegados que tengan para ello los poderes definidos en el artículo 67, a cuyo efecto se observará el orden alfabético de los nombres, en francés, de los países representados.

### 25. *Comunicados de prensa*

533. No se podrán facilitar a la prensa comunicados oficiales sobre los trabajos de la conferencia sin previa autorización del presidente o de uno de los vicepresidentes.

### 26. *Franquicia*

534. Durante la conferencia, los miembros de las delegaciones, los miembros del Consejo de Administración, los altos funcionarios de los organismos permanentes de la Unión que participen en la conferencia y el personal de la secretaría de la Unión enviado a la conferencia, tendrán derecho a la franquicia postal, telegráfica y telefónica, que el gobierno del país en que se celebre la conferencia haya podido conceder, de acuerdo con los demás gobiernos y con las empresas privadas de explotación reconocidas interesadas.

## CAPÍTULO XII. DISPOSICIONES DIVERSAS

### *Artículo 78. IDIOMAS*

535. 1. (1) En las conferencias de la Unión y en las reuniones de su Consejo de Administración y de sus organismos permanentes, podrán emplearse otros idiomas distintos de los indicados en los números 100 y 106:
- a) Cuando se solicite del Secretario General o del Jefe del organismo permanente interesado que tome las medidas adecuadas para el empleo oral o escrito de uno o más idiomas adicionales, siempre que los gastos correspondientes sean sufragados por los Miembros que hayan formulado o apoyado la petición;
  - 536. b) Cuando una delegación asegure, a sus expensas, la traducción oral de su propia lengua a uno de los idiomas indicados en el número 106.
537. (2) En el caso previsto en el número 535, el Secretario General o el Jefe del organismo permanente interesado atenderá la petición en la medida de lo posible, a condición de que los Miembros interesados se comprometan previamente a reembolsar a la Unión el importe de los gastos consiguientes.
538. (3) En el caso previsto en el número 536, la delegación que lo desee podrá asegurar, por su cuenta, la traducción oral a su propia lengua de las intervenciones efectuadas en uno de los idiomas indicados en el número 106.
539. 2. Todos los documentos aludidos en los números 102 a 105 del Convenio podrán publicarse en un idioma distinto de los estipulados, a condición de que los Miembros que lo soliciten se comprometan a sufragar la totalidad de los gastos que origine la traducción y publicación en el idioma de que se trate.

*Artículo 79. FINANZAS*

540. 1. (1) Los Miembros comunicarán al Secretario General, seis meses antes, por lo menos, de la entrada en vigor del Convenio, la clase contributiva que hayan elegido.
541. (2) El Secretario General notificará esta decisión a los Miembros.
542. (3) Los Miembros que no hayan dado a conocer su decisión dentro del plazo previsto en el número 540 conservarán la clase contributiva que hayan elegido anteriormente.
543. (4) Los Miembros podrán elegir en cualquier momento una clase contributiva superior a la que hayan adoptado anteriormente.
544. 2. (1) Los nuevos Miembros abonarán por el año de su adhesión una contribución calculada a partir del primer día del mes de su adhesión.
545. (2) En caso de denuncia del Convenio por un Miembro, la contribución deberá abonarse hasta el último día del mes en que surta efecto la denuncia.
546. 3. Las sumas adeudadas devengarán intereses desde el comienzo de cada ejercicio económico de la Unión. Para estos intereses se fija el tipo de un 3% (tres por ciento) anual durante los seis primeros meses y de un 6% (seis por ciento) anual a partir del séptimo mes.
547. 4. Se aplicarán las disposiciones siguientes a las contribuciones de las empresas privadas de explotación reconocidas, organismos científicos o industriales y organizaciones internacionales:
- a) Las empresas privadas de explotación reconocidas y los organismos científicos o industriales contribuirán al pago de los gastos de los Comités consultivos internacionales en cuyos trabajos hayan aceptado participar; asimismo, las empresas privadas de explotación reconocidas contribuirán al pago de los gastos de las conferencias administrativas en las que hayan aceptado participar o hayan participado, conforme a lo dispuesto en el número 338;
548. b) Las organizaciones internacionales contribuirán también al pago de los gastos de las conferencias o reuniones en las que hayan sido admitidas, salvo cuando el Consejo de Administración las exima como medida de reciprocidad;
549. c) Las empresas privadas de explotación reconocidas, los organismos científicos o industriales y las organizaciones internacionales que contribuyan al pago de los gastos de las conferencias o reuniones en virtud de lo dispuesto en los números 547 y 548, elegirán libremente en la escala que figura en el número 92 del Convenio, la clase de contribución con que participarán en el pago de esos gastos y comunicarán al Secretario General la clase elegida;
550. d) Las empresas privadas de explotación reconocidas, los organismos científicos o industriales y las organizaciones internacionales que contribuyan al pago de los gastos de las conferencias o reuniones, podrán elegir en todo momento una clase de contribución superior a la que hayan adoptado anteriormente;
551. e) No podrá concederse ninguna reducción de la clase contributiva mientras esté en vigor el Convenio;

552. *f)* En caso de denuncia de la participación en los trabajos de un Comité consultivo internacional, deberá abonarse la contribución hasta el último día del mes en que surta efecto la denuncia;
553. *g)* El Consejo de Administración fijará anualmente el importe de la unidad contributiva de las empresas privadas de explotación reconocidas, organismos científicos o industriales y organizaciones internacionales, para el pago de los gastos de las reuniones de los Comités consultivos internacionales en cuyos trabajos hayan aceptado participar; estas contribuciones se considerarán como un ingreso de la Unión y devengarán intereses conforme a lo dispuesto en el número 546;
554. *h)* El importe de la unidad contributiva de las empresas privadas de explotación reconocidas, para el pago de los gastos de las conferencias administrativas en que participen conforme a lo dispuesto en el número 338, y el de las organizaciones internacionales que participen en ellas, se calcula dividiendo el importe total del presupuesto de la conferencia de que se trate por el número total de unidades abonadas por los Miembros como contribución al pago de los gastos de la Unión; las contribuciones se considerarán como un ingreso de la Unión y devengarán intereses a los tipos fijados en el número 546 a partir del 60° día siguiente al envío de las facturas correspondientes.
555. 5. Los gastos ocasionados en los laboratorios e instalaciones técnicas de la Unión por las mediciones, ensayos e investigaciones especiales realizados por cuenta de determinados Miembros, grupos de Miembros, organizaciones regionales u otras, serán sufragados por estos Miembros, grupos, organizaciones, etc.
556. 6. El Secretario General, en colaboración con el Consejo de Administración, fijará el precio de las publicaciones vendidas a las administraciones, empresas privadas de explotación reconocidas o particulares, procurando que los gastos de publicación y distribución queden cubiertos en general con la venta de las mismas.

*Artículo 80.* ESTABLECIMIENTO Y LIQUIDACIÓN DE CUENTAS

557. 1. Las administraciones de los Miembros y las empresas privadas de explotación reconocidas que exploten servicios internacionales de telecomunicación deberán ponerse de acuerdo sobre el importe de sus respectivos débitos y créditos.
558. 2. Las cuentas correspondientes a los débitos y créditos a que se refiere el número 557 se establecerán de acuerdo con las disposiciones de los Reglamentos administrativos, a menos que se hayan concertado arreglos particulares entre las partes interesadas.

*Artículo 81.* ARBITRAJE: PROCEDIMIENTO (VÉASE EL ARTÍCULO 50)

559. 1. La parte que desee recurrir al arbitraje iniciará el procedimiento enviando a la otra parte una notificación de petición de arbitraje.
560. 2. Las partes decidirán de común acuerdo si el arbitraje ha de ser confiado a personas, administraciones o gobiernos. Si en el término de un mes, contado a partir de la fecha de notificación de la petición de arbitraje, las partes no logran ponerse de acuerdo sobre este punto, el arbitraje será confiado a gobiernos.

561. 3. Cuando el arbitraje se confíe a personas, los árbitros no podrán ser nacionales de un país que sea parte en la controversia ni tener su domicilio en uno de los países interesados, ni estar al servicio de alguno de ellos.
562. 4. Cuando el arbitraje se confíe a gobiernos o administraciones de gobiernos, éstos se elegirán entre los Miembros que no sean parte en la controversia, pero sí en el acuerdo cuya aplicación lo haya provocado.
563. 5. Cada una de las dos partes en causa designará un árbitro en el plazo de tres meses, contados a partir de la fecha de recibo de la notificación de la petición de arbitraje.
564. 6. Cuando en la controversia se hallen implicadas más de dos partes, cada uno de los dos grupos de partes que tengan intereses comunes en la controversia designará un árbitro, conforme al procedimiento previsto en los números 562 y 563.
565. 7. Los dos árbitros así designados se concertarán para nombrar un tercero, el cual, en el caso de que los dos primeros sean personas y no gobiernos o administraciones, habrá de responder a las condiciones señaladas en el número 561, y deberá ser, además, de nacionalidad distinta a la de aquéllos. Si los dos árbitros no llegan a un acuerdo sobre la elección del tercero, cada uno de ellos propondrá un tercer árbitro no interesado en la controversia. El Secretario General de la Unión realizará en tal caso un sorteo para designar al tercer árbitro.
566. 8. Las partes en desacuerdo podrán concertarse para resolver su controversia por medio de un árbitro único, designado de común acuerdo; también podrán designar un árbitro cada una y solicitar del Secretario General que por sorteo designe, entre ellos, al árbitro único.
567. 9. El árbitro, o los árbitros, decidirán libremente el procedimiento que deberá seguirse.
568. 10. La decisión del árbitro único será definitiva y obligará a las partes en la controversia. Si el arbitraje se confía a varios árbitros, la decisión que se adopte por mayoría de votos de los árbitros será definitiva y obligará a las partes.
569. 11. Cada parte sufragará los gastos en que haya incurrido con motivo de la instrucción y presentación del arbitraje. Los gastos de arbitraje que no sean los efectuados por las partes se repartirán por igual entre los litigantes.
570. 12. La Unión facilitará cuantos informes relacionados con la controversia puedan necesitar el árbitro o los árbitros.

### CAPÍTULO XIII. REGLAMENTOS ADMINISTRATIVOS

#### *Artículo 82.* REGLAMENTOS ADMINISTRATIVOS

571. Las disposiciones del Convenio se completan con los Reglamentos administrativos siguientes:
- Reglamento Telegráfico;
  - Reglamento Telefónico;
  - Reglamento de Radiocomunicaciones;
  - Reglamento Adicional de Radiocomunicaciones.

EN FE DE LO CUAL, los plenipotenciarios respectivos firman el Convenio en cada uno de los idiomas chino, español, francés, inglés y ruso, en la inteligencia de que, en caso de desacuerdo, el texto francés hará fe; este ejemplar quedará depositado en los archivos de la Unión Internacional de Telecomunicaciones, la cual remitirá copia del mismo a cada uno de los países signatarios.

En Málaga-Torremolinos, a 25 de octubre de 1973.

Pour la République d'Afghanistan :

AZIZULLAH ZAHIR  
S. M. NACIM ALAWI

Pour l'Algérie (République algérienne démocratique et populaire) :

N. BOUHIRED  
B. CHEBEL  
M. HARBI  
H. HAFIS

Pour la République fédérale d'Allemagne :

DIETRICH ELIAS  
JOHANNES KUPPER

Pour le Royaume de l'Arabie saoudite :

FAISAL A. ZAIDAN  
AHMED M. ZAIDAN  
AHMED MUSTAFA MOHDIR

Pour la République argentine :

ALDO SANTIAGO IRRERA  
HÉCTOR VILLANUEVA  
ROBERTO ANTONIO SALVADOR  
LUIS MARÍA LAURELLI  
OSVALDO BLAS DALMASSO  
ENRIQUE GÓMEZ PUEYRREDÓN

**Pour l'Australie :**

EVAN SAWKINS  
A. M. SMITH  
E. SANDBACH  
S. C. MOON  
K. F. GREEN

**Pour l'Autriche :**

R. PABESCHITZ  
K. VAVRA  
J. BAYER

**Pour la République populaire du Bangladesh :**

LOQMAN HUSAIN  
A. B. M. TAHER  
SYED SHAHIDUL ISLAM

**Pour Barbade :**

FREDERICK G. SMITH  
C. R. EDWARDS

**Pour la Belgique :**

ROBERT VAES  
ALBERT AERTS

**Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie :**

P. AFANASSIEV

**Pour l'Union de Birmanie :**

U KHIN MAUNG TUN  
U HLA THAW



Pour la République de Bolivie :

VÍCTOR SIERRA MÉRIDA

Pour la République de Botswana :

E. M. TUMELO  
B. A. MUDDLE

Pour la République fédérative du Brésil :

HERVÉ BERLANDEZ PEDROSA  
CLAUDIO CASTANHEIRA BRANDÃO  
JOÃO SANTELLI, Junior  
ANTONIO HUMBERTO DOS CAVALCANTI DE ALBUQUERQUE  
E FONTES BRAGA  
HILTON SANTOS  
AUGUSTO CÉZAR GUIMARÃES RIBAS  
ENÉAS MACHADO DE ASSIS  
JOSÉ ANTONIO MARQUES

Pour la République populaire de Bulgarie :

IGNATOV

Pour la République du Burundi :

MELCHIOR BWAKIRA  
SATURNIN SEMUHERERE  
ALBERT NTIBANDETSE  
ROMAIN NZOBAKENG

Pour la République-Unie du Cameroun :

EMMAN T. EGBE  
JEAN JIPGUEP

Pour le Canada :

DE MONTIGNY MARCHAND  
ANITA SZLAZAK

Pour la République centrafricaine :

JOSEPH ANTOINE GOALO  
FIDÈLE MANDABA-BORNOU  
JEAN-CYRILLE KOUNKOU  
JEAN-MARIE SAKILA

Pour le Chili :

JORGE BURR V.

Pour la République populaire de Chine :

LIU CHENG-CHING  
LIU YUAN

Pour la République de Chypre :

R. MICHAELIDES

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

ANTONIO STEFANIZZI  
EVANDRO COSTA

Pour la République populaire du Congo :

JEAN-PIERRE BOUMBOU  
JEAN-GABRIEL OKELI  
ROGER RIZET

Pour la République de Corée :

HEUNG SUN SHIM  
SEH KWAN OH

Pour Costa Rica :

HÉCTOR SÁNCHEZ MIRANDA

Pour la République de Côte d'Ivoire :

SOULEYMANE CISSOKO  
KOUASSI APETE  
CHRISTOPHE NOGROU  
AKA BONNY LEON  
BROU YAPO SAMSON

Pour Cuba :

LUIS SOLA VILA

Pour la République du Dahomey :

TAOFIQUI BOURAIMA  
EMMANUEL MOUDJIBOU

Pour le Danemark :

GUNNAR PEDERSEN  
HANS LAURSEN  
HENRY PEDERSEN

Pour la République dominicaine :

ANSELMO PAULINO-ALVAREZ

Pour la République arabe d'Égypte :

Dr M. M. RIAD  
M. F. ELBADRAWY  
M. A. SEDKY  
T. N. EKDAWI  
H. S. ABOU ALY

Pour la République de El Salvador :

VICENTE SÁNCHEZ HERNÁNDEZ  
OSCAR EDGARDO LARA

Pour les Emirats arabes unis :

HALIM FANOUS

Pour l'Équateur :

MARCELO PAREDES CHIRIBOGA

Pour l'Espagne :

LEÓN HERRERA ESTEBAN  
RAFAEL FERRER SAGRERA  
PEDRO SÁNCHEZ PÉREZ  
JOSÉ MARÍA ARTO MADRAZO  
JOSÉ MANUEL PAREDES QUEVEDO

Pour les États-Unis d'Amérique :

JACOB D. BEAM  
THOMAS E. NELSON

Pour l'Éthiopie :

BETRU ADMASSIE  
GABRIEL — TEDROS  
GIRMAW INGIDAYEHU  
AMSALOU JEMERE

Pour la Finlande :

OIVA SALOILA  
V. A. JOHANSSON

Pour la France :

CHARLES-HERVÉ COTTEN  
ALBERT CHASSIGNOL  
MARIE HUET

Pour la République gabonaise :

THOMAS SOUAH  
STANISLAS EWORE

Pour le Ghana :

R. K. BAFFOUR

Pour la Grèce :

IOANNIS KOUTRAFOURIS  
ARCHELAOS TSAROUCHAS

Pour le Guatemala :

ARTURO RIVERA G.  
MIGUEL MORENO RIVERA  
LUIS RENÉ PELLECCER SOLÍS  
IGNACIO GONZÁLEZ L.

Pour la République de Guinée :

BABARA SOUMAH  
SEKOU TOURÉ

Pour la République de la Guinée équatoriale :

LIBERATO ELA MANGUE

Pour la République de Haute-Volta :

M. SIMPORE  
J. BALIMA  
D. NIKIEMA  
D. SANON

Pour la République populaire hongroise :

DEZSO HORN

Pour la République de l'Inde :

M. K. BASU

Pour la République d'Indonésie :

SOEHARDJONO  
J. SUTANGGAR TENGKER  
M. K. M. MANGOENDIPRODJO  
W. M. MANGOENDIPRODJO  
HIRO TUGIMAN

Pour l'Iran :

M. HERISCHI

Pour la République d'Iraq :

MOHAMED ABBAS AL-JUBOURY  
JABBAR AL-AYBI AL-SHAHABI  
DR GHASSAN A. KUBBA  
SALIM KHALAF AL-ANI

Pour l'Irlande :

P. L. O'COLMAIN  
A. J. LITTON  
C. J. RAFFERTY

Pour l'Islande :

S. THORKELSSON

Pour l'Etat d'Israël :

M. SHAKKED

Pour l'Italie :

LUDOVICO BARATTIERI DI SAN PIETRO

Pour la Jamaïque :

C. A. WOODSTOCK  
V. A. PANTON

Pour le Japon :

SHOJI SATO  
YASUO MAKINO  
MOTOICHI MASUDA  
MASAO MIYAKE

Pour la République du Kenya :

MOSES MUUMBU MOINDE

Pour la République khmère :

CHUM SIRATH

Pour l'Etat de Koweït :

AHMED A. ALSAADON  
ABDULLA M. AL SABIJ  
ABDULAZIZ A. ALAYOUB  
SHAHEEN K. ALGHANIM

Pour le Royaume du Laos :

KHAMLEUANG SAYARATH  
FOY SOUVANLASY  
THAO BO

Pour le Royaume de Lesotho :

KIDANE ALEMAYEHU  
B. N. MOKOATLE

Pour le Liban :

MAURICE GHAZAL  
HASSANE EZZEDINE  
ELIE EID

Pour la République du Libéria :

TAYLOR E. MAJOR  
SAMUEL H. BUTLER, Sr.  
MARY E. PAASEWE

Pour la République arabe libyenne :

ZAKARIA AHMED FEHMI EL HAMMALI  
RAMADAN A. SHERIMI

Pour la Principauté de Liechtenstein :

Dr BENNO BECK

Pour le Luxembourg :

L. BERNARD



Pour la Malaisie :

SARDON BIN HAJI JUBIR  
BUYONG BIN HAJI ABDULLAH  
HAJI MOHAMMAD HASSAN BIN ABDUL WAHAB  
MAH SECK WAH  
MUHAMMAD RADZI BIN HAJI MANSOR

Pour le Malawi :

NYEMBA W. MBEKEANI  
W. S. COWIE  
S. J. F. S. MIJIGA

Pour la République malgache :

EDSON RAHALISON

Pour la République du Mali :

MAMADOU SOW  
MAMADOU SIDIBE

Pour le Royaume du Maroc :

M. BEN ABDELLAH  
L. BOUTAMI

Pour Maurice :

K. S. PYNDIAH

Pour la République islamique de Mauritanie :

MOUSTAPHA N'DIAYE

Pour le Mexique :

*Ad Referendum*  
JOSÉ J. HERNÁNDEZ

Pour Monaco :

C. C. SOLAMITO

Pour la République populaire de Mongolie :

D. GARAM-OTCHIR  
P. DETCHINLHUNDEV  
E. ESENJIN

Pour le Népal :

RAM PRASAD SHARMA

Pour le Nicaragua :

FLORENCIO A. MENDOZA G.  
MANUEL CASTILLO J.  
ANTONIO A. MULLHAUPT

Pour la République du Niger :

IDE OUMAROU  
B. BATOURE  
I. IBRAHIM

Pour la République fédérale de Nigéria :

ZACCHEAUS OLUYEMI OMOLOLU  
VICTOR ADETUNJI HAFNER  
MODUPE MAJA-WASSIAMAL  
RAPHAEL EJOH NATHAN INOMA  
GODWIN CHUKWURA NNOLI

Pour la Norvège :

PER OVREGARD  
P. MORTENSEN  
THORVALD NEBELL

Pour la Nouvelle-Zélande :

A. W. BROCKWAY  
N. A. WYLIE

Pour le Sultanat d'Oman :

HAMDAN ABDALLA ASSAID  
NAASHIAH SAOUD AL-KHARUSI  
GHALIB KHALID AL-SAID

Pour la République de l'Ouganda :

J. S. MUSOKE

Pour le Pakistan :

ZAHEER AHMAD  
HASAN MAHMOOD

Pour la République de Panama :

ELSA R. DE MONZO

Pour Papua-Nouvelle-Guinée :

S. KULUPI  
G. J. PERKINS

Pour la République du Paraguay :

FRANCISCO F. DUARTE  
JUAN BALSEVICH  
JUAN BAUTISTA YBÁÑEZ

Pour le Royaume des Pays-Bas :

PHILIP LEENMAN

Pour le Pérou :

GERMÁN PARRA HERRERA  
JUAN M. AGUAYO DEL R.  
JORGE HERAUD PÉREZ

Pour la République des Philippines :

CEFERINO S. CARREON  
PEDRO P. VILLASENOR  
CALIXTO V. ESPEJO  
ANTONIO B. ESCALANTE

Pour la République populaire de Pologne :

H. BACZKO

Pour la République démocratique allemande :

M. CALOV

Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine :

V. SAVANTCHUK

Pour la République socialiste de Roumanie :

C. CEAUSESCU  
L. CONSTANTINESCU  
I. MARINESCU  
P. H. LIESCU

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

H. A. DANIELS  
T. U. MEYER  
H. C. GREENWOOD  
P. C. SANDERS  
W. G. MOORE

Pour la République rwandaise :

DENYS RWAGASORE  
AMBROISE MAHATANE

Pour la République du Sénégal :

IBRAHIMA N'DIAYE  
MAME N'DARAW CISSE  
LEON DIA

Pour la Sierra Leone :

A. E. FERGUSSON-NICOL

Pour la République de Singapour :

WAN SENG KONG

Pour la République démocratique somalie :

MOHAMED AHMED ABDULLA

Pour la République démocratique du Soudan :

MUSTAFA AWAD ALLAM  
MOHAMMED SALIH FADL

Pour la République de Sri Lanka (Ceylan) :

H. D. S. A. GUNAWARDENA

Pour la Suède :

B. BJUREL  
SVEN-ROLAND LETZEN  
RUBEN NASLUND

Pour la Confédération suisse :

FRITZ LOCHER  
B. DELALOYE  
J. VALLOTON  
R. RUTSCHI  
TH. MOECKLI-PELET

Pour la République-Unie de Tanzanie :

RAPHAEL LUKINDO

Pour la République du Tchad :

J. BENANE

Pour la République socialiste tchécoslovaque :

JIRA JIRI

Pour la Thaïlande :

SRIBHUMI SUKHANETR  
SUTHORN LIMPSTHIEN  
MAHIDOL CHANTRANGKURN  
KOWIT SURAPUNTHU

Pour la République togolaise :

WILLIAM OSSEYI  
ANDRE DO AITHNARD  
SETH NENONENE

Pour Trinité et Tobago :

D. AUYONG  
JEANNE M. CADOGAN

Pour la Tunisie :

HABIB BEN CHEIKH  
BRAHIM KHOADJA  
MOHAMED HACHICHA  
HEDI ZEGHAL  
GHANOUCI SADOK  
AZIZ LADJIMI  
ZOUHIR BENLAKHAL  
CHEDLY HELAL

Pour la Turquie :

ERGUN ORCUN

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques :

V. CHAMCHINE

Pour la République orientale de l'Uruguay :

JORGE C. SUÁREZ

Pour la République de Venezuela :

MARIANO TIRADO  
FERNANDO MIRALLES  
CARLOS J. MARTÍNEZ  
DOMINGO VALLADARES

Pour la République du Viet-Nam :

HOA VAN MUI  
VUONG QUANG NGHIA

Pour la République arabe du Yémen :

A. DHAIFULLAH  
S. A. EL-SINDY

Pour la République démocratique populaire du Yémen :

ALI M. ALHAWTARY  
ALI A. BASAHI

Pour la République socialiste fédérative de Yougoslavie :

P. VASILJEVIC

Pour la République du Zaïre :

MPEMBELE MUNTU  
YOKO YAKEMBE  
N'SIALA MAVAMBU  
NKUBITO-YA-RUGANGO

Pour la République de Zambie :

B. J. SIMACHEMBELE



## ANEXO 1

(véase el número 3)

Afganistán (República de)	Guatemala
Albania (República Popular de)	Guinea (República de)
Argelia (República Argelina Democrática y Popular)	Guinea Ecuatorial (República de)
Alemania (República Federal de)	Guayana
Arabia Saudita (Reino de)	Haití (República de)
Argentina (República)	Alto Volta (República del)
Australia	Honduras (República de)
Austria	Húngara (República Popular)
Bangladesh (República Popular de)	India (República de)
Barbada	Indonesia (República de)
Bélgica	Irán
Bielorussia (República Socialista Soviética de)	Iraq (República de)
Birmania (Unión de)	Irlanda
Bolivia (República de)	Islandia
Botswana (República de)	Israel (Estado de)
Brasil (República Federativa del)	Italia
Bulgaria (República Popular de)	Jamaica
Burundi (República de)	Japón
Camerún (República Unida del)	Jordania (Reino Hachemita de)
Canadá	Kenya (República de)
Centrafricana (República)	Khmer (República)
Chile	Kuwait (Estado de)
China (República Popular de)	Laos (Reino de)
Chipre (República de)	Lesotho (Reino de)
Ciudad del Vaticano (Estado de la)	Líbano
Colombia (República de)	Liberia (República de)
Congo (República Popular del)	Libia (República Árabe)
Corea (República de)	Liechtenstein (Principado de)
Costa Rica	Luxemburgo
Costa de Marfil (República de la)	Malasia
Cuba	Malawi
Dalomey (República de)	Maldivas (República de las)
Dinamarca	Malgache (República)
Dominicana (República)	Malí (República del)
Egipto (República Árabe de)	Malta
El Salvador (República de)	Marruecos (Reino de)
Emiratos Árabes Unidos	Mauricio
Ecuador	Mauritania (República Islámica de)
España	México
Estados Unidos de América	Mónaco
Etiopía	Mongolia (República Popular de)
Fiji	Nauru (República de)
Finlandia	Nepal
Francia	Nicaragua
Gabonesa (República)	Níger (República del)
Ghana	Nigeria (República Federal de)
Grecia	Noruega
	Nueva Zelanda
	Omán (Sultanía de)

Uganda (República de)	Sudafricana (República)
Pakistán	Suecia
Panamá (República de)	Suiza (Confederación)
Paraguay (República del)	Suazilandia (Reino de)
Países Bajos (Reino de los)	Tanzania (República Unida de)
Perú	Chad (República del)
Filipinas (República de)	Checoslovaca (República Socialista)
Polonia (República Popular de)	Tailandia
Portugal	Togolesa (República)
Qatar (Estado de)	Tonga (Reino de)
República Árabe Siria	Trinidad y Tabago
República Democrática Alemana	Túnez
República Socialista Soviética de Ucrania	Turquía
Rumania (República Socialista de)	Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas
Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte	Uruguay (República Oriental del)
Ruandesa (República)	Venezuela (República de)
Senegal (República del)	Viet-Nam (República de)
Sierra Leona	Yemen (República Árabe del)
Singapur (República de)	Yemen (República Democrática Popular del)
Somalí (República Democrática)	Yugoeslavia (República Socialista Federativa de)
Sudán (República Democrática del)	Zaire (República del)
Sri Lanka (Ceilán) (República de)	Zambia (República de)

## ANEXO 2

DEFINICIÓN DE ALGUNOS TÉRMINOS EMPLEADOS EN EL CONVENIO Y EN LOS REGLAMENTOS  
DE LA UNIÓN INTERNACIONAL DE TELECOMUNICACIONES  
(en orden alfabético francés)

**Administración.** Todo departamento o servicio gubernamental responsable del cumplimiento de las obligaciones derivadas del Convenio Internacional de Telecomunicaciones y de sus Reglamentos.

**Interferencia perjudicial.** Toda emisión, radiación o inducción que comprometa el funcionamiento de un servicio de radionavegación o de otros servicios de seguridad\* o que perjudique gravemente, perturbe o interrumpa reiteradamente un servicio de radiocomunicaciones que funcione de acuerdo con el Reglamento de Radiocomunicaciones.

**Correspondencia pública.** Toda telecomunicación que deban aceptar para su transmisión las oficinas y estaciones por el simple hecho de hallarse a disposición del público.

**Delegación.** El conjunto de delegados y, eventualmente, de representantes, asesores, agregados o intérpretes enviados por un mismo país.

Cada Miembro tendrá la libertad de organizar su delegación en la forma que desee. En particular, podrá incluir en ella, en calidad de delegados, asesores o agregados, a personas pertenecientes a empresas privadas de explotación por él reconocidas o a otras empresas privadas que se interesen en el ramo de las telecomunicaciones.

**Delegado.** Persona enviada por el gobierno de un Miembro de la Unión a una Conferencia de Plenipotenciarios o persona que represente al gobierno o a la administración de un

\* Se considera como servicio de seguridad todo servicio radioeléctrico que se explote de manera permanente o temporal para garantizar la seguridad de la vida humana o la salvaguardia de los bienes.

Miembro de la Unión en una conferencia administrativa o en una reunión de un Comité consultivo internacional.

*Experto.* Persona enviada por un establecimiento nacional, científico o industrial autorizado por el gobierno o la administración de su país para asistir a las reuniones de las comisiones de estudio de un Comité consultivo internacional.

*Empresa privada de explotación.* Todo particular o sociedad que, sin ser institución o agencia gubernamental, explote una instalación de telecomunicaciones destinada a asegurar un servicio de telecomunicación internacional o que pueda causar interferencias perjudiciales a tal servicio.

*Empresa privada de explotación reconocida.* Toda empresa privada de explotación que responda a la definición precedente y que explote un servicio de correspondencia pública o de radiodifusión y a la cual imponga las obligaciones previstas en el artículo 44 del Convenio el Miembro en cuyo territorio se halle la sede social de esta explotación, o el Miembro que la haya autorizado a establecer y a explotar un servicio de telecomunicación en su territorio.

*Observador.* Persona enviada:

- Por las Naciones Unidas, de acuerdo con el artículo 39 del Convenio;
- Por las organizaciones internacionales invitadas o admitidas a participar en los trabajos de una conferencia, de acuerdo con las disposiciones del Convenio;
- Por el gobierno de un Miembro de la Unión que participe, sin derecho a voto, en una conferencia administrativa regional, celebrada de acuerdo con lo dispuesto en los artículos 7 y 54 del Convenio.

*Radio.* Término general que se aplica al empleo de las ondas radioeléctricas.

*Radiocomunicación.* Toda telecomunicación transmitida por medio de las ondas radioeléctricas.

*Representante.* Persona enviada por una empresa privada de explotación reconocida a una conferencia administrativa o a una reunión de un Comité consultivo internacional.

*Servicio de radiodifusión.* Servicio de radiocomunicación cuyas emisiones se destinan a ser recibidas directamente por el público en general. Dicho servicio abarca emisiones sonoras, de televisión o de otro género.

*Servicio internacional.* Servicio de telecomunicación entre oficinas o estaciones de telecomunicación de cualquier naturaleza que se hallen en diferentes países o pertenezcan a países diferentes.

*Servicio móvil.* Servicio de radiocomunicación entre estaciones móviles y estaciones terrestres o entre estaciones móviles.

*Telecomunicación.* Toda transmisión, emisión o recepción de signos, señales, escritos, imágenes, sonidos o informaciones de cualquier naturaleza por hilo, radioelectricidad, medios ópticos u otros sistemas electromagnéticos.

*Telegrama.* Escrito destinado a ser transmitido por telegrafía para su entrega al destinatario. Este término comprende también el radiotelegrama, salvo especificación en contrario.

*Telegramas, llamadas y comunicaciones telefónicas de Estado.* Telegramas, llamadas y comunicaciones telefónicas procedentes de una de las siguientes autoridades:

- Jefe de un Estado;
- Jefe de un gobierno y miembros de un gobierno;
- Comandantes en jefe de las fuerzas militares, terrestres, navales o aéreas;
- Agentes diplomáticos o consulares;
- Secretario General de las Naciones Unidas; jefes de los organismos principales de las Naciones Unidas;
- Corte Internacional de Justicia.

Se consideran igualmente como telegramas de Estado las respuestas a los telegramas de Estado precedentemente mencionados.

*Telegramas de servicio.* Telegramas cursados entre:

- a) Las administraciones,
  - b) Las empresas privadas de explotación reconocidas,
  - c) Las administraciones y las empresas privadas de explotación reconocidas,
  - d) Las administraciones y las empresas privadas de explotación reconocidas, por una parte, y el Secretario General de la Unión, por otra,
- y relativos a las telecomunicaciones públicas internacionales.

*Telegramas privados.* Los telegramas que no sean de servicio ni de Estado.

*Telegrafía.* Sistema de telecomunicación que permite obtener una transmisión y reproducción a distancia del contenido de documentos tales como escritos, impresos o imágenes fijas, o la reproducción a distancia de esa forma de cualquier información. A los efectos del Reglamento de Radiocomunicaciones, no obstante, y a menos que en él se especifique lo contrario, significa "Sistema de telecomunicación para la transmisión de escritos por medio de un código de señales".

*Telefonía.* Sistema de telecomunicación para la transmisión de la palabra o, en algunos casos, de otros sonidos.

### ANEXO 3

(véase el artículo 39)

## ACUERDO ENTRE LAS NACIONES UNIDAS Y LA UNIÓN INTERNACIONAL DE TELECOMUNICACIONES

### PREÁMBULO

En virtud de las disposiciones del artículo 57 de la Carta de las Naciones Unidas y del artículo 26 del Convenio de la Unión Internacional de Telecomunicaciones de Atlantic City, 1947, las Naciones Unidas y la Unión Internacional de Telecomunicaciones acuerdan lo siguiente:

#### *Artículo I*

Las Naciones Unidas reconocen a la Unión Internacional de Telecomunicaciones, denominada en adelante en este Acuerdo "la Unión", como la institución especializada encargada de adoptar, de conformidad con su Acta constitutiva, las medidas necesarias para el cumplimiento de los fines señalados en la misma.

#### *Artículo II.* REPRESENTACIÓN RECÍPROCA

1. La Organización de las Naciones Unidas será invitada a enviar representantes para participar, sin derecho a voto, en las deliberaciones de todas las Conferencias de Plenipotenciarios y administrativas de la Unión; igualmente será invitada, previo debido acuerdo con la Unión, a enviar representantes para asistir a reuniones de Comités consultivos internacionales o a cualesquiera otras convocadas por la Unión, con el derecho de tomar parte, sin voto, en la discusión de asuntos que interesen a las Naciones Unidas.

2. La Unión será invitada a enviar representantes para asistir a las sesiones de la Asamblea General de las Naciones Unidas, con fines de consulta sobre asuntos de telecomunicaciones.

3. La Unión será invitada a enviar representantes para asistir a las sesiones del Consejo Económico y Social de las Naciones Unidas y del Consejo de Tutela y de sus comisiones y comités, y a participar, sin derecho a voto, en sus deliberaciones, cuando se traten puntos del orden del día en los que la Unión pueda estar interesada.

4. La Unión será invitada a enviar representantes para asistir a las sesiones de las comisiones principales de la Asamblea General en las que hayan de discutirse asuntos de la competencia de la Unión, y a participar, sin derecho a voto, en estas discusiones.

5. La Secretaría de las Naciones Unidas distribuirá entre los Miembros de la Asamblea General, del Consejo Económico y Social y de sus comisiones, y del Consejo de Tutela, según el caso, cuantas exposiciones presente la Unión por escrito. De igual modo, las exposiciones que por escrito presenten las Naciones Unidas serán distribuidas por la Unión entre sus propios Miembros.

#### *Artículo III. INCLUSIÓN DE ASUNTOS EN EL ORDEN DEL DÍA*

Previas las consultas oportunas, la Unión incluirá en el orden del día de las Conferencias de Plenipotenciarios o administrativas, o de las reuniones de otros organismos de la Unión, los asuntos que le propongan las Naciones Unidas. El Consejo Económico y Social y sus comisiones, así como el Consejo de Tutela, incluirán, de igual modo, en su orden del día los asuntos propuestos por las conferencias o por los demás órganos de la Unión.

#### *Artículo IV. RECOMENDACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS*

1. La Unión, teniendo en cuenta el deber de las Naciones Unidas de facilitar el logro de los objetivos previstos en el artículo 55 de la Carta, y de ayudar al Consejo Económico y Social a ejercer la función y el poder que le confiere el artículo 62 de la Carta para efectuar o promover estudios e informes sobre problemas internacionales de carácter económico, social, cultural, educativo, sanitario, etc., y para dirigir recomendaciones sobre tales asuntos a las instituciones especializadas competentes; teniendo en cuenta, asimismo, que los artículos 58 y 63 de la Carta disponen que las Naciones Unidas deben formular recomendaciones para coordinar las actividades de estas instituciones especializadas y los principios generales en que se inspiran, conviene en tomar las medidas necesarias para someter lo antes posible a su órgano apropiado, a los efectos procedentes, cuantas recomendaciones oficiales pueda dirigirle la Organización de las Naciones Unidas.

2. La Unión conviene en ponerse en relación con la Organización de las Naciones Unidas, cuando ésta lo solicite, con respecto a las recomendaciones a que se refiere el apartado anterior, y en comunicar a su debido tiempo a las Naciones Unidas las medidas adoptadas por la Unión o por sus Miembros para poner en práctica dichas recomendaciones o cualquier otro resultado que de la consideración de las mismas se derive.

3. La Unión cooperará en cualquier otra medida que pudiera considerarse necesaria para asegurar la coordinación plenamente efectiva de las actividades de las instituciones especializadas y de las Naciones Unidas. Conviene, especialmente, en colaborar con todo órgano o en todos los órganos que el Consejo Económico y Social pueda crear para facilitar esta coordinación, y en suministrar cuantos informes se revelen necesarios para el logro de tales fines.

#### *Artículo V. INTERCAMBIO DE INFORMACIONES Y DE DOCUMENTOS*

1. Sin perjuicio de las medidas que pudiera ser necesario adoptar para garantizar el carácter confidencial de ciertos documentos, las Naciones Unidas y la Unión procederán al intercambio más completo y rápido posible de informaciones y documentos, para satisfacer las necesidades de cada una de ellas.

2. Sin perjuicio del carácter general de las disposiciones del apartado precedente:

a) La Unión presentará a las Naciones Unidas un informe anual sobre sus actividades;

- b) La Unión dará curso, en lo posible, a toda petición de informes especiales, estudios o antecedentes que las Naciones Unidas puedan dirigirle;
- c) El Secretario General de las Naciones Unidas se pondrá en relación con la autoridad competente de la Unión, a petición de ésta, para facilitar a la Unión cuantas informaciones presenten para ella un interés particular.

#### *Artículo VI. ASISTENCIA A LAS NACIONES UNIDAS*

La Unión conviene en cooperar con las Naciones Unidas y con sus organismos principales y subsidiarios, y en prestarles la asistencia que le sea posible, de conformidad con la Carta de las Naciones Unidas y el Convenio Internacional de Telecomunicaciones, teniendo debidamente en cuenta la situación particular de los Miembros de la Unión que no son Miembros de las Naciones Unidas.

#### *Artículo VII. RELACIONES CON LA CORTE INTERNACIONAL DE JUSTICIA*

1. La Unión conviene en suministrar a la Corte Internacional de Justicia cuantas informaciones pueda solicitar de ella, en aplicación del artículo 34 del Estatuto de dicha Corte.
2. La Asamblea General de las Naciones Unidas autoriza a la Unión a solicitar de la Corte Internacional de Justicia dictámenes consultivos sobre las cuestiones jurídicas que se planteen en materia de su competencia y no conciernan a las relaciones mutuas de la Unión con la Organización de las Naciones Unidas o con las demás instituciones especializadas.
3. La Conferencia de Plenipotenciarios o el Consejo de Administración, actuando en virtud de autorización de la Conferencia de Plenipotenciarios, podrán dirigir una solicitud de esta naturaleza a la Corte.
4. Cuando la Unión solicite un dictamen consultivo de la Corte Internacional de Justicia, informará de ello al Consejo Económico y Social.

#### *Artículo VIII. DISPOSICIONES CONCERNIENTES AL PERSONAL*

1. Las Naciones Unidas y la Unión convienen en establecer para el personal, en lo posible, normas, métodos y disposiciones comunes con el fin de evitar contradicciones graves en los términos y condiciones de empleo, impedir la competencia en la contratación de personal, y facilitar el intercambio de personal que convenga a una y otra parte para la mejor utilización de sus servicios.
2. Las Naciones Unidas y la Unión convienen en cooperar, en todo lo posible, para el logro de los fines indicados.

#### *Artículo IX. SERVICIOS ESTADÍSTICOS*

1. Las Naciones Unidas y la Unión convienen en realizar los mayores esfuerzos para lograr la máxima colaboración, eliminar toda concurrencia innecesaria en sus actividades y utilizar con la mayor eficacia posible su personal técnico en la compilación, análisis, publicación, normalización, mejora y difusión de datos estadísticos. Asimismo, unirán sus esfuerzos para obtener la mayor utilidad posible de las informaciones estadísticas y para aliviar la labor de los gobiernos y demás organismos llamados a suministrar estas informaciones.
2. La Unión reconoce a la Organización de las Naciones Unidas como el organismo central encargado de recoger, analizar, publicar, normalizar, perfeccionar y divulgar las estadísticas que sirvan a los fines generales de las organizaciones internacionales.
3. La Organización de las Naciones Unidas reconoce a la Unión como el organismo central encargado de recoger, analizar, publicar, normalizar, perfeccionar y divulgar las estadísticas en la esfera de su competencia, sin perjuicio del derecho de la Organización de las Naciones Unidas de interesarse en tales estadísticas, en cuanto puedan ser necesarias para la realización de sus propios objetivos o para el perfeccionamiento de las estadísticas del mundo

entero. Corresponderá a la Unión adoptar las decisiones relativas a la forma en que se hayan de establecer sus documentos de servicio.

4. Con el fin de establecer un centro de información estadística para uso general, los datos que se suministran a la Unión para incorporarlos a sus series estadísticas o a sus informes especiales se pondrán, en lo posible, a disposición de la Organización de las Naciones Unidas cuando ésta así lo solicite.

5. Los datos que reciba la Organización de las Naciones Unidas para incorporarlos a sus series estadísticas básicas o a sus informes especiales se pondrán a disposición de la Unión, a petición de ésta y en la medida en que sea posible y oportuno.

#### *Artículo X. SERVICIOS ADMINISTRATIVOS Y TÉCNICOS*

1. A los efectos de la utilización más eficaz del personal y de los recursos disponibles, la Organización de las Naciones Unidas y la Unión reconocen la conveniencia de evitar, en cuanto sea posible, la creación de servicios que puedan hacerse competencia o cuyos trabajos sean análogos, y de consultarse a este respecto en caso necesario.

2. La Organización de las Naciones Unidas y la Unión tomarán conjuntamente disposiciones en lo relativo al registro y depósito de los documentos oficiales.

#### *Artículo XI. DISPOSICIONES RELATIVAS AL PRESUPUESTO*

1. El presupuesto o el proyecto de presupuesto de la Unión será transmitido a la Organización de las Naciones Unidas al mismo tiempo que a los Miembros de la Unión. La Asamblea General podrá hacer recomendaciones a la Unión a este respecto.

2. La Unión tendrá el derecho de enviar representantes para participar sin derecho de voto, en las deliberaciones de la Asamblea General o de cualquiera de sus comisiones, cuando el presupuesto de la Unión se halle en discusión.

#### *Artículo XII. PROVISIÓN DE FONDOS PARA SERVICIOS ESPECIALES*

1. Si como consecuencia de una solicitud de cooperación, de informes especiales o de estudios, presentada por la Organización de las Naciones Unidas conforme al artículo VI o a otras disposiciones del presente Acuerdo, la Unión se viera obligada a realizar importantes gastos suplementarios, las partes se consultarán para determinar la forma de hacer frente a estos gastos de la manera más equitativa posible.

2. La Organización de las Naciones Unidas y la Unión se consultarán igualmente para adoptar las disposiciones que estimen equitativas para cubrir los gastos de los servicios centrales, administrativos, técnicos o fiscales y de todas las facilidades o ayudas especiales prestadas por la Organización de las Naciones Unidas a petición de la Unión.

#### *Artículo XIII. SALVOCONDUCTOS DE LAS NACIONES UNIDAS*

Los funcionarios de la Unión tendrán el derecho a utilizar los salvoconductos de las Naciones Unidas de conformidad con los acuerdos especiales que celebren el Secretario General de las Naciones Unidas y las autoridades competentes de la Unión.

#### *Artículo XIV. ACUERDOS ENTRE INSTITUCIONES*

1. La Unión conviene en informar al Consejo Económico y Social sobre la naturaleza y alcance de todo acuerdo oficial proyectado entre la Unión y cualquier otra institución especializada, organismo intergubernamental u organización internacional no gubernamental, y en comunicarle, asimismo, los detalles de dicho acuerdo, una vez concluido.

2. La Organización de las Naciones Unidas conviene en informar a la Unión sobre la naturaleza y alcance de todo acuerdo oficial proyectado por cualesquiera otras instituciones especializadas sobre cuestiones que puedan interesar a la Unión, y en comunicarle, asimismo, los detalles de dicho acuerdo, una vez concluido.

*Artículo XV. ENLACE*

1. La Organización de las Naciones Unidas y la Unión convienen en las disposiciones anteriores en la convicción de que éstas contribuirán a mantener un enlace efectivo entre ambas organizaciones y afirman su intención de adoptar cuantas medidas puedan ser necesarias a tal fin.

2. Las disposiciones concernientes al enlace previsto por el presente Acuerdo se aplicarán, en la medida apropiada, a las relaciones entre la Unión y la Organización de las Naciones Unidas, comprendidas sus oficinas regionales o auxiliares.

*Artículo XVI. SERVICIOS DE TELECOMUNICACIÓN DE LAS NACIONES UNIDAS*

1. La Unión reconoce la importancia que para la Organización de las Naciones Unidas tiene el poder disfrutar de los mismos derechos que los Miembros de la Unión en la explotación de los servicios de telecomunicación.

2. La Organización de las Naciones Unidas se compromete a explotar los servicios de telecomunicación que dependen de ella, ajustándose a los términos del Convenio Internacional de Telecomunicaciones y del Reglamento anexo al mismo.

3. Las modalidades precisas de aplicación de este artículo serán objeto de arreglos por separado.

*Artículo XVII. EJECUCIÓN DEL ACUERDO*

El Secretario General de las Naciones Unidas y la autoridad competente de la Unión podrán concluir cuantos arreglos complementarios puedan parecer convenientes para la aplicación del presente Acuerdo.

*Artículo XVIII. REVISIÓN*

Este Acuerdo estará sujeto a revisión por concierto entre las Naciones Unidas y la Unión, con un aviso previo de seis meses por una u otra parte.

*Artículo XIX. ENTRADA EN VIGOR*

1. El presente Acuerdo entrará en vigor provisionalmente después de su aprobación por la Asamblea General de las Naciones Unidas y por la Conferencia de Plenipotenciarios de Telecomunicaciones de Atlantic City, 1947.

2. A reserva de la aprobación mencionada en el apartado 1, el presente Acuerdo entrará en vigor oficialmente al mismo tiempo que el Convenio Internacional de Telecomunicaciones de Atlantic City, 1947, o en una fecha anterior si la Unión así lo decidiese.

**PROTOCOLO FINAL\* AL CONVENIO INTERNACIONAL DE TELECOMUNICACIONES (MÁLAGA-TORREMOLINOS, 1973)**

En el acto de proceder a la firma del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), los plenipotenciarios que suscriben toman nota de las declaraciones siguientes que forman parte de las Actas finales de la Conferencia de Plenipotenciarios (Málaga-Torremolinos, 1973):

---

\* NOTA DE LA SECRETARÍA GENERAL. Los textos del Protocolo final están agrupados por orden cronológico de su depósito.

En el Índice están clasificados según el orden alfabético de los nombres de los países.



## I

*De la República de Afganistán*

La Delegación del Gobierno de la República de Afganistán en la Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) reserva para su Gobierno el derecho de no aceptar ninguna medida financiera que pueda entrañar un aumento de su parte contributiva al pago de los gastos de la Unión y de tomar todas las disposiciones que considere necesarias para proteger sus servicios de telecomunicaciones en el caso de que otros países Miembros dejen de cumplir las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos 1973).

## II

*Del Reino de Suazilandia*

La Delegación del Reino de Suazilandia reserva para su Gobierno el derecho de tomar toda medida que estime necesaria para proteger sus intereses en el caso de que Miembros o Miembros Asociados incumplan en una u otra forma las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o sus Anexos y los Reglamentos anexos o en el caso de que las reservas de otros países comprometan sus servicios de telecomunicaciones.

## III

*De Grecia*

La Delegación helénica declara, en nombre de su Gobierno, que no acepta ninguna consecuencia de las reservas formuladas por otros gobiernos que impliquen un aumento de su parte contributiva para el pago de los gastos de la Unión.

Reserva también para su Gobierno el derecho de tomar todas las medidas que estime oportunas para proteger sus intereses, en el caso de que otros Miembros de la Unión no asuman la parte que les corresponde de los gastos de la Unión o no cumplan las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), de sus Anexos o de los Protocolos adjuntos al mismo, o si las reservas formuladas por otros países pudieran perjudicar al buen funcionamiento de sus servicios de telecomunicaciones.

## IV

*De Pakistán*

La Delegación del Gobierno de Pakistán en la Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) se reserva el derecho de aceptar las consecuencias que pueda tener la no adhesión de cualquier otro país Miembro de la Unión a las disposiciones del Convenio (1973) o de los Reglamentos anexos al mismo.

## V

*De la República de Indonesia*

La Delegación de la República de Indonesia reserva el derecho de su Gobierno de tomar:

1. Cualquier medida que considere oportuna para proteger sus intereses, en el caso de que otros Miembros o Miembros asociados no cumplan las disposiciones del

- Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o de que reservas de otros países perjudiquen a sus servicios de telecomunicaciones;
2. Cualquier otra medida, de conformidad con la Constitución y las leyes de la República de Indonesia.

## VI

### *De la República de Chipre*

La Delegación de Chipre declara que el Gobierno de la República de Chipre no puede aceptar ninguna consecuencia financiera que se derive de las reservas formuladas por otros gobiernos participantes en la Conferencia de Plenipotenciarios (Málaga-Torremolinos, 1973).

Se reserva, además, el derecho de su Gobierno de tomar todas las medidas que estime oportunas para proteger sus intereses en el caso de que los Miembros incumplan de algún modo las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o si las reservas formuladas por otros países pudieran perjudicar a sus servicios de telecomunicaciones.

## VII

### *Del Reino de Laos*

La Delegación del Gobierno Real de Laos en la Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones reserva para su Gobierno el derecho de no aceptar ninguna medida financiera que pueda entrañar un aumento de su parte contributiva para el pago de los gastos de la Unión y de tomar todas las medidas que estime necesarias para proteger sus intereses en el caso de que países Miembros de la Unión no observen las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973).

Se reserva, asimismo, el derecho de no participar en el pago, cualquiera que sea su cuantía, de las sumas adeudadas por los países Miembros de la Unión.

## VIII

### *De Chile*

La Delegación de Chile deja especial constancia de que cada vez que aparezca en el Convenio Internacional de Telecomunicaciones, en sus Anexos, Reglamentos o en documentos de cualquier naturaleza, menciones o referencias a "territorios antárticos" como dependencias de cualquier Estado, dichas menciones o referencias no incluyen, ni pueden incluir al sector antártico chileno el cual es parte integrante del territorio nacional de la República de Chile y sobre el cual esta República tiene derechos imprescriptibles.

## IX

### *De Jamaica*

La Delegación de Jamaica reserva para su Gobierno el derecho de no aceptar ninguna medida financiera que pueda entrañar un aumento de su parte contributiva para el pago de los gastos de la Unión y de adoptar las medidas que considere necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros, o Miembros asociados, no contribuyan al pago de los gastos de la Unión o dejen de cumplir las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos,

1973) o sus Anexos o Protocolos adjuntos, o cuando las reservas formuladas por otros países perjudiquen a los servicios de telecomunicaciones de Jamaica.

## X

### *Del Reino de Lesotho*

La Delegación de Lesotho declara, en nombre del Gobierno de Lesotho:

1. Que su Gobierno no aceptará consecuencia alguna resultante de la reserva formulada por cualquier país, y se reserva el derecho de tomar las medidas que considere apropiadas;
2. Que su Gobierno se reserva el derecho de tomar cuantas medidas considere necesarias para proteger sus intereses, en el caso de que cualquier otro país no cumpliera las disposiciones del presente Convenio (Málaga-Torremolinos, 1973).

## XI

### *De la República de Liberia*

La Delegación de la República de Liberia reserva para su Gobierno el derecho de adoptar cuantas medidas considere oportunas para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros dejen de cumplir las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o de los Anexos y Protocolos adjuntos al mismo, o si las reservas formuladas por otros países causan perjuicio a los servicios de telecomunicaciones de la República de Liberia u originan un aumento de su contribución para el pago de los gastos de la Unión.

## XII

### *De Malawi*

La Delegación de Malawi reserva para su Gobierno el derecho de adoptar las medidas que estime necesarias para proteger sus intereses en el caso de que algunos Miembros no contribuyan a los gastos de la Unión, o dejen de cumplir de otro modo las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), de los Anexos o de los Protocolos adjuntos al mismo, o si las reservas formuladas por otros países causan perjuicio a sus servicios de telecomunicaciones.

## XIII

### *De la República Ruandesa*

La Delegación de la República Ruandesa reserva para su Gobierno el derecho:

1. De no aceptar ninguna medida financiera que pueda entrañar el aumento de su contribución para el pago de los gastos de la Unión;
2. De tomar todas las medidas que considere necesarias para proteger sus intereses si otros Miembros dejan de cumplir, en la forma que sea, las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o si las reservas formuladas por otros países comprometen el funcionamiento eficaz de sus servicios de telecomunicaciones.

## XIV

### *De la República de Singapur*

La Delegación de la República de Singapur reserva para su Gobierno el derecho de tomar cuantas medidas considere necesarias para salvaguardar sus intereses, si

algún país deja de cumplir, en la forma que sea, las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), o si las reservas formuladas por otros países comprometen sus servicios de telecomunicaciones o conducen a un aumento de su contribución para el pago de los gastos de la Unión.

## XV

*De la República Socialista Soviética de Bielorrusia, República Popular de Bulgaria, Cuba, República Popular Húngara, República Popular de Mongolia, República Popular de Polonia, República Democrática Alemana, República Socialista Soviética de Ucrania, República Socialista Checoslovaca y Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas*

Las Delegaciones de los países mencionados declaran, en nombre de sus países respectivos:

1. Que, como el Viet-Nam del Sur está constituido por dos zonas y tiene dos administraciones (el Gobierno revolucionario provisional de la República del Viet-Nam del Sur y las autoridades de Saigón), no cabe pensar que los delegados de las autoridades de Saigón firmen el Convenio y las demás Actas finales de la Conferencia de Plenipotenciarios, en nombre del Viet-Nam del Sur;
2. Que, como la parte meridional de Corea no representa a toda Corea, no cabe pensar que los delegados de Corea del Sur firmen el Convenio y las demás Actas finales de la Conferencia de Plenipotenciarios, en nombre de Corea.

## XVI

*De Barbada*

La Delegación de Barbada reserva para su Gobierno el derecho de tomar cuantas medidas considere oportunas para salvaguardar sus intereses si algún Miembro deja de contribuir al pago de los gastos de la Unión o incumple de cualquier otra forma las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o sus Anexos o los Protocolos del mismo, o si las reservas formuladas por otros Miembros comprometen los servicios de telecomunicaciones de Barbada.

## XVII

*De la República Popular de Bangladesh*

1. Al firmar el Protocolo Final del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), la Delegación de la República Popular de Bangladesh reserva para su Gobierno el derecho de no aceptar ninguna consecuencia financiera que pueda originar un aumento de su contribución para el pago de los gastos de la Unión como resultado de reservas formuladas por otros Gobiernos participantes en la Conferencia de Plenipotenciarios de Málaga-Torremolinos, 1973.

2. También reserva para su Gobierno el derecho de adoptar las medidas que juzgue necesarias para proteger sus intereses, en el caso de que otros Miembros dejen de cumplir, en la forma que sea, las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), de sus Anexos o de los Protocolos adjuntos, o si las reservas formuladas por otros Gobiernos causan perjuicio al buen funcionamiento de sus servicios de telecomunicaciones.

3. Reserva, además, para su Gobierno, el derecho de adherir a todas o a algunas de las disposiciones de los Reglamentos Telegráfico, Telefónico, de Radiocomu-

nicaciones y Adicional de Radiocomunicaciones mencionados en el artículo 82 del Reglamento General.

### XVIII

#### *De Malasia*

La Delegación de Malasia declara:

1. Que reserva para su Gobierno el derecho de adoptar las medidas que juzgue necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros dejen de cumplir en cualquier forma las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), o si las reservas formuladas por otros países causan perjuicio a sus servicios de telecomunicaciones;
2. Que la firma, y la posible ratificación subsiguiente, de dicho Convenio por el Gobierno de Malasia no es válida en lo que respecta al Miembro mencionado en el Anexo I bajo el nombre de Israel, y no implica en modo alguno el reconocimiento de ese Miembro.

### XIX

#### *Del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte*

La Delegación del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte reserva para su Gobierno el derecho de tomar cuantas medidas considere necesarias para salvaguardar sus intereses en el caso de que otros Miembros no contribuyan al pago de los gastos de la Unión, o no cumplan las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), o de sus Anexos o Protocolos adjuntos o cuando las reservas formuladas por otros países puedan causar perjuicio a sus servicios de telecomunicaciones.

### XX

#### *De Turquía*

La Delegación del Gobierno de Turquía en la Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) reserva para su Gobierno el derecho de tomar las decisiones que estime necesarias para proteger sus intereses, si las reservas formuladas por otros Miembros de la Unión originan un aumento de su parte contributiva para el pago de los gastos de la Unión.

### XXI

#### *De la República Federativa Socialista de Yugoslavia*

La Delegación de la República Federativa Socialista de Yugoslavia declara, en nombre de su Gobierno, que:

1. Como en Viet-Nam del Sur existen dos regiones y dos Administraciones, el Gobierno Revolucionario Provisional de la República de Viet-Nam del Sur y el régimen de Saigón, el Convenio y otras Actas de la Conferencia de Plenipotenciarios de Málaga-Torremolinos, 1973, firmados por los representantes del régimen de Saigón no pueden considerarse firmados en nombre de Viet-Nam del Sur;
2. Los representantes de Corea del Sur no tienen derecho a firmar en nombre de toda Corea el Convenio y las otras Actas de la Conferencia de Plenipotenciarios de Málaga-Torremolinos, 1973.

## XXII

*De la República Socialista de Rumania*

## A

La Delegación de la República Socialista de Rumania declara, en nombre de su Gobierno:

1. Que considera absolutamente injustificada y desprovista de todo valor jurídico la pretensión del representante de Corea del Sur de expresarse en el seno de la U. I. T. en nombre de toda Corea, pues el régimen de Seúl ni representa ni puede representar al pueblo coreano;
2. Que la Administración de Saigón no puede representar de manera unilateral al Viet-Nam del Sur.

La Delegación de la República Socialista de Rumania considera que el único representante legal de Cambodia es el Gobierno Real de la Unión Nacional de Cambodia.

## B

La Delegación de la República Socialista de Rumania reserva para su Gobierno el derecho de tomar cuantas medidas considere necesarias para proteger sus intereses, y de aceptar o no las consecuencias financieras que pudieran producir las reservas formuladas por otros países.

## XXIII

*De Malasia*

La Delegación de Malasia reserva para su Gobierno el derecho de tomar las medidas que considere necesarias para proteger sus intereses si ciertos Miembros de la Unión no contribuyen al pago de los gastos de la Unión.

## XXIV

*De Thailandia*

La Delegación de Thailandia reserva para su Gobierno el derecho de tomar cuantas medidas considere oportunas para salvaguardar sus intereses en el caso de que cualquier país deje de cumplir las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o si las reservas formuladas por otro país comprometen sus servicios de telecomunicaciones o entrañan un aumento de su contribución para el pago de los gastos de la Unión.

## XXV

*De la República Malgache*

La Delegación de la República Malgache reserva para su Gobierno el derecho de tomar cuantas medidas considere necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros de la Unión incumplan en la forma que sea las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o si las reservas formuladas por otros países comprometen el funcionamiento eficaz de sus servicios de telecomunicaciones.

Reserva también para su Gobierno el derecho de no aceptar ninguna consecuencia financiera resultante de las reservas formuladas por otros gobiernos participantes en la presente Conferencia.

## XXVI

*De Guatemala*

La Delegación del Gobierno de Guatemala en la Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) reserva para su Gobierno el derecho de no aceptar ninguna medida financiera que pueda entrañar un aumento de su parte contributiva al pago de los gastos de la Unión y, además, se lo reserva también en lo que se relaciona al pago, sin importar su monto, de las sumas que adeuden países Miembros de la Unión.

## XXVII

*De Trinidad y Tobago*

La Delegación del Gobierno de Trinidad y Tobago reserva para su Gobierno el derecho de no aceptar ninguna medida financiera que pueda entrañar un aumento de su contribución, y de tomar cuantas medidas considere necesarias para salvaguardar sus intereses en el caso de que otros Miembros no contribuyan al pago de los gastos de la Unión o incumplan de cualquier otra forma las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o sus Anexos o los Protocolos anejos al mismo, o de que las reservas formuladas por otros países comprometan sus servicios de telecomunicaciones.

## XXVIII

*De la República Islámica de Mauritania*

La Delegación del Gobierno de la República Islámica de Mauritania acreditada ante la Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) reserva para su Gobierno el derecho de no aceptar ninguna medida financiera que pueda entrañar un aumento de su contribución para los gastos de la Unión y de tomar cuantas medidas considere necesarias para proteger sus servicios de telecomunicaciones en el caso de que otros países Miembros no cumplan las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973).

## XXIX

*De la República Federal de Alemania, Austria, Bélgica, Dinamarca, Finlandia, Islandia, Principado de Liechtenstein, Noruega, Reino de los Países Bajos, Suecia y Confederación Suiza*

En lo que respecta al artículo 82 del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), las Delegaciones de los países mencionados declaran formalmente que mantienen las reservas formuladas en nombre de sus Administraciones al firmar los Reglamentos enumerados en el artículo 82.

## XXX

*De la República Democrática Somalí*

La Delegación de Somalia declara que el Gobierno de la República Democrática Somalí no puede aceptar ninguna consecuencia financiera que pueda originar las reservas formuladas por otros gobiernos participantes en la Conferencia de Plenipotenciarios (Málaga-Torremolinos, 1973).

Asimismo, reserva para su Gobierno el derecho de tomar cuantas medidas considere oportunas para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros incumplan de cualquier forma las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o de que las reservas formuladas por otros países comprometan el funcionamiento de sus servicios de telecomunicaciones.

## XXXI

*De Nicaragua*

La Delegación de Nicaragua declara que reclama para su Gobierno el derecho de aceptar o no, las consecuencias de toda reserva que pueda formularse, que motive un aumento en su cuota contributiva para el pago de los gastos de la Unión.

## XXXII

*De la República Unida del Camerún*

La Delegación de la República Unida del Camerún en la Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) declara, en nombre de su Gobierno, que éste se reserva el derecho de tomar todas las medidas oportunas para proteger sus intereses, en el caso de que las reservas formuladas por otras delegaciones en nombre de sus gobiernos, o el incumplimiento del Convenio, pudieran poner en peligro el buen funcionamiento de su servicio de telecomunicaciones.

El Gobierno de la República Unida del Camerún tampoco acepta ninguna consecuencia de las reservas formuladas por otras delegaciones en la presente Conferencia que origine un aumento de su contribución para el pago de los gastos de la Unión.

## XXXIII

*De la República de Kenya*

La Delegación de la República de Kenya reserva el derecho de su Gobierno de adoptar las medidas que considere oportunas para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros dejen de cumplir las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o si las reservas formuladas por otros países causan perjuicio a sus servicios de telecomunicaciones o entrañan un aumento de su contribución al pago de los gastos de la Unión.

## XXXIV

*De la República de Uganda*

La Delegación del Gobierno de la República de Uganda reserva el derecho de su Gobierno de adoptar las medidas que considere oportunas para proteger sus intereses en el caso de que algún Miembro deje de cumplir las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o si las reservas formuladas por otro Miembro causan perjuicio a sus servicios de telecomunicaciones o entrañan un aumento de su contribución al pago de los gastos de la Unión.

## XXXV

*De la República Unida de Tanzania*

La Delegación de la República Unida de Tanzania reserva el derecho de su Gobierno de adoptar las medidas que considere oportunas para proteger sus intereses



en el caso de que otros Miembros dejen de cumplir las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o si las reservas formuladas por otros países causan perjuicio a sus servicios de telecomunicaciones o entrañan un aumento de su contribución al pago de los gastos de la Unión.

### XXXVI

#### *De Italia*

La Delegación de Italia declara que su Gobierno no puede aceptar ninguna consecuencia financiera que puedan tener las reservas formuladas por otros gobiernos que participan en la Conferencia de Plenipotenciarios (Málaga-Torremolinos, 1973).

Reserva, además, para su Gobierno el derecho de tomar toda medida que estime necesaria para proteger sus intereses, en el caso de que los Miembros dejen de cumplir las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o de que las reservas formuladas por otros países pongan en peligro sus servicios de telecomunicación.

### XXXVII

*De Argelia (República Argelina Democrática y Popular), del Reino de Arabia Saudita, de la República Arabe de Egipto, de los Emiratos Arabes Unidos, de la República de Iraq, del Estado de Kuwait, de Líbano, de la República Arabe Libia, del Reino de Marruecos, de la República Islámica de Mauritania, de la Sultanía de Omán, de Pakistán, de la República Democrática Somalí, de la República Democrática del Sudán, de Túnez, de la República Arabe del Yemen, de la República Democrática Popular del Yemen*

Las Delegaciones de los países mencionados declaran que la firma y la posible ratificación ulterior por sus respectivos Gobiernos del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) carecen de validez con relación al Miembro que figura en el Anexo 1 del mismo con el nombre de Israel y no implica en modo alguno su reconocimiento.

### XXXVIII

#### *De los Estados Unidos de América*

Los Estados Unidos de América declaran oficialmente que su país no acepta, mediante la firma de este Convenio en su nombre, obligación alguna respecto del Reglamento Telefónico ni del Reglamento Adicional de Radiocomunicaciones a que se refiere el artículo 42 del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) y el artículo 82 del Reglamento general.

### XXXIX

#### *De la República de Afganistán*

El Gobierno de la República de Afganistán se reserva el derecho de formular cualquier declaración o reserva hasta el momento en que ratifique el Convenio (Málaga-Torremolinos, 1973).

### XL

#### *De la República Federal de Nigeria*

Al firmar el presente Convenio, la Delegación de la República Federal de Nigeria declara que su Gobierno se reserva el derecho de adoptar las medidas que considere

necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros no contribuyan al pago de los gastos de la Unión, o no cumplan las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o de sus Anexos o Protocolos adjuntos, o cuando las reservas formuladas por otros países puedan perjudicar a los servicios de telecomunicaciones de la República Federal de Nigeria.

#### XLI

##### *De Mauricio*

La Delegación de Mauricio reserva para su Gobierno el derecho de tomar toda medida que estime necesaria para proteger sus intereses, en el caso de que algunos Miembros no contribuyan a sufragar los gastos de la Unión o incumplan en cualquier otra forma las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), sus Anexos o los Protocolos adjuntos al mismo, o si las reservas formuladas por otros países causan perjuicio a los servicios de telecomunicaciones de Mauricio.

#### XLII

##### *De Dinamarca, de Finlandia, de Islandia, de Noruega y de Suecia*

Las Delegaciones de los países mencionados declaran, en nombre de sus respectivos Gobiernos, que no aceptan las consecuencias de ninguna reserva que origine un aumento de su contribución para el pago de los gastos de la Unión.

#### XLIII

##### *De la República Democrática Popular del Yemen*

La Delegación de la República Democrática Popular del Yemen reserva el derecho de su Gobierno de adoptar las medidas que considere oportunas para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros dejen de cumplir las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o si las reservas formuladas por otros países causan perjuicio a sus servicios de telecomunicaciones o entrañan un aumento de su contribución al pago de los gastos de la Unión.

#### XLIV

##### *De la República de India*

1. Al firmar las Actas Finales de la Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos 1973), la República de India no acepta ninguna consecuencia financiera de cualquier reserva que puedan formular otros Miembros de la Unión sobre los asuntos presupuestarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones.

2. La Delegación de la República de India reserva, además, para su Gobierno el derecho de tomar las medidas que estime necesarias para lograr el buen funcionamiento de la Unión y de sus organismos permanentes y el cumplimiento del Reglamento General y de los Reglamentos administrativos del Convenio, en el caso de que cualquier país no acepte las disposiciones del Convenio y de esos Reglamentos o formule reservas al respecto.

## XLV

*De Sierra Leona*

La Delegación de Sierra Leona declara que reserva para su Gobierno el derecho de no aceptar ninguna medida financiera que pueda entrañar un aumento de su contribución al pago de los gastos de la Unión.

Reserva, además, para su Gobierno el derecho de tomar toda medida que estime necesaria para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros de la Unión dejen de cumplir las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), o de que las reservas formuladas por otros Miembros causen perjuicios a sus servicios de telecomunicación.

## XLVI

*De la República Popular del Congo*

La Delegación de la República Popular del Congo reserva para su Gobierno el derecho de no aceptar ninguna medida financiera que pueda entrañar un aumento de su contribución para el pago de los gastos de la Unión, así como el derecho de tomar toda medida que estime necesaria para proteger sus intereses en el caso de que algunos Miembros no paguen la parte que les corresponde de los gastos de la Unión o no observen las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973).

## XLVII

*De la República de Botswana*

La Delegación de la República de Botswana reserva para su Gobierno el derecho de tomar toda medida que estime necesaria para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros dejen de pagar su contribución a los gastos de la Unión o dejen de cumplir las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), de sus Reglamentos y Anexos y de los Protocolos adjuntos al mismo, o si las reservas formuladas por otros países perjudican el funcionamiento de sus servicios de telecomunicación.

## XLVIII

*De Ghana*

1. La Delegación de Ghana declara que su firma del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) y la subsiguiente ratificación de ese documento por su Gobierno, no entrañan en modo alguno el reconocimiento del Gobierno de Sudáfrica ni obligación alguna con relación a ese Gobierno.

2. La Delegación de Ghana reserva también para su Gobierno el derecho de tomar cuantas medidas considere oportunas para proteger sus intereses en caso de que la inobservancia de dicho Convenio o las reservas formuladas por otros Miembros pongan en peligro sus servicios de telecomunicaciones.

## XLIX

*De la República Socialista Soviética de Bielorrusia, de la República Popular de Bulgaria, de Cuba, de la República Popular Húngara, de la República Popular de Mongolia, de la República Popular de Polonia, de la República Democrática Alemana, de la República Socialista Soviética de Ucrania, de la República*

*Socialista de Rumania, de la República Socialista Checoslovaca y de la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas*

Las Delegaciones de los países mencionados declaran, en nombre de sus respectivos Gobiernos, que al firmar el Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) dejan en suspenso la cuestión de la aceptación del Reglamento de Radiocomunicaciones (Ginebra, 1959).

L

*De la República Popular de Bulgaria, de Cuba, de la República Popular Húngara, de la República Popular de Mongolia, de la República Popular de Polonia, de la República Democrática Alemana y de la República Socialista Checoslovaca*

Las Delegaciones de los países mencionados se reservan el derecho de sus respectivos Gobiernos de adoptar cuantas medidas consideren oportunas para proteger sus intereses en el caso de que las reservas formuladas por otros países originen un aumento de sus contribuciones para el pago de los gastos de la Unión, o de que ciertos Miembros de la Unión no participen como les corresponde en el pago de estos gastos.

LI

*De Cuba*

La Delegación de Cuba a la Conferencia de Plenipotenciarios (Málaga-Torremolinos, 1973) declara, en nombre de su Gobierno Revolucionario, que no reconoce ningún valor jurídico ni moral a la firma de las Actas finales por la delegación títtere del régimen de Lon Nol. Los únicos que pueden representar y firmar en nombre de Cambodia las Actas finales de esta Conferencia son los representantes del Gobierno Real de la Unidad Nacional de Kampuchea (G.R.U.N.K.).

LII

*De la República de la Costa de Marfil*

La Delegación de la República de la Costa de Marfil declara que reserva para su Gobierno el derecho de aceptar o de rechazar las consecuencias de las reservas formuladas al presente Convenio (Málaga-Torremolinos, 1973) por otros Gobiernos y que puedan entrañar un aumento de su contribución para el pago de los gastos de la Unión o pongan en peligro sus servicios de telecomunicaciones.

LIII

*De Australia*

La Delegación de Australia reserva para su Gobierno el derecho de tomar toda medida que estime necesaria para proteger sus intereses en el caso de que ciertos Miembros no contribuyan al pago de los gastos de la Unión respecto de deudas existentes y sus intereses y respecto de futuras suscripciones, o incumplan de cualquier otra forma las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o de sus Reglamentos y Anexos o Protocolos adjuntos al mismo, o cuando las reservas formuladas por otros paises causen perjuicio a sus servicios de telecomunicación.

## LIV

*De Nueva Zelandia*

La Delegación de Nueva Zelandia reserva para su Gobierno el derecho de adoptar las medidas que considere necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros no contribuyan al pago de los gastos de la Unión o dejen de cumplir en una u otra forma las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o sus Anexos o Protocolos adjuntos, o cuando las reservas formuladas por otros países perjudiquen a los servicios de telecomunicaciones de Nueva Zelandia.

## LV

*De la República del Níger*

La Delegación de la República del Níger ante la Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones declara no aceptar ningún aumento de su contribución al presupuesto de la Unión que se deba a que cualquier otro Miembro deje de pagar sus contribuciones y otros gastos conexos.

Se reserva, además, para su Gobierno el derecho de tomar cuantas medidas juzgue oportunas para proteger sus intereses en materia de telecomunicaciones si cualquier Miembro de la Unión no respeta el Convenio de Málaga-Torremolinos, 1973.

## LVI

*De la República Popular del Congo*

La Delegación de la República Popular del Congo declara, en nombre de su Gobierno, que:

1. Como Viet-Nam del Sur está constituido por dos zonas correspondientes a dos administraciones (el Gobierno Revolucionario Provisional de la República de Viet-Nam del Sur y las autoridades de Saigón), no puede considerarse que los delegados de las autoridades de Saigón firman el Convenio y las demás Actas finales de la Conferencia de Plenipotenciarios en nombre de todo el Viet-Nam del Sur;
2. Como la parte meridional de Corea no representa a toda Corea, no puede considerarse que los delegados de Corea del Sur firman el Convenio y las demás Actas finales de la Conferencia de Plenipotenciarios en nombre de Corea.

## LVII

*De la República de Sri Lanka (Ceilán)*

La Delegación del Gobierno de la República de Sri Lanka (Ceilán) en la Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) reserva para su Gobierno:

1. El derecho de no aceptar ninguna medida financiera que pueda entrañar un aumento de su contribución al pago de los gastos de la Unión;
2. El derecho de tomar todas las medidas que estime necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros incumplan en cualquier forma las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones de la Unión (Málaga-Torremolinos, 1973), o sus Anexos o los Reglamentos anejos al mismo, o si las reservas de otros países causan perjuicio a sus servicios de telecomunicaciones;

3. El derecho de tomar toda otra medida conforme con la Constitución y las leyes de la República de Sri Lanka (Ceilán) cuando sea necesario.

## LVIII

*De la República Khmer*

La Delegación Khmer reserva el derecho de su Gobierno en lo que concierne a la ratificación de las Actas finales de la Conferencia, en vista de las reservas respecto a él formuladas por ciertas delegaciones.

Declara, además, que no aceptará ninguna medida de carácter financiero que ocasione un aumento de su contribución.

## LIX

*De la República Popular de China*

La Delegación de la República Popular de China declara que:

1. el puñado de traidores de Lon Nol es la hez del pueblo camboiano y es ilegal desde el comienzo. No tiene derecho alguno a firmar el Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) en nombre del pueblo camboiano.

El Acuerdo de París sobre Viet-Nam ha reconocido, de hecho la existencia de dos administraciones en el Viet-Nam del Sur: el Gobierno Revolucionario Provisional de la República del Viet-Nam del Sur y la Administración de Saigón. En las circunstancias actuales, la representación unilateral de la Administración de Saigón en la Conferencia de la Unión Internacional de Telecomunicaciones es inapropiada. Dado el acuerdo de principio entre la Corea del Norte y la Corea del Sur sobre la reunificación independiente y pacífica del país, es ilógico que las autoridades de Corea del Sur estén representadas en la Conferencia de la Unión Internacional de Telecomunicaciones por su cuenta. Por cuanto antecede, los representantes de la Administración de Saigón y de las autoridades de Corea del Sur no tienen derecho a firmar el Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) por su cuenta.

2. La Delegación china formula reservas sobre las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) en lo que respecta a la asignación y la utilización de frecuencias radioeléctricas, así como a la asignación y registro de las posiciones de satélites geoestacionarios.

## LX

*De la Unión de Birmania*

La Delegación de la Unión de Birmania, al firmar este Convenio, reserva para su Gobierno el derecho de adoptar cuantas medidas considere necesarias para proteger sus intereses en el caso de que las reservas formuladas por otros países ocasionen un aumento de su contribución para el pago de los gastos de la Unión.

## LXI

*De la República del Viet-Nam*

La Delegación de la República del Viet-Nam reitera las declaraciones formuladas durante la 4ª sesión plenaria y ante la Comisión de Verificación de Credenciales.

Desde 1951, fecha en que la República del Viet-Nam fue admitida en el seno de la Unión Internacional de Telecomunicaciones, nuestro Gobierno ha dado pruebas fehacientes de su representatividad.

Lamentamos que ciertas delegaciones hayan considerado útil suscitar, con fines propagandísticos, polémicas de carácter político que no caben en el marco de la Unión Internacional de Telecomunicaciones.

Es falaz esgrimir el Acuerdo de París como argumento a favor del pretendido Gobierno Revolucionario Provisional del Viet-Nam del Sur, integrado por un puñado de hombres cuya única ocupación es sembrar por todos los medios el terror, la muerte, la ruina y la desolación.

En efecto, el Acuerdo de París, cuyo objeto principal es la suspensión de las hostilidades en Viet-Nam, creando con ello un clima favorable para las negociaciones tendientes al rápido restablecimiento de una paz duradera en el Viet-Nam del Sur, no ha consagrado en modo alguno al pretendido Gobierno Revolucionario Provisional como tal. El Acuerdo de París no ha instituido, ni tiene capacidad para instituir, al Gobierno Revolucionario Provisional como un gobierno "legal" del Viet-Nam. Tampoco ha cambiado, ni tiene capacidad para cambiar, el carácter legal y constitucional del Gobierno de la República del Viet-Nam.

El título de Gobierno Revolucionario Provisional no es más que la denominación que a sí mismo se da el sedicioso Frente de Liberación del Viet-Nam del Sur, creado por el partido Lao-Dông del Viet-Nam del Norte durante su 3<sup>er</sup> Congreso celebrado en Hanoi, en septiembre de 1960.

Con el nombre de Frente de Liberación Nacional o de Gobierno Revolucionario Provisional, esa organización no es sino el instrumento de Hanoi, una creación totalmente artificial, sostenida por las fuerzas expedicionarias del Viet-Nam del Norte.

Deploramos la actitud de las delegaciones de los países interesados que, no obstante declarar que condenan la política de agresión, jamás han intentado contribuir en lo más mínimo, sino todo lo contrario, a poner término a esta dolorosa lucha fratricida que dura ya en nuestro propio suelo más que demasiado tiempo.

La Delegación de la República del Viet-Nam declara ser la única representación legítima del Viet-Nam del Sur, y que ha sido reconocida como tal por la Conferencia desde que la República del Viet-Nam se adhirió a la Unión Internacional de Telecomunicaciones.

Todas las declaraciones formuladas con ocasión de este Convenio o anexas al mismo, que son incompatibles con la posición de la República del Viet-Nam, son ilegales, y, por consiguiente, nulas y sin efecto.

Reserva también para su Gobierno el derecho de no aceptar ninguna medida de carácter financiero que pueda ocasionar un aumento de su contribución para el pago de los gastos de la Unión, y de tomar las disposiciones que juzgue necesarias para proteger sus intereses.

## LXII

### *De la República Centroafricana*

La Delegación Centroafricana ante la Conferencia de Plenipotenciarios (Málaga-Torremolinos, 1973) declara que su Gobierno se reserva el derecho de tomar cuantas medidas considere necesarias para proteger sus intereses si algunos países Miembros de la Unión no cumplieran las disposiciones de este Convenio Internacio-

nal de Telecomunicaciones y formulan reservas anómalas encaminadas a aumentar la contribución de su país a los gastos de la Unión.

### LXIII

#### *De la República de Guinea Ecuatorial*

La Delegación de la República de Guinea Ecuatorial reserva para su Gobierno el derecho:

1. De no aceptar ninguna medida financiera que pueda entrañar un aumento de su contribución;
2. De tomar todas las medidas que estime oportuno para proteger sus servicios de telecomunicaciones en el caso de que países Miembros no observen las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973).

### LXIV

#### *De la República de Burundi*

La Delegación de la República de Burundi reserva para su Gobierno el derecho de aceptar o no las medidas que puedan originar un aumento de su contribución para el pago de los gastos de la Unión.

### LXV

#### *De la República del Chad*

La Delegación de la República del Chad en la Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) reserva para su Gobierno el derecho:

1. De no aceptar ninguna medida financiera que ocasione un aumento de su contribución;
2. De tomar todas las medidas que estime necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros de la Unión no cumplan, en cualquier aspecto, las disposiciones del presente Convenio.

### LXVI

#### *De la República de Iraq*

La Delegación de la República de Iraq declara que su Gobierno se reserva el derecho de tomar las medidas que estime necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros dejen de cumplir en cualquier forma las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o de que las reservas por ellos formuladas perjudiquen a sus servicios de telecomunicaciones o den lugar a un aumento en la contribución de Iraq para el pago de los gastos de la Unión.

### LXVII

#### *De la República Togolesa*

La Delegación de la República Togolesa reserva para su Gobierno el derecho de tomar las medidas que juzgue oportunas, en el caso de que un país no respete las disposiciones del presente Convenio, o si las reservas formuladas por otros Miembros durante la Conferencia de Plenipotenciarios (Málaga-Torremolinos, 1973) o en el



momento de la firma o de la adhesión causaran perjuicio a sus servicios de telecomunicaciones o un aumento que estimase demasiado importante de su contribución para el pago de los gastos de la Unión.

#### LXVIII

##### *De la República de Dahomey*

La Delegación de la República de Dahomey reserva para su Gobierno el derecho de:

1. No aceptar ninguna medida financiera que pueda entrañar un aumento de su contribución a la Unión;
2. De tomar todas las medidas que juzgue necesario para proteger sus servicios de telecomunicaciones en el caso de que otros países Miembros no cumplan las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973).

#### LXIX

##### *De la República Popular del Congo*

La Delegación de la República Popular del Congo en la Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) declara, en nombre de su Gobierno revolucionario y popular, que no reconoce ningún valor jurídico ni moral a la firma de las Actas finales por parte de la Delegación del régimen reaccionario de Lon Nol. Sólo los representantes del Gobierno Real de la Unidad Nacional de Kampuchea están capacitados para firmar, en nombre de Cambodia, las Actas finales de la presente Conferencia.

#### LXX

##### *De Papua Nueva Guinea*

Papua Nueva Guinea se reserva el derecho de tomar todas las medidas que estime necesarias para proteger sus intereses en el caso de que ciertos Miembros no contribuyan a sufragar los gastos de la Unión o no cumplan de cualquier otro modo las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), sus Anexos o los Protocolos adjuntos al mismo, o si las reservas de otros países causan perjuicio a sus servicios de telecomunicaciones.

#### LXXI

##### *De la República de El Salvador*

La Delegación de El Salvador reserva para su Gobierno el derecho de formular cualquier declaración o reserva mientras se ratifica el Convenio de Torremolinos, España, y declara que no acepta cualquier consecuencia derivada de reservas de otros países que incidan negativamente en los intereses de su propio país.

#### LXXII

##### *Del Estado de Israel*

Como las declaraciones hechas por las Delegaciones de Argelia (República Argelina Democrática y Popular), Reino de Arabia Saudita, República Arabe de Egipto, Emiratos Arabes Unidos, República de Iraq, Estado de Kuwait, Líbano, República Arabe Libia, Malasia, Reino de Marruecos, República Islámica de Mauri-

tania, Sultanía de Omán, Pakistán, República Democrática Somalí, República Democrática del Sudán, Túnez, República Arabe del Yemen y República Democrática Popular del Yemen están en flagrante contradicción con los principios y fines de la Unión Internacional de Telecomunicaciones, y carecen, en consecuencia, de toda validez jurídica, el Gobierno de Israel desea dejar constancia de que rechaza abiertamente tales declaraciones y que las considerará sin valor alguno en lo que concierne a los derechos y deberes de cualquier Estado Miembro de la Unión Internacional de Telecomunicaciones.

El Gobierno de Israel hará valer, en todo caso, su derecho a proteger sus intereses si los Gobiernos de Argelia (República Argelina Democrática y Popular), Reino de Arabia Saudita, República Arabe de Egipto, Emiratos Arabes Unidos, República de Iraq, Estado de Kuwait, Líbano, República Arabe Libia, Malasia, Reino de Marruecos, República Islámica de Mauritania, Sultanía de Omán, Pakistán, República Democrática Somalí, República Democrática del Sudán, Túnez, República Arabe del Yemen y República Democrática Popular del Yemen violaran en cualquier forma que sea las disposiciones del Convenio, los Anexos y Protocolos o Reglamentos adjuntos al mismo.

### LXXIII

#### *De la República de Corea*

La Delegación de la República de Corea, en nombre de su Gobierno:

1. Declara que toda reserva o declaración que exprese duda o impugnación de la validez de su representación de la República de Corea en la Unión Internacional de Telecomunicaciones o en esta Conferencia de Plenipotenciarios, carece por completo de fundamento y de efectos jurídicos; y
2. Se reserva el derecho de tomar toda medida que estime necesaria para proteger sus intereses en el caso de que ciertos Miembros no contribuyan al pago de los gastos de la Unión o no cumplan en cualquier otra forma las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o de sus Anexos o los Protocolos adjuntos al mismo, o si las reservas formuladas por otros países causan perjuicio a sus servicios de telecomunicaciones.

### LXXIV

#### *De Bélgica*

La Delegación de Bélgica reserva para su Gobierno el derecho de tomar toda medida que estime necesaria para proteger sus intereses en el caso de que ciertos Miembros no contribuyan a sufragar los gastos de la Unión o no cumplan en cualquier otra forma las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), sus Anexos o los Protocolos adjuntos al mismo, o cuando las reservas formuladas por otros países puedan entrañar un aumento de su contribución para el pago de los gastos de la Unión o, por último, cuando las reservas formuladas por otros países estorben el buen funcionamiento de sus servicios de telecomunicaciones.

### LXXV

#### *De la República Arabe Libia*

La Delegación de la República Arabe Libia reserva para su Gobierno el derecho de aceptar o rechazar las consecuencias de cualquier reserva formulada por otros

países que pueda entrañar un aumento de su contribución para el pago de los gastos de la Unión, y de tomar todas las medidas que estime necesarias para proteger sus intereses si un Miembro o Miembro asociado incumple en alguna forma las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o de sus Reglamentos.

#### LXXVI

##### *De la República Gabonesa*

Al firmar el Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), la Delegación de la República Gabonesa reserva para su Gobierno el derecho de tomar todas las medidas que estime necesarias para proteger sus intereses en el caso de que las reservas formuladas por otros Gobiernos entrañen un aumento de su contribución para el pago de los gastos de la Unión y causen perjuicio a sus servicios de telecomunicaciones.

#### LXXVII

##### *De la República de Alto Volta*

La Delegación de la República de Alto Volta en la Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) reserva para su Gobierno el derecho de rechazar toda medida financiera que aumente su contribución al pago de los gastos de la Unión y, además, de tomar las medidas que juzgue necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros no cumplan las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), de sus Anexos o de los Reglamentos adjuntos al mismo.

#### LXXVIII

##### *De la República del Malí*

La Delegación de la República del Malí ante la Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones declara no aceptar ningún aumento de su contribución al presupuesto de la Unión que se deba a que cualquier otro Miembro deje de pagar sus contribuciones y otros gastos conexos.

Se reserva, además, para su Gobierno el derecho de tomar cuantas medidas juzgue oportunas para proteger sus intereses en materia de telecomunicaciones si cualquier Miembro de la Unión no respeta el Convenio de Málaga-Torremolinos, 1973.

#### LXXIX

##### *De Nepal*

La Delegación de Nepal reserva para su Gobierno el derecho de tomar toda medida que estime necesaria para proteger sus intereses en el caso de que la cuantía de su contribución anual aumente por cualquier razón que fuere.

#### LXXX

##### *De los Emiratos Arabes Unidos*

La Delegación de los Emiratos Arabes Unidos declara que su Gobierno se reserva el derecho de tomar las medidas que estime necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros dejen de cumplir en cualquier forma las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), o

de que las reservas por ellos formuladas perjudiquen a sus servicios de telecomunicaciones o den lugar a un aumento de la contribución de los Emiratos Arabes Unidos para el pago de los gastos de la Unión.

#### LXXXI

##### *De la República Oriental del Uruguay*

Al firmar el presente Convenio, la Delegación de la República Oriental del Uruguay declara que su Gobierno se reserva el derecho de adoptar las medidas que considere necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros no cumplan las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o de sus Anexos o Protocolos adjuntos, o cuando las reservas formuladas por otros países puedan perjudicar a los servicios de telecomunicaciones de la República Oriental del Uruguay.

#### LXXXII

##### *De la República de Bolivia*

Al firmar el presente Convenio, la Delegación de la República de Bolivia declara que su Gobierno se reserva el derecho de adoptar las medidas que considere necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros no cumplan las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o de sus Anexos o Protocolos adjuntos, o cuando las reservas formuladas por otros países puedan perjudicar a los intereses de la República de Bolivia, en especial a los servicios de telecomunicaciones.

Asimismo, declara que su Gobierno mantiene el derecho de formular cualquier reserva hasta el momento en que ratifique el Convenio.

#### LXXXIII

##### *De la República del Senegal*

La Delegación de la República del Senegal declara en nombre de su Gobierno, que no acepta ninguna consecuencia de las reservas formuladas por otros Gobiernos en la presente Conferencia que originen un aumento de su contribución al pago de los gastos de la Unión.

Por otra parte, la República del Senegal se reserva el derecho de tomar todas las medidas que juzgue útiles para salvaguardar sus intereses, en caso de que las reservas hechas por otros países o el incumplimiento del Convenio comprometan el buen funcionamiento de sus servicios de telecomunicaciones.

#### LXXXIV

##### *De la República Argentina*

#### A

La Delegación de la República Argentina reserva para su Gobierno el derecho:

1. De no aceptar ninguna medida financiera que pueda entrañar un aumento de su contribución;
2. De tomar todas las medidas que estime oportuno para proteger sus servicios de telecomunicaciones en el caso de que países Miembros no observen las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973).

## B

La Delegación de la República Argentina reserva el derecho de su Gobierno para formular las reservas que estime oportuno a los textos que se incluyen en el Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos 1973), que afecten directa o indirectamente a su soberanía.

## LXXXV

*De la República de Guinea*

La Delegación de la República de Guinea reserva para su Gobierno el derecho de tomar todas las medidas que juzgue necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros no cumplan del modo que fuere las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), o si las reservas formuladas por otros países causan perjuicio a sus servicios de telecomunicaciones, de aceptar o no las consecuencias financieras a que puedan dar lugar tales reservas.

## LXXXVI

*De España*

La Delegación de España declara, en nombre de su Gobierno, que para él la palabra "país" usada en el preámbulo, artículo 1º, y otros del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), es sinónima del término "Estado soberano", teniendo el mismo valor, alcance y contenido jurídico-político que éste.

## LXXXVII

*De la República Argentina*

Al firmar este Convenio, la Delegación de la República Argentina declara, en nombre de su Gobierno, que toda referencia en el Protocolo final del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o en cualquier otro documento de la Conferencia a las Islas Malvinas, Islas Georgias del Sur y Sandwich del Sur, bajo la errónea denominación de "Dependencias Islas Falkland", en nada afecta los imprescriptibles e inalienables derechos soberanos de que es titular la República Argentina sobre las mismas. La ocupación que detenta el Reino Unido, de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, en virtud de un acto de fuerza jamás aceptado por la República, llevó a que la Organización de las Naciones Unidas, mediante la Resolución Nº 2065 (XX) invitase a ambas partes a encontrar una solución pacífica acerca de la disputa de soberanía sobre dichas Islas.

Cabe señalar, por otra parte, que toda referencia en los mismos documentos al llamado "Territorio Antártico Británico" en nada afecta los derechos de la República en el Sector Antártico Argentino y que aquella mención se encuentra comprendida en el artículo IV del Tratado Antártico suscrito en Washington el 1º de diciembre de 1959 y del que son signatarios la República Argentina y el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte.

## LXXXVIII

*De Argelia (República Argelina Democrática y Popular)*

La Delegación de la República Argelina Democrática y Popular ante la Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones

(Málaga-Torremolinos, 1973) reserva para su Gobierno el derecho de tomar cuantas medidas considere oportunas para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros no cumplan las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o de que las reservas formuladas por otros Miembros comprometan sus servicios de telecomunicaciones o entrañen un aumento de su contribución al pago de los gastos de la Unión.

#### LXXXIX

##### *De Perú*

La Delegación del Perú declara que el Estado peruano no se sentirá obligado, bajo ninguna circunstancia, por las disposiciones del Convenio relativas al arbitraje entre los Miembros de la Unión para la solución de diferencias.

La Delegación del Perú, igualmente, reserva para su Gobierno el derecho de:

1. Adoptar las medidas que juzgue necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros de la Unión dejen de cumplir de algún modo las disposiciones del Convenio o sus Reglamentos, o de que las reservas que formulen dichos Miembros causaran perjuicios a los servicios de telecomunicaciones del Perú;
2. Aceptar o no las consecuencias de las reservas que pudieran entrañar un aumento de su cuota contributiva para los gastos de la Unión;
3. Aceptar o no todas o algunas de las disposiciones de los Reglamentos Administrativos Telegráfico, Telefónico, de Radiocomunicaciones y Adicional de Radiocomunicaciones mencionados en el Convenio.

#### XC

##### *De Irán*

La Delegación de Irán reserva para su Gobierno el derecho de tomar cuantas medidas considere necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros no contribuyan al pago de los gastos de la Unión respecto de las deudas existentes y sus intereses y respecto de futuras suscripciones o de que incumplan de cualquier otra forma las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), de sus Anexos, Protocolos o del Reglamento adjuntos al mismo, o si las reservas formuladas por otros países perjudican a sus servicios de telecomunicaciones.

#### XCI

*De la República Socialista Soviética de Bielorrusia, la República Popular de Bulgaria, Cuba, la República Popular Húngara, la República Popular de Mongolia, la República Popular de Polonia, la República Democrática Alemana, la República Socialista Soviética de Ucrania, la República Socialista de Rumania, la República Socialista Checoslovaca y la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas*

Las Delegaciones de los países mencionados consideran que las disposiciones del número 5, punto c), del Convenio de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) no concuerdan con el principio según el cual los tratados internacionales multilaterales cuyo objeto y propósito interesan a toda la comunidad internacional, como sucede con las telecomunicaciones (véase el artículo 4 de dicho Convenio), deben estar abiertos a la participación universal.

## XCII

*De la República de Filipinas*

La Delegación de la República de Filipinas reserva para su Gobierno el derecho de tomar cuantas medidas considere oportunas para proteger sus intereses en el caso de que la falta de pago por otros Miembros de sus contribuciones a los gastos de la Unión ocasione un aumento de su contribución, o si las reservas formuladas por otros países producen cualquier consecuencia que afecte de modo adverso los intereses de Filipinas.

## XCIII

*De la República Federal de Alemania*

La Delegación de la República Federal de Alemania reserva para su Gobierno el derecho de adoptar las medidas que considere necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros no contribuyan al pago de los gastos de la Unión, o no cumplan las disposiciones del presente Convenio o de sus Anexos o Protocolos adjuntos, o cuando las reservas formuladas por otros países puedan originar un aumento de su contribución para el pago de los gastos de la Unión o causar perjuicio a sus servicios de telecomunicación. En el caso de que se carguen al presupuesto ordinario de la Unión gastos para fines de cooperación técnica, esta Delegación reserva también para su Gobierno el derecho de tomar las medidas consiguientes necesarias.

## XCIV

*De Francia*

La Delegación francesa reserva para su Gobierno el derecho de adoptar todas las medidas que considere necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros no contribuyan al pago de los gastos de la Unión, o dejen de cualquier otro modo de cumplir las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), o de sus Anexos o Protocolos adjuntos, o cuando las reservas formuladas por otros países causen perjuicio al buen funcionamiento de sus servicios de telecomunicaciones.

## XCV

*De Mónaco*

La Delegación de Mónaco reserva para su Gobierno el derecho de adoptar las medidas que considere necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros no contribuyan al pago de los gastos de la Unión, o no cumplan las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), de sus Anexos o Protocolos adjuntos, o cuando las reservas formuladas por otros Miembros causen perjuicio al funcionamiento eficaz de sus servicios de telecomunicaciones.

## XCVI

*De Austria, Luxemburgo y Reino de los Países Bajos*

Las Delegaciones de los países arriba mencionados reservan para sus Gobiernos el derecho de tomar toda medida que estimen necesaria para proteger sus intereses en el caso de que ciertos Miembros no contribuyan a sufragar los gastos de la Unión o no cumplan en cualquier otra forma las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), sus Anexos o los Protocolos

adjuntos al mismo, o cuando las reservas formuladas por otros países puedan entrañar un aumento de su contribución para el pago de los gastos de la Unión o, por último, cuando las reservas formuladas por otros países estorben el buen funcionamiento de sus servicios de telecomunicaciones.

#### XCVII

##### *De la República Socialista Federativa de Yugoslavia*

La Delegación de la República Socialista Federativa de Yugoslavia reserva para su Gobierno el derecho:

1. De tomar las medidas que considere necesarias para proteger los intereses de sus telecomunicaciones, en el caso de que otros Miembros no cumplan las disposiciones del presente Convenio, o si las reservas formuladas por otros países causen perjuicio al buen funcionamiento de sus servicios de telecomunicaciones;
2. De tomar las medidas que considere necesarias para proteger sus intereses en el caso de que otros Miembros no contribuyan al pago de los gastos de la Unión, o si las reservas formuladas por otros países puedan dar lugar a un aumento de su contribución para el pago de los gastos de la Unión.

#### XCVIII

##### *De la Confederación Suiza y el Principado de Liechtenstein*

Las delegaciones de los países arriba mencionados reservan para sus Gobiernos respectivos el derecho de adoptar las medidas necesarias para proteger sus intereses en el caso de que reservas depositadas u otras medidas tomadas hubieran de causar perjuicio al buen funcionamiento de sus servicios de telecomunicaciones o dar lugar a un aumento de sus contribuciones para el pago de los gastos de la Unión.

#### XCIX

##### *Del Estado de Israel*

El Estado de Israel se reserva su posición por lo que respecta a la Resolución Nº 48, en razón de los siguientes hechos:

1. La Resolución estaba basada en burdas acusaciones de países enemigos acérrimos sin que se presentara a la Conferencia ni el más pequeño atisbo de prueba.
2. El proyecto de Resolución se examinó el sábado, 20 de octubre, en medio de discursos inflamatorios, disparatadas acusaciones y ocultas amenazas, todo ello el día del sábado en que los acusadores estaban bien seguros de la ausencia del único representante de Israel por motivos religiosos. Se consiguió así que Israel pareciera admitir esas infundadas acusaciones porque no pidió la palabra para rebatirlas. En realidad, Israel está informada de que esto es lo que se dijo durante el debate y a lo que alude Malasia en el Documento número 341.
3. El día anterior se habían explicado claramente al Presidente las razones religiosas, causa de la ausencia del representante de Israel; el Presidente prometió solemnemente que si el sábado hubiera de suscitarse cualquier cuestión de interés para Israel, haría todo lo que estuviera en su poder para aplazar su examen, al objeto de permitir a la Delegación de Israel ejercer su derecho de exponer sus puntos de vista (véase el número 670 del Convenio, Montreux 1965) que, en relación con las atribuciones del Presidente de la Conferencia, dice lo siguiente:

“Protegerá el derecho de las delegaciones a expresar libre y plenamente su opinión sobre la materia en debate.”



4. Como no se hizo así, la Delegación de Israel, ajustándose al procedimiento prescrito y con motivo de la primera lectura del proyecto de Resolución en la Asamblea Plenaria de 22 de octubre de 1973, expuso en su declaración los hechos pertinentes y solicitó oficialmente que se rechazara el proyecto de Resolución, de conformidad con el número 692 del Convenio. El Presidente se negó a proceder a votación durante la lectura del proyecto y rechazó como improcedente la petición del delegado de Israel, en contradicción con lo dispuesto en el Convenio y con la práctica común. Es más, las delegaciones reunidas han perdido de esta forma la oportunidad de proceder a una votación sobre este asunto, tras escuchar a ambas partes.

5. En la declaración presentada en la Sesión Plenaria de 22 de octubre de 1973 y que se reprodujo in extenso en el acta de esa sesión, Israel expuso, entre otras cosas, lo siguiente:

a) El mismo día en que se denunció el sabotaje de los cables submarinos de Beirut, el portavoz de Israel negó oficialmente toda responsabilidad en este suceso.

b) El cable pertenece en gran parte a compañías europeas y estadounidenses, cuya simpatía y comprensión busca Israel. ¿Por qué desearía Israel enajenarse esa simpatía y dañar la propiedad de naciones amigas?

c) ¿Por qué además, si Israel deseara llevar a cabo tal acción, lo haría tan cerca de la costa donde la detección sería fácil y la reparación relativamente sencilla?

d) En este caso, al igual que en ocasiones anteriores, se han llevado a cabo actos de sabotaje desde el interior. No sería la primera vez que se dañan oleoductos, se invaden embajadas de Estados árabes, se asesina a altos funcionarios de Estados árabes, se raptan aviones y se toman rehenes. En todos estos casos se trataba de una facción dentro de los Estados árabes en lucha contra otra. También en esta ocasión los hechos se prestan a una interpretación semejante. Grupos árabes disidentes operan en Líbano. En estos mismos días, uno de estos grupos tomó en Beirut como rehenes a unos 50 habitantes inocentes de la ciudad y jugó con sus vidas. Estos grupos tienen la habilidad mínima necesaria para manejar explosivos y llevar a cabo este tipo de sabotaje y los medios para llegar a los puntos donde el supuesto atentado tuvo lugar. De un solo golpe pueden vengarse de las injusticias, reales o imaginarias, y, dado el clima existente, echar la culpa a Israel.

e) Quedó entendido que, cuando Líbano informó por primera vez de la ruptura del cable y pidió a ITALCABLE ayuda para restaurar el servicio por rutas diferentes, se calificó la ruptura del cable de sabotaje. Sólo más tarde se les ocurrió que este incidente podría utilizarse con fines de propaganda.

En vista de todo lo anterior, el Estado de Israel considera la llamada Resolución Nº 48 ilegal y su anexión al Convenio improcedente; estima, además, que carece de todo significado o efecto.

El Estado de Israel confía en que los Miembros de la Unión que tengan claridad de juicio compartan esta opinión y consideren la pretendida Resolución en consecuencia.

## C

### *De Dinamarca, Finlandia, Islandia, Noruega y Suecia*

Las Delegaciones de los países arriba mencionados reservan para sus Gobiernos el derecho de tomar las medidas que consideren apropiadas para proteger sus intereses en caso de que algunos Miembros de la Unión no paguen sus contribuciones para los gastos de la Unión, o de que cualquier Miembro deje de cumplir de otro

modo las disposiciones del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), de sus Anexos o de los Protocolos adjuntos al mismo, o si las reservas formuladas por otros países perjudicaran a sus servicios de telecomunicaciones.

## CI

### *De Italia*

1. La Delegación de Italia reserva para su Gobierno el derecho de adoptar las medidas que estime necesarias para proteger sus intereses en el caso de que algunos Miembros no paguen su contribución para los gastos de la Unión, o dejen de cumplir de otro modo las disposiciones de este Convenio, de sus Anexos o de los Protocolos adjuntos al mismo; o si las reservas formuladas por otros países ocasionaran un aumento de su contribución para los gastos de la Unión o perjudicaran sus servicios de telecomunicaciones. Esta Delegación también reserva para su Gobierno el derecho de adoptar las medidas apropiadas en caso de que se imputen al presupuesto ordinario de la Unión gastos para fines de cooperación técnica.

2. Italia se reserva el derecho de no participar en el pago de los gastos suplementarios en que pueda incurrir la Unión Internacional de Telecomunicaciones en futuras Conferencias de Plenipotenciarios o administrativas como consecuencia de la adopción de un sexto idioma de interpretación en virtud de la Resolución N<sup>o</sup> 39 votada por la actual Conferencia de Plenipotenciarios.

## CII

### *Del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte*

#### A

La Delegación del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte queda enterada de la declaración de la Delegación de Chile con respecto a los territorios antárticos. Por si con ello pudiera pretenderse aludir al territorio británico del Antártico, el Gobierno de Su Majestad del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte no abraiga duda alguna en cuanto a su soberanía sobre dicho territorio británico del Antártico.

#### B

La Delegación del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte declara que no acepta lo dicho por la Delegación argentina en su declaración, por cuanto con ello pone en tela de juicio la soberanía del Gobierno de Su Majestad del Reino Unido sobre las Islas Falkland y las Dependencias de las Islas Falkland y sobre el Territorio Británico del Antártico, y desea reservar formalmente los derechos del Gobierno de Su Majestad sobre esta cuestión. Las Islas Falkland y las Dependencias de las Islas Falkland y también el Territorio Británico del Antártico son y seguirán siendo parte integrante de los territorios de cuyas relaciones internacionales es responsable el Gobierno del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte.

La Delegación del Reino Unido no puede aceptar tampoco la afirmación de la Delegación argentina de ser errónea la denominación "Dependencias de las Islas Falkland" ni, en cuanto ello se refiera a la denominación de "Islas Falkland", que esta denominación sea errónea. Además, la Delegación del Reino Unido no puede aceptar la opinión de la Delegación argentina de que el término "Malvinas" debe utilizarse en relación con el nombre de las Islas Falkland y de las Dependencias de las Islas Falkland. La decisión del Comité Especial de las Naciones Unidas de añadir "Malvi-

nas” después de ese nombre, se refiere únicamente a los documentos del Comité Especial de las Naciones Unidas sobre la situación en lo que respecta a la aplicación de la Declaración sobre la concesión de la independencia a los países y pueblos coloniales, y no ha sido adoptada por las Naciones Unidas para todos los documentos de las Naciones Unidas. Por lo tanto, ello no afecta, en modo alguno, al Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) ni a sus Anexos, ni a cualesquiera otros documentos publicados por la Unión Internacional de Telecomunicaciones.

En lo que concierne a la Resolución N<sup>o</sup> 2065 (XX) de las Naciones Unidas, la Delegación del Reino Unido no acepta los motivos de esa Resolución expuestos por la Delegación argentina.

La Delegación del Reino Unido toma nota de la referencia de la Delegación argentina al artículo IV del Tratado del Antártico firmado en Washington el 1<sup>o</sup> de diciembre de 1959, pero desea declarar que ese artículo no apoya ni niega en forma alguna el dominio o la soberanía de ninguna potencia particular sobre ningún territorio antártico. El Gobierno de Su Majestad no tiene duda alguna acerca de la soberanía del Reino Unido sobre el Territorio Británico del Antártico.

### CIII

#### *De la República de Panamá*

La Delegación de la República de Panamá declara que no acepta declaración alguna presentada por cualquier país en el Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) ni en ningún otro documento que afecte a sus derechos soberanos sobre la zona del Canal de Panamá.

### CIV

#### *De la República Socialista de Rumania*

En el momento de firmar el Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) la Delegación rumana declara que el mantenimiento del estado de dependencia de ciertos territorios, a los que se refieren las disposiciones del Protocolo adicional III, no es conforme a los documentos aprobados por las Naciones Unidas sobre la concesión de independencia a los países y pueblos coloniales, incluida la declaración relativa a los principios de derecho internacional que deben regir las relaciones amistosas y la cooperación entre Estados, de conformidad con la Carta de Naciones Unidas, declaración que fue aprobada por unanimidad por la Resolución N<sup>o</sup> 2625 (XXV) de la Asamblea General de las Naciones Unidas del 24 de octubre de 1970 y que proclama solemnemente la obligación de los Estados de favorecer el cumplimiento del principio de la igualdad de derechos de los pueblos y de su derecho a disponer de sí mismos, con el objeto de poner fin sin demora al colonialismo.

### CV

#### *Presidente de la Conferencia*

El Presidente de la Conferencia deplora los términos de la declaración de Israel en la Conferencia de Plenipotenciarios de Málaga-Torremolinos 1973, inserta en su Protocolo final, en la que se formula comentarios sobre la aplicación del Reglamento interno de las Conferencias, que forma parte del Reglamento General anexo al Convenio de Montreux, 1965.

El número 670 de dicho Convenio señala, efectivamente, que el Presidente de la Conferencia “protegerá el derecho de las delegaciones a expresar libre y plenamente su opinión sobre la materia en debate”. Resulta obvio señalar que se alude a delegaciones “presentes” en tal debate, caso que no era el de la Delegación de Israel que, por motivos religiosos, dignos del mayor respeto, no asistió a la Sesión Plenaria el sábado 20 de octubre, pese a los indicios que hacían suponer, desde la víspera, que sería debatido en ella el proyecto de resolución incluido en el Documento N° 326, presentado por la Delegación del Líbano. Ha de añadirse a este respecto que en la entrevista celebrada el viernes 19 de octubre con el Sr. Sakked, delegado de Israel, el Presidente no pudo ofrecer garantía alguna en cuanto a la obtención de un aplazamiento del debate sobre dicho proyecto de resolución, sino simplemente intentar mediante diversas consultas, que realizó sin resultado, el que tal debate fuese demorado hasta el lunes 22.

En la Sesión Plenaria del lunes 22, el delegado de Israel, en trámite de primera lectura del texto de la Resolución N° 48 propuesta por la Comisión de Redacción e incluida en el Documento N° 351, solicitó someter nuevamente a votación el contenido de la misma, pretendiendo amparar dicha petición en el número 692 del Convenio de Montreux.

La interpretación del Presidente fue que lo que se sometía al Pleno era el texto de la resolución, previamente a su consideración como definitivo, de conformidad con el número 763 de dicho Convenio, pero no el fondo del asunto, el cual había quedado zanjado en la sesión del sábado 20 de octubre en votación nominal, con el resultado de 64 votos a favor, 3 en contra y 46 abstenciones.

La decisión del Presidente se mantuvo al amparo del número 697 del Convenio de Montreux (1965).

EN FE DE LO CUAL, los plenipotenciarios respectivos firman el presente Protocolo final en cada uno de los idiomas chino, español, francés, inglés y ruso, en la inteligencia de que, en caso de desacuerdo, el texto francés hará fe; este ejemplar quedará depositado en los archivos de la Unión Internacional de Telecomunicaciones, la cual remitirá una copia del mismo a cada uno de los países signatarios.

En Málaga-Torremolinos, a 25 de octubre de 1973.

*Las firmas que siguen son las mismas que las del Convenio.*

## PROTOCOLOS ADICIONALES

### PROTOCOLO ADICIONAL I. GASTOS DE LA UNIÓN PARA EL PERIODO DE 1974 A 1979

1. Se autoriza al Consejo de Administración para establecer el presupuesto anual de la Unión de tal manera que los gastos anuales:

- Del Consejo de Administración,
- De la Secretaría General,
- De la Junta Internacional de Registro de Frecuencias,
- De las secretarías de los Comités consultivos internacionales,
- De los laboratorios e instalaciones técnicas de la Unión,

no rebasen, para los años 1974 y siguientes, hasta la próxima Conferencia de Plenipotenciarios, las sumas de:

- 35.000.000 francos suizos para el año 1974;
- 36.650.000 francos suizos para el año 1975;
- 36.600.000 francos suizos para el año 1976;
- 37.600.000 francos suizos para el año 1977;
- 38.800.000 francos suizos para el año 1978;
- 39.980.000 francos suizos para el año 1979.

Para los años siguientes a 1979, los presupuestos anuales no deberán exceder en más de un 3% anual la suma fijada para el año precedente.

2. El Consejo de Administración está facultado para rebasar los límites establecidos en el párrafo 1 para costear los gastos consiguientes a la eventual sustitución de miembros de la Junta Internacional de Registro de Frecuencias (véase la Resolución N<sup>o</sup> 3 de la presente Conferencia).

3. El Consejo de Administración podrá autorizar gastos para las conferencias a que se refiere el número 91 del Convenio, así como los gastos para las reuniones de los Comités consultivos internacionales.

3.1. Durante los años 1974 a 1979, el presupuesto aprobado por el Consejo de Administración, tomando en consideración eventualmente las disposiciones del punto siguiente, no rebasará las sumas indicadas a continuación:

- 6.600.000 francos suizos para el año 1974;
- 2.900.000 francos suizos para el año 1975;
- 11.000.000 francos suizos para el año 1976;
- 3.400.000 francos suizos para el año 1977;
- 3.000.000 francos suizos para el año 1978;
- 14.800.000 francos suizos para el año 1979;

3.2. Si *a*) la Conferencia de Plenipotenciarios, *b*) una conferencia administrativa mundial de radiocomunicaciones marítimas, *c*) una conferencia administrativa de radiocomunicaciones encargada de establecer un plan para el servicio de radiodifusión por satélite, *d*) una conferencia administrativa mundial de radiocomunicaciones del servicio móvil aeronáutico (R) o *e*) una conferencia administrativa mundial encargada de revisar los Reglamentos de Radiocomunicaciones no se reuniesen entre 1974 y 1979, el total de los créditos autorizados para esos años se reducirá en 3.800.000 francos suizos en el caso *a*), 3.124.000 francos suizos en el caso *b*), 3.200.000 francos suizos en el caso *c*), 1.950.000 francos suizos en el caso *d*) y 4.800.000 francos suizos en el caso *e*).

Si la Conferencia de Plenipotenciarios no se reuniese en 1979, el Consejo de Administración autorizará, año por año, para los años siguientes a 1979, los créditos que juzgue oportuno asignar para los gastos de las conferencias y reuniones mencionadas en el número 91 del Convenio, así como los gastos para las reuniones de los Comités consultivos internacionales.

3.3. El Consejo de Administración podrá autorizar que se excedan los límites de los gastos anuales fijados en el punto 3.1 si el excedente puede compensarse por sumas que se mantengan por debajo del tope de los gastos:

- Que hayan quedado disponibles el año anterior;
- Que se deduzcan de un año futuro.

4. El Consejo de Administración podrá rebasar los topes fijados en los puntos 1 y 3 y asignaciones, para tener en cuenta:

- 4.1. El aumento de la escala de sueldos, así como las contribuciones para pensiones, incluidos los ajustes por lugar de destino establecidos por las Naciones Unidas para su personal empleado en Ginebra; y
- 4.2. Las fluctuaciones en el tipo de cambio entre el franco suizo y el dólar de los Estados Unidos que tengan como consecuencia un aumento de los gastos de la Unión.

5. El Consejo de Administración tratará de efectuar el máximo de economías. A tal fin, establecerá anualmente el nivel de gastos más bajo posible que sea compatible con las necesidades de la Unión, dentro de los topes fijados en los puntos 1 y 3 y teniendo en cuenta, si ha lugar, el punto 4.

6. Si los créditos que puede autorizar el Consejo de Administración de acuerdo con lo dispuesto en los puntos 1 a 4 se revelan insuficientes para asegurar el buen funcionamiento de la Unión, el Consejo sólo podrá rebasar dichos créditos con la aprobación de la mayoría de los Miembros de la Unión, debidamente consultados. Las consultas deberán ir acompañadas de una exposición completa de las causas que justifiquen la petición.

7. Antes de examinar proposiciones que puedan tener repercusiones financieras, las conferencias administrativas mundiales y las Asambleas Plenarias de los Comités consultivos internacionales deberán realizar una estimación de los gastos suplementarios que de ellas pudieran derivarse.

8. No se tomará en cuenta ninguna decisión de las conferencias administrativas o de las Asambleas Plenarias de los Comités consultivos internacionales que entrañe un aumento directo o indirecto de los gastos por encima de los créditos de que el Consejo de Administración puede disponer de acuerdo con los puntos 1 a 4 o en las condiciones previstas en el punto 6.

#### PROTOCOLO ADICIONAL II. PROCEDIMIENTO QUE DEBEN SEGUIR LOS MIEMBROS PARA ELEGIR SU CLASE CONTRIBUTIVA

1. Los Miembros deberán notificar al Secretario General, antes del 1º de julio de 1974, la clase contributiva que elijan del cuadro contenido en el número 92 del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos 1973).

2. Los Miembros que el 1º de julio de 1974 no hubieren notificado su decisión, en aplicación de lo dispuesto en el apartado que precede, contribuirán según el número de unidades suscrito por ellos en el Convenio de Montreux (1965).

#### PROTOCOLO ADICIONAL III. MEDIDAS PARA QUE LAS NACIONES UNIDAS PUEDAN APLICAR EL CONVENIO EN EL CUMPLIMIENTO DE LAS FUNCIONES ENCOMENDADAS POR EL ARTÍCULO 75 DE LA CARTA DE LAS NACIONES UNIDAS

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) ha acordado que se apliquen las siguientes disposiciones, a fin de que las Naciones Unidas puedan seguir aplicando el Convenio internacional de telecomunicaciones, dada la decisión de la Conferencia de suprimir la categoría de Miembro asociado.

Se acuerda que, al entrar en vigor el Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), las Naciones Unidas puedan seguir aplicando,

como hasta ahora, el Convenio de Montreux (1965) cuando desempeñen las funciones encomendadas por el artículo 75 de la Carta de las Naciones Unidas. El Consejo de Administración de la Unión examinará cada caso particular.

#### PROTOCOLO ADICIONAL IV. MEDIDAS DESTINADAS A PROTEGER LOS DERECHOS DE PAPUA NUEVA GUINEA

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) acuerda que se apliquen temporalmente las siguientes disposiciones destinadas a proteger los derechos de Papua Nueva Guinea, dada la decisión de la Conferencia de suprimir la condición de Miembro asociado:

1. Cuando entre en vigor el Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), Papua Nueva Guinea conservará su estatuto actual de Miembro asociado y tendrá los derechos y obligaciones de los Miembros de la Unión, con excepción del derecho de voto en las conferencias y demás órganos de la Unión y el de presentar candidatos a la Junta Internacional de Registro de Frecuencias. Tampoco será eligeble para el Consejo de Administración.

2. Por consiguiente, este país podrá firmar y ratificar el Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973), en virtud de un estatuto especial comparable al de Miembro asociado definido en el Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Montreux, 1965). Posteriormente, su condición jurídica en relación con el Convenio de Málaga-Torremolinos será comparable a la de un Miembro asociado, con sus derechos y obligaciones, como si esa clase de Miembros hubiese sido mantenida en el nuevo Convenio. Subsistirá esa situación hasta que Papua Nueva Guinea sea Miembro de pleno derecho de la Unión, de conformidad con las disposiciones del Convenio de Málaga-Torremolinos.

#### PROTOCOLO ADICIONAL V. FECHA EN QUE EL SECRETARIO GENERAL Y EL VICESECRETARIO GENERAL TOMARÁN POSESIÓN DE SU CARGO

El Secretario General y el Vicesecretario General elegidos por la Conferencia de Plenipotenciarios (Málaga-Torremolinos, 1973), en las condiciones por ella fijadas, tomarán posesión de su cargo el 1º de enero de 1974.

#### PROTOCOLO ADICIONAL VI. DISPOSICIONES TRANSITORIAS

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) ha decidido que hasta la entrada en vigor del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) se apliquen provisionalmente las siguientes disposiciones:

1. El Consejo de Administración estará integrado por treinta y seis miembros, elegidos por la Conferencia de acuerdo con el procedimiento estipulado en el Convenio. El Consejo podrá reunirse inmediatamente después de elegido y ejecutar las tareas que en el Convenio se le confían.

2. El presidente y el vicepresidente que elija el Consejo de Administración en su primera reunión, permanecerán en funciones hasta la elección de sus sucesores, la cual tendrá lugar al inaugurarse la reunión anual del Consejo de Administración de 1975.

EN FE DE LO CUAL, los plenipotenciarios respectivos firman los presentes Protocolos adicionales en cada uno de los idiomas chino, español, francés, inglés y ruso, en la inteligencia de que, en caso de desacuerdo, el texto francés hará fe; este ejemplar quedará depositado en los archivos de la Unión Internacional de Telecomunicaciones, la cual remitirá una copia del mismo a cada uno de los países signatarios.

En Málaga-Torremolinos, a 25 de octubre de 1973.

*Las firmas que siguen son las mismas que las del Convenio.*

## RESOLUCIONES, RECOMENDACIONES, RUEGOS

### RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 1. ESTATUTOS Y REGLAMENTO APLICABLES A LOS FUNCIONARIOS DE ELECCIÓN DE LA UNIÓN

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando:

- a) Que el Consejo de Administración, en cumplimiento de las Resoluciones N<sup>os</sup> 1 y 4, adoptadas, respectivamente, por las Conferencias de Plenipotenciarios de Ginebra (1959) y Montreux (1965), ha establecido y modificado los Estatutos y Reglamento provisionales aplicables a los funcionarios de elección;
- b) Que las decisiones de la presente Conferencia llevan consigo cambios en dichos Estatutos y Reglamento provisionales;
- c) Que convendría dar carácter permanente a dichos Estatutos y Reglamento;

Encarga al Consejo de Administración que haga las revisiones y modificaciones necesarias en los Estatutos y Reglamento aplicables a los funcionarios de elección, teniendo en cuenta las decisiones de la presente Conferencia.

### RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 2. SUELDOS Y GASTOS DE REPRESENTACIÓN DE LOS FUNCIONARIOS DE ELECCIÓN

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Tomando nota de que, en cumplimiento de la Resolución N<sup>o</sup> 1 adoptada por la Conferencia de Plenipotenciarios (Montreux, 1965), los Miembros de la Unión han aprobado reajustes de los sueldos de los funcionarios de elección propuestos por el Consejo de Administración basándose en modificaciones introducidas en el sistema común de las Naciones Unidas y ello mediante un proceso de consulta costoso y que requiere cierto tiempo;

Reconociendo que los sueldos de los funcionarios de elección deben fijarse en un nivel adecuado por encima de los pagados al personal de nombramiento en el sistema común de las Naciones Unidas;

Resuelve que, a reserva de las medidas que pudiera proponer el Consejo de Administración a los Miembros de la Unión de acuerdo con las instrucciones que siguen, el Secretario General, el Vicesecretario General, los Directores de los Comités consultivos internacionales y los miembros de la Junta Internacional de Registro de Frecuencias reciban, con efecto desde el 1<sup>o</sup> de enero de 1974, sueldos fijados en los siguientes porcentajes del sueldo máximo pagado al personal de nombramiento:



Secretario General .....	124%
Vicesecretario General y Directores de los Comités consultivos .....	111%
Miembros de la I.F.R.B. ....	106%

Encarga al Consejo de Administración:

1. Que, de hacerse algún reajuste en la escala de sueldos del sistema común, apruebe las modificaciones necesarias de la cuantía de los sueldos resultantes de la aplicación de los porcentajes arriba mencionados;
2. Que, en el caso de que surgieran factores que, a su juicio, justificaran un cambio de los porcentajes mencionados, someta a la aprobación de la mayoría de los Miembros de la Unión porcentajes revisados con las motivaciones apropiadas;  
Resuelve, asimismo, que los gastos de representación se reembolsen contra presentación de las correspondientes facturas hasta los siguientes límites:

	<i>Franco suizo por año</i>
Secretario General .....	15.000
Vicesecretario General, Directores de los Comités consultivos .....	7.500
I.F.R.B. (para toda la Junta, a discreción del Presidente) .....	7.500

Encarga, asimismo, al Consejo de Administración que, si se produce un aumento notable del coste de la vida en Suiza, proponga a la aprobación de la mayoría de los Miembros de la Unión los oportunos reajustes de los límites mencionados.

### RESOLUCIÓN Nº 3. ELECCIÓN DE LOS MIEMBROS DE LA JUNTA INTERNACIONAL DE REGISTRO DE FRECUENCIAS (I.F.R.B.)

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando su decisión de que la elección de los miembros de la I.F.R.B. se efectúe en las Conferencias de Plenipotenciarios;

Teniendo en cuenta las disposiciones pertinentes del Convenio de Montreux (1965) y las dificultades prácticas que supondría celebrar esa elección durante la presente Conferencia de Plenipotenciarios;

Resuelve:

1. Que, para la aplicación de los números 57 y 58 del Convenio de Montreux, la Conferencia Administrativa Mundial de Radiocomunicaciones para el servicio móvil marítimo prevista para 1974, es una Conferencia Administrativa Mundial que se ocupa de cuestiones generales de radiocomunicaciones a los efectos de los números 172 y 175 del Convenio de Montreux sobre la elección de los miembros de la I.F.R.B.;
2. Que la elección de los miembros de la I.F.R.B. figure en el orden del día de esa Conferencia, de acuerdo con el número 57 del Convenio de Montreux;

Encarga al Secretario General que comunique lo antes posible a todas las administraciones esta Resolución y las invite a designar candidatos con tiempo suficiente para conocimiento de los Miembros y la presentación de candidaturas a la Conferencia Administrativa Mundial de Radiocomunicaciones para el servicio móvil marítimo prevista para 1974.

RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 4. NORMAS PARA LA DETERMINACIÓN DE CATEGORÍAS Y CLASIFICACIÓN DE EMPLEOS

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Tomando nota y aprobando las medidas adoptadas por el Consejo de Administración en cumplimiento de la Resolución N<sup>o</sup> 6 de la Conferencia de Plenipotenciarios (Montreux, 1965), que se consignan en su Informe;

Considerando que, habida cuenta de las necesidades de la Unión, hay que efectuar una clasificación adecuada de los empleos basada en un sistema eficaz de inspección de organización y métodos, en la adaptación permanente de las normas de clasificación a los principios generales aprobados para el Sistema Común de las Naciones Unidas, en la actualización de las descripciones de empleo, en la revisión periódica del plan de clasificación de los empleos y en un juicio independiente sobre la clasificación individual de los empleos;

Encarga al Consejo de Administración que tome las medidas que considere necesarias, sin incurrir en gastos injustificados, para asegurar el cumplimiento de los objetivos indicados.

RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 5. DISTRIBUCIÓN GEOGRÁFICA DEL PERSONAL DE LA UNIÓN

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando:

- a) Las disposiciones pertinentes del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973);
- b) Lo dispuesto en la Resolución N<sup>o</sup> 7 de la Conferencia de Plenipotenciarios (Montreux, 1965);
- c) La actual distribución geográfica del personal de la Unión; y
- d) La necesidad de seguir mejorando la distribución geográfica tanto en el plano general como con respecto a las regiones del mundo;

Resuelve reiterar los siguientes principios de la Resolución N<sup>o</sup> 7 de la Conferencia de Plenipotenciarios (Montreux, 1965):

1. Con el fin de mejorar la distribución geográfica del personal de nombramiento de grado P.1 y superiores:
  - 1.1. Por regla general, se anunciarán las vacantes de estos grados a las administraciones de todos los Miembros de la Unión, pero se obrará de modo que el personal de la U.I.T. en servicio siga gozando de posibilidades razonables de promoción;
  - 1.2. Al cubrir las vacantes por contratación internacional se dará preferencia, en igualdad de condiciones, a los candidatos de las regiones del mundo no representadas o insuficientemente representadas entre el personal de la Unión, y especialmente se procurará conseguir, al cubrir las vacantes de grado P.5 y superiores, una representación geográfica equitativa de las cinco Regiones de la Unión;

2. En lo que respecta a los grados G.1 a G.7:
  - 2.1. Los funcionarios se contratarán, en la medida de lo posible, entre personas residentes en Suiza o en territorio francés, dentro de un radio de veinticinco kilómetros de Ginebra;
  - 2.2. Excepcionalmente, cuando las vacantes de grado G.5 a G.7 se refieran a empleos de carácter técnico, se dará preferencia en primer lugar a la contratación sobre una base internacional;
  - 2.3. Cuando no sea posible efectuar la contratación de personal con las aptitudes requeridas en las condiciones estipuladas en el anterior punto 2.1, convendría que el Secretario General contratara funcionarios cuya residencia esté lo más próxima posible de Ginebra; si ello no fuera posible, notificará la vacante a todas las administraciones, teniendo en cuenta, al seleccionar al candidato, las incidencias económicas de la elección;
  - 2.4. El personal contratado en los grados G.1 a G.7 se considerará como internacional y tendrá derecho a los beneficios de esta clase de contratación previstos en el Reglamento del Personal, si es de nacionalidad distinta a la suiza o si ha sido contratado fuera de la zona definida en el anterior punto 2.1; y

Encarga al Consejo de Administración que siga la evolución de esta cuestión con miras a lograr una distribución geográfica más amplia y representativa.

#### RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 6. EMPLEOS DE PLANTILLA

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Después de tomar nota de:

- a) Las medidas adoptadas por el Consejo de Administración en cumplimiento de la Resolución N<sup>o</sup> 8 de la Conferencia de Plenipotenciarios (Montreux, 1965) y que se consignan en su Informe;
- b) La distribución actual de los empleos permanentes y de periodo fijo que figuran en la plantilla, así como la distribución de los contratos permanentes y de periodo fijo;
- c) El número considerable de contratos de corto periodo que se conceden cada año;  
Resuelve reiterar los principios generales recogidos en la Resolución N<sup>o</sup> 8 de la Conferencia de Plenipotenciarios de Montreux:
  1. Los trabajos de carácter permanente deben realizarlos funcionarios titulares de contratos permanentes;
  2. La plantilla debe reunir las condiciones de máxima estabilidad y de economía en lo que respecta a los efectivos de personal;

Encarga al Consejo de Administración que dé cumplimiento a las decisiones de la presente Conferencia en materia de personal, revise la plantilla y cree empleos permanentes para la ejecución de trabajos que compruebe son de carácter permanente.

#### RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 7. PERFECCIONAMIENTO PROFESIONAL DE LOS FUNCIONARIOS

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Después de tomar nota del punto 2.5.4.11 del Informe del Consejo de Administración relativo al perfeccionamiento profesional de los funcionarios de la U.I.T.;

Aprobando las medidas tomadas por el Consejo de Administración en relación con el perfeccionamiento profesional;

Encarga al Secretario General que aplique el "Reglamento para el perfeccionamiento profesional de los funcionarios de la U.I.T.";

Encarga al Consejo de Administración que siga examinando la cuestión y asigne los créditos oportunos a estos efectos.

**RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 8. PARTES CONTRIBUTIVAS PARA EL PAGO  
DE LOS GASTOS DE LA UNIÓN**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando:

a) El Informe del Consejo de Administración a la Conferencia de Plenipotenciarios (sección 2.5.5.5) y el informe especial del Consejo de Administración sobre las finanzas de la Unión, sometido a la Conferencia de Plenipotenciarios en cumplimiento de lo dispuesto en la Resolución N<sup>o</sup> 11 de la Conferencia de Montreux, 1965 (Documento N<sup>o</sup> 32);

b) El Documento N<sup>o</sup> 224, presentado por un grupo de Miembros que proponen la aplicación del sistema de contribuciones de las Naciones Unidas;

Consciente de la complejidad del problema que plantea el mejoramiento de la financiación de los gastos de la Unión y de la necesidad de encontrarle una solución justa;

Encarga al Consejo de Administración:

1. Que continúe el estudio de la cuestión y que busque una solución teniendo en cuenta las opiniones siguientes, expresadas en la presente Conferencia:

a) La ampliación de la escala de clases contributivas elegidas por cada Miembro, en el caso del principio de la libre elección;

b) La aplicación de un sistema de cálculo de las contribuciones basado en elementos y datos oficiales actualizados periódicamente (por ejemplo, el baremo de las Naciones Unidas, porcentaje en función del tráfico telefónico internacional de cada Miembro, número de teléfonos, producto nacional bruto);

2. Que presente a todos los Miembros el resultado de su estudio, por lo menos un año antes de la próxima Conferencia de Plenipotenciarios.

**RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 9. VERIFICACIÓN DE LAS CUENTAS DE LA UNIÓN**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando que la Inspección federal de finanzas de la Confederación Suiza ha verificado con sumo cuidado, competencia y precisión las cuentas de la Unión correspondientes a los años 1965 a 1972;

Expresa:

1. Su profundo agradecimiento al Gobierno de la Confederación Suiza;

2. La esperanza de que se renueven los acuerdos actuales en materia de verificación de cuentas de la Unión;

Encarga al Secretario General que ponga esta Resolución en conocimiento del Gobierno de la Confederación Suiza.

#### RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 10. LIQUIDACIÓN DE LAS CUENTAS ATRASADAS

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Vistos:

- a) El Informe del Consejo de Administración a la Conferencia de Plenipotenciarios, así como la documentación y los datos facilitados por el Secretario General;
- b) Las solicitudes presentadas por los Miembros de la Unión con cuentas atrasadas importantes;

Considerando que todos los Miembros están interesados en el saneamiento de las finanzas de la Unión,

Resuelve:

1. Que, desde el 1<sup>o</sup> de enero de 1973 dejen de ser gravados con intereses de mora las cuentas atrasadas de Bolivia, Chile, Costa Rica, República Dominicana, El Salvador, Haití, Perú, Uruguay y República Arabe del Yemen;
2. Que los intereses de mora adeudados por esos países en 31 de diciembre de 1972, es decir, 3.074.398,63 francos suizos, se transfieran a una cuenta especial de intereses y que el Consejo de Administración estudie el modo de liquidar estas cuentas;
3. Que el saldo de las cuentas adeudadas por esos países, que representan 6.302.918,23 francos suizos de contribuciones atrasadas y 259.703,70 francos suizos por el suministro de publicaciones, es decir, 6.562.621,93 francos suizos, se transfiera a una cuenta especial de atrasos que no devengará intereses; esta medida no libera, sin embargo, a estos nueve países del pago de sus atrasos por contribuciones y publicaciones;
4. Que, para aliviar en todo lo posible el peso de la deuda de esos países, sus contribuciones correspondientes a los años 1973 y 1974 se calculen, apartándose excepcionalmente de lo dispuesto en el número 218 del Convenio de Montreux (1965), según las nuevas clases contributivas por ellos eligidas, a saber:

Bolivia .....	½	unidad
Chile .....	1	unidad
Costa Rica .....	½	unidad
República Dominicana .....	½	unidad
El Salvador .....	½	unidad
Haití .....	½	unidad
Perú .....	1	unidad
Uruguay .....	½	unidad
República Arabe del Yemen .....	½	unidad

lo que significará en los años 1973 y 1974 una falta de ingresos correspondiente a 12 unidades contributivas, es decir, 811.200 francos suizos en 1973 y 906.000 francos suizos en 1974, sobre la base del presupuesto provisional aprobado por el Consejo de Administración en su 28<sup>a</sup> reunión, 1973;

- 4.1. En 1973 esta falta de ingresos podría compensarse en parte con las economías realizadas en los créditos asignados por el presupuesto o mediante una detracción de la cuenta de provisión de la Unión;
- 4.2. En 1974 la falta de ingresos se compensará con el aumento de la unidad contributiva definitiva que será fijada por el Consejo de Administración, después de haber examinado detenidamente todas las posibilidades de reducir los gastos de la Unión;
5. Que las disposiciones excepcionalmente tomadas con respecto a los nueve países considerados no pueden en modo alguno constituir un precedente;  
Encarga al Secretario General:
  1. Que negocie inmediatamente con las autoridades competentes de los países citados las modalidades del reembolso escalonado de su deuda, teniendo en cuenta sus posibilidades económicas y circunstancias particulares, así como los intereses de la Unión;
  2. Que informe cada año al Consejo de Administración acerca del progreso realizado por esos países en el reembolso de sus deudas;  
Invita al Consejo de Administración:
    1. A que tome las disposiciones pertinentes para aplicar la presente Resolución;
    2. A que informe a la próxima Conferencia de Plenipotenciarios de los resultados obtenidos en virtud de las presentes disposiciones.

#### RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 11. REAJUSTE DE LA CUENTA DE PROVISIÓN DE LA UNIÓN

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Visto el informe sobre las finanzas de la Unión presentado por el Consejo de Administración a la Conferencia de Plenipotenciarios;

Considerando:

- a) La necesidad de garantizar a la Unión una base financiera sólida;
- b) Que es indispensable que los Miembros y órganos de la Unión apliquen una estricta disciplina financiera;

Resuelve que, con objeto de mantener una liquidez suficiente evitando recurrir a empréstitos, se reajuste cada año el nivel de la cuenta de provisión de la Unión;

Encarga al Consejo de Administración que tome las disposiciones administrativas necesarias para cumplimentar la presente Resolución.

#### RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 12. FINANCIACIÓN DEL FONDO DE SOCORRO

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando la utilidad del Fondo de Socorro para ayudar a los funcionarios de la Unión en circunstancias penosas, y en particular para ayudar a los pensionistas afectados por las variaciones de los tipos de cambio;

Tomando nota de la necesidad de engrosar el Fondo de Socorro, tanto para reponer su capital como para formar una reserva con que atender a las necesidades futuras;

Pide al Consejo de Administración que tome las disposiciones necesarias para que se ingresen a tal fin en el Fondo de Socorro recursos procedentes de fuentes extra-presupuestarias.

**RESOLUCIÓN Nº 13. APROBACIÓN DE LAS CUENTAS DE LA UNIÓN CORRESPONDIENTES A LOS AÑOS 1965 A 1972**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando:

- a) Las disposiciones del número 38 del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Montreux, 1965);
- b) El Informe del Consejo de Administración a la Conferencia de Plenipotenciarios, el Documento Nº 31 relativo a la gestión financiera de la Unión correspondiente a los años 1965 a 1972 y el informe de la Comisión de Finanzas de la presente Conferencia (Documento Nº 221);

Resuelve aprobar definitivamente las cuentas de la Unión de los años 1965 a 1972.

**RESOLUCIÓN Nº 14. AYUDA DEL GOBIERNO DE LA CONFEDERACIÓN SUIZA EN MATERIA DE FINANZAS DE LA UNIÓN**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando que el Gobierno de la Confederación Suiza ha puesto fondos a disposición de la Unión en el transcurso de los años 1966, 1971, 1972 y 1973;

Expresa:

1. Al Gobierno de la Confederación Suiza su satisfacción por la ayuda generosa prestada en materia de finanzas;
2. Su esperanza de que se renueven los acuerdos en esta materia;

Encarga al Secretario General que ponga esta Resolución en conocimiento del Gobierno de la Confederación Suiza.

**RESOLUCIÓN Nº 15. CONTRIBUCIONES DE NICARAGUA CORRESPONDIENTES A 1973 Y 1974**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Después de examinar la solicitud presentada por el Gobierno de Nicaragua relativa a sus contribuciones correspondientes a los años 1973 y 1974;

Teniendo en cuenta:

- a) Que Nicaragua se ha visto muy duramente afectada por el seísmo que el 23 de diciembre de 1972 destruyó gran parte de la ciudad de Managua;
- b) Que Nicaragua ha pagado hasta ahora regularmente sus contribuciones a la Unión;
- c) Que se trata de un caso especial en el que debe manifestarse la solidaridad de los Miembros de la Unión;

Resuelve con carácter excepcional:

1. Exonerar a Nicaragua del pago de su contribución de una unidad para el año 1973;
2. Autorizar a Nicaragua a que reduzca a media unidad su contribución para el año 1974;

Toma nota de que a partir de 1975 Nicaragua volverá a contribuir a los gastos de la Unión en la clase de una unidad.

**RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 16. PARTICIPACIÓN DE LA UNIÓN EN EL PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL DESARROLLO (P.N.U.D.)**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Habiendo tomado nota del Informe del Consejo de Administración (Parte V y Anexo 13);

Habiendo aprobado las medidas adoptadas por el Consejo de Administración en cumplimiento de las Resoluciones N<sup>os</sup> 27 y 30 de la Conferencia de Plenipotenciarios (Montreux, 1965), relativas a la participación de la Unión en el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo;

Resuelve:

1. Que la Unión continúe participando plenamente en el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo en el marco del Convenio;
2. Que los gastos de los servicios administrativos y de ejecución resultantes de la participación de la Unión en el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo se incluyan en una partida separada del presupuesto de la Unión, en la inteligencia de que los pagos compensatorios del Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo figurarán en dicha partida del presupuesto como ingresos;
3. Que los verificadores de las cuentas de la Unión revisen todos los gastos e ingresos relacionados con la participación de la Unión en el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo;
4. Que el Consejo de Administración examine también dichos gastos y tome cuantas medidas juzgue apropiadas para que los fondos asignados en este concepto por el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo se empleen exclusivamente para pagar los gastos de los servicios de administración y de ejecución;

Encarga al Secretario General:

1. Que cada año presente al Consejo de Administración un informe detallado sobre la participación de la Unión en el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo;
2. Que someta al Consejo de Administración las recomendaciones que juzgue necesarias para mejorar la eficacia de dicha participación;

Encarga al Consejo de Administración que tome las medidas necesarias para asegurar la máxima eficacia de la participación de la Unión en el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo.

**RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 17. MEJORA DE LOS MEDIOS DE QUE DISPONE LA UNIÓN PARA PRESTAR ASISTENCIA TÉCNICA A LOS PAÍSES EN DESARROLLO**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),



Habiendo tomado nota del Informe del Consejo de Administración a la Conferencia de Plenipotenciarios y, en particular, la parte V;

Reconociendo la amplia asistencia prestada a los países en desarrollo mediante la participación de la Unión en el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo y en otras actividades conexas y la valiosa asistencia que significan los manuales y otros documentos preparados por los Comités consultivos internacionales y por la Junta Internacional de Registro de Frecuencias, así como el asesoramiento de esos organismos sobre temas específicos;

Considerando:

- a) Que todavía es preciso ampliar el volumen de la asistencia técnica de la Unión y mejorar su calidad;
- b) Que los países en desarrollo necesitan, en muchos casos, un asesoramiento sumamente especializado y que tal asesoramiento tienen que obtenerlo, a menudo, a corto plazo;
- c) Que los países en desarrollo pueden adquirir de los Comités consultivos internacionales, o a través de ellos, y de la Junta Internacional de Registro de Frecuencias, conocimientos y experiencias técnicos de gran valor;

Resuelve:

1. Mantener el grupo de ingenieros del Departamento de Cooperación Técnica: estos ingenieros estarán encargados de prestar asistencia a corto plazo a los países en desarrollo, bien por correspondencia, bien mediante misiones en los países solicitantes. Ayudarán con su asesoramiento y sus apreciaciones a los servicios responsables de la preparación y ejecución de los proyectos;
2. Que, en función de las necesidades, se proceda a la contratación de especialistas, por periodos no superiores a seis meses;

Encarga al Secretario General:

3. Que realice un estudio del personal necesario y, concretamente, de los efectivos, niveles de calificación y grados, sobre la base de descripciones de empleo precisas, correspondientes a las actividades de cooperación técnica y teniendo también en cuenta la necesidad de fijar los emolumentos a un nivel suficiente para atraer a personas calificadas;
4. Que presente al Consejo de Administración un informe sobre el particular que podrá ir acompañado de una comparación con la situación existente en los organismos similares a la Unión;
5. Que informe por separado al Consejo de Administración indicando:
  - Las especialidades requeridas en los ingenieros que forman parte del grupo mencionado en el punto 1;
  - Su apreciación cualitativa y cuantitativa de la asistencia técnica prestada y las dificultades que eventualmente hayan surgido para satisfacer las solicitudes de los países en desarrollo;

Encarga al Consejo de Administración:

6. Que tome las medidas pertinentes, en vista del informe del Secretario General a que se refiere el punto 4;
7. Que incluya en los presupuestos anuales de la Unión los créditos necesarios para el buen funcionamiento del grupo de ingenieros y una suma global correspondiente a la estimación de los gastos relacionados con los especialistas contratados por corto periodo a que se refiere el punto 2;

8. Que siga de cerca la evolución cuantitativa y cualitativa de las actividades de cooperación técnica de la Unión.

**RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 18. APLICACIÓN DE LA CIENCIA Y DE LA TECNOLOGÍA  
DE TELECOMUNICACIÓN EN BENEFICIO DE LOS PAÍSES EN DESARROLLO**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Visto lo dispuesto en las distintas resoluciones adoptadas por el Consejo Económico y Social y por la Asamblea General de las Naciones Unidas con objeto de acelerar la aplicación de la ciencia y de la tecnología en beneficio de los países en desarrollo;

Considerando que la Unión Internacional de Telecomunicaciones debe, en su propio sector, asociarse de todas las maneras posibles a los esfuerzos así emprendidos por las organizaciones del Sistema de las Naciones Unidas;

Encarga al Comité Consultivo Internacional de Radiocomunicaciones que active con carácter urgente el estudio de los problemas técnicos y de explotación con miras a establecer estaciones terrenas de pequeña capacidad y los correspondientes sistemas de satélites para satisfacer las urgentes necesidades de los países de menor desarrollo económico, lo que permitiría la conexión de esos países con la red internacional de telecomunicación mediante circuitos de gran calidad;

Encarga al Consejo de Administración que, dentro del límite de los recursos disponibles, tome las medidas necesarias para que la Unión:

1. Colabore, en la medida de lo posible, con los órganos competentes de las Naciones Unidas;
2. Contribuya lo más posible a acelerar la transferencia a los países en desarrollo, y la asimilación por éstos de los conocimientos científicos y de la experiencia técnica en telecomunicaciones disponibles en los países técnicamente más adelantados, mediante la publicación de manuales apropiados y otras medidas afines;
3. Tenga en cuenta la presente Resolución en sus actividades generales de cooperación técnica.

**RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 19. MEDIDAS ESPECIALES EN FAVOR DE LOS PAÍSES  
DE MENOR DESARROLLO RELATIVO**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Teniendo en cuenta la Resolución N<sup>o</sup> 2768 (XXVI) de la Asamblea General de las Naciones Unidas, de 18 de noviembre de 1971, en la que se identificaba a 25 países como integrantes del grupo de países de menor desarrollo relativo a los que hay que prestar particular atención, y la Resolución adoptada el 19 de mayo de 1972 en su tercer periodo de sesiones por la Conferencia de las Naciones Unidas sobre Comercio y Desarrollo sobre la asistencia financiera y técnica en favor de los países de referencia;

Reconociendo la importancia de las telecomunicaciones para el desarrollo de los países interesados;

Encarga al Secretario General:

1. Que examine la situación de los servicios de telecomunicaciones en los países identificados por las Naciones Unidas como de menor desarrollo relativo y que necesitan medidas especiales para el desarrollo de las telecomunicaciones;
2. Que presente un informe con sus conclusiones al Consejo de Administración;
3. Que proponga medidas de orden práctico para lograr verdaderos progresos y para prestar ayuda eficaz a dichos países, utilizando el Fondo Especial de la cooperación técnica de la Unión y recursos de otras procedencias;
4. Que presente un informe anual al respecto al Consejo de Administración;

Encarga al Consejo de Administración:

1. Que estudie el informe del Secretario General y tome las medidas oportunas para que la Unión siga manifestando plenamente su interés y colaborando activamente en el desarrollo de los servicios de telecomunicaciones de esos países;
2. Que asigne a tal efecto créditos con cargo al Fondo Especial de cooperación técnica de la Unión y de otras procedencias;
3. Que siga en todo momento la situación e informe al respecto a la próxima Conferencia de Plenipotenciarios.

**RESOLUCIÓN Nº 20. PROYECTOS MULTINACIONALES FINANCIADOS POR EL PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL DESARROLLO (P.N.U.D.) EN EL SECTOR DE LAS TELECOMUNICACIONES**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Poniendo de relieve que los servicios de telecomunicaciones tienen en su mayor parte un carácter multinacional y que las instalaciones técnicas y la capacitación de personal deben tener un nivel análogo en todos los países para el buen funcionamiento de los circuitos internacionales y para la administración del espectro de frecuencias radioeléctricas;

Reconociendo que en muchos de los países en desarrollo los recursos nacionales, en lo que respecta al equipo, la organización de la explotación y el personal nacional, no tienen todavía un nivel suficientemente elevado para asegurar servicios de telecomunicación de calidad aceptable y a tarifas razonables;

Estimando:

- Que todo país, independientemente de su nivel técnico y económico, debe disponer de un cierto número de instalaciones de telecomunicación para los servicios nacional e internacional que funcionen adecuadamente;
- Que el P.N.U.D. y, en particular, su programa multinacional son un medio útil para ayudar a los países en desarrollo a mejorar sus servicios de telecomunicación;

Expresando su satisfacción por la atención que el P.N.U.D. ha prestado a esta cuestión en algunas regiones, facilitando a la U.I.T. créditos para proyectos multinacionales de asistencia técnica en favor de los países en desarrollo;

Invita al P.N.U.D. a que estudie favorablemente un aumento de las asignaciones para proyectos multinacionales de la asistencia al sector de las telecomunicaciones, sobre todo en aquellas regiones donde los créditos actuales son relativamente bajos, con objeto de incrementar la asistencia técnica en este sector y contribuir así

considerablemente a acelerar el ritmo de integración y desarrollo previendo, si para ello fuera preciso, un aumento sobre el nivel establecido del 18 % de los créditos totales del P.N.U.D. para programas multinacionales;

Invita a las administraciones de los Miembros a que informen a la autoridad gubernamental encargada de coordinar la ayuda exterior recibida por sus países del contenido de la presente Resolución y a que encarezcan la importancia que la Conferencia le atribuye;

Invita a los Miembros que también forman parte del Consejo de Administración del P.N.U.D. a que tengan en cuenta la presente Resolución en dicho Consejo.

#### RESOLUCIÓN Nº 21. FONDO ESPECIAL DE COOPERACIÓN TÉCNICA

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Teniendo en cuenta lo dispuesto en el artículo 4 del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973);

Considerando:

- a) Que los países en desarrollo tienen a menudo necesidad de la asistencia de profesionales altamente calificados que colaboren con las administraciones durante cortos períodos para resolver problemas concretos y urgentes;
- b) Que hay limitaciones que impiden frecuentemente la concesión de una asistencia que se necesita con urgencia;
- c) Que para aportar una asistencia adecuada es necesario conocer de antemano los recursos que podrían ponerse a disposición de los países en el momento oportuno;
- d) Que, si bien es cierto que el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo pone recursos a disposición de los países, también es evidente que éstos se utilizan según un plan establecido con anticipación para un período de varios años y que a menudo no pueden atenderse las necesidades urgentes de asistencia del sector de telecomunicaciones debido a otras necesidades del país;
- e) Que organizaciones internacionales, como la Unión Postal Universal (U.P.U.), han reconocido reiteradamente la necesidad de crear un programa de asistencia mediante contribuciones voluntarias;
- f) Que las contribuciones voluntarias de países, empresas privadas de explotación reconocidas y organismos científicos e industriales pueden realizarse en metálico o en otra forma, quedando entendido que, en el caso de las empresas privadas de explotación reconocidas y de los organismos científicos o industriales, la contribución debe ser aprobada por la administración del país donante;

Resuelve constituir un fondo con contribuciones voluntarias en metálico o en cualquier otra forma para satisfacer las necesidades de los países en desarrollo que soliciten de la U.I.T. asistencia urgente;

Insta a los países Miembros a que faciliten los medios necesarios para satisfacer mejor las necesidades de los países en desarrollo;

Encarga al Secretario General:

1. Que prepare y someta a la aprobación del Consejo de Administración un reglamento para la administración del Fondo;

2. Que promueva y administre el Fondo de conformidad con el reglamento aprobado y que presente al Consejo de Administración un informe anual sobre la gestión de sus recursos;

Encarga al Consejo de Administración que tome las medidas necesarias para asegurar la buena gestión y el desarrollo del Fondo.

RESOLUCIÓN Nº 22. CONTRATACIÓN DE EXPERTOS PARA LOS PROYECTOS DE COOPERACIÓN TÉCNICA

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando:

- a) La importancia que reviste la contratación de expertos altamente calificados para las actividades de cooperación técnica de la Unión;
- b) Las dificultades con que se tropieza en la contratación;

Habiendo comprobado:

- a) Que, en gran parte de los países que proporcionan la mayoría de los candidatos para los empleos de experto se reduce progresivamente la edad de jubilación, al mismo tiempo que mejora el nivel de salud de la población;
- b) Que la necesidad de la Unión en expertos muy calificados y las condiciones de contratación son poco conocidas en los países desarrollados;

Desea expresar su gratitud a las administraciones que han facilitado expertos para los proyectos de cooperación técnica;

Invita a los Miembros de la Unión:

1. A que hagan el máximo esfuerzo por investigar en las fuentes de candidaturas para empleos de experto, tanto en los cuadros de la administración como en los de la industria y en los centros de formación profesional, dando la mayor difusión posible a la información relativa a los empleos vacantes;
2. A que faciliten al máximo la incorporación de los candidatos elegidos y su reintegración al finalizar la misión, sin que el periodo de ausencia signifique obstáculo alguno para su carrera;
3. A que continúen ofreciendo gratuitamente conferenciantes y los servicios necesarios para los seminarios organizados por la Unión;

Encarga al Secretario General:

1. Que examine con la mayor atención las calificaciones y aptitudes de los candidatos a los empleos que hayan de cubrirse al establecer las listas de expertos para someterlas a los países beneficiarios;
2. Que no imponga límites de edad a los candidatos a puestos de expertos, pero que se asegure de que los que hayan rebasado la edad de jubilación del Régimen Común de las Naciones Unidas son aptos para desempeñar las funciones descritas en los avisos de vacantes de empleo;
3. Que establezca, tenga al día y publique una lista de los puestos de experto que, según las previsiones, deban proveerse en los próximos años en las diferentes especialidades, así como la información relativa a las condiciones de servicio;
4. Que establezca y mantenga al día un registro de posibles candidatos para empleos de experto, señalando los especialistas que pueden contratarse por cortos periodos. Este registro se enviará a todo Miembro que lo solicite;

5. Que presente cada año al Consejo de Administración un informe sobre las medidas adoptadas en cumplimiento de esta Resolución y sobre la evolución del problema de la contratación de expertos en general;

Invita al Consejo de Administración a que siga con la mayor atención el asunto de la contratación de expertos y a que tome las medidas que considere necesarias para lograr el mayor número posible de candidatos para los puestos de experto sacados a concurso por la Unión para los proyectos de cooperación técnica en favor de los países en desarrollo.

#### RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 23. NORMAS DE CAPACITACIÓN

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Observando:

- a) El rápido aumento de los circuitos internacionales de telecomunicación y su cesante interconexión, como consecuencia del avance tecnológico y del incremento de la demanda en los últimos años;
- b) Que la explotación y el mantenimiento de dichos circuitos deben efectuarse metódicamente para asegurar el mejor uso de las instalaciones y el servicio más eficaz a los usuarios;
- c) La multiplicación en los países en desarrollo de los centros de capacitación en telecomunicaciones a nivel tanto nacional como regional;
- d) La gran diferencia existente en la capacitación profesional del personal de telecomunicaciones de los Estados Miembros y la diversidad de programas de estudios y de normas de capacitación en las distintas especialidades;
- e) Que, si bien se han hecho algunos progresos, todavía no se han alcanzado plenamente los objetivos enunciados en la Resolución N<sup>o</sup> 31 de Montreux (1965);

Considerando que el rápido y eficaz establecimiento de una comunicación y el mantenimiento del circuito requieren:

- a) Que el equipo sea compatible en ambos extremos del enlace y también en su trayecto;
- b) Que el personal técnico y de explotación tenga preparación técnica equivalente y conocimientos lingüísticos apropiados;

Comprobando que la formación técnica debe corresponder al ritmo de crecimiento y a la evolución técnica;

Encarga al Secretario General a los efectos de asegurar una preparación satisfactoria en los diferentes niveles, según se señala en los considerandos a) y b):

1. Que recopile, en forma metódica y precisa, información sobre las necesidades de los países en desarrollo en lo que concierne a una capacitación adecuada de su personal técnico y de explotación;
2. Que formule a los países en desarrollo recomendaciones adecuadas para la solución de sus problemas de capacitación, aprovechando la experiencia adquirida por los Miembros en este campo, principalmente en lo relativo a instalaciones, material, programas de estudios, métodos y servicios de enseñanza, y que a tal efecto:
  - 2.1. Elabore, en consulta con los Miembros de la Unión, modelos de textos para la capacitación del personal técnico y de explotación de las telecomunicaciones;

- 2.2. Promueva el intercambio de informaciones mediante la reunión, con razonable periodicidad de grupos de especialistas en la capacitación profesional, con miras a establecer la normalización eventual de la misma;
- 2.3. Organice seminarios sobre normas técnicas de explotación y mantenimiento, programas de estudios, métodos pedagógicos, etc.;
- 2.4. Facilite el envío de expertos, en misiones de corta duración, a los países en desarrollo, a fin de brindarles asesoramiento para la mejor planificación y desarrollo de sus actividades docentes en la materia;
- 2.5. Facilite, a petición de los Miembros, información precisa sobre las actividades de los países desarrollados en materia de programas de estudios, métodos de enseñanza, material, instalaciones y equipos didácticos, etc.;
- 2.6. Difunda este conjunto de conocimientos mediante publicaciones, que aparezcan a intervalos adecuados;
3. Que proponga al Consejo de Administración las medidas necesarias en materia de organización y de personal para el mejor desempeño de las tareas que se le encomiendan en esta Resolución;  
Encarga al Consejo de Administración:
  1. Que estudie las recomendaciones que le presente el Secretario General, con miras a proporcionarle el mínimo de medios y de créditos necesarios para establecer, difundir y proporcionar la información necesaria ya señalada y para desempeñar las tareas detalladas en esta Resolución;
  2. Que aprecie en sus reuniones anuales la organización, el desarrollo y los progresos realizados y adopte las medidas necesarias para alcanzar los objetivos enunciados en la presente Resolución.

#### RESOLUCIÓN Nº 24. LA CAPACITACIÓN PROFESIONAL DE REFUGIADOS

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Habiendo tomado nota:

- a) De las Resoluciones pertinentes de la Asamblea General de las Naciones Unidas y, en particular, de las Resoluciones Nºs 2395, 2396, 2426 y 2465 (XXIII);
- b) De las Resoluciones Nºs 659 y 708 del Consejo de Administración;
- c) Del Informe del Consejo de Administración (segunda parte, punto 2.5.3);

Considerando las actividades realizadas hasta ahora por el Secretario General, tanto ante la Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (U.N.H.C.R.) como ante las administraciones de los países Miembros;

Pide al Secretario General:

1. Que prosiga su actividad encaminada a la aplicación de las Resoluciones de las Naciones Unidas;
2. Que colabore plenamente con la Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados;

Invita a las administraciones de los Miembros a que intensifiquen las medidas para acoger a ciertos refugiados seleccionados y a que aseguren su capacitación en telecomunicaciones en los centros o escuelas profesionales.

RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 25. SEMINARIOS

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Reconociendo:

- a) Que los seminarios constituyen, sobre todo para el personal de las administraciones de telecomunicación de los países en desarrollo, un medio muy valioso de adquirir conocimientos sobre los más recientes avances de la técnica de las telecomunicaciones y de confrontar sus experiencias;
- b) Que constituyen una actividad de la Unión que conviene proseguir y ampliar;

Expresa su agradecimiento a las administraciones que ya han organizado o se proponen organizar seminarios y que facilitan a título gratuito destacados con ferenciantes o directores de debates;

Invita encarecidamente a las administraciones a que prosigan e intensifiquen sus actividades de esta índole, de acuerdo con el Secretario General;

Encarga al Secretario General:

1. Que coordine la labor de los Miembros de la Unión que se proponen organizar seminarios a fin de evitar duplicaciones y coincidencias, prestando particular atención a los idiomas utilizados;
2. Que estudie y haga públicos los temas que sería conveniente abordar en los seminarios;
3. Que promueva u organice seminarios, dentro del límite de los fondos disponibles;
4. Que mejore constantemente la eficacia de los seminarios, a la luz de la experiencia adquirida;
5. Que tome, entre otras, las disposiciones siguientes:
  - 5.1. Publicar la documentación preparatoria y final de los seminarios y enviarla, a su debido tiempo, a las administraciones y a los participantes interesados, utilizando los medios más adecuados;
  - 5.2. Tomar las medidas convenientes para dar a los seminarios la debida continuación;
6. Que presente un informe anual al Consejo de Administración y le formule propuestas que tengan en cuenta los opiniones expresadas por la Conferencia y los créditos disponibles, a fin de alcanzar los objetivos previstos;

Ruega al Consejo de Administración que tenga en cuenta las propuestas del Secretario General y tome las medidas oportunas para que se incluyan en los presupuestos anuales de la Unión los créditos apropiados necesarios para la realización de las actividades previstas en la presente Resolución.

RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 26. INVITACIONES PARA CELEBRAR CONFERENCIAS O REUNIONES FUERA DE GINEBRA

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando que los gastos de las conferencias y reuniones de la Unión son sensiblemente inferiores cuando éstas se celebran en Ginebra;

Considerando, no obstante, que resulta ventajoso celebrar ciertas conferencias y reuniones en países diferentes al de la sede;



Teniendo en cuenta que en la Resolución Nº 1202 (XII), la Asamblea General de las Naciones Unidas ha decidido que las reuniones de los organismos de las Naciones Unidas se celebren, en general, en la sede del organismo interesado, pero que puede celebrarse una reunión fuera de la sede si el gobierno invitante accede a sufragar la diferencia de los gastos en que incurra;

Recomienda que las conferencias mundiales de la Unión y las Asambleas Plenarias de los Comités consultivos internacionales se celebren normalmente en la sede de la Unión;

Resuelve:

1. Que las invitaciones para celebrar conferencias de la Unión fuera de Ginebra se acepten únicamente si el gobierno invitante accede a sufragar la diferencia de los gastos en que incurra;
2. Que las invitaciones para celebrar reuniones de las comisiones de estudio de los Comités consultivos internacionales fuera de Ginebra se acepten sólo si el gobierno invitante suministra a título gratuito, como mínimo, locales en condiciones adecuadas y el material y mobiliario necesarios.

**RESOLUCIÓN Nº 27. CONFERENCIA ADMINISTRATIVA MUNDIAL DE RADIOCOMUNICACIONES ENCARGADA DE LA PLANIFICACIÓN DEL SERVICIO DE RADIODIFUSIÓN POR SATÉLITE EN LA BANDA DE FRECUENCIAS DE 11,7 - 12,2 GHz (12,5 GHz EN LA REGIÓN 1)**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando:

- a) Que en ciertas partes del mundo es urgente poner en servicio frecuencias de la banda de 11,7 - 12,2 GHz (12,5 GHz en la Región I) por los servicios terrenales a los que está también atribuida;
- b) Que conviene en sumo grado que ello se haga sobre la base de un plan mundial para el servicio de radiodifusión por satélite;
- c) Que el C.C.I.R. espera preparar suficiente información técnica con fines de planificación para su XIII Asamblea Plenaria;

Resuelve que se convoque una Conferencia Administrativa Mundial de Radiocomunicaciones encargada de la planificación de la radiodifusión por satélite en la banda de frecuencias de 11,7 - 12,2 GHz (12,5 GHz en la Región 1), a más tardar, para el mes de abril de 1977;

Encarga al Consejo de Administración que tome las medidas necesarias para la convocación de dicha Conferencia.

**RESOLUCIÓN Nº 28. CONFERENCIA ADMINISTRATIVA MUNDIAL DE RADIOCOMUNICACIONES PARA LA REVISIÓN GENERAL DE LOS REGLAMENTOS DE RADIOCOMUNICACIONES**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando:

- a) Que, desde 1959, diferentes conferencias administrativas mundiales de radiocomunicaciones han enmendado puntos específicos del Reglamento de Radio-

- comunicaciones y del Reglamento Adicional de Radiocomunicaciones, sin poder armonizar las decisiones tomadas a causa de lo limitado de su orden del día;
- b) Que, como resultado de los progresos técnicos, deberían revisarse algunas de las disposiciones de dichos Reglamentos, particularmente las relativas a ciertos servicios de rápido desarrollo;
  - c) Que, por ello, debería procederse a una revisión general del Reglamento de Radiocomunicaciones y del Reglamento Adicional de Radiocomunicaciones;

Resuelve que se convoque para 1979 una Conferencia Administrativa Mundial de Radiocomunicaciones encargada de revisar, en la medida de lo necesario, el Reglamento de Radiocomunicaciones y el Reglamento Adicional de Radiocomunicaciones;

Encarga al Consejo de Administración que tome las medidas necesarias para la convocación de dicha Conferencia.

**RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 29. PARTICIPACIÓN EN LA U.I.T., COMO OBSERVADORES, DE ORGANIZACIONES DE LIBERACIÓN RECONOCIDAS POR LAS NACIONES UNIDAS**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando:

- a) El artículo 6 del Convenio Internacional de Telecomunicaciones de Montreux (1965) que confiere plenos poderes a las Conferencias de Plenipotenciarios;
- b) El artículo 29 del mismo Convenio que estipula las relaciones de la Unión con las Naciones Unidas;
- c) El artículo 30 de dicho Convenio que trata de las relaciones con las demás organizaciones internacionales;

Vistas las Resoluciones N<sup>os</sup> 2395, 2396, 2426 y 2465 de la Asamblea General de las Naciones Unidas sobre el problema de los movimientos de liberación;

Resuelve que las organizaciones de liberación reconocidas por las Naciones Unidas puedan, en todo momento, asistir a las reuniones de la Unión Internacional de Telecomunicaciones como observadores;

Encarga al Consejo de Administración que tome las disposiciones necesarias para la aplicación de esta Resolución.

**RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 30. EXCLUSIÓN DEL GOBIERNO DE PORTUGAL DE LA CONFERENCIA DE PLENIPOTENCIARIOS Y DE CUALESQUIERA OTRAS CONFERENCIAS O REUNIONES DE LA UNIÓN**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Recordando:

- a) La Carta de las Naciones Unidas y la Declaración Universal de Derechos Humanos;
- b) La Declaración de la Asamblea General de las Naciones Unidas de 14 de diciembre de 1960, sobre la concesión de la independencia a los países y pueblos coloniales, donde se afirma que la sujeción de los pueblos a la subyugación, a la dominación y a la explotación extranjeras constituye una denegación de los derechos humanos fundamentales, es contraria a la Carta de las Naciones Unidas y pone en peligro la causa de la paz y la cooperación mundial;

Considerando:

- a) La persistencia de Portugal en ignorar la petición que en su Resolución N<sup>o</sup> 46 le hizo la Conferencia de Plenipotenciarios (Montreux, 1965);
- b) La amplitud de las atrocidades perpetradas por la continuación de la guerra colonial y la miseria provocada por ella en menosprecio del Derecho humanitario;
- c) La reciente matanza del pueblo de Mozambique y los odiosos asesinatos de dirigentes africanos, entre los cuales figura el de Amilcar Cabral;  
Condena sin apelación la política colonial y racista de Portugal;  
Priva a Portugal del derecho a representar a los territorios africanos que actualmente están bajo su dominio;  
Resuelve excluir al Gobierno de Portugal de la Conferencia de Plenipotenciarios y de cualesquiera otras conferencias y reuniones de la Unión Internacional de Telecomunicaciones.

**RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 31. EXCLUSIÓN DEL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA SUDAFRICANA DE LA CONFERENCIA DE PLENIPOTENCIARIOS Y DE CUALESQUIERA OTRAS CONFERENCIAS O REUNIONES DE LA UNIÓN**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Recordando:

- a) La Carta de las Naciones Unidas y la Declaración Universal de Derechos Humanos;
- b) La Resolución N<sup>o</sup> 45 de la Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Montreux, 1965), sobre la exclusión del Gobierno de la República Sudafricana de la Conferencia de Plenipotenciarios;
- c) La Resolución N<sup>o</sup> 2145 (XXI) de 27 de octubre de 1966 de la Asamblea General de las Naciones Unidas, sobre la cuestión de Namibia;
- d) La Resolución N<sup>o</sup> 2396 (XXIII) de 2 de diciembre de 1968 de la Asamblea General de las Naciones Unidas sobre la política de segregación racial del Gobierno de la República Sudafricana;
- e) La Resolución N<sup>o</sup> 2426 (XXIII) de 18 de diciembre de 1968 de la Asamblea General de las Naciones Unidas en la que se insta a todos los organismos especializados y a todas las organizaciones internacionales a que adopten las medidas necesarias para poner fin a toda asistencia financiera, económica, técnica y de otra índole al Gobierno de Sudáfrica, hasta que renuncie a su política de discriminación racial;
- f) La Resolución N<sup>o</sup> 6 de la Conferencia Administrativa Mundial Telegráfica y Telefónica (Ginebra, 1973), sobre la participación del Gobierno de la República Sudafricana en las conferencias y asambleas de la Unión Internacional de Telecomunicaciones;

Confirma las disposiciones de la Resolución N<sup>o</sup> 619 del Consejo de Administración de la Unión Internacional de Telecomunicaciones, de conformidad con la cual el Gobierno de la República Sudafricana carece de todo derecho para representar a Namibia en el seno de la Unión;

Resuelve excluir al Gobierno de la República Sudafricana de la Conferencia de Plenipotenciarios y de cualesquiera otras conferencias y reuniones de la Unión Internacional de Telecomunicaciones.

**RESOLUCIÓN N° 32. APROBACIÓN DEL ACUERDO ENTRE EL GOBIERNO ESPAÑOL Y EL SECRETARIO GENERAL EN LO QUE RESPECTA A LA CONFERENCIA DE PLENIPOTENCIARIOS DE MÁLAGA-TORREMOLINOS, 1973**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando:

- a) Que ha sido concertado un acuerdo sobre la organización de la Conferencia de Plenipotenciarios de Málaga-Torremolinos, entre el Gobierno español y el Secretario General, en virtud de las disposiciones de la Resolución N° 83 (modificada) del Consejo de Administración;
- b) Que la comisión de control del presupuesto de la Conferencia ha examinado este acuerdo;

Resuelve aprobar el acuerdo concertado entre el Gobierno español y el Secretario General.

**RESOLUCIÓN N° 33. DEPENDENCIA COMÚN DE INSPECCIÓN**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Habiendo tomado nota:

- a) Del Informe del Consejo de Administración (sección 2.5.3);
- b) De las Resoluciones N° 2150 (XXI), 2360 (XXII) y 2924 (XXVII) de la Asamblea General de las Naciones Unidas;

Considerando la función útil que desempeña la Dependencia Común de Inspección como servicio independiente de las Naciones Unidas;

Encarga al Secretario General que continúe colaborando con la Dependencia Común de Inspección y que someta los informes apropiados al Consejo de Administración;

Encarga al Consejo de Administración que estudie los informes del Secretario General y tome, en su caso, las medidas apropiadas.

**RESOLUCIÓN N° 34. REVISIÓN EVENTUAL DEL ARTÍCULO IV, SECCIÓN 11, DEL CONVENIO SOBRE PRIVILEGIOS E INMUNIDADES DE LOS ORGANISMOS ESPECIALIZADOS**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Vista la Resolución N° 28 de la Conferencia de Plenipotenciarios (Buenos Aires, 1952), la Resolución N° 31 de la Conferencia de Plenipotenciarios (Ginebra 1959) y la Resolución N° 23 de la Conferencia de Plenipotenciarios (Montreux, 1965);

Teniendo en cuenta la Resolución N° 26 de la Conferencia de Plenipotenciarios de Montreux (1965);

Considerando:

- a) Que, al parecer, existe contradicción entre la definición de los telegramas, llamadas y comunicaciones telefónicas de Estado contenida en el Anexo 2 al Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Atlantic City, 1947) y lo dispuesto en el artículo IV, sección 11, del Convenio sobre privilegios e inmunidades de los organismos especializados;

b) Que el Convenio sobre privilegios e inmunidades de los organismos especializados no ha sido modificado en el sentido que pidieron las Conferencias de Plenipotenciarios (Buenos Aires, 1952), (Ginebra, 1959) y (Montreux, 1965);

Después de examinar varias proposiciones, y, entre ellas, una del Secretario General de las Naciones Unidas, tendientes a que se hagan extensivos los privilegios de las telecomunicaciones de Estado a los jefes de los organismos especializados;

Resuelve mantener la decisión de las Conferencias de Plenipotenciarios (Buenos Aires, 1952), (Ginebra, 1959) y (Montreux, 1965) de no incluir a los jefes de los organismos especializados entre las autoridades que, según el Anexo 2 al Convenio, pueden enviar telegramas y celebrar comunicaciones telefónicas de Estado;

Espera que las Naciones Unidas acepten proceder a un nuevo examen de este problema, y que, teniendo en cuenta la presente decisión, modificarán convenientemente el artículo IV, sección 11 del Convenio sobre privilegios e inmunidades de los organismos especializados;

Encarga al Consejo de Administración que haga las gestiones necesarias ante los organismos correspondientes de las Naciones Unidas a fin de lograr una solución satisfactoria.

**RESOLUCIÓN Nº 35. UTILIZACIÓN DE LA RED DE TELECOMUNICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL TRÁFICO TELEGRÁFICO DE LOS ORGANISMOS ESPECIALIZADOS**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Vista la Resolución Nº 26 de la Conferencia de Plenipotenciarios (Buenos Aires, 1952), adoptada como consecuencia de una petición formulada por las Naciones Unidas para que la Unión Internacional de Telecomunicaciones apruebe que se curse el tráfico de los organismos especializados por la red de telecomunicaciones entre puntos fijos de las Naciones Unidas, a una tarifa equivalente al prorrateo del costo de explotación según el volumen de tráfico;

Después de tomar nota de que el Secretario General de las Naciones Unidas retiró desde el 1º de enero de 1954 el ofrecimiento que había hecho anteriormente a los organismos especializados en lo relativo a la transmisión de su tráfico por la red de las Naciones Unidas;

Confirma lo expuesto en la Resolución Nº 26 citada anteriormente, a saber:

1. Que, en circunstancias normales, la red de telecomunicaciones entre puntos fijos de las Naciones Unidas, no deberá utilizarse para cursar el tráfico de los organismos especializados en competencia con las redes comerciales de telecomunicaciones ya establecidas;
2. Que la Unión no es partidaria de ninguna excepción a las disposiciones del artículo XVI del Acuerdo entre las Naciones Unidas y la Unión Internacional de Telecomunicaciones;
3. Que no obstante, la Unión no formula objeción alguna a que en caso de emergencia el tráfico de los organismos especializados utilice la red de telecomunicaciones entre puntos fijos de las Naciones Unidas a una tarifa calculada en la forma prescrita en la Recomendación F.42 del C.C.I.T.T. o a título gratuito;

Encarga al Secretario General que adopte las medidas necesarias.

RESOLUCIÓN Nº 36. TELEGRAMAS, LLAMADAS Y COMUNICACIONES TELEFÓNICAS DE LOS ORGANISMOS ESPECIALIZADOS

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando:

- a) Que no se menciona a los jefes de los organismos especializados en la definición de los telegramas, llamadas y comunicaciones telefónicas de Estado que figuran en el Anexo 2 al Convenio;
- b) Que pueden presentarse casos en que la urgencia o importancia de las comunicaciones de los organismos especializados justifique la aplicación de un trato especial a sus telegramas o comunicaciones telefónicas;

Resuelve que, cuando algún organismo especializado de las Naciones Unidas manifieste al Consejo de Administración su deseo de obtener privilegios especiales para sus comunicaciones, justificando los casos particulares en que considere necesario un trato especial, el Consejo de Administración:

1. Someterá a los Miembros de la Unión las peticiones que a su juicio debieran ser aceptadas;
2. Adoptará una decisión sobre dichas peticiones, teniendo en cuenta la opinión de la mayoría de los Miembros;

Encarga al Secretario General que notifique a los Miembros toda decisión adoptada a este respecto por el Consejo de Administración.

RESOLUCIÓN Nº 37. COLABORACIÓN CON LAS ORGANIZACIONES INTERNACIONALES INTERESADAS EN LAS RADIOCOMUNICACIONES ESPACIALES

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Consciente de las numerosas posibilidades de utilización en el plano internacional del espacio ultraterrestre con fines pacíficos;

Considerando la importancia creciente del papel que en esta esfera desempeñan necesariamente las telecomunicaciones y, en consecuencia, la Unión;

Recordando los artículos pertinentes del Tratado sobre los principios que deben regir las actividades de los Estados en la exploración y utilización del espacio ultraterrestre, incluso la Luna y otros cuerpos celestes, así como las resoluciones de la Asamblea General de las Naciones Unidas relativas a la colaboración internacional en la utilización pacífica del espacio ultraterrestre;

Toma nota con satisfacción:

- a) De las medidas tomadas por los diversos órganos de la Unión con miras a la utilización más eficaz posible de todos los servicios de radiocomunicaciones espaciales;
- b) De los progresos realizados en la tecnología y en la utilización de las radiocomunicaciones espaciales;

Invita al Consejo de Administración y al Secretario General a que adopten las medidas necesarias:

1. Para continuar informando a las Naciones Unidas y a los organismos especializados interesados sobre los progresos que se realicen en las radiocomunicaciones espaciales;

2. Para fomentar la prosecución y el desarrollo de la colaboración entre la Unión y los organismos especializados de las Naciones Unidas u otras organizaciones internacionales interesadas en la utilización de las radiocomunicaciones espaciales.

**RESOLUCIÓN Nº 38. SOLICITUD DE ADMISIÓN DE GUINEA-BISSAU COMO MIEMBRO DE LA UNIÓN INTERNACIONAL DE TELECOMUNICACIONES**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando la petición recibida del Presidente del Consejo de Comisarios de Guinea-Bissau para la admisión de este país como Miembro de la U.I.T., en virtud de los artículos 1 y 19 del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Montreux, 1965), así como el cambio de telegramas relativo a tal petición, que figuran en anexo al Documento Nº 387;

Tomando nota de que la correspondencia adicional que a ello se refiere no se ha recibido antes del fin de la actual Conferencia;

Tomando nota también de que varios Miembros de la U.I.T. no están presentes en la Conferencia;

Tomando nota además del amplio apoyo expresado para que la admisión tenga lugar en la fecha más próxima que sea posible, teniendo en cuenta especialmente las observaciones formuladas por muchas delegaciones en la Conferencia;

Encarga al Secretario General:

1. Que, sobre la base de la correspondencia ya recibida, lleve a cabo lo más rápidamente posible la consulta a los Miembros de la Unión relativa a la admisión de Guinea-Bissau como Miembro, de conformidad con los artículos 1 y 19 del Convenio de Montreux (1965);
2. Que envíe a los Miembros ejemplares del Documento Nº 387 y de las Actas de la 26ª sesión plenaria para su consideración al decidir sobre la demanda de admisión de Guinea-Bissau.

**RESOLUCIÓN Nº 39. IDIOMAS OFICIALES Y DE TRABAJO DE LA UNIÓN**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Deseosa de establecer un sistema sumamente equitativo y eficaz de idiomas oficiales y de trabajo en el seno de la Unión;

Habiendo comprobado:

- a) Que en la Conferencia se han presentado proposiciones encaminadas a introducir el uso de nuevos idiomas oficiales de la Unión;
- b) Que el aumento del número de idiomas oficiales o de trabajo tiene para la Unión repercusiones en el aspecto técnico, de personal, administrativo y financiero;
- c) Que, para los países cuyos idiomas no han sido adoptados como tales, la utilización de un número cada vez mayor de idiomas oficiales o de trabajo significa, además de cargas financieras, grandes inconvenientes en la práctica;

Considerando que en el futuro, tal vez convenga aplicar otros sistemas para financiar y repartir los gastos de los servicios lingüísticos entre los Miembros de la Unión;

Encarga al Consejo de Administración:

1. Que realice un estudio detallado sobre:
  - 1.1. La lista actual y una posible lista futura de idiomas oficiales de la Unión;
  - 1.2. La lista actual y una posible lista futura de idiomas de trabajo de la Unión;
  - 1.3. Otras disposiciones eventuales sobre el uso por los Miembros de los idiomas que deseen en las conferencias y reuniones de la Unión;
  - 1.4. Las consecuencias a largo plazo en los aspectos técnico, de personal, administrativo y financiero de las revisiones ulteriores del sistema lingüístico de la Unión, habida cuenta de las decisiones y de las medidas tomadas en la materia por las Naciones Unidas y los organismos especializados;
  - 1.5. Las solicitudes, los debates, las decisiones y las opiniones manifestadas al respecto en la Conferencia de Plenipotenciarios de Málaga-Torremolinos (1973), con especial referencia al Documento N<sup>o</sup> 190 sobre el uso del alemán;
  - 1.6. Las necesidades de la Unión y de sus Miembros a este respecto, así como los recursos que deberían dedicarse a este fin;
  - 1.7. Las demás cuestiones o consideraciones que estime pertinentes;
2. Que someta al examen de la próxima Conferencia de Plenipotenciarios un informe detallado con recomendaciones sobre las medidas que han de tomarse para establecer y mantener en el seno de la Unión un sistema equitativo y eficaz de idiomas oficiales y de trabajo.

#### RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 40. ESTATUTO JURÍDICO

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Habiendo tomado nota con satisfacción del Informe del Consejo de Administración (Punto 2.5.11.2 y 3) sobre las medidas tomadas en cumplimiento de la Resolución N<sup>o</sup> 41 de la Conferencia de Plenipotenciarios (Montreux, 1965) sobre la negociación y firma de un acuerdo con las autoridades suizas sobre los privilegios e inmunidades de la U.I.T. que se ajustará en términos generales al acuerdo celebrado entre Suiza y las Naciones Unidas;

Encarga al Secretario General que siga atentamente las modalidades de aplicación del acuerdo a fin de que los privilegios y las inmunidades concedidos a la U.I.T. sean equivalentes a los de otras organizaciones de las Naciones Unidas con sede en Suiza e informe, en su caso, al Consejo de Administración;

Pide al Consejo de Administración que informe, si procede, sobre los pormenores a la próxima Conferencia de Plenipotenciarios.

#### RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 41. INSTRUMENTO FUNDAMENTAL DE LA UNIÓN

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando la Resolución N<sup>o</sup> 35 de la Conferencia de Plenipotenciarios (Montreux, 1965);

Tomando nota con satisfacción del Informe del Grupo de estudio constituido por el Consejo de Administración en cumplimiento de la Resolución indicada;



Consciente de la dificultad de elaborar en la presente Conferencia un instrumento fundamental satisfactorio de carácter permanente, basado en el Informe del Grupo de estudio y las propuestas relativas al mismo;

Resuelve:

1. Conservar, hasta la próxima Conferencia de Plenipotenciarios, un Convenio como instrumento fundamental de la U.I.T.;
2. Que el Convenio de Málaga-Torremolinos se divida en dos partes:
  - a) La primera, denominada "Disposiciones fundamentales", que agrupe los artículos de carácter permanente;
  - b) La segunda, denominada "Reglamento General", con las disposiciones relativas a las modalidades de funcionamiento de los diferentes órganos de la Unión;
3. Que la distribución de las disposiciones entre ambas partes del Convenio sea, en principio, la propuesta por el Grupo de estudio;
4. Que este Convenio pueda ser enmendado en la Conferencia de Plenipotenciarios por la mayoría de las delegaciones presentes y votantes, en la inteligencia de que la primera parte sólo será objeto de revisión en los casos que se juzguen indispensables;

Encarga al Consejo de Administración:

1. Que estudie la distribución de las disposiciones entre las dos partes del Convenio de Málaga-Torremolinos y las mejoras que eventualmente puedan introducirse;
2. Que examine la cuestión del procedimiento que deberá aplicarse en el futuro para la revisión de las dos partes del instrumento fundamental de la Unión;
3. Que presente recomendaciones precisas sobre el particular a la próxima Conferencia de Plenipotenciarios.

RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 42. SOLICITUD DE OPINIONES CONSULTIVAS  
A LA CORTE INTERNACIONAL DE JUSTICIA

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Vistos:

- a) El artículo VII del Acuerdo entre las Naciones Unidas y la Unión Internacional de Telecomunicaciones, en el que se prevé que la Conferencia de Plenipotenciarios o el Consejo de Administración, actuando en virtud de autorización de la Conferencia de Plenipotenciarios, podrán solicitar opiniones consultivas de la Corte Internacional de Justicia;
- b) El acuerdo del Consejo de Administración de "afiliar la Unión al Tribunal Administrativo de la Organización Internacional del Trabajo" y la declaración, reconociendo la jurisdicción de este Tribunal, hecha por el Secretario General en virtud de dicho Acuerdo;
- c) Las disposiciones del Anexo al Estatuto del Tribunal Administrativo de la Organización Internacional del Trabajo, según las cuales este Estatuto se aplica íntegramente a toda organización internacional intergubernamental que haya reconocido la jurisdicción del Tribunal, de conformidad con el punto 5 del artículo II del Estatuto del Tribunal;
- d) El artículo XII del Estatuto del Tribunal Administrativo de la Organización Internacional del Trabajo, en virtud del cual y como consecuencia de la declara-

ción antes mencionada, el Consejo de Administración de la Unión Internacional de Telecomunicaciones puede someter a la Corte Internacional de Justicia la validez de un fallo dictado por el Tribunal;

Toma nota de que el Consejo de Administración está autorizado para solicitar opiniones consultivas de la Corte Internacional de Justicia, según se prevé en el artículo XII del Estatuto del Tribunal Administrativo de la Organización Internacional del Trabajo.

**RESOLUCIÓN Nº 43. PUBLICACIÓN DE UNA EDICIÓN ANOTADA DE LAS ACTAS FINALES DE LA CONFERENCIA DE PLENIPOTENCIARIOS (MÁLAGA-TORREMOLINOS, 1973)**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando la utilidad de una edición anotada del Convenio, análoga a la ya existente de las Actas de la Unión Postal Universal, que contenga información sobre el origen y evolución de sus disposiciones y en la que aparezca, cuando proceda, explicaciones de textos elaborados durante Conferencias de Plenipotenciarios;

Encarga al Secretario General:

1. Que con la colaboración de los Directores de los Comités consultivos internacionales y del Presidente de la Junta Internacional de Registro de Frecuencias prepare y publique, con un año de anticipación por lo menos, a la próxima Conferencia de Plenipotenciarios, una edición anotada de las Actas finales de la Conferencia de Plenipotenciarios de Málaga-Torremolinos en los idiomas de trabajo de la Unión;
2. Que invite a los Miembros de la Unión a ceder a ésta, con carácter voluntario, los servicios de expertos que colaboren en los trabajos de investigación y de preparación de los textos;
3. Que, previa aprobación del Consejo de Administración, tome las disposiciones oportunas para la realización de la labor expuesta en el punto 1;
4. Que informe al Consejo de Administración sobre los progresos realizados en la ejecución de este trabajo y le someta los correspondientes textos para su aprobación;

Encarga al Consejo de Administración:

1. Que apruebe las disposiciones administrativas adoptadas para la preparación y publicación de la edición anotada, cerciorándose de que no se imputan gastos de la misma al presupuesto ordinario de la Unión;
2. Que examine los progresos realizados en la ejecución de este trabajo y apruebe los textos para su publicación.

**RESOLUCIÓN Nº 44. DEFINICIÓN DE LOS TÉRMINOS “TELEGRAFÍA” Y “TELEFONÍA”**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Habiendo decidido conservar la redacción del mandato del Comité Consultivo Internacional Telegráfico y Telefónico (C.C.I.T.T.) que figura en el número 187 del Convenio de Montreux (1965);

Estimando, sin embargo, útil que la formulación del mandato del C.C.I.T.T. abarque sin ambigüedades la introducción en las telecomunicaciones de nuevos ser-

vicios derivados de la aparición de nuevas técnicas, tales como la transmisión de datos y la videofonía;

Considerando, además, que toda nueva formulación del mandato del C.C.I.T.T. debe ponderarse cuidadosamente, con objeto de evitar en particular toda duplicación en los mandatos del Comité Consultivo Internacional de Radiocomunicaciones (C.C.I.R.) y del C.C.I.T.T.;

Comprobando, por último, que en el número 410 del Anexo 2 al Convenio de Montreux (1965) figuran dos definiciones diferentes del término “telegrafía”, una de ellas a los efectos del Reglamento de Radiocomunicaciones;

Y expresando la opinión de que convendría que todos los organismos de la Unión utilizaran una sola definición del término “telegrafía”;

Encarga:

1. Al Comité Consultivo Internacional de Radiocomunicaciones y al Comité Consultivo Internacional Telegráfico y Telefónico:
  - a) Que elaboren, en el seno de la Comisión Mixta de Vocabulario y con la participación de las comisiones de estudio interesadas, una definición del término “telegrafía” que puedan utilizar todos los organismos de la Unión;
  - b) Que estudien al mismo tiempo las modificaciones o adiciones que convendría introducir en las definiciones de los términos “telegrafía” y “telefonía” que figuran en el Anexo 2, números 410 y 411, del Convenio de Montreux (1965), para abarcar sin ambigüedades los nuevos servicios de telecomunicaciones, como la transmisión de datos y la videofonía o cualquier otro sistema futuro;
2. Al Comité Consultivo Internacional Telegráfico y Telefónico que examine, sobre la base de los resultados de dicho estudio, la conveniencia de sustituir en el mandato del C.C.I.T.T. la expresión “que se refieren a la telegrafía y a la telefonía” por una nueva formulación y, en caso afirmativo, que sugiera una nueva redacción ateniéndose al considerando anteriormente formulado;

Pide, por consiguiente, a la VI Asamblea Plenaria (1976) del C.C.I.T.T. y a la XIV Asamblea Plenaria (1977) del C.C.I.R. que presenten a la próxima Conferencia de Plenipotenciarios sus conclusiones y proposiciones sobre los puntos indicados.

#### RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 45. EDIFICIO DE LA UNIÓN

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Enterada del informe del Consejo de Administración relativo al proyecto de construcción de una tercera etapa de la ampliación del edificio de la sede de la Unión;

Resuelve no iniciar, de momento, la realización de la tercera etapa de la ampliación del edificio de la sede de la Unión;

Encarga al Consejo de Administración que estudie una solución racional del problema planteado por el pasaje entre el garaje subterráneo y el Centro Internacional de Conferencias.

#### RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 46. DÍA MUNDIAL DE LAS TELECOMUNICACIONES

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Visto el Informe del Consejo de Administración a la Conferencia de Plenipotenciarios (sección 2.5.14);

Considerando el interés con que han acogido los Miembros de la Unión la celebración del Día mundial de las telecomunicaciones;

Resuelve que el 17 de mayo, aniversario de la creación de la Unión, sea en adelante el “Día mundial de las telecomunicaciones”;

Invita a las Administraciones de los países Miembros:

1. A celebrar anualmente dicho día;
2. A aprovechar ese día para dar a conocer al público la importancia de las telecomunicaciones en el desarrollo económico, social y cultural, para promover el interés por las telecomunicaciones en las universidades y otras instituciones de enseñanza y atraer así nuevos y jóvenes talentos hacia la profesión y para difundir amplia información sobre las actividades de la Unión en el sector de la cooperación internacional;

Encarga al Secretario General que facilite a las administraciones de telecomunicación la información y la asistencia necesaria para coordinar los preparativos de celebración del Día mundial de las telecomunicaciones en los Miembros de la Unión;

Encarga al Consejo de Administración que proponga a los Miembros de la Unión un tema determinado para la celebración de cada Día mundial de las telecomunicaciones.

RESOLUCIÓN N<sup>o</sup> 47. CENTRO DE DOCUMENTACIÓN DE TELECOMUNICACIONES  
EN LA SEDE DE LA U.I.T.

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando lo dispuesto en el número 25 del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Montreux, 1965), que estipula, entre otras cosas, que la Unión “reunirá y publicará información sobre las telecomunicaciones en beneficio de todos los Miembros”;

Teniendo en cuenta:

- a) Lo dispuesto en la Resolución N<sup>o</sup> 32 de la Conferencia de Plenipotenciarios (Montreux, 1965) y la Resolución N<sup>o</sup> 36 del C.C.I.R. (1966);
- b) Los estudios ya emprendidos por el Secretario General;

Reconociendo que los servicios de documentación constituyen un medio fundamental para mantenerse al corriente de los últimos avances en la esfera de las telecomunicaciones, sobre todo para los países en desarrollo;

Encarga al Secretario General:

1. Que prosiga, con el concurso de los demás organismos permanentes de la Unión, los estudios encaminados a la creación de un Centro de documentación y referencias bibliográficas sobre telecomunicaciones, que se encargaría de:
  - 1.1. Facilitar la utilización de la documentación publicada por la Unión;
  - 1.2. Colaborar con otros centros nacionales o internacionales de documentación para el intercambio de referencias bibliográficas, a fin de evitar duplicaciones, reducir los gastos y, al mismo tiempo, centralizar la información mundial sobre telecomunicaciones;

- 1.3. Poner esta información a disposición de los Miembros y los funcionarios y expertos de la Unión;
2. Que informe al Consejo de Administración, a fin de que la próxima Conferencia de Plenipotenciarios pueda tomar una decisión sobre la materia;  
Invita al Consejo de Administración a que tome las medidas necesarias, dentro de los recursos disponibles, para permitir la continuación de tales estudios.

RESOLUCIÓN Nº 48. INTERRUPCIÓN DEL SERVICIO DE CABLES SUBMARINOS  
EN EL MEDITERRÁNEO ORIENTAL

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Enterada de que los cables submarinos Beirut-Marsella y Beirut-Alejandría, que enlazan el Líbano con Europa y el Continente americano, por un lado, y con Africa, por otro, han sido gravemente averiados en aguas territoriales libanesas durante la noche del 17 al 18 de octubre de 1973;

Observando que todos los elementos de información y de control concurren en que este grave acto de sabotaje ha sido perpetrado deliberadamente por un Miembro de la Unión, concretamente el Estado de Israel;

Considerando que el Convenio Internacional de Telecomunicaciones obliga a todos los Miembros de la Unión y, en particular, lo dispuesto en los números 1, 17, 18, 24, 282 y 286;

Consciente de que este acto atenta gravemente contra los intereses políticos, económicos y humanos del Líbano y de los países que utilizan también estos cables;

Estimando que tales actos redundan en perjuicio del progreso y del desarrollo de los pueblos;

Entendiendo que la destrucción de los medios de comunicación entre los pueblos es un acto contrario a la ampliación de la cooperación internacional para el mejoramiento y el empleo racional de toda clase de telecomunicaciones, que es el objetivo principal de la Unión;

Condena sin apelación categóricamente semejante política de destrucción y a su autor, el Estado de Israel;

Resuelve prever las sanciones apropiadas, comprendida la suspensión e incluso la exclusión del Estado de Israel, en caso de que se repitan tales actos contrarios a las normas y prácticas que rigen las relaciones internacionales.

RECOMENDACIÓN Nº 1. LIBRE TRANSMISIÓN DE LAS INFORMACIONES

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Vistos:

- a) La Declaración Universal de Derechos Humanos aprobada por la Asamblea General de las Naciones Unidas el 10 de diciembre de 1948;
- b) Los artículos 18, 19 y 20 del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),  
Teniendo en cuenta el noble principio de la libre transmisión de las informaciones;

Recomienda a los Miembros de la Unión que faciliten la libre transmisión de las informaciones por los servicios de telecomunicación.

**RECOMENDACIÓN N<sup>o</sup> 2. UTILIZACIÓN DE LAS RADIOCOMUNICACIONES PARA LA SEÑALIZACIÓN E IDENTIFICACIÓN DE LOS BARCOS Y AERONAVES SANITARIOS PROTEGIDOS POR LAS CONVENCIONES DE GINEBRA DE 1949**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Considerando:

- a) Que es esencial poder identificar y localizar los barcos y aeronaves sanitarios en periodo de conflicto armado para que las fuerzas armadas de los beligerantes puedan respetarlos;
- b) Que el empleo de las radiocomunicaciones es necesario junto con otros métodos establecidos y reconocidos, para señalar la identificación y posición de los barcos sanitarios en la mar y las aeronaves sanitarias en vuelo en periodo de conflicto armado;

Recomienda que las conferencias administrativas mundiales de radiocomunicaciones marítimas o aeronáuticas estudien los aspectos técnicos del empleo de ciertas frecuencias internacionales para las radiocomunicaciones, la señalización e identificación de los barcos y aeronaves sanitarios protegidos por las Convenciones de Ginebra de 1949.

**RECOMENDACIÓN N<sup>o</sup> 3. REAJUSTE DE LAS PENSIONES**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Recordando la Resolución N<sup>o</sup> 5, relativa a la asimilación al Sistema Común de las Naciones Unidas, adoptada por la Conferencia de Plenipotenciarios (Montreux, 1965);

Tras considerar el informe del Comité de Pensiones del Personal de la U.I.T. (Documento N<sup>o</sup> 35) sobre el reajuste de las pensiones;

Pide a la Asamblea General de las Naciones Unidas que tenga presentes los objetivos que se resumen a continuación:

1. El rápido reajuste de las pensiones abonadas:
  - a) Para restablecer en la medida de lo posible el poder adquisitivo de tales pensiones al nivel anterior a mayo de 1971;
  - b) Para mantener este poder adquisitivo reajustando las pensiones en el plazo más breve posible;
2. El examen con carácter urgente de medidas provisionales para compensar las pérdidas sufridas por los jubilados desde mayo de 1971, y evitar que quienes perciban prestaciones distintas de las pensiones sufran pérdidas similares;

Encarece a la Asamblea General de las Naciones Unidas que haga todo lo posible para que se tomen urgentemente y sin interrupción las medidas apropiadas para alcanzar tales objetivos.

**RUEGO N° 1. IMPOSICIÓN DE TASAS FISCALES**

Los Miembros de la Unión reconocen la conveniencia de evitar la imposición de tasas fiscales a las telecomunicaciones internacionales.

**RUEGO N° 2. TRATO FAVORABLE A LOS PAÍSES EN DESARROLLO**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Vistos:

- a) El objeto de la Unión, que es mantener y ampliar la cooperación internacional para el mejoramiento y el empleo más racional de toda clase de telecomunicaciones;
- b) La realidad actual de un desequilibrio creciente, desde los puntos de vista económico y tecnológico, entre los países desarrollados y los países en desarrollo;
- c) El hecho de que el poderío económico de los países desarrollados se basa o se conjuga con el alto nivel de su tecnología, lo que se refleja en amplios y crecientes mercados internacionales, mientras que en los países en desarrollo su economía es relativamente débil y con frecuencia deficitaria, como consecuencia de una tecnología en proceso de integración o adquisición;

Formula el ruego de que los países desarrollados atiendan las solicitudes de trato favorable que los países en desarrollo les hagan en sus relaciones de servicio, comerciales u otras que se efectúen en el campo de las telecomunicaciones, contribuyendo así al equilibrio económico deseado, que alivie las tensiones mundiales existentes.

A fin de identificar países de una u otra condición económica, se podrán aplicar los criterios de ingreso por habitante, producto nacional bruto, desarrollo telefónico nacional u otros mutuamente convenidos, seleccionados de entre aquellos internacionalmente reconocidos por las fuentes de información especializada de las Naciones Unidas.

**RUEGO N° 3. EXPOSICIONES DE TELECOMUNICACIÓN**

La Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973),

Reconociendo que las exposiciones de telecomunicación son de considerable ayuda para poner en conocimiento de los Miembros de la Unión los últimos perfeccionamientos de la técnica de las telecomunicaciones y para difundir las posibilidades de la aplicación de la ciencia y de la tecnología de las telecomunicaciones en beneficio de los países en desarrollo;

Formula el ruego de que en el futuro estas exposiciones se organicen bajo los auspicios de la Unión, en colaboración con los Miembros, siempre que no supongan para la Unión carga financiera alguna en su presupuesto ni interés comercial.

## RESERVATIONS AND DECLARATIONS MADE UPON RATIFICATION OR ACCESSION (a)

## RÉSERVES ET DÉCLARATIONS FAITES LORS DE LA RATIFICATION OU DE L'ADHÉSION (a)

ALBANIA (a)

ALBANIE (a)

[ALBANIAN TEXT — TEXTE ALBANAIS]

*“Deklarate*

“Qeveria e Republikes Popullore te Shqiperise deklarone se nul: njeh si te ligjshme plotfuqite e perfaqesuesve te Seulit, te cilet nuk mund te perfaqesojne popullin korean.

*“Rezervat*

“1. Qeveria e Republikes Popullore te Shqiperise rezervon te drejten te pranoje ose te mos pranoje rregulloren e radiokomunikacioneve, teresisht ose pjeserisht.

“2. Qeveria e Republikes Popullore te Shqiperise rezervon te drejten te marre te gjitha masat qe do t'i gjykoje te nevojshme per t'i ruajtur interesat e saj ne rast se rezervat e bera nga vende te tjera do te çojne ne rritjen e pjeses se kontributit te saj ne shpenzimet e bashkimit, ose ne rast se disa anetare te bashkimit nuk paguajne pjesen e tyre ne shpenzimet e bashkimit.”

[TRANSLATION]<sup>1</sup>[TRADUCTION]<sup>1</sup>*Declaration*

The Government of the People's Republic of Albania declares that it does not recognize the legality of the credentials of the representatives of Seoul, who do not represent the people of Korea.

*Déclaration*

Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie déclare qu'il ne reconnaît pas comme légaux les pleins pouvoirs des représentants de Séoul qui ne représentent pas le peuple coréen.

*Reservation*

1. The Government of the People's Republic of Albania reserves the right to accept or not to accept the Radio Regulations, in whole or in part.

2. The Government of the People's Republic of Albania reserves the right to take any measures it deems necessary to safeguard its interests should reservations made by other countries lead to an increase in its contributory share in defraying the expenses of the Union or

*Réserve*

1) Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie se réserve le droit d'accepter ou de ne pas accepter le Règlement des radiocommunications, soit totalement, soit en partie.

2) Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie se réserve le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts dans le cas où des réserves formulées par d'autres pays entraîneraient une augmentation de sa part de contribu-

<sup>1</sup> Translation supplied by the International Telecommunication Union.

<sup>1</sup> Traduction fournie par l'Union internationale des télécommunications.



should any Members of the Union fail to pay their share of those expenses.

*ARGENTINA*

[*Confirming the statements contained in Nos. LXXXIV and LXXXVII of the Final Protocol.*]

*BAHAMAS (a)*

“In acceding to the Convention, the Government of the Commonwealth of the Bahamas has reserved the right not to accept any financial measure which might lead to an increase in its contributory share to defraying the expenses of the Union, and the right to take such action as it may consider necessary to safeguard its interests should certain Members not share in defraying the expenses of the Union, or should they fail in any other way to comply with the requirements of the Convention or its annexes or the Protocols attached thereto or should reservations by other countries jeopardize the telecommunication services of the Commonwealth of the Bahamas.”

*BAHRAIN (a)*

“1. The State of Bahrain wishes to reserve the right of its Government to take such action as it may consider necessary to protect its interests, should Members or Associate Members in any way fail to comply with the requirements of the International Telecommunication

tion aux dépenses de l'Union ou si certains Etats Membres de l'Union ne s'acquittaient pas de leur part des dépenses de l'Union.

*ARGENTINE*

[*Avec confirmation des déclarations faites sous les nos LXXXIV et LXXXVII du Protocole final.*]

*BAHAMAS (a)*

[TRADUCTION<sup>1</sup> — TRANSLATION<sup>2</sup>]

En adhérant à la Convention, le Gouvernement du Commonwealth des Bahamas s'est réservé le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, ainsi que le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part de dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention, de ses annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication du Commonwealth des Bahamas.

*BAHREÏN (a)*

[TRADUCTION<sup>1</sup> — TRANSLATION<sup>2</sup>]

1) L'Etat de Bahreïn désire réserver le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts, au cas où des Membres ou Membres associés n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Conven-

<sup>1</sup> Traduction fournie par l'Union internationale des télécommunications.

<sup>2</sup> Translation supplied by the International Telecommunication Union.

Convention (Malaga-Torremolinos, 1973) or should the reservations made by such Members jeopardize its telecommunication services or lead to an increase in Bahrain's share in defraying the expenses of the Union.

"2. The accession of the State of Bahrain to the International Telecommunication Convention (Malaga-Torremolinos, 1973) shall in no way imply recognition of the Member appearing in annex 1 to the said Convention under the name of 'Israel'."

### BULGARIA

[*Confirming the statement contained in No. XLIX of the Final Protocol.*]

### BYELORUSSIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC

[*Confirming the statement contained in No. XLIX of the Final Protocol.*]

### CHILE

[*Confirming the declaration contained in No. VIII of the Final Protocol and with the following declaration:*]

[TRANSLATION]<sup>1</sup>

The Government of the Republic of Chile is ratifying the Convention of Malaga-Torremolinos (1973) on the

<sup>1</sup> Translation supplied by the International Telecommunication Union.

tion internationale des télécommunications, Malaga-Torremolinos (1973) ou si les réserves formulées par ces Membres devaient compromettre ses services de télécommunication ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

2) L'adhésion de l'Etat de Bahreïn à la Convention internationale des télécommunications, Malaga-Torremolinos (1973), n'implique nullement la reconnaissance du Membre inscrit à l'annexe 1 à ladite Convention sous le nom d'«Israël».

### BULGARIE

[*Avec confirmation de la déclaration faite sous le n° XLIX du Protocole final.*]

### RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE

[*Avec confirmation de la déclaration faite sous le n° XLIX du Protocole final.*]

### CHILI

[*Avec confirmation de la déclaration faite sous le n° VIII du Protocole final et avec la déclaration suivante :*]

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

"El Gobierno de la República de Chile ratifica el Convenio Internacional de Telecomunicaciones, suscrito en Málaga-Torremolinos, España, el año 1973, en el entendido de que, en la oportunidad en que ello sea posible, la UIT determinará la forma en que será respetado el derecho soberano de cada país de no serle impuesta una radiodifusión no deseada, que pasa proveniente de otro Estado."

[TRADUCTION]<sup>1</sup>

Le Gouvernement de la République du Chili ratifie la Convention de Malaga-Torremolinos (1973) étant entendu que,

<sup>1</sup> Traduction fournie par l'Union internationale des télécommunications.

understanding that the ITU would determine as soon as possible how to enforce the sovereign right of each country to ensure that no unwanted broadcast originating in another State was imposed upon it.

### CHINA

[*Confirming the statement contained in paragraph 2 of No. LIX of the Final Protocol.*]

### CZECHOSLOVAKIA

[*Confirming the reservations and declarations contained in the last paragraph of No. XV and Nos. XLIX, L and XCI.*]

### HUNGARY

[*Confirming the statement contained in Nos. XV, L and XCI of the Final Protocol and with the following declarations:*]

#### [TRANSLATION<sup>1</sup> — TRADUCTION<sup>2</sup>]

The Government of the Hungarian People's Republic, while approving the Regulations, reserves the right to use on its territory for the aeronautical radio-navigation service:

- The frequency bands allocated to the "radiolocation" and "aeronautical radionavigation" services mentioned in article 5 of the Radio Regulations (Geneva, 1959);
- The frequency band 415-490 kHz.

The Government of the Hungarian People's Republic accepts the use of the broadcasting schedules in the broadcasting frequency bands 5 950-26 100 kHz

dès que cela sera possible, l'UIT déterminera sous quelle forme devra être respecté le droit souverain de chaque pays de ne pas se voir imposer des émissions de radiodiffusion non désirées en provenance d'un autre Etat.

### CHINE

[*Avec confirmation de la déclaration figurant au paragraphe 2 du n° LIX du Protocole final.*]

### TCHÉCOSLOVAQUIE

[*Avec confirmation des réserves et déclarations figurant au dernier paragraphe du n° XV et aux nos XLIX, L et XCI.*]

### HONGRIE

[*Avec confirmation des déclarations faites sous les nos XV, L et XCI du Protocole final et avec les déclarations suivantes :*]

«Le Gouvernement de la République Populaire Hongroise, en les approuvant, se réserve le droit d'utiliser sur le territoire de son pays pour le service de radio-navigation aéronautique :

- « — Les bandes de fréquences attribuées aux services de «radiolocalisation» et de «radionavigation aéronautique», mentionnées à l'article 5 du Règlement des radiocommunications (Genève, 1959);
- « — La bande de fréquence 415-490 kHz.

«Le Gouvernement de la République Populaire Hongroise n'accepte l'emploi des Horaires de radiodiffusion dans les bandes de fréquences de radiodiffusion

<sup>1</sup> Translation supplied by the International Telecommunication Union.

<sup>2</sup> Traduction fournie par l'Union internationale des télécommunications.

mentioned in article 5 of the Radio Regulations (Geneva, 1959) only in so far as they facilitate the preparation of the final frequency allocation plan for the bands concerned.

5 950-26 100 kHz, indiquées à l'article 5 du Règlement des radiocommunications (Genève, 1959), que dans la mesure où ils favorisent l'élaboration du plan définitif de la répartition des fréquences pour les bandes mentionnées.»

*IRAQ*

[*Confirming the statement contained in No. XXXVII of the Final Protocol.*]

*IRAQ*

[*Avec confirmation de la déclaration faite sous le n° XXXVII du Protocole final.*]

*MALTA (a)*

“In acceding to the Convention, the Government of the Republic of Malta has reserved the right to take such action as it may consider necessary to protect its interests, should Members in any way fail to comply with the requirements of the Convention, annexes, Protocols etc., or should the reservations made by such Members jeopardize its telecommunication services or lead to an increase in Malta's share in defraying the expenses of the Union.”

*MALTE (a)*

[TRADUCTION<sup>1</sup> — TRANSLATION<sup>2</sup>]

En adhérant à la Convention, le Gouvernement de la République de Malte s'est réservé le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts, si des Membres n'observaient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention ou de ses annexes, Protocoles, etc., ou si les réserves faites par d'autres Membres compromettaient les services de télécommunication de Malte ou entraînaient une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

*NAURU (a)*

“The Government of the Republic of Nauru reserves the right to take such action as it may consider necessary to safeguard its interests should certain Members not share in defraying the expenses of the Union, or should they fail in any other way to comply with the requirements of the International Telecommunication Convention (Malaga-Torremolinos, 1973) or its annexes or the

*NAURU (a)*

[TRADUCTION — TRANSLATION]

Le Gouvernement de la République de Nauru se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

<sup>1</sup> Traduction fournie par l'Union internationale des télécommunications.

<sup>2</sup> Translation supplied by the International Telecommunication Union.

Protocols attached thereto or should reservations by other countries jeopardize the telecommunication services of Nauru.”

### OMAN

[*Confirming the statement contained in No. XXXVII of the Final Protocol and with the following declaration:*]

“In ratifying the Convention, the Government of the Sultanate of Oman confirmed the statement contained in No. XXXVII of the Final Protocol to the aforementioned Convention and declared that it shall not accept any financial consequences which might lead to an increase in its contributory share in defraying the expenses of the Union that might arise as a result of reservations made by other Governments who took part in the Plenipotentiary Conference, Malaga-Torremolinos, 1973.”

### PAPUA NEW GUINEA (a)

“In acceding to the Convention, the Government of Papua New Guinea has reserved the right to take such action as it may consider necessary to safeguard its interests should certain Members not share in defraying the expenses of the Union, or should they fail in any other way to comply with the requirements of the Convention or its annexes or the Protocols attached thereto, or should reservations by other countries jeopardize their telecommunication services.”

de ses annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Nauru.

### OMAN

[*Avec confirmation de la déclaration faite sous le n° XXXVII du Protocole final et avec la réserve suivante :*]

[TRADUCTION<sup>1</sup> — TRANSLATION<sup>2</sup>]

En ratifiant la Convention, le Gouvernement du Sultanat d'Oman a confirmé la déclaration figurant au n° XXXVII du Protocole final à ladite Convention et a déclaré qu'il n'acceptera aucune incidence financière entraînant une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union qui pourrait éventuellement résulter de réserves faites par d'autres gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973).

### PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE (a)

[TRADUCTION<sup>1</sup> — TRANSLATION<sup>2</sup>]

En adhérant à la Convention, le Gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée s'est réservé le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part de dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention ou de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

<sup>1</sup> Traduction fournie par l'Union internationale des télécommunications.

<sup>2</sup> Translation supplied by the International Telecommunication Union.

## POLAND

[*Confirming the statement contained in No. XLIX of the Final Protocol.*]

## ROMANIA

[*Confirming the statement contained in Nos. XCI and CIV of the Final Protocol and with the following declaration:*]

[TRANSLATION<sup>1</sup> — TRADUCTION<sup>2</sup>]

In ratifying the Convention, the Government of the Socialist Republic of Romania . . . declared that in conformity with article 42, paragraph 2, of the Convention, ratification involves acceptance of the Administrative Regulations in force at the time of ratification by the Socialist Republic of Romania.

## SOUTH AFRICA (a)

“The Government of the Republic of South Africa has acceded to the Convention subject to the proviso that it will reserve to itself the right to take any action it may deem necessary to protect its interests, should other Members of the Union in any way fail to comply with the obligations under the International Telecommunication Convention (Malaga-Torremolinos, 1973) in respect of South Africa.”

## SWAZILAND (a)

[*Confirming the statement contained in No. II of the Final Protocol.*]

<sup>1</sup> Translation supplied by the International Telecommunication Union.

<sup>2</sup> Traduction fournie par l'Union internationale des télécommunications.

## POLOGNE

[*Avec confirmation de la déclaration faite sous le n° XLIX du Protocole final.*]

## ROUMANIE

[*Avec confirmation des déclarations faites sous les nos XCI et CIV du Protocole final et avec la déclaration suivante :*]

«En ratifiant la Convention, le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie . . . a déclaré . . . qu'en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 42 de la Convention, la ratification implique l'acceptation des Règlements administratifs en vigueur au moment de cette ratification par la République Socialiste de Roumanie.»

## AFRIQUE DU SUD (a)

[TRADUCTION<sup>1</sup> — TRANSLATION<sup>2</sup>]

Le Gouvernement de la République Sud-africaine a adhéré à la Convention en se réservant le droit de prendre toute mesure qu'il pourrait juger nécessaire pour protéger ses intérêts, dans le cas où d'autres Membres de l'Union manqueraient, de quelque manière que ce soit, à remplir leurs obligations découlant de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), à l'égard de la République Sud-africaine.

## SWAZILAND (a)

[*Avec confirmation de la déclaration faite sous le n° II du Protocole final.*]

<sup>1</sup> Traduction fournie par l'Union internationale des télécommunications.

<sup>2</sup> Translation supplied by the International Telecommunication Union.

## TONGA (a)

“In acceding to the Convention, the Government of the Kingdom of Tonga has reserved the right not to accept any financial measure which might lead to an increase in its contributory share to defraying the expenses of the Union, and the right to take such action as it may consider necessary to safeguard its interests should certain Members not share in defraying the expenses of the Union, or should they fail in any other way to comply with the requirements of the Convention or the Protocols attached thereto or should reservations by other countries jeopardize the telecommunication services of the Kingdom of Tonga.”

*UKRAINIAN SOVIET  
SOCIALIST REPUBLIC*

*[Confirming the statement contained in No. XLIX of the Final Protocol.]*

*UNION OF SOVIET  
SOCIALIST REPUBLICS*

*[Confirming the statement contained in No. XLIX of the Final Protocol.]*

## TONGA (a)

[TRADUCTION<sup>1</sup> — TRANSLATION<sup>2</sup>]

En adhérant à la Convention, le Gouvernement du Royaume des Tonga s'est réservé le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, ainsi que le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part de dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication du Royaume des Tonga.

*RÉPUBLIQUE SOCIALISTE  
SOVIÉTIQUE D'UKRAINE*

*[Avec confirmation de la déclaration faite sous le n° XLIX du Protocole final.]*

*UNION DES RÉPUBLIQUES  
SOCIALISTES SOVIÉTIQUES*

*[Avec confirmation de la déclaration faite sous le n° XLIX du Protocole final.]*

<sup>1</sup> Traduction fournie par l'Union internationale des télécommunications.

<sup>2</sup> Translation supplied by the International Telecommunication Union.

DECLARATION RELATING TO THE DECLARATION BY THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND UNDER No. CII *b*) OF THE FINAL PROTOCOL OF THE INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION CONVENTION CONCLUDED AT MALAGA-TORREMOLINOS ON 25 OCTOBER 1973

DÉCLARATION CONCERNANT LA DÉCLARATION FAITE PAR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD SOUS LE N° CII, *b*, DU PROTOCOLE FINAL DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CONCLUE À MALAGA-TORREMOLINOS LE 25 OCTOBRE 1973

*Instrument deposited with the Secretary General of the International Telecommunication Union on:*

19 January 1977

ARGENTINA

*Instrument déposé auprès du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications le :*

19 janvier 1977

ARGENTINE

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

“Toda referencia en el Protocolo Final del Convenio Internacional de Telecomunicaciones (Málaga-Torremolinos, 1973) o en cualquier otro documento de la Conferencia a las Islas Malvinas, Islas Georgias del Sur y Sandwich del Sur, bajo la errónea denominación de ‘Dependencias Islas Falkland’, en nada afecta los imprescriptibles e inalienables derechos soberanos de que es titular la República Argentina sobre las mismas. La ocupación que detenta el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, en virtud de un acto de fuerza jamás aceptado por la República Argentina, llevó a que la Organización de las Naciones Unidas, mediante la Resolución N° 2065 (XX) invitase a ambas partes a encontrar una solución pacífica acerca de la disputa de soberanía sobre dichas Islas.

“Por otra parte, toda referencia en los mismos documentos al llamado ‘Territorio Antártico Británico’ en nada afecta los derechos de la República en el Sector Antártico Argentino, y aquella mención se encuentra comprendida en el artículo IV del Tratado Antártico, suscripto en Washington el 1° de diciembre de 1959, del que son signatarios la República Argentina y el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte.

“La República Argentina no acepta la declaración formulada por el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte al firmar el Protocolo Final con respecto a sus derechos sobre los territorios mencionados.”

[TRANSLATION]

Any reference in the Final Protocol to the International Telecommunication Convention (Malaga-Torremolinos, 1973) or in any other document of the

[TRADUCTION]

Toute référence au Protocole final de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou à tout autre document de la



Conference to the Malvinas Islands, South Georgia Islands and the South Sandwich Islands, under the erroneous name of "Dependencies of the Falkland Islands" in no way affects the indefeasible and inalienable sovereign rights of the Argentine Republic over them. The occupation exercised by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland by virtue of an act of force never accepted by the Argentine Republic, prompted the Organization of the United Nations, in resolution 2065 (XX),<sup>1</sup> to call upon both Parties to find a peaceful solution with respect to the dispute concerning sovereignty over the said Islands.

Furthermore, any reference in the same documents to the so-called "British Antarctic Territory" in no way affects the right of the Republic in the Argentine Antarctic sector, as set out in article IV of the Antarctic Treaty, signed in Washington on 1 December 1959, of which the Argentine Republic and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are signatories.

The Argentine Republic does not accept the declaration formulated by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland upon signing the Final Protocol with respect to its rights over the above-mentioned territories.

Conférence sur les îles Malouines, les îles de la Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, sous la dénomination erronée de «Dépendances des îles Falkland» n'affecte en rien les imprescriptibles et inaliénables droits souverains dont est titulaire la République argentine sur ces mêmes îles.

L'occupation exercée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en vertu d'un acte de force jamais accepté par la République argentine, a conduit l'Organisation des Nations Unies, par le biais de la résolution n° 2065 (XX)<sup>1</sup>, à inviter les deux Parties à trouver une solution pacifique à la querelle de souveraineté sur lesdites îles.

D'autre part, toute référence aux mêmes documents dits «Territoire antarctique britannique» n'affecte en rien les droits de la République dans le secteur antarctique argentin et ceci se trouve stipulé à l'article IV du Traité antarctique, souscrit à Washington le 1<sup>er</sup> décembre 1959 et signé par la République argentine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

La République argentine n'accepte pas la déclaration formulée, par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, lors de la signature du Protocole final, eu égard à ses droits sur les territoires mentionnés.

---

<sup>1</sup> United Nations *Official Records of the General Assembly, Twentieth Session, Supplement No. 14 (A/6014)*, p. 57.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément no 14 (A/6014)*, p. 61.

